



HAL
open science

Gouverner les communs environnementaux : l'Amazonie en Equateur et en Bolivie : conflictualité socio-écologique, échelles de pouvoir et espace global à l'heure de l'Anthropocène

Pierre-Yves Cadalen

► **To cite this version:**

Pierre-Yves Cadalen. Gouverner les communs environnementaux : l'Amazonie en Equateur et en Bolivie : conflictualité socio-écologique, échelles de pouvoir et espace global à l'heure de l'Anthropocène. Science politique. Institut d'études politiques de paris - Sciences Po, 2019. Français. NNT : 2019IEPP0036 . tel-03411867

HAL Id: tel-03411867

<https://theses.hal.science/tel-03411867>

Submitted on 2 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'études politiques de Paris
Ecole doctorale de Sciences Po

Programme doctoral de science politique, mention relations internationales
Centre de recherches internationales

Doctorat en science politique
Spécialité relations internationales

Pierre-Yves CADALEN

**Gouverner les communs environnementaux :
l'Amazonie en Equateur et en Bolivie**

Conflictualité socio-écologique, échelles de pouvoir et espace global à l'heure de l'Anthropocène

Thèse dirigée par Mme Karoline POSTEL-VINAY, directrice de recherche au CERI-
Sciences Po et M. David RECONDO, chargé de recherche au CERI-Sciences Po

soutenue le 18 novembre 2019

Jury

M. Fabrice FLIPO, professeur, Institut Mines-Télécom Business School (**rapporteur**)
M. David GARIBAY, professeur des universités, Lyon 2
Mme Amandine ORSINI, professeure, Université Saint-Louis – Bruxelles (**rapporteure**)
Mme Karoline POSTEL-VINAY, directrice de recherche, Sciences Po – CERI (**directrice**)
M. David RECONDO, chargé de recherche, Sciences Po – CERI (**directeur**)
Mme Gabriela TORRES MAZUERA, profesora investigadora, CIESAS

L'Institut d'Études Politiques de Paris n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions développées dans cette thèse : ces opinions doivent être considérées comme propres à son auteur et n'engagent que sa seule responsabilité.

« L'homme fut sûrement le vœu le plus fou des
ténèbres; c'est pourquoi nous sommes ténébreux, envieux et
fous sous le puissant soleil.

Une terre qui était belle a commencé son agonie, sous le
regard de ses sœurs voltigeantes, en présence de ses fils
insensés »

René Char, « Nous avons », *Commune présence*

Résumé de la thèse de doctorat

Mots clés

Biens communs ; gouvernementalité ; écologie ; communautés indigènes ; Etat ; Anthropocène ; développement ; Buen Vivir – Vivir Bien ; périphérie ; multilatéralisme environnemental ; projection internationale.

La thèse porte sur les relations de pouvoir autour des communs environnementaux en Bolivie et en Equateur au début de ce siècle. La période étudiée court du début des années 2000 à 2014-2015.

Le point nodal du travail consiste à étudier les interactions entre la conflictualité socio-écologique des espaces amazoniens dans ces deux pays avec les projections internationales menées par les gouvernements de Rafael Correa en Equateur, et d'Evo Morales en Bolivie. En effet, la question écologique est devenue centrale dans les récits diplomatiques de ces deux gouvernements, élément crucial de leurs politiques d'influence internationale.

L'approche choisie dans cette thèse de relations internationales ne se limite donc pas au seul niveau international, mais tente plutôt de saisir les déterminants simultanément locaux, nationaux et globaux de la politique internationale, saisie à partir de la reconfiguration de pouvoir par les enjeux écologiques.

En effet, l'étude des communs environnementaux, à l'heure de l'anthropocène, ne saurait être effectuée sans étudier les articulations entre bien commun local et bien commun global : le changement climatique comme l'extinction des espèces sont des phénomènes globaux aux ancrages spatiaux déterminés. L'activité socioéconomique des êtres humains est désormais établie comme en étant la cause principale.

La saisie de ce processus global ne peut être effectuée *ex nihilo*. Ce sont donc des espaces déterminés par lesquels passe le travail mené dans cette thèse : le parc Yasuní en Equateur et le parc Tipnis en Bolivie. Les forces politiques et sociales appuyant l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et de Rafael Correa reposaient sur un socle idéologique alliant socialisme, écologie politique et indigénisme.

Si ces pays ont souvent été rapprochés l'un de l'autre dans les analyses portant sur l'Amérique du Sud pour leurs similitudes, il m'a paru important de chercher ce qui, dans cet alliage entre relations de pouvoir autour d'un espace et projections internationales, les différenciait. La

proximité a priori des processus s'est trouvée considérablement nuancée à partir de cette perspective comparative.

Ce travail de thèse est fondé sur 63 entretiens de recherche menés en Equateur, en Bolivie, ainsi qu'en France : responsables gouvernementaux, diplomates, responsables d'ONG, universitaires ou dirigeants indigènes sont une source primaire décisive et indispensable à ce travail de doctorat. Les entretiens réalisés sont semi-directifs et ont permis à la fois de recueillir des informations neuves qui ne figuraient pas dans la littérature secondaire déjà disponible mais également de saisir les positionnements des différents acteurs interrogés dans ces rapports de pouvoir qui engagent une multiplicité de forces sociales.

La thèse est structurée en trois parties.

Dans une première partie, l'analyse des projections internationales bolivienne et équatorienne est réalisée à partir des conditions sociales et idéologiques de formation des nouveaux blocs hégémoniques. L'approche comparative est ici essentielle à l'analyse de rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux. Alors que les tentatives de modification du cadre international des politiques de l'environnement prennent des formes différentes, elles sont restées toutes deux inaccomplies. En effet, la volonté affichée de transformer les structures internationales en matière de politique de l'environnement ne s'est pas concrétisée par une rupture effective. Les propositions politiques élaborées par les deux diplomaties sont restées inabouties, en ce sens qu'elles n'ont pas été intégrées au cadre des politiques multilatérales de l'environnement. Deux éléments structurants de ces projections sont analysés de près : les Conférences des peuples contre le changement climatique de Cochabamba, en 2009 et en 2015 pour la Bolivie ; et l'initiative Yasuní-ITT pour l'Equateur, au cœur de sa diplomatie environnementale. Cette situation met en exergue les tensions internes aux blocs hégémoniques.

En effet, les relations de pouvoir au niveau national et local – l'Amazonie ayant ici un double statut d'espace indissociablement local et global – ne cessent d'exister du simple fait du caractère unificateur des projections internationales des récits internationaux des gouvernements Morales et Correa. Deux conflits viennent étayer ce fait : l'un autour d'un projet de route au cœur du Tipnis, parc national et territoire indigène en Bolivie, l'autre autour du parc national et territoire indigène Yasuní en Equateur. C'est l'objet de la seconde partie que de déployer les raisons de la permanence de rapports de pouvoir écologique, à partir des forêts étudiées. Ces forces ont rattrapé l'autonomie premièrement constituée par les victoires électorales du MAS bolivien et de PAIS en Equateur. La continuation de la rupture politique par d'autres moyens, c'est-à-dire au niveau international, n'a pas été possible, et la conflictualité socio-écologique est rallumée avec

d'autant plus de puissance que l'écologie est au cours de ces projections internationales devenue centrale dans le récit structurant l'action politique de Morales et Correa.

Les conclusions tirées de ce rattrapage des dynamiques politiques invitent à penser un cadre général d'analyse des relations de pouvoir écologique, dont la robustesse pourrait être éprouvée par la suite. C'est le cœur de la troisième partie de la thèse. J'y propose le concept d'éco-pouvoir, qui déterminerait, du fait de la réalité structurante de l'anthropocène, des configurations et des dynamiques de pouvoir absolument neuves. Les tensions autour de l'autonomie indigène, la souveraineté nationale de ces Etats périphériques, la justice climatique sont observées à travers ce prisme. L'éco-pouvoir y est défini comme pouvoir polycentrique de vie et de mort sur l'espèce, dont l'instauration et la force d'inertie dépendent foncièrement de l'imposition d'une représentation univoque de l'espace et du temps.

Remerciements

Je n'ai jamais entendu silence pareil à celui de l'île du Soleil, sur le lac Titicaca. Alors que je marchais sur cette terre mystique, j'entendais mon cœur battre, aux côtés de mes parents venus me voir en Bolivie. A l'écoute de ce silence, la pensée s'impose comme le moyen de se frayer un chemin dans la jungle obscure des relations de pouvoir, tant elles sont complexes et décisives. Personne ne peut être remercié pour ces moments où l'esprit peut se libérer, ne serait-ce qu'un instant, des contraintes matérielles qui l'enserrent en permanence. Mais les silences eux-mêmes peuvent être salués. Les rares moments de contemplation qu'offre la vie contemporaine sont aussi précieux au chercheur que le ciel étoilé qui guide le voyageur égaré.

C'est d'ailleurs le risque d'une thèse de doctorat de se perdre dans les méandres de considérations qui, une à une, pourraient faire l'objet de recherches plus approfondies. Des thèses peuvent naître sans cesse dans la thèse même, et les fils de l'analyse tirés indéfiniment. Mais le temps disponible comme le format ne sont pas extensibles à l'infini, et l'enthousiasme doit être maîtrisé avant que le projet de thèse tourne court. En d'autres termes, il faut savoir finir une thèse.

Mon premier remerciement va de ce point de vue à Karoline Postel-Vinay et David Recondo, qui ont su m'encadrer et me suivre le long de ces quatre années de thèse. Ils m'ont initié au métier de chercheur, et leurs conseils ont été essentiels pour orienter mon travail. La rigueur de leurs indications n'a eu d'égale que la liberté totale qu'ils m'ont accordée dans mes perspectives de recherche. Je les en remercie grandement.

Je remercie également Fabrice Flipo, David Garibay, Gabriela Torres Mazuera ainsi qu'Amandine Orsini, qui m'ont fait l'honneur d'accepter d'évaluer cette thèse en siégeant au jury. J'espère qu'ils trouveront les pages qui suivent dignes d'intérêt.

Cette thèse de doctorat n'aurait pu exister sans les nombreuses personnes qui ont accepté de s'entretenir avec moi. Tous, d'où qu'ils parlent, ont apporté un éclairage important sur les relations de pouvoir qui structurent l'Amazonie. Je les ai déjà remerciés individuellement, au stade préliminaire de ce travail – qui me semblait déjà si avancé. Les voici remerciés collectivement.

Un terrain de recherche ne s'accomplit pas dans un espace abstrait, et je remercie chaleureusement Céline et Eduardo qui m'ont accueilli à Quito, et donné des clés de lecture nécessaires pour comprendre ce pays dans lequel je venais d'arriver. Merci à Marisabel Villagomez pour l'accueil formidable qu'elle m'a réservé à La Paz, alors que j'avais du mal à m'adapter à la rareté de l'oxygène dans cette ville fascinante. Manuel Canelas m'a également permis de saisir des enjeux essentiels, et facilité certains entretiens. Merci à lui. Enfin, cette thèse ne serait pas la même sans Rodrigo, qui m'a accueilli avec une hospitalité incroyable à Cochabamba. Nos discussions ont apporté beaucoup à ce travail, aux interrogations comme aux pistes que j'explore ici. La générosité qui a été la sienne ne laisse pas de m'impressionner.

A Cochabamba se trouvaient aussi mes parents, que je remercie tout particulièrement, ainsi que toute ma famille, pour avoir su cultiver en moi un sens de la curiosité intellectuelle et une passion pour la lecture, sans lesquels le métier de chercheur m'aurait sans doute échappé. André et Simone ont relu avec une patience et une rigueur impressionnantes la thèse, dont j'espère qu'elle se trouve ainsi expurgée des fautes de langue qui s'y trouvaient. Merci pour ce travail colossal.

Merci également à Hadrien Clouet et Régis Cadalen pour la relecture de certains passages, auxquels ils ont apporté leur sens de la rigueur et de la précision. Je ne saurais remercier assez Hervé Amiot qui m'a aidé de façon décisive pour la réalisation des cartes qui se trouvent en annexes. La

représentation graphique n'a jamais été mon fort. Merci également à Valentin qui m'a aidé pour la réalisation des schémas, et quelques détails graphiques et orthographiques. Dès la fin de la première version, Hervé Ferrière a relu avec précision l'ensemble de la thèse de doctorat. Ses remarques m'ont été des plus utiles, depuis l'histoire des sciences qui est son domaine d'enseignement et de recherche. Merci à lui.

Lors de ces années de doctorat, j'ai eu le plaisir d'enseigner au campus de Reims de l'IEP de Paris, ainsi qu'à l'UPEC. C'est une passion à laquelle je tiens. Les échanges avec les étudiants m'ont permis de réfléchir et, parfois, d'éprouver la solidité de telle ou telle hypothèse qui s'installait dans la thèse. Je remercie particulièrement Paul et Laëtitia, dont l'amitié est la preuve que nous ne sommes pas condamnés aux relations formelles qui commandent à certaines positions.

La solitude absolue est sans doute le pire ennemi de qui entreprend un long travail comme une thèse de doctorat. Aussi, l'amitié y prend une importance toute particulière. Les moments partagés de joie, les discussions fondatrices, les critiques salutaires, les moments de folie, et ceux de doux repos : qu'Alexis, Briec, Pierre, Cécile, Paul, Arnaud, Valérie, Dafné, Hadrien, Louis, Salomé, Antoine, Caroline, Erwan, Sarah, Clément B., Pauline, Clément S., Elise T.B., et d'autres que j'oublie sans doute, en soient remerciés, pour les moments passés et à venir, et l'idée essentielle que le bonheur et la joie ne disparaissent jamais de notre horizon. La rudesse des perspectives historiques de l'humanité ne peut guère s'affronter seul.

Entre Paris et Brest, je remercie mes colocataires et amis respectifs, pour leur patience et l'écoute de certaines lamentations obsessionnelles qui parfois peuvent saisir un doctorant ignorant de la date exacte à laquelle il parviendra à terminer son travail, et surtout pour leur amitié si chaleureuse, de celles qui donnent du sens et de la consistance à la vie. Merci donc à Edith, René, Mathilde et Valentin. Il faut bien dire que ce n'est pas moi qui ai cuisiné le plus ces dernières années !

Merci, enfin, aux amis de Brest, avec qui nous partageons un horizon, et qui m'ont fait redécouvrir ma ville avec le plus grand des plaisirs. A toutes les rencontres, enfin, qui ont rythmé les années de thèse, pour le meilleur ou pour le pire, le sel de la vie.

Surtout, comme le chante la merveilleuse Mercedes Sosa à la suite de la rebelle et libre Violeta Parra,

*“Gracias a la vida
Que me ha dado tanto”*

Table des matières

Résumé de la thèse de doctorat.....	6
Remerciements	9
Table des matières.....	11
Liste des abréviations et sigles employés	18
Liste des tableaux, schémas et cartes.....	20
Introduction	21
<i>Preamble</i>	21
Les relations de pouvoir écologique : de quoi s'agit-il ?.....	21
Pourquoi la Bolivie et l'Equateur ?.....	22
L'anthropocène : au-delà des débats conceptuels, une réalité foncièrement déterminante	25
La matérialisation des relations de pouvoir écologique : l'Amazonie au cœur de l'étude	26
Quelles autonomies ?.....	27
Une reconfiguration du pouvoir à l'âge anthropocène : la proposition de l'écopouvoir.....	28
I- De quoi les communs environnementaux sont-ils le nom ?	32
a. Commun et communauté : polysémie et instrumentalisation.....	32
Les biens communs : un champ épistémique pluridimensionnel	32
L'ambiguïté terminologique au cœur de la notion	38
L'extension problématique induite par le cas andin : entre <i>Sumak Kawsay</i> et <i>Vida Plena</i>	42
Communauté et commun(s).....	43
Biens communs et relations internationales.....	46
b. Du développement inégal et des rapports spatio-temporels de pouvoir.....	48
Le développement inégal : un cadre d'analyse et de perception des forces sociales.....	48
Espaces et territoire : penser le gouvernement du climat	50
De l'espace au temps des communs : l'articulation spatio-temporelle.....	52
c. Un cadre spécifique d'étude des communs environnementaux : qu'est-ce que « commun » en Equateur et en Bolivie ?	55
La pensée socialiste en Equateur et en Bolivie : la terre au centre des préoccupations sociales.....	55
Le problème des cultures : cohésion et incertitudes	58
Katarisme, indigénisme et culture : du commun différencié vers le peuple.....	60
L'Etat dépendant peut-il être autonome ? Eléments de débat.....	65
L'importance de la dimension religieuse dans la pensée amazonico-andine du commun ..	67
d. Le cadre d'analyse théorique : caractérisation des relations de pouvoir écologique	69
De l'Etat comme miroir du social	69

Les rapports de pouvoir écologique mondiaux.....	71
Entre gouvernement et gouvernance : un arbitrage lourd de conséquences	72
Conflictualité socio-écologique, relations de pouvoir écologique et écopouvoir.....	76
e. L'étude des relations de pouvoir écologique en Bolivie et en Equateur.....	78
II- La méthode : de la situation épistémologique à la méthode d'enquête	81
a. Les principes d'analyse épistémologiques : un préalable nécessaire.....	81
L'unité d'analyse étatique : un mythe paralysant	81
Spatialiser les relations internationales : une nécessité absolue.....	82
Décloisonner le politique en science politique : une obligation théorique.....	83
La science politique de l'écologie : la nécessaire introduction de la matérialité.....	84
b. Les conclusions pratiques en termes de méthode d'investigation.....	88
Un passage obligé par le terrain de recherche	88
L'entretien au cœur de l'investigation	91
Les temps de l'enquête.....	93
Le rôle des sources secondaires	95
c. Analyser l'histoire en mouvement.....	97
La science politique comme lien possible	98
L'horizon écologique contemporain.....	99
Du temps présent des futurs possibles	100
Première partie : La projection d'une alternative internationale plurielle, moment d'autonomie	102
La projection en hypothèses.....	103
Chapitre 1. La projection internationale conçue à partir de la constitution de blocs	
hégémoniques nouveaux.....	108
I- Des chemins croisés au carrefour de l'hégémonie : socialisme, indigénisme et	
écologie	111
a. La décomposition des champs politiques bolivien et équatorien, matrice négative du	
changement politique	111
b. La critique de l'accumulation ou le nœud de convergences	116
c. <i>Sumak Kawsay</i> et <i>Suma Qamaña</i> , la clarté conceptuelle sacrifiée à l'unité.....	119
II- Le discours populiste comme matrice de l'anti-impérialisme écologique	126
a. Entre la plèbe bolivienne et la citoyenneté équatorienne : faire peuple vers les	
peuples.....	127
b. Faire les peuples : la Pachamama comme contre-récit inclusif et renouvelé de l'anti-	
impérialisme.....	133
c. Construire les figures de l'ennemi : la puissance du récit anti-impérialiste	138
III- De la périphérie vers le centre : de <i>l'empowerment</i> à la plurinationalité souveraine	145

a.	L'aide au développement omniprésente, paradoxes du multiculturalisme néolibéral : <i>empowerment et paradigme de la minorité</i>	146
b.	La prise du pouvoir d'Etat à partir de la périphérie : la question territoriale au cœur de la formation des nouveaux blocs hégémoniques.....	151
c.	Les moments constituants fondateurs.....	155
Chapitre 2. Les projections internationales comme modes d'union des blocs hégémoniques.		162
I-	Des blocs originellement hétérogènes.....	165
a.	La centralité indigène bolivienne : une base populaire « indigène-paysanne-originnaire ».....	165
b.	La centralité citadine équatorienne : une puissance importante du milieu académique.....	169
c.	Les tensions originelles au sein des blocs hégémoniques.....	173
II-	Une projection entre contestation et intégration au cadre multilatéral actuel. La projection depuis un processus révolutionnaire élitiste : le cas Yasuní-ITT.....	178
a.	L'initiative Yasuní-ITT : travail d'élaboration technique et négociation.....	178
b.	Des cadres politiques bien intégrés au jeu international.....	183
c.	Le choix de la subversion du cadre multilatéral : pour un multilatéralisme souverain.....	190
III-	La projection ouvertement contestataire du « gouvernement des mouvements sociaux », depuis un processus révolutionnaire populaire : le cas bolivien.....	194
a.	La politique d'un rôle : la Bolivie pachamamista, porte-voix des peuples pour le climat.....	195
b.	Des cadres syndicaux et indigénistes clés dans la position bolivienne.....	201
c.	Le choix du refus du cadre multilatéral : le choix de la sortie.....	205
Chapitre 3. La projection en crise face au mur de l'hégémonie.....		210
I-	Où est l'écologie ? La boîte de Pandore.....	213
a.	Politique sociale de redistribution vs. préservation des modes de vie originaires.....	213
b.	Développement modernisateur vs. Ecologie politique.....	218
c.	Anti-impérialisme vs. Société civile internationale.....	222
II-	De Tiquipaya à Cancún : contre-hégémonie, marginalisation internationale de la Bolivie et premières frictions.....	226
a.	Les tensions latentes du sommet de Tiquipaya.....	226
b.	La projection internationale contre-hégémonique à l'œuvre : des propositions de rupture multilatérale.....	230
c.	L'impossible modification de l'agenda international : la périphérie arrêtée.....	234
III-	Quand Yasuní-ITT s'effondre : acmé des tensions, dilution du bloc hégémonique.....	238
a.	2010, le tournant de l'initiative Yasuní-ITT.....	238
b.	Des tensions à la rupture : l'agonie du processus de négociation.....	242

c. L'effet boomerang : de l'espoir à la désillusion.....	245
Les hypothèses projetées	251
Seconde partie : Les autonomies politiques rattrapées par les relations de pouvoir écologique ..	253
La projection effritée	254
Chapitre 4. Les communs environnementaux, l'espace <i>politisé</i>	258
I- Le Tipnis : un espace en failles	261
a. Constituante et redéfinition d'un espace politique	261
b. La projection internationale en boomerang.....	266
c. Fracture autour du commun : entre nationalisme et impérialisme.....	272
II- Du Tipnis au Yasuní : la figuration concrète d'espaces globaux singuliers.....	279
a. La figuration concrète du global par les communs environnementaux	280
b. Communs, pouvoir écologique et le nécessaire retour à la matérialité <i>physique</i>	284
c. Les imaginaires amazoniens : exotisme, attrait et répulsion.....	287
III- La singularité plurielle face aux retombées de la projection internationale : l'accélération de la construction d'une territorialité étatique	292
a. Les blocs hégémoniques en prise avec l'espace	293
b. Le fer de lance de la construction nationale : le développement.....	297
c. La nation indigène : dépassement de la nation métissée ?.....	301
Chapitre 5. La réalité <i>déterminante</i> des dynamiques globales. Etat plurinational et intégration capitaliste	308
I- Dynamiques capitalistes et altération des structures communautaires	311
a. Construction du territoire et dynamiques d'intégration capitaliste	311
b. Des communautés indigènes à une nouvelle bourgeoisie ?.....	316
c. La résistance des terres basses à l'épreuve de la société de consommation.....	322
II- Aide internationale au développement, ONG et division du bloc hégémonique : la souveraineté entre construction volontariste et perception de menaces impérialistes	327
a. L'affaiblissement de l'aide au développement ou le garant de la souveraineté étatique	328
b. Menace impérialiste et répression des mouvements socio-environnementaux : une logique cumulative	333
c. Des effets paradoxaux du cercle de défiance : l'éloignement continu.....	337
III- Construire le commun au-delà de la rente : des tensions permanentes.....	342
a. La dépendance pour sauver les communs ?	343
b. Sortir de la rente : intégration énergétique et politique d'Etat	347
c. Morale, politique et commun environnemental : penser en mouvement	351
Chapitre 6. Les rapports de pouvoir écologique au carrefour des temporalités socio-historiques	356

I-	Brève histoire de l'appropriation territoriale en Bolivie et en Equateur : La Terre agie	359
a.	La centralité de l'influence inca	359
b.	Terra incognita et intégration des pratiques coloniales : quels rapports à la forêt ? ..	364
c.	Structures contemporaines de propriété au Yasuní et au Tipnis	369
II-	L'opportunité écologique. Indigénisme, relations internationales et <i>spatialisation des rapports de pouvoir</i> : La Terre habitée	374
a.	La double position internationale des communautés indigènes : les niveaux d'action globaux et transnationaux.....	374
b.	L'indigène, catégorie des rapports de pouvoir écologique	378
c.	L'Etat, force nodale et médiateur des rapports de pouvoir écologique	383
III-	Histoire de l'environnement et dynamiques socio-écologiques : migrations, production et gouvernement des communs environnementaux. La Terre agissante	387
a.	Effets du changement climatique et accentuation de la dépendance à la rente.....	388
b.	Migrations internes et internationales : les territoires en tension	391
c.	L'adaptation au changement climatique, écueil théorique et pratique	395
	Troisième partie. Des relations de pouvoir écologique à l'écopouvoir, la vie en sursis.....	401
	De l'éclatement de la projection internationale à la nature de l'écopouvoir	402
	Chapitre 7. Retour du souverain et autonomie au prisme du bouleversement écologique.....	406
I-	Le local et le national à la lumière du régional : caractérisations des conditions de la projection internationale et de son ralentissement.....	409
a.	Le niveau régional, nouveaux éclairages sur la question indigène	409
b.	La puissance de l'identité régionale, l'ancrage territorial d'identités politiques	412
c.	La tentative d'universalisation du local.....	415
II-	L'autonomie, moteur des luttes socio-écologiques.....	418
a.	Origines et caractérisations de l'autonomie indigène	418
b.	Autonomie indigène, normes internationales et ressources naturelles	422
c.	Autonomie et niveaux de pouvoir : quelle communauté pour les communs ?	425
III-	Les formes de souveraineté éclairées par l'écopouvoir.....	428
a.	La souveraineté fragilisée.....	429
b.	La souveraineté entre affirmation et impuissance	431
c.	La souveraineté, entre puissance et aveuglement.....	435
	Chapitre 8. Les projections souveraines dans l'impasse mondiale. Le triomphe de l'hétéronomie.	440
I-	La souveraineté depuis la périphérie, ou le conflit en vue de la coopération	443
a.	Ecopouvoir et souveraineté : contester pour l'autonomie	443
b.	La conflictualité écologique, contradiction première des relations internationales contemporaines	447

c.	Autonomie et coopération : les signes normatifs, l'appel d'une alternative.....	449
II-	Quelles projections de puissance pour une contre-hégémonie à caractère global ?..	453
a.	Communs environnementaux, responsabilité historique et relations internationales	454
b.	Les formes politiques d'un Sud face aux communs environnementaux.....	457
c.	Qui peut parler pour les communs environnementaux ?	460
III-	Du discours à leur accomplissement : quelle souveraineté sur l'économie-monde ?	464
a.	Division internationale du travail et écopouvoir : la faiblesse des liens forts	464
b.	Ecopouvoir, alternative et actualité du <i>Buen Vivir</i>	467
c.	Les héritages paradoxaux du tiers-mondisme	470
Chapitre 9. Les nouveaux espaces-temps de l'écopouvoir.....		476
I-	Le temps écologique, refonte du temps historique et émergence du temps long.....	479
a.	De la <i>longue durée</i> en politique : remarques à partir de Braudel.....	479
b.	L'ère du terminable : structuration d'un nouveau rapport au temps	482
c.	Quelques conséquences épistémologiques de ce nouveau temps	484
II-	Des espaces-temps en guerre : moteur et finalité des conflits écologiques	488
a.	Existe-t-il un temps spécifiquement indigène ?.....	488
b.	Quels temps pour quels lieux ?.....	491
c.	La fausse conscience, ou la négation de l'anéantissement de l'espace	494
III-	L'espace, ou l'articulation concrète des temps sociaux et du temps écologique	497
a.	Espace annihilé, espace annihilant	498
b.	Pouvoir politique et écopouvoir.....	500
c.	De nouveaux temps pour notre espace commun : quelles clés d'articulation imaginer ?	503
Conclusion.....		509
	La fin des dichotomies paralysantes	509
	Les communs environnementaux, ou la recherche par objets spatialement définis	511
	L'écopouvoir, horizon de nos vies	511
	De la position du chercheur au sein du champ des relations de pouvoir écologique.....	512
	Accepter d'agir à l'aveugle, rompre avec le technicisme politique.....	513
	Rechercher l'effet de seuil pour la survie de l'espèce.....	514
	Epilogue.....	515
Annexes		517
	Annexes graphiques	517
	Annexes cartographiques	533
	Entretiens retranscrits intégralement.....	536

Entretien 1 - Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.	536
Entretien 2 - Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale équatorienne, Quito, 23 janvier 2015.	542
Entretien 3 – Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015	549
Entretien 4 – Cristobal Huanca, arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2016.....	554
Entretien 5 - Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.....	560
Entretien 6 – Esperanza Martinez, responsable d'Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015	572
Inventaire des sources.....	588
Liste des entretiens.....	588
Equateur – janvier 2015	588
Bolivie – juillet et août 2016.....	590
Presse écrite.....	592
Documents.....	595
Bolivie	595
Equateur.....	595
Organisations internationales	595
Discours et interventions politiques.....	596
Publications ONG	596
Archives documentaires	597
Bibliographie	598
1. Ouvrages	598
1.1 Ouvrages généraux	598
1.2 Ouvrages relatifs aux cas d'étude : Bolivie, Equateur, Amérique latine	605
1.3 Littérature	607
2. Articles de revues	608
2.1 Revues en sciences sociales	608
2.2 Revues en sciences physiques / biologiques.....	613
3. Chapitres d'ouvrages	614

Liste des abréviations et sigles employés

BID – Banque interaméricaine de développement

BIRD – Banque internationale pour la reconstruction et le développement

CCNUCC – Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

CDB – Convention sur la diversité biologique

CEDENMA – *Coordinadora ecuatoriana de organizaciones para la defensa de la naturaleza y el medio ambiente* / Coordination équatorienne des organisations pour la défense de la nature et de l'environnement

CEDIB – *Centro de documentación e información Bolivia* / Centre de documentation et d'information Bolivie

CIDOB – *Confederación de pueblos indígenas de Bolivia* / Confédération des peuples indigènes de Bolivie

COICA – *Coordinadora de las organizaciones indígenas de la cuenca amazónica* / Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien

COP – Conférence des parties

CONAIE – *Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador* / Confédération des nationalités indigènes d'Equateur

CONALTID – *Consejo nacional de lucha contra el tráfico ilícito de drogas* / Conseil national de lutte contre le trafic illicite de drogues

CONFENIAE – *Confederación de nacionalidades indígenas de la Amazonía ecuatoriana* / Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne

CONAMAQ – *Consejo nacional de Ayllus y Markas del Qollasuyo* / Conseil national des Ayllus et Markas du Qollasuyo

CSUTCB – *Confederación sindical única de trabajadores campesinos de Bolivia* / Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie

EGTK – *Ejército guerrillero Túpac Katari* / Armée de guérilla Túpac Katari

IIRSA – Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine

LIDEMA – *Liga de defensa del medio ambiente* / Ligue de défense de l'environnement

MAS-IPSP – *Movimiento al socialismo-Instrumento político por la soberanía de los pueblos* / Mouvement vers le socialismo-Instrument politique pour la souveraineté des peuples

MNR – *Movimiento nacionalista revolucionario* / Mouvement nationaliste révolutionnaire

PAIS – *Patria altiva y soberana* / Patrie altière et souveraine

PIEB – *Fundación para la innovación estratégica en Bolivia* / Fondation pour l'innovation stratégique en Bolivie

PNUD – Programme des Nations unies pour le développement

PSE – Paiement pour service environnemental

REDD – *Reducing emissions from deforestation and forest degradation* / Réduire les émissions issues de la déforestation et de la dégradation de la forêt

SENPLADES – *Secretaría nacional de planificación y desarrollo* / Secrétariat national de planification et du développement

SERNAP – *Servicio nacional de áreas protegidas* / Service national des aires protégées

TCO – *Tierras comunitarias de origen* / Terres communautaires d'origine

TIOC – *Territorios indígena originarios campesinos titulados* / Territoires indigènes originaires paysans reconnus

UNESCO – Organisation des Nations unies pour la science, l'éducation et la culture

Liste des tableaux, schémas et cartes

Tableaux

Tableau 1 – Applications possibles de la typologie néo-classique aux parcs Yasuní et TIPNIS.....	35
Tableau 2 – Entre communautés et sociétés.....	44
Tableau 3 – L'autonomie politique dans les espaces périphériques.....	67
Tableau 4 – Modes différenciés du populisme	131
Tableau 5 – Etats soutenant la résolution instituant un jour international de la <i>Madre Tierra</i>	136
Tableau 6 – Parcours internationalisés autour de l'initiative Yasuní-ITT	184
Tableau 7 – Les versions différenciées du comité directeur du fonds fiduciaire.....	193
Tableau 8 – Usages différenciés de la notion de peuple dans la déclaration de Tiquipaya	198
Tableau 9 – Le bilan comptable de l'initiative Yasuní-ITT.....	247
Tableau 10 – Les prêts chinois en Amérique latine (2005 – 2015)	318
Tableau 11 – L'impact médiatique de l'initiative Yasuní-ITT.....	339
Tableau 12 – La souveraineté limitée par les limites physiques du territoire.....	433

Schémas

Schéma 1.....	125
Schéma 2.....	251
Schéma 3.....	383
Schéma 4.....	508

Cartes

Carte 1 – Tipnis et polygone 7	264
Carte 2 – La localisation du Tipnis et la route litigieuse, par Laetitia Perrier-Bruslé.....	267
Carte 3 – Les projets d'intégration routière ou ferroviaire de l'IIRSA	276

Introduction

« L'homme fut sûrement le vœu le plus fou des
ténèbres; c'est pourquoi nous sommes ténébreux, envieux et
fous sous le puissant soleil.

Une terre qui était belle a commencé son agonie, sous le
regard de ses sœurs voltigeantes, en présence de ses fils
insensés »

René Char, « Nous avons », *Commune présence*

Préambule

René Char sent l'agonie commencée pour la Terre et nous en fait les fils. Le XX^e siècle s'éloigne de plus en plus, et un nouveau siècle commence. Mais ses premiers pas sont tâtonnants, placés sous le signe de ce bal insensé que le poète évoque. L'évidence est chaque jour plus nette que la question écologique n'est pas *une question parmi d'autres*. Elle n'ajoute pas une nouvelle couleur à la palette des sciences sociales pour donner des sociétés une image plus précise. La question écologique semble produire au contraire de la confusion entre couleurs, et le portrait ordonné des sociétés humaines s'éloigne irréversiblement comme le fantôme d'un temps révolu.

Ce travail de doctorat n'a pas pour ambition de courir après ces ombres disparues. Mais il entend partir de la réalité écologique concrète et matérielle, celle de forêts amazoniennes en proie à une destruction continue depuis des décennies, pour proposer une compréhension des relations de pouvoir écologique. Les couleurs désormais mélangées de la palette à notre disposition brouillent les frontières entre interne et externe, entre catégories d'analyse harmonieusement articulées, autrefois. C'est pourquoi cette thèse *part* d'un espace *a priori* situé, parmi les plus emblématiques de l'écologie politique internationale : l'Amazonie. Nous avons, dans les pages qui suivent, tiré les fils qui mènent à cet espace et en partent, et déployé ainsi une analyse des rapports politiques de pouvoir qui structurent les communs environnementaux. Les communs environnementaux sont premièrement définis comme les espaces dont la préservation conditionne la possibilité de survie de l'espèce et du vivant.

Les relations de pouvoir écologique : de quoi s'agit-il ?

Ces rapports politiques de pouvoir sont caractérisés dans cette thèse comme relations de pouvoir écologique ou rapports de pouvoir écologique. La définition *du* politique ne se limite guère,

dans cette notion, à la dimension institutionnelle ou instituée de *la* politique. L'analyse en termes de relations de pouvoir écologique est une analyse dynamique, celle des mouvements déterminant les espaces étudiés comme tous ceux qui peuvent être qualifiés de communs environnementaux.

La présente thèse propose un cadre d'analyse *à partir de cas d'étude* déterminés. Appliqué à l'Amazonie bolivienne et équatorienne, ce cadre est susceptible de transposition à d'autres cas de conflictualité socio-écologique.

Ce qui anime fondamentalement les relations de pouvoir écologique tient à la nature hautement conflictuelle des communs environnementaux : conflits d'usage, conflits de souveraineté, conflits de distribution des richesses, conflits de pouvoir au sens du contrôle politique du territoire. L'une des hypothèses fondatrices de ce travail est la suivante : l'intensité de la conflictualité socio-écologique tient au statut social, politique et physique de ces espaces. La menace *physique* qui pèse de plus en plus sur l'existence même des communs environnementaux, leur rétrécissement comme leur affaiblissement attisent la conflictualité qui traverse ces espaces.

Aussi les relations de pouvoir écologique se définissent-elles premièrement comme ce qui lie les forces sociales et politiques en conflit *à propos, sur* et *autour* de ces espaces que sont les communs environnementaux. Ce sont ces relations qui déterminent la possibilité pour les communautés indigènes d'habiter leurs territoires, pour l'Etat de se constituer une rente pétrolière ou gazière, pour le capital international ou national d'accumuler pour lui-même. Le *moment* de ces relations – le stade où elles se trouvent à un moment donné – est déterminé par l'*écopouvoir*, proposition conceptuelle sur laquelle se conclut ce préambule, et la thèse dans son ensemble.

De ces dynamiques, entre conflictualité autour de territoires donnés, relations sociales et politiques des forces qui en déterminent les évolutions, et structuration générale et *ultime* de ces relations, l'étude pouvait être écrite partout où les êtres humains sont confrontés à la possible disparition de communs environnementaux. Une analyse de ce type, qui entend éclaircir les dynamiques sociales et politiques des conflits autour des questions écologiques, doit cependant s'ancrer quelque part. Mais alors, il faut revenir sur ce qui a déterminé le choix de la Bolivie et de l'Equateur.

Pourquoi la Bolivie et l'Equateur ?

L'Amazonie est vaste, la forêt comme l'atmosphère ignorent les frontières nationales ; mais des faits politiques inédits ont attiré notre attention vers deux pays pris entre les Andes et cette forêt. En Bolivie et en Equateur, les années 2000 sont celles du déploiement international d'une

attitude politique nouvelle, résolument fondée sur la défense de la *Pacha Mama*, la Mère Terre défendue par les peuples indigènes et mise en avant par les nouveaux gouvernements qui se sont emparés du pouvoir à Quito et à La Paz.

Ces pays du Sud ne demandaient pas uniquement le droit au développement, celui de rattraper le Premier Monde. Ils affirmaient une voie alternative de développement et entendaient qu'elle fût explorée au niveau international. La puissance d'expression diplomatique de ces Etats périphériques a été renforcée à la mesure de l'ampleur du problème auquel leurs gouvernements comptaient s'atteler. Leur reconnaissance internationale a été grandie de la centralité internationale prise par les problèmes écologiques massifs liés à l'âge anthropocène.

Les trajectoires internationales liées aux victoires d'Evo Morales et de Rafael Correa sont essentiellement nourries par l'articulation entre indigénisme et écologie. Cette articulation repose sur une critique du capitalisme qui rapproche ces diplomaties étatiques de la rhétorique du mouvement altermondialiste. Toutefois, les espaces amazoniens dont il est question au fil de ce travail ne sont pas épargnés par la conflictualité socio-écologique du seul fait des projections internationales bolivienne et équatorienne.

Evo Morales Ayma

Né en 1959, Evo Morales Ayma est un dirigeant syndicaliste *cocalero*, du Chapare dans le département de Cochabamba. Elu en 1996 à la tête de la fédération des six syndicats de paysans du Chapare, qui cultivent essentiellement la *coca*, il devient une figure montante de l'opposition politique. En 1997, il est élu député au Parlement bolivien. En 2002, il obtient 20,94% des voix à l'élection présidentielle. Au début du siècle, à la tête du MAS-IPSP, il devient donc une figure possible de l'alternance politique. C'est chose faite avec son élection comme Président en 2005, en 2009, puis en 2014.

Rafael Correa

Né en 1963, Rafael Correa est un universitaire et dirigeant politique équatorien. De 1993 à 2005, il enseigne les sciences économiques à l'Université San Francisco de Quito. Conseiller du vice-Président Alfredo Palacio, il devient ministre de l'économie quand celui-ci, suite à la démission de Lucio Gutierrez, accède à la présidence en octobre 2005. Rafael Correa démissionne après quatre mois et s'engage dans la campagne présidentielle de 2006, qu'il emporte avec 56,8% au second tour. Il est réélu au premier tour en 2009, puis en 2013.

Au contraire, la conflictualité socio-écologique autour de l'Amazonie et les projections internationales semblent indémêlables et profondément liées. La Bolivie et l'Équateur, puissances périphériques de contestation, affirment leur volonté internationale de rupture avec l'ordre économique existant. Mais il suffit d'une route ou de puits de pétrole qui passent par l'Amazonie pour rallumer les braises de la conflictualité socio-écologique. Cette contradiction entre la centralité de l'écologie dans les projections internationales bolivienne et équatorienne et la continuation de la conflictualité socio-écologique au sein de ces communs environnementaux est le point de départ de ce travail. Pourquoi l'Amazonie reste-t-elle la forêt de toutes les tensions en dépit de la volonté de négocier ces tensions au niveau international ?

J'ai pu me rendre à deux reprises en Amérique du Sud pour les besoins de cette recherche, un mois à Quito en janvier 2015, puis en juillet et août 2016 en Bolivie, entre La Paz et Cochabamba. J'ai mené plus d'une soixantaine d'entretiens semi-directifs entre mes deux séjours de recherche.

Les contradictions que je percevais se sont éclairées à mesure de la recherche. D'une part, il est vrai qu'elles se redoublaient de la perception d'une parenté idéologique entre les opposants aux constructions routières ou à l'exploitation pétrolière et les responsables gouvernementaux de nouveaux blocs hégémoniques. Mais, d'autre part, il devint clair que la conflictualité socio-écologique échappait pour partie à l'État, et n'était pas ultimement soluble, loin s'en faut, dans l'international. Elle débordait du cadre étatique et ne pouvait pas être réduite à un *ailleurs* global ou international.

La conflictualité socio-écologique débordant, il me fallait tout de même un point d'articulation pour comprendre le phénomène. Il s'en est trouvé deux : d'un côté, les projections internationales dans leur déploiement ; de l'autre, les espaces amazoniens eux-mêmes. Ces deux points d'ancrage de l'analyse sont présents tout au long de la thèse, et l'ensemble des niveaux impliqués dans les rapports de pouvoir liés à l'Amazonie se rencontrent dans le processus de projection comme dans l'espace *politique et social* de la conflictualité socio-écologique.

La permanence de la conflictualité socio-écologique en dépit des projections internationales était de prime abord un paradoxe. Elle est devenue, au fil du travail, une hypothèse qui a semblé de plus en plus consistante : les projections internationales, loin de faire diminuer l'intensité de la conflictualité socio-écologique, ont agi comme un souffle sur le brasier de la conflictualité socio-écologique, et l'ont ravivée de façon paradoxale. Les éclats des projections internationales, une fois celles-ci ralenties, sont retombés *localement* comme autant de mèches que la moindre étincelle était susceptible d'allumer.

L'anthropocène : au-delà des débats conceptuels, une réalité foncièrement déterminante

Les projections internationales bolivienne et équatorienne n'ont pas en effet lieu *ex nihilo*, à partir d'une situation où l'écologie occuperait une place marginale. Dès les années 1960 et 1970, l'écologie est un sujet majeur, des publications de Rachel Carson ou Jean Dorst au rapport Meadows, *The limits to growth*, en 1972. L'alerte scientifique est lancée, et ne date pas d'hier.

Les années 1990 ont été celles de l'émergence internationale de la question du changement climatique, le sommet de Rio et l'élaboration du protocole de Kyoto. Mais la machine s'enraye à Copenhague en 2009, laissant la porte ouverte à des diplomatiques plus ouvertement contestataires.

En effet, là où le multilatéralisme est habitué à discuter de questions de coordination technique, le changement climatique et la sixième extinction des espèces posent nécessairement une question plus *générale* et *systémique* que le trou dans la couche d'ozone, lié aux chluofluorocarbones.

En effet, ce qui est en cause dans ces deux phénomènes renvoie à l'activité humaine dans son ensemble, en tant qu'elle se met en péril elle-même et risque d'abolir en s'accroissant les conditions de sa reproduction. La production humaine, dans ses formes contemporaines, serait donc une production de notre propre disparition. C'est l'une des conclusions immédiates qu'il est possible de tirer du concept de Paul Crutzen pour décrire notre époque, celui d'Anthropocène. Avant même d'avoir été avalisé par le congrès international de géologie en 2016, ce concept a donné lieu à un débat intense au sein des sciences sociales.

Notre thèse a indubitablement un lien avec ce concept, s'en nourrit et pourrait peut-être dialoguer avec les champs qui s'articulent autour de lui. Mais elle n'entend pas entrer dans les débats *autour* de la qualification de cette époque où les êtres humains sont en capacité et pour l'heure en train de détruire leurs conditions de survie, sinon d'existence.

Capitalocène, anglocène : les propositions alternatives se concentrent sur l'origine géographiquement et économiquement inégale de la situation présente. Elles reprochent à l'anthropocène son caractère englobant, qui supposerait un destin commun et indistinct à l'humanité entière, alors que des responsabilités historiques, aux effets présents, peuvent être décrites et établies.

Ces deux thèses ne semblent cependant pas s’opposer tant qu’il y paraît : c’est l’humanité entière qui est concernée par l’horizon possible de la disparition ou de l’altération massive de nos existences, même s’il est évident que ce ne sont pas tous les êtres humains ni toutes les forces sociales qui produisent cet horizon.

En vérité, ce qui nous intéresse ici en ce qui concerne le concept d’Anthropocène renvoie au caractère *déterminant*, à notre époque, des rapports entre nous êtres humains et les milieux de nos vies.

Ce concept est donc sous-jacent à l’étude développée dans ces pages, et il fournit un cadre qui à ce stade n’est plus discutable : la puissance acquise par les êtres humains sur les dynamiques physiques, un jour pensée comme salut et félicité, est en train de se retourner contre nous, dans des proportions qu’il appartient sans doute au monde social et politique d’essayer de déterminer, de maîtriser et de contrôler ; voici le sens des liaisons qui se *développent* effectivement dans la réalité de la conflictualité socio-écologique mais qui, dévoilées et comprises, pourraient permettre de reculer, d’éviter ou de vivre mieux la catastrophe, au sens étymologique du *renversement*.

La prémisse de ce travail est que l’intégration des enjeux écologiques à l’analyse du politique est une impérative nécessité à l’heure anthropocène. Ces liaisons entre les enjeux écologiques, sociaux et politiques, structurent la thèse. Elles en forment le lit.

La matérialisation des relations de pouvoir écologique : l’Amazonie au cœur de l’étude

La première partie de la thèse se concentre sur la formation des nouveaux blocs hégémoniques et le caractère *unificateur* des projections internationales pour ces blocs. Elle étudie les conditions de possibilité des projections internationales, ainsi que leur contenu et leurs composantes différenciées dans les deux cas. Mais elle rend également compte des difficultés rencontrées par les deux nouveaux régimes au fil de leurs politiques internationales contre-hégémoniques : c’est un mur qu’elles finissent par rencontrer. Leurs propositions, à vocation universelle, tendaient à renverser la table des négociations internationales de l’environnement, à en modifier substantiellement le contenu comme les finalités. Elles n’ont guère abouti, et l’Amazonie, espace conflictuel historiquement, n’a plus cessé de l’être une fois que les premiers échecs des projections internationales sont devenus manifestes.

L’exercice d’autonomie politique internationale auquel souhaitaient se livrer l’un comme l’autre de ces gouvernements a en effet été suspendu, comme paralysé par l’inertie de dynamiques propres, et ce *de façon inextricable*, aux communs environnementaux et aux négociations

internationales. C'est bien à partir de ces deux points que la seconde partie ébauche une explication de l'arrêt des projections internationales, et de l'intensification concomitante de la conflictualité socio-écologique dans les forêts amazoniennes d'Equateur et de Bolivie. La conflictualité socio-écologique s'insère en effet dans un ensemble plus vaste de relations de pouvoir, que je propose de nommer les *relations de pouvoir écologique*, celles-là même qui enserrent et déterminent les trajectoires des communs environnementaux au premier rang desquels figure la forêt amazonienne. Ces relations de pouvoir, visibles, perceptibles et matérialisables dans nos cas d'étude, ont rattrapé ces autonomies politiques venues de la périphérie.

Quelles autonomies ?

Cette notion d'autonomie est d'ailleurs centrale dans cette thèse. Nous la mentionnons d'abord au pluriel, l'ouverture du sens de la notion étant une condition nécessaire à son déploiement au fil de ces pages. L'autonomie est une revendication indigène fondamentale, capacité de maîtriser ce qui se déroule sur le territoire de la communauté comme ce qui s'y décide. Mais elle renvoie également à un double héritage dans l'histoire de la gauche : d'une part, elle peut renvoyer à l'autonomie de l'organisation communautaire de base, aux profils variés dans l'ensemble des traditions socialistes au sens large, mais l'autonomie peut également être celle de la périphérie vis-à-vis de l'ancien colonisateur. En ce cas, l'autonomie propose l'horizon de l'accession à une « seconde indépendance », ce concept proposé par Fidel Castro, et qui a marqué durablement l'imaginaire de la gauche latino-américaine.

Ces autonomies politiques ne sont pas les seules : quelles puissances sociales peuvent être considérées, dans le gouvernement des communs environnementaux, comme puissances autonomes, et ce au sens étymologique, qui déterminent elles-mêmes leurs normes d'action (*autonomos*) ? Existe-t-il des forces qui puissent s'émanciper du contrôle de l'Etat sur le territoire d'assise de sa souveraineté, ou ignorer sans effort les revendications historiques d'autonomie indigène ? La possibilité d'une autonomie de forces sociales, non nécessairement nationales, *par-delà la politique institutionnelle*, produit une définition inverse de l'autonomie : si elle peut être l'autonomie de la périphérie vis-à-vis du centre, espoir de la plupart des acteurs interrogés pour les besoins de ce travail, elle peut également être autonomie du centre vis-à-vis de la périphérie, *au sens où le centre serait indifférent aux mouvements politiques* de la périphérie.

L'autonomie, dès lors, n'est pas nécessairement autonomie des Etats périphériques ou des communautés les moins dotées. Les communs environnementaux en tant qu'espaces peuvent tout aussi bien être animés par l'autonomie de forces sociales et économiques qui tentent de s'abstraire

des premiers comme elles peuvent varier leurs stratégies de contrôle des secondes : ainsi des grandes entreprises pétrolières comme Total, Elf, Chevron ou encore Repsol.

Les autonomies politiques peuvent donc se définir comme volontés d'émancipation et de contrôle sur un périmètre spatial donné et encadré par le droit, qu'il soit ou non coutumier. Les autonomies sociales concurrentes, à caractère global, se définissent elles comme indifférence à ces volontés, si toutefois la situation sociale antérieure n'est pas affectée par un changement considérable à partir *des autonomies politiques*.

Comment, enfin, ne pas envisager un autre sens à la notion d'autonomie, puisqu'au fil des pages sera interrogé notre rapport à la nature même. L'autonomie est posée comme revendication par les communautés indigènes *en termes politiques*, mais leur politique de la nature ne postule pas une autonomie aussi radicale vis-à-vis des milieux où elles vivent que l'ontologie moderne venue d'Europe. La question de l'autonomie politique pose paradoxalement le doute sur la continuation de l'autonomie, les unes par rapport aux autres, des sphères économiques, politiques et physiques. D'écologie, il est question au point où ces trois sphères se rencontrent jusqu'à se confondre.

L'analyse n'a ici d'autres choix que de pratiquer des allers-retours entre niveaux d'analyse, sans supposer d'avance qu'ils sont forclos, ni imaginer que leur correspondrait un niveau de réalité bien isolée, autonome lui aussi. La thèse ne peut en effet s'appuyer sur une distinction ferme entre émique et étique, comme c'est d'usage pour le chercheur qui mène une enquête de terrain : ce sont les conceptions mêmes que j'apportais avec moi dans ces pays que l'enquête interroge. Je n'oserais en effet revendiquer une autonomie, bien illusoire, pour ce travail de recherche : celle par rapport à mes objets de recherche.

La notion d'autonomie, si elle est centrale dans cette thèse, ne peut être arrêtée à un sens univoque. Au contraire, la possible ouverture de son sens maintient le lien entre le travail de recherche, les instrumentations politiques de cette notion, et la réalité sociale qu'elle recouvre et interroge. La polysémie de cette notion est l'une des conditions de possibilité de déploiement de la thèse, en même temps qu'elle laisse ouvert un champ où nous faisons l'hypothèse qu'une explication est possible, qui fasse sens du concept de relations de pouvoir écologique.

Une reconfiguration du pouvoir à l'âge anthropocène : la proposition de l'écopouvoir

Les acceptions multiples de l'autonomie posent l'essentiel des tensions entre les deux premières parties de la thèse. En un sens, pour ce qui est du gouvernement des communs environnementaux, chaque force sociale entend revendiquer l'autonomie *absolue*, non tant par refus

de partager un territoire, mais bien plutôt par la dissociation totale des perspectives existantes sur *cet* espace du commun environnemental. Voici l'un des fils tirés au long des deux premières parties de la thèse, à partir des cas concrets trouvés entre l'Amazonie et les Andes.

Leur portrait sensible et matériel passé, la troisième partie tente de théoriser les conséquences de l'existence de ces relations de pouvoir écologique pour l'analyse, en science politique, des relations internationales : les relations de pouvoir écologique y sont tenues pour centrales dans les dynamiques politiques mondiales. Les possibilités de devenir du monde contemporain sont déterminées par l'*écopouvoir*, concept central de cette troisième partie. L'*écopouvoir*, nouvelle forme du pouvoir au sein des sociétés humaines, se définit comme le pouvoir de laisser vivre l'espèce ou de la faire mourir. Il s'ajoute et entre en tension avec le pouvoir souverain et le biopouvoir, dans un dialogue assez libre avec les œuvres de Michel Foucault.

Le pouvoir souverain, celui qui tranche et s'affirme spectaculairement, a en effet reculé alors que le champ du pouvoir était de plus en plus occupé, depuis le XIX^e siècle, par un contrôle plus diffus des populations, à la fois plus systématique et moins provocant dans l'exercice évident de l'autorité centrale. Le biopouvoir, tel que le pense Foucault, est un pouvoir de contrôle des populations, dépourvu de centre, et surtout de verticalité. Il n'est plus le pouvoir concentré dans la personne du souverain, passe par des institutions diverses regroupées sous le nom d'Etat, et entend, toujours plus, assurer le contrôle de l'espèce.

L'*écopouvoir* est un ensemble de forces qui font échouer le biopouvoir dans son objectif du contrôle de l'espèce, *et, dans le même temps*, la caractérisation du moment historique *négatif* de ce retournement. L'*écopouvoir*, c'est le biopouvoir qui se retourne contre lui-même au point que la disparition de l'humanité que les méthodes de contrôle, de comptage, de modification des flux, de pacification des rapports humains, de détention, de production alimentaire, d'éducation, devaient écarter, du fait de la reconduction reproductive de la vie des populations – au point que cette disparition devient l'un des horizons possibles à court terme pour l'humanité.

Mais l'*écopouvoir* n'est pas uniquement le *moment* négatif du biopouvoir. Il peut l'être dans la mesure où l'alignement des forces, des centres de pouvoir et des dynamiques générales de l'*histoire en train de se faire* restent identiques et inchangés. C'est en ce cas le retournement de l'arme contre soi-même, le suicide de celui dont l'arme est insuffisante à contrôler les foules, et s'abolit de désespoir.

Mais il semble que la dynamique de l'*écopouvoir* n'est pas condamnée à être celle de l'inertie. C'est l'une des raisons de cette thèse. Certains ont pensé, de l'Equateur et la Bolivie,

pouvoir transformer des équilibres de pouvoir, et ont tenté de faire usage de tous les niveaux de pouvoir et tous les canaux pour cela. Eclairer le rattrapage de ces tentatives permet d'éclairer aussi bien le passé immédiat, que les temps qui se présentent devant nous et n'ont pas de l'histoire humaine l'allure la plus lumineuse.

Au sein des relations de pouvoir écologique, enfin, l'écopouvoir détermine la *réalité de l'autonomie* relative de chaque force sociale et politique par rapport aux autres. C'est cette autonomie qui permet d'orienter les dynamiques historiques déterminantes pour les communs environnementaux. La force qui est en capacité de se donner à elle-même ses propres règles, la force autonome, est la plus déterminante en ce qu'elle souffre le moins des interférences extérieures. Le degré d'autonomie est inverse, en ce sens, du degré de *dépendance*.

La thèse foncière de ce travail part d'une insatisfaction. La conflictualité socio-écologique ne peut pas s'expliquer par l'intention, bonne ou mauvaise, efficace ou non, de telle ou telle forces sociale ou politique. Elle ne peut pas davantage s'expliquer par une *insuffisance* de la coopération internationale, qu'il faudrait améliorer par des raisonnements complexes rarement rattachés aux espaces fondamentaux en la matière que sont les communs environnementaux. Elle ne peut pas non plus être comprise comme un dialogue, perdu d'avance, entre le niveau national et le niveau local. Elle ne peut pas se satisfaire d'une analyse par niveaux qui supposeraient l'étanchéité des niveaux entre eux.

Dans cette conflictualité socio-écologique se joue à la fois un phénomène plus massif et plus sérieux, ce qui nous a mené à penser à partir des *relations de pouvoir écologique*. La continuation évidente de la destruction des milieux du vivant mène à déterminer et définir une nouvelle forme pour le pouvoir, une conceptualisation adéquate à l'enjeu, et au tragique chemin de crête que l'humanité emprunte désormais.

C'est en ce sens que l'explication de la conflictualité socio-écologique par le déploiement des logiques internes aux relations de pouvoir écologique nous a menés à la proposition du concept d'écopouvoir, à la mesure de la centralité de l'enjeu écologique pour l'âge qui a déjà commencé. Les fils insensés de la Terre peuvent, à la mesure de leur déraison, espérer que l'agonie de cette mère, dont l'espoir peut nous faire penser qu'elle n'a pour l'heure rien perdu de sa beauté, ne soit pas irréversible.

I- De quoi les communs environnementaux sont-ils le nom ?

a. Commun et communauté : polysémie et instrumentalisation

Les biens communs : un champ épistémique pluridimensionnel

Il est nécessaire de préciser la position de cette recherche vis-à-vis des écrits qui portent sur les biens communs. Complexe et riche, cette littérature est loin d'être uniforme et s'inscrit dans de nombreuses disciplines des sciences sociales. Trois d'entre elles se distinguent cependant, avant même d'envisager les liens possibles entre cette notion et la science politique. Il s'agit tout d'abord du droit, point d'élaboration passée et de conceptualisation présente des biens communs. Les débats juridiques se sont avant tout concentrés en Italie, avec une particulière intensité depuis les années 2000, et les travaux de la Commission Rodota, réunissant des juristes autour d'un objectif considérable : fournir au Code civil italien une définition positive de la propriété commune¹. La ligne de fracture qui traverse alors le monde juridique est tracée par la place que l'Etat devrait occuper dans les rapports de propriété. Quand d'un côté de cette ligne certains souhaitent en finir avec le néolibéralisme, en renvoyant l'Etat qui l'a porté à un rôle minimal, d'autres défendent qu'il devrait être le garant des biens communs². Le débat juridique renvoie également à l'histoire de la notion, à ses sources antiques et médiévales et à la tournure moderne prise par les *biens communaux*³, oscillant entre les sources d'inspiration possibles dans le droit passé et les bases concrètes d'une définition dans le droit contemporain.

L'économie est la seconde discipline largement concernée. Les débats académiques contemporains ont pour origine la publication en 1968 d'un célèbre article de Garrett Hardin, *La tragédie des communs*⁴. La thèse principale de cet article revient à disqualifier la propriété commune – entendue ici comme absence de propriété positive, régie par des normes juridiques⁵. En effet,

¹ U. MATTEI, « La lutte pour les “biens communs” en perspective. Bilan et perspectives », *Raison publique*, 29 avril 2014.

² T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs*, Paris, Le Bord de l'eau, 2015, pp. 23-54. L'article de Serge Audier offre une synthèse très claire de ces débats entre juristes qui, inéluctablement, ont dépassé les strictes frontières de la discipline pour prendre une tonalité plus proprement politique.

³ B. PARANCE et J. SAINT-VICTOR (DE), *Repenser les biens communs*, Paris, CNRS éditions, 2014 ; J.-G. SORBARA, « Les biens communaux », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 4, 2008, pp. 10-23 ; P. NAPOLI, « Indisponibilité, service public, usage. Trois concepts fondamentaux pour le “commun” et les “biens communs” », *Tracés*, n° 27, 2014, pp. 211-233. Il est possible de constater un certain paradoxe dans l'idée que le commun se construirait absolument contre l'Etat, point de jonction étonnant entre cette construction théorique et des thèses anti-étatistes inspirées du néolibéralisme de l'Ecole de Chicago notamment.

⁴ G. HARDIN, « The tragedy of the commons », *Science*, n° 162, 1968, pp. 1243-1248. Garrett Hardin est biologiste, mais cet article a eu un impact considérable sur les débats relatifs aux communs en science politique et en économie.

⁵ Cette définition n'est pas d'ailleurs sans présenter un caractère problématique, qui tient le *commun* comme absence de normes, le rapprochant ainsi d'une forme d'inadaptation au monde moderne. Il s'agit là d'une définition qui entend le

l'économiste défend que sur des terres partagées, chaque berger a intérêt à maximiser le nombre de moutons qu'il fait paître en dehors de toute intégration de la contrainte écologique. La conséquence d'une telle absence de régulation est la destruction desdits pâturages, événement selon Hardin inéluctable : voilà la tragédie. Les théories économiques favorables à l'appropriation privée y trouvent des appuis, à la croisée de ces conclusions et des travaux d'Harold Demsetz : si l'absence de propriété détruit un bien, son appropriation est conçue comme la seule voie de protection⁶. Le débat s'ouvrirait ainsi sur des bases propres à nourrir une dispute académique intense. Une double défense de la notion de bien commun est élaborée vingt ans plus tard. La première vient d'Herman Daly, qui publie un ouvrage dont le titre joue sur l'ambiguïté de la notion, *For the Common Good*⁷. La seconde, moins ouvertement laudative, nuance néanmoins fortement le propos tenu par Garrett Hardin. Elinor Oström publie en effet, en 1990, *Governing the Commons*, ouvrage majeur dans la construction de la communauté épistémique des communs⁸.

La perspective particulière qu'elle ouvre mérite de s'y attarder. A partir d'un cadre institutionnaliste, elle inaugure en effet un véritable champ de recherche, qui n'est pas sans relever davantage de l'économie politique que de la science économique⁹. Il s'agit pour elle d'étudier des modes particuliers d'agencements institutionnels de gouvernement des biens communs, régis par des *faisceaux de droits* (« *bundle of rights* ») et par un droit absolu de propriété¹⁰ ; Elinor Oström en distingue deux types, les *village commons*, qui relèvent de l'agencement local, une forêt, un bocage, une pêcherie, et les *global commons*, plus complexes, comme l'atmosphère ou les océans. Les premiers se prêtent plus aisément à une étude institutionnaliste systématique qu'elle souhaite adaptée à *chaque* cas, ne défendant pas particulièrement tel ou tel type de propriété en général. Sa réflexion mène à l'élaboration de modèles permettant d'adapter des modes de gouvernement *ad hoc*. Sans défendre normativement les modes *communs* de gouvernement, elle leur accorde une importance particulière

commun comme expression d'une pré-modernité par nature dérégulée et asociale, ce qui est pour le moins problématique sur le plan historique.

⁶ H. DEMSETZ, "Toward a theory of property rights", *The American Economic Review*, n° 2, 1967, pp. 347-359. Cette appropriation peut également être publique, mais l'usage politique et les conclusions que tirent Demsetz vont davantage dans le sens de l'appropriation privée.

⁷ H.E. DALY et J.B. COBB, *For the Common Good*, Boston, Beacon Press, 1989. Il faut toutefois préciser que dans cet ouvrage il n'est pas explicitement question de l'élaboration théorique du concept économique de biens communs, mais plutôt de l'articulation entre la notion générale de bien commun – ce qui inclut des chapitres sur la gestion commune de certaines ressources, et même l'existence et la mention de visions alternatives du monde social, à partir des travaux de Lovelock notamment – et la sphère économique.

⁸ E. OSTROM, *Governing the commons*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

⁹ F. ORSI, « Réhabiliter la propriété comme bundle of rights : des origines à Elinor Oström, et au-delà ? », *Revue internationale de droit économique*, vol. 28, n° 3, 2014, pp. 371-385. Cette perspective trouve une source d'inspiration de son travail chez l'économiste institutionnaliste Commons et dans la tradition du réalisme juridique, qui ne tient pas le droit pour donnée préétablie, mais comme produit de rapports sociaux et politiques.

¹⁰ *Ibid.*, p. 374. Une citation de Léon Duguit est à cet égard particulièrement éclairante : « La propriété n'est pas un droit, elle est une fonction sociale ».

qui souligne explicitement leur importance et leur possible concrétisation, « au-delà de l'Etat et du marché »¹¹. Il apparaît clairement que cette recherche se situe à la frontière de l'économie et de la science politique, tant la question de l'agencement institutionnel y est centrale. La communauté épistémique des biens communs se structure bien plus avant autour de ces travaux, et ce dès 2007 avec la création de l'*International Journal of the Commons* ainsi qu'avec l'International Association for the Study of the Commons¹². Benjamin Coriat mène en France un travail conséquent autour de la définition et du renouveau de cette notion, notamment dans ses applications possibles à l'économie numérique¹³.

Les typologies issues des travaux d'économie néoclassique¹⁴, qui distinguent entre bien commun, bien privé, bien mixte (ou de club), ou encore bien collectif pur (ou public) selon les étalons de la rivalité et de l'exclusion, selon que le bien suppose une compétition pour son acquisition ou non, que des usagers puissent ou non en être exclus, ne nous semblent pas constituer un point de départ convenable pour l'analyse politique du gouvernement des biens communs¹⁵. Cependant, il est nécessaire de s'y arrêter un instant, tant cette typologie revêt une importance considérable dans la discussion autour des biens communs. En effet, à partir de cette notion qui renvoie à des phénomènes sociaux complexes et multiples, la typologie semble nous sauver, chaque catégorie renvoyant à un mode de gestion correspondant, à un champ problématique distinct¹⁶. La position dans la typologie n'est cependant pas une évidence, enjeu de polémiques et de débats, et il est même possible de penser que ces idéaux-types se croisent dans la réalité. Pour ce qui est de notre sujet, ce tableau peut aider à percevoir ce problème :

¹¹ E. OSTROM, *The Future of the Commons: beyond market failures and government regulations*, London, Institute of Economic Affairs, 2012.

¹² S. ALLAIN, « Le champ des commons en question : perspectives croisées », *NJS*, n° 4, 2011, pp. 379-381.

¹³ B. CORIAT, *Le retour des commons : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015. Benjamin Coriat reste attaché à une définition strictement économique et restrictive des biens communs : il critique clairement Dardot et Laval pour leur interprétation extensive, selon laquelle le *commun* renvoie directement à l'*inappropriable*.

¹⁴ P. SAMUELSON, « The pure theory of public expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 36, n° 4, 1954, pp. 387-389. A noter, en regard du tableau 1, qu'il est fondé sur une adaptation des travaux de Samuelson : « bien collectif » correspond à ce qu'il nomme *bien collectif pur*, « bien commun » renvoie au *bien collectif impur*, du fait de son caractère rival.

¹⁵ P. HUGON, « Les frontières de l'ordre concurrentiel et du marché : les biens publics mondiaux et les patrimoines communs », *Géographie, économie, société*, vol. 6, n° 3, 2004, pp. 265-290. Cet article offre une synthèse riche d'enseignements des débats autour de cette typologie, et, plus largement, des problèmes de définition des biens communs.

¹⁶ Outre qu'elle essentialise les biens, cette typologie renvoie à une forme problématique de déterminisme : les biens essentialisés peuvent être automatiquement renvoyés à des modes de gestion préétablis.

Tableau 1 : Applications possibles de la typologie néo-classique aux parcs Yasuní et TIPNIS

	Exclusion	Non-exclusion
Rivalité	<i>Bien privé</i> => Ressources matérielles diverses issues de l'exploitation des zones (bois, pétrole, gaz)	<i>Bien commun</i> => Atmosphère – Biodiversité
Non-rivalité	<i>Bien mixte (de club)</i> => Brevets – patrimoine génétique –	<i>Bien collectif</i>

L'atmosphère pourrait, en soi, être classée tant comme *bien commun* que comme *bien collectif*, selon que l'on considère que les critères de rivalité s'appliquent ou non. Que l'appropriation privée des ressources carbonées – pétrole, gaz – détruisent l'atmosphère ou que le maintien de brevets extrêmement coûteux rende difficile la transition énergétique des pays périphériques sont des phénomènes qui interagissent *directement* avec la possibilité de gouvernement effectif d'un bien commun global tel que l'atmosphère ou, au niveau local, d'un parc bolivien. Dès lors, à isoler un bien commun comme objet social clos, à *partir du seul critère de rivalité*, seul censé poser problème, le risque est grand de perdre la dynamique sociale à l'œuvre autour de ces espaces particuliers. A terme, faire de cette typologie le point de départ d'un travail sur les biens communs revient à courir le risque d'écarter des phénomènes décisifs pour les comprendre et penser l'agencement institutionnel nécessaire à leur perpétuation.

Faire un sort, dans l'analyse, à la typologie néoclassique, revient à refuser l'adoption *a priori* d'un cadre théorique dont la correspondance à la réalité sociale est partielle. Le premier obstacle tient à l'idée même qu'il serait possible d'établir la nature intrinsèque des biens en fonction des critères évoqués ci-dessus. En d'autres termes, cela supposerait qu'il y ait une nature sociale immuable des biens communs. Or, il est clair que l'appartenance à telle ou telle catégorie de biens résulte de décisions politiques¹⁷.

Cette contrainte politique – décider ou non de l'exclusivité ou de la rivalité d'un bien – est clairement intégrée par Oström. Il faut ici opérer une distinction entre la naturalité supposée du social, alors que les biens communs sont des objets sociaux en mouvement, soumis au cours de l'histoire présente, et leur naturalité physique, qui permet de les constituer objectivement. Un exemple permet de comprendre cette dimension, à partir du critère d'exclusivité. Un bien est dit privé s'il est rival et exclusif. Par exemple, une concession pétrolière peut être accordée pour longtemps par un Etat à une entreprise transnationale. Cela résulte clairement d'une décision

¹⁷ J.-M. HARRIBEY, « Le bien commun est une construction sociale. Apports et limites d'Elinor Oström », *Alternatives économiques*, n° 49, 2011, pp. 98-112. Une typologie des biens communs, fixe et immuable, renvoie à une conception atemporelle et aspatiale du marché, dans laquelle nos travaux ne sauraient s'inscrire.

politique, à partir d'un état historique de la configuration des relations de pouvoir. Par la suite, la concession pourrait être confiée en gestion aux populations autochtones, ou à l'Etat : la nature d'un bien ne lui est donc pas intrinsèque, mais elle est déterminée politiquement. Cela renvoie aux « choix constitutifs » qu'évoque Oström pour les Common Pool ressources (CPR) : décisions qui renvoient au droit de gestion, au droit d'exclure et au droit d'aliéner¹⁸. A cet égard, Commons est particulièrement clair : « Les économistes considèrent les lois sur la propriété comme données, et postulent que celles-ci sont fixes et immuables par la nature des choses et qu'en conséquence, cela ne nécessite aucune investigation. Mais de telles lois évoluent, elles diffèrent selon les peuples et les époques et elles ont une influence significative sur la production et la répartition des richesses »¹⁹.

Le risque d'adopter une telle typologie est de s'abstraire des déterminants politiques ou sociaux, décisifs dans la perspective d'Elinor Oström ou encore d'Amartya Sen²⁰. Il faut également souligner la publication récente d'une histoire de la construction de la notion et de ses prolongements actuels par Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun*²¹. S'il fallait trouver une limite aux travaux d'Oström, fondateurs de ce champ de recherche, elle renverrait à un angle mort, la dynamique de changement historique. L'étude empirique de micro-ensembles institutionnels, de leurs configurations propres qui permettent ou non la sauvegarde des communs, n'inclut pas réellement deux problèmes essentiels à la dynamique socio-historique : les contraintes exogènes à ce seul micro-ensemble qui n'est pas clos, ainsi que les rapports de pouvoir et les luttes qui en découlent. Le conflit est peu visible à partir de l'insistance sur les configurations coopératives. Elinor Oström l'écrivait elle-même, dessinant comme pistes de recherche à venir « l'exploration des situations asymétriques où les participants sont dotés de pouvoirs inégaux et la liaison entre les variables contextuelles plus larges et les variables microsituationnelles »²². C'est précisément dans l'articulation de ces deux pistes que se situe la présente recherche. A ce propos, une dernière remarque est nécessaire. L'exploration de la *liaison entre les deux types de variables* est de nature à faire augmenter considérablement le nombre de *participants*, dès lors qu'aux seules communautés autochtones s'ajoutent désormais les militants politiques, d'ONG, les Etats, les entreprises transnationales, les organisations internationales. Une telle articulation, si complexe semble-t-elle à rendre, est néanmoins seule à pouvoir se conformer à la réalité sociale de ces espaces menacés que sont les

¹⁸ Cité in F. ORSI, « Réhabiliter la propriété comme bundle of rights : des origines à Elinor Oström, et au-delà ? », *art. cit.*, p. 382.

¹⁹ *Ibid.*, p. 377.

²⁰ A. SEN et M. BESSIERES, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

²¹ P. DARDOT et C. LAVAL, *Commun*, Paris, La Découverte, 2013.

²² A. DOUAL, « De la dimension politique de la propriété et des institutions : apports et limites de l'approche d'Elinor Oström », *Revue internationale de droit économique*, vol. 28, n° 3, 2014, p. 315.

biens communs environnementaux. En aucun cas ces espaces ne peuvent se penser comme clos sur eux-mêmes ou exclusivement liés à tel ou tel type de force sociale.

Enfin, la philosophie travaille également à la construction conceptuelle des biens communs. Tout d'abord, il faut souligner l'importance d'un ouvrage de McPherson, *La théorie politique de l'individualisme possessif*, d'inspiration marxiste, qui associait la théorie libérale de la souveraineté lockéenne de l'individu à l'émergence de l'appropriation privative comme norme absolue des sociétés modernes²³. Il s'agit pour lui d'étudier les fondements idéologiques qui mènent par la suite à l'institution de la propriété privée comme sacrée et à la séparation stricte entre propriété publique et propriété privée. Dans un tel cadre, d'autres formes de propriété ne peuvent être pensées. Récemment, Pierre Crétois a produit une généalogie philosophique du commun, articulé à la République comme forme politique, à Rousseau puis au solidarisme, *Le renversement de l'individualisme possessif*²⁴. L'ouvrage collectif qu'il a dirigé avec Thomas Boccon-Gibod, *Etat social, propriété publique et biens communs*, à la croisée du droit, de la philosophie et de la théorie sociologique, constitue un apport décisif dans la réflexion sur cette notion en France²⁵.

Quelques années auparavant, Daniel Bensaïd a publié une étude portant sur une série d'articles de Karl Marx, écrits dans la *Neu Zeitung* à propos du vol des bois morts. Cette étude a permis d'exhumer ce texte particulièrement intéressant pour ce qui est de l'étude des biens communs²⁶. Ce texte insiste sur la dimension proprement sociale des communs, dont l'affaiblissement est corrélé à l'accroissement des logiques d'appropriation privée ou mouvement successif d'*enclosures*.

Le rapport entre droit coutumier, biens communs et construction moderne de sociétés organisées massivement autour de la propriété privée, est particulièrement prégnant dans le cas de nos cas d'étude. Le Nouveau Monde tout entier a subi un mouvement intense et rapide d'*enclosures*. En effet, la Conquête a produit des hybridations culturelles multiples et des marginalisations puissantes qui intensifiaient d'autant la violence sociale de ce processus. Enfin, certains travaux d'éthique ont défendu l'impossibilité constitutive d'établir une liste prescriptive de biens communs, sans toutefois leur ôter toute valeur structurante ou performative²⁷.

²³ C.B. MCPHERSON, *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 2004. Il faut toutefois noter que Locke inscrivait dans sa théorie de la propriété une limite claire : elle ne devait pas entraver les besoins individuels, et son individualisme possessif restait tout de même teinté d'une préoccupation égalitaire.

²⁴ P. CRETOIS, *Le renversement de l'individualisme possessif*, Paris, Garnier, 2014.

²⁵ T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs*, *op. cit.*

²⁶ D. Bensaïd, *Les dépossédés*, Paris, La Fabrique, 2007.

²⁷ P. RIORDAN, *Global ethics and Global Common Goods*, London, Bloomsbury, 2015, pp. 203-210. Une telle perspective sur les biens communs, considérés, en dernière instance, comme des constructions intellectuelles utiles mais ne permettant pas la décision, ne saurait être mobilisée utilement dans cette recherche. En effet, l'un des présupposés nécessaires de celle-ci tient à l'*objectivation par les sciences climatiques de biens communs dont la préservation est impérative* sinon à

De ce rapide aperçu des origines et développements de la littérature et des débats autour des biens communs, il s'agit de tirer un premier enseignement. Les objets qui gravitent autour de cette notion, pour être semblables – essentiellement présents dans les domaines écologique et numérique – n'en sont pas moins divers. Second enseignement : pour être circonscrits, ils n'en ont pas moins un potentiel d'expansion au-delà des champs susmentionnés. L'une des clés d'explication de ce phénomène est que la notion renvoie *immédiatement* et sans détour possible au concept de propriété et à ses déclinaisons sociales ; ce concept peut être utilement défini comme un « nœud de pouvoir » (*bundle of power*), comme le propose Katherine Verdery²⁸.

La définition ambiguë de la notion entraîne nécessairement une délimitation problématique de l'objet de recherche. Trop restreint, il ne présenterait aucun lien pertinent avec cette notion inscrite dans le mouvement de l'histoire contemporaine. Trop large, il se perdrait dans les multiples dédales qu'elle offre à l'analyste. A cet égard, la déconnexion qu'opère Toni Negri entre biens communs, « ensemble de la richesse sociale valorisée par le capitalisme » et le commun, « condition de possibilité dans laquelle les biens deviennent réappropriables, s'ils sont soustraits aussi bien au pouvoir public qu'au pouvoir privé »²⁹, paraît inadapté à l'objet de notre recherche. Ce qui réunit en effet différentes forces sociales autour d'*un bien commun particulier porteur de conflits*, c'est son objectivité concrète dans le monde matériel. Il n'est pas uniquement un instrument de construction identitaire ou un outil stratégique d'actions politiques. Il s'agit de partir de ce constat : le commun comme espace politique est lié dans les cas étudiés à des biens communs circonscrits et matériellement déterminés³⁰. C'est pourquoi cela ne présente aucune difficulté d'employer indifféremment *communs* ou *biens communs*³¹. La distinction plus utile à partir de cette terminologie délie en effet le *commun* comme espace politique plus large des *communs* comme espaces de luttes sociales d'appropriation et, *ipso facto*, de pouvoir. A fortiori, notre étude porte sur des *communs environnementaux*, forêts et atmosphère dont la matérialité est indéniable.

L'ambiguïté terminologique au cœur de la notion

Il est plus juste de considérer les biens communs comme notion, ouverte à la pluralité définitionnelle, et non comme un concept, ce qui supposerait une univocité difficile à établir en la matière. Toutefois, afin de *comprendre* la notion et, préalable nécessaire à l'étude des situations qu'elle

la survie de l'humanité, au moins à la possibilité que ne se dégradent pas trop brutalement ses conditions d'existence dans le siècle à venir.

²⁸ B. MÜLLER, « Les droits de propriété intellectuelle sur "la nature" », *Multitudes*, n° 41, 2010, p. 78. REF OR

²⁹ Cité in Serge Audier, « Le commun contre l'Etat ? », in T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs*, *op. cit.*, p. 44.

³⁰ Ceci ne signifie en rien qu'il n'existe pas plusieurs types de biens communs articulables entre eux.

³¹ Cela suppose toutefois de ne pas en rester à la typologie néoclassique pour définir ces derniers.

peut décrire ou au sein desquelles elle est mobilisée, il faut exposer le caractère problématique de l'enchevêtrement de sens qu'elle suppose. Sans entrer dans une généalogie exhaustive de la notion, ce pourquoi un ouvrage entier serait nécessaire, quelques jalons historiques peuvent être posés. Trois sens peuvent être à ce stade distingués : le bien commun entendu comme horizon normatif, un bien commun comme élément appropriable et le commun comme espace politique. La tentation existe de limiter le présent objet de recherche au second point, qui en constitue de fait la base la plus concrète, celle qui en outre porte en lui le potentiel le plus élevé de distanciation vis-à-vis des valeurs³². Ce serait cependant ignorer le recouvrement constant, dans le monde social étudié, d'un sens par l'autre, croisement et hybridation à même de produire sens et usages nouveaux adaptés aux stratégies des forces sociales en présence. Dès lors, l'étude de la grammaire sociale des biens communs ne peut s'épargner la révision des différents lexiques qui l'entourent.

Or, bien avant la notion contemporaine d'*un* bien commun, relativement à l'écosystème par exemple, la notion *du* bien commun a structuré des pans entiers de la pensée européenne. A la croisée de la philosophie politique antique et de la théologie politique médiévale, elle est un élément incontournable de la conception de la cité de ces deux âges. Pour Aristote, la cité s'organise elle-même en vue du bien commun ; la vie politique qui s'y organise est essentiellement liée à l'accomplissement de cette finalité, qui existe en puissance dans cette unité politique elle-même finalité de l'organisation sociale³³. Le bien commun renvoie alors au bonheur des citoyens, à la vie bonne qui est la cause finale de l'existence du politique. Le finalisme thomiste se distingue de celui d'Aristote en cela qu'il se rapporte constamment au principe divin, à la fois commencement et finalité des hommes organisés politiquement. Le bien commun est le principe selon lequel les hommes tendent vers Dieu, bien suprême inaccessible pendant l'existence humaine³⁴. Le bien commun constitue dès lors davantage un principe d'orientation de l'action qu'une puissance à réaliser le temps d'une vie individuelle ou collective. Principe immanent à la cité des hommes chez Aristote, le bien commun devient un principe transcendant qui permet de tracer le chemin vers la cité de Dieu. Sa réalisation terrestre ne saurait en conséquence qu'être partielle. Politique originellement, l'idée de bien commun se charge donc, à partir du Moyen-Âge, d'une connotation religieuse particulièrement forte.

³² M. WEBER, *Le savant et la politique : une nouvelle traduction : la profession et la vocation de savant : la profession et la vocation de politique*, Paris, Découverte, 2003. Isabelle Kalinowsky propose dans cette nouvelle traduction de rejeter la notion, inexistante selon elle chez Weber, de neutralité axiologique. Le savant doit en réalité éviter toute *imposition de ses valeurs*, politiques ou morales. Il est loin de cette démarche, à placer fondamentalement sous le signe de l'honnêteté intellectuelle, à une neutralité fantasmée et inexistante.

³³ ARISTOTE, *Les politiques*, "Livre 1", Paris, Flammarion, 1993.

³⁴ T. D'AQUIN, *Somme théologique. Le gouvernement divin*, Paris, Cerf Desclée, 1959.

Un autre courant de pensée, né de l'époque moderne, présente des affinités électives certaines avec cette notion. Il s'agit du socialisme, ou, plus largement, de la pensée dite critique³⁵. Outre que ce courant a pu être pensé comme sécularisation du christianisme³⁶, il n'est pas affaire que d'analogie entre commun et communisme. Il est possible en effet de penser ladite sécularisation comme résurgence de la conception aristotélicienne, qui considère le bien commun comme, en puissance, immanent au monde social. A cet égard, les critiques délivrées par Karl Marx aux néo-hégéliens sont tout à fait éclairantes³⁷.

Un second point de contact existe entre cette tradition et la notion de bien commun, constitué par le rapport à la propriété, essentiel dans la pensée socialiste, au-delà des caricatures offertes par le marxisme orthodoxe qui rabat la question de la propriété sur les seuls rapports économiques de production. En effet, la critique de la propriété privée est au cœur de la pensée socialiste et peut trouver son pendant positif dans l'appropriation collective, de l'individu exclusivement propriétaire au collectif propriétaire émancipant l'individu³⁸. Le travail décisif de Karl Polanyi, *La grande transformation*, s'inscrit également dans ce courant de pensée³⁹. Avec la question de la propriété qui rencontre celle de l'émancipation, c'est aussi des *biens potentiellement définissables comme communs* qui rencontrent l'idée du *bien commun*. La réinscription matérielle⁴⁰ de la notion de *bien commun* semble être le point nodal de constitution de la notion contemporaine des *biens communs*.

Enfin, c'est également à partir des prolongations contemporaines de la pensée critique que se conçoit la notion de commun, entendu comme espace politique autonome de dialogue et de

³⁵ Il faut toutefois être très prudent ici et entendre la notion « d'affinités électives » au sens strict : il existe des possibilités, sous certaines conditions, que le socialisme rencontre la notion de bien commun et que des forces sociales s'en réclamant revendiquent cette notion. Ces « affinités électives » sont d'une importance cruciale rapportées au présent objet de recherche.

³⁶ M. HENRY, *Marx*, Paris, Gallimard, 2009.

³⁷ K. MARX, *La question juive*, 1843. Le reproche que Marx formule à l'encontre de ceux-ci est clair : il est inutile, vain et contre-productif de placer l'essence de l'homme hors de lui-même, mais sa libération ne viendra pas seulement de l'abolition de la transcendance religieuse. Les conditions économiques et sociales de travail sont également décisives dans ce processus émancipateur de reconquête de soi.

³⁸ K. MARX, *Critique de l'économie politique : Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions Allia, 2007, pp. 173-174 : "Nous avons vu comment dans l'hypothèse de la suppression positive de la propriété privée, l'homme produit l'homme, se produit lui-même et produit l'autre homme. (...). Il faut surtout éviter de fixer de nouveau la "société" comme une abstraction en face de l'individu. L'individu est l'être social."

³⁹ K. POLANYI, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009. Karl Polanyi distingue trois biens principaux marchandisés par l'expansion du capitalisme : la terre, l'argent et le travail. L'une des thèses principales de l'ouvrage est la suivante : si l'économie n'est pas réencastrée dans la société et si la logique de marchandisation se poursuit, les conditions d'existence de la société seront menacées, sa destruction, ainsi que celle de la nature, assurées. La conclusion de l'économiste est alors optimiste ; il pense que les Etats sont aptes à opérer ce mouvement, et avec lui le dépassement du capitalisme.

⁴⁰ Cette réinscription matérielle qui s'inscrit à la fois dans une théorie et une pratique des luttes sociales se triple aujourd'hui de l'objectivation scientifique, du fait du changement climatique, des *biens communs*.

décision⁴¹. Penser le commun comme *principe politique* est la proposition essentielle de Pierre Dardot et Christian Laval dans leur livre *Commun. Essai sur la Révolution au XXI^e siècle*⁴². Plus récemment, ce principe qui constitue le commun *en opposition* à l'idée de propriété, comme ce qui n'est pas appropriable, a donné lieu à un ouvrage de Benoît Borrits, qui propose de penser les communs par-delà la propriété. La volonté première de cet ouvrage est d'articuler communs, démocratie et économie, et de poser à nouveaux frais la question de la socialisation des moyens de production⁴³.

Penser l'articulation de ce triple sens – horizon normatif, élément appropriable et espace politique – d'une façon univoque n'est pas possible, tant les forces sociales en jeu dans la dispute de pouvoir autour des *biens communs objectivés* les associent distinctement. Dresser une typologie des usages de ces termes, de leur désarticulation ou disjonction possible parfois, de leur harmonie revendiquée en d'autres occasions⁴⁴, paraît être un terrain d'interprétation de loin plus fertile.

Avant d'étudier plus avant les problèmes singuliers que posent les cas d'étude en matière de communs, il est nécessaire de préciser clairement ce que nous entendons par *biens communs objectivés*. En effet, ce terme n'induit en rien que des biens communs soient définis juridiquement, socialement ni même politiquement comme tels. Même s'il est certain que des forces sociales s'animent pour qu'ils soient reconnus tels, ils ne présentent en rien un statut social solide ni ne sont universellement gouvernés selon des modalités effectives de coopération internationalement ou nationalement définies. Dès lors, il serait possible d'avancer que les biens communs n'existent pas, sinon sous forme de construction discursive sociale et d'instrument de luttes politiques.

Sans entrer dès maintenant dans une discussion quant à leur place dans le monde social, il est nécessaire d'affirmer leur existence objective, établie par les sciences du climat. En effet, les biens communs environnementaux peuvent être entendus comme cet ensemble d'écosystèmes dont l'existence sous une certaine forme est nécessaire à la perpétuation des conditions d'existence de l'humanité. C'est en ce sens que nous parlons ici et par la suite de *biens communs objectivés* en tant que *biens communs environnementaux* ou *communs environnementaux*, notion centrale dans cette étude. Tombent clairement sous le coup de cette définition les *global commons* tels que l'atmosphère, la biodiversité ou le patrimoine génétique. Mais ils ne sont pas seuls, dans la mesure où il est strictement impossible de les déconnecter des *local commons*, la marche de l'écosystème terrestre

⁴¹ C. CASTORIADIS, *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005. Cette tripartition de la cité défendue par Castoriadis s'oppose à la dichotomie entre les seuls espaces public et privé élaborée par H. Arendt.

⁴² P. DARDOT et C. LAVAL, *Commun, op. cit.*

⁴³ B. BORRITS, *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs*, Paris, La découverte, 2018 (L'horizon des possibles).

⁴⁴ A titre d'exemple, il est possible de penser que les forces sociales indigénistes ou écologistes souhaitent construire dans la lutte politique le *commun* pour défendre spécifiquement *des biens communs* en vue d'un *bien commun*.

n'étant pas disjointe des écosystèmes locaux, l'interdépendance étant en matière climatique et écologique la règle⁴⁵.

Les cas d'étude de ce gouvernement contemporain des communs ne sont pas sans ajouter une dimension complexe au problème : l'intégration au précédent triptyque de notions endogènes, propres à l'Equateur ou à la Bolivie. Dès lors, la polysémie s'accroît et la figuration des biens communs prend quatre dimensions.

L'extension problématique induite par le cas andin : entre *Sumak Kawsay* et *Vida Plena*

A ce triptyque entre commun, bien commun et biens communs se joignent les constructions sociales autour de l'identité indigène dans les rapports discursifs et matériels de pouvoir autour des biens communs en Equateur et en Bolivie. Dans les deux cas, entre *Buen Vivir*, *Sumak Kawsay*, *Suma Qamaña* et *Vida Plena*, la polysémie du bien commun s'enrichit. Pour ce qui est des deux notions andines, propre aux indigènes, elle signifie un rapport harmonieux des êtres humains entre eux et avec la nature dont ils ne sont pas conceptuellement séparés ; la traduction espagnole renvoie au *Buen Vivir*⁴⁶. Le trait d'union avec le bien commun se trouve dans cette expression, mobilisée comme horizon à atteindre, et ce à travers notamment la défense des biens communs. Dès lors, cette acception renvoie au bien commun téléologique, qu'il soit aristotélicien ou thomiste. Que sa nécessité soit interne à la cité ou non ne semble pas constituer un problème dans le cas de la notion indigène, puisqu'elle se veut totalisante, et ne distingue pas foncièrement les êtres humains de leur milieu. Quant à la *vida plena*, il s'agit de la traduction d'une notion amazonienne renvoyant à la même idée.

Cette nouveauté intégrée, elle n'est pas sans poser au moins deux problèmes sérieux. Le premier nous mène à une question classique des études de cas hors Europe, à savoir la traductibilité du concept. Le terme ne saurait rester intact après traduction. Le second problème renvoie aux usages possibles de cette zone d'ombre conceptuelle sur les terrains d'étude et dans l'instrumentalisation des notions par les différentes forces sociales.

La dynamique engendrée par l'hybridation de ces notions elles-mêmes souples dans leur définition crée une situation plurielle. Le triptyque que nous avons établi n'est pas réductible à une catégorisation simple, et cette nouvelle dimension l'interdit encore davantage. Elle permet de s'interroger à la fois sur l'influence de la notion de bien commun sur la traduction même d'un

⁴⁵ J. O'CONNOR, *Natural causes*, London, The Guilford Press, 1997 ; Olivier Dangles, représentant IRD à Quito, Quito, 9 janvier 2015

⁴⁶ A. ACOSTA, *Le Buen Vivir*, Paris, Utopia, 2014.

monde indigène influencé depuis la Conquête, et, réciproquement, sur l'apport spécifiquement indigène à cette notion. Cela est d'autant plus important que la distinction entre bien commun en tant qu'horizon normatif et bien commun en tant qu'objets ou espaces identifiables s'efface absolument dans la cosmogonie indigène⁴⁷.

Communauté et commun(s)

Une question décisive se pose lorsqu'il est question des biens communs, de la recherche actuelle à ce sujet comme de leur pratique politique : s'il y a communs, à quelle communauté peuvent-ils s'adosser ? A cette interrogation, nulle réponse simple ne s'impose. Cette question est au cœur de notre démarche. L'ambiguïté politique du terme est immédiate : il peut renvoyer tantôt à la communauté locale, indigène, tantôt à la communauté nationale, et, tout particulièrement en ce qui concerne les biens communs environnementaux, à l'humanité tout entière.

Toutefois, avant d'aborder le problème dans le corps de la thèse, la notion elle-même doit être étudiée dans ses rapports à la présente recherche. Le point de départ obligé se trouve dans l'ouvrage majeur de Ferdinand Tönnies, *Communauté et société*⁴⁸. Partons des définitions qu'il donne de ces concepts : « Tout type de coexistence sociale se manifestant comme vie commune familière, intime et exclusive est comprise selon nous comme appartenant à la communauté. La société est l'espace public et le monde. On se trouve en communauté avec ses proches depuis sa naissance, lié à eux dans le bien comme dans le mal. On entre dans la société comme en terre étrangère »⁴⁹. Si à elle seule, cette distinction ne peut tenir lieu de résolution des problèmes liés aux rapports entre biens communs et communautés, elle en pose à tout le moins le premier : la communauté indigène relève *a priori* de la proximité, d'un cadre de vie relativement stable où les liens organiques sont plus forts que les liens mécaniques qui animent la société. Les biens communs ont toutefois une dimension *a priori* mondiale. Une tension apparaît, que des éléments issus de notre étude empirique ont vocation à développer et caractériser. Cette tension est d'autant plus essentielle qu'il n'est pas possible de concevoir les communautés indigènes comme des ensembles clos, qui auraient uniquement une dimension organique. Au contraire, l'accélération des contacts extérieurs et l'augmentation des influences exogènes a sans doute affaibli considérablement cette dimension⁵⁰.

⁴⁷ E. KOHN, *Comment pensent les forêts*, Paris, Zones sensibles, 2017.

⁴⁸ F. TÖNNIES, *Communauté et société*, Paris, PUF, 2010.

⁴⁹ *Ibid.*, pp. 5-6.

⁵⁰ A. BENSA, *Après Lévi-Strauss. Pour une anthropologie à taille humaine*, Paris, Textuel, 2010, pp.56-57 : "L'étiquetage, le tracé de limites entre les groupes, largement inspirés par des impératifs muséographiques, laissent dans l'ombre les continuums ou (...) les situations d'hybridation sociale (...). Ce qui est retenu, c'est la synchronie, la répétition, la reconduction, le même. (...). Les liens entre les générations, les transformations des conditions d'existence, les

Il ne s'agit donc pas là d'une tension strictement binaire, bien que les concepts sociologiques de Tönnies puissent nous aider à poser le problème⁵¹. Il n'est en effet pas possible de considérer que tel ou tel ensemble appartienne définitivement et sans recours à l'une ou l'autre de ces catégories. A partir de cette distinction, il est toutefois possible d'interroger utilement le rapport de la notion de communauté internationale à la question des communs. En effet, jusqu'à quel point les défenseurs de l'environnement s'engageant pour la préservation des biens communs constituent-ils une communauté ? Il est certain qu'ils n'ont pas le même degré de proximité au *lieu* lui-même, comme le fait justement remarquer Sydney Tarrow dans un article traitant de la contestation transnationale⁵². Il rappelle à cette occasion l'existence d'une communauté d'appartenance moderne, la communauté nationale. Les réflexions d'Immanuel Wallerstein à ce propos paraissent utiles : les communautés nationales sont décisives à l'époque contemporaine. Elles reposent sur un sentiment d'appartenance et de proximité, mais la société, elle, est désormais mondiale. Dans sa perspective, la dynamique des échanges internationaux impulsés par le capitalisme est à l'origine de ce processus d'unification qui tend à produire un système-monde, qui accouche lui-même d'une société mondiale⁵³.

Tableau 2 : Entre communautés et sociétés

	Pré-moderne	Moderne (Pré-moderne)	Contemporaine (Pré-moderne, Moderne)
Communauté(s)	Famille, village	Ville, Etat (Famille, village)	Internationale (Ville, Etat, Famille, village)
Société(s)	Locale	Nationale (Locale)	Mondiale (Locale et Nationale)

mouvements sociaux avortés, les interactions coloniales sont forcément passés sous silence dès lors qu'on envisage les personnes comme des traces d'un monde social ancien récurrent". Cette remarque d'Alban Bensa nous paraît importante : selon lui, la dimension historique et sociale doit à tout prix intégrer l'analyse anthropologique. A ce titre, une posture uniquement structuraliste se révèle insuffisante – une telle posture n'a jamais été celle de Lévi-Strauss lui-même ; il s'agit d'un problème inhérent à la science sociale, qui repose sur la confrontation entre des concepts et une réalité sociale mouvante. Le concept, s'il est au cœur de toute compréhension du réel, ne doit pas pour autant écarter *a priori* des éléments empiriques, nier par sa seule définition les éléments mouvant les objets étudiés.

⁵¹ Il est impératif de les tenir pour ce qu'ils sont, à savoir des idéal-types, à intégrer à l'analyse sans en constituer la clé définitive. Le problème renvoie aux multiples articulations possibles entre communauté et société. Elles peuvent être aussi nombreuses que les perceptions des conflits au sein des forces sociales impliquées, d'autant que la dimension stratégique des usages de ces notions est cruciale. Il paraît dès lors intéressant de s'interroger *à partir de la science politique* sur la pertinence de ces concepts.

⁵² S. TARROW, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, n° 38-, n° 39, juin 2000, p. 6, [En ligne]. <<http://conflits.revues.org/276>>. (Consulté le 2 mars 2015) : "la grande majorité des actions protestataires a lieu à l'intérieur des frontières des Etats-nations, et, même lorsque les adversaires se trouvent à l'extérieur des frontières nationales, les actes de résistance contre ces derniers sont le fait d'acteurs sociaux nationaux opérant dans un cadre national".

⁵³ I. WALLERSTEIN, *Impenser la science sociale*, Paris, PUF, 1991.

Ce tableau vise à opérer un dépassement des croisements de définitions précédents. Il ne s'agit pas d'y voir une progression linéaire de l'histoire, dans sa version positiviste et téléologique, bien plutôt de tenir compte du *point de départ nécessaire de notre travail*, qui, partant d'une perspective internationaliste, ne doit pas pour autant abandonner d'autres formes d'articulation. En effet, c'est en croisant les différentes cases de ce tableau qu'il est possible de produire des outils d'analyse féconds : à titre d'exemple, les écologistes pourraient s'inscrire dans la société mondiale dont l'ancrage nécessaire pour défendre les biens communs se trouverait dans des communautés locales. C'est donc l'hybridation des formes qui domine avant tout, et la question centrale posée par la distinction communauté-société est celle de leur articulation. Plus précisément, c'est la question de l'articulation des modes d'articulation entre telle communauté et telle société.

Il est important de s'arrêter à l'idée de processus historique lorsqu'il est question de cette opposition structurante. Éviter l'évolutionnisme, condition nécessaire à l'intelligence des faits, ne signifie pas abandonner tout rapport à l'histoire, loin s'en faut. Dès lors, la thèse générale de la théorie des systèmes-monde, issue de l'historiographie marxiste, est utile : le monde s'unifie comme *société*, les échanges idéels et matériels se déroulent massivement dans ce cadre qui structure les relations sociales de production : la rencontre entre cette théorie et la pensée de l'écologie est à bien des égards fructueuse⁵⁴. Si penser l'unité sociale à partir de la communication renforcée, de l'accélération des échanges et de l'amenuisement des distances est chose largement partagée⁵⁵, l'ancrage, pourtant nécessaire, dans la dimension proprement matérielle n'est pas superflu lorsqu'il est question d'écologie. La dégradation de l'écosystème est le fait concret issu de mouvements commerciaux, d'échanges de capitaux, d'installations industrielles tout aussi concrets.

Cela ne doit cependant pas nous faire oublier la pluralité des mondes vécus, pluralité qui peut aisément se rapporter au terme de communauté. Il n'est cependant pas nécessaire d'établir un rapport entre communauté et proximité spatiale, comme le fait Tönnies, dans la mesure où des communautés de sens peuvent dépasser les frontières et les inscriptions spatiales traditionnelles ou modernes. Dès lors, la société mondiale n'abolit pas la possibilité d'existence des communautés, mais des modes nouveaux de projection communautaire tendent à se créer, côtoyant les modes traditionnels et modernes⁵⁶. De ceci résulte une complexification spatiale de la notion de communauté⁵⁷. Dire qu'une société mondiale existe aujourd'hui – en tant que système-monde, ainsi

⁵⁴ J. MARTÍNEZ ALIER et J.-F. GERBER, *Ecological Economics from the Ground Up*, Oxon, Routledge, 2013.

⁵⁵ M. McLuhan, *War and Peace in the Global Village*, New-York, Bantam Books, 1968.

⁵⁶ Il ne s'agit pas ici d'une unification générale et homogénéisatrice, mais bien plutôt d'une recomposition continue des formes de communauté, des usages politiques du groupe.

⁵⁷ I. Wallerstein, *Impenser la science sociale, op. cit.*, pp. 86-87. Il est possible de s'interroger alors sur la séparation stricte de cette notion avec celle de société, comme le remarque justement Immanuel Wallerstein : « dans toute cette

que l'entendait Braudel – ne signifie pas pour autant que des dynamiques sociales particulières n'existent pas en tel ou tel lieu de l'espace mondial.

Au contraire, l'enjeu théorique majeur que pose la théorie des systèmes-monde tient à l'articulation entre ces dynamiques sociales données et une dynamique sociale générale largement liée aux échanges et à leur distribution spatiale⁵⁸. Multiplicité d'appartenances communautaires et unité du monde social : voici une base pour l'articulation de ces notions. En effet, l'aspect conflictuel de l'adossement communautaire des biens communs apparaît immédiatement à partir de ces définitions académiques : aucun consensus ne peut se dégager, un alignement peut se dessiner entre formes hybrides qui permettent une coalition dont se dégagerait un sentiment communautaire *nouveau* mobilisant des forces sociales importantes autour de l'idée des biens communs. Cet alignement constitue une puissance contre-hégémonique, instituée comme telle au niveau mondial⁵⁹. La définition de la communauté politique légitime à prendre en charge les biens communs est l'enjeu conflictuel majeur de cet objet politique.

Biens communs et relations internationales

Enjeu mondial, donc, que les biens communs. Ils n'appartiennent cependant pas uniquement ni exclusivement à la sphère internationale, des institutions et des négociations. A cet égard, ils relèvent davantage de dynamiques sociales propres à l'espace mondial qu'à un jeu exclusivement international qui ne concernerait que ladite « communauté internationale ». Qu'ils ne soient pas des objets absolument garantis par cette dernière n'équivaut absolument pas à leur inexistence⁶⁰.

description, je n'emploie pas l'imagerie d'un petit noyau qui s'agrandit d'enveloppes extérieures ; au contraire, c'est un cadre extérieur léger qui parvient à remplir graduellement un réseau intérieur dense. » et, plus loin, « Disons plutôt que notre seule *Gesellschaft*, l'économie-monde capitaliste (et encore n'est-ce qu'une structure partiellement contractualisée), a créé les multiples communautés où nous vivons. Loin de disparaître, celles-ci n'ont jamais été aussi solides, complexes, aussi débordantes et conquérantes, jamais elles n'ont autant déterminé nos existences ».

⁵⁸ Il ne s'agit ici nullement d'économicisme, sinon de considérer, chose pour le moins nécessaire en ce qui concerne l'écologie, que le déploiement des forces matérielles induit par le capitalisme oriente bon nombre de forces sociales et a une incidence considérable sur les modes de vie collectifs et les conditions d'existence de l'humanité. Il reste important de préciser que les *communautés imaginées*, pour reprendre le terme de Benedict Anderson, ont une importance essentielle et largement performative dans le monde social ; c'est l'une des raisons pour lesquelles l'unification sociale ne fait pas table rase des traditions et nations, quand bien même les forceraient-elles à des exercices de recomposition.

⁵⁹ J. MCCARTHY, « Commons as counterhegemonic projects », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 16, n° 1, 2005, pp. 9-24. Un tel alignement est précisément l'origine même de ce sujet de thèse.

⁶⁰ B. BADIE, « Effectivité des biens publics mondiaux : l'ambiguïté ne vaut pas négation », dans *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 333-347.

Si les travaux portant spécifiquement sur les biens communs⁶¹ ne sont pas extrêmement nombreux dans le champ des relations internationales, certains sont toutefois à souligner. Après la construction de ponts, dans les années 1990, entre les travaux d'Elinor Oström et les relations internationales, l'essor des communs dans ce champ semble s'être essoufflé. *Local commons and Global interdépendance*⁶², travail mené conjointement par Elinor Oström et Robert Keohane, signe l'entrée franche du gouvernement des biens communs dans la perspective internationaliste ; il est notable que ce travail tente précisément d'articuler les dimensions locale et globale à travers le prisme de l'interdépendance complexe⁶³. Il pose d'emblée le problème des biens communs en termes d'articulation. James Acheson, internationaliste, dirige un ouvrage placé résolument sous le signe d'études empiriques, dans la lignée d'Elinor Oström qui y livre d'ailleurs une contribution⁶⁴. En France, Marie-Claude Smouts s'est penchée dans un ouvrage qui a fait date sur la question des biens communs au prisme des relations internationales⁶⁵.

La plupart des travaux liés aux biens communs en relations internationales dialoguent de fait avec ceux d'Elinor Oström, envisagent même directement d'adopter sa méthode résolument empiriste. Un ouvrage lui aussi publié dans les années 1990 se focalise quant à lui sur la coopération internationale et les conditions de possibilité de la coopération à ce niveau. Elle se fonde très largement sur la typologie néoclassique des biens communs⁶⁶.

Un pan important de l'analyse des relations internationales, celui de la pensée critique inspirée des théories d'Antonio Gramsci et incarné par les travaux fondateurs de Robert Cox⁶⁷, paraît particulièrement adapté à l'étude des communs. En effet, s'il est une tendance contre-hégémonique dans le monde contemporain, elle se rapporte assez nettement aux forces sociales défendant le commun contre la marchandisation, la coopération par opposition à l'hégémonie unilatérale – incarnée notamment par les Etats-Unis. Dans une certaine mesure, cela rejoint les travaux de Bertrand Badie entrepris dans *L'impuissance de la puissance*⁶⁸. A la thèse centrale de l'ouvrage, qui consiste à pointer les limites de l'exercice de la puissance hégémonique, peut en effet

⁶¹ Cette précision est nécessaire car ce qui concerne la politique environnementale internationale, les politiques de développement ou encore les niveaux de décision renvoie souvent à cette thématique, en creux ou explicitement.

⁶² R.O. KEOHANE et E. OSTROM, *Local Commons and Global Interdependence*, London, Sage, 1994.

⁶³ R. KEOHANE et J. NYE, *Power and interdependence*, Stroughton, Pearson, 1997.

⁶⁴ B.J. MCCAY et J.M. ACHESON, *The Question of the Commons*, Tucson, The University of Arizona Press, 1987 ; K. HARRISON et L. MCINTOSH SUNDSTROM, *Global Commons, Domestic Decisions*, London, MIT Press, 2010.

⁶⁵ M.-C. SMOUTS, *Forêt tropicale, jungle internationale : revers de l'écopolitique mondiale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

⁶⁶ J.S. BARKIN et G.E. SHAMBAUGH, *Anarchy and the Environment. The International Relations of Common Pool Resources*, New-York, State University of New-York Press, 1999.

⁶⁷ R. COX, *Production, power and world order: social forces in the making of history*, New-York, Columbia University Press, 1987.

⁶⁸ B. BADIE, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.

s'adjoindre l'idée qu'en échouant à s'imposer, l'*hegemon* suscite des alternatives contre-hégémoniques ; que de la négation de la puissance, le passage soit réalisé vers son dépassement positif. Le géographe James McCarthy émet une hypothèse proche dans un article au titre évocateur, « Commons as counterhegemonic projects »⁶⁹. Le rattachement de notre étude à ce courant de pensée, lié aux origines mêmes de la conception des communs, permet d'envisager la double dimension qui le traverse, des idées aux flux matériels, de l'*agency* aux structures⁷⁰.

La situation de cette étude dans le champ de recherche existant se trouve précisément en ce point d'articulation : les biens communs objectivés, ou biens communs environnementaux, en sont le point de départ, la matrice. Leur gouvernement est un objet aux multiples facettes, à l'interface de plusieurs disciplines, traversé de tensions multiples dont le sens doit émerger ici. Les biens communs, étudiés à *partir* des conflits qu'ils suscitent dans des localités données, permettent de donner à l'analyse l'occasion de se pencher sur des *figures concrètes du mondial*.

La dimension inextricablement matérielle et idéale qui les définit permet précisément de ne pas tomber dans le piège de l'abstraction induite ou de l'empirisme naïf, et, partant, de penser la possible articulation et les conflits entre niveaux de pouvoir ; cette dimension permet de penser dans toute leur amplitude les rapports de pouvoir écologique, sans s'arrêter uniquement aux possibilités réelles de coopération. L'un des aspects essentiels pour l'étude de ces rapports tient au développement inégal de l'espace mondial, et aux théorisations de ce phénomène⁷¹.

b. Du développement inégal et des rapports spatio-temporels de pouvoir

Le développement inégal : un cadre d'analyse et de perception des forces sociales

Il est important de s'arrêter un instant sur la théorie du développement inégal, dans ses multiples ramifications. En effet, l'intérêt de ce cadre est double : d'une part, il relève d'une interprétation à maints égards fertile pour saisir les enjeux relatifs aux problèmes de pouvoir écologique aujourd'hui ; d'autre part, il s'agit d'une pensée fortement imprégnée de l'analyse de la situation latino-américaine, élaborée pour partie en ce lieu, portant sur lui bien souvent. Utile à l'analyse de la configuration spatiale des rapports de pouvoir relatifs à la question environnementale, la connaissance de cette pensée permet également de comprendre le cadre

⁶⁹ J. MCCARTHY, « Commons as counterhegemonic projects », *art. cit.*

⁷⁰ A. BIELER et A.D. MORTON, "The Gordian Knot of Agency-Structure in International Relations: A Neo-Gramscian Perspective", *European Journal of International Relations*, vol. 7, n° 1, 2001, pp. 5-35.

⁷¹ Cet aspect est d'autant plus important qu'il structure la pensée académique et politique de nombreux universitaires et dirigeants en Amérique latine.

interprétatif qui guide une partie conséquente des dirigeants, penseurs et intellectuels impliqués, en Equateur comme en Bolivie, dans les processus de changement politique commencés dans les années 2000⁷². L'intérêt et la finalité de ce cadre interprétatif peuvent être ainsi résumés : il s'agit d'étudier les raisons et les mécanismes de l'inégalité structurelle entre pays périphériques et centraux de l'économie capitaliste, et en leur sein également.

Il est possible de distinguer deux sources à ce principe théorique. La première est directement marxiste, issue des travaux de Léon Trotski portant sur le *développement inégal et combiné*. Les bases qu'il pose à cette occasion ont trait à la Révolution russe de 1905 et les contraintes extérieures qui s'y sont insérées ; en d'autres termes, il intègre l'économie politique internationale au cadre d'analyse marxiste⁷³. Ces travaux vont connaître un écho particulier en Amérique latine. Ils vont en effet rencontrer la théorie de la dépendance, qui repose sur une réflexion articulée autour de la notion d'*échange inégal*, et, plus précisément, de dégradation des termes de l'échange à la défaveur des pays latino-américains⁷⁴. A la rencontre de ces deux courants de pensée, la théorie du développement inégal se noue autour de la perspective tiers-mondiste, critique envers la marginalisation de la périphérie. La notion clé pour décrire la théorie du développement inégal, qui des années 1950 aux années 1970 insiste sur le creusement des inégalités internationales comme inhérent au fonctionnement capitaliste⁷⁵, est proposée par Andre Gunder-Frank : c'est le *développement du sous-développement*⁷⁶.

Ces travaux sont le fait d'économistes et reposent la plupart du temps sur la tentative de discerner des lois constantes, à tout le moins au sein de l'économie capitaliste, du développement inégal.

Le point d'articulation avec l'écologie politique, s'il est déjà envisageable sur les seules bases économiques, semble cependant se trouver davantage dans la rencontre entre le développement inégal et la géographie critique, autour des travaux de David Harvey, notamment *Justice, Nature and*

⁷² E. MARTINEZ, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito*, Quito, Abya Yala, 2009 ; L. LACROIX, « La participation de la Confédération Indigène de Bolivie à la vie politique nationale bolivienne (1982-2010) », *Civilisations*, n° 60, 2011, pp. 103-119. A tel point que la notion de colonialisme interne, ou encore de dette écologique interne, est employée dans l'un comme l'autre des pays.

⁷³ L. TROTSKI, « Bilans et perspectives », 1906, [En ligne]. <<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bpsomm.htm>>.

⁷⁴ R. PREBISCH, *Le développement de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, Paris, 1950. Par la suite, les problèmes de développement ont été abordés au prisme de ce modèle en Amérique latine, ce qui a donné lieu à des politiques dites de substitution aux importations. Il est cependant important de souligner que la dimension proprement classiste est absente de l'analyse proposée par Raúl Prebisch.

⁷⁵ C. BETTELHEIM, « Echange international et développement régional », *Problèmes de planification*, n° 1, 1962, pp. 1-39.

⁷⁶ A. GUNDER-FRANK et C. PASSADEOS, *Le développement du sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspéro, 1970.

*the Geography of Difference*⁷⁷. De fait, la dimension spatiale était déjà prégnante dans la théorie économique du développement inégal, puisqu'il s'agissait précisément d'établir les raisons de l'écart entre le Nord et le Sud, mais à mesure de la complexification des relations de production au niveau international, l'apport de la géographie critique est particulièrement bienvenu. Elle pose les bases théoriques de la notion de *dette écologique*. Les pays du Nord sont redevables aux pays du Sud dans la mesure où leur développement s'est intégralement constitué *à partir de l'exploitation des ressources naturelles*, en Amérique latine tout particulièrement.

La mine de Potosí en est un exemple particulièrement marquant. Son exploitation a coûté la vie à des dizaines de milliers d'indigènes ; le surplus dégagé par ce travail esclavagiste a été entièrement consacré au remboursement des campagnes maritimes de la couronne espagnole⁷⁸. Au-delà, c'est la pollution de l'atmosphère engendrée par l'industrialisation européenne et étatsunienne qui est responsable de la majorité du carbone accumulé dans l'atmosphère. Le développement inégal s'insère de la sorte dans le problème écologique : les pays les plus pauvres et historiquement moins émetteurs sont les plus touchés par le changement climatique, et leur appauvrissement, outre qu'il peut être lié directement aux tendances structurelles de l'économie capitaliste, est désormais directement connecté aux catastrophes climatiques présentes et à venir⁷⁹. En l'espèce, les inégalités sociales et environnementales se croisent, à la fois issues et produites par une configuration spatiale internationale donnée. Elles en sont issues dans la mesure où les inégalités sociales face au développement sont largement liées à l'échange inégal, à la production faible de valeur dans les pays périphériques comme le sont la Bolivie et l'Équateur. Mais elles sont également renforcées, car il est admis que les zones situées entre les deux tropiques seront celles qui subiront les effets les plus violents, à court terme, du changement climatique.

Espaces et territoire : penser le gouvernement du climat

La dimension spatiale du gouvernement des communs est donc cruciale. De nombreux phénomènes interrogeaient déjà la conception monolithique du territoire, homogène et univoque, seule expression légitime de la spatialisation en relations internationales. Les frontières étaient supposées dessiner une réalité dépourvue d'ambiguïtés et d'ambivalences. Déjà, les recompositions identitaires des années 1990, qui avaient couvé pendant la bipolarité, réchauffaient ces limites et provoquaient des tensions dans le monde. L'entropie gagnait du terrain, le désordre semblait de

⁷⁷ D. HARVEY, *Justice, nature and the geography of difference*, Oxford, Blackwell, 1996 ; D. HARVEY, *Géographie et capital*, Paris, Syllepse, 2010.

⁷⁸ E. GALEANO, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Pocket, 2001, pp. 48-56.

⁷⁹ J. O'CONNOR, *Natural causes*, *op. cit.*, pp. 187-200.

nouveau s'étendre là où la guerre froide avait donné une impression bien superficielle de stabilité. Elle est aujourd'hui le cœur même du changement climatique ; les consommations exponentielles d'énergie produisent du désordre, modifient fondamentalement les écosystèmes locaux ainsi que l'écosystème global, à tel point qu'une littérature importante⁸⁰ s'est développée autour de la notion d'effondrement possible des sociétés humaines. Ce phénomène entropique ne peut être pensé à partir du seul modèle westphalien de la souveraineté étatique⁸¹. Un ouvrage nous semble particulièrement important pour penser cette transformation du rapport de l'analyse en science politique à cette question spatiale. Il s'agit de *La fin des territoires* de Bertrand Badie⁸². La distinction conceptuelle que ce dernier opère entre *territoire* et *espace* est tout à fait utile à notre propos. Le territoire renvoie à la construction moderne de l'Etat-nation westphalien, construction issue d'un XVII^e siècle achevant une période guerrière agitée dans le Vieux Continent. L'exportation ultérieure de ce modèle l'a posé comme modèle universel. Sa réalisation concrète n'a pas été conforme au modèle ni n'a correspondu aux situations singulières des pays décolonisés⁸³.

Dès lors, une grille de lecture qui reposerait uniquement sur le schéma stato-national est par avance condamnée à la caducité. La proposition, dans la lignée de cette distinction conceptuelle, qui correspond au cadre posé pour ce travail peut être résumée ainsi : le territoire de la souveraineté, entendu comme expression de l'Etat occidental, est *une conceptualisation particulière de l'espace* qui peut entrer en conflit avec d'autres constructions conceptuelles et perceptions d'espaces donnés – ce en fonction des forces sociales impliquées⁸⁴. Des conceptions différenciées de l'espace peuvent entrer en conflit, conceptions parmi lesquelles figure en bonne place l'imaginaire associé au *territoire de la souveraineté*.

Il est en réalité impossible de se passer, dans le cadre de l'analyse du gouvernement des communs environnementaux, de cette clé fondamentale offerte par la géographie critique : l'espace n'est pas donné, ce n'est pas un *a priori* sur lequel nous pourrions faire reposer confortablement

⁸⁰ N. ORESKES et E.M. CONWAY, *L'effondrement de la civilisation occidentale un texte venu du futur*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014 ; P. SERVIGNE et R. STEVENS, *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015 ; J. DIAMOND, *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2013.

⁸¹ Précisons immédiatement que cela ne signifie absolument pas que la souveraineté étatique, sa revendication comme ses effets performatifs sur les espaces étudiés, n'entrent pas en jeu dans les rapports de pouvoir relatifs au gouvernement des communs. Au contraire, ils constituent une part importante de ces derniers mais ne sauraient être considérés pour eux-mêmes, dans l'absolu et sans mise en relation avec les tensions de définition des espaces qui déterminent largement ces rapports de pouvoir.

⁸² B. BADIE, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, CNRS éditions, 2013.

⁸³ B. BADIE, *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

⁸⁴ Il ne s'agit aucunement ici de penser que l'espace est uniquement « construit » dans une dispute idéelle vide de tout caractère concret. Les disputes conceptuelles et perceptives autour d'espaces pouvant être définis comme communs relèvent d'enjeux de pouvoir ancrés également dans la réalité matérielle. En d'autres termes, il n'y a nulle querelle sémantique à vide ici, mais bien plutôt un usage politique des différentes conceptualisations possibles de l'espace. Leurs effets peuvent être tout à fait sensibles : usage des forces armées, de la police, forage pétrolier, marches de protestation.

notre étude. L'espace n'est pas unidimensionnel. Ici, il peut être intéressant de se pencher sur les catégories d'analyse proposées par David Harvey. Tout d'abord, l'espace a une réalité matérielle : en l'espèce, les espaces étudiés contiennent des ressources naturelles qui déterminent largement leur organisation, sont des lieux de haute biodiversité ainsi qu'une terre d'exode pour les paysans andins en recherche de terres cultivables. C'est ce que décrit la notion proposée par David Harvey d'*espace absolu*. Ensuite, l'espace est également relatif : les rapports entre objets qui se forment autour d'un espace constituent en partie ses réalités, source majeure de conflictualité. Pour ce qui nous concerne, la diversité des perceptions et des conceptions des espaces étudiés selon les forces sociales impliquées relève parfaitement de cette notion d'*espace relatif*. Enfin, la troisième notion élaborée par Harvey paraît particulièrement s'intégrer à la perspective que nous souhaitons défendre dans ce travail. L'*espace relationnel* suppose une forme de dépassement des deux premières notions, sa définition même englobant les deux précédentes catégories : « la conception relationnelle de l'espace soutient qu'il n'y a pas d'espace et de temps en dehors des processus qui les définissent »⁸⁵.

De l'espace au temps des communs : l'articulation spatio-temporelle

Pour les besoins de cette étude, une telle tripartition conceptuelle semble particulièrement féconde. En effet, l'un des problèmes majeurs qui des sciences sociales, encore davantage dans le cas de notre objet de recherche, tient à la dispute entre les temps sociologique et historique. Il semble impossible, sur le plan théorique, de maintenir une telle distinction pour ce qui est des questions écologiques. Rappelons les lignes de partage définies par Braudel : « pour l'historien, tout commence, tout finit, par le temps, un temps mathématique et démiurge, dont il serait facile de sourire, temps comme extérieur aux hommes, « exogène » disent les économistes, qui les pousse, les contraint, emporte leurs temps particuliers aux couleurs diverses : oui, le temps impérieux du monde. Les sociologues, bien entendu, n'acceptent pas cette notion trop simple. Ils sont beaucoup plus proches de *La dialectique de la Durée*, telle que le présente Gaston Bachelard. Le temps social est simplement une dimension particulière de telle réalité sociale que je contemple »⁸⁶.

⁸⁵D. HARVEY, *Géographie et capital*, op. cit., p. 81. Ce dépassement ne signifie nullement l'oubli ou l'effacement des deux catégories précédentes. Il constitue un réel dépassement au sens hégélien du terme, qui intègre les contradictions des deux premiers termes. David Harvey se garde bien par ailleurs de rejoindre une position constructiviste : « Mais au même titre que la géographie traditionnelle et positiviste limitait sa vision en se concentrant exclusivement sur les aspects absolus et relatifs, matériels et conceptuels, de l'espace-temps (éludant l'espace vécu et relationnel), il y a un sérieux danger à ne reposer maintenant que sur le relationnel et le vécu, comme si le matériel et l'absolu n'avaient pas d'importance ».

⁸⁶ F. BRAUDEL, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », *Réseaux*, vol. 5, n° 27, 1987, p. 33.

Cette distinction, stimulante pour l'esprit, ne nous mène pas moins à une impasse réelle pour ce qui est des questions écologiques. En effet, ce temps démiurge ne saurait être conceptualisé comme « exogène » : l'homme en tire désormais les ficelles, le temps court a une influence directe et profonde sur ce qui relevait autrefois de la longue durée, ce temps du monde que l'humanité façonne désormais.

Cela ne signifie cependant pas que les seules catégories qui nous resteraient pour analyser le monde social relèveraient d'un éclatement généralisé entre différentes perceptions sociales du temps, juxtapositions d'individus ou de communautés temporelles. Le temps et l'espace restent produits, l'histoire ne disparaît pas et c'est pourquoi la notion d'*espace relationnel* proposée par David Harvey semble d'un intérêt certain dans le cadre des études en sciences sociales, notamment celles portant sur les questions écologiques.

Le lieu n'est pas adéquat au développement de considérations théoriques dont l'ampleur pourrait porter bien loin de notre objet. Il nous faut au contraire considérer ce problème spatio-temporel dans son rapport *direct* avec l'analyse du gouvernement des communs environnementaux. Ces derniers sont nécessairement spatialisés, qu'ils soient locaux ou globaux. Ils s'insèrent dans une dynamique biophysique générale qui les soumet à une logique temporelle spécifique, celle des évolutions climatiques. Aujourd'hui, le changement climatique produit une transformation qualitative et constitue un point de rupture dans l'histoire climatique. Dès lors, nous sommes dans un moment historique singulier, défini par une nouvelle époque géologique, l'Anthropocène⁸⁷.

Sans ambiguïté aucune, Braudel accorde une priorité à la *longue durée*, temps rythmé par les siècles et dont les effets sont bien plus profonds sur le présent que l'histoire événementielle, s'écoulant au fil des jours et des saisons⁸⁸. Il faut accorder, relativement à la question écologique, que le changement climatique ne surgit pas subitement depuis qu'il est devenu un objet de préoccupations internationales. Son origine se trouve dans la première industrialisation en Europe,

⁸⁷ C. BONNEUIL et J.-B. FRESSOZ, *L'événement anthropocène*, Paris, Seuil, 2013. Jean-Baptiste Fressoz préfère le terme de capitalocène, qui fait référence aux causalités économiques et sociales de l'anthropocène, liées à l'expansion et au développement du capitalisme ; l'anglocène peut également être un terme qui renvoie à la dynamique impulsée depuis l'Angleterre et l'usage massif de la machine à vapeur.

⁸⁸ A. MAILLARD, « Les temps de l'historien et du sociologue. Retour sur la dispute Braudel-Gurvitch », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 2, n° 119, 2005, p. 205. L'opposition est forte avec qui insiste davantage sur les points de rupture et de clivage, sur l'émergence de nouveautés ou la pertinence explicative des conflits perceptifs. C'est le sens de la dispute entre Gurvitch et Braudel, entre « temps caméléon » du sociologue et « lumière blanche unitaire » de l'historien (p. 208). L'un comme l'autre ont cependant une préoccupation commune qui ne peut qu'intéresser le politiste travaillant sur les questions écologiques : ils n'abandonnent aucunement la notion de *totalité sociale*. À bien des égards, cette notion est décisive pour penser l'écologie : le lien entre les différentes dimensions sociales et historiques du changement climatique est un *a priori* méthodologique nécessaire à tout travail portant sur les questions environnementales.

de l'extension d'un même mode de production de par le monde depuis deux siècles. La longue durée constitue bien, en ce cas, une « force profonde » qu'il serait vain d'ignorer. Notre propos ici est de souligner l'importance décisive du fait qu'elle *façonne surface*. Il faut s'arrêter un instant sur cette expression. En effet, la longue durée du changement climatique fait tout d'abord surface au sens où le changement climatique n'est pas intégralement déterminé par l'époque contemporaine. Il apparaît comme un phénomène majeur et suscite une attention, un débat et un travail normatif considérable⁸⁹. En ce sens, il fait surface comme n'importe quel déterminant structurel – économique, géopolitique, physique – peut faire surface, sans pour autant perdre ce statut historique qui le place dans la longue durée. Ce sens nous paraît cependant insuffisant.

La *longue durée* fait surface de façon bien plus significative ; elle affleure désormais dans un temps historique plus mêlé, déterminé par les actions humaines. Elle ne redescend pas, n'est pas tel un moment critique qui, une fois disparu, pourrait être oublié. Elle reste à la surface du monde contemporain, et les évolutions du changement climatique dans les futures décennies seront largement déterminées par les actions politiques et les structures économiques du temps présent. Celles-là relevaient pour Braudel de l'histoire événementielle et de l'histoire cyclique ; ce sont ces deux dimensions temporelles qui déterminent désormais les équilibres que Braudel renvoyait à la longue durée⁹⁰.

Avant d'en terminer avec cette introduction aux problèmes temporels posés par notre sujet, il est nécessaire d'évoquer les *raisons* de la méfiance historique pour le temps du sociologue. Fernand Braudel s'en explique en des termes clairs qui permettent d'aborder le problème avec discernement. « Les sociologues s'évadent ou dans l'instant, toujours actuel, comme suspendu au-dessus du temps, ou dans les phénomènes de répétition qui ne sont d'aucun âge »⁹¹. Ce qu'il reproche fondamentalement à la sociologie, c'est l'absence d'ancrage dans les nuances du temps, dans les aspérités que présente l'histoire. C'est le goût excessif pour le nouveau ou le respect légaliste de l'habitude. Il est clair que la sociologie politique, la science politique des relations internationales, peut entendre cette critique ; l'entendre et s'en saisir. C'est à notre avis le sens profond contenu dans la notion de *socio-histoire*. Le mouvement de l'histoire ne saurait être intelligible si ne sont tenues pour pertinentes qu'une série d'instantanés ou une contemporanéité sans

⁸⁹ M. FINNEMORE et K. SIKKINK, « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organisation*, vol. 52, n° 4, 1998, pp. 887-917.

⁹⁰ Ces phénomènes – géologiques, climatiques – n'ont pas disparu, mais leur évolution se conjugue désormais au présent – un présent socio-historique, indissociablement. L'horizon projeté de la longue durée devient difficilement concevable si le changement climatique n'est pas ralenti. C'est également cette réalité cataclysmique qu'il s'agit de considérer. La troisième partie de notre travail revient plus longuement sur ces problèmes, centraux pour concevoir les rapports de pouvoir autour des communs environnementaux.

⁹¹ Cité in A. MAILLARD, « Les temps de l'historien et du sociologue. Retour sur la dispute Braudel-Gurvitch », *art. cit.*, p. 207.

bornes. C'est d'autant plus vrai dans le cas d'une socio-histoire environnementale, pour laquelle le poids des visions distinctes de l'environnement qui constituent des temps différents est aussi essentiel que l'unicité indéniable du changement climatique.

Les rapports de pouvoir écologique à l'œuvre dans le gouvernement des communs environnementaux s'ancrent précisément dans le processus historique de construction de ces espaces communs. Les communs, dans cette perspective, sont à la fois cadres de l'action collective et produits par l'action collective.

Deux conclusions peuvent être tirées de cette réflexion. D'une part, le temps historique fait irruption dans la multiplicité des temps sociaux ; l'unité qu'il impose reste celle de la réalité du changement climatique d'origine humaine comme paradigme de notre époque. D'autre part, les temps sociaux sont soumis à une urgence historique sans précédent ; leur dissonance est une clé de l'analyse des rapports de pouvoir écologique, et l'une des facettes majeures de notre objet. L'articulation entre temps historique et temps sociaux est donc des plus décisives pour analyser le gouvernement des communs environnementaux – ainsi que pour penser une politique de l'écologie conséquente. C'est l'un des fils rouges qu'il faut dérouler pour entendre en bonne intelligence les phénomènes à l'œuvre ici.

c. Un cadre spécifique d'étude des communs environnementaux : qu'est-ce que « commun » en Equateur et en Bolivie ?

La pensée socialiste en Equateur et en Bolivie : la terre au centre des préoccupations sociales

La terre est la question fondamentale du commun dans ces deux pays, celle par laquelle l'histoire et la pratique de cette notion commencent et vers laquelle elles se dirigent. La réforme agraire est précisément ce point où les mouvements indigènes, les populations autochtones, ont pu se joindre ou ont été rejoints par les mouvements socialistes. Les relations complexes, multiformes et croisées entre ces mouvements – qui ne sont pas homogènes – font l'objet, plus loin, d'une interrogation socio-historique approfondie⁹².

D'ores et déjà, il est possible de partir de l'élément de convergence qui s'est construit historiquement entre les questions agraire et indigène. La collectivisation des terres est l'une des thèses politiques à partir desquelles s'articulent l'univers socialiste et l'univers indigène. L'influence

⁹² Cf. Chapitre 1 & 4.

majeure de José Carlos Mariátegui est palpable dans les écrits des socialistes équatorien ou bolivien. A partir des années 1920 où le fondateur du parti socialiste péruvien produit ses principaux textes, parmi lesquels les *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*⁹³, l'une des préoccupations qui travaille le marxisme latino-américain tient à la possibilité d'intégrer les indigènes aux luttes sociales. Ce livre a profondément marqué la pensée critique latino-américaine, base de discussions contradictoires ou prétexte à l'hagiographie d'un penseur considéré comme le point d'origine du socialisme latino-américain⁹⁴. A l'égard du rapport entre terres indigènes et socialisme dans les pays qui nous occupent, les écrits du marxiste bolivien Tristan Marof sont particulièrement éclairants : « L'indien, au fil de toutes ses luttes, a toujours poursuivi la terre. De la même façon qu'au Mexique, la conquête agraire l'a préoccupé avant la politique. Sa tentative a consisté dans l'appropriation de la terre qu'il travaille »⁹⁵.

La formulation de Marof souligne la volonté claire d'articulation entre les textes de Marx et la condition *singulière* des indigènes en Bolivie. En effet, s'il affirme peu avant que « les soulèvements indigènes ne datent pas d'hier ni ne sont apparus avec le communisme actuel. Ils sont aussi vieux que son esclavage [à l'indien] »⁹⁶, il fait reposer le point de convergence entre socialistes et indigènes sur le *travail de la terre*. De la sorte, ce n'est pas le rapport culturel de ces populations à leur terre qui est mis en avant, ni une vision cosmogonique particulière, mais le rapport économique qui les lie aux terres. Les indigènes *travaillent* la terre. De ce fait, ils sont légitimes à en exiger la propriété. Il est possible d'établir un parallèle net entre cette idée et l'idée marxienne d'*expropriation des expropriateurs*. Marof ne fait pas reposer la revendication indigène de la terre sur l'ancienneté d'un titre de propriété, mais sur la propriété *de fait* supposée par le travail de la terre. Autrement dit, c'est dans le temps du travail lui-même que les indigènes acquièrent la légitimité propriétaire : nulle trace d'origine passée ou de fondations ancestrales et mythiques ici. Les indigènes créant la valeur issue des terres agricoles, ils en sont les propriétaires légitimes.

Le commun pensé de la sorte s'approche sans ambages de la notion marxiste de collectivisation des terres. Ce principe n'est cependant pas explicité en tant que tel : quel rapport l'instance

⁹³ J.-C. MARIATEGUÍ, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, Amauta, 1928.

⁹⁴ A. QUIJANO, *Reencuentro y debate. Una introducción a Mariátegui*, Lima, Mosca Azul Editores, 1981 ; J. PRADO (DEL) et A. TAURO, *Vigencia de José Carlos Mariátegui*, Lima, Campondónico Ediciones, 1972.

⁹⁵ T. MAROF, *La tragedia del Altiplano. Bolivia y la guerra*, Buenos Aires, Claridad, 1934, p. 37. [“El indio, a través de todas sus luchas, ha perseguido siempre la tierra. Igual que en México, le ha preocupado la conquista agraria antes que la política. Su intento ha consistido en posesionarse de la tierra que trabaja”]. Le poids central de la Révolution mexicaine dans ce processus est important à souligner. En effet, la conjonction de représentations socialiste et indigéniste du monde et du processus révolutionnaire y trouve sans doute ses origines – conjonction loin d'aller sans ambiguïtés, mais conjonction aux effets politiques significatifs.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 36. [“Las sublevaciones indigenales no son de ayer ni aparecieron con el comunismo actual. Son tan viejas como su misma esclavitud”].

collectivisatrice – probablement l’Etat – doit-il entretenir avec les communautés indigènes ? La question, comme un angle mort, ne reste cependant pas sans réponses ni échos dans les paysages politique et intellectuel de l’Equateur comme de la Bolivie. La préoccupation incessante du sociologue et politiste bolivien René Zavaleta Mercado tient précisément à la constitution d’une communauté stato-nationale, la construction d’un bloc hégémonique *national-populaire*⁹⁷. Dès lors, les éléments d’unification de ladite communauté prennent dans sa pensée davantage d’importance que la considération de la pluralité du bloc imaginé. De Marof à Zavaleta, les considérations stratégiques semblent également importantes dans la constitution d’une analyse du monde social bolivien. Cette élaboration porte en elle un potentiel performatif fort : caractériser les dominations et tenter d’unifier sous une bannière sociale et politique les indigènes aux ouvriers et à certains secteurs de la petite bourgeoisie, une telle volonté construit *a minima* des ponts théoriques entre ces différents secteurs. La pauvreté commune au prolétariat urbain et aux communautés indigènes permet l’articulation de plusieurs conceptions du commun sous une bannière qui doit les emporter toutes⁹⁸.

Ce commun-là est national. Il renvoie à une « communauté imaginée », pour reprendre la notion proposée par Benedict Anderson⁹⁹. Sa spécificité est sa fondation nationale-*populaire*. Cette construction entend s’opposer à la classe dirigeant auparavant l’Etat. Elle est accusée par Zavaleta de s’être saisie des instruments publics à des fins propres, particulières et *patrimoniales*.

A ceci s’ajoute que le *populaire* inclut nettement les indigènes, force d’intégration et non de déconstruction de la nation bolivienne selon Zavaleta : « La parcellisation de la réalité qui est propre à la mentalité de caciques a coûté cher au groupe hispanique. En réalité, il faudrait se demander si l’obstacle principal à la nationalisation en Bolivie n’était pas le degré élevé de dispersion culturelle et symbolique de sa classe dominante, et non, comme il se dit comme un réflexe, la présence de

⁹⁷ R. ZAVALETA MERCADO, *Lo nacional-popular en Bolivia*, México, Siglo veintiuno editores, 1986.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 24 : « Cette même hétérogénéité du sol dit à toute heure qu’il n’y a d’autre homogénéité que celle imposée par l’histoire, c’est-à-dire par les hommes, leurs actes conscients et accumulés » [La misma heterogeneidad de este suelo dice a toda hora que no hay otra homogeneidad que la impuesta por la historia, es decir, por los hombres en actos conscientes y acumulados.], puis Zavaleta évoque « l’articulation d’une diversité que seul le *logos* de l’espace classique pourrait convertir en marché national cohérent à partir d’un programme systématique » [la articulación de una diversidad que sólo podría convertir el *logos* del espacio clásico en un mercado nacional coherente a partir de un programa sistemático]. Il est possible de voir ici une volonté classique de construction stato-nationale, mais il est impératif de souligner *à partir* de quelles composantes Zavaleta conçoit le peuple. Selon lui, la révolution de 1952 qui porte le MNR au pouvoir ouvre un nouveau cycle *national-populaire* duquel l’ancienne classe dirigeante aux nuances semblables est écartée – elle n’est plus la force politique motrice. La construction de la nation est pour Zavaleta supérieure à la distinction de classes ; dans une perspective quelque peu développementaliste, il considère en effet anachronique de porter la lutte politique en Bolivie en termes de lutte des classes.

⁹⁹ B. ANDERSON, *Imagined communities: reflections on the origins and spread of nationalism*, London, Verso, 2006.

l'indigène »¹⁰⁰. Fustigeant le comportement féodal et seigneurial de la classe dirigeante qui gouvernait avant 1952, Zavaleta lie directement la question nationale à celle de la propriété de la terre. Il oppose à la conception parcellaire de quelques dirigeants épris de terres vierges et de larges domaines à celle d'un « vaste corps populaire »¹⁰¹, unissant ouvriers et paysans, qui renvoie sans ambages à la conscience de soi du peuple bolivien comme tel. Du fait qu'il s'oppose à la *privatisation* des fins de l'Etat, Zavaleta avance que sa *popularisation* tient à une dynamique transclassiste, organisée autour de l'idée commune de nation.

L'aspect décisif de ces pensées, qui ne sont pas sans présenter des parentés avec les thèses de Mariateguï, réside dans le lien construit entre la terre et le pouvoir, entre la terre et l'Etat, et *in fine* entre propriété et souveraineté ou autonomie. Qu'elle soit terre économique pour Marof, Cueva¹⁰² et Mariateguï, ou territoire politique pour Zavaleta, là n'est pas notre objet. Le lien est posé, et de celui-ci découle la réinsertion dans la centralité théorique et pratique de l'indigène. Quelle que soit sa définition, la terre ne saurait en effet se penser sans considérer la condition indigène ou les croisements entre les peuples indigènes et le reste de la société.

Le problème des cultures : cohésion et incertitudes

Reste que ces deux conceptions sont marquées par la théorie socialiste ou, dans le cas de René Zavaleta, par l'influence du républicanisme européen. Certes, nulle imposition dogmatique d'un cadre théorique inadapté ne se trouve dans ces textes. Au contraire, la pratique concrète renvoie ici davantage à un aller-retour entre l'empirie latino-américaine et les théories sociales présentes à l'esprit des auteurs. Les points de contact ainsi établis ne vont cependant pas sans ambiguïté.

La nation est une notion absente *a priori* au sein des populations indigènes, qui s'organisaient plus volontiers en communautés, au sens classique et pré-moderne¹⁰³. La terre commune n'est pas davantage à conquérir, statut légué par l'histoire et entaillé par la conquête. Philippe Descola le note en ces termes à propos des Achuar du Yasuní : « Quoique les épouses mangent parfois en commun, chacun pourvoit ordinairement à sa propre alimentation et à celle de sa progéniture : même au sein

¹⁰⁰ R. ZAVALETA MERCADO, *Lo nacional-popular en Bolivia*, *op. cit.*, p. 34 : "La parcelización de la realidad que es propia de la mentalidad gamonal ha cobrado al propio grupo hispánico un elevado precio. En realidad, habría que ver si el obstáculo principal a la nacionalización en Bolivia no es el grado de dispersión cultural y simbólica de su clase dominante, y no, como se dice casi en reflejo, la presencia de lo indígena".

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² A. CUEVA, *El proceso de dominación política en Ecuador*, México, Editorial Diógenes, 1974.

¹⁰³ Cf. *supra*, p.13-14

de la famille, la commensalité occasionnelle n'entraîne pas le partage des aliments. Nos Achuar, à l'évidence, n'ont jamais entendu parler du communisme primitif »¹⁰⁴.

Le communisme primitif, hypothèse posée par Marx et Engels dans le *Manifeste*, directement inspiré par le saint-simonisme modernisateur, n'existe pas comme tel. Nul retour aux origines dans la pensée communiste, pensée cumulative là où les communautés indigènes se placent clairement sous le signe du temps cyclique¹⁰⁵. Le commun des indigènes est un commun constitué sur un autre plan symbolique. Les passages ouverts théoriquement entre classe ouvrière, communautés nationale et indigènes ne se sont pas pour autant refermés. La pluralité des communs – nationaux, locaux, universels – se pose à partir de ces instants comme incontournable. Elle peut donner lieu tant à l'éclatement de ces groupes sociaux qu'à l'unité partielle autour d'espaces partagés.

La tentation serait forte en effet de supposer un *commun* essentiel et fixe dans l'histoire que porterait la tradition indigène, immuable et garanti par une fixité imaginée, loin des fluctuations du temps historique. Le problème formulé par Nathan Wachtel nous en éloigne sans tarder : « Les Chipayas nous transmettraient-ils, comme la lumière des étoiles mortes, les vestiges d'une culture partout ailleurs disparue ? Une telle continuité est-elle concevable sur une durée de plus de quatre siècles ? (...) L'enquête historique s'efforce de découvrir ce que la tradition orale n'enregistre ou ne transmet pas : outre les données de l'histoire générale (contextes d'étendue variables, conjonctures démographiques et économiques, etc.), les processus d'oubli, d'occultation, voire de dénégation. La restitution du devenir consiste alors à mettre en évidence les décalages entre les rythmes temporels, les continuités, les ruptures, les gestations en œuvre ou avortées, les départs entre le mort et le vif »¹⁰⁶.

L'organisation cyclique du social ne suppose pas une absence de variations et de modifications substantielles. Il est impossible de concevoir le *commun* singulier de ces pays andins et les oppositions de perception et de conception qui les traversent comme une figure morcelée disputée par des blocs définis une fois pour toutes, que l'on retrouverait magiquement dans le réel

¹⁰⁴ P. DESCOLA, *Les lances du crépuscule*, Paris, Plon, 1993, p. 55. Il est important de préciser à ce stade que l'analyse développée ici ne renvoie pas à la totalité de la situation présente. Au contraire, les formes communautaires ont tendu dans la seconde partie du XX^e siècle à se décomposer, à se recomposer, à s'hybrider. La progression du raisonnement tient davantage à la constitution imaginaire du *commun* en Equateur et en Bolivie, à la cohérence comme aux fissures qui peuvent y apparaître.

¹⁰⁵ C. LEVI-STRAUSS, *Race et histoire*, Paris, Denoël, 2010 (Collection folio essais 58).

¹⁰⁶ N. WACHTEL, *Le retour des ancêtres. Les Indiens Uru de Bolivie XX^e-XVI^e siècle. Essai d'histoire régressive*, Paris, Gallimard, 1990, pp. 18-19.

contemporain. Il s'agit plutôt de repérer les points d'achoppement, de croisements complexes entre durées et spatialisations, auxquels donne lieu la notion même de commun.

En Bolivie, l'*ayllu* a une importance considérable comme structure de décision politique et d'organisation sociale. Cette notion, utilisée jusqu'au niveau de l'Etat¹⁰⁷, ne saurait se résumer à la structure communautaire passée. Il ne saurait être davantage question de rabattre la notion européenne et contemporaine du commun sur cette notion, effaçant par là toute spécificité. C'est précisément dans cet interstice peu localisable que se trouve la *singularité contemporaine du commun* dans les pays andins étudiés ici. Cette singularité, outre qu'elle est peu localisable, est également soumise aux temporalités distinctes qui la rythment et au temps historique en surface¹⁰⁸.

De ces points de contact entre modernité latino-américaine et structuration d'une communauté imaginée indigène naît, à partir des années 1970 en Bolivie, des années 1980 en Equateur, un mouvement intellectuel et politique qui met au centre de son action la question de l'identité indigène, sans abandonner toutefois la dimension sociale de la condition indigène.

Katarisme, indigénisme et culture : du commun différencié vers le peuple

En Bolivie, l'attachement au lien entre revendications culturelles et sociales est très marqué dans le cas du *katarisme*. En effet, l'indissociabilité des conditions de vie des populations indigènes, marquées par la pauvreté, et de leur marginalisation culturelle depuis l'ère hispanique, davantage encore pendant celle de la tentative de construction des Etats-nations, apparaît comme l'axe essentiel de ce mouvement¹⁰⁹.

La question de la terre, à partir des années 1960 et 1970, se pose avec d'autant plus d'importance qu'il n'est plus question uniquement de déterminer ceux auxquels devraient appartenir les sols, les forêts ou les collines, mais que le sous-sol¹¹⁰ intervient soudain comme un élément déterminant. Le pétrole et le gaz, énergies carbonées, font leur entrée, des puits sont forés et la question indigène et sociale se double d'une dispute acharnée sur l'appropriation des ressources du sous-sol.

¹⁰⁷ V. CALVO et D. RECONDO, « Le gouvernement d'Evo Morales entre décolonisation de l'Etat et clientélisation politique », dans *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 175-199.

¹⁰⁸ Cf. *supra*, p.22-25. M. AUGE, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Champs, 1994, p. 26 : "Les paramètres du temps comme ceux de l'espace connaissent une évolution, une révolution sans précédent. Notre modernité crée du passé immédiat, de l'histoire, de façon débridée, comme elle crée de l'altérité, alors même qu'elle prétend stabiliser et unifier le monde".

¹⁰⁹ F. HYLTON et S. THOMSON, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, Paris, Imho, 2010.

¹¹⁰ Une nouvelle dimension prend corps au moment de ces découvertes : le sol ne saurait désormais se définir sur le seul plan de l'horizontalité des terres cultivables ou des forêts à préserver. La troisième dimension pétrolière et gazière est décisive.

La question pétrolière, ou des ressources minières plus généralement, ne sont pas étrangères à l'unification sous une bannière syndicale des indigènes : CIDOB, CONAMAQ, CONAIE, CONFENIAE. Dans certains cas, notamment en Amazonie, ces populations se livraient auparavant à des guerres rituelles prolongées et sans fin¹¹¹. Quand ce n'était pas des guerres, de nombreux conflits larvés traversaient ces différents peuples indigènes. L'unité *contre* l'exploitation des ressources carbonées a permis de *surmonter*¹¹² ces tensions et difficultés. Le pétrole a donc été un facteur décisif dans la constitution de mouvements indigènes en Equateur comme en Bolivie ; certains ont opté pour une stratégie plus culturaliste, d'autres se sont rattachés aux revendications classistes des syndicats¹¹³.

La CONAIE (*Confederación de nacionalidades indígenas del Ecuador*) est l'organisation équatorienne qui rassemble les indigènes de tout le pays. Fondée en 1986, elle articule les luttes sociales des indigènes autour des questions d'identité culturelle. Elle contribue considérablement à rendre la question indigène centrale dans le débat politique équatorien. En 1995, une organisation politique est créée qui s'articule à la CONAIE : il s'agit du parti politique Pachakutic.

La CONFENIAE (*Confederación de nacionalidades indígenas de la Amazonía ecuatoriana*) est l'organisation équatorienne spécifique aux indigènes amazoniens. Elle fait partie de la CONAIE et intègre également le réseau de coordination du bassin amazonien, la COICA.

La COICA est une organisation transnationale qui rassemble différentes organisations indigènes du bassin amazonien ; elle a pour objectif d'en coordonner les actions. La CIDOB et la CONFENIAE en font toutes deux parties, aux côtés d'organisations guyanaises, brésiliennes, colombiennes, péruviennes ou surinamaises. Elle a été fondée en 1984. Son siège se trouve à Quito.

La CONAMAQ (*Consejo nacional de Ayllus y Markas del Qollasuyo*) est l'organisation bolivienne des indigènes des terres hautes. Fondée en 1997, elle a pour objectif de construire un Etat plurinational et de reconstituer les structures de décision communautaires propres aux aymaras et aux quechuas.

La CIDOB (*Confederación de pueblos indígenas de Bolivia*) est l'organisation bolivienne des indigènes des terres basses. Fondée en 1982, elle défend les indigènes de l'Est bolivien. Cette organisation est décisive dans la mobilisation des différentes marches indigènes qui structurent la vie politique et sociale de la Bolivie contemporaine.

¹¹¹ A. GERLACH, *Indians, oil and politics: a recent history of Ecuador*, Wilmington, SR Books, 2003.

¹¹² Si nous utilisons ce terme, c'est qu'il semble évident que des tensions persistent entre certaines communautés indigènes, héritées ou non. Cette unité trouvée a nécessairement modifié l'organisation interne des communautés indigènes.

¹¹³ G. FONTAINE, *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoire autochtone*, Paris, L'Harmattan, 2010.

Mais ces forces supposaient la revendication claire de l'intégration indigène au reste de la société, de la reconnaissance de leurs droits et de leur application. Les identités indigènes, au sein même de la lutte politique et sociale, tendaient à s'unifier : contre un adversaire puissant, des porte-parole et des intellectuels commençaient à émerger, non sans effets sur les structures sociales qui prédominaient jusque-là¹¹⁴.

La question indigène est en soi un phénomène complexe à plusieurs dimensions, dont la matrice se situe néanmoins au même point que notre objet de recherche : les communs environnementaux. Le débat politique et les rapports de pouvoir autour de cette question sont dans ces pays étroitement mêlés à la question indigène, elle-même doublée de la question agricole. En effet, un agriculteur peut tantôt se définir comme membre d'une communauté indigène, tantôt préférer l'identité paysanne, selon une variation de situations et de contextes – car, la plupart du temps, les agriculteurs sont également indigènes¹¹⁵.

Sur le plan intellectuel, le *Grupo Comuna* en Bolivie semble opérer une synthèse entre les différents éléments évoqués ici : question sociale, question indigène et rapport à la propriété. D'une certaine façon, le travail majeur de ce groupe composé d'Álvaro García Linera, aujourd'hui vice-président de l'Etat plurinational de Bolivie, Raquel Gutiérrez Aguilar, Luis Tapia et Raúl Prada, tient à une réactualisation de Marx à la lumière de la question indigène ; il s'agit d'un approfondissement des interrogations soulevées par Mariateguï, qui intègre la dimension culturelle, nouvelle venue dans le débat intellectuel et politique. Il est notable que les deux premiers nommés de ce groupe appartenaient à une guérilla indigéniste, l'EGTK, et venaient de purger une peine de prison pour leur participation à ses activités lorsqu'ils contribuèrent à l'écriture d'un livre fondateur pour leur groupe, *El fantasma insomne, Le fantôme insomniaque*, paru en 1999¹¹⁶.

¹¹⁴ Entretien avec Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, Quito, 12 janvier 2015.

¹¹⁵ F. POUPEAU, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Ecologie & politique*, n° 46, 2013, pp. 109-119. Sans entrer dans les détails, notons qu'ici pourraient se trouver des oppositions d'ensemble entre indigènes andins descendus cultiver des terres dans l'Orient, et indigènes estimant que les premiers n'ont pas de lien aussi direct avec la terre qu'eux-mêmes. Les premiers paysans, les seconds indigènes. Ce point est développé ultérieurement.

¹¹⁶ P. BAKER, « The Phantom, the Plebeian and the State: Grupo Comuna and the Intellectual Career of Álvaro García Linera », *Vienpointmag*, 2015.

Álvaro García Linera

Né en 1962 à Cochabamba, vice-président de l'Etat plurinational de Bolivie depuis 2005 et l'élection d'Evo Morales à la tête de la Bolivie. Intellectuel de la gauche bolivienne, il fait partie pendant les années 1990 de l'Armée de guérilla Túpac Katari, l'EGTK, organisation de guérilla qui repose sur la centralité de la question indigène. Il est arrêté en 1992 et passe cinq ans en prison du fait de la participation à cette organisation. Avant la prise de pouvoir du MAS, il anime une émission télévisée populaire et s'affirme comme intellectuel organique du bloc hégémonique en construction.

L'EGTK (*Ejército guerrillero Túpac Katari*) est une organisation indigéniste bolivienne, créée en 1986 et disposant d'une branche armée. Démantelée en 1992, 35 de ses membres, dont l'actuel vice-président bolivien, sont emprisonnés jusqu'en 1997. Túpac Katari est le nom du dirigeant aymara qui a mené l'une des grandes révoltes indigènes à la fin du XVIII^e siècle. Il est l'une des références historiques essentielles employées par Evo Morales, avec Túpac Amaru, le dernier Inca.

Le fantôme qui ne s'endort pas n'est autre que celui du communisme, animé par la question indigène. A partir de la question des classes, les membres du groupe s'interrogent sur les possibilités pour le peuple de se saisir des structures de pouvoir. Plus tard, García Linera publie une anthologie contenant des textes écrits à l'époque de sa participation active au *Grupo Comuna*, et lui donne un titre éloquent, *La potencia plebeya*, la puissance plébéienne¹¹⁷. Il est important de souligner à quel point ces réflexions s'inscrivent dans un débat latino-américain autour de la prise de pouvoir populaire à partir des années 1990. D'un côté, Ernesto Laclau défend fermement l'imaginaire démocratique comme socle théorique et pratique d'une transformation sociale : il s'agit, selon lui, de dépasser l'imaginaire marxiste de la lutte des classes pour ancrer les luttes politiques autour de revendications démocratiques¹¹⁸. Le signifiant vide de « peuple » doit être repris par les forces sociales qui demandent l'égalité sociale, démarche capable de fédérer des éléments épars de sociétés divisées autour de multiples critères – qu'ils soient sociaux ou ethniques¹¹⁹. La démarche du *Grupo Comuna* n'est pas très éloignée, à ceci près que le point d'appui tient selon ses membres à la convergence des classes populaires autour de l'identité indigène : ce n'est pas une identité vide *a*

¹¹⁷ A. GARCÍA LINERA, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, Bogotá, Siglo del Hombre Editores, 2008.

¹¹⁸ E. LACLAU, *New reflections on the revolution of our time*, London, Verso, 1990.

¹¹⁹ E. LACLAU, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

priori – le peuple – qu’il s’agit selon eux de mobiliser, mais l’opposition entre créoles et indigènes, recoupant elle-même largement l’opposition entre riches et pauvres¹²⁰.

A partir de cette base dont l’objectif affiché est le dépassement du débat entre identité culturelle ou identité sociale, le *Grupo Comuna* se pose comme l’une des forces intellectuelles majeures à l’heure où les mouvements sociaux se sont fortement étendus en Bolivie à partir du début des années 2000, élaborant ainsi « toute une batterie de concepts disposés à recréer la carte de la possible connaissance de la société bolivienne et au service de la lutte idéologique au sein de la dynamique politique »¹²¹. García Linera l’exprime par ailleurs en des termes dépourvus de toute ambiguïté, défendant que l’indigénisme et le marxisme doivent confluer en tant qu’ils constituent les « deux raisons révolutionnaires »¹²² du temps présent. Outre qu’ils ont construit un cadre théorique nouveau en Bolivie, ce groupe semble avoir fourni, avant de se diviser, un récit commun pour la Bolivie plébéienne.

En Equateur, si un mouvement social faisant converger mouvements indigènes et classes urbaines défavorisées a également eu lieu, l’intellectualisation de l’événement semble avoir été plus marquée, auparavant, par une distinction forte entre dimension sociale et dimension identitaire ; le point important tenait dès lors pour les intellectuels indigènes à se constituer comme force propre, à affirmer une identité propre, mission pour le moins complexe tant « la catégorie « indigène » ne suppose pas une population homogène, et qu’il est « impossible de considérer les intellectuels indigènes comme porte-voix d’une voix antique, qui lie le présent à la culture traditionnelle, et même préhispanique »¹²³. La pluralité identitaire et la multiplicité d’appartenance marquent ces sociétés plurinationales¹²⁴.

¹²⁰ R. GUTIÉRREZ *et al.*, *Democratizaciones plebeyas*, La Paz, Muela del diablo Editores, 2002. Il est essentiel ici de souligner l’existence de nuances plus que d’opposition entre les deux lignes de pensée présentées. Le terme même de « plèbe », s’il incarne cette nuance – la plèbe renvoie sans ambiguïté aux classes populaires, et non à un signifiant à conquérir – relève également d’une tentative de ne pas *culturaliser a priori* le positionnement politique du groupe. C’est en cela qu’il nous paraît pertinent d’évoquer un dépassement de l’opposition entre katarisme et MNR.

¹²¹ B. FORNILLO et M. CANAVESE, "Política e intelectuales en la historia reciente de Bolivia (1985-2012)", *Historia y espacio*, vol. 41, 2013, pp. 159-185. Les auteurs de l’article poursuivent : « En soi, les intellectuels de la *Comuna* parvinrent à produire des idées-force qui nommèrent l’événement bolivien actuel et qui tendirent à conquérir la façon collective de penser la réalité ». [En definitiva, toda una batería de conceptos dispuestos a recrear el mapa de cognoscibilidad de la sociedad boliviana y al servicio de la lucha ideológica en la dinámica política. En sí, los intelectuales de Comuna lograron producir ideas-fuerza que nominaron el acontecer boliviano de hoy y tendieron a conquistar la forma pública de pensar la realidad].

¹²² García Linera Álvaro, cité *in Ibid.*, p. 168.

¹²³ B.S. FERNÁNDEZ, "¿Quiénes son los intelectuales indígenas ecuatorianos? Aportes para una construcción intercultural de saberes en América latina", *A Parte Rei*, vol. 71, septembre 2010, p. 6. La distinction entre les deux cas d’étude est l’occasion, plus avant, d’une analyse socio-historique permettant d’en saisir les nuances.

¹²⁴ F. GARCIA, « Equateur : mouvement indigène et participation (1990-2007) », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 18, 2007, p. 308. Andrés Guerrero, cité ici, évoque des « identités multiples de représentation ».

A partir des différences affirmées et construites dans l'optique d'une prise de pouvoir – qui a lieu ensuite – il s'agit donc de faire *plèbe*, de construire un commun¹²⁵. De fait, les mouvements indigènes ont appuyé l'accession au pouvoir d'Alianza País en Equateur et du MAS en Bolivie. Ce commun semble donc avoir bien revêtu une dimension performative dans l'histoire contemporaine de ces deux pays.

Les suites de l'analyse appartiennent davantage au cœur de la thèse, disputes, conflits et tiraillements ayant traversé les nouveaux blocs hégémoniques issus des mouvements sociaux, des élections et des assemblées constituantes. Dans un premier temps, la volonté sociale de constituer une unité l'a emporté, le commun s'est constitué. Par la suite, l'une des interrogations fondamentales de notre thèse a surgi dans ces processus eux-mêmes : à quelle(s) communauté(s) doit s'adosser le commun ?

Il est impossible de considérer cette question sans opérer un rapide détour par la question centrale de l'Etat et de sa dépendance, ou de son autonomie relative. En effet, nombre de tensions peuvent être éclairées par ce débat ancien en Amérique latine.

L'Etat dépendant peut-il être autonome ? Eléments de débat

Le nœud du problème tel qu'il se pose dans le cas des pays étudiés est formulé en toute clarté par René Zavaleta Mercado : « Il est évident qu'il y a des formes d'articulation non dépendantes, que la métropole elle-même se voit fortement limitée dans sa capacité de connaissance des sociétés dépendantes. Le noyau de 1952 démontre un degré important d'autodétermination politique dans le cas d'un pays très en retard bien qu'il soit certain que cette autoimpulsion céda presque immédiatement à la coercition des conditions externes »¹²⁶.

Le premier nœud ici tient à la dépendance de la Bolivie – ou de n'importe quel pays périphérique – par rapport au centre – « la métropole ». A cet égard, Zavaleta affirme clairement la possibilité pour une société périphérique de produire un mouvement politique propre. L'autonomie de cette société, dans son rapport aux autres sociétés, est donc bien réelle.

¹²⁵ Il est à cet égard particulièrement intéressant que le groupe *Comuna* est une référence explicite à la Commune de Paris. L'omniprésence du commun comme espace politique est ici notable, au-delà-des communs environnementaux. Le lien existe toutefois avec ceux-ci, du fait des références constantes à l'*ayllu* endogène et local, mode d'organisation défendu par le groupe *Comuna*.

¹²⁶ R. ZAVALETA MERCADO, *Lo nacional-popular en Bolivia*, *op. cit.*, p. 13. [“Es obvio que hay formas de articulación no dependientes, que la propia metrópoli tiene grandes imposibilidades en cuanto a su capacidad de conocimiento de las sociedades dependientes. El núcleo de 1952 demuestra un grado importante de autodeterminación política en un escenario muy atrasado aunque es cierto que esta autoimpulsión cedió casi de inmediato a la coerción de las condiciones externas”]

Elle parvient à être la source d'événements politiques *de son propre fait*, de son impulsion propre¹²⁷.

Esperanza Martinez

Militante écologiste équatorienne. Dans les années 1980, elle participe à des groupes de solidarité avec les révolutionnaires du Nicaragua. Biologiste et porte-parole de l'ONG Acción Ecológica, elle a travaillé dès les années 1990 avec Alberto Acosta autour de la notion de dette écologique et de l'idée d'un moratoire complet sur l'extraction de pétrole en Amazonie équatorienne. Très critique du gouvernement de Rafael Correa, elle s'oppose fermement à la décision d'exploiter le bloc ITT du parc Yasuní.

Acción Ecológica est une organisation non gouvernementale équatorienne qui s'inscrit dans les luttes écologistes aux côtés des organisations indigènes. Créée en 1986, elle joue d'abord un rôle de formation aux questions écologiques, notamment au sein des organisations indigènes. Elle formule également des propositions politiques et s'inscrit dans une perspective fondée sur la justice environnementale et l'écologie sociale.

Cette autonomie est cependant loin d'être absolue, et l'interdépendance qui tisse les relations internationales a tôt fait de rattraper le processus révolutionnaire de 1952 : l'auto-impulsion s'arrête où commencent les contraintes externes. En réalité, une telle ligne d'interprétation n'est pas sans intérêt quant à l'analyse des relations de pouvoir écologique qui traversent les pays andins étudiés. Selon cette hypothèse, le premier moteur de l'auto-impulsion n'est pas assez vite relayé par un changement des conditions structurelles dans lequel le pays évolue. Il y a dans cette idée comme un fil possible d'analyse de la situation contemporaine de la Bolivie et de l'Equateur.

Cependant, du fait de notre objet, un second nœud se superpose au premier, non sans compliquer l'analyse. En effet, il est également possible d'avancer que ce schéma dépendantiste peut s'appliquer au sein même des Etats étudiés, que la métropole, en tant que ville centrale, n'a pas une connaissance développée des zones périphériques qui en sont partie. Dès lors, la métropole étatique pourrait aussi être visée comme limitant l'autonomie desdites zones périphériques. C'est une forme de raisonnement volontiers adoptée par Esperanza Martinez, écologiste proche des mouvements indigénistes, en Equateur¹²⁸.

¹²⁷ Une hypothèse sous-jacente est loin d'être dépourvue d'intérêt dans ce texte : c'est en raison de l'ignorance du centre, que les sociétés dépendantes peuvent acquérir un degré d'autonomie. En d'autres termes, dans l'ombre du savoir des puissances hégémoniques, les sociétés périphériques peuvent manœuvrer plus aisément leur destinée politique.

¹²⁸ E. MARTÍNEZ, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito.*, op. cit.

C'est à l'intersection de ces deux nœuds que se pose la question de l'Etat : les communs environnementaux sont tiraillés entre différentes échelles de pouvoir. Les luttes pour l'appropriation du pouvoir sur ces espaces produisent de multiples croisements entre niveaux de pouvoir et d'action.

Tableau 3 : L'autonomie politique dans les espaces périphériques

<u>Instances dépendantes (A)</u>	<u>Production de la dépendance (B)</u>	<u>Effet sur l'autonomie</u>
Etat périphérique	Centre capitaliste	Autonomie relative de A à B
Provinces périphériques	Etat périphérique	<i>Idem</i>
Etat périphérique et provinces périphériques	Centre capitaliste (et Etat périphérique ?)	Autonomie relative de A à B, relation commune aux 2

Ce tableau, qui tente de restituer la complexité des nœuds évoqués ici, montre à tout le moins qu'en troisième hypothèse, point d'intersection où se situe notre objet de recherche, l'Etat peut tout à fait être pensé comme à la fois dépendant et producteur de dépendance. Les tiraillements internes à l'Etat, qui ne sont jamais étanches socialement mais incarnent bien plus souvent les tensions issues de la société même¹²⁹, sont à cet égard des points d'entrée essentiels à la production de notre analyse.

L'importance de la dimension religieuse dans la pensée amazonico-andine du commun

S'il est un élément frappant à la lecture des divers ouvrages anthropologiques portant sur les populations andines ou amazoniennes, il est à trouver dans la permanence religieuse au fil des analyses et des multiples terrains de recherche. Là où l'anthropologue étudie les peuples autochtones, le missionnaire ou le frère n'est jamais loin¹³⁰. Les protestants comme les catholiques ont depuis les années 1960 multiplié les missions, supposées civiliser, convertir ou encore aider les populations indigènes à vivre dans des conditions plus acceptables. Un tel phénomène relève d'une

¹²⁹ N. POULANTZAS, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013.

¹³⁰ N. WACHTEL, *Le retour des ancêtres. Les Indiens Uru de Bolivie XX^e-XVI^e siècle. Essai d'histoire régressive*, op. cit. ; P. DESCOLA, *Les lances du crépuscule*, op. cit. ; P. CLASTRES, *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 2012. Il est toutefois intéressant de noter les différences considérables d'approches entre ces anthropologues, singulièrement quant à l'évaluation de l'influence religieuse sur les peuples étudiés. Ces différences peuvent tout d'abord s'expliquer par la singularité de leurs cas d'étude, mais également par un attachement de la part de Clastres à penser les indigènes comme puissamment hermétiques aux influences chrétiennes.

entreprise d'acculturation dont la finalité pratique se trouve dans des recompositions identitaires complexes et d'un syncrétisme qui est central pour nos cas d'étude.

Sans entamer ici l'analyse précise de l'influence chrétienne en Equateur et en Bolivie, il est impératif d'affirmer le lien nécessaire entre celle-ci et l'idée de bien commun, la façon même dont les populations indigènes organisent leurs structures communautaires. Ce lien est étroitement lié à l'origine thomiste de la notion de bien commun. Dès lors, le syncrétisme entre tradition indigène et importation chrétienne est incontournable. La reconstruction identitaire de l'*indigène* n'est pas dépourvue de toute dimension chrétienne. Ces éléments chrétiens ne sont pas eux-mêmes sans être imprégnés de la pensée socialiste, histoire de la théologie de la libération oblige.

Les forces sociales religieuses participent du gouvernement des communs environnementaux. Elles relèvent indissociablement d'un tissu local et d'organisations réticulaires ou pyramidales *mondialement organisées*. Elles sont l'une des figures d'un *mondial* qui défie les catégories rigides, entre interne et externe, national et international, local et international. La circulation mondiale des idées, appuyée par des mouvements matériels parfaitement objectivables, est au cœur de l'influence chrétienne en Amérique latine.

Un exemple peut constituer une entrée intéressante pour penser le rapport entre commun et christianisme en Equateur et en Bolivie. Evo Morales, avant le début des années 2000, inscrivait son action et ses discours dans une rhétorique syndicale révolutionnaire, ses compagnons de lutte étaient des *compañeros*, des camarades. Dès lors que le soulèvement indigène se lie étroitement à la question sociale, que les questions identitaires acquièrent une centralité qu'elles n'avaient pas auparavant, Morales s'adresse à ses partisans *hermanos y hermanas*, frères et sœurs¹³¹. Or, l'idée de fraternité, si elle remonte au stoïcisme, a été largement réinvestie par l'Eglise catholique par la suite. Le XIX^e siècle européen associe directement l'idée de fraternité à celle du commun. La fraternité suppose un commun, et, à cet égard, il n'est pas inintéressant que le même Evo Morales commence son discours à la COP 21 de Paris par la même interpellation ; frères en humanité, entre indigénisme, socialisme et christianisme.

¹³¹ F. HYLTON et S. THOMSON, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, op. cit.

d. Le cadre d'analyse théorique : caractérisation des relations de pouvoir écologique

De l'Etat comme miroir du social

Poser la question des relations de pouvoir écologique en Equateur comme en Bolivie suppose un instant de s'arrêter sur la notion d'Etat, déjà évoquée par le biais du territoire, de la construction nationale et de la dépendance internationale. En effet, comme nous l'avons souligné, la notion de commun se construit tantôt *contre* l'Etat et en opposition avec la propriété privée, tantôt *autour* d'une frontière qui place cette notion aux côtés du public, par opposition au privé. L'opposition entre le public et le privé recoupe en réalité l'idée de distinguer strictement la sphère étatique de la sphère sociale, l'Etat à la société, comme deux moments du social, séparés et potentiellement étanches l'un à l'autre. Elle présente le grave inconvénient d'oublier les zones indistinctes du commun, lieu de discussion et d'élaboration des dynamiques sociales, lieu dont les limites sont loin d'être définitives et ne sauraient être marquées une fois pour toutes. Aux côtés de l'*ekklesia* et de l'*oikos* figure en bonne place l'*agora*, comme nous le rappelle utilement Cornélius Castoriadis¹³².

Bien évidemment, cette distinction peut parfois présenter un certain intérêt analytique. Il nous semble cependant laisser dans l'ombre une part des interactions – fondamentales à caractériser – entre les appareils d'Etat et la société. En réalité, le fait que ces interactions soient plus ou moins intenses avec tel ou tel secteur social oriente considérablement les politiques publiques. Se référer ici aux catégories de la théorie républicaine peut aider à éclairer le propos. Si un gouvernement tente d'opérer une synthèse, d'arbitrer les conflits sociaux en vue d'un intérêt général – nécessairement construit *depuis* certains intérêts et certaines représentations du social – il s'inscrit dans le cadre général de la théorie républicaine, telle qu'elle est construite dès Machiavel. Il peut cependant arriver que certains secteurs de l'Etat soient si liés avec des fractions données des classes sociales dominantes – également détentrices de capital privé, et, dans le cas qui nous préoccupe, du capital privé extractiviste – que la distinction entre privé et public semble moins claire et évidente¹³³.

¹³² C. CASTORIADIS, *Une société à la dérive*, *op. cit.*

¹³³ J. RANCIERE, *La baine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005. C'est d'ailleurs dans cette ambivalence théorique, zone d'incertitudes, que réside toute l'ambiguïté de la notion souvent employée en Bolivie et en Equateur « d'intérêt national ». En effet, l'un des objectifs de la recherche tient dès lors à la composition sociale de cet intérêt national, s'il est ou non, et c'est d'ailleurs l'un des principaux axes de recherche de René Zavaleta Mercado, « *nacional-popular* ». L'idée, chez Poulantzas, que la crise de l'Etat, quand elle survient, est liée à la domination absolue d'une fraction de la classe dominante sur les autres fractions – par exemple le capital financier sur les autres fractions du capital – paraît particulièrement féconde. En effet, son hypothèse repose sur l'intuition efficace que l'Etat n'est alors plus en mesure de réaliser la synthèse entre les intérêts divergents des fractions du bloc hégémonique dominant.

Il semblerait que la volonté de séparer absolument Etat et société tienne davantage à une distinction analytique concomitante entre économie et politique. Les considérer comme des domaines séparés étrangers l'un à l'autre, qui obéissent à des logiques rationnelles absolument distinctes, paraît de prime abord pour le moins complexe. Cela s'avère encore plus difficile dès lors qu'il s'agit de saisir les rapports de pouvoir écologique : s'il était déjà possible de douter de la séparation absolue entre économie et politique, la question écologique provoque l'effondrement de ce mur fragile. Le réencastrement de l'économie dans le fonctionnement social général, appelé de ses vœux par Karl Polanyi¹³⁴, doit avoir sa traduction analytique pour comprendre la politique de l'écologie.

Une telle démarche est d'autant plus nécessaire dans le cas de l'Equateur ou de la Bolivie, où l'Etat n'a pas acquis le degré d'autonomie du social qu'il semble avoir en Europe par exemple. L'Etat doit être systématiquement considéré dans ses relations avec la société elle-même, sans quoi certains phénomènes propres à notre objet d'étude pourraient rester inintelligibles¹³⁵. En effet, nombre de dirigeants gouvernementaux venaient du mouvement social lui-même, et relevaient bien davantage de ses codes et représentations qu'une élite politique se concevant elle-même comme *séparée* du reste de la société. S'il fallait résumer notre critique d'une distinction trop ferme entre Etat et société, ce serait en ces termes : mettre trop l'accent sur la séparation, c'est manquer dans le réel les phénomènes qui relèvent, en fonction du bloc historique qui occupe l'Etat, des interactions entre certaines forces sociales – syndicats, organisations indigènes ou représentants du capital extractiviste – et les appareils étatiques *dans leur diversité*. En effet, l'Etat ne saurait être considéré comme un bloc homogène et la conflictualité sociale est susceptible de le traverser de façon différenciée¹³⁶.

Aussi nous paraît-il plus pertinent, afin d'envisager les rapports de pouvoir liés au commun, d'envisager l'Etat comme *miroir du social*. Une telle conception permet d'éviter de tomber dans l'ornière que présentent les trois alternatives qui se rencontrent dans la littérature : le rabattage du

¹³⁴ K. POLANYI, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009.

¹³⁵ F. POUPEAU, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *art. cit.* ; M. SVAMPA, P. STEFANONI et B. FORNILLO, *Balance y perspectivas. Intelectuales en el primer Gobierno de Evo Morales*, La Paz, Le Monde Diplomatique, 2010, pp. 225-228. Frank Poupeau note que des représentants du gouvernement Morales se revendiquent tantôt du peuple, tantôt de l'Etat lui-même, phénomène qui souligne cette ambiguïté. Elle est d'autant plus importante que les nouveaux gouvernants n'avaient par le passé jamais exercé de fonction au sein des appareils d'Etat. C'est ce que David Choquehuanca raconte dans le second livre : il souhaitait être chancelier [*i.e* ministre des relations extérieures], mais il avait à l'esprit une remarque qui en dit long quant au rapport conflictuel à l'Etat lui-même. Il s'agissait, selon ses propres termes, « d'être là sans y être », traduction de la notion aymara d'*Ayra*.

¹³⁶ N. POULANTZAS, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, *op. cit.* Poulantzas s'oppose dans cet ouvrage à la conception léniniste de l'Etat comme extérieur au social, Etat qu'il serait possible de conquérir comme une forteresse – selon lui, cela nie abstraitement les conflictualités sociales qui prennent place au sein de l'Etat lui-même.

commun sur l'Etat, son effacement au profit de la distinction entre public et privé ou, enfin, sa caractérisation absolument spécifique dans un triptyque public-commun-Etat qui, s'il présente plus d'intérêt que la dichotomie public-privé, ne saurait être employé exclusivement dans l'analyse de notre objet. Les phénomènes sociaux liés au gouvernement des communs environnementaux présentent une complexité qui risquerait de rendre caduque toute séparation théorique étanche, étrangère au réel. Mieux vaut dès lors distinguer, comme nous l'avons fait, les *biens communs objectivés* des usages politiques et sociaux de la notion de commun¹³⁷.

Dès lors, les communs environnementaux relèvent avant tout des rapports de pouvoir écologique et s'y inscrivent définitivement. Penser l'Etat comme *miroir du social*, c'est le définir explicitement comme une expression, dans une conjoncture socio-historique donnée, des rapports de pouvoir traversant une société, transcription sociale de ces rapports de force qui se réfléchit à son tour dans la société ; en d'autres termes, il s'agit de penser la dialectique entre Etat et société comme indéfinie : elle ne saurait rencontrer de terme. Bien entendu, le problème ne peut dès lors se situer, pour ce qui est l'analyse des rapports de pouvoir, dans la détermination des parts respectives de l'Etat et de la société dans tel ou tel phénomène. Une telle perspective serait vide de sens. Il s'agit plutôt de situer, à chaque point nodal des conflits socio-environnementaux, quelle conjonction précise de forces se trouve à l'œuvre, et ce en tenant une certaine autonomie vis-à-vis de ces catégories analytiques.

Les rapports de pouvoir écologique mondiaux

« La production génère la capacité à exercer le pouvoir, mais le pouvoir détermine la façon dont se déroule la production »¹³⁸. Cette citation de Robert Cox, en dépit du fait que son propos s'étende plus largement aux structurations mondiales des rapports de pouvoir, est de la plus haute utilité pour caractériser ce que sont les *rapports de pouvoir écologique mondiaux*¹³⁹. Les rapports de pouvoir écologique sont en réalité existants de par la production elle-même : pas d'écologie sans production placée sous la loi de l'accumulation. Dès lors, la production qui génère la capacité à exercer le pouvoir donne lieu à une situation telle qu'elle pourrait se perpétuer, et, plus décisif encore, telle que certains appareils ayant vocation à la perpétuer sont également chargés d'apporter une solution au problème écologique¹⁴⁰. C'est en ce sens que nous paraît particulièrement essentielle

¹³⁷ Cf. *supra.*, p.11-12

¹³⁸ R. COX, *Production, power and world order: social forces in the making of history*, *op. cit.*, p. 1.

¹³⁹ L'adjectif introduit presque un pléonasme : toute considération écologique est immédiatement mondiale, ce qui ne suppose pas l'abolition des autres niveaux de décision. Cf. *supra.*, p.15.

¹⁴⁰ G. DEBORD, *La planète malade*, Paris, Gallimard, 2004, p. 6 : "une société toujours plus malade, mais toujours plus puissante, a recréé partout concrètement le monde comme environnement et décor de sa maladie, en tant que planète

la question de *la détermination de la production*, question éminente et peut-être l'épure de l'interrogation quant au pouvoir, *a fortiori* quant au pouvoir écologique.

Les rapports de pouvoir écologique se définissent en tant que point de rencontre entre la production écologique et le gouvernement écologique, deux processus en constante interaction. Les rapports de pouvoir écologique sont l'interface socio-politique entre ces deux processus, au croisement des rapports anthropologiques, politiques et économiques de pouvoir. L'écologie est, primordialement, une notion *totalisante*¹⁴¹. C'est en cela que les rapports de pouvoir écologique sont difficiles à aborder : ils intègrent nécessairement toutes les dimensions du social. C'est ainsi que s'explique le choix décidé dans ce travail d'étudier leur *incarnation* précise dans des cas d'étude donnés, qui présentent la complexité particulière d'intégrer des forces politiques qui ont été les sources de tentatives d'innovation politique et de ruptures avec les politiques hégémoniques de l'écologie.

Entre gouvernement et gouvernance : un arbitrage lourd de conséquences

Entre gouvernement et gouvernance, nous avons déjà tranché dans ce propos introductif : nous avons choisi de parler de *gouvernement des communs environnementaux*. Trois notions sont à mettre en tension afin d'éclairer notre choix : gouvernance, gouvernement et gouvernementalité.

Il faut tout d'abord rendre justice au premier de ces trois termes : la gouvernance a sans nul doute constitué une notion utile pour inclure à l'analyse des relations internationales la dimension cruciale de la diversification et de la multiplication des acteurs sociaux dans l'espace mondial¹⁴². James Rosenau est allé jusqu'à évoquer une « *gouvernance sans gouvernement* ». La critique de la notion de gouvernement, trop immédiatement attachée à celle de souveraineté, s'entend dès lors qu'il s'agit de souligner que l'Etat n'est pas seul maître dans la demeure internationale : il ne saurait constituer la seule catégorie d'analyse¹⁴³. Ce point est décisif car il présente, dans le cadre de notre analyse, un intérêt certain : ce qui précède marque assez que nous ne saurions considérer l'Etat comme seul

malade. Une société qui n'est pas encore devenue homogène et qui n'est pas déterminée par elle-même, mais toujours plus par une partie d'elle-même, qui se place au-dessus d'elle, qui lui est extérieure, a développé un mouvement de domination de la nature qui ne s'est pas dominé lui-même". Ce propos met en avant cette ambiguïté : une société régie par un principe de domination qui reproduit les conditions de production du problème écologique.

¹⁴¹ J. O'CONNOR, *Natural causes*, *op. cit.*, p. 273. Un niveau *local* n'est en rien isolable des différentes circulations de matières et des relations mondiales de production.

¹⁴² J. ROSENAU et E.-O. CZEMPIEL, *Governance without government: Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; J. ROSENAU, *Turbulence in world politics*, Princeton: Princeton University Press, 1990.

¹⁴³ Il faut toutefois rappeler qu'un tel débat s'ancre précisément dans les débats académiques états-unis. L'école réaliste des relations internationales y a pris une importance considérable, qui articule directement l'analyse du monde à celle de l'intérêt national rattaché à un Etat monolithique. Cette posture de conseiller du prince paraît impropre à comprendre de façon satisfaisante les dynamiques sociales qui traversent l'espace mondial – pour partie sans doute du fait que cet espace a évolué, mais également car une explication centrée sur un Etat supposé émaner homogène d'une société était dès l'origine vouée à l'échec.

acteur, encore moins comme force homogène et séparée de la société. *A priori*, la démarche supposée par la notion de gouvernance pourrait adéquatement s'articuler à ce travail.

Il n'y a là, cependant, qu'une impression première. En effet, trois raisons principales poussent à retirer cette notion de nos instruments conceptuels. La première tient aux usages politiques répétés de la *gouvernance*, ou encore de la *bonne gouvernance* comme horizon normatif souhaitable – dont le modèle se situe peu ou prou sur les critères définis depuis les pays qui se définissent eux-mêmes comme occidentaux. La gouvernance, cessant de devenir un principe d'analyse, passe dans la sphère publique comme force d'imposition normative – la version rénovée du Consensus de Washington, signée à Santiago, s'appuyait largement sur cette idée¹⁴⁴.

Il serait possible d'objecter que la notion de commun, comme cela a déjà été évoqué, souffre de la même pathologie, de l'indissociabilité politico-académique. Les effets sur l'analyse de la politisation d'une notion peuvent toutefois être différenciés. C'est le socle même de la seconde raison du rejet de la *gouvernance* : son contenu politique l'a par trop vidée de sa substance analytique. La *gouvernance* présente ce défaut majeur *d'égaliser des forces asymétriques* – fiction qui semble ne nécessiter aucune justification. Ainsi les ONG, les transnationales, les Etats pauvres, les Etats riches, les organisations internationales, les collectivités territoriales, les organisations régionales, les associations de tout type sont supposés participer également à un processus de décision mythifié.

A partir de l'égalisation de forces asymétriques, il n'est pas difficile d'imaginer une abolition pure et simple de la notion de pouvoir elle-même. En effet, entre agenda politique particulier – qui inclut une universalisation des normes de gouvernement occidentales – et possible irénisme extrapolitique, cette notion semble pour le moins impropre à l'objet de recherche qui nous occupe. Au-delà de cela, elle paraît même extrêmement difficile à manœuvrer depuis la science politique, discipline qui ne saurait se passer de la notion de pouvoir. L'analyse des rapports de pouvoir en constitue selon nous autant un fondement originel qu'un pilier toujours solide.

C'est sans aucun doute cette dernière raison qui est la plus à même d'écarter cette notion : en effet, s'interroger dans ce cadre sur les résultats de conflictualités socio-écologiques ne semble pas même possible ; les configurations sociales et politiques qui se trouveraient face à nous, placées sous l'auspice de ce terme, risqueraient de présenter un caractère monotone, succession d'acteurs et descriptions de leurs situations. Enfin, les résultats politiques de rapports de force ignorés sciemment ne pourraient recevoir d'autre explication que magique.

¹⁴⁴ J.-P. GAUDIN, *Critique de la gouvernance. Une nouvelle morale politique ?*, Paris, Editions de l'Aube, 2014.

Bien qu'elle présente l'intérêt d'intégrer d'autres forces que l'Etat dans le jeu social mondial, la notion de gouvernance ne nous semble donc pas apte à se conformer aux enjeux portés par l'objet de recherche exploré ici.

Quant à la notion de gouvernementalité, elle répondrait partiellement aux objections adressées à la gouvernance. Mais elle ne nous semble néanmoins pas satisfaire davantage cette exigence. Commençons par mentionner l'avantage dont elle est porteuse, une critique du statocentrisme non épurée d'une analyse critique des processus de pouvoir¹⁴⁵. Présentée par Foucault dans ses cours au Collège de France de 1976 à 1979, elle laisse toute sa place à cette notion centrale dans notre travail¹⁴⁶. Le problème est cependant double si l'on se situe depuis cette perspective foucauldienne : d'une part, le centre est aboli comme catégorie d'analyse et, d'autre part, la polarisation stricte entre le pouvoir et la résistance est introduite.

Le centre est aboli, ce qui est en réalité toute l'originalité et la puissance de la pensée de Michel Foucault. Récuser une vision pyramidale, verticale et directement articulée à une toute-puissance de la souveraineté étatique abstraite est d'une utilité précieuse. Le pouvoir, absolument diffus, ne peut pour le philosophe se concevoir comme localisé en un quelconque *centre* ni comme issu d'une *source* donnée¹⁴⁷. Le risque sous-jacent de cette conception du pouvoir comme *énonciation* et immanent à la société elle-même est de négliger encore une fois l'importance des relations de pouvoir asymétriques entre différentes forces sociales. Nous préférons à une conception acentrique une conception polycentrique, qui tient compte des différents *centres de pouvoir* et des relations – conflictuelles ou non – qui s'établissent entre eux¹⁴⁸.

Le paradoxe de cet acentrisme de principe tient à ce qu'il introduit en réalité une polarisation renouvelée entre le Pouvoir et la Résistance, pôle hétérotopique où s'incarnerait la liberté, appuyée par des forces qui ne doivent absolument pas se doter d'une stratégie¹⁴⁹. Dès lors, le pouvoir se trouve de nouveau substantialisé – potentiellement incarné par les appareils étatiques qui s'opposeraient à cette altérité libérée. Le caractère un instant diffus du pouvoir s'efface devant la réintroduction d'un Autre qui prendrait racine hors des ramifications étendues par celui-ci à l'ensemble de la société. Ce paradoxe présente l'ennui sérieux qu'il pourrait introduire dans l'analyse

¹⁴⁵ J. CROWLEY, « Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité », *Critique internationale*, vol. 4, n° 21, 2003, pp. 52-61.

¹⁴⁶ M. FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil : Gallimard, 2004 (Hautes études).

¹⁴⁷ M. FOUCAULT, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

¹⁴⁸ D.H. COLE et M.D. MC GINNIS, *Elinor Ostrom and the Bloomington School of Political Economy: polycentricity in public administration and political science*, vol. 1, Lanham, Lexington Books, 2014.

¹⁴⁹ N. POULANTZAS, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, *op. cit.*, pp. 219-220. La critique que nous opérons ici de la notion de gouvernementalité repose largement sur les analyses produites par Nikos Poulantzas de la conception de l'Etat et du pouvoir chez Foucault.

une tentation incorrecte, celle de réifier l'Etat et de le poser, ultimement, comme *extérieur* aux mouvements sociaux – ce qui, dans les cas étudiés ici, paraît particulièrement inadapté.

Reste qu'il ne s'agit pas pour autant d'adopter sans discussion la notion de gouvernement, une fois écartées la gouvernance et la gouvernementalité. Il ne saurait être possible, en effet, d'entendre gouvernement dans son sens classique, immédiatement rattaché à la souveraineté étatique en un sens exclusif. Le gouvernement tel que nous l'entendons dans cette étude renvoie aux forces sociales – antagonistes ou non – qui produisent un ordre social et politique historiquement et géographiquement situé. Aussi, le gouvernement est dans cette perspective bien plus un processus socio-politique conflictuel qu'une institution étatique. Il ne saurait, dès lors, se passer de complément d'objet : l'ensemble du social n'est pas gouverné d'une façon homogène et ne saurait être saisi par un seul concept. C'est pourquoi il nous semble adéquat de parler du *gouvernement des communs environnementaux*. Ce sont ces espaces qui sont gouvernés – et dans ce processus entre en jeu une multitude de forces sociales, parmi lesquelles différents appareils étatiques. L'importance de ces derniers est cependant suffisamment décisive en Amérique latine où le concept de souveraineté est central. Il est donc moins ambigu de choisir pour notre thèse la notion de *gouvernement*.

Cette notion recèle également des ambiguïtés, qu'il faut ici lever : le gouvernement comme processus est premier dans notre analyse ; si ambiguïté il y a là, elle correspond au mieux à nos cas d'étude. Aucune décision d'exploitation ne saurait être prise sans passage par l'Etat, non plus qu'une décision d'expropriation. La notion de gouvernement ainsi définie permet donc, sans tomber dans le piège d'une définition étroite et monolithique, d'offrir aux institutions étatiques une position centrale dans les relations de pouvoir écologique. S'il est loin d'être la seule force sociale en jeu, l'Etat est néanmoins inévitable : ni la gouvernance ni la gouvernementalité ne permettent une insertion théorique à la hauteur de son importance réelle.

Le gouvernement des communs environnementaux est donc ce processus qui, dans des espaces aux définitions conflictuelles, mène à des décisions de protection, d'exploitation, de délégation de pouvoirs, d'intervention internationale, toutes décisions qui ont, directement ou indirectement, une dimension *mondiale*. Le gouvernement des communs environnementaux se situe à part entière dans un espace politique mondial au sein duquel les confrontations qui y sont relatives peuvent être qualifiées de *rapports de pouvoir écologique* ou *relations de pouvoir écologique*.

Conflictualité socio-écologique, relations de pouvoir écologique et écopouvoir

La définition des relations de pouvoir écologique renvoie donc aux confrontations politiques et sociales autour des communs environnementaux. En d'autres termes, les relations de pouvoir écologique sont l'élément structurant du gouvernement des communs environnementaux.

Par souci de précision et d'honnêteté intellectuelle, il faut distinguer trois concepts qui nous sont apparus au fil de la thèse comme complémentaires et particulièrement utiles à l'étude des relations de pouvoir écologique dans les forêts amazoniennes en Bolivie et en Equateur.

Les communs environnementaux, rappelons-le, se définissent ainsi : il s'agit des espaces ou des écosystèmes dont la disparition physique mettrait en péril les conditions d'existence de l'humanité. L'existence même de ces *communs objectifs* redéfinit le rapport entre politique, économie et environnement. Elle pose comme une donnée objective pour l'analyse en science politique que les êtres humains dépendent étroitement de leurs *milieux*, qu'ils en sont partie intégrante et qu'il ne se trouve là nul principe d'extériorité. C'était déjà l'intuition d'Elisée Reclus¹⁵⁰.

C'est autour de cette première notion que s'articulent les trois concepts en dialogue permanent au cours de cette étude : relations de pouvoir écologique, conflictualité socio-écologique et écopouvoir.

Les relations de pouvoir écologique renvoient aux structures politiques et sociales des communs environnementaux. Elles peuvent se définir comme les rapports de pouvoir entre les différentes forces sociales et politiques qui prennent part au gouvernement des communs environnementaux. Ce sont ces relations qui structurent le champ relatif aux politiques de l'écologie.

Ce champ des politiques de l'écologie est mû par la conflictualité relative aux communs environnementaux : les confrontations ouvertes renvoient à la conflictualité socio-écologique. Un enjeu de pouvoir ne renvoie pas toujours à un conflit ouvert : la situation peut être stable, et le conflit paraître éteint du premier coup d'œil. C'est la conflictualité socio-écologique, confrontations ouvertes entre forces sociales et politiques prenant part au gouvernement des communs environnementaux, qui rallume le conflit. La conflictualité socio-écologique est un élément décisif du gouvernement des communs environnementaux : elle détermine le positionnement respectif des forces sociales et politiques les unes par rapport aux autres, et modifie nécessairement l'état du

¹⁵⁰ I. LEFORT et P. PELLETIER, « Elisée Reclus ou la condition géographique : habiter la Terre », *Annales de géographie*, vol. 4, n° 704, 2015, pp. 338-350.

champ. En ce sens, la conflictualité socio-écologique existe comme possibilité permanente des relations de pouvoir écologique.

Les relations de pouvoir écologique forgent les dynamiques du champ des politiques de l'écologie. Ces dynamiques produisent un effet *déterminant* sur l'écopouvoir. L'écopouvoir se définit comme le pouvoir éminemment contemporain de décider de la vie ou de la mort de l'espèce, de *faire mourir* l'espèce, ou de la *laisser vivre*. Elle est une nouvelle forme de pouvoir, qui complète les logiques inverses du biopouvoir, qui fait vivre les individus, les laisse mourir et entend contrôler l'espèce humaine comme telle¹⁵¹. L'écopouvoir est la manifestation de l'échec patent du biopouvoir. Il en est le retournement.

En ce sens, la définition que nous donnons ici à l'écopouvoir diffère considérablement de celle qui est l'armature de l'ouvrage de Pierre Lascoumes portant sur les politiques de l'environnement, *L'éco-pouvoir, environnements et politiques*¹⁵². Le champ de recherche dans lequel le sociologue s'inscrit dans ce livre est celui de l'étude des politiques publiques : il y pose l'hypothèse de l'impossible sectorialisation de la politique de l'environnement, en l'analysant depuis le cas français. Mais l'éco-pouvoir renvoie pour lui à une forme *étendue* à l'ensemble du vivant du biopouvoir conceptualisé par Foucault comme pouvoir de contrôle sur l'espèce humaine. Le rapport techniciste au monde est pour Pierre Lascoumes constitutif des politiques étatiques de l'environnement. L'éco-pouvoir est donc pour lui une *extension* du périmètre du biopouvoir.

Alors que la sixième extinction de masse des espèces a aujourd'hui commencé, nous pensons que l'écopouvoir peut être utilisé comme concept-limite pour penser le politique à l'heure anthropocène : qu'en est-il du pouvoir quand la survie de l'espèce est en jeu ? C'est en cela que la logique puissante et immersive du biopouvoir, à la limite d'une obsession générale d'ordonnement des sociétés humaines, semble se retourner contre elles. L'écopouvoir est donc le point mouvant, au sein de la sphère politique et au gré de relations de pouvoir écologique, entre la survie de l'espèce ou sa disparition.

Dans sa leçon du 11 janvier 1978, Michel Foucault définissait ainsi le biopouvoir : « une série de phénomènes qui me paraît assez importante, à savoir l'ensemble des mécanismes par lesquels ce qui, dans l'espèce humaine, constitue ses traits biologiques fondamentaux va pouvoir entrer à l'intérieur d'une politique, d'une stratégie politique, d'une stratégie générale du pouvoir,

¹⁵¹ M. FOUCAULT, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir, op. cit.*, p. 181.

¹⁵² P. LASCOUMES, *L'éco-pouvoir: environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994 (Textes à l'appui). Puisqu'il n'y a pas identité entre les deux concepts, nous l'utilisons sans tiret, comme *écopouvoir*.

autrement dit comment la société, les sociétés occidentales modernes, à partir du XVIII^e siècle, ont repris en compte le phénomène fondamental que l'être humain constitue une espèce humaine »¹⁵³.

La prise en compte de ce « phénomène fondamental » suppose le déploiement de logiques de contrôle de la vie biologique elle-même. Le pouvoir s'inscrit alors dans la reproduction de l'espèce elle-même, et le contrôle des dynamiques biologiques : le biopouvoir est le pouvoir qui *fait vivre l'espèce*. Nous écrivons que l'écopouvoir est le revers du biopouvoir puisqu'aucun contrôle ne peut être tenu pour réussi s'il aboutit à la disparition de l'objet sur lequel il s'exerce : *l'écopouvoir peut faire mourir l'espèce*, en même temps qu'il est la condition de possibilité de sa perpétuation.

e. L'étude des relations de pouvoir écologique en Bolivie et en Equateur

Afin de conclure cette revue générale de ce qui entoure notre problème, des ramifications dont il naît, c'est par sa formulation rapide qu'il nous faut terminer.

Commençons par énoncer les prémisses théoriques de notre étude, qui découlent largement de ce qui précède :

- *La distinction entre interne et externe n'est pas pertinente* comme fondement analytique pour notre étude.

Analyser les communs environnementaux en les enfermant dans les limites fixes et rigides des frontières nationales n'est pas concevable. Non que ces dernières n'y jouent un rôle, mais il serait désastreux de ne considérer qu'elles soient les seules à décider des dynamiques spatiales des relations de pouvoir écologique : les communs environnementaux sont, par définition, des *milieux* qui ne dépendent pas uniquement des limites politiques déterminées entre les nations. Or, c'est précisément à ce type d'égarement théorique que mène la distinction entre interne et externe, selon laquelle toute dynamique idéelle et matérielle se rapporte à une origine extra-nationale ou à une seule projection depuis l'intérieur. Le carcan théorique de cette distinction, impropre aux pays étudiés comme à la question écologique, doit donc être abandonné. Dès lors, l'international n'est pas d'un côté ou de l'autre, au départ ou à l'arrivée, il est présent continûment.

La distinction entre interne et externe ne peut rendre compte des dynamiques écologiques. Timothy Morton l'écrit sans détour : « la pensée écologique ne permet aucune distance. Penser l'interdépendance implique la dissolution de la barrière entre « ici » et « là-bas », et plus

¹⁵³ M. FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil : Gallimard, 2004, p. 3 (Hautes études).

fondamentalement, de l'illusion métaphysique de frontières étroites, rigides, entre l'intérieur et l'extérieur »¹⁵⁴.

- Ce qui prime dans la structuration politique des espaces étudiés, les communs environnementaux, c'est *l'articulation concrète des niveaux de pouvoir*

Dès lors qu'interne et externe ne structurent pas notre étude, reste à trouver ce qui produit concrètement ces espaces et ce qu'ils produisent eux-mêmes. C'est ici qu'intervient la question particulièrement délicate et décisive dans cette étude de l'articulation des niveaux de pouvoir. Encore faut-il être clair sur ce qui relève de l'articulation : la métaphore pourrait égarer le lecteur et l'emmener vers l'idée d'une savante machinerie qui se superposerait aux espaces étudiés selon des configurations immédiatement repérables. Il n'en est rien. L'articulation peut être conflictuelle et, plus important encore, elle ne se superpose en rien à l'espace du commun environnemental. Elle l'innerve et le structure. C'est cette articulation que nous avons appelée *rappports de pouvoir écologique*. Sa qualification, *en tant que concrète*, a un sens direct : ses effets spatio-temporels sont directs.

- *Temporalisation et spatialisation des forces sociales* inscrites dans les rapports de pouvoir écologique donnent à cette articulation son rythme.

Un temps domine le gouvernement et la production écologiques des communs environnementaux : celui du changement climatique et de la sixième extinction des espèces, le temps objectif et unitaire de la transformation écologique. C'est celui-ci qui donne une consistance première à cette étude. Mais, s'il donne un pouls physique à la forêt menacée, les temps sociaux ne s'articulent pas nécessairement aux impératifs objectifs de protection que ce temps unitaire induit. C'est le point de départ de cette étude : des espaces relevant manifestement de la notion de commun environnemental sont en voie de destruction. Les modes différenciés de rapport au temps et à l'espace ne produisent pas uniquement des perceptions différenciées : ils ont une performativité propre. C'est à ce titre qu'un espace peut être dit *spatio-temporalisé*, lorsqu'une force, socialement et historiquement dominante, lui impose ses modes de rapport au temps et à l'espace.

A partir de ces prémisses théoriques et de l'état général de notre objet, le problème auquel nous allons nous confronter doit être présenté simplement.

Nous allons étudier ce qui produit ces espaces et ce que les rapports de pouvoir autour de ces espaces produisent en retour sur la production originelle. La circularité du problème nous

¹⁵⁴ T. MORTON, *La pensée écologique*, 2019, p. 73.

empêche de raisonner abstraitement par variables causales isolées ou par catégories déformantes. Notre problème, s'il fallait le poser en termes clairs et limpides, tiendrait en cette seule interrogation : **quels sont les mécanismes de pouvoir qui président à la maîtrise de ces espaces que sont les communs environnementaux ?**

Les cas d'étude choisis nous semblent particulièrement intéressants pour y répondre, en ce que l'introduction d'une *nouveauté* et d'une *volonté contre-hégémonique* a nécessairement modifié cet agencement, accéléré les processus sociaux à l'œuvre dans ces espaces, et, partant, rendu plus visibles les rouages du pouvoir écologique international – singulièrement dans sa résistance au changement. **L'objectif de cette étude est de caractériser ce pouvoir écologique international à partir des cas équatorien et bolivien.** Deux catégories sont dès lors impliquées sans détour : le *global* comme s'incarnant dans ces communs environnementaux, et la *totalité* avec laquelle doivent renouer les sciences sociales pour que le problème écologique puisse être intelligible.

II- La méthode : de la situation épistémologique à la méthode d'enquête

Présenter la méthode d'investigation qui guide cette recherche est un préalable nécessaire à l'exposition de ses développements et conclusions. Cette question ne saurait par ailleurs être traitée correctement sans l'exposition préalable des prémisses épistémologiques qui la structurent. De ces principes épistémologiques découlent des propositions d'investigation elles-mêmes articulées à un objectif général de recherche, l'analyse de l'histoire en mouvement.

a. Les principes d'analyse épistémologiques : un préalable nécessaire

L'unité d'analyse étatique : un mythe paralysant

L'analyse des relations internationales a été longtemps marquée par un stato-centrisme absolu : la seule unité d'analyse pertinente semblait être l'Etat tenu comme un acteur individualisé et homogène, doté d'une volonté propre et univoque. L'interaction entre ces volontés propres formait le théâtre des relations internationales. Il est indéniable que l'Etat occupe une place centrale dans les rapports de pouvoir contemporains. Il ne saurait toutefois être question d'adopter une vision monolithique et inerte de ce qui, en réalité, est davantage une instance politique animée par le jeu de forces sociales loin d'être tenues à l'écart des institutions par une mystérieuse étanchéité des appareils d'Etat¹⁵⁵.

Dès lors se pose la question d'une unité d'analyse pertinente. Immanuel Wallerstein présente un point intéressant lorsqu'il avance que le système-monde est désormais l'unité d'analyse épistémologiquement légitime, du fait de l'unification d'un seul monde sous la pression de la croissance exponentielle des échanges de marchandises et de capitaux¹⁵⁶. Cette idée donne une consistance certaine à la notion générale de *global*, dont l'usage est aussi fréquent que sont nombreuses les interrogations théoriques qu'elle soulève¹⁵⁷. Le problème que cette notion peut cependant poser, *a fortiori* dans l'étude qui nous concerne, est son degré élevé de généralisation. En effet, si l'international n'est plus réductible aux seules interactions entre Etats, si l'unité d'analyse pertinente devient le système-monde, il apparaît nécessaire de trouver les moyens d'articuler dans l'analyse des situations *localisées* aux dynamiques globales à l'œuvre dans les rapports de pouvoir et

¹⁵⁵ N. POULANTZAS, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit.

¹⁵⁶ I. WALLERSTEIN, *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009.

¹⁵⁷ A. CAILLE, *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2013, p.18 : "Nous le sentons ou le pressentons tous : l'échelle et le rythme du monde ont radicalement changé. Nous ne pourrons plus continuer à la décrire, l'analyser ni à envisager les possibles qu'il offre sans modifier au moins la focale des sciences humaines et sociales qui se sont structurées et formées dans le cadre et dans la perspective des Etats-nations. Non que ceux-ci soient devenus caducs, mais ils doivent être désormais situés dans un contexte spatial plus vaste, plus riche et plus complexe".

de production. A cet égard, les tentatives de jonction entre l'écologie politique fondée sur l'analyse empirique et la théorie des systèmes-monde peuvent offrir une piste intéressante¹⁵⁸.

Poser un tel problème revient en réalité à interroger les relations entre forces sociales globales, contextes locaux ou nationaux et espaces de déploiement et de configuration des rapports de pouvoir. Cette articulation, dans l'analyse proposée par la science politique, est d'autant plus nécessaire que l'étude des questions écologiques ne saurait ignorer ces problèmes décisifs d'articulation. Le pari théorique et méthodologique que nous proposons à partir de ce nœud problématique est celui de la *spatialisation des relations de pouvoir écologique*.

Spatialiser les relations internationales : une nécessité absolue

Pour la même raison que les acteurs non étatiques avaient été évacués de l'analyse des relations internationales, les questions décisives de l'espace et du temps de l'action politique en étaient largement absentes. Elles sont pourtant essentielles ; cette perspective est proposée par Bruno Latour à partir d'une notion neuve, celle de *Gaïapolitique*¹⁵⁹. L'espace de la géopolitique traditionnelle se pense en deux dimensions, cet espace qui est celui des mouvements de troupes au sol et des conquêtes territoriales cartographiées. L'écologie impose une pensée de l'espace plus complexe, intégrant non seulement l'atmosphère, mais également le sous-sol. Ce sont dès lors quatre dimensions qu'il s'agit de considérer.

Penser l'espace revient à refuser l'idée que les relations internationales se dérouleraient *hors sol*. Il s'agit au contraire de concevoir les liens entre différents espaces de prise de décision et les espaces où lesdites décisions sont supposées s'exercer, en l'occurrence les parcs bolivien et équatorien qui sont les objets de notre étude. Il ne saurait être davantage question d'accepter une définition unilatérale et univoque de l'espace ; sa représentation comme sa définition se trouvent être de véritables champs de bataille politiques. La géographie comme *écriture de l'espace*, géo-graphie, est à cet égard essentielle à prendre en compte¹⁶⁰. Les rapports politiques de pouvoir sont situés, dans le temps comme dans l'espace ; ils ne relèvent pas cependant du domaine des seules institutions.

¹⁵⁸ S. DI MAURO, « Seeing the local in the global: Political ecologies, world-systems, and the question of scale », *Geoforum*, vol. 40, n° 1, 2009, pp. 116-125 ; J. MARTÍNEZ ALIER et J.-F. GERBER, *Ecological Economics from the Ground Up*, *op. cit.*

¹⁵⁹ B. LATOUR, *Face à Gaïa: huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte : Les Empêcheurs de penser en rond, 2015 (Les Empêcheurs de penser en rond).

¹⁶⁰ Y. LACOSTE, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Éd. La Découverte, 2014 (La découverte poche Essais 399) ; K. POSTEL-VINAY, « La transformation spatiale des relations internationales », dans *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 161-181.

Décloisonner le politique en science politique : une obligation théorique

Claude Lefort tenait la science politique comme l'une des seules sciences sociales sans objet défini : le politique, pas plus que la politique, ne saurait avoir de frontière préétablie, claire et définie *a priori*¹⁶¹. Il est également difficile, comme nous l'ont appris Foucault et Poulantzas, de poser des bornes rigides pour penser le pouvoir. Dès lors que notre sujet de recherche emporte avec lui la question du pouvoir, qu'un lien évident lie cette notion à la science politique, reste toutefois à préciser la nature de ce lien. Cette nature ne saurait être définie sans expliciter dès cet avant-propos ce qui est entendu ici par *politique*. Cornélius Castoriadis considérait le pouvoir instituant du politique comme ce qui fondait l'imaginaire social, une démocratie étant considérée comme l'auto-institution imaginaire de la société¹⁶². Le politique est donc ce rapport *singulier* entre l'instituant et l'institué, cette ligne dynamique de leur rencontre permanente dans le monde social réel. En ce sens, ce qui est institué et ce qui l'institue, la puissance instituante et l'état institué, excèdent de loin ce qu'il est courant de nommer *les institutions*.

Il est possible, à partir de cet *excès*, de ne pas se contenter d'une conception libérale ou conservatrice, qui, depuis le texte fondateur de Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes*, entend séparer strictement la sphère économique de la sphère politique. Une telle séparation, sous une forme analogique, devient garante de liberté en théorie politique : c'est la dichotomie, nécessaire à préserver, entre l'Etat et la société¹⁶³. Le politique est cantonné au premier, la seconde relève du domaine des affaires et du libre commerce. Outre les aspects abstraits de cette distinction – l'Etat ayant dans l'ère moderne été fortement intriqué avec les développements capitalistes¹⁶⁴ – il est nécessaire de reconnaître l'impossibilité, du fait du problème écologique, d'exclure *a priori* l'économie des rapports de force politiques. En effet, la question de l'accumulation continue et sans limites de la valeur et le modèle social déployé pendant l'expansion capitaliste sont *causalement* liés au changement climatique et à la sixième extinction des espèces.

C'est ainsi que l'ère contemporaine voit basculer dans l'ordre des faits que l'économie est politique. L'étude des rapports de pouvoir tel qu'elle est entreprise dans ces pages ne tient donc aucunement une distinction *a priori* entre l'économie et la politique. Les communs environnementaux étudiés ici, espaces de compétition de pouvoir – sur les ressources, les communautés, les connexions territoriales éventuelles – ne peuvent être étudiés en supposant un apolitisme des forces sociales économiques.

¹⁶¹ C. LEFORT, *Essais sur le politique, XIX^e - XX^e siècles*, Paris, Seuil, 2001 (Points Essais 459).

¹⁶² C. CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

¹⁶³ P. MANENT, *Enquête sur la démocratie : études de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2007 (Tel 351).

¹⁶⁴ Voir notamment : D. HARVEY, *Géographie et capital, op. cit.* ; C. TILLY, « La guerre et la construction de l'Etat comme crime organisé », *Politix*, vol. 13, n° 49, 2000, pp. 97-117.

Le décloisonnement de la science politique défendu ici est donc double : d'une part, les histoires économique et environnementale, intimement liées, doivent être tenues comme constitutives des rapports de pouvoir contemporains ; d'autre part, les forces sociales économiques peuvent être tenues comme des forces politiques. Cette seconde conclusion est également une conséquence directe de l'abandon du stato-centrisme.

La science politique de l'écologie : la nécessaire introduction de la matérialité

« L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même »¹⁶⁵. Cette phrase, en épigraphe de la préface du célèbre *L'homme et la Terre*, écrit par Elisée Reclus, constitue un point de départ fertile pour la réflexion que nous entendons entreprendre quant aux rapports de pouvoir écologique contemporains. Une interprétation première supposerait ici l'expression assez classique de la conscience réflexive de l'homme. L'humanité serait cette partie du règne naturel parvenue à se saisir comme une totalité propre, seule force consciente d'*être*¹⁶⁶.

Cette première interprétation ne saisit cependant pas cette remarque dans sa profondeur : l'homme est la force qui, non contente de se saisir comme totalité existante, parvient à élaborer une connaissance des phénomènes naturels – à la mesure de ce que son entendement lui permet – et, d'assumer pour la nature de laquelle il fait partie, le rôle d'instance consciente. La nature est notre milieu général, et « l'homme lui-même est un milieu pour l'homme »¹⁶⁷. Il n'y a pas d'anthropocentrisme dans ces mots, sinon le constat que la société comme ses conditions matérielles d'existence sont deux milieux absolument décisifs dans l'analyse du monde. Cette notion de *milieu* n'exclut pas la matérialité du vivant dans l'analyse sociale, en évitant toutefois les écueils d'un réductionnisme simpliste.

C'est précisément la nécessité dans laquelle nous nous trouvons, que d'assumer l'inextricabilité des phénomènes sociaux et physiques à l'heure du changement climatique ; l'irréversibilité et les points de rupture liés à ce dernier ne permettent pas d'envisager une *adaptation* aux rythmes lents d'une société progressivement habituée aux changements des modes de vie collectifs. Bien plus probable est l'hypothèse d'un bouleversement dans l'ordre physique, dont la

¹⁶⁵ É. RECLUS, *L'Homme et la Terre. Livre 1. Les ancêtres*, S.L, ENS Éditions, 2015.

¹⁶⁶ B. PASCAL, *Pensées*, Paris, Port-Royal, 1670. C'est la position défendue par Pascal dans la partie consacrée à la « grandeur de l'homme » : « L'homme n'est qu'un roseau le plus faible de la nature ; mais c'est un roseau pensant. Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser. Une vapeur, une goutte d'eau suffit pour le tuer. Mais quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue ; parce qu'il sait qu'il meurt ; et l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien ».

¹⁶⁷ D. CHARTIER et E. RODARY (éds.), *Manifeste pour une géographie environnementale : géographie, écologie, politique*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2016, p. 114 (Domaine Développement durable). Nous espérons que l'ambition d'Elisée Reclus, décrite par Philippe Pelletier, trouve un écho dans ces pages : « Pour Reclus, il faut au contraire combiner le temps long (comme on dirait de nos jours) avec le temps court, et toutes les échelles » (*Ibid.*).

cause première est à trouver dans les modes de production et de consommation universalisés lors des deux derniers siècles.

Dès lors, il faut construire des ponts, aussi neufs et instables fussent-ils être, entre l'analyse des sociétés et les réalités physiques. Il faut bien entendu se prévenir des deux principaux écueils sur ce chemin : le réductionnisme biologisant d'une part, le déterminisme climatique d'autre part. Considérer qu'il n'y aurait *aucune* possibilité d'articulation entre les sciences sociales et les sciences physiques et que toute tentative d'en produire serait condamnée à tomber du Charybde réductionniste au Scylla déterministe est une pensée qui ne tient pas à l'épreuve du temps écologique¹⁶⁸. Cette séparation stricte et étanche entre sciences humaines et sciences physiques renvoie, comme une mise en abîme, à l'un des cœurs de notre sujet : la coupure épistémologique entre l'homme et la nature, et le supposé rapport d'extériorité absolu du premier à la seconde.

Afin d'aborder cette question, les récents travaux de Philippe Descola, qui présente des pistes par-delà nature et culture, sont particulièrement intéressants. Ils peuvent nous fournir des outils pour considérer pleinement ce problème de la matérialité de l'écologie, de notre appartenance indéniable à la nature et de notre inscription dans un régime de vérité donné. Un passage stimulant d'un cours qu'il donne au Collège de France peut nous éclairer à ce stade : « Nul besoin d'être grand clerc pour prédire que la question du rapport des humains à la nature sera très probablement la plus cruciale du présent siècle. (...). Il est devenu impossible de continuer à croire que la nature est un domaine tout à fait séparé de la vie sociale, hypostasié selon les circonstances sous les espèces d'une mère nourricière, d'une marâtre rancunière ou d'une belle mystérieuse à dévoiler, un domaine que les humains tenteraient de comprendre et de contrôler et dont ils subiraient parfois les caprices, mais qui constituerait un champ de régularités autonomes dans lequel les valeurs, les conventions et les idéologies n'auraient pas leur place. Cette image est maintenant abolie : où s'arrête la nature, où commence la culture dans le réchauffement climatique, dans la diminution de la couche d'ozone, dans la production de cellules spécialisées à partir de cellules totipotentes ? »¹⁶⁹.

Bien entendu, les questions soulevées par Descola sont vastes, et la présente thèse ne peut que fournir des indices liés à l'objet de recherche abordé ici¹⁷⁰. Le point de départ que nous partageons avec l'anthropologue tient à ce refus net et ferme de constituer la nature comme une substance étrangère et dotée de ses propres règles qui ne devraient rien à notre activité. L'ère anthropocène modifie considérablement les données de ce problème : non seulement il apparaît

¹⁶⁸ M. BOOKCHIN, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, 2012.

¹⁶⁹ P. DESCOLA, *L'écologie des autres : l'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011, p. 78.

¹⁷⁰ Le rapport au temps et à l'espace, cœur de ce travail, paraît être au cœur du problème défini par Descola, de la même façon qu'il peut y apporter des réponses partielles. En ce sens, le concept d'histoire, du fait de sa redéfinition contemporaine par la question écologique, semble crucial pour s'autoriser à aller « par-delà nature et culture », sans pour autant renoncer à la production d'un savoir positif.

clair que nous ne pouvons prétendre à une connaissance absolue des dynamiques naturelles, mais nous savons en revanche que notre activité peut avoir sur celles-ci une influence considérable, au point de mettre en danger les conditions d'existence de l'humanité. Paradoxalement, l'anthropocentrisme déchu idéologiquement trouve une validation objective : la première force géologique devient l'humanité du fait de sa croyance passée en sa capacité à maîtriser la nature.

Le lien entre sciences sociales et sciences physiques n'est pas une pure nécessité épistémologique : en réalité, les dynamiques sociales sont aujourd'hui et seront encore davantage demain liées aux dynamiques écologiques. Les conséquences les plus visibles sont les déplacements de population, ou encore la constitution d'un terrain fertile pour le déclenchement d'un conflit armé¹⁷¹. Mais il ne saurait être suffisant de limiter l'étude de ces entrelacements à ces phénomènes. En réalité, le changement climatique et la sixième extinction des espèces sont deux phénomènes indissociablement physiques et sociaux. Les dynamiques sociales agissent sur les dynamiques écosystémiques qui elles-mêmes renforcent le changement climatique. Et c'est en ce point de la matérialité socio-physique du problème que se situe la présente étude : dans le gouvernement des communs environnementaux, où le politique s'étend et sort de la seule sphère institutionnelle, quelle possibilité existe-t-il pour que ce cercle vicieux soit rompu ?

Que cette question trouve ou non une réponse définitive, elle mérite au moins une remarque préliminaire : l'enchevêtrement contemporain des dynamiques physiques et sociales est essentiellement fondé sur un modèle économique d'accumulation, ce dernier étant lié au champ politique qui le constitue comme possibilité et lui assure les conditions de sa reproduction¹⁷².

Assurer que dans ce travail de thèse soient considérées à la hauteur de leur importance cruciale les dimensions économique et naturelle des processus historiques à l'œuvre à travers les forêts étudiées est nécessaire. L'étude politique de l'écologie, des rapports de pouvoir qui y sont attachés, se situe à l'interface des mondes sociaux et physiques.

La réalité d'une possible disparition de l'espèce et du bouleversement des conditions humaines d'existence se trouve *au centre du monde socio-physique*. La science politique de l'écologie doit être, pour ouverte qu'elle soit, une science sociale à vocation totalisatrice, fondée sur l'échange et l'appréhension multidimensionnelle du pouvoir. Qu'il ne faille pas arbitrer nécessairement entre qui de la nature ou de la culture, des facteurs sociaux ou physiques, l'emporte dans l'ordre d'une causalité par ailleurs incertaine, c'est également ce que semble sous-entendre la recension que Descola propose des réflexions de Sahlins : « les modes d'usage et de représentation de

¹⁷¹ H. WELZER, *Les guerres du climat pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009.

¹⁷² Les rapports entre temps politique et histoire méritent de plus longs développements, dimension cruciale des rapports de pouvoir écologique. La troisième partie de ce travail permet d'articuler plus précisément ces deux notions. Cependant, il est important de préciser d'emblée que la matérialité du problème écologique se situait à la croisée de la nature et de notre modèle socio-économique.

l'environnement sont bien subordonnés à une certaine forme d'intérêt pratique, mais celui-ci ne peut s'exprimer qu'à travers le filtre que chaque système culturel lui impose en fonction des finalités qu'il poursuit. Autrement dit, c'est la culture qui définit tout à la fois ce qu'est la nature pour les humains et la façon dont telle ou telle société en tire parti du fait des préférences que les usages locaux lui dictent »¹⁷³.

Il apparaît nettement que ce type de raisonnement présente une circularité infinie : les « usages locaux » ne sauraient en effet être purement indépendants du milieu naturel dans lequel évolue telle ou telle société. Il n'y a problème que dans la mesure où il y a séparation, et cette séparation est pour une large part liée à un régime de savoir donné, issu de la révolution scientifique copernicienne et de ses suites philosophiques et techniques¹⁷⁴. Descola cite par ailleurs Sahlins, qui a abandonné la formulation même du problème à partir de cette opposition : « aussi enchanté que notre univers puisse paraître, il est aussi ordonné par une distinction entre nature et culture qui n'est évidente pour à peu près personne d'autre que nous »¹⁷⁵.

La notion de milieu, pour y revenir et clore la discussion préalable sur ce problème central de la matérialité d'un travail sur l'écologie, permet semble-t-il de saisir ce qui est saisissable de cette intrication pour notre entendement, en évitant les deux écueils évoqués plus haut. Il est évident que la science politique ne peut produire une étude exhaustive des conditions climatiques et de leur évolution contemporaine, tant au niveau des espaces étudiés qu'à une échelle globale. Mais ce travail doit utiliser à profit les conclusions scientifiques des climatologues, et tient compte, comme d'une réalité à part entière, des savoirs indigènes et des conceptions différenciées qui permettent d'aborder la question des rapports de pouvoir écologique dans toute leur étendue. La science politique de l'écologie doit tracer dans ces enchevêtrements complexes de causalité, qui nous échappent largement, quelques lignes de sens humaines. Ce sont de telles lignes d'interprétation du réel et des rapports de force qui le structurent sans lesquelles aucune ligne d'action ne peut apparaître à l'animal politique que nous sommes.

Le milieu est cela même avec quoi l'humanité doit composer, et il n'est pas possible pour la science politique de s'en abstraire. Elle doit saisir, à mesure de ses capacités, la matérialité du temps et de l'espace politique, qui, à l'heure contemporaine, renvoie au temps écologique et à nos conditions d'existence menacées.

¹⁷³ P. DESCOLA, *L'écologie des autres*, op. cit., p. 40.

¹⁷⁴ A. KOYRE, *Du monde clos à l'univers infini*, Paris, Gallimard, 2011 (Collection Tel 129).

¹⁷⁵ M. Sahlins, cité in P. DESCOLA, *L'écologie des autres*, op. cit., p. 41.

b. Les conclusions pratiques en termes de méthode d'investigation

De ces principes qui nous lient à la science politique de façon concrète, découlent nécessairement des méthodes d'investigation. Le cœur méthodologique de ce travail de doctorat est sans aucun doute le terrain de recherche, l'enquête. Il y a dans l'enquête des intérêts propres au seul fait de se rendre dans les lieux reliés à l'objet de recherche. C'est ce qui constitue, d'une certaine façon, un passage obligé. Mais l'enquête permet aussi de mener des entretiens de recherche, dont il nous faut justifier non seulement l'existence mais la place essentielle qu'ils tiennent dans le présent travail. Enfin, l'usage des sources primaires comme secondaires est à mettre en relation avec les conditions d'exercice de cette science politique de l'écologie : l'inclusion méticuleuse des questions socio-physiques ne saurait supporter des sources secondaires monochromes.

Un passage obligé par le terrain de recherche

Si le terrain de recherche est commun aux champs de la politique comparée ou des aires régionales, la science politique des relations internationales ne l'inclut pas nécessairement dans le périmètre conventionnel et nécessaire de la recherche. Dans le cas de ce travail de doctorat, il semblait toutefois impossible de se passer d'une telle dimension. La situation politique particulière, d'abord, de l'Equateur et de la Bolivie leur donne un relief tout particulier : les changements de perspective politique s'étant tenus pendant la période étudiée sont majeurs et entraînent des interprétations fortement différenciées depuis les champs académiques et politiques européens. Dans ces conditions, où les nuances d'une situation sont difficilement perceptibles de loin, les différents gris n'apparaissent que sur place, et avec eux la complexité des positions socio-politiques des différentes forces sociales impliquées dans les rapports de pouvoir écologique.

S'ajoute à cette situation politique singulière le caractère contemporain de notre objet de recherche. Difficulté commune, qui présente l'avantage de son défaut : les restes de la situation politique hier encore présente sont encore là, et les traces de tel ou tel événement saisissable pour l'observateur qui souhaite s'y rendre. Mieux, le regard légèrement rétrospectif que permet de porter l'enquête de terrain au recul d'un ou deux ans saisit sans le vouloir, presque à l'insu du chercheur, le développement des contradictions et des tensions présentes dans les bornes du travail de recherche.

Il semble d'autant plus important de justifier l'existence même de la pratique de l'enquête de terrain qu'elle pourrait être rendue vaine et inutile par la multiplication des sources d'information à distance, des documents primaires et vidéos de toutes sortes qui se trouvent disponibles pour le chercheur qui souhaite en faire usage. Ce n'est pas une simple précaution écrite, car le poids d'une

enquête de terrain *de circonstance* – parce qu’il faut bien en faire une – pèserait lourd sur la suite de ces pages et sur l’intérêt qu’elle pourrait présenter.

Les mots de Lévi-Strauss dans *Tristes Tropiques* sonnent comme un avertissement à cet égard : « C’est un métier, maintenant, que d’être explorateur ; métier qui consiste, non pas, comme on pourrait le croire, à découvrir au terme d’années studieuses des faits restés inconnus, mais à parcourir un nombre élevé de kilomètres et à rassembler des projections fixes ou animées, de préférence en couleurs, grâce à quoi on remplira une salle (...) et des banalités sembleront miraculeusement transmutes en révélations pour la seule raison qu’au lieu de les démarquer sur place, leur auteur les aura sanctifiées par un parcours de vingt mille kilomètres »¹⁷⁶.

Que l’enquête de terrain relève d’une simple question de couleurs – comme pour produire un écho renouvelé de l’exotisme tant prisé au XIX^e siècle – ou de légitimation creuse par le voyage lui-même sont des critiques suffisamment sérieuses pour nous obliger à lever cet obstacle premier. Tout d’abord, le choix des lieux où se rendre est particulièrement décisif. Ainsi, l’étude des rapports de pouvoir liés à la question des forêts équatorienne et bolivienne ne porte pas nécessairement et premièrement dans lesdites forêts. Il est d’un intérêt plus vif de rencontrer les acteurs des différentes forces sociales qui, dirigeants indigènes compris, se trouvent bien souvent dans la capitale ou dans l’une des villes principales du pays concerné.

Ce n’est pas la couleur de la photographie qui importe alors, mais bien plutôt la pratique de l’entretien, qui révèle un autre pan de la réalité socio-politique que celui-ci. En effet, la recherche même d’entretiens – définition concise de l’enquête en l’occurrence – permet de figurer, dans leur enchaînement, des réseaux d’articulation entre les forces sociales en jeu, par-delà les organisations et les institutions. La prise de conscience de l’existence de lien entre telle et telle organisation, du secteur associatif au politique, du gouvernement régional à l’organisme international, de la coca à la protection des forêts, tous ces liens aperçus subrepticement et parfois par pur hasard au cours même de l’enquête sont autant de données concrètes qui à elles seules justifient la pratique de l’enquête.

Si elles n’entrent pas toujours ni systématiquement dans une exposition factuelle de la situation politique, ces données *implicites* favorisent grandement l’interprétation des entretiens et des rapports de force. Elles permettent de former une toile de fond sur laquelle le chercheur peut reposer à chaque fois que l’interpelle la configuration des relations de pouvoir.

Ce rapport à l’enquête rend donc nécessaire le fait de rencontrer les acteurs dans leur pays, et contingent, pour le politiste, le fait de se rendre dans les forêts elles-mêmes, du fait même de l’existence de travaux d’anthropologie plus complets et fouillés qu’il n’aura jamais le temps de

¹⁷⁶ C. LEVI-STRAUSS, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1998, p. 10 (Terre humaine / poche Pocket 3009).

produire lui-même. Outre ce critère épistémologique, les contraintes sont également matérielles pour rencontrer les dirigeants indigènes dans les forêts elles-mêmes : temps d'acheminement considérable – jusqu'à trois semaines pour accéder à certaines communautés du Tipnis par exemple –, présence incertaine des interlocuteurs pertinents dans la communauté, exil éventuel de certains opposants.

La pratique de l'enquête, en-deçà même des entretiens, peut être prise au mot. Il s'agit en effet, assez largement, de produire une socio-histoire des parcours individuels, de ceux qui, les plus impliqués dans les changements politiques bolivien et équatorien, témoignent souvent de parcours transversaux entre différents champs : position gouvernementale, ONG, organisation internationale, entreprise transnationale, églises diverses, position militante extra-gouvernementale, syndicat.

L'étude même de ces circulations, nombreuses dans les deux cas d'étude retenus, est de nature à permettre une compréhension plus ample des rapports de pouvoir en jeu, des tensions internes aux nouveaux blocs hégémoniques comme aux individus qui les composent – dans la mesure où il n'y a pas de raison que les tensions internes à un ensemble de forces politiques et sociales alliées ne fassent pas débat chez les individus mêmes qui la composent. Il nous a été donné de constater bien souvent qu'à conceptions intellectuelles et militantes similaires, la position socio-politique déterminait bien souvent le regard que portent les acteurs sur la configuration générale des rapports de pouvoir écologique¹⁷⁷.

Une autre difficulté apparaît du fait de la contemporanéité des événements étudiés ; il s'agit de l'établissement des faits. Les seules sources disponibles, qu'elles soient académiques ou soient des sources primaires disponibles, ne peuvent atteindre à l'exhaustivité des entretiens de recherche. En effet, le croisement entre entretiens de recherche permet, sinon d'établir fermement un fait, l'existence d'une conversation, l'évolution d'un rapport de force lié au déroulement d'une journée cruciale, au moins d'arriver à en percevoir et restituer les contours. Ce sont même parfois les contradictions entre récits qui permettent de parvenir à un tel résultat. Que les faits puissent être enfouis sous le poids des interprétations, selon le mot de Nietzsche, n'est pas qu'un problème pour l'historiographie. C'est une question à laquelle les sciences sociales sont confrontées constamment. Aussi, dans notre cas, le rapport critique à la restitution et à la mémoire des faits que nous

¹⁷⁷ Un tel élément semble doublement intéressant : d'une part, il indique que l'idéologie n'est pas l'unique facteur de perception d'une situation politique, loin s'en faut ; d'autre part, il faut également y relever la perception singulière que chaque individu se fait de sa *propre capacité d'action* : s'il s'agit pour les uns de faire pression sur le gouvernement, pour ceux qui en seraient plus proches la question peut se poser en des termes différents et prendre la forme d'une action pensée à une échelle de temps différente ou dans un espace plus vaste, au sein duquel la pression pourrait être exercée sur des pays tiers.

présentent les acteurs des différentes forces impliquées est essentiel. C'est la clé de voûte de l'enquête, qui se présente comme une tâche presque journalistique à cet égard, comme l'exploration d'une histoire encore brûlante et vive de tensions¹⁷⁸.

L'enquête est donc essentielle *per se*, tant elle donne à la recherche en science politique son contexte critique, contribue à l'établissement de conditions de compréhension et permet de pénétrer plus avant les logiques historiques qui travaillent les cas d'étude, ainsi que les réseaux d'acteurs qui les animent.

L'entretien au cœur de l'investigation

Fondamentalement, l'une des finalités de l'enquête tient également aux entretiens de recherche, déjà évoqués. Ils sont décisifs dans le champ qui nous occupe, celui d'une science politique de l'écologie. En effet, des conceptions différenciées du rapport entre nature et culture découlent des positionnements discursifs et des systèmes de représentation opposés, si ce n'est incompatibles. C'est un écueil de méthode autant que d'épistémologie : le chercheur français que je suis assume un rapport particulier à la séparation entre nature et culture, à l'articulation entre l'être humain et celle-ci, et ce au sein d'un système de représentation particulier et, d'une certaine manière, *provincialisé*¹⁷⁹. Cela n'implique aucunement qu'il y aurait d'un côté, celui du chercheur, tel rapport à la conception de l'environnement ; que de tel autre l'Amérique du Sud ferait bloc sur des lignes différentes. Le positionnement critique du chercheur, loin de lui conférer l'extériorité d'un *deus ex-machina*, doit cependant lui permettre de ne pas tenir aux lignes arrêtées d'un dogmatisme dualiste nature-culture. En outre, les rapports entre l'Europe, la Bolivie et l'Equateur sont trop entremêlés historiquement pour se risquer à cette séparation.

L'espace discursif dans lequel se déroulent les entretiens est donc ouvert. Si certains peuvent correspondre à un schéma préétabli, d'autres se situent à la croisée de positions discursives variables : les positions institutionnelles occupées par les individus varient, et il peut en aller de même du récit qu'ils produisent quant à leur action.

Les positions discursives nous informent au moins à raison de trois éléments distincts : les intérêts matériels, les positions de pouvoir et les systèmes de représentation. Les intérêts matériels d'abord, car ils peuvent guider certaines tensions, à l'appui desquelles naissent des justifications

¹⁷⁸ Un tel problème peut tout aussi bien survenir pour un événement plus lointain. En témoignent les disputes historiographiques autour de la Révolution française, toujours très vives dans l'historiographie contemporaine.

¹⁷⁹ D. CHAKRABARTY, *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton, NJ, Univ. Press, 2008 (Princeton studies in culture, power, history). Il est toutefois important de se garder ici d'un relativisme absolu. La provincialisation ne contredit pas l'universalisation, et crée au contraire les conditions de possibilité d'un dialogue ouvert dont le principe n'est pas la suprématie européenne.

dont l'articulation parfois bancale permet de saisir des points de contradiction. Ces contradictions peuvent être précisément dues à l'occupation d'une position de pouvoir donnée¹⁸⁰. C'est souvent de ces contradictions que peuvent être tirés des enseignements précieux sur les contraintes sociopolitiques qui pèsent sur les acteurs dans le cadre de la configuration générale des rapports de pouvoir écologique. Enfin, la question des représentations du monde est essentielle à saisir, qu'elle puisse être recoupée avec les catégories d'acteurs – ce qui n'est jamais totalement le cas – ou qu'à tout le moins elle fournisse des éléments précieux sur les enjeux du rapport à l'action politique des acteurs. Ce rapport est structuré par une mémoire, singulière selon les forces sociales, et dont dépendent leurs potentielles projections politiques.

Deux axes se croisent alors : configuration du rapport entre nature et culture d'une part, mémoires du temps historique d'autre part. Ce sont ces axes qui peuvent permettre la compréhension du positionnement des forces sociales au sein des rapports de pouvoir écologique. D'une certaine façon, les intérêts matériels et les positions de pouvoir sont pris en étau entre les deux dimensions.

Les entretiens présentent donc cet intérêt décisif de nous donner une idée précise du positionnement discursif des acteurs, et d'en induire potentiellement l'intérêt, la position de pouvoir et la représentation du monde. Puisque les représentations du monde sont essentielles pour éclairer la conflictualité socio-écologique, les entretiens sont un passage obligé pour cette thèse de doctorat.

Les entretiens sont décisifs pour comprendre les points de convergence qui ont donné lieu à la conformation des nouveaux blocs hégémoniques, ainsi que pour saisir les nœuds de tension, au cœur des relations de pouvoir écologique étudiées dans le cadre de la présente recherche. Du fait même du caractère neuf de ces blocs, et même si la littérature secondaire permet d'en saisir les conditions de possibilité et de formation historique, le développement contemporain ne peut être pleinement saisi par la seule lecture d'ouvrages en sciences sociales. Il doit impérativement l'être aussi par les entretiens de recherche, seuls à pouvoir témoigner *directement* de l'articulation entre les différentes personnes à l'œuvre dans ces récits croisés. Si des amis hier sont ennemis aujourd'hui, il est intéressant de saisir la motivation de la rupture du lien politique et affectif qui les reliait. C'est un moyen parmi d'autres de remonter à l'analyse des tensions entre différentes forces sociales. Dans le cadre de la présente recherche, les entretiens permettent l'étude de la nouveauté de ces blocs hégémoniques ainsi que l'examen factuel de leurs conditions de fractures.

¹⁸⁰ Une position de pouvoir ne renvoie pas nécessairement à des institutions politiques établies : il peut s'agir d'un pouvoir académique – comme dans le cas d'une autorité intellectuelle – aussi bien que médiatique – pour ce qui est d'un relais d'opinion – qu'économique – logique de profit ou de survie, selon qu'on soit puissant ou misérable.

Enfin, l'entretien est un document vivant, et même s'il faut observer une certaine méfiance vis-à-vis des récits de celles et ceux dont la fonction est par ailleurs de mettre le monde en mots en fonction d'objectifs politiques¹⁸¹, il permet d'isoler et de recouper des faits et scènes nouvelles. En outre, ce n'est pas uniquement l'approche de faits connus ou la découverte d'éléments jusque-là passés inaperçus qui donne un aspect central aux entretiens dans notre travail. En réalité, les stratégies discursives et les récits de leurs propres actions proposés par les acteurs, qui pourraient passer, dans une perspective positiviste, comme un contournement du réel, ont un double intérêt : indiquer, comme nous l'avons écrit, la position discursive de la personne avec laquelle nous nous entretenons, mais également donner des indices saillants quant à la représentation du monde de la force sociale qu'elle représente.

Par ailleurs, au-delà des entretiens, je fais référence dans ma thèse à des échanges informels qu'il m'est arrivé d'avoir sur place et m'ont permis d'obtenir d'autres informations. S'ils n'ont pas le même statut, ces échanges informels – avec un ami bolivien, un chauffeur de taxi, ou encore un ancien ministre équatorien – n'en sont pas moins précieux pour l'analyse. Qu'ils soient ou non cités dans les pages qui suivent, les épisodes qui rythment une enquête de terrain, et forment la toile de fond de la représentation que le chercheur acquiert des pays où il se rend, vont bien au-delà des entretiens.

Les temps de l'enquête

En janvier 2015, dans le cadre de mon mémoire de M2, je me suis rendu à Quito. Je m'intéressais alors plus spécifiquement à l'initiative Yasuní-ITT lancée par le gouvernement équatorien. Sur place, j'ai mené plus d'une vingtaine d'entretiens. Je me suis rendu compte assez vite qu'il y avait là matière à mener mes recherches au-delà de la seule question de cette initiative internationale du gouvernement équatorien, et que se jouaient autour des communs environnementaux des dynamiques qui méritaient une analyse plus ample. Une dizaine d'entretiens en France et à distance complétait ce premier processus d'enquête.

La situation bolivienne m'intéressait considérablement, par les effets de proximité et de distance simultanés qu'elle m'inspirait au regard de la situation équatorienne. Alors que des dynamiques sociales et politiques au premier coup d'œil similaires semblaient s'y déployer, les deux pays avaient insisté considérablement sur la dimension écologique des processus politiques qu'ils

¹⁸¹ D. ALLES, A. GUILBAUD et D. LAGRANGE, « L'entretien en relations internationales », dans *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, pp. 159-176. « Les interviewés issus des milieux diplomatiques, politiques, militaires ou humanitaires maîtrisent par ailleurs des compétences susceptibles d'interférer directement dans le déroulement de l'entretien. Ils peuvent être des « professionnels de la communication » et de fait, des « interlocuteurs difficiles pour le sociologue » car il faudra déconstruire un discours officiel et maîtrisé ».

mettaient en place. Cependant, un entretien avec le premier conseiller de l'ambassade bolivienne à Quito avait suscité ma curiosité : mon évocation naïve de la proximité entre la Bolivie et l'Équateur l'avait fait bondir.

A la conflictualité existante autour du Yasuní faisait écho, au début de la décennie qui est encore la nôtre, le conflit du Tipnis en Bolivie. Les deux parcs étaient amazoniens. Les deux pays étaient dépendants de leur rente pétrolière ou gazière. Mais quelle était donc cette différence fondamentale ? Existait-elle seulement ? Et pourquoi diable la conflictualité socio-écologique caractérisait la réalité sociale et politique de ces pays ?

Pendant les mois de juillet et d'août de l'été 2016, je me retrouvais donc en Bolivie, où je menais trente-cinq entretiens à La Paz et à Cochabamba. Les perspectives pouvaient être croisées, les relations de pouvoir écologique analysées.

Avant d'en venir aux autres outils d'analyse employés ici, il faut dire un mot de l'usage des entretiens de recherche. Comme nous l'avons déjà écrit, la toile de fond constituée par les enquêtes à Quito, La Paz et Cochabamba existe par-delà les entretiens. Mais il y a aussi un usage différencié des entretiens eux-mêmes : certains entretiens permettent d'accéder à d'autres entretiens-clés, d'autres donnent des éléments de contexte sur le pays sans directement s'articuler au sujet de recherche. C'est pourquoi, au fil du texte, tous les entretiens ne sont pas mentionnés. Sur les 63 entretiens réalisés dans le travail de thèse, une petite cinquantaine sont directement utilisés comme source ou cités. Quant à la retranscription intégrale, elle n'a pas été nécessaire pour saisir les positions discursives des acteurs.

Toutefois, en annexe de la thèse, j'ai décidé de faire figurer intégralement 6 entretiens particulièrement illustratifs des positions différenciées de secteurs décisifs dans l'étude des relations de pouvoir écologique dans ces deux pays : celui avec le vice-président bolivien, Álvaro García Linera, et celui avec le président de la commission biodiversité de l'assemblée nationale équatorienne, Carlos Viterí Gualinga, figurent la quintessence de la position gouvernementale ; l'entretien avec Pablo Rojas, responsable de la campagne de défense du Tipnis, et l'entretien avec Esperanza Martinez, responsable de l'ONG Acción Ecológica, sont essentiels à la compréhension des positions discursives des écologistes opposés aux gouvernements ; l'entretien avec Katy Betancourt, dirigeante de la CONAIE, et l'entretien avec Cristobal Huanca, dirigeant de la CONAMAQ, permettent de saisir une partie des positions des organisations indigènes. Ces arbitrages parmi les entretiens n'empêchent évidemment pas que d'autres soient cités par ailleurs au cœur du texte¹⁸².

¹⁸² Les responsables avec lesquels nous nous sommes entretenus et/ou les organisations auxquelles ils appartiennent sont présentés au fil de l'écriture de la thèse par des petits encarts ou en notes de bas de page.

Enfin, tous les entretiens souhaités n'ont pu être possibles ; c'est ainsi que des contraintes matérielles m'ont empêché de me rendre dans le Beni ou dans la région de Santa Cruz, foyer de la droite bolivienne. Quant aux dirigeants indigènes, l'éclatement du mouvement suite aux divisions des organisations, en Bolivie comme en Equateur, et l'incertitude quant à la localisation des représentants ont sérieusement limité les possibilités d'entretiens en grand nombre. Par ailleurs, il s'agit de préciser que l'aspect relatif aux communautés indigènes dans cette thèse ne porte pas en soi sur l'indigénisme, mais plutôt sur les usages politiques de l'indigénisme au sein des relations de pouvoir écologique : il est clair qu'une partie non négligeable de ces usages ne sont pas le fait d'indigènes issus de communautés. Une autre catégorie d'acteurs m'eût intéressé à plusieurs titres, celle des entreprises publiques ou privées du secteur pétrolier : seul Mark Thurber, gérant d'une société travaillant dans l'expertise pétrolière, a accepté un entretien. Total, Petroamazonas et YPF ont quant à elles refusé. Il ne paraît pas là y avoir une faille considérable pour la thèse ; en effet, les entretiens avec ces entreprises sont souvent menés avec des responsables de communication dont les éléments de langage ne sauraient apporter une perspective inattendue sur la configuration des relations de pouvoir écologique.

Un tableau, figurant en annexe, récapitule la totalité des entretiens menés dans le cadre de ce travail.

Par ailleurs, pour ce qui est des sources primaires également, un bref séjour à l'université de Princeton, à la fin du mois de juin 2018, nous a permis de consulter des ressources documentaires, textuelles et iconographiques, relatives à l'Equateur et à la Bolivie contemporains. Elles ont surtout été utiles pour confirmer la continuité du positionnement de certains acteurs, des années 1990 à aujourd'hui. Une partie des annexes est issue de ce séjour.

Le rôle des sources secondaires

Les entretiens à eux seuls ne peuvent bien entendu suffire à l'intelligence complète de la situation. Il s'agit donc ici de préciser le rapport que nous entretenons dans notre thèse aux sources secondaires. Deux grandes catégories de sources secondaires peuvent se dessiner : celles relatives à l'interprétation du temps présent d'une part, tant en ce qui concerne des dynamiques globales que des dimensions plus spécifiques à l'Amérique du Sud, celles dont l'objet est temporellement ou spatialement plus circonscrit que les premières.

L'étude que nous menons est relative à un phénomène global, qui emporte avec lui toutes les sciences sociales et menace sérieusement les catégories d'analyse auxquelles l'interprétation du

monde se conforme depuis le XIX^e siècle¹⁸³. Comme l'écrit justement Isabelle Stengers, la capacité à formuler le problème « n'a pas été véritablement cultivée par les communautés scientifiques et les modes de formation à la pratique (...). Mais elle constitue une ressource qui, avec le triomphe des professionnels, disparaîtra, alors qu'elle importe de manière cruciale s'il est question du rassemblement de savoirs, d'exigences, de *préoccupations hétérogènes autour d'une situation qu'aucun ne peut s'approprier* »¹⁸⁴.

De fait, la diversité et la multiplicité des problèmes emportés par ce changement brusque et considérable de ce qui nous entoure, de l'écosystème global, imposent en miroir une diversité des sources secondaires. En réalité, se priver des lectures scientifiques relatives à l'évolution contemporaine des dynamiques climatiques ou biologiques équivaudrait à perdre tout contact *réel* avec l'objet de notre recherche.

La politique de l'écologie, en un certain sens comme toute politique, ne saurait se limiter au champ des seules sciences sociales, et *a fortiori* au seul champ de la science politique. Cela laisse tout de même subsister une question prégnante, que les entretiens seuls ne sauraient résoudre totalement : la contemporanéité de l'objet de recherche empêche ou à tout le moins diminue sérieusement les possibilités de s'assurer fermement de la validité d'un fait historique. Nous n'avons guère à notre disposition ce « recul » que les historiens appellent souvent de leurs vœux. La première manière de soulever cet obstacle est de le repousser par tous les moyens en croisant les sources primaires et secondaires, et en admettant parmi les interprétations les plus justes. Le second point à considérer est qu'à l'aune du bouleversement climatique en cours, nous ne pouvons sans doute pas prendre le loisir du recul.

Mais il y a également des sources secondaires moins générales, portant par exemple sur l'histoire d'une des deux forêts à l'appui de cette étude, sur l'organisation sociale et politique des communautés indigènes qui les peuplent, ou encore des ouvrages quant à l'histoire nationale et ses usages. Ici, ce sont l'histoire, la géographie et l'anthropologie¹⁸⁵ qui sont essentiellement mobilisables et seront utilisées. La caractérisation des rapports différenciés aux temps et aux espaces, en fonction des forces sociales et des positions socio-historiques des acteurs, ne peut se passer des apports décisifs de ces différentes sciences sociales.

Aussi le rapport aux sources secondaires est-il dans cette recherche placé sous un double signe : celui de la confiance d'abord, non dénuée de sens critique, et celui de l'ouverture ensuite, à

¹⁸³ C'est nécessairement par rapport à ce problème et dans notre époque que nous devons situer ce travail, ce qui est l'objet de la dernière partie des considérations de méthode exposées ici.

¹⁸⁴ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes : résister à la barbarie qui vient*, 2013, p. 83. Les « professionnels » sont dans cet ouvrage défini comme ceux qui ont de la science une conception idéologique, construite autour du scientisme et du culte acritique du progrès. Nous soulignons.

¹⁸⁵ Elles le sont aussi précédemment, mais il s'agit en l'occurrence des sources sud-américaines portant spécifiquement sur des éléments relatifs aux terrains de recherche.

toutes les sciences sociales et dures qui permettent d'aider à contribuer à la caractérisation des rapports de pouvoir écologique que nous entreprenons.

Le rapport aux sources secondaires n'est en soi pas différent du rapport aux sources primaires. Dans un cas comme l'autre, il nous faut mener un constant aller-retour des faits qui se dessinent dans la recherche aux hypothèses qui la guident, du concret à l'abstrait pour revenir au concret, selon une dialectique éprouvée. La résolution définitive de ce mouvement de la pensée ne se trouve selon nous ni dans cette recherche, ni dans aucune des disciplines des sciences sociales.

Au contraire, il paraît nécessaire et utile de défendre ce mouvement ininterrompu comme une *dialectique ouverte*, dont la résolution partielle se trouve davantage dans la *praxis* que dans l'analyse distante ou reposant sur une vaine neutralité axiologique. Une telle démarche est importante à préciser : elle annule l'opposition stérile entre induction et déduction. Notre travail de recherche n'est pas dépourvu d'un cadre d'analyse, exposé dans l'état de la recherche, mais ce cadre ne saurait être inerte ou fixe et se nourrit constamment du réel. C'est le sens profond de l'usage des sources primaires et secondaires que nous nous sommes proposé. Aux catégories closes et définies une fois pour toutes, nous préférons une pensée mouvante qui puisse s'accommoder de faits nouveaux sans qu'ils remettent pour autant en cause les outils théoriques de l'analyse.

c. Analyser l'histoire en mouvement

Au mouvement de la pensée répond le mouvement de l'histoire et il est une ambition de la science politique qui peut se dessiner alors que le changement climatique « bouleverse l'ordre des temporalités »¹⁸⁶ : celle d'appréhender l'histoire en mouvement. C'est une piste de redéfinition ou d'aménagement de la discipline qui ne saurait être négligée aujourd'hui. C'est l'horizon de notre méthode de recherche et d'écriture.

Avant de l'explicitier en quelques pages pour clore ces mots relatifs à la méthode et à la démarche épistémologique qui préside à ce travail de recherche, il faut concevoir deux frontières importantes à cet aménagement. D'une part, il ne s'agit pas d'imaginer une forme d'impérialisme de la science politique, laquelle pourrait intégrer l'ensemble des sciences sociales. Toutes les tentatives de cet ordre, qu'elles viennent de la sociologie ou de l'histoire, ont échoué. D'autre part, il s'agit bien de proposer que le temps écologique, comme moment historique et comme *histoire contemporaine*, au sens le plus strict soit un axe sur lequel la science politique puisse se recomposer. Qu'elle éclaire à partir de là les autres sciences sociales sur les dynamiques globales de l'écopouvoir.

¹⁸⁶ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes*, *op. cit.*, p. 94.

C'est en ce sens que la science politique peut se réarticuler à la question écologique. Pour conclure cette partie méthodologique, nous pensons nécessaire de revenir sur ce que nous y avons nommé la *science politique de l'écologie*, comme une ligne de proposition épistémologique destinée à l'ensemble de la discipline, mais également source potentielle d'inspiration ou d'analogie dans d'autres disciplines. Trois dimensions obligent à cette science politique de l'écologie en même temps qu'elles la définissent : la nécessité d'un assouplissement des frontières entre disciplines et la possibilité pour la science politique de construire des ponts ; l'urgence de l'analyse de l'histoire en mouvement, constituée par l'horizon contemporain de l'écologie ; et, enfin, les dynamiques historiques contemporaines comme moments de décision du destin collectif de l'humanité, tant biologique que politique.

La science politique comme lien possible

Gaston Bachelard attribuait à la philosophie un rôle crucial pour permettre une articulation, un contact ne serait-ce qu'infime, entre la science et la poésie¹⁸⁷. La science politique ne saurait avoir une telle ambition, mais par le contact qu'elle entretient avec le réel en train de se mouvoir¹⁸⁸, celui des événements politiques contemporains, elle peut dessiner des possibilités de liaisons entre les sciences sociales elles-mêmes. C'est l'un des objectifs majeurs de cette thèse de doctorat de tenter d'élaborer un cadre pour penser les relations de pouvoir écologique à l'ère contemporaine. Un tel travail ne saurait être uniquement destiné aux politistes. S'il peut, nous l'espérons, apporter une pierre à l'édifice de cette discipline, l'une de ses finalités tient sans doute à la capacité à faire imaginer des dialogues, parfois trop rares et souvent trop lointains, entre sciences sociales.

S'il est en effet une logique qui traverse toutes les dimensions du social, il s'agit du pouvoir. Les relations de force, tantôt équilibrées dans la coopération, tantôt exposées au conflit, sont ce qui lui donne largement sens et dynamique. Cette question du pouvoir est profondément renouvelée par l'ère *spécifique* dans laquelle nous sommes entrés, celle de l'anthropocène. Elle impose de mettre en regard les relations de pouvoir entre êtres humains et le pouvoir de transformation et modification de leur milieu par ces derniers. Elle suppose d'intégrer à l'analyse l'exercice d'une forme de violence exercée contre la nature qui, à défaut que cette dernière soit une

¹⁸⁷ G. BACHELARD, *La psychanalyse du feu*, Paris, Gallimard, 1994, p. 11 (Collection folio Essais) : "Les axes de la poésie et de la science sont d'abord inverses. Tout ce que peut espérer la philosophie, c'est de rendre la poésie et la science complémentaires, de les unir comme deux contraires bien faits. Il faut donc opposer à l'esprit poétique expansif, l'esprit scientifique taciturne pour lequel l'antipathie préalable est une saine précaution".

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.10 : « S'il s'agit d'examiner des hommes, des égaux, des frères, la sympathie est le fond de la méthode ».

instance consciente, se retourne mécaniquement¹⁸⁹ contre l'espèce qui l'exerce. Un tel processus relève de ce que Johan Galtung avait défini comme *violence culturelle*¹⁹⁰. L'implication de cette notion est assez claire : le processus de destruction de la nature a partie liée avec la conception même des rapports que l'humanité doit entretenir avec son milieu.

Dans un tel contexte, cette science sociale ouverte qu'est la science politique peut permettre de trouver des points d'articulation où se croiseraient ces deux dimensions du pouvoir, où l'interaction entre la destruction du milieu humain et les relations sociales de pouvoir s'inclurait dans le cadre d'analyse des relations de pouvoir écologique. En un certain sens, elle ouvrirait une perspective de liens non seulement entre sciences sociales, mais également entre les sciences sociales et les sciences dures, tout en se préservant d'un réductionnisme qui, dans un sens comme dans l'autre, perdrait encore davantage aujourd'hui toute espèce de sens.

L'horizon écologique contemporain

Le rôle de la recherche en sciences sociales se modifie à mesure que se précise la dimension catastrophique du changement climatique et de la sixième extinction des espèces. Le « catastrophisme éclairé »¹⁹¹ doit permettre une rationalisation des phénomènes abrupts vers lesquels l'humanité s'avance. La redéfinition du rapport entre temps, espace et politique est l'un des enjeux théoriques les plus cruciaux de l'époque, et il constitue sans aucun doute le cœur de ce travail de recherche¹⁹². Il est des plus nécessaires de penser *à partir* de ces nœuds de violence, celle de la conflictualité socio-écologique : ils affectent *in fine* tous autant qu'ils sont la vie humaine.

S'il n'est pas encore le lieu de développer *in extenso* une analyse des temporalités historiques et sociales liées au temps écologique, une remarque préliminaire est toutefois possible. Du fait de l'urgence créée par la situation écologique, le rapport de nos sociétés à leur histoire se trouve nécessairement modifié, *au moins en puissance*. Ce qui relève du politique et a pu être parfois considéré comme insignifiant au regard des millénaires qui précédaient les événements d'une décennie ou d'une année, devient décisif. Si l'inertie domine, l'irréversibilité des processus en cours dominera avec elle. En revanche, il est possible de considérer le futur dans sa dimension ouverte et non

¹⁸⁹ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes*, *op. cit.*, pp. 33-37. Ce que la philosophe Isabelle Stengers nomme Gaïa, ensemble des phénomènes de transformation de notre écosystème à considérer selon elle comme un être non conscient, « est dotée non seulement d'une histoire mais aussi d'un régime d'activité propre issu de la manière dont les processus qui la constituent sont couplés les uns aux autres de manières multiples et enchevêtrées, la variation de l'un ayant des répercussions multiples qui affectent les autres », *Ibid.*, p. 35

¹⁹⁰ J. GALTUNG, "Cultural Violence", *Journal of Peace Research*, vol. 27, n° 3, 1990, pp. 291-305.

¹⁹¹ J.-P. DUPUY, *Pour un catastrophisme éclairé : quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2004.

¹⁹² Ce pourquoi l'ancrage dans *des lieux déterminés* et une *ère contemporaine* précise est absolument nécessaire ; c'est l'un des apports majeurs de la science politique que de ne pouvoir se passer d'éléments empiriques.

encore déterminée. Qu'il y ait émergence de nouveaux possibles, qu'ils soient analysés autant que produits, voici un des enjeux de la science politique telle que nous la concevons.

C'est en ayant constamment à l'esprit un futur ancré dans les possibilités offertes par le présent que nous pouvons faire sens de cette discipline. Comme l'écrivent Bertrand Guillaume et Victor Petit, « l'oubli du futur, dans notre contexte de crise écologique globale, c'est l'oubli que le temps nous est compté, et que plus nous attendons pour agir, aujourd'hui, dans le sens de la durabilité, plus le futur se rétrécit »¹⁹³.

Du temps présent des futurs possibles

La compréhension des dynamiques historiques contemporaines qui forment les relations de pouvoir écologique relève sans aucun doute d'une action possible à cet égard. L'intelligence de ce qui peut éventuellement conforter les dynamiques socio-économiques de la modernité, en dépit de l'évidence du *caractère suicidaire* de leur perpétuation, est probablement une clé pour l'action. L'affirmation théorique d'une importance du politique est également de nature à effacer un sentiment, bien souvent trop prégnant, d'impuissance totale pour ceux qui, accablés par les rapports de la science, tiennent la catastrophe sociale pour certaine.

L'inclusion du terme *dialectique* dans cette partie relative à notre méthode n'est pas hasardeuse. La position d'un travail de recherche est, de notre point de vue, nécessairement critique. Le travail se transforme en même temps qu'il donne à voir son objet de recherche sous une lumière singulière qui ne relève pas de la pure reconduction descriptive du réel. En ce sens, la science sociale est également un projet, et nous tentons de le concevoir ici à la manière d'Herbert Marcuse : « J'ai répété souvent le terme « projet » parce que, pour moi, c'est le terme qui convient mieux au caractère spécifique de la pratique historique. Il désigne un choix déterminé, l'appréhension d'une manière parmi d'autres de comprendre, d'organiser et de transformer la réalité »¹⁹⁴.

Il s'agit donc d'articuler trois dimensions : l'analyse des dynamiques historiques et sociales sur les situations contemporaines ayant trait à l'écologie ; les marges d'autonomie politique et les tentatives politiques et sociales pour réorienter lesdites dynamiques ; et, enfin, suggestion possible et finale, imaginer les perspectives à venir, les futurs possibles qui, à ce stade singulier de l'histoire

¹⁹³ B. GUILLAUME, V. PETIT, « Fermeture des futurs. Ouverture de la démocratie », in Y.C. ZARKA et J. DERNY, *La démocratie face aux enjeux environnementaux : la transition écologique*, 2017, p. 208.

¹⁹⁴ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée.*, Paris, Editions de Minuit, 1968, p. 243.

de l'humanité, se présentent à nous¹⁹⁵. Quant à décider lesquels sont préférables, il est fort à penser que la dimension tragique de la possibilité pour l'humanité de disparaître tranche d'elle-même.

¹⁹⁵ A. HORNBERG, J.R. MCNEILL et J. MARTÍNEZ ALIER (éds.), *Rethinking environmental history: world-system history and global environmental change*, Lanham, AltaMira Press, 2007 (Globalization and the environment series). Immanuel Wallerstein (p. 379-380) considère de ce point de vue qu'il est pleinement dans le rôle du chercheur en sciences sociales d'exposer à la société les différentes pistes qu'il imagine possibles pour elle. Cette idée ne suppose ni une normativité excessive ni une conception dogmatique et positiviste de la vérité. En réalité, la normativité se trouve dans la nature même de tout cadre de recherche, et toute recherche en sciences sociales en construit. Quant à la vérité, imaginer ces futurs possibles ne revient ni à les asséner avec certitude ni à en considérer la liste exhaustive ou définitive : prospective n'est pas prédiction.

Première partie : La projection d'une alternative internationale plurielle, moment d'autonomie

« Le monde en effet a des idées, beaucoup d'idées qui l'agitent, l'animent, se débattent à la surface même de ce qui existe ou s'apprête à exister, fouille, tente une sortie. Et c'est parce que le monde a beaucoup d'idées qu'il bruisse en permanence de possibilités d'émancipation. Il s'agit d'honorer ces idées qui s'élancent depuis les événements et les vies – et depuis les choses, les bêtes, les fleuves ou les forêts ».

Marielle MACE, *Nos cabanes*

La projection en hypothèses

L' introduction à cette première partie permet d'aborder une question jusqu'ici implicite, celle des bords chronologiques de la présente étude. Des délimitations strictes, absolument étanches, supposant que l'objet étudié puisse être segmenté temporellement au goût et selon les besoins du chercheur, ne sont pas franchement possibles. Cependant, l'analyse des rapports de pouvoir écologique repose essentiellement ici sur un moment historique particulier, celui de l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie et de Rafael Correa en Equateur, respectivement en 2005 et en 2006. Ces événements politiques ont en effet donné un statut *nouveau* à la question écologique dans ces deux pays et participé à une reconfiguration des relations de pouvoir que nous étudions ici.

Toutefois, la science politique ne saurait s'intéresser exclusivement, comme par un privilège vite accordé à l'un de ses objets de prédilection, au changement institutionnel, ce moment où une majorité politique nouvelle parvient à gagner les élections. La *Revolución Ciudadana* en Equateur et le *Proceso de Cambio*¹⁹⁶ en Bolivie indiquent une rupture rendue visible dans tous les programmes et appareils d'Etat comme c'est l'objet de ce chapitre d'en discuter les effets. Mais de telles ruptures politiques n'ont pas émergé *ex nihilo* des élections ou d'une campagne de plusieurs semaines ou de quelques mois. Ce sont plusieurs années de formation d'un mouvement social hétérogène qui a donné lieu à ces bouleversements politiques ; dans la recherche historique d'un commencement à de tels processus, il n'est pas des plus aisés de trouver un point d'appui solide¹⁹⁷. Les années 1990 constituent toutefois un moment charnière où se composent des alliances entre associations environnementales et organisations paysannes et indigènes, moment de formation essentielle pour l'organisation collective des mouvements sociaux.

Les protagonistes que nous avons rencontrés sont parmi celles et ceux qui ont participé à la vie politique et sociale de ces deux pays pendant les années 2000 et continuent dans la présente décennie à agir dans les sphères politique et sociale, mais leurs histoires individuelles n'ont pas commencé avec les victoires électorales d'Evo Morales ou de Rafael Correa.

Dans cette partie comme dans les suivantes, même si l'essentiel des événements politiques ou sociaux abordés font référence à une large décennie, de 2005-2006 à 2014-2015, ces bornes ne

¹⁹⁶ Les traductions respectives de ces notions sont Révolution Citoyenne et Processus de Changement. A la suite, nous utilisons indistinctement les expressions en espagnol ou en français.

¹⁹⁷ F. HYLTON et S. THOMSON, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, *op. cit.* Cet ouvrage a l'avantage de proposer une synthèse de la rupture bolivienne, de présenter la conjoncture révolutionnaire du début des années 2000, sans pour autant s'abstraire des tendances historiques propres à ce pays depuis la colonisation.

sauraient être qu'indicatives. En effet, le retour absolument nécessaire sur les moments de constitution des organisations politiques, associatives, indigénistes ou syndicales et la mise en évidence des points de tension internes aux nouveaux blocs hégémoniques obligent nécessairement au détour historique. Cette thèse s'inscrit dans la politique contemporaine et son étude. Cela ne suppose aucunement présentisme ou absence d'historicité ; tout d'abord parce que les phénomènes étudiés, comme tout phénomène socio-politique, sont profondément historiques ; ensuite car il n'est pas envisageable de laisser au présent en tant que tel une place trop prépondérante, qui risquerait de voir les pages qui suivent trop souvent entremêlées avec les débats qui sont toujours contemporains à ces deux pays, l'histoire ne s'arrêtant pas le temps de la rédaction.

Conformément à l'objectif que nous avons dessiné pour la science politique, celle de contribuer à une *histoire du temps présent*, ce chapitre tente d'analyser ce qui, dans les processus bolivien et équatorien, relève d'un moment historique d'unification de secteurs sociaux partiellement antagoniques en vue de maintenir intacte la légitimité des nouveaux gouvernements. La légitimité de ces nouveaux gouvernements qui reposaient sur des secteurs sociaux auparavant marginalisés de la vie politique – secteurs populaires et secteurs indigènes – tenait largement à la cohésion idéologique et politique du nouveau bloc hégémonique qu'ils avaient constitué et sur lequel ils reposaient.

L'usage de la notion de bloc hégémonique, central pour l'analyse des processus bolivien et équatorien, repose sur la distinction gramscienne entre le moment de l'hégémonie culturelle et celui de l'hégémonie politique. Ici, nous observons le processus qui, constituant un bloc culturel incarnant une alternative à l'ordre antérieur, débouche sur une hégémonie politique nouvelle, *articulée* à l'hégémonie culturelle acquise auparavant. Dans les *Cahiers de prison*, Gramsci écrit ces mots qui peuvent éclairer ce double usage que nous entendons pratiquer de cette notion : « Un groupe social peut, et même doit, être dirigeant avant de conquérir le pouvoir de gouvernement (c'est là une des principales conditions pour la conquête même du pouvoir) ; ensuite, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fortement en main, il devient dominant mais il doit continuer à être en même temps « dirigeant » ». ¹⁹⁸

Il faut donc impérativement revenir sur les origines des blocs hégémoniques, dans la mesure où leur déploiement politique et institutionnel s'inscrit dans une longue histoire sociale et politique. Il n'est pas possible de concevoir les nouvelles orientations de la politique internationale de ces deux pays andins, pas plus qu'il n'est imaginable de concevoir les rapports de pouvoir écologique

¹⁹⁸ Gramsci Antonio, Cité in P. SOTIRIS, « Le dialogue continu de Poulantzas avec Gramsci », *Période*, janvier 2017.

qui y traversent les communs environnementaux, sans revenir sur les moments d'articulation de ces nouveaux blocs hégémoniques.

C'est l'hypothèse générale qui guide le premier chapitre de cette première partie : **la structuration de nouvelles forces de projection à l'international depuis la Bolivie et l'Equateur est dépendante de la structuration des nouvelles forces composant les nouveaux blocs hégémoniques**, articulées autour de la notion de *Buen Vivir* et de *Vivir Bien*. Les dynamiques qui les structurent sont au moins triples : idéologiques premièrement, elles croisent des courants de pensée et des modes d'action auparavant étrangers entre eux ; discursives ensuite, elles contribuent à la formation d'un nouveau récit politique où la place de l'écologie est considérable ; territoriales, enfin, ces dynamiques interrogent la notion d'Etat, de territoire et forment comme une mise en abyme à notre sujet de thèse, fondé sur le caractère *global* d'espaces donnés.

L'histoire de cette constitution est nécessairement une histoire qui insiste davantage sur les points de convergence entre différents secteurs, entre les deux pays également. Mais il n'est pas de bloc rassemblant des secteurs sociaux différents, pas d'entité politique nouvelle et de majorité institutionnelle en rupture, qui ne soit traversée de tensions, d'éventuelles contradictions et où ne soient identifiables des frictions. Aussi la dynamique politique d'un tel processus est-elle toujours travaillée par deux forces contraires : l'une centrifuge, les points de tension pouvant apparaître insurmontables et les positions différenciées inconciliables, l'autre centripète, comme une défense de la nécessité de l'union pour la conservation du pouvoir.

La seconde hypothèse qui traverse cette partie renvoie à cette nécessaire union du bloc hégémonique du point de vue de nombreuses forces qui le conforment à partir des élections de 2005 et 2006. Dès lors, la mise en avant, selon des modes différents mais avec une importance égale dans les cas équatorien et bolivien, de la question écologique comme *objet de dispute internationale* est selon nous une modalité d'unification du bloc hégémonique. En d'autres termes, la seconde hypothèse de cette partie est la suivante : **la constitution d'une force internationale contre-hégémonique sur le plan des négociations environnementales est avant tout un mode d'union du nouveau bloc hégémonique**. Dès lors l'occasion viendra de s'interroger sur les différenciations entre blocs hégémoniques bolivien et équatorien, ainsi que les disparités différenciées que ces blocs présentent. De cette étude différenciée du bloc hégémonique se laissent penser nécessairement des *modes différenciés de projection contre-hégémonique* entre l'Equateur et la Bolivie. Là où les modes d'union et de constitution d'un nouveau discours étaient proches, la projection internationale et les recompositions diplomatiques sont plus lointaines. Eloignées tactiquement, elles n'en ont pas moins le même objectif stratégique : unir le bloc hégémonique en contestant le

cadre préétabli des négociations environnementales internationales, *avec pour points d'appui les espaces concrets appartenant à leurs territoires mêmes.*

Dans les cas bolivien et équatorien, les tentatives de constitution d'une autonomie politique à l'échelle internationale caractérisent ce processus de projection. La seule politique internationale ne suffit cependant pas à envisager le caractère global des rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux. En effet, le temps de la négociation internationale n'est pas clos sur lui-même ni indépendant du temps sociopolitique du développement des économies nationales, des dynamiques transnationales d'investissement, ou encore des mouvements sociaux surgissant à nouveau en Equateur comme en Bolivie. Plus important encore, la politique internationale et les tentatives diplomatiques de ces deux gouvernements ne peuvent s'abstraire des rapports de force internationaux. Aussi les tentatives de projection finissent-elles par avorter, à tout le moins partiellement. A mesure des perspectives possibles d'échec en termes de transformation du cadre international, les tensions s'aiguisent entre perceptions et positions politiques antagonistes au sein du nouveau bloc hégémonique. Le mur sur lequel s'arrêtent et se fissurent ces tentatives politiques provoque une entrée en crise de cette projection.

C'est ce constat qui mène à la dernière hypothèse de cette première partie : **la projection internationale contre-hégémonique cesse d'être un mode d'union dès lors que ses propositions diplomatiques se trouvent annulées.** L'absence d'effets et l'impossibilité de renverser les rapports de pouvoir internationaux dans les seules arènes diplomatiques constituent les écueils principaux d'une telle stratégie fondée sur la volonté de rendre toujours plus cohérentes entre elles les composantes du bloc hégémonique. Le volontarisme de la cohérence peut, par un effet de retour imprévu, renforcer les frictions qu'il prétend effacer. L'analyse des positions institutionnelles des différentes personnes dont les entretiens nourrissent les pages qui suivent peut être de nature à comprendre ces écarts entre la volonté et le réel. L'idée générale de cette première partie, sans doute la plus historique de celles qui structurent ce travail, est de trouver dans les dynamiques qui structurent les rapports nouveaux qu'ont entretenus l'Equateur et la Bolivie à la question écologique les raisons du déploiement des tensions qui ont affecté les deux processus politiques. A cet égard, la question écologique, dans son épaisseur singulière dans les pays amazonico-andins, est décisive.

Il nous faut retracer les chemins parcourus dans l'arrivée progressive d'une forme croisée d'indigénisme, de socialisme et d'écologie politique au sein des appareils d'Etat bolivien et équatorien. Une telle démarche est nécessaire à l'intelligence précise des rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux dans l'un comme l'autre pays. Il faut, en

connaissance de ce qui se déroule, remonter le fil de l'histoire qui éclairera à bon escient le présent. Quant à l'histoire des modes de projection internationale, elle apporte un éclairage certain sur les rapports de pouvoir écologique contemporains.

Chapitre 1. La projection internationale conçue à partir de la constitution de blocs hégémoniques nouveaux

« Comme des miroirs disposés en cercle transforment une mince flamme en féerie, les actes du pouvoir, réfléchis dans la constellation des consciences, se transfigurent, et les reflets de ces reflets créent une apparence qui est le lieu propre et en somme la vérité de l'action historique ».

Maurice MERLEAU-PONTY, *Note sur Machiavel*

Le concept central de la première partie est celui de projection internationale, entendue comme constitution et déploiement d'une diplomatie résolument politique : la projection internationale correspond à une volonté de former une puissance – idéologique, narrative – *via* des efforts diplomatiques déterminés. Ce premier chapitre ne s'intéresse pas tant aux éléments constitutifs de la projection internationale des gouvernements Morales et Correa une fois qu'ils ont pris le pouvoir, mais bien plutôt aux blocs hégémoniques qui ont permis leur victoire. Ceux-ci se sont formés à partir d'une base idéologiquement hétérogène, au croisement de trois mouvements dont les relations ont varié au cours de leur histoire entre tensions et indifférence : socialisme – souvent urbain dans sa composition sociologique – écologie politique – urbain et d'implantation plus récente – et, enfin, indigénisme – notion large qui dans les cas équatorien et bolivien rassemble les indigènes des terres hautes et ceux des terres basses¹⁹⁹. L'histoire de cette convergence idéologique formée essentiellement autour des notions de *Sumak Kawsay* et *Suma Qamaña* repose sur la décomposition idéologique profonde des blocs hégémoniques précédents : les crises de régime que traversent dans les années 1990 les deux pays favorisent la constitution de forces d'alternative, sociales puis politiques. L'articulation conceptuelle entre différents éléments, souvent en tension, de ces courants de pensée et d'action politiques, ne va pas sans équivoque : *l'ambiguïté théorique peut être considérée à ce stade comme la condition de possibilité d'une union idéologique partielle dont le cœur se situe précisément dans la question écologique.*

Sur le plan discursif se produit un phénomène fort intéressant : la tentative de création d'un peuple, au sens du populisme défendu par Ernesto Laclau²⁰⁰. Que s'équivalent les demandes sociales de secteurs sociaux différenciés à travers un signifiant vide, et que ce signifiant soit de nature à lier entre eux ces secteurs sociaux : ces deux conditions sont sans doute largement remplies par la notion de Pachamama. *La figure de ce que nous nommons ici l'anti-impérialisme écologique est nécessaire à la constitution du peuple comme sujet politique, à partir de ces blocs hégémoniques.* Elle devient centrale dès le début des processus politiques bolivien et équatorien. En soi, il s'agit ici d'étudier la puissance discursive d'un tel discours pour unir un peuple – non entendu comme l'ensemble des communautés politiques légales concernées mais comme ce *peuple populiste* qui a permis l'accession des deux dirigeants au pouvoir²⁰¹.

¹⁹⁹ Les « terres hautes » renvoient aux Andes, les « terres basses » à l'Amazonie.

²⁰⁰ E. LACLAU, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

²⁰¹ I. ERREJÓN et M. CANELAS, "¿La Patria de los indios o los indios por la Patria?", 2010.

Enfin, le rapport au territoire est absolument décisif dans les cas bolivien et équatorien. Ces Etats, construits sur un modèle national à l'européenne, entrent en crise. Leur histoire moderne est celle de la dissociation des constructions étatiques d'avec modèle, comme dans bien des pays du monde²⁰². Dès lors, il est intéressant de se pencher sur ce qui relève immédiatement du transnational dans notre sujet. En réalité, la place majeure de la coopération internationale dans les années 1990 dans les deux pays est une dimension fondamentale du rapport des nouveaux blocs hégémoniques au monde de la coopération internationale. A cet égard, la place des sociétés civiles équatorienne et bolivienne dans la construction des nouveaux blocs hégémoniques est décisive, *dans les liens qu'ils ont entretenus avec les instances de l'aide au développement*. Ces liens étaient largement présents dans la périphérie du territoire, loin des capitales. La force des dynamiques territoriales a dans un premier temps servi la prise de pouvoir des nouveaux blocs hégémoniques. La périphérie parvenait à s'emparer des centres. *En s'en emparant, elle revendiquait pour ce centre nouvellement occupé une souveraineté qui n'avait jamais existé auparavant*. En d'autres termes, l'un des points cruciaux des blocs équatorien et bolivien tient à cela qu'il s'agissait pour une large partie des secteurs marginalisés précédemment de construire l'Etat-nation(s) *à partir des territoires périphériques*²⁰³.

Ce chapitre se doit donc de commencer par l'étude de ce qu'il y a, dans ces nouveaux blocs hégémoniques, de nouveau. Que ce nouveau soit dès le début placé sous le signe de possibles tensions ou divisions ne doit pas pour autant écarter le fait politique fondamental au commencement des processus politiques bolivien et équatorien : la constitution d'une nouvelle majorité politique fondée sur un arc social très large. L'étude des conditions de développement de cet arc hégémonique, l'analyse du discours qui l'a produit et qui en émanait, et enfin la constitution dès les origines *et dans toutes les composantes des blocs hégémoniques* d'un rapport nouveau au territoire – et, partant, aux espaces qui nous occupent premièrement, les communs environnementaux – sont autant d'éléments décisifs à cet égard.

²⁰² B. BADIE, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, op. cit.

²⁰³ La variété des positions doit également entrer en jeu mais il suffit à ce stade de souligner le caractère proprement *neuf* des deux processus politiques, qui revient à cet apparent paradoxe politique : centraliser depuis la périphérie. Construire *à partir* ne doit pas être lu au sens littéral, il s'agit non d'une périphérie strictement géographique, mais surtout de modes de pensée, de valorisation des pratiques communautaires ou encore d'imaginaires politiques qui jusque-là étaient refoulés en périphérie. Des développements sur cette *périphérie*, inextricablement nationale et globale, se trouvent en troisième partie de ce travail.

I- Des chemins croisés au carrefour de l'hégémonie : socialisme, indigénisme et écologie

Tout d'abord, c'est une dimension idéologique singulière qu'il s'agit de souligner pour la Bolivie et l'Équateur. En effet, dans ces deux pays se croisent des traditions qui, parfois opposées ou uniquement distantes, se rejoignent pour former de nouvelles forces hégémoniques. Les champs politiques décomposés, la critique porte non seulement sur le caractère inique des systèmes politiques, mais également sur les conditions de l'accumulation. C'est en ce point que se joignent écologie, indigénisme et socialisme, trois traditions intellectuelles critiques de l'accumulation de pouvoir et de richesse en régime capitaliste. A cette dimension négative d'unité – la critique – s'adjoint enfin la positivité d'un modèle alternatif de développement, dont les fondations sont légitimées par les traditions indigènes des deux pays : il s'agit du *Sumak Kawsay* et du *Suma Qamaña* posés comme nouveaux horizons de développement.

- a. La décomposition des champs politiques bolivien et équatorien, matrice négative du changement politique

Le passé de l'Orient en Bolivie et en Équateur : entre militarisation et pacification

Afin de saisir dans toute son amplitude l'origine des dislocations progressives, des années 1990 au milieu des années 2000, des systèmes politiques bolivien et équatorien, il est nécessaire de revenir aux années 1960 et 1970. Dans ces deux pays, et singulièrement dans les zones amazoniennes qui sont dans cette étude d'un intérêt premier, elles ont été celles d'un double processus : celui de la militarisation et celui de la pacification. En effet, les niveaux de violence passés sont d'une importance décisive pour comprendre dans quelles conditions se sont développés les mouvements sociaux par la suite. Les répertoires d'action des mouvements sociaux varient en effet singulièrement en fonction du rapport même que le régime contesté entretient à la violence et de la place générale que le conflit occupe dans la société²⁰⁴.

En l'espèce, l'armée a occupé une place importante dans l'agencement des forces gouvernantes dans ces pays, au point que dans chacun d'entre eux, elle a directement occupé le pouvoir durant les années 1970. De 1972 à 1976, l'Équateur traverse ainsi une période de dictature militaire, quand la Bolivie connaît un régime semblable de 1964 à 1980, sous la direction de Hugo Banzer de 1971 à 1978. Que ces périodes puissent sembler relativement courtes et que leur ont

²⁰⁴ C. TILLY et S.G. TARROW, « Politique(s) du conflit », 2013 ; T.R. GURR, *Why men rebel*, London New York, Routledge, Taylor & Francis Group, 2016.

succédé des périodes de transition démocratique ne doit cependant pas occulter deux tendances cruciales de l'histoire contemporaine en Bolivie et en Equateur : l'armée pouvait toujours être utilisée comme force de répression dans les terres basses de l'Orient²⁰⁵. Ce pouvoir considérable de l'armée a un impact sur les espaces qui, tant avec le trafic de la coca dans le Chapare bolivien qu'avec les soulèvements dans l'Orient²⁰⁶ équatorien, se trouvent *militarisés*²⁰⁷.

Si nous évoquons une militarisation toujours possible en même temps qu'une pacification avancée, c'est que les institutions évangélistes et missionnaires ont joué un rôle explicite en ce sens, à travers la création de missions en Bolivie comme en Equateur, dont l'objectif explicite était de « civiliser » les indigènes²⁰⁸. De fait, les deux phénomènes nous semblent étroitement liés, le premier en ce qu'il relève de la violence directe, le second de la violence culturelle pour reprendre la notion de Johan Galtung²⁰⁹.

Ce double processus de militarisation potentielle et de répression des mouvements indigènes d'une part, de l'intégration pacificatrice et religieuse d'autre part, nous paraît particulièrement important au moment de définir les points d'origines de la reconstruction identitaire des indigènes des terres basses, représentés par la CIDOB fondée en 1982 en Bolivie et par la CONAIE fondée quant à elle en 1986 en Equateur. Les années 1980, héritières d'un passé récemment militaire, sont aussi celles de la création de ces organisations décisives dans les rapports de pouvoir liés aux forêts bolivienne et équatorienne.

Le rejet du néolibéralisme, matrice de la critique de l'extractivisme

Aux régimes autoritaires et aux tentatives de contrôler le territoire amazonien répondent également deux nécessités, du point de vue des transnationales du secteur pétrolier ou du secteur agro-industriel : l'exploitation du pétrole et l'extension des terres agricoles. La période des années 1990 est celle de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel, qui s'inscrivent dans une pensée économique qui tient le rôle de l'Etat pour mineur. En termes d'exploitation pétrolière, gazière, minière, ce sont donc les concessions privées qui dominent, sans que l'Etat se voie attribuer

²⁰⁵ L'usage de la force est une possibilité pas toujours utilisée et le régime de Banzer en Bolivie s'est également appuyé en bonne entente sur les producteurs de coca.

²⁰⁶ L'Orient renvoie à la région amazonienne, à l'Est du pays.

²⁰⁷ D. ÁLVAREZ VELOSO *et al.*, *El papel de las fuerzas armadas en América latina*, Buenos Aires, Clacso, 2012, p. 106. Les zones de conflit peuvent évidemment se situer en dehors des communs environnementaux, mais ceux-ci sont des espaces particulièrement conflictuels, ce qui nous amène à les caractériser comme *espaces militarisés*.

²⁰⁸ Voir par exemple : M. FINER *et al.*, "Ecuador's Yasuní Biosphere Reserve: a brief modern history and conservation challenge", *Environmental Research Letters*, n° 4, 2009, pp. 1-15.

²⁰⁹ J. GALTUNG, « Cultural Violence », *art. cit.* Il semble tout à fait impossible d'envisager la place importante de la question identitaire dans les processus bolivien et équatorien sans considérer ces tentatives d'intégration à marche forcée.

des parts importantes des bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles. Cette période est celle d'un *retrait de l'Etat*, correspondant au phénomène décrit par Susan Strange. L'Etat se démet lui-même d'une prérogative qui eût pu être la sienne²¹⁰.

Ces années voient dans l'ensemble l'Amérique latine entrer dans une crise économique sévère. Les dettes publiques augmentent, et la pauvreté devient massive²¹¹. La Bolivie et l'Equateur sont également touchés. Ces années sont celles de la constitution de mouvements sociaux contre les gouvernements qui appliquent ces recommandations issues du Consensus de Washington. En Equateur, une campagne, *Amazonia por la vida*, unit environnementalistes et indigénistes au long des années 1990. La question identitaire et culturelle y est centrale, spécificité qui donne à cette question un écho particulier dans le mouvement social. Pour Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, cette dimension spécifique aux indigènes des terres basses est l'une des clés de compréhension de la puissance pendant cette décennie du mouvement indigéniste équatorien²¹². Du côté bolivien, la lutte des paysans cultivateurs de coca traverse les années 1990 avec des conflits dans le Chapare et à Cochabamba même. Ce conflit oppose essentiellement la Federación del Trópico au gouvernement de Hugo Banzer, revenu au pouvoir par la voie électorale. Un leader syndical y prend une importance particulière : Evo Morales Aymara.

Des liens se sont tissés alors dans l'opposition au gouvernement. C'est le cas de Magdalena Medrano, qui dirige aujourd'hui une ONG environnementale, la PAAC, et a rencontré Evo Morales pendant ces années. L'entretien réalisé avec elle est à cet égard éclairant. L'émotion qui était la sienne en évoquant ces années renvoyait nettement au moment de l'union de toutes les forces qui, au moment où nous l'avons rencontrée, s'était délitée²¹³.

Cette période des années 1990 est la matrice négative des gouvernements à venir, matrice fondée sur une réunion de forces contre les politiques néolibérales des gouvernements équatorien et bolivien : la privatisation des ressources naturelles est en ce cas combattue tant par les organisations qui en souhaitent la nationalisation que par celles qui souhaitent un moratoire sur l'exploitation des ressources naturelles. Le moment critique que constituent les années 1990 est, dans le récit désormais hégémonique dans les sociétés bolivienne et équatorienne, tenu comme la

²¹⁰ S. STRANGE, *Le retrait de l'Etat : la dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale*, Paris, Temps présent, 2011. L'analogie avec la pensée de Susan Strange nous semble ici pertinente : c'est en effet le retrait de l'Etat comme phénomène global qui produit un phénomène non seulement à l'échelle de la gestion internationale de l'économie mais également dans les communautés nationales elles-mêmes.

²¹¹ P. ANDERSON *et al.* (éds.), *La trama del neoliberalismo: mercado, crisis y exclusión social*, Buenos Aires, Eudeba, 2001.

²¹² Entretien avec Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, Quito, 12 janvier 2015.

²¹³ Entretien avec Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, *Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino* (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016.

période sombre et noire dont ces pays sont parvenus à sortir. C'est tout le sens de l'expression utilisée par Rafael Correa, Président et économiste, lorsqu'il écrit à propos de ces années qu'elles ont été une « *longue nuit néolibérale* »²¹⁴. Le moment politique de transformation qui suit, conformément à cette mise en récit, est donc *narré à partir des contrastes avec cette longue nuit*. Les années 1980-1990 sont donc fondatrices objectivement de convergences organisationnelles. Sur le plan narratif, elles fondent également la légitimité de la *Revolución Ciudadana* et du *Proceso de Cambio*.

La crise de régime des années 2000 : crise socio-écologique, crise politique

La Bolivie comme l'Équateur sont donc confrontés à l'orée du XXI^e siècle à une crise de régime totale : elle en a les aspects sociaux, écologiques et politiques. En termes sociaux, les guerres de l'eau et du gaz, respectivement en 2000 à Cochabamba et 2003 à El Alto sont les événements majeurs en Bolivie. La gestion des ressources naturelles est l'enjeu majeur de ces conflits. La crise socio-économique, côté équatorien, porte les milieux urbains à contester les gouvernements successifs. Les mouvements sociaux de contestation des gouvernements en place sont composés, dans les deux cas, de franges urbaines de gauche, d'associations écologistes et d'organisations indigénistes.

La question des ressources naturelles est au cœur de la crise de régime : c'est l'un des axes centraux des candidats du MAS-IPSP et de PAIS²¹⁵ que d'obtenir leur réappropriation collective – sous forme de reversement de bénéfices ou de nationalisation. Au cœur de notre objet de recherche, la question des ressources naturelles se trouve être un point d'union décisif en vue de leur accession au pouvoir.

²¹⁴ R. CORREA et E. MORIN, *Équateur, de la République bananière à la non République : pourquoi la Révolution Citoyenne*, Paris, Les Ed. Utopia, 2013, pp. 45-59 (Collection Amérique latine). Rafael Correa évoque ici une hypothèse pour expliquer la déstabilisation des régimes politiques du fait des politiques néolibérales appliquées dans le cadre du consensus de Washington : « les bureaucraties du FMI, de la Banque Mondiale et de la BID ont agi à titre de publicitaires et de promotrices du paradigme néolibéral, en plus de jouer le rôle de représentantes des créanciers et d'agents de la politique étrangère de certains pays. Leurs prescriptions, indépendamment des programmes de gouvernement présentés lors des campagnes électorales, ou des choix exprimés dans les urnes par nos peuples, étaient soit acceptées soit imposées sans mot dire par les gouvernements successifs. Par conséquent, le néolibéralisme, en plus d'avoir provoqué un désastre économique et social, entacha aussi sérieusement la légitimité du système démocratique », p. 58-59

²¹⁵ Le MAS-IPSP veut dire littéralement « mouvement vers le socialisme – instrument politique pour la souveraineté des peuples », pour ce qui est de PAIS il s'agit de « patrie altière et souveraine ».

Le MAS-IPSP (*Movimiento al socialismo – Instrumento para la soberanía de los pueblos*) est la force politique constituée autour d'Evo Morales dans les années 1990 afin de constituer une force politique d'opposition et d'alternative. D'abord IPSP, instrument pour la souveraineté des peuples, le parti s'adjoint au mouvement vers le socialisme, le MAS, déjà doté d'une personnalité juridique, ce qui permet au MAS-IPSP de se présenter aux élections de 1997. Le MAS-IPSP est une structure partidaire assez souple, faiblement structurée, qu'Evo Morales définit comme « instrument politique des mouvements sociaux ». Depuis 2005, le MAS-IPSP dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Alianza PAIS (*Patria altiva i soberana*) est l'alliance électorale d'une trentaine d'associations et de partis politiques fondée en 2006 pour l'élection présidentielle équatorienne. Elle appuie la candidature de Rafael Correa et porte le nom du mouvement politique que ce dernier dirige, et qui en est la principale composante. Très faiblement structuré, le mouvement est avant toute chose une plateforme électorale organisée en vue de la reconduction de la présidence Correa.

Alors que la Bolivie voit se succéder quatre Présidents de 2001 à 2005, dont le second, Gonzalo Sánchez de Lozada, s'enfuit du pays en avion du fait du mouvement social. L'Equateur connaît quant à lui trois présidents dans le même intervalle temporel. L'instabilité politique répond à la forte conflictualité socio-écologique et aux tensions considérables autour de l'appropriation ou l'exploitation des ressources naturelles.

Dès lors, le MAS comme PAIS tentent d'apparaître comme des issues politiques à l'instabilité institutionnelle chronique de la Bolivie et de l'Equateur au début du siècle. Les rôles respectifs d'Evo Morales et de Rafael Correa n'ont pas été des plus centraux dans les mouvements sociaux qui ont occupé la rue avant leur accession au pouvoir, en ce sens qu'ils n'y tenaient pas un rôle dirigeant²¹⁶. Ils se sont d'emblée présentés, et leurs forces politiques respectives, comme l'alternative au néolibéralisme et la possibilité *politique* de dépasser la crise. Cependant, cette possibilité de dépassement de la crise institutionnelle ne pouvait prendre une forme concrète qu'à condition d'articuler les différentes composantes, y compris intellectuelles, des mouvements sociaux qui contestaient sa légitimité aux gouvernements qui se succédaient si rapidement.

²¹⁶ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, *Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino* (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016; Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

b. La critique de l'accumulation ou le nœud de convergences

L'extractivisme comme pont possible entre écologie et indigénisme

L'une des formes conceptuelles de la critique issue de l'écologie politique se trouve dans la notion forgée par Eduardo Gudynas, universitaire uruguayen : l'extractivisme²¹⁷. L'extractivisme est triple, à la fois dépendance économique objective, groupe de pression et idéologie déterminés et, enfin, imaginaire de l'accumulation. Dépendance économique, l'extractivisme repose en effet largement sur les effets de rente induits par la possible exploitation de ressources naturelles, matière première transformée ensuite en dehors des frontières nationales, que ces ressources soient pétrolières, gazières ou minières²¹⁸. Groupe de pression et idéologie, la notion renvoie également à la forte influence des entreprises étatiques et transnationales liées aux différents secteurs de l'extraction sur les décisions publiques en la matière. Enfin, l'imaginaire selon lequel la rente issue de l'extraction serait inépuisable constitue la troisième dimension essentielle de l'extractivisme, qui emporte les précédentes. Le gaz, le pétrole ou les métaux deviennent la figure concrète de l'Eldorado qui a mythiquement hanté le continent²¹⁹.

Il est important de souligner que cette notion, essentiellement forgée par les militants et intellectuels issus de l'écologie politique, date des années 1990 ; dès lors, si, comme nous le verrons par la suite, elle est employée de façon contemporaine comme outil critique à usage interne au sein des nouveaux blocs hégémoniques, elle signifiait à ce stade autre chose. En effet, la critique de l'extractivisme dans sa triple dimension suppose à la fois une volonté de penser un autre modèle de développement – afin de sortir de la dépendance à la rente –, de lutter contre les secteurs de la société historiquement puissants et parmi les mieux dotés en capital – afin de pouvoir mettre en place ces politiques –, et d'œuvrer à la construction d'un imaginaire alternatif, délié de l'extraction de ressources naturelles. Un élément supplémentaire de la critique tient à ce que les populations indigènes sont arrachées à leurs modes de vie du fait de la systématisation de cette pratique économique, également et nécessairement politique.

A ce stade, le point qu'il est important de souligner est la naissance du courant critique de l'extractivisme dans l'université comme dans la sphère politique sud-américaines. Cette composante

²¹⁷ E. GUDYNAS, *Ecología, mercado y desarrollo. Políticas ambientales, libre mercado y alternativas*, Montevideo, Vintén Editores, 1996.

²¹⁸ Nous revenons plus loin sur la dépendance à la rente dans les budgets des Etats bolivien et équatorien, données fondamentales pour cette étude. Voir *infra*, Chapitre 5.

²¹⁹ M. SVAMPA, « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », n° 81, 2011, pp. 101-127.

intellectuelle née dans la contemporanéité des mouvements socio-écologiques est fondamentale dans la composition de l'arc hégémonique en Equateur comme en Bolivie. Elle l'est d'autant plus que la critique de l'extractivisme recoupe²²⁰ la critique de l'accumulation capitaliste.

La critique, depuis la gauche traditionnelle, de l'accumulation et du modèle de développement

La conception dominante de la gauche marxiste et, plus généralement, de la gauche sud-américaine, est issue des années 1970. Il est possible d'en dégager trois principes dominants : développement des forces productives, propriété nationale sur les ressources naturelles et stratégie d'industrialisation par la substitution aux importations. Deux itinéraires intellectuels sont particulièrement intéressants en Bolivie et en Equateur.

En Bolivie, c'est depuis le marxisme que se formule la critique de l'accumulation et du modèle de développement inégalitaire nationalement et internationalement. La figure paradigmatique de cette formulation est Álvaro García Linera. Emprisonné dans les années 1990 pour participation active dans l'organisation armée EGTK, il a tenté dans ses ouvrages, notamment ceux qu'il a écrits dans sa période carcérale, de faire le lien entre socialisme et question indigène. L'idée qui traverse est de mettre en exergue la possibilité de réarticulation de la communauté paysanne chez Marx et la condition indigène²²¹. Celui qui est désormais Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie est devenu progressivement l'intellectuel majeur du nouveau régime. Il est décisif de saisir qu'en son cas, l'articulation première s'est réalisée *entre socialisme et condition indigène*.

Dans le cas de René Ramirez Gallegos, universitaire équatorien, la critique de l'accumulation inégale mène directement à la réflexion sur un autre mode de développement. En effet, en 2004, ce dernier écrit une thèse de master dont le titre résume à lui seul les liens étroits qu'il établit entre développement inégal et pauvreté, titre ironisant sur les catégories d'Albert Hirschman : « Pseudo-sortie, silence et déloyauté ? : entre l'inaction collective, l'inégalité de bien-être et la pauvreté des capacités »²²². Ses publications se sont par la suite accrues alors qu'il était chargé de l'élaboration du plan national et des politiques d'enseignement supérieur et de recherche. Ces plans équatoriens avaient pour but d'opérationnaliser le concept de *Buen Vivir*, central dans la Révolution Citoyenne équatorienne. A propos des politiques environnementales équatoriennes et notamment de l'initiative Yasuní-ITT, René Ramirez écrivait en 2010 : « En suivant les paroles

²²⁰ Dans une certaine mesure, cette critique extractiviste est porteuse d'une proposition intellectuelle et politique dont certains points interdisent *toute forme d'accumulation à partir des ressources naturelles non renouvelables*, ce qui n'est pas nécessairement lié à la critique de l'accumulation.

²²¹ A. GARCÍA LINERA, *Forma Valor y Forma Comunidad de los procesos de trabajo*, La Paz, Quipus, 1995.

²²² R. RAMIREZ GALLEGOS, *Pseudo-Salida, Silencio y ¿deslealtad?: entre la inacción colectiva, la desigualdad del bienestar y la pobreza de capacidades*, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales., 2004.

d'Oscar Wilde, on pourrait ironiser en disant que l'économie capitaliste connaît le prix de tout mais ne sait la valeur de rien »²²³. La dimension critique de l'accumulation est ici centrale : le capitalisme connaît la valeur d'échange sans pour autant saisir l'importance vitale de la valeur d'usage.

La reconstruction identitaire indigéniste comme point d'articulation entre socialisme et écologie

Valeur d'usage, indigénisme et modèle de développement : ces éléments se joignent dans le cas de la critique écologiste de l'extractivisme d'une part, dans la critique socialiste de l'accumulation de l'autre. Les liens entre les ONG écologistes et les organisations indigénistes sont souvent considérés comme des opportunités *tactiques*, et non pas *stratégiques*, dans lesquelles un échange de légitimités permet aux dites alliances de se fonder et de se reproduire dans l'action²²⁴. C'est partiellement le cas, et de toute évidence l'acquisition d'autonomie par les communautés indigènes organisées précède dans ces cas d'étude l'arrivée au pouvoir du MAS et de PAIS. Cependant, ces opportunités tactiques ne doivent pas occulter ce qui semble être la *spécificité* des cas équatorien et bolivien : le rassemblement stratégique de forces issues de traditions politiques différentes *en vue de gagner les élections et convoquer une Assemblée Constituante*²²⁵.

Un point d'ancrage est nécessaire au rassemblement stratégique : c'est l'usage politique de la reconstruction identitaire des mouvements indigénistes qui joue ce rôle. Les communautés indigènes sont au cours des années 1990 devenues à la fois des organisations sociales importantes et des sujets majeurs pour nombre d'écologistes et de socialistes. Dès lors, les indigènes en Equateur et en Bolivie peuvent lier critique du modèle d'accumulation capitaliste, de l'extraction des ressources naturelles comme mode privilégié de cette accumulation et ajouter un élément-clé : la colonialité. En effet, aux critiques économique et écologique des modes d'accumulation s'ajoute la critique politique de l'Etat-nation et de l'héritage colonial qu'il représente. La question de l'universalité de la loi sur un territoire souverain est l'un des objets en cause. Ainsi, une responsable de la CONAIE, lors d'un entretien, tenait pour « barbare » d'appliquer la même loi pénale aux communautés indigènes qu'au reste des citoyens²²⁶. Ces points conflictuels ne sont toutefois pas ceux par lesquels se définit l'union.

²²³ INSTITUTO DE ALTOS ESTUDIOS NACIONALES (ECUADOR) (éd.), *Nuevas fronteras de la izquierda*, Quito, Ecuador, IAEN Instituto de Altos Estudios Nacionales, 2012, p. 147. La seconde partie de l'ouvrage inscrit clairement dans son titre même l'inscription dans le courant socialiste des auteurs : « Analyse stratégique. Parvenir à un projet socialiste ».

²²⁴ B. BUCLET, « Les réseaux d'ONG et la gouvernance en Amazonie », *Autrepart*, n° 37, 2006, pp. 93-110. Par stratégie, nous entendons ici qu'il ne s'agit pas uniquement pour les forces sociales et politiques en présence de s'assurer des gains à court terme, mais bien de se situer dans une perspective de conquête de l'hégémonie, situation où, en dépit des désaccords préexistants, chacun imagine pouvoir faire davantage valoir ses positions.

²²⁵ Voir, *infra*, Chapitre 2.

²²⁶ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015.

C'est bien plutôt dans l'idée qu'une inclusion de la majorité indigène, dans le cas bolivien, ou à tout le moins d'une partie indigène importante, dans le cas équatorien, que se manifeste cette union. Dans les deux pays, elle prend des formes différentes, et il est clair que la dimension la plus évidente de la *reconstruction identitaire depuis l'Etat* s'observera en Bolivie. Au stade précédant la prise du pouvoir d'Etat, l'indigénisme apparaît comme un point d'articulation et l'inclusion d'une critique générale du modèle de développement se légitime stratégiquement du fait de l'appui de cette base indigène. C'est tout le sens de la notion équatorienne de *Sumak Kawsay* et de la notion bolivienne de *Suma Qamaña*.

c. *Sumak Kawsay* et *Suma Qamaña*, la clarté conceptuelle sacrifiée à l'unité

Le Vivir Bien et le Buen Vivir socles de l'identité idéologique et de l'ambiguïté théorique

Le fait même que les notions centrales du *Proceso de Cambio* et de la *Revolución Ciudadana* soient des concepts indigènes andins²²⁷ montre assez le rôle décisif que la reconstruction identitaire indigène a joué dans la nouvelle articulation stratégique du mouvement social et des luttes socio-écologiques. Le prologue, signé par Evo Morales, d'un ouvrage intitulé *Vivir Bien. ¿Paradigma no capitalista?*, est à cet égard plein d'enseignements : « C'est la logique du système capitaliste qui détruit la planète, celle du profit, de l'obtention de plus en plus de profit par-dessus toutes choses. C'est la logique des entreprises transnationales pour qui seule importe l'augmentation de leurs utilités et la baisse des coûts. C'est la logique de la consommation sans fin, de la guerre comme instrument pour s'approprier des marchés et des ressources naturelles, et peu importe si pour parvenir à conquérir de nouveaux marchés ou de profit, il faut détruire les forêts, exploiter et renvoyer des travailleurs et privatiser les services essentiels de la vie humaine. Le *Vivir Bien* est incompatible avec le luxe, l'opulence et le gaspillage, il est incompatible avec le consumérisme. Ceci implique l'opposition de deux cultures, la culture de la vie, du respect entre tous les êtres vivants, de l'équilibre contre la culture de la mort, de la destruction, de l'avarice, de la guerre, de la concurrence sans fin »²²⁸.

²²⁷ Le fait que ces concepts soient andins est essentiel et a pu pousser certains indianistes à dénoncer un « impérialisme aymara » en défaveur des indigènes des basses terres. Un taxi nous faisait d'ailleurs remarquer à La Paz que le drapeau indigène reconnu en Bolivie en plus du drapeau national était celui des indigènes andins, ce qui constituait pour lui une véritable imposture.

²²⁸ I. FARAH H. et J. MEDINA (éds.), *Vivir Bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, Bolivia: [Roma], CIDES-UMSA; Sapienza Università di Roma, 2011, p. 10. « Es la lógica del sistema capitalista la que está destrozando el planeta, es la ganancia, la obtención de más y más ganancia por sobre todas las cosas. Es la lógica de las empresas transnacionales a las que sólo les importa aumentar las utilidades y bajar los costos. Es la lógica del consumo sin fin, de la guerra como instrumento para adueñarse de mercados y recursos naturales, y no importa si para conseguir más mercados y más ganancia se tiene que destruir los bosques, explotar y despedir trabajadores y privatizar los servicios esenciales para la vida humana. El Vivir Bien está reñido con el lujo, la opulencia y el derroche, está reñido con el consumismo. Esto implica la contraposición de dos culturas, la cultura de la vida, del respeto entre todos los seres vivos, del equilibrio en contra de la cultura de la muerte, de la destrucción, de la avaricia, de la guerra, de la competencia sin fin ».

Cet extrait est particulièrement intéressant en ce qu'il présente le caractère agglomérant du concept de *Vivir Bien*. En effet, il permet d'exprimer une critique claire de l'accumulation capitaliste et de la société de consommation qui lui est intimement liée. Cette critique repose sur une double base : écologiste d'une part – « la destruction des forêts » - et socialiste – « l'exploitation des travailleurs ». Mais le trait d'union indigéniste se caractérise par un dépassement unificateur : le dépassement par la culture. Dès lors qu'il est question de ramener la question du *Vivir Bien* à une « opposition de deux cultures », la reconstruction identitaire depuis l'indigénisme apparaît clairement. L'unification des traditions socialiste et écologiste doit dès lors s'opérer depuis une distinction qui n'est pas sans évoquer l'opposition freudienne entre Eros et Thanatos : la « culture de la vie » – héritée des principes moraux indigènes – doit faire face à la « culture de la mort », incarnée par le capitalisme prédateur. L'irruption de la paix comme enjeu lié au *Vivir Bien* vient comme une confirmation de l'usage unificateur du concept. En effet, tant les mouvements environnementalistes – autour notamment de l'énergie nucléaire – que les mouvements socialistes, ont été internationalement mobilisés autour de cette question fondamentale²²⁹.

L'indigénisme se trouve être, dans cette forme rénovée pour la constitution de l'arc hégémonique, une notion-pont entre socialisme et écologie : « Vivir Bien, c'est penser non seulement en termes de revenus par tête, mais également en termes d'identité culturelle, de communauté, d'harmonie entre nous et avec notre Mère Terre »²³⁰. L'insistance des mouvements indigènes sur le territoire et sur ses ressources est également fondamentale, comme l'écrit Xavier Albo, elle « permet à ces peuples de penser leurs luttes avec les « deux yeux » : comme peuples, ils s'approprient et défendent leurs territoires et leurs manières de vivre ; comme pauvres exploités, ils demandent qu'on ne leur retire pas et qu'on ne détruise pas les ressources qui sont leur appui »²³¹.

Pachamama et Madre Tierra, un couple indélébile

L'ambiguïté conceptuelle et historique est au cœur de la notion de Pachamama, au cœur de la projection internationale de l'Equateur et de la Bolivie. Comme le souligne Franck Poupeau, « cette vision folklorisante, qui est aujourd'hui adoptée par la plupart des organisations indigénistes et des entreprises touristiques, entend rétablir des liens avec un passé ancestral que la colonisation

²²⁹ "América Latina en la lucha contra el imperialismo, por la independencia nacional, la democracia, el bienestar popular, la paz y el socialismo : declaración", 1975 ; R. AMSTER, *Peace Ecology*, London, Paradigm Publishers, 2015 ; F. BRUN et J.-P. DELÉAGE, « Au-delà de la guerre, imaginer et construire la paix ! », *Ecologie & politique*, vol. 1, n° 27, 2003, pp. 5-11.

²³⁰ *Idem*. « Vivir Bien es pensar no sólo en términos de ingreso per-cápita, sino de identidad cultural, de comunidad, de armonía entre nosotros y con nuestra Madre Tierra ».

²³¹ X. ALBO, « La marche vers le pouvoir indigène. Equateur, Pérou, Bolivie. », *Projet*, vol. 5, n° 318, 2010, p. 66.

aurait effacé pendant plus de 500 ans »²³². L'usage indifférencié dans les expressions publiques de la Pachamama et de la Madre Tierra montrent bien que l'expression culturaliste n'agit pas ici comme *forme de clôture culturelle*. En réalité, la fonction même de mobilisation de la culture indigène lorsque vient le temps de définir le *Vivir Bien*, et l'usage concomitant de la notion de Pachamama-Madre Tierra, suppose que celle-ci s'ouvre universellement pour produire *une ouverture politique aux traditions socialiste et écologiste*, dont les origines sont davantage à trouver sur le continent européen.

A ce titre, l'analogie présentée ci-dessus avec Freud n'est pas tant là pour établir une connexion improbable, mais bien plutôt pour souligner que les *traductions conceptuelles* sont laissées possibles. Ainsi, des ONG d'inspiration chrétienne peuvent considérer que la notion même de Madre Tierra fait écho à la théologie chrétienne. Il est possible d'évoquer, à l'appui de cette hypothèse, la première phrase de *Laudato Si*, encyclique du Pape François où il cite son homonyme François d'Assise : « Loué sois-tu mon Seigneur, pour sœur notre mère la terre, qui nous soutient et nous gouverne, et produit divers fruits avec les fleurs colorées et l'herbe »²³³. L'opposition entre culture de la vie et culture de la mort tendrait même à rapprocher la figure de la Mère Terre d'une perspective chrétienne, figure d'une divinité rassurante dépourvue de toute forme de cruauté.

Cette forme d'ouverture de la notion permet que différentes composantes sociales s'y retrouvent, et son usage prolonge la notion de Buen Vivir. Le Buen Vivir est subordonné aux impératifs liés au problème écologique. Dès lors, il s'agit d'une notion, à tout le moins partiellement, subordonnée à la figure totalisante de la Pachamama-Madre Tierra. L'avantage unificateur est triple : les indigénistes y voient la reconnaissance d'une notion fondamentale des mythes andins, les chrétiens peuvent y voir des ponts possibles et, quant aux rationalistes de gauche, ils peuvent toujours s'accommoder de ce qu'il est toujours possible d'interpréter comme un détour nécessaire par le mythe pour affronter politiquement la question des inégalités sociales et de l'atténuation du changement climatique.

Circularité ou cumulativité, le choix impossible

Cette ouverture notionnelle n'annihile cependant pas le potentiel conflictuel qui réside dans une conception différenciée de l'histoire, entre cumulativité importée d'Europe et semi-circularité andine²³⁴. En effet, l'unification intellectuelle de l'arc hégémonique n'abolit pas les tensions

²³² F. POUPEAU, « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité. », *L'Homme*, n° 198-199, 2011, p. 1.

²³³ PAPE FRANÇOIS, « Laudato SI », 2015, p. 3. Cela est surtout vrai des catholiques, et singulièrement ceux qui sont issus de la théologie de la libération ou qui se sentent proches des franciscains.

²³⁴ P. DESCOLA, *L'écologie des autres*, *op. cit.*

inhérentes à ce nouvel alliage. L'ouverture sur des traductions possibles et des interprétations multiples peut produire des conflits de significations. Il est donc nécessaire, à ce stade, d'évoquer le conflit fondamental d'une histoire marquée par la colonisation et la marginalisation des indigènes. Le rapport au temps, dans un moment de changement tel que celui éprouvé par l'Equateur et la Bolivie, est qualifié par les quechua-aymara de *pachakuti*²³⁵. Le concept renvoie à l'idée générale qu'une nouvelle ère commence, mais il est lui-même soumis à une polysémie qui à elle seule souligne la tension *proprement temporelle* traversée par ces pays andins à ce moment de rupture et d'irruption institutionnelle des indigènes dans la vie politique.

En effet, le *pachakuti* renvoie à un nouveau commencement sans pour autant que le temps dans lequel ce commencement s'inscrit soit caractérisé unanimement. Ainsi, ce concept peut soit renvoyer à une transformation radicale dans le cadre d'une histoire linéaire toujours tendue vers un but transcendant chaque moment du présent, ou dans un rapport dialectique permanent comme *source du devenir* ; soit renvoyer à un retour cyclique vers des temps plus heureux, à la fermeture d'un cycle précédent qui laisse un cycle neuf s'ouvrir sans qu'aucune hiérarchie soit établie entre les deux. L'important tient ici à ce que les deux conceptions du temps, si elles sont concurrentes, peuvent toutefois exister *au sein du même concept*, depuis des composantes différentes des arcs nouvellement hégémoniques.

Ainsi, le directeur de la *Fundación Jubileo* en Bolivie, fondation catholique directement liée à l'Eglise, soulevait les tensions relatives à une notion qui répond, en creux, à celle de *pachakuti*, l'utopie. « Je te parle de la conception, de la cosmovision, de la manière de comprendre le monde. Il y a un certain temps, nous avons parlé avec des intellectuels aymaras, indianistes, de ce qu'était l'utopie. L'utopie, dans sa forme occidentale, tu la trouves là-bas au loin, comme quelque chose que tu vas aller chercher. Eux disaient non, l'utopie est quelque chose que nous avons déjà vécu et que nous voulons vivre de nouveau. (...). Imagine à quel point cela est complexe »²³⁶. Ce directeur se situait clairement en faveur du *Proceso de Cambio*, en soulignant toutefois, et notamment dans ces quelques mots, une tension fondamentale.

En effet, la circularité du retour aux origines et la linéarité du plan central, possible continuité ou renforcement des capacités institutionnelles de l'Etat, sont deux logiques qui peuvent entrer en conflit. Cependant, la reconstruction identitaire et l'unification de l'arc hégémonique avec,

²³⁵ F. HYLTON et S. THOMSON, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, op. cit.

²³⁶ Juan Carlos Nuñez, directeur de la Fundación Jubileo, La Paz, 23 août 2016 : «Te hablo de la concepción, de la cosmovisión, de la forma de entender el mundo. Hace un tiempo, hablamos con intelectuales aymaras, indianistas, de lo que era la utopía. La utopía, en su forma occidental, la encuentras allá lejos, como algo que vas a buscar. Ellos decían no, la utopía es algo que ya hemos vivido y que vamos a vivir de nuevo. (...). Imagínate hasta que punto eso es complejo».

en son centre, la dimension indigène, ne permettent aucunement de trancher nettement en faveur de l'une ou l'autre de ces dimensions temporelles. Dans l'avènement même des nouveaux blocs hégémoniques en Equateur et en Bolivie, ce débat n'est donc pas à trancher, et en soi n'existe pas politiquement. En dépit, voire sans doute à la faveur de cette équivocité jamais levée, les dirigeants Evo Morales et Rafael Correa se présentent souvent vêtus de tenues indigènes lors des sommets internationaux²³⁷.

L'inscription temporelle de ces forces sociales et politiques qui composent les arcs hégémoniques bolivien et équatorien, ambiguë, produit une formation idéologique *équivoque* autour de ces deux dynamiques politiques. L'unité de la formation n'est pas remise en cause par ces tensions fondamentales qui, aux dires de nombreux militants, intellectuels, dirigeants indigènes et responsables politiques, étaient consciemment acceptées et reconnues par les différentes composantes des arcs hégémoniques²³⁸.

Le *Buen Vivir* et le *Vivir Bien* constituent les notions de ralliement des différentes composantes des forces majoritaires à partir des victoires électorales du MAS et de PAIS. L'indigénisme étant le pivot de l'articulation entre socialisme, écologie et indigénisme, les notions de *Suma Qamaña* et de *Sumak Kawsay* sont un pivot pour les blocs hégémoniques. Le concept d'arc hégémonique, utilisé de façon récurrente ici, présente l'avantage de donner à cette fonction de pivot une analogie convenable. Il n'est, en ce sens, que le prolongement, articulé à nos cas d'étude, du concept de bloc hégémonique. Ce que cette notion donne à l'unité, elle le perd en clarté politique. Ces concepts recouvrent à la fois le respect de la nature, la nécessité de l'égalité et de conditions de vie décentes, ainsi que l'idée, en forme d'union négative, de dépassement du capitalisme comme sources de conflits militaires et sociaux.

La formation idéologique des blocs hégémoniques présente donc une configuration singulière, entre socialisme, écologie et indigénisme. Lorsque nous écrivons que l'indigénisme assure le lien entre les composantes du bloc, et revêt de fait une centralité dans l'arc de cercle de l'hégémonie, il ne s'agit cependant pas d'oublier que le cœur de cette union se réalise sur la question des *ressources naturelles*, et plus largement, de la nature en tant que telle. En effet, les différentes conceptions de l'écologie – voire, dans certains secteurs de la gauche urbaine, la relativisation des

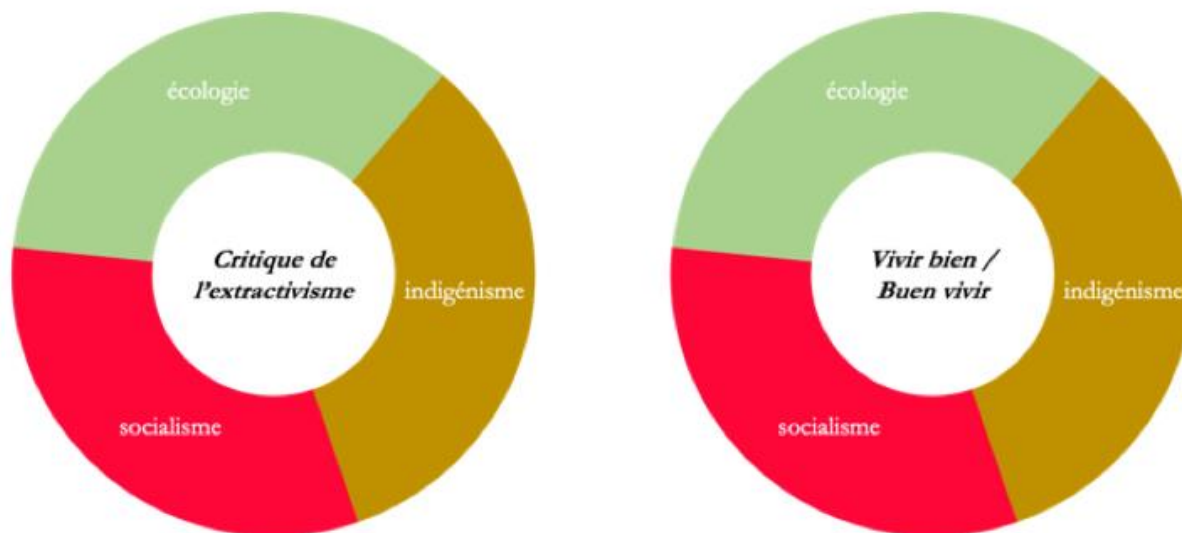
²³⁷ Pour une analyse plus détaillée de cette dimension, Cf. *infra*, Chapitres 2 & 3. Les dynamiques du mouvement indigène en Equateur et en Bolivie n'ont pas la même ampleur, ce qui est abordé ultérieurement. Néanmoins, sur le plan narratif, l'indigénisme a tenu une importance centrale dans les deux processus. Le récit de ces changements était à plusieurs voix, mais l'hypothèse que nous posons ici est que la voix liante, entre écologie et socialisme, était celle de l'indigénisme.

²³⁸ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Luis Tapia, philosophe au CIDES, La Paz 16 août 2016 ; Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

enjeux écologiques – se trouvent emportées par les propositions indigènes de défendre la *Pachamama* en construisant une société du *Sumak Kawsay/Suma Qamaña*. Au cœur de cette construction idéologique singulière se trouve donc la question écologique, quand le vecteur d'unification est indigène.

C'est d'une situation de délitement social et politique particulièrement fort qu'est né le nouvel agencement de forces qui a reconfiguré le pouvoir d'Etat au début des années 2000. La situation critique, en Equateur comme en Bolivie, et l'*alliance stratégique* entre différentes forces hétérogènes entre elles ont ouvert cette fenêtre d'opportunité politique, celle d'une rupture. En dépit que ces forces fussent entre elles hétérogènes, leur altérité vis-à-vis des blocs hégémoniques précédemment dominants était supérieure encore. Il serait tentant de défendre une négativité absolue de la base du rassemblement en vue de la conquête du pouvoir d'Etat organisée d'une part par le MAS, d'autre part par PAIS. A la suite de cette partie, l'histoire institutionnelle, intellectuelle et idéologique montre qu'il s'agissait davantage d'une positivité souple ou élastique, accord général sur la nécessité d'une alternative profonde, sans que soient arrêtés les contours précis de celle-ci.

Schéma 1 : Les deux vecteurs d'unification des blocs hégémoniques



Cette configuration singulière des arcs hégémoniques est la base intellectuelle de développement de la politique internationale de l'environnement de l'Équateur comme de la Bolivie. L'unité produite par l'ambiguïté conceptuelle permet de créer les conditions de possibilité de la projection internationale d'un récit dissonant, constitué précisément par ces trois tendances contre-hégémoniques que sont le socialisme, l'écologie politique et l'indigénisme²³⁹. L'outil stratégique majeur utilisé à cette fin est la formation d'un discours international neuf, un populisme écologique international dont il s'agit désormais d'examiner les contours. De la dimension idéologique des nouveaux blocs hégémoniques, il nous faut désormais passer à la stratégie internationale : qu'est-ce que le populisme écologique dont les diplomaties bolivienne et équatorienne firent usage ?

²³⁹ Nous verrons par ailleurs que cette stratégie n'a pas d'ailleurs été adoptée uniquement par et depuis l'État. En effet, les mouvements indigénistes étaient déjà largement inclus dans les négociations environnementales internationales.

II- Le discours populiste comme matrice de l'anti-impérialisme écologique

La dimension populiste des nouveaux gouvernements bolivien et équatorien est essentielle. Elle l'est tant dans la conquête du pouvoir institutionnel que dans les développements ultérieurs de la politique internationale de ces deux Etats. Cependant, avant que d'aborder concrètement les formes de ce que nous appelons le *populisme écologique*, un préalable est nécessaire quant à la notion même de populisme. Elle souffre souvent d'un *a priori* péjoratif et renvoie, singulièrement dans l'imaginaire européen, à l'extrême-droite ou aux diverses formes illibérales du pouvoir²⁴⁰. Jan-Werner Müller l'évoque sans détour dans son essai sur le sujet : « C'est dans les débats sur le populisme que les émotions se déchaînent avec le plus de violence. Les populistes se voient sans cesse reprocher d'encourager une politique de l'émotion (ou même une politique des « tripes »). Toutefois, ceux qui jugent négativement le populisme semblent avoir eux-mêmes du mal à garder la tête froide : ils ne tardent jamais à parler de « pathologies », de « défiguration de la démocratie », de fausse conscience ou même d'ochlocratie (domination de la foule) »²⁴¹.

En ce qui concerne l'Amérique latine, c'est bien souvent pour défendre une forme de continuité historique représentée par la figure du *caudillo* que cette notion est utilisée.

Dans une introduction synthétique à un article portant sur la place des populations indigènes en Bolivie, Iñigo Errejón et Manuel Canelas résument ainsi une autre définition du populisme, issue des travaux de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau : « les identités populaires, de fait, sont celles qui se construisent à travers l'expansion de chaînes d'équivalence qui subvertissent le caractère différentiel des identités discursives et divisent l'espace politique en deux moyennant la fixation d'une frontière » (...). Ces processus de rupture du sens institué et de réagencement radical du champ politique culminent, selon Laclau, dans un exercice de nomination par laquelle l'identité en formation incarne le *peuple* »²⁴².

Le présent chapitre est consacré au processus de formation des blocs hégémoniques équatorien et bolivien, en tant qu'ils sont la condition nécessaire à la projection internationale de ces deux diplomaties au niveau international. Il est possible de qualifier ces processus de constructions populistes, au sens où l'unité d'un peuple est la finalité d'une stratégie politique

²⁴⁰ C. MUDDE et C. ROVIRA KALTWASSER, *Populism: a very short introduction*, New York, NY, Oxford University Press, 2017 (Very short introductions).

²⁴¹ J.-W. MÜLLER, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, 2017, p. 14 (Folio Essais). En dépit du fait qu'il adopte une approche plus mesurée que les contempteurs automatiques du populisme qu'il critique assez fermement, cet essai n'en a pas moins un objectif clairement exposé dans son introduction, la lutte contre le populisme pour défendre la démocratie.

²⁴² I. ERREJÓN et M. CANELAS, "¿La Patria de los indios o los indios por la Patria?", *art. cit.*, p. 6.

donnée. Que *ce peuple* soit devenu une majorité politique au sein des institutions nationales est notable du fait de leurs premières victoires électorales et de la stabilisation de la vie politique. Dès lors, cette unité *transformait substantiellement* les Etats comme acteurs de la diplomatie internationale – en un sens, ce n'était plus le même peuple qu'ils représentaient à l'échelle internationale²⁴³.

Quelles sont les figures de ce *populisme* à échelle internationale ? Notre hypothèse est celle de la reconduction d'un populisme national vers l'échelle internationale et les relations diplomatiques. Le peuple, comme figure permanente du discours politique, est omniprésent en Equateur comme en Bolivie, bien que cette présence soit théorisée d'une façon différenciée. Elle trouve un écho immédiat et un prolongement logique dans la figure déjà évoquée de la Pachamama, base du contre-récit global inclusif proposé depuis l'Equateur et la Bolivie. De fait, ce *populisme écologique*, évocation permanente du peuple en tant que sujet historique de la défense de la nature, donne corps à une écologie contre-hégémonique à échelle globale. Sa puissance unificatrice, en retour, repose sur l'identification claire des figures de l'ennemi.

a. Entre la plèbe bolivienne et la citoyenneté équatorienne : faire peuple vers les peuples

Le populisme plébéen en Bolivie

Les processus populistes équatorien et bolivien se distinguent nettement. Il s'agit de commencer par la spécificité du processus bolivien. Dans leur livre commun, le groupe *Comuna* soulignait le « retour de la Bolivie plébéenne »²⁴⁴ alors qu'en 2000 el Alto s'était soulevé contre le gouvernement établi à La Paz. Álvaro García Linera, qui devient Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie après la victoire d'Evo Morales, est particulièrement attaché à cette notion. Il a regroupé ses textes dans un ouvrage sur la puissance plébéenne, et la recomposition du mouvement social pendant les années 1990 et au début des années 2000²⁴⁵.

L'usage du concept de plèbe par celui qui se révèle être le théoricien le plus influent du *Proceso de Cambio* n'est pas neutre dans ce qu'il évoque relativement à la singularité de l'approche populiste bolivienne²⁴⁶. Le populisme bolivien, entendu comme une stratégie des institutions renouvelées par le nouvel arc hégémonique, est un populisme d'inspiration marxiste, fortement

²⁴³ C'est également l'une des raisons pour lesquelles, tout au long de ce travail, nous utilisons de la notion de *rapports ou relations de pouvoir écologique*, en y incluant l'ensemble des forces sociales et politiques, loin d'une analyse classique et « réaliste » des relations internationales, qui renvoie à des intérêts nationaux stables et permanents d'Etats considérés comme pleinement indépendants des évolutions de leurs structures politiques internes.

²⁴⁴ Á. GARCÍA LINERA (éd.), *El retorno de la Bolivia plebeya*, La Paz, Muela del Diablo Editores, 2000 (Colección Comuna).

²⁴⁵ A. GARCÍA LINERA, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, *op. cit.*

²⁴⁶ Le terme de plèbe lui-même est essentiellement l'apanage du groupe *Comuna* et de García Linera. Cependant, il semble intéressant, du fait de la position centrale qu'occupe dès 2005 ce dernier, d'en produire l'analyse comme *signifiante sur le plan de la stratégie politique*.

empreint de la tradition nationale-révolutionnaire passée, celle du MNR. Un passage de l'ouvrage d'Álvaro García Linera permet de saisir cette filiation directe.

Le MNR (*Movimiento nacionalista revolucionario*) a été pendant des décennies le parti hégémonique en Bolivie. De 1952 à 1964, le MNR nationalise une partie de l'économie, mène à bien une réforme agraire d'importance et se pose comme le creuset de la nation bolivienne. Après la dictature militaire, dans les années 1980 et 1990, il devient une force politique libérale, alignée sur les perspectives du consensus de Washington. Ce parti marque profondément l'histoire politique de la Bolivie contemporaine : sa longue période hégémonique, interrompue par les gouvernements militaires (1964-1982) ouvre sur une période de contestation qui, elle-même, semble avoir abouti à une nouvelle hégémonie, celle du MAS-IPSP.

Critiquant les secteurs représentant des fausses alternatives qui viendraient de milieux déjà institués, ignorant les revendications populaires et souhaitant « supplanter la plèbe », il écrit qu'en ce cas « la politique est l'usufruit de la soumission volontaire de personnes vis-à-vis de hiérarchies institutionnalisées qui s'accaparent la fonction de commandement, la parole publique, le gouvernement. Ce n'est pas un hasard que cette gauche mal nommée rend un culte à un Etat qui a défendu obstinément l'abstraction mercantile des individus comme moyen de les rendre prisonniers de la représentation générale de l'Etat ou la désertification du monde indigène comme porteur de différents modes d'unification sociale. *Pour que la cohésion des personnes se produise par l'égalité abstraite du citoyen*, le capital (...) et l'Etat (...) doivent vider de leur substance d'autres modes d'identité reproductive de groupes, fondées sur des facultés plus sensibles, mythiques et communautaires des personnes »²⁴⁷.

Ce passage intervient après un chapitre relatif à la transformation de la condition ouvrière en Bolivie, chapitre qui analyse le passage d'un prolétariat concentré uniquement dans les mines à un prolétariat plus diffus, dans les différents secteurs de la société, et qui *intègre et repose* davantage sur les masses indigènes. Cela donne lieu à la « production d'un horizon d'action autodéterminé »²⁴⁸. Le sujet historique construit est, dès lors, la plèbe comme opposée à l'ensemble de celles et ceux qui se seraient compromis au sein des institutions mettant en œuvre les politiques d'ajustement structurel.

²⁴⁷ A. GARCÍA LINERA, *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, op. cit., p. 258. Nous soulignons.

²⁴⁸ *Idem*, p. 247.

L'hostilité marquée quant aux modes classiques de définition de la démocratie libérale, définis comme *per se* antagonistes avec l'intégration politique des communautés indigènes, est également un point saillant du populisme plébéen. Le fonctionnement du capitalisme et les structures institutionnelles de l'Etat sont visés par cette construction d'une plèbe. Cette plèbe est d'autant plus soumise au fonctionnement général du capitalisme que l'Etat n'est pas souverain²⁴⁹. En outre, Álvaro García Linera estime que le groupe *Comuna*, auquel il a appartenu, a « joué son rôle » dans la mesure où il a permis de théoriser ce qui émanait du mouvement social et à mettre en évidence le rôle joué par ce sujet construit, la plèbe, dans les processus politiques et sociaux du début du siècle en Bolivie²⁵⁰.

Le fondement intellectuel du *populisme plébéen* tient à quatre fils principaux : opposition radicale à la citoyenneté républicaine occidentale conçue comme cheval de Troie de la pensée coloniale, constitution d'un sujet historique, la plèbe, agglomérant les masses indigènes et ouvrières²⁵¹, inspiration marxiste dominante, et appel à cette plèbe pour s'opposer à l'institutionnalité dominante du passé.

Le populisme républicain et la Révolution Citoyenne

Le populisme à l'équatorienne présente des caractéristiques relativement différentes. Là où le *Proceso de Cambio* évoque une transformation en un sens très large, la *Revolución Ciudadana* fait sien un concept central de la tradition républicaine : la citoyenneté. Il est certes adossé à la notion de révolution, dont les acceptions du siècle dernier évoquent plus directement le socialisme. Il est toutefois clair que la Révolution comme concept central du monde moderne tient largement à l'événement politiquement fondateur de cette modernité politique, la Révolution française²⁵².

L'objet de ce paragraphe n'est pas d'opposer strictement les sources intellectuelles des stratégies populistes du MAS et de PAIS, mais de distinguer vers quel idéal-type l'un ou l'autre tend davantage. Le populisme d'inspiration marxiste revient à la Bolivie du fait de son Vice-Président. En Equateur, il est possible de lire celui qui a longtemps été ministre de l'enseignement supérieur et coordinateur du plan comme l'un des intellectuels majeurs du nouveau régime. René Ramirez a construit une notion qui à elle seule semble résumer la différence entre les populismes bolivien et équatorien. Il s'agit du *bio-socialisme républicain*²⁵³.

²⁴⁹ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

²⁵⁰ *Idem*.

²⁵¹ Au cours de l'entretien, Álvaro García Linera souligne que « ce sont les mêmes », indigènes de condition qu'ils soient dans les mines, les exploitations agricoles ou les communautés traditionnelles.

²⁵² I. WALLERSTEIN, *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*, *op. cit.* Cette position y est développée de manière synthétique et convaincante.

²⁵³ R. RAMIREZ GALLEGOS, "Socialismo del Sumak Kawsay o biosocialismo republicano", *Rebelión*, 14 novembre 2010.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans des développements sur les sources historiques et les courants socialistes européens, entre socialisme républicain et socialisme marxiste. Les distinctions ne sont sans doute pas si claires et changent d'un intellectuel révolutionnaire à l'autre. Cependant, l'autodénomination différenciée des ruptures politiques constituées par les gouvernements du MAS et de PAIS d'une part, et les différences de théorisation d'autre part, sont des éléments suffisants pour constituer un rapport *autre* au populisme.

Au populisme de la plèbe en Bolivie répond le populisme du citoyen en Equateur. Il est intéressant de noter que dans un cas comme dans l'autre le trait dominant – marxiste plébéen ou républicain – est tiré jusqu'à pouvoir être mêlé indistinctement à la question indigène. C'est en ce sens que René Ramirez considère équivalentes les notions de bio-socialisme républicain et de socialisme du *Sumak Kawsay*. Cependant, la discussion de ces notions qu'il opère repose essentiellement sur la pensée républicaine traditionnelle, issue de Jean-Jacques Rousseau, ou se construit dans un dialogue avec libéralisme contemporain incarné dans cet article par John Rawls : « Une vertu de la nouvelle Constitution tient à ce qu'elle reconnaisse des processus historiques de prédation naturelle, de discrimination, et les distances amples qui séparent aujourd'hui les habitants de l'Equateur entre eux. En ce sens, il est proposé de laisser au passé les principes d'une société libérale-utilitaire et de construire un *biosocialisme (égalitarisme) républicain* »²⁵⁴.

La tonalité générale de cet article nous semble intéressante, dans la mesure où l'un des intellectuels majeurs de la *Revolución Ciudadana* semble se livrer ici à un exercice à mi-chemin entre le débat académique de philosophie politique continentale – républicanisme contre libéralisme – et élaboration politique d'un nouvel horizon politique « post-patriarcal, post-eurocentrique et post-identitaire »²⁵⁵. En ce sens, le populisme équatorien est nettement ancré dans l'idée d'égalité républicaine. Comme l'écrit Boaventura de Sousa à propos de l'Equateur, « l'idée républicaine de la citoyenneté individuelle et égalitaire est suffisamment forte pour neutraliser la réalisation des droits collectifs des peuples indigènes consacrés par la Constitution »²⁵⁶. C'est, de ce fait, autour de la puissance de l'imaginaire républicain en Equateur que s'est constitué le *mode d'appel au peuple*, le populisme du nouveau bloc équatorien.

Le populisme équatorien d'inspiration républicaine se caractérise en des termes inverses au populisme plébéen d'inspiration marxiste en Bolivie : inscription dans la tradition républicaine européenne, réinvention envisagée de ce modèle, constitution d'un sujet historique, le citoyen,

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 9.

²⁵⁵ *Ibid.*, p.17.

²⁵⁶ B. de S. SANTOS, *Refundación del Estado en América Latina: perspectivas desde una epistemología del Sur*, La Paz, Plural Ed, 2010, p. 129.

figure abstraite placée toutefois sous le signe d'un égalitarisme explicitement social, et construction d'une stabilité politique à partir de cette figure pacificatrice du citoyen.

La tension différenciante entre les deux processus est, foncièrement, une tension inhérente à la notion de peuple elle-même, étirée depuis la Rome antique entre les classes populaires – la *plebs* – et l'ensemble de la communauté civique – le *populus*²⁵⁷.

Tableau 4 : Modes différenciés du populisme

	Rapport au républicanisme européen	Sujet historique théorisé	Source d'inspiration théorique dominante	Rapport de conflictualité prédominant
Bolivie	Opposition	Plèbe	Marxisme	Citoyen <i>vs.</i> facteurs de désordre
Equateur	Redéfinition - intégration	Citoyen	Républicanisme social	Plèbe <i>vs.</i> élites

Le peuple, figure centrale

Qu'il soit plèbe ou cité, le peuple reste la figure centrale de ces deux processus. Il serait hasardeux d'y voir uniquement un phénomène national, ou une stratégie depuis l'Etat à visées politiques internes. En effet, et c'est là l'un des fils rouges de cette étude des rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux dans ces deux pays, ce *populisme* propre aux nouveaux blocs hégémoniques est également une figure *globale*. Il s'agit de faire peuple pour se projeter sur la scène internationale et dans les différents mouvements sociaux transnationaux *en tant que tel*²⁵⁸.

La configuration politique singulière de ces nouveaux blocs hégémoniques renvoie en effet à l'une des figures, sur la scène internationale, d'une forme politique de *globalisation des peuples* comme force transnationale : il s'agit des sommets altermondialistes où les forces indigénistes, socialistes et écologistes se retrouvent chaque année.

Aussi, la différence entre politique internationale et militantisme transnational n'apparaît pas constitutive ni pertinente pour les diplomaties équatorienne et bolivienne, dont la matrice internationale se trouve être double : d'une part, la constitution de populismes singuliers, dépendant des structures sociales respectives des deux pays ; d'autre part, l'existence globale d'un courant

²⁵⁷ G. AGAMBEN, « La double identité du peuple », *Libération*, 11 février 1995.

²⁵⁸ Les dimensions effectives de cette projection sont analysées dans le second chapitre.

altermondialiste plus ou moins structuré, mais à tout le moins existant comme nouvelle figure culturelle de la globalisation. Ce courant est largement dans une posture internationale d'opposition vis-à-vis des structures étatiques, considérées comme hostiles aux mouvements sociaux. L'inscription de l'Equateur et de la Bolivie dans ce courant de l'appel aux peuples, depuis des Etats, présente un intérêt en ce qu'il relève d'une continuation inhabituelle, de l'altermondialisme au gouvernement. Le peuple, à l'échelle globale, est également un signifiant vide, pour reprendre le terme de Laclau. Il se redouble d'un pluriel : ce sont « les peuples » qui doivent être défendus contre les éléments déjà identifiés par les constructions populistes nationales : capitalisme, guerre, corruption, oligarchie, négation de leurs droits. Signifiant vide sur la *scène internationale* en ce qu'il demande à être occupé, il était également dépourvu d'Etats pour le porter.

L'appel aux peuples relève également d'une tradition politique jamais effacée dans la gauche latino-américaine, celle du Sud comme agglomération des peuples subissant les effets de la domination des pays centraux de l'accumulation capitaliste²⁵⁹, celle qui s'inscrit dans la notion toujours présente, et reconfigurée, de « Sud global »²⁶⁰. Dès lors, une double dimension surgit dans cet appel aux peuples : elle recouvre à la fois la revendication globale vers plus de démocratie et réveille l'imaginaire d'un Sud unifié contre le Nord dominant. C'est ici que l'ambiguïté originelle de la notion de peuple se retrouve au niveau international. *Populus*, le peuple évoque l'ensemble des peuples de la planète qui ne seraient pas représentés. *Plebs*, le peuple renvoie aux Etats du Sud qui subiraient des rapports de force internationaux défavorables.

Ainsi, en Bolivie comme en Equateur, les processus populistes de construction d'un peuple s'inscrivent d'emblée dans l'idée commune aux différentes composantes du bloc hégémonique de la défense des peuples au niveau global. Cette dimension est essentielle à la compréhension des positions respectives de ces pays sur la scène internationale. Il est clairement apparu, lors de tous nos entretiens de recherche avec les différents acteurs, présents ou passés, des nouveaux blocs hégémoniques que cette *préoccupation générale pour les peuples était un socle commun sur lequel ils reposaient*²⁶¹.

²⁵⁹ B. KORANY, « End of History, or Its continuation and Accentuation? The Global South and the "New Transformation" Literature », *Third World Quarterly*, vol. 15, n° 1, 1994, pp. 7-15.

²⁶⁰ S. CHAKRABARTY, « Global South rhetoric in India's policy projection », *Third World Quarterly*, vol. 38, n° 8, 2016, pp. 1909-1920 : "What stands out, however, from this heterogeneity is a notion of irredentism (varying in intensity and options) seeking to restore the glory commensurate with India's great civilisational heritage. Such notions, in fact, are not unique to the Indian case but are shared by the Global South, in general" (pp. 1910-1911). Restaurer une gloire passée est, en effet, l'un des éléments qui émerge du discours tenu par les responsables politiques boliviens.

²⁶¹ Pour ne prendre que quatre exemples, Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 ; Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Adolfo Mendoza, anthropologue, La Paz, 13 juillet 2016 ; Miguel Urioste, fondateur et membre de la *Fundación Tierra*, 19 août 2016.

Qu'il soit citoyen ou plébéien, le populisme est la stratégie générale des forces gouvernementales équatorienne et bolivienne, dans la consolidation de leurs blocs comme dans leur projection internationale et leur influence transnationale. Populisme global, dont la formule synthétique serait : faire peuple vers les peuples²⁶².

- b. Faire les peuples : la Pachamama comme contre-récit inclusif et renouvelé de l'anti-impérialisme

De la même façon que la constitution nationale de blocs hégémoniques fondés sur une stratégie populiste vise à *faire peuple*, la construction d'un récit contre-hégémonique au niveau international suppose de tenter de *faire peuples*. Le peuple, utilisé comme une figure constante de la rhétorique internationale, particulièrement pour ce qui est du cas bolivien, se trouve érigé dans le contre-récit proposé par les deux diplomaties, en *défenseur de la Pachamama*. Il s'agit à ce stade d'analyser la notion de Pachamama, comme transversale et diffuse et, en ce sens, comme possible signifiant commun à cette figure des peuples.

La Pachamama comme notion globale

Il est écrit à l'article 71 de la Constitution adoptée en 2008 par l'Équateur que « la nature ou la Pachamama, où se reproduit et s'accomplit la vie, a le droit à ce que son existence, le maintien et la régénération de ses cycles vitaux, sa structure, ses fonctions et processus évolutifs soient respectés »²⁶³. Quant à la Constitution bolivienne adoptée en 2009, son préambule stipule que les constituants « accomplissent le mandat de nos peuples, avec la force de notre Pachamama et grâce à Dieu »²⁶⁴. Dans les deux textes fondateurs des nouveaux régimes politiques établis suite aux victoires électorales du MAS et de PAIS, mention est donc explicitement faite de la Pachamama, qui devient à cette occasion une figure constitutionnelle.

Cependant, la constitutionnalité de ladite figure ne la restreint aucunement aux strictes limites de la nation. Afin de donner un cadre satisfaisant à l'analyse de ce contre-récit international, il faut saisir la dimension *a priori* paradoxale de ce fait : la Pachama existe dans les limites nationales des Constitutions équatorienne et bolivienne. De fait, la Constitution existe comme norme juridique suprême, celle où le peuple est la source des normes fondamentales régissant la vie de la

²⁶² Double avantage de la pratique politique derrière cette formule : elle permet d'inclure l'adresse au peuple, et de lui attribuer une qualification unitaire, et de construire un *autre sujet global*, les peuples.

²⁶³ "Constitución de la República del Ecuador", 2008, p. 33 : "La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia y el mantenimiento y regeneración de sus ciclos vitales, estructura, funciones y procesos evolutivos".

²⁶⁴ "Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia", 2009, p. 1 : "Cumpliendo el mandato de nuestros pueblos, con la fortaleza de nuestra Pachamama y gracias a Dios, refundamos Bolivia".

communauté politique. Cette communauté, qu'elle soit plurinationale ou non, est toutefois délimitée par un territoire. La Pachamama ne l'est pas. Que la Pachamama figure constitutionnellement dans les deux textes est un paradoxe politique *a priori* en cela que son devenir ne saurait être entièrement déterminé par les politiques nationales de ces deux Etats.

A ce paradoxe commun se joint une différence intéressante entre les deux textes. Dans le cas bolivien, où l'usage rhétorique de la Pachamama est plus important qu'en Equateur, aucun droit constitutionnel ne lui est cependant attribué comme tel. L'articulation immédiate avec Dieu – mentionné également dans la Constitution équatorienne – lui donne davantage une connotation spirituelle et fait d'elle comme une force garante de la Constitution.

Que des droits aient été attribués à la nature dans la Constitution équatorienne a en soi constitué un événement international. La figure de la Pachamama, inscrite dans les Constitutions équatorienne et bolivienne, pouvait dès lors constituer le fer de lance d'une identification internationale des diplomates de ces deux pays. Elle a d'emblée une dimension globale, et *fournit aux nouveaux gouvernements une notion à usage international*. Le paradoxe que nous soulevions est à cet égard résolu : l'orientation *pachamamista* des textes constitutionnels a d'emblée une vocation globale. Une décision est à cet égard particulièrement symbolique, dont la défense a essentiellement été portée par la Bolivie au niveau international : il s'agit de la reconnaissance du jour international de la Pachamama ou de la Madre Tierra.

L'Assemblée Générale de l'ONU : les peuples reconnaissent la Madre Tierra

La Bolivie a été à l'origine d'une proposition de résolution devant l'Assemblée Générale de l'ONU en 2009. Cette proposition visait à reconnaître un jour international de la Madre Tierra. Sa formulation finale présente un premier intérêt. L'Assemblée « observe que chaque année est célébré un jour international de la Terre ». La résolution crée un « día internacional de la Madre Tierra »²⁶⁵. Dès lors, une notion nouvelle est introduite par la résolution 63/278, la traduction en espagnol de la notion andine de Pachamama. Depuis la Bolivie, c'est ainsi que la résolution est perçue, comme une victoire diplomatique d'importance²⁶⁶. Il est toutefois intéressant de se pencher sur les traductions en français et en anglais de cette notion. La résolution en anglais atteste de la création d'un « International Mother Earth Day »²⁶⁷, dans une traduction littérale de l'espagnol. En revanche,

²⁶⁵ ONU, "Resolución aprobada por la Asamblea General el 22 de abril de 2009 - 63/78. Día Internacional de la Madre Tierra", 1 mai 2009.

²⁶⁶ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

²⁶⁷ ONU, « Resolution adopted by the General Assembly on 22 April 2009 - 63/278. International Mother Earth Day », 1 mai 2009.

la traduction française évoque quant à elle « un jour international de la Terre nourricière »²⁶⁸. Il est de fait intéressant de constater que l'idée d'une victoire diplomatique – corrélée à l'inscription d'une notion proprement bolivienne dans le droit international – semble d'emblée nuancée par la traduction française. Terre-mère est en effet une expression possible et utilisée par le géographe Jean Malaurie dans un essai ainsi intitulé²⁶⁹.

De la même façon, il n'est nullement fait mention du caractère sacré ou religieux de la *Madre Tierra*. Le passage suivant est particulièrement instructif de ce point de vue : « *Constatant* que l'expression Terre nourricière est couramment utilisée dans de nombreux pays et régions pour désigner la planète Terre et qu'elle illustre l'interdépendance existant entre l'être humain, les autres espèces vivantes et la planète sur laquelle nous vivons tous »²⁷⁰. En effet, les termes sont soigneusement choisis. La *Madre Tierra* n'est en l'espèce ni un être vivant, ni un concept qui totaliserait les expériences liées au changement climatique. Il s'agit d'une « illustration » de l'interdépendance. La ligne de crête entre la position bolivienne, celle de la reconnaissance d'une notion qui renvoie explicitement à la tradition indigène andine, et la position scientifique – qui ne saurait reconnaître un tel concept comme opératoire – est tout entière contenue dans l'équilibre de la résolution.

Dans le discours de présentation de cette résolution, Evo Morales invite toutefois, en conclusion, l'Assemblée Générale à répéter ces mots finaux : « Pour terminer, je veux que vous m'aidiez à dire : ¡jallalla Pachamama! (Vive la Pachamama !) »²⁷¹. Evo Morales entend bien, dans cette déclaration, vêtu, ainsi que le Président de l'Assemblée Générale de l'ONU à qui il les a offerts, d'habits indigènes traditionnels, souligner le caractère indigène de la résolution. Le discours devant l'Assemblée prend dès lors une dimension importante pour insister sur la dimension symbolique et sacrée de la résolution, plus ou moins effacée selon les traductions.

L'articulation entre l'Assemblée Générale, où siègent tous les Etats membres de l'ONU, où le principe d'une voix par Etat est la norme de prise de décision, et la volonté d'inscrire la notion de Pachamama comme une notion globale, est nette dans le cas du processus diplomatique, du discours d'Evo Morales ainsi que de la résolution en elle-même. Il s'agit de l'institution onusienne où un pays comme la Bolivie est en capacité de proposer un contre-récit audible.

²⁶⁸ ONU, « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 avril 2009 - 63/278. Journée internationale de la terre nourricière », 1 mai 2009.

²⁶⁹ J. MALAURIE, *Terre mère*, Paris, CNRS Editions, 2008.

²⁷⁰ ONU, « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 avril 2009 - 63/278. Journée internationale de la terre nourricière », *art. cit.*

²⁷¹ ONU, « Discours Evo Morales devant l'AG de l'ONU », 22 avril 2009 : « Para terminar, quiero que me ayuden a decir ¡jallalla Pachamama! (¡Viva la Pachamama!) ».

Tableau 5 : Etats soutenant la résolution instituant un jour international de la *Madre Tierra*²⁷²

Situation géographique	Etat	Nombre d'Etats par zone	% du total
Afrique	Bénin ; Burkina Faso ; Burundi ; Cap-Vert ; Congo ; Côte-d'Ivoire ; Egypte ; Seychelles ; Somalie ; Soudan ; Togo	11	22
Asie	Bhoutan ; Chine ; Japon ; Kazakhstan ; Kirghizstan ; Mongolie ; Népal ; Pakistan ; Corée du Nord ; Philippines	11	22
Proche-Orient / Moyen-Orient	Koweït ; Liban ; Syrie	3	6
Europe	Bosnie-Herzégovine ; Espagne ; Luxembourg ; Italie ; Portugal ; Serbie ; Biélorussie	7	14
Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	Antigua et Barbuda ; Argentine ; Barbade ; Brésil ; Chili ; Dominique ; Equateur ; Salvador ; Guatemala ; Haïti ; Honduras ; Nicaragua ; Paraguay ; République dominicaine ; Sainte Lucie ; Uruguay ; Venezuela ; Cuba	18	36
Amérique du Nord	-	0	0

La lecture de ce tableau, sans toutefois en tirer des conclusions par trop générales, permet de constater que se dessine largement un axe correspondant au Sud relativement au soutien de cette résolution. Le Sud est central dans la perspective internationale des diplomates boliviens proches d'Evo Morales. Les Etats de l'Europe de l'Ouest, ainsi que les Etats-Unis, ne font pas partie de cette liste, alors qu'ils forment largement les pays associés au Nord. Plus de huit Etats sur dix qui ont appuyé l'initiative appartiennent à l'Asie, l'Afrique, aux Amériques du Sud et centrale, ainsi qu'aux Caraïbes.

²⁷² A/RES/63/278 ; A/63/PV.80.

A l'invocation d'une position écologique *pour les peuples* répond cette liste de pays qui ont pour beaucoup formé les rangs, dans les années 1970, de la proposition de nouvel ordre économique international ou, à tout le moins, du mouvement des non alignés. Dès lors, le soutien par l'Assemblée générale de l'ONU souligne la constitution d'une alliance *ad hoc* qui correspond à l'analyse de la diplomatie bolivienne. Tirons-en les conclusions. D'une part, l'analyse de la Bolivie, d'un front possible des pays du Sud contre les pays du Nord sur les questions climatiques, se vérifie dans les faits ; d'autre part, cette analyse peut avoir des effets performatifs. En réalité, les diplomaties potentiellement plus intéressées à soutenir cette initiative sont probablement les premières contactées par la diplomatie bolivienne.

Les échos académiques et culturels de la Pachamama à l'échelle globale

Enfin, il est important de mentionner que la Pachamama, quelles qu'en soient les traductions, trouve un écho dans une partie des formulations théoriques de l'écologie politique en Europe et aux Etats-Unis. En effet, l'idée qu'il est nécessaire de trouver un concept plus englobant que ne le sont les réalités partielles du climat, de la biodiversité ou encore de la multiplicité des écosystèmes locaux, trouvent ses origines dès la publication du livre de James Lovelock, *L'hypothèse Gaïa*²⁷³. Bien que ce livre ait été largement surinterprété comme définissant Gaïa en être conscient, il a toutefois posé les bases de la réflexion conceptuelle sur les façons de qualifier l'interaction des phénomènes liés, en tant que tels, à la Terre.

Il est notable que ces réflexions ont trouvé récemment un écho dans la littérature scientifique autour de l'écologie, que ce soit dans l'ouvrage de Bruno Latour, *Face à Gaïa*²⁷⁴, ou dans celui d'Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes*. Aussi, la notion de Pachamama, étrangère au rationalisme moderne né en Europe, a toutefois pu trouver une assise de réception dans les approches totalisantes qui ont tenté d'élaborer des conceptualisations globales des phénomènes cumulatifs liés au changement climatique. L'approche d'Isabelle Stengers est particulièrement intéressante, point d'équilibre entre la Madre Tierra comme être conscient et la Terre en tant que phénomène concret et isolable²⁷⁵. Gaïa est un *événement*.

Comme tel, Gaïa ne saurait être réduite à une qualification positive, ce qui interroge la notion de Madre Tierra – dans ses liens possibles avec le catholicisme²⁷⁶ – ou, encore davantage celle de Terre nourricière. Alors qu'elle mentionne l'ouvrage de Lovelock, Stengers produit une analyse intéressante des tensions sous-jacentes à ce groupe de notions : « Gaïa semblait ainsi une

²⁷³ J. LOVELOCK *et al.*, *La terre est un être vivant: l'hypothèse Gaïa*, 2017.

²⁷⁴ B. LATOUR, *Face à Gaïa*, *op. cit.*

²⁷⁵ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes: résister à la barbarie qui vient*, 2013, p. 33.

²⁷⁶ Voir *supra*, Introduction.

bonne mère, nourricière, dont la santé devait être protégée. Aujourd'hui, notre compréhension de la manière dont Gaïa « tient ensemble » est bien moins rassurante. (...). Gaïa est désormais, plus que jamais, la bien nommée, car si elle fut honorée dans le passé, c'est plutôt comme la redoutable, celle à qui s'adressaient les peuples paysans parce qu'ils savaient que les humains dépendent de quelque chose de plus grand qu'eux, de quelque chose qui les tolère, mais d'une tolérance dont il ne s'agit de ne pas abuser. *Elle était d'avant le culte de l'amour maternel, qui pardonne tout*²⁷⁷. Loin de la Terre nourricière, cette réflexion nous mène à la notion plus ancienne de Pachamama, celle d'avant l'ère chrétienne de l'Amérique andine. Un tissu interprétatif entoure donc cette notion, qui la rend recevable dans plusieurs parties du monde.

Un autre élément, peu quantifiable mais qu'il ne s'agirait toutefois pas de négliger, entre également en compte dans les conditions de possibilité de la réception d'une telle idée. Il a pu être qualifié comme tendance *new Age*, qui tend à lier rapport à la nature, nouvelles formes de comportement individuel, et spiritualité. Formes de taoïsme ayant voyagé en Europe comme aux Etats-Unis, ces comportements culturels orientés vers la sérénité intérieure peuvent trouver en des structures conceptuelles telles que Gaïa un écho direct à une nouvelle forme d'individualité. Paradoxalement, elles ne trouvent parfois pas d'intermédiaire ou ne s'assoient pas sur un rapport politique aux questions écologique et sociale²⁷⁸.

Dans le cas des travaux académiques autour de l'écologie comme de certaines évolutions culturelles, la Pachamama est un concept qui n'est pas radicalement étranger à l'Europe ou aux Etats-Unis. A la Pachamama, diplomatique, des peuples du Sud à l'Assemblée générale répond la Pachamama sociale, dont les traits sont à bien des égards universalisables.

c. Construire les figures de l'ennemi : la puissance du récit anti-impérialiste

La Pachamama constitue donc le signifiant commun que proposent l'Equateur, et surtout la Bolivie, sur la scène internationale. Elle constitue un moyen d'en appeler à une forme d'unification positive et constituer un récit international que nous avons qualifié de *populisme écologique*. Le populisme doit également se construire sur une opposition, frontière entre l'espace de l'amitié et l'espace de l'inimitié. L'inimitié, pour Evo Morales et Rafael Correa, se construit dans le rapport aux Etats-Unis. C'est une inimitié d'Etat à Etat qui concerne également les organisations qui sont perçues comme les prolongations d'influence de l'Empire américain. La constitution de

²⁷⁷ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes*, op. cit., p. 35.

²⁷⁸ S. ZIZEK, « "La Revanche des Siths", ou l'invention d'un bouddhisme pop », *Manière de voir*, juillet 2010, pp. 9-11.

cet ennemi permet de se doter d'un cadre analytique des relations internationales pour les nouveaux blocs hégémoniques, et préserve en même temps la positivité souple de la notion de *Buen Vivir*.

Les Etats-Unis ou l'Empire à éviter

De la même façon que les secteurs dirigeant les pays avant l'arrivée au pouvoir des nouveaux blocs hégémoniques, les Etats-Unis sont assimilés dans la rhétorique nationale et internationale des nouveaux gouvernements et de leurs appuis dans la société à un contre-modèle²⁷⁹. Les Etats-Unis constituent l'ennemi consensuel.

Un exemple assez clair de cet état de fait ressort d'un ouvrage publié au début des années 2000. Véritable plaidoyer en faveur de l'alliance de la gauche aux majorités indigènes – là où elles existent – et du renouveau d'un « soulèvement indigène-populaire-militaire ». Le point de départ de cet ouvrage est l'exposition, militante, du mouvement de révolte de janvier 2000 en Equateur, qui est allé jusqu'à l'occupation du Congrès national et a abouti au renversement du président Jamil Mahuad. Le septième point de l'introduction s'intitule éloquentement « Derrotar a los Estados Unidos », Faire échec aux Etats-Unis.

Y sont abordées les différentes façons pour contrer la stratégie internationale des Etats-Unis en Amérique latine, notamment à l'égard de la FARC-ELN, considérée comme un allié potentiel pour le mouvement populaire que le livre appelle de ses vœux. Un point notable doit être à ce stade souligné : l'auteur envisage les citoyens états-uniens eux-mêmes comme des possibles appuis de la construction de mouvements populaires en Amérique latine. Dans un ton très engagé, l'auteur estime ainsi que « l'ennemi le plus craint par la ploutocratie états-unienne, ce sont ses propres citoyens. Mobilisons ces citoyens, afin de faire échec à sa classe dominante criminelle pour le bénéfice des peuples de la *Patria Grande*, qui se lèvent de nouveau pour obtenir leur indépendance définitive »²⁸⁰.

Sans considérer que cet ouvrage représente fidèlement la pensée des acteurs des blocs hégémoniques équatorien et bolivien – loin de là, dans la mesure où l'armée n'a joué aucun rôle dans la prise de pouvoir de PAIS ou du MAS – il est tout à fait révélateur d'un état d'esprit commun aux forces socialistes, indigénistes, et, dans une certaine mesure, écologistes. Les Etats-Unis

²⁷⁹ Les rapports aux Etats-Unis en tant que tels sont des motifs de disputes très clairs au sein des blocs hégémoniques – ces éléments seront abordés ultérieurement.

²⁸⁰ H. DIETERICH *et al.*, *La cuarta vía al poder: Venezuela, Colombia, Ecuador: y los protagonistas del levantamiento indígena-popular-militar del 21 de enero del 2000 en el Ecuador*, México City, México, Editorial Quimera, 2001, p. 35: "El enemigo más temido por la plutocracia estadounidense son sus propios ciudadanos. Movilicemos a esos ciudadanos, para derrotar a su criminal clase dominante en beneficio de los pueblos de la Patria Grande que se levanta de nuevo, para consumir su independencia definitiva".

œuvrent à la mise en place d'une politique impériale qu'il s'agit de combattre au niveau national comme au niveau international : telle est l'idée générale commune à toutes celles et tous ceux que nous avons interrogés et qui étaient proches des nouveaux blocs hégémoniques, ou l'avaient été²⁸¹.

Dès lors, les Etats-Unis, relativement à la politique climatique, en dépit des différences entre administrations, et du seul fait de leur forte contribution en termes d'émissions de gaz à effet de serre, sont tenus responsables des problèmes liés au changement climatique et à la perte de biodiversité. Il n'est pas inutile de préciser que l'Europe est considérée en des termes similaires : la responsabilité historique du changement climatique est conjointe entre les Empires d'hier et celui d'aujourd'hui. Le Nord, tel que l'entendent les dirigeants du MAS ou de PAIS, renvoie exclusivement à l'Europe et aux Etats-Unis. C'est d'ailleurs dans cette acception que nous utilisons cette notion dans ce texte.

Des Etats-Unis au capitalisme transnational : un redoublement consensuel

Au-delà des Etats-Unis cependant, les entretiens que nous avons menés renvoient beaucoup au mode spécifique de production et d'échange qu'est le capitalisme. Que le capital transnational soit un ennemi aussi consensuel que les Etats-Unis tient à un double facteur : d'une part, il ne s'acquittait que de peu d'impôts lorsqu'il exploitait les ressources naturelles ; d'autre part, il les exploitait, ce qui pour certains écologistes est en soi un motif condamnable et une ligne rouge à ne franchir en aucun cas²⁸².

En Equateur, la pollution causée dans l'Orient amazonien par la compagnie Chevron-Texaco est emblématique de ce consensus quant au rôle écologiquement néfaste du capital transnational²⁸³. La compagnie étant états-unienne, il se trouve un point de jonction entre les deux formes impériales communément rejetées au sein des blocs hégémoniques : la campagne internationale pour faire payer la compagnie est appuyée et organisée par le gouvernement qui édite des brochures à ce propos²⁸⁴.

²⁸¹ Cela est vrai à tel point que les Etats-Unis – avec éventuellement l'Europe – sont la seule force impériale dont la gauche latino-américaine estime devoir se garder. Les investissements chinois, massifs – cf. *infra*, Chapitre 5 – ne sont pas considérés comme un signe d'impérialisme économique, mais au contraire comme un moyen de se libérer de l'impérialisme états-unien – en particulier Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

²⁸² Yolanda Kakabadse, ex-directrice internationale WWF, Quito, 19 janvier 2015 ; Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Natalia Greene, responsable du réseau CEDENMA, Quito, 7 janvier 2015.

²⁸³ S. TARDY-JOUBERT, « La bête noire des pétroliers », *XXI*, t. 2015, pp. 147-155. Il est notable ici que des divisions peuvent apparaître au sein des blocs hégémoniques lorsque le capital national – étatique ou nationalisé dans sa plus-value – est concerné.

²⁸⁴ Cf. Annexe graphique 10.

Un concept est à cet égard central dans la dénonciation-désignation de l'ennemi : la dette écologique. L'idée même de dette écologique revient à inverser celle de dette économique. L'endettement des pays du Sud – ici l'Equateur et la Bolivie – à l'égard de créanciers internationaux est présenté comme négligeable au regard de la dette écologique que ces mêmes créanciers – indistinctement étatiques ou capitalistiques – ont contracté vis-à-vis de ces pays du fait de l'exploitation de leurs ressources naturelles et des profits qui en ont été dégagés. C'est là un des thèmes chers à la théorie du développement inégal²⁸⁵ qui est réinterprété à l'aune de la question écologique. Le Vice-Président bolivien, Álvaro García Linera, ajoute une dimension marxiste à cette notion en qualifiant les pays européens, et les Etats-Unis, et les capitaux qui y sont établis, de détenteurs de la plus-value environnementale :

« L'environnement est un produit commun, il nous implique tous, nous nous alimentons tous, pour le bien comme pour le mal, l'environnement, mais l'appropriation et l'usage de ces ressources sont essentiellement privés. Et tu le vois maintenant, les Européens ont éliminé leurs forêts, et qui a détruit la forêt ? Nous ? Je n'ai pas détruit la forêt française. (...). De fait, il est chaque fois plus visible, non seulement que cet usage privé, cet abus privé, cette déprédation privée sont plus utilisés dans les pays hautement industrialisés qui ont financé leur bien-être au moyen de la destruction de l'environnement, mais que nous pouvons parler d'une forme de *plus-value environnementale*. Si ces biens appartiennent à tous, et leur usage doit également nous appartenir à tous, il se trouve en réalité qu'une poignée s'empare de ces biens, les triture, les démonte, les détruit, nous privant de l'usage sain de ces moyens, c'est-à-dire... et dans cet usage et trituration et destruction de l'environnement, une poignée génère du bien-être pour une poignée, des conditions de vie, et les autres sont laissés de côté. C'est donc à cet usage privé de ressources communes, à cet enrichissement privé par des ressources communes, nous allons l'appeler *plus-value environnementale* »²⁸⁶.

²⁸⁵ Cf. *supra*, Introduction.

²⁸⁶ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016: [El medioambiente] “es un producto de todos, nos involucra todos, todos alimentamos, para bien o para mal, el medio ambiente, pero la apropiación y el uso de esos recursos es predominantemente privados. Y lo has visto ahorita, los europeos han extinguido sus bosques. ¿Y quién ha extinguido el bosque? ¿Nosotros? Yo no he extinguido el bosque francés. (...). Entonces, cada vez es más visible, cada vez es más visible, cada vez es más visible, que no solamente este uso privado, este abuso privado, esta depredación privada y más utilizado en países altamente industrializados que han financiado su bienestar mediante la destrucción del medio ambiente, sino que podemos hablar de una especie de plusvalía medioambiental. Si estos bienes son de todos, y su uso tiene que involucrarnos a todos, resulta que unos pocos agarran ese bien de todos, lo trituran, lo deforman, lo descuartizan, lo destruyen, privándonos a nosotros el usufructo sano de esos medios, es decir... y en ese uso y trituration y destrucción de medioambientales, unos pocos generan bienestar para pocos, generan condiciones de vida para pocos, y a los demás los dejan, allí. Entonces, a eso, a este uso privado de recursos comunes, y a este enriquecimiento privado con recursos comunes, le vamos a denominar plusvalía medioambiental”.

L'anti-impérialisme présenté ici est donc double : il vise une politique impériale d'Etat, celle de la première puissance économique, militaire et économique du globe ; mais il concerne aussi les mouvements de capitaux transnationaux et leurs conséquences spatiales et matérielles. Cette désignation de l'ennemi trace une frontière globale qui correspond largement à celle tracée par le mouvement altermondialiste.

Le rôle joué par la contestation de l'impérialisme dans l'unification des blocs hégémoniques en vue de se projeter comme *force globale contre-hégémonique dans la politique internationale de l'écologie* est décisif. Il est une partie intégrante et nécessaire de ce que nous avons appelé ici le *populisme écologique*. Il est la traduction, dans les capacités d'action globale, de ce qu'est la stratégie populiste traditionnelle de conquête du pouvoir au niveau national.

Le Vivir Bien – Buen Vivir comme positivité souple

L'anti-impérialisme écologique est donc la composante négative de la formation idéologique des blocs hégémoniques, inévitable pour l'analyse de la rhétorique internationale des gouvernements équatorien et bolivien en matière de politique internationale de l'environnement. Mais il s'agit également d'un point d'ancrage décisif dans les rapports de pouvoir écologique de nature globale qui sont liés aux espaces amazoniens.

La construction de l'ennemi renvoie également à une forme de *politisation* de l'écologie qui n'est pas nécessairement l'apanage des milieux écologistes traditionnels. Comme l'écrit Bruno Latour, en considérant que cette alternative est peu présente dans la construction intellectuelle du mouvement écologiste, « le choix que nous propose Schmitt est terriblement clair : soit vous acceptez de distinguer l'ennemi de l'ami et alors vous vous engagez dans la politique, définissant strictement les frontières de guerres bien réelles – « guerres sur ce dont est fait le monde » ; soit vous évitez soigneusement de mener ces guerres et d'avoir des ennemis, mais alors vous *renoncez* à la politique (...). C'est un choix difficile, je l'admets : soit la « nature » met fin à la politique, soit la politique oblige à abandonner la nature – et donc accepte finalement de faire face à Gaïa »²⁸⁷.

Dans un livre intitulé *le Vivir Bien est-il possible*, Pablo Solón, ambassadeur de la Bolivie auprès de l'ONU pour le changement climatique de 2009 à 2011, souligne la dimension globale de la notion : « L'expérience de cette décennie nous montre clairement que le *Vivir Bien* n'est pas possible à l'échelle d'un pays dans le cadre d'une économie mondiale capitaliste, productiviste, patriarcale et

²⁸⁷ B. LATOUR, *Face à Gaïa*, op. cit., pp. 310-311.

anthropocentrique. Un élément clé pour qu'avance et prospère cette vision est son articulation et sa complémentarité avec d'autres processus semblables au niveau d'autres pays »²⁸⁸.

Carlos Viterí Gualinga

Président de la commission biodiversité et ressources naturelles de l'Assemblée nationale équatorienne de 2013 à 2015. Soutien indigène au Président Rafael Correa, il incarne l'un des soutiens loyaux au gouvernement de ce dernier, qui repose en partie sur l'alliance entre perspective de gauche, indigénisme et préoccupation écologique. Originaire de la province de Pastaza, c'est un soutien de poids pour Rafael Correa, puisqu'il vient de l'Amazonie équatorienne.

Pablo Solón

Directeur de la Fundación Solón. D'abord ministre du commerce extérieur du gouvernement d'Evo Morales, il est ambassadeur de la Bolivie aux Nations unies de 2009 à 2011. Avant Diego Pacheco, c'est lui qui dirigeait les négociations climatiques pour la Bolivie. Il rompt avec le gouvernement sur la question du Tipnis. Fils d'un célèbre peintre bolivien, Walter Solón Romero, il dirige la fondation qui expose ses œuvres. De 2012 à 2015, il dirige la fondation « Focus on Global South ». Il est un défenseur résolu de la notion de Vivir Bien.

Sans discuter ici de la dimension critique du propos, qui laisse entrevoir les failles apparues ultérieurement au sein du bloc hégémonique, il est clair que la dimension *globale* de la notion de *Vivir Bien* est affirmée ici sans ambages. C'est d'ailleurs un point sur lequel insiste également Carlos Viteri, Président de la Commission Ressources Naturelles et Biodiversité de l'Assemblée Nationale équatorienne à propos des biens communs environnementaux et de l'initiative Yasuní-ITT²⁸⁹ : « une telle proposition ne peut se réaliser au niveau domestique »²⁹⁰.

²⁸⁸ P. SOLÓN, *¿Es posible el Vivir Bien?*, La Paz, Fundación Solón, 2016, p. 74.

²⁸⁹ Sur l'initiative Yasuní-ITT, cf. *infra*, Chapitres 2 & 3.

²⁹⁰ Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015.

C'est donc une dimension globale que revêt ultimement la notion de *Vivir Bien – Buen Vivir* et, de la même façon qu'elle joue un rôle-clé dans l'unification nationale des arcs hégémoniques, cette notion est essentielle à la constitution de ces blocs en forces de projection internationale. Le *Buen Vivir – Vivir Bien*, dans sa dimension souple et relativement indéfinie, joue le rôle d'équivalent discursif entre les différentes composantes des arcs hégémoniques dans la formation de ce *populisme écologique* à vocation internationale.

Le populisme comme stratégie nationale trouve donc dans la rhétorique liée à la Pachamama au niveau international un prolongement direct. Depuis la Révolution Citoyenne ou le « gouvernement des mouvements sociaux » bolivien²⁹¹ sont supposés s'imaginer de nouvelles formes de diplomatie des peuples.

La Pachamama est cette figure tutélaire qui, dépassant l'idée même de relations interétatiques, permet d'introduire une faille dans les schémas de la politique internationale traditionnelle et de valoriser un aspect existant dans les processus nationaux bolivien et équatorien : l'héritage indigène comme réalité politique. Au niveau international, elle répond à l'idée unificatrice du *Sumak Kawsay* et du *Suma Qamaña*, alternatives possibles au modèle classique de développement, hérité de l'Europe colonisatrice. La stratégie populiste établit donc un signifiant commun transcendant, la figure de la Pachamama ou *Madre Tierra* dont l'usage est double : figure diplomatique, elle est aussi un outil de construction de l'image de la Bolivie et de l'Équateur comme avant-proue de l'écologie politique internationale.

Les conditions de l'unité ne tiennent cependant pas uniquement à ce signifiant transcendant. Elles sont tout autant présentes dans la coexistence de la négation de l'impérialisme états-unien et dans la positivité d'un modèle alternatif présenté comme *notion globale*, le Buen Vivir.

Cet ensemble de conditions – fondement des récits du pouvoir autour de la notion de peuple, discours international reposant sur l'idée de peuples défendant la Pachamama, commune

²⁹¹ A. GARCÍA LINERA, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2015.

critique de la puissance impériale états-unienne – forme ce que nous avons appelé dans cette seconde partie le *populisme écologique*. Elle forme une identité cohérente pour ce qui est de la projection internationale des blocs hégémoniques.

Ce discours est commun aux différentes composantes de l'arc hégémonique. Il présente un caractère singulier, celui d'un récit périphérique parvenu au centre d'Etats sans pour autant devenir un récit hégémonique mondialement. Il s'agit, pour éclairer cette dimension, d'en trouver les origines dans une commune caractéristique des processus bolivien et équatorien : la mise en mouvement depuis la périphérie sociale et politique de ces processus.

III- De la périphérie vers le centre : de *l'empowerment* à la plurinationalité souveraine

Afin de terminer la présentation générale des processus politiques qui ont donné lieu à la constitution d'une puissance nouvelle de projection internationale pour la Bolivie et l'Equateur, il faut mentionner un point décisif dans le schéma dynamique de constitution des nouveaux blocs hégémoniques. Il s'agit des origines géographiques, intellectuelles et sociales de leurs composantes : elles sont périphériques²⁹². Par périphérie géographique, nous entendons les zones qui, marginalisées des réseaux de transport et peu connectées au reste du pays, sont loin des centres politiques de décision : dans un cas comme l'autre, l'Orient amazonien correspond clairement à cette acception. Par périphérie intellectuelle, nous entendons les pensées critiques dont la portée institutionnelle était faible avant les mouvements sociaux du début des années 2000. Enfin, la périphérie sociale renvoie à l'ensemble des groupes sociaux les moins représentés auparavant dans la sphère institutionnelle – les indigènes et les classes populaires.

Les projections internationales bolivienne et équatorienne ont cela de singulier qu'elles renvoient à une figure alternative de la mondialisation, celle qu'Armelle Choplin et Olivier Pliez ont nommé « la mondialisation des pauvres »²⁹³, tout en passant par un espace politique *a priori* central, celui du pouvoir étatique.

L'analyse de ces origines périphériques permet de saisir le caractère singulier du rapport au *territoire* de ces nouveaux blocs hégémoniques : l'espace est un enjeu de pouvoir central dans les processus bolivien et équatorien. *L'espace périphérique est devenu un enjeu institutionnel majeur, en sa qualité*

²⁹² Chaque composante ne cumule pas nécessairement les trois dimensions – géographique, sociale ou intellectuelle – mais présente au moins l'un des caractères exposés ici.

²⁹³ A. CHOPLIN et O. PLIEZ, *La mondialisation des pauvres : loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil, 2018 (La République des idées).

d'espace écologiquement pertinent. Le processus de constitution des blocs hégémoniques *à partir des périphéries* trouve sa source dans les années 1990. C'est le premier paradoxe à l'œuvre dans la construction historique de ces blocs : le multiculturalisme néolibéral s'est reposé sur une certaine forme d'*empowerment* des syndicats ou des organisations indigènes.

C'est donc *à partir* d'un rapport neuf aux institutions étatiques que ces organisations et syndicats ont pu envisager la prise du pouvoir d'Etat, ou à tout le moins la possibilité d'utiliser les voies institutionnelles pour l'emporter, stratégie appliquée avec une réussite diverse selon les organisations. Cependant, c'est à partir de cette revendication par les périphéries du *centre* que naît la volonté commune au sein de ces blocs en construction de réarticuler le rapport entre Etat, souveraineté, nations et territoires : l'apogée de cette réarticulation est atteint dans les moments fondateurs de l'Equateur et de la Bolivie contemporaines. Il s'agit des moments constitutifs, où ces Etats prennent un caractère plurinationnel. La transnationalité passe désormais au-delà des frontières internationales, éclatées au sein d'un même territoire fermement souverain.

- a. L'aide au développement omniprésente, paradoxes du multiculturalisme néolibéral : *empowerment et paradigme de la minorité*

L'histoire du multiculturalisme : la force de la coopération internationale

Il faut commencer cette partie par souligner le caractère très précaire des souverainetés équatorienne et bolivienne pendant les années 1990. Outre l'application au mot près des recommandations du Consensus de Washington, il faut souligner la dépendance matérielle concrète des gouvernements à l'aide extérieure. Pour ce qui est de la Bolivie, des bureaux de l'aide internationale au développement se trouvaient dans les ministères et certains fonctionnaires des ministères étaient directement rémunérés par l'aide internationale²⁹⁴. La dépendance politique était aussi forte qu'étaient ténues les marges d'autonomie politique. C'est d'ailleurs un point commun aux soutiens des gouvernements Morales et Correa de décrire les processus politiques des deux premières décennies du XXI^e siècle comme des processus de récupération de la souveraineté : c'est d'ailleurs le sens très clair des noms respectifs de leurs partis. D'un côté, le MAS-IPSP inscrit la récupération de la souveraineté comme objectif prioritaire : son premier nom, en 1995, est l'ASP, Assemblée pour la souveraineté des peuples²⁹⁵. De l'autre, l'alliance PAIS propose par son nom lui-même une « patrie altière et souveraine ».

²⁹⁴ Diego Pacheco, vice-ministre de la planification au développement, La Paz, 14 juillet 2016.

²⁹⁵ H. DO ALTO, « De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 42, 2007, pp. 84-96.

L'instauration du paradigme multiculturel précède d'une quinzaine d'années la mise en place de ces processus politiques. La question des identités indigènes y est *centrale*. C'est à ce moment qu'apparaissent les mouvements indigénistes centrés premièrement sur l'identité culturelle. Comme l'écrit Fontana Lorenza Belinda, « le néo-indigénisme peut être défini comme un mouvement intellectuel et politique, exposé à de fortes influences exogènes (la coopération internationale et les anthropologues), qui fait référence à « l'indigène authentique » dans le but de défendre les revendications de certains groupes sociaux. (...). Ce mouvement a donc visé à l'affirmation de nouveaux sujets – les peuples indigènes – en tant que protagonistes sociaux et politiques, à travers la consécration des spécificités culturelles comme ligne fondamentale de différenciation sociale »²⁹⁶.

Une ligne nouvelle s'est donc ajoutée dans la structuration sociopolitique de l'Equateur et de la Bolivie pendant les années 1990. Comme le note David Dumoulin Kervran, cette période a été celle d'une évolution majeure : « le référentiel dominant de l'intégration nationale appuyée sur l'acculturation dirigée des peuples indigènes a été remplacé par un multiculturalisme proclamé. Ce qu'on appelle le néo-indigénisme international reste une politique orientée spécifiquement vers les populations définies comme indigènes »²⁹⁷.

Le néo-indigénisme doit être défini comme une politique internationale, depuis les institutions internationales, qui rencontre des organisations indigénistes elles-mêmes réunies en réseaux transnationaux, comme c'est le cas par exemple de la COICA. Le caractère multiculturel de l'Etat équatorien est souligné dans la Constitution de 1998 : dès lors, il est clair que le concept lui-même est fortement ancré dans la sphère institutionnelle, ce qui n'empêche cependant pas les indigènes d'être relégués au second plan de la citoyenneté, à tel point que, dans les débats liés à la nouvelle Constitution, s'est posée la question d'accorder ou non le droit de vote aux illettrés, ce qui revenait à en priver une partie importante des indigènes²⁹⁸. Dès lors, le processus néo-indigéniste et le multiculturalisme des années 1990 peuvent être qualifiés de *processus descendants*, depuis les institutions internationales à la rencontre des indigènes en passant par des institutions étatiques aux faibles capacités.

Les processus de capacitation aux périphéries

²⁹⁶ F. LORENZA BELINDA, « A l'ombre de la reconnaissance : politiques identitaires et conflit social en Bolivie », *Critique internationale*, n° 64, 2014, p. 108. ; Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, Quito, 12 janvier 2015 : Guillaume Fontaine nous a présenté la même analyse pour ce qui est de l'Equateur. Une nouvelle forme d'indigénisme, fondée avant tout sur la question de l'identité culturelle s'y est développé fortement dans l'Orient.

²⁹⁷ D. Dumoulin Kervran, in C. GROS et M.-C. FELTES-STRIGLER (éds.), *Être indien dans les Amériques : spoliations et résistance : mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*, Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 2006, p. 92.

²⁹⁸ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

Il est important d'en souligner le caractère décisif pour l'objet de notre recherche. En effet, l'application du paradigme du néolibéralisme culturel, dans la mesure où il passait par-delà les institutions étatiques, a contribué au renforcement des périphéries de la société civile. Ainsi, le néolibéralisme culturel a formé les indigènes et les paysans dont le rôle a été majeur dans les processus équatorien et bolivien.

Comme l'écrit David Recondo, soulignant le paradoxe de l'époque néolibérale, « la nouvelle classe politique qui a accédé au pouvoir entre 1995 et 2005, depuis la périphérie vers le centre, était essentiellement une conséquence de la décentralisation participative promue par Gonzalo Sánchez de Lozada ; une réforme paradoxalement dénoncée par les leaders MAS-IPSP en tant que réforme imposée par le FMI »²⁹⁹.

Magdalena Medrano, engagée dans les mouvements sociaux boliviens des années 1990, un temps dirigeante politique dans le département de Cochabamba, nous a décrit l'importance fondamentale des réseaux d'ONG, dont le développement a accompagné ce processus de décentralisation de l'Etat et d'une partie de ses ressources financières³⁰⁰ : « Evo a rompu les relations avec toutes les ONG, nous qui avons été l'avant-garde pour qu'il y ait un gouvernement indigène-populaire ». Elle nous a donné des informations-clés quant au parcours de celui qui est devenu Président de l'Etat plurinational de Bolivie. En effet, ce sont les ONG et associations liées aux luttes pour la démocratie, dès la fin des années 1980, qui ont commencé à instituer des formations pour les dirigeants. Le rôle des ONG, dans ce contexte, était selon elle que « les aspirations [des citoyens] cherchent le meilleur chemin. Et si cela signifie prendre le pouvoir, parce que les choses vont mal, ils doivent le prendre. (...). Ce que nous avons fait, c'est former des leaders, qui gouvernent ce pays »³⁰¹.

Dans des conditions similaires, Guillaume Fontaine nous disait avoir formé des dirigeants indigènes à la connaissance de leurs droits – de telle sorte à ce qu'ils puissent utiliser les institutions pour défendre leurs intérêts, là où une méconnaissance absolue des lois nationales et du droit international ne leur permettait pas de s'en saisir³⁰². C'est également dans cette période que se tissent

²⁹⁹ D. RECONDO, « Participatory Decentralization in Bolivia: The Genealogy of an Institutional Transplant », in *Democracy at Large. NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2012, p. 130.

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, *Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino* (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016 : «Él rompió las relaciones con las ONG, con todas las que en su momento fuimos la vanguardia para que haya un gobierno indígena popular»/ «Es que esas aspiraciones busquen el mejor camino, y si eso significa tomar el poder porque las cosas están mal, tienen que tomarlo. (...). Lo que hemos hecho es formar líderes que gobiernen este país».

³⁰² Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, Quito, 12 janvier 2015.

des liens entre le milieu académique – notamment les anthropologues – et les mouvements indigénistes.

Le processus de capacitation est double de ce point de vue : il commence certes par la formation de dirigeants sociaux et politiques. Mais il est redoublé par ce qu'il est possible d'appeler une *capacitation identitaire*. En effet, les anthropologues jouent un rôle majeur dans le processus de reconstruction identitaire lié au néo-indigénisme. L'exhumation de sources historiques ou l'étude de certaines communautés comme *culturellement singulières* permet en effet de retrouver une base historique pour la légitimité de l'action indigène.

Une hypothèse semble viable à l'observation de ces dynamiques internationales, académiques, syndicales et indigénistes : la revendication *culturelle* a été d'une importance décisive dans la légitimation internationale des mouvements indigénistes en Equateur, paysans en Bolivie. La conflictualité traditionnelle du XX^e siècle reposait en Bolivie comme en Equateur sur *la ligne de friction que formait le conflit de classes*. Les revendications culturelles pouvaient, de ce point de vue, apparaître moins conflictuelles. Christian Gros avance même l'hypothèse, intéressante, d'une tentative de relégitimation de l'Etat néolibéral : sa vocation sociale disparue, la décentralisation devenait la nouvelle façon, pour les institutions étatiques des années 1990, d'investir la société ; il écrit : « il faut considérer l'hypothèse selon laquelle le néo-indigénisme, en tant que politique, a précisément pour objectif de restaurer l'Etat et sa gouvernabilité, ce qui nécessite d'établir des contre-feux pour alléger la pression interne »³⁰³. La formation des dirigeants a cependant préparé, selon des modalités différentes pour l'Equateur et la Bolivie³⁰⁴, l'arrivée au pouvoir des nouveaux blocs hégémoniques.

Le paradigme de la minorité à vocation majoritaire ?

Sans entrer directement dans les querelles académiques et politiques liées au recensement de la population indigène, il convient toutefois de souligner que, dans le cas bolivien se dégage nettement une majorité statistique de population indigène, et que le nombre de personnes se définissant ainsi est significatif bien qu'inférieur en Equateur³⁰⁵. Toujours est-il que l'origine du néolibéralisme culturel – des politiques internationales de reconnaissance indigène à *partir* des institutions internationales et au travers des ONG – est à lier au paradigme de la minorité. A cet

³⁰³ C. GROS, *Nación, identidad y violencia: el desafío latinoamericano*, Bogotá, Univ. Nacional de Colombia, 2010, p. 141.

³⁰⁴ Cf. *infra*, Chapitre 2.

³⁰⁵ Les polémiques liées au recensement tiennent essentiellement à l'intégration ou non de la catégorie « métis ». La dispute se présente alors dans ses termes : du côté des défenseurs de l'intégration de cette catégorie, il est dit que son absence surestime le nombre d'indigènes dans la population, et qu'elle empêche la reconnaissance d'un mélange culturel. De l'autre côté, c'est l'invisibilisation des indigènes qui est critiquée comme s'inspirant des politiques de métissage national afin d'homogénéiser le pays. Ces disputes sont particulièrement prégnantes en Equateur.

égard, les réflexions de Dipesh Chakrabarty sont éclairantes : « Un groupe peut être plus large que le groupe dominant, et son histoire néanmoins catégorisée comme « mineure/minoritaire ». Le problème des histoires minoritaires nous amène donc à soulever la question de savoir ce que l'on peut appeler la « minorité » de certains passés. Il est des constructions et des expériences du passé qui restent « mineures » dans le sens où leur intégration dans des récits historiques les transforme en passés « de moindre importance » par rapport aux compréhensions dominantes de ce qui constitue le fait et la preuve dans les pratiques de l'histoire professionnelle »³⁰⁶. De toute évidence, la possible application d'un paradigme de la minorité à l'Equateur comme à la Bolivie relève de ce biais méthodologique et cognitif, politiquement constitué.

Christian Gros ne laisse quant à lui pas de doute quant à l'importance de l'influence internationale dans la constitution de cette configuration nouvelle dans les années 1990 : « En ce qui concerne, finalement, le rôle joué par les institutions internationales et par les ONG, notre hypothèse est qu'il a été considérable. Sans les ressources de tout type qui ont été mises à disposition d'un acteur ethnique à différents niveaux, la mobilisation indigène n'aurait pu se dérouler de la même façon »³⁰⁷. Cette hypothèse est vérifiée par nos enquêtes de terrain : les années 1990 ont été décisives de ce point de vue.

Cependant, l'hypothèse que nous y ajoutons à ce stade est la suivante : la détermination, comme l'écrit Christian Gros, d'une « nouvelle frontière ethnique »³⁰⁸, a sans doute tendu les analyses à réduire les mobilisations, en Bolivie comme en Equateur, à leur seule dimension ethnique. Une distinction conceptuelle est importante à introduire : de la mobilisation indigène entendue comme mobilisation de secteurs majoritairement indigènes à l'indigénisme³⁰⁹ comme pensée politique, la différence est importante.

En outre, la qualification des indigènes comme *minorités* est pour le moins problématique dans les cas bolivien et équatorien. Si la qualification en minorité peut être discutée dans le cas équatorien, il est indéniable qu'elle est absolument non pertinente dans le cas bolivien. Il se trouve ici un cas de juxtaposition d'un paradigme exogène à une situation qui lui est étrangère. Comme l'écrit Silvia Rivera Cusicanqui, « la législation multiculturaliste (...) a contribué à transformer une majorité consciente d'être une majorité (le katarisme-indianisme des années 1970-1980 en une

³⁰⁶ D. CHAKRABARTY, *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Éd. Amsterdam, 2009, p. 166. La connotation que l'auteur donne aux termes majeurs et mineurs peut recouvrir celle que nous attribuons à la dichotomie hégémonie/contre-hégémonie : le passage de la minorité à la majorité est celui d'une nouvelle hégémonie, c'est le passage de la contre-hégémonie à l'hégémonie.

³⁰⁷ C. GROS, *Nación, identidad y violencia*, *op. cit.*, p. 26.

³⁰⁸ *Idem.*

³⁰⁹ Ce terme recouvre par ailleurs une diversité de courants de pensée, comme nous l'avons présenté dans l'état de l'art.

majorité avec une conscience et un comportement de minorité, recluse dans « le petit espace » du pouvoir local et exclue de la politique et de l'Etat dans leur ensemble »³¹⁰.

Dès lors, les usages de la question ethnique sont essentiellement stratégiques³¹¹ ; deux écueils sont à éviter dans l'analyse, celui de l'essentialisation comme celui du constructivisme absolu. Il existe une réalité indigène mais elle ne saurait être ramenée uniquement au néo-indigénisme comme politique publique étatique et internationale. C'est la dimension stratégique qui permet de résoudre les deux paradoxes soulevés dans cette partie : l'Etat néolibéral a formé des élites qui ont entraîné son dépassement, et le paradigme minoritaire a été employé par des populations dont la définition n'était pas exclusivement ethnique, *et dont l'action sociale et politique était à vocation majoritaire*³¹².

- b. La prise du pouvoir d'Etat à partir de la périphérie : la question territoriale au cœur de la formation des nouveaux blocs hégémoniques

Les périphéries nationales à l'initiative

Comme nous l'avons déjà mentionné, les mobilisations indigènes ont joué un rôle décisif dans la formation des nouveaux blocs hégémoniques équatorien et bolivien. Leur usage stratégique a permis l'émergence d'un fait politique nouveau : la constitution de la périphérie politique et sociale comme force politique et sociale en capacité de se saisir du pouvoir central. En Equateur comme en Bolivie, la convergence s'est réalisée entre forces rurales indigénistes et forces urbaines de gauche, la question indigène posant ces forces rurales comme *les plus légitimes* à incarner la lutte. Même si les configurations équatorienne et bolivienne sont de ce point de vue singulièrement différentes³¹³, le rôle qu'y a joué la question indigène est indéniable.

Une carte de la répartition des richesses au niveau régional dans ces deux pays permet de distinguer, à tout le moins sur le plan économique, plusieurs périphéries et un centre essentiel, La Paz pour la Bolivie – le département de Santa Cruz assumant une certaine forme de concurrence à l'égard de la capitale de fait – et Quito pour l'Equateur. L'analyse de la montée en puissance de la périphérie vers le centre nous est venue d'acteurs aussi différents qu'Esperanza Martinez, directrice

³¹⁰ S. RIVERA CUSICANQUI, *Mito y desarrollo en Bolivia: el giro colonial del gobierno del MAS*, La Paz, Piedra Rota: Plural Editores, 2015, p. 34 (Colección Sociedad).

³¹¹ C. HALE, « Cultural Politics of Identity in Latin America », *Annual Review Anthropology*, vol. 26, 1997, pp. 567-590.

³¹² Nous n'entrons pas ici dans le débat autour de l'acception deleuzienne de la minorité, et nous en tenons à la définition d'une perspective majoritaire comme volonté de rupture avec l'hégémonie néolibérale : les mobilisations sociales et les victoires électorales d'Evo Morales et Rafael Correa donnent un éclairage *a posteriori* sur cette vocation majoritaire.

³¹³ Voir *infra*, Chapitre 2.

de l'ONG écologiste *Acción Ecológica*, et Álvaro García Linera, membre de *Comuna*³¹⁴, puis Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie à partir de 2005.

Ce dernier a développé lors de notre entretien l'idée d'une « plus-value environnementale » accaparée, au niveau mondial, par les pays les plus riches : « Si les biens [communs] sont à tous, leur usage doit tous nous impliquer. Il se trouve que quelques-uns s'accaparent ce bien de tous, le détruisent, nous privant ainsi de l'usufruit sain de ces biens ; dans cet usage, trituration et destruction des milieux environnementaux, quelques-uns génèrent du bien-être pour peu de monde, des conditions de vie pour peu de monde, et laissent les autres de côté. Cet usage privé de ressources communes, et cet enrichissement privé à partir de ressources communes, nous allons l'appeler plus-value environnementale. Une plus-value environnementale dans les grands pays, ou les industries, ou les propriétaires privés. Cela se reproduit également à petite échelle : entreprises minières, etc., qui usufruitent à plus petite échelle une espèce de plus-value environnementale ». ³¹⁵.

Dans la volonté de créer des « territoires libres de pétrole »³¹⁶, Esperanza Martínez voit une façon de poser concrètement le problème de la *dette écologique*. Elle considère que cette notion peut également décrire les relations entre Quito et la province, à l'est, d'Orellana³¹⁷, ce qui n'est pas sans faire écho à la reproduction « à moindre échelle » qu'évoque Álvaro García Linera.

Ces deux concepts se répondent mutuellement et participent du même courant critique, en dépit des positions différenciées de ces deux acteurs. En effet, la dette écologique suppose que d'un côté des dégâts environnementaux soient produits au dommage du créancier – les communs environnementaux et ceux qui les occupent, pour un bénéfice relatif du débiteur, plus lointain, selon un schéma centre/périphérie qui vaut au niveau global mais également au niveau national³¹⁸. C'est à partir de cette double périphérie que se forment les nouveaux blocs hégémoniques, ce qui d'emblée leur confère une dimension globale.

³¹⁴ Voir *supra*, Introduction.

³¹⁵ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 : Si los bienes [comunes] son de todos, y su uso tiene que involucrarnos a todos. Resulta que unos pocos agarran ese bien de todos (...) lo destruyen, privándonos a nosotros el usufructo sano de esos medios, (...) y en ese uso y trituración y destrucción de medios ambientales, unos pocos generan bienestar para pocos, generan condiciones de vida para pocos, y a los demás los dejan, allí. Entonces, a eso, a este uso privado de recursos comunes, y este enriquecimiento privado por recursos comunes, le vamos a denominar plus-valía medio-ambiental. Una plus-valía ambiental en países grandes, o a industrias, o a propietarios privados. También se reproduce en pequeña escala: empresas mineras, etc., que usufructúan en menor escala esta especie de plus-valía medio-ambiental”.

³¹⁶ Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 : “territorios libres de petróleo”.

³¹⁷ E. MARTÍNEZ, *Yasuni. El tortuoso camino de Kioto a Quito.*, *op. cit.*, p. 92.

³¹⁸ Cf. *infra*, Troisième partie.

Du schéma national à la périphérie comme transnationale

La constitution, symbolique et politique, d'une périphérie apte à devenir une force politique et sociale centrale au niveau national, se redouble et se croise, dès avant les succès électoraux, avec la formation de forces transnationales de défense des droits indigènes et de l'environnement. Ainsi, avant que des débats aient lieu autour de la préservation de l'Amazonie, au sein même des gouvernements correspondant aux nouveaux blocs hégémoniques, la dimension transnationale d'une partie des composantes desdits blocs est un fait marquant, *et qui détermine largement selon nous la trajectoire internationale prise par les diplomaties équatorienne et bolivienne en matière d'environnement.*

Il faut mentionner ici le Chiapas, qui est l'une des matrices du mouvement altermondialiste au niveau global, mais constitue aussi une lutte dont l'ambiguïté originelle, entre mouvement paysan et mouvement indigène³¹⁹, n'est pas sans rappeler les situations bolivienne et équatorienne.

Les références de lutte passées, dans une gauche encore marquée par le régionalisme bolivarien, sont décisives d'autant plus qu'elles peuvent être contemporaines. Boris, militant guévariste de Cochabamba, nous a clairement indiqué qu'au sein de la CSCUTB, syndicat ouvrier bolivien impliqué dans les mouvements sociaux du début des années 2000, la référence aux zapatistes mexicains était omniprésente³²⁰. La première forme de transnationalisme dans la matrice des processus politiques et sociaux contemporains à l'Équateur et à la Bolivie est *régionale*. Elle engage cependant une figure devenue au fil des années celle de la *périphérie globale*, en ceci qu'il s'agissait d'une périphérie politiquement agissante et tentant de présenter un projet contre-hégémonique. La ligne sociale et indigéniste peut donc être tracée jusqu'au Mexique des années 1990 et à la contestation du traité de libre-échange avec les États-Unis : socialisme, indigénisme, anti-impérialisme.

Puisqu'il manque uniquement, dans cette généalogie transnationale, la dimension écologique, une dimension essentielle au cas équatorien, autour de la question pétrolière, nous éclairons en ce point. En effet, Alberto Acosta nous a entretenus d'un cas paradigmatique de coopération militante transnationale : le réseau Oilwatch, « de résistance aux activités pétrolières dans les pays tropicaux »³²¹, avait organisé une rencontre à Montecatini en 2005 sur les possibilités transnationales de lutte contre les entreprises extractivistes et en faveur d'un moratoire sur l'activité

³¹⁹ C. HALE, « Cultural Politics of Identity in Latin America », *art. cit.*, p. 573. Ce débat présenté dans le cas du Chiapas est d'autant plus décisif que l'on a pu voir qu'il concernait également les situations bolivienne et équatorienne.

³²⁰ Boris, membre de la coordination de l'eau de Cochabamba, militant guévariste, Cochabamba, 12 août 2016.

³²¹ Site internet <http://www.oilwatch.org/quienes-somos>, consulté le 16 mars 2015.

pétrolière. Cette rencontre se tenait en présence du Prix Nobel alternatif Nnimmo Bassey, militant nigérian contre les activités extractives. Il est à ce propos significatif que cette idée de moratoire faisait consensus pendant la réunion et qu'elles avaient été conçues sans communication antérieure, simultanément au Nigéria et en Equateur³²².

Alberto Acosta

Economiste équatorien. Né en 1948, il est spécialiste des questions relatives au commerce extérieur. Membre fondateur du parti indigéniste Pachakutik en 1995. Dès les années 1990, il s'intéresse à la question de la dette écologique avant de participer à l'élaboration, au début des années 2000, à l'élaboration du programme de gouvernement d'Alianza Pais. Ministre des mines au début du mandat de Rafael Correa, il démissionne et prend la présidence de l'assemblée constituante. Il devient par la suite un opposant à Rafael Correa et se présente contre lui aux élections présidentielles de 2013.

De part et d'autre, la mobilisation transnationale a donc joué un rôle considérable dans la formation des nouveaux blocs hégémoniques : comme référence historique immédiate mais également comme matrice d'idées à intégrer au projet³²³ ultérieurement, cette mobilisation transnationale est décisive. Il ne s'agit cependant pas de s'arrêter à un degré de généralisation telle que cette transnationalité pourrait sembler emporter indistinctement le monde entier. Elle est premièrement régionale et dispose d'une dimension globale *parce qu'elle est fondamentalement périphérique* : une telle transnationalité renvoie à une figure de la périphérie globale. Au sein de cette périphérie, du Mexique au Nigéria, se formaient dès avant les victoires électorales d'Evo Morales et de Rafael Correa, des éléments centraux des projections internationales à venir.

Du multiculturalisme à la plurinationalité : de la construction de la différence dans l'unité

Le multiculturalisme est le paradigme dominant des années 1990. Comme nous l'avons vu, il permet de constituer paradoxalement une société civile autonome à partir de laquelle se dessinent les contours des nouveaux blocs hégémoniques en Equateur comme en Bolivie. Cependant, les sources périphériques, nationales comme transnationales, de ces deux processus politiques et sociaux, entraînent un changement de paradigme : après le multiculturalisme, c'est désormais le

³²² Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

³²³ Voir *infra*, Chapitre 2.

plurinationalisme qui apparaît comme le cadre de référence dominant vis-à-vis de la question indigène.

Il s'agit là d'un sujet éminemment débattu pendant les processus constitutants bolivien et équatorien. La clé de ce nouveau concept se trouve dans la volonté d'établir un nouveau rapport entre peuple(s), territoire(s) et Etat : du modèle de l'Etat-nation, il s'agit de passer à celui, encore à inventer, d'Etat plurinational³²⁴. La question territoriale est donc au cœur de ce concept. Cette question intéresse au premier chef cette étude, car il n'est de problème écologique et de commun environnemental qu'ancré territorialement.

La tension tout entière contenue dans les débats autour de la plurinationalité repose dans cette qualité encore indéfinie. Ainsi que l'écrit Edwin Cruz Rodriguez, « la déclaration de la Bolivie et de l'Equateur comme Etats unitaires plurinationaux dans leurs nouvelles constitutions politiques est comme une rupture profonde dans l'imaginaire national et la relation Etat-indigènes. (...). Cependant, les nouveaux textes constitutionnels laissèrent des problèmes essentiels à résoudre par la loi, comme l'autonomie territoriale et la représentation, qui constituent le noyau de ce qu'impliquerait l'Etat plurinational »³²⁵.

La périphérie sociale et politique apporte avec elle une question centrale dans l'organisation territoriale de l'Equateur comme de la Bolivie : la périphérie spatiale. La dynamique politique et, partant, les conditions de projection internationale des nouveaux blocs hégémoniques bolivien et équatorien, sont largement déterminés par cette triple qualification : périphérie sociale, périphérie politique et périphérie spatiale.

c. Les moments constitutants fondateurs

La Constituante bolivienne : « Entre Lénine et Gramsci »

Pour conclure ce chapitre vient le moment de la constitution, dans la réalité politique institutionnelle, des blocs hégémoniques. Le moment, non seulement de la prise de pouvoir d'Etat *à partir de la périphérie*, mais surtout la constitution de ladite périphérie comme centrale par l'établissement de nouveaux textes fondateurs du contrat social et politique dans ces deux Etats. Il nous faut saisir la dynamique des processus constitutants et comprendre *pourquoi* ils sont si

³²⁴ K. ARKONADA, *Un Estado, muchos pueblos*, Quito, Icaria, 2012 ; I. ERREJÓN et H. ARGIRAKIS JORDÁN (éds.), *Ahora es cuándo, ¡carajol!: del asalto a la transformación del Estado en Bolivia*, Mataró, España, El Viejo Topo, 2011 (Ensayo) ; E. CRUZ RODRÍGUEZ, *Movimientos indígenas, identidad y nación en Bolivia y Ecuador: una genealogía del Estado plurinacional*, Quito, Ecuador, Abya Yala, 2012 ; Á. GARCÍA LINERA, *Identidad boliviana. Nación, mestizaje y plurinacionalidad*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2014.

³²⁵ E. CRUZ RODRÍGUEZ, *Movimientos indígenas, identidad y nación en Bolivia y Ecuador*, *op. cit.*, p. 326.

déterminants dans l'attitude des gouvernements à l'origine et issus de ces Constituantes par rapport à la question des communs environnementaux.

Pour ce qui est du processus bolivien, une expression utilisée par Álvaro García Linera dans l'entretien que nous avons eu avec lui est de nature à résumer le niveau de tension lié à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. De son point de vue, la conquête de l'hégémonie suppose d'alterner les moments léniniste et gramscien. Par cela, Álvaro García Linera entend l'usage alternatif de la bataille culturelle pour l'hégémonie de nouvelles idées d'une part, du pouvoir oppressif d'Etat – ou de l'usage violent de la force depuis les mouvements sociaux selon la position institutionnelle occupée – d'autre part. En d'autres termes, pour reprendre les termes d'Althusser et une fois conquis le pouvoir d'Etat, il s'agit de faire usage, alternativement, des appareils idéologique et répressif d'Etat³²⁶. Ainsi, en 2007, certains députés constituants du nouveau bloc hégémonique ont été agressés à Sucre, capitale politique de la Bolivie : il s'agissait, de la part de l'opposition de droite, d'intimider la majorité du Pacto de Unidad³²⁷.

Le Pacto de Unidad est une coordination des organisations sociales de base liées au mouvement social du début du siècle en Bolivie. Il réclame l'organisation d'une Assemblée constituante et la réforme agraire. Le Pacto de Unidad rassemble la CSUTCB, la Confédération Bartolina Sisa, organisation sociale des femmes, la Confédération syndicale des interculturels, la CIDOB et la CONAMAQ. En 2011, la CIDOB et la CONAMAQ rompent avec le Pacto de Unidad sur la question du Tipnis. Des fractions de chacune des organisations, alignées sur le gouvernement, le réintègrent en 2013.

La CSUTCB (*Confederación sindical única de trabajadores campesinos de Bolivia*) est l'organisation syndicale bolivienne des paysans, affiliée à la COB (*Central obrera boliviana*), fondée à la suite de la prise de pouvoir du MNR. La CSUTCB est une des composantes essentielles des mouvements sociaux boliviens, et sa capacité de mobilisation est très importante dans un pays encore essentiellement organisé autour de la ruralité. Elle reste l'un des appuis fondamentaux pour le gouvernement d'Evo Morales.

A propos de cet événement, son analyse permet d'apercevoir à quel point *le moment constituant* est considéré au sein du bloc hégémonique comme fondateur. La victoire électorale était une « forte victoire politique. Jusque-là Gramsci. Mais par la suite, Gramsci ne suffit pas. S'il n'y a

³²⁶ L. ALTHUSSER, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée*, n° 151, juin 1970.

³²⁷ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; « Atacan sede de la Constituyente en nuevo episodio violento en Bolivia », *La Prensa*, 6 septembre 2007.

pas une victoire politique-militaire contondante contre ton adversaire, ta victoire culturelle se dissout. Gramsci n'a pas pu voir cela. Tu dois mettre ton adversaire en déroute. Tu dois le désorganiser. Et ceci relève à la fois de la force politique et de la force militaire. C'est là que Lénine avait raison »³²⁸.

Les implications de ce moment fondateur pour les communs environnementaux, singulièrement les questions territoriales, d'autonomie et, également, de propriété agro-foncière, sont examinées par la suite³²⁹. En tant qu'événement politique, la Constituante marque toutefois une rupture, et ce non seulement dans la perception de celles et ceux qui l'engagent, mais également dans la perspective des opposants. Jorge Lazarte, politiste qui a siégé dans l'opposition à la Constituante, bien que très critique, observe également dans ce moment celui de l'établissement de « nouveaux codes de pouvoir »³³⁰.

La Constituante équatorienne : un événement à portée globale

La Constituante équatorienne, qui s'est tenue en 2007-2008, promulguée en 2008, s'est déroulée dans un climat général plus pacifique, mais son existence répond au même agenda politique pour PAIS que pour le MAS : il s'agit de marquer une rupture avec le passé, de refonder l'Etat et d'orienter le pays vers un nouveau modèle de développement et des institutions neuves. C'est en ce point que se joignent *Sumak Kawsay*, *Suma Qamaña* et Etat plurinational. Ces concepts se répondent et forment le caractère inédit de ces Constitutions.

Alors que, dans le cas bolivien, la question des droits accordés à la Madre Tierra est renvoyée à une loi, qui sera votée en 2010 – la Loi des droits de la Mère Terre³³¹ – l'Equateur intègre quant à lui directement les droits de la nature dans son texte constitutionnel. La rupture y est davantage marquée sur le plan écologique. Quatre articles de ce texte sont relatifs aux « droits de la nature ». L'article 71 concerne le droit de saisir l'Etat de la part de tout citoyen, de toute communauté, peuple ou nationalité pour atteinte aux droits de la nature. L'article 72 est relatif au droit de la nature à la restauration, et il est précisé que ce droit est indépendant et distinct de l'obligation d'indemnisation par l'Etat des personnes naturelles ou des personnes morales de celles

³²⁸ *Idem* : « fuerte victoria política. Hasta allí Gramsci. Pero luego, Gramsci es insuficiente. Si no hay una victoria política militar contundente contra tu adversario, tu victoria cultural se disuelve. Eso no lo pudo ver Gramsci. Tienes que derrotar a tu adversario. Lo tienes que desorganizar. Y eso es un hecho de fuerza política, y de fuerza militar. Allí tenía razón Lenin? ».

³²⁹ Cf. *Infra*, Chapitres 6 et 7.

³³⁰ J. LAZARTE, *Nuevos códigos de poder en Bolivia*, La Paz, Plural Editores, 2010, pp. 39-52. Jorge Lazarte écrit cet ouvrage en présentant un récit toutefois dissemblable : la rupture est connotée différemment. De son point de vue, le nouveau régime et le moment constituant tendent au totalitarisme.

³³¹ « Ley de derechos de la Madre Tierra », 2010.

et ceux qui dépendraient de l'état des systèmes naturels affectés. L'article 73 affirme clairement le principe de précaution. Enfin, l'article 74 définit l'inappropriabilité des services environnementaux : « Les services environnementaux ne seront pas susceptibles d'appropriation ; leur production, emprunt, usage et bénéfice seront régulés par l'Etat »³³².

Le droit de consultation préalable, libre et informée, défini par la convention 169 de l'OIT est donc redoublé dans la Constitution de 2008 par ces droits d'interpellation relatifs à la nature impliqués par l'article 71 : un territoire indigène est souvent dans le même temps un commun environnemental. L'article 72 présente l'intérêt de présenter les droits à la nature comme inaliénables, à tout le moins par l'argent. Le suivant souligne assez l'influence transnationale de l'écologie politique sur cette nouvelle formation politique : le principe de précaution est l'une des pierres angulaires des luttes écologistes en Europe et aux Etats-Unis et avait déjà fait l'objet d'inscriptions constitutionnelles, comme en France avec la Charte de l'environnement adossée à la Constitution en 2005. Enfin, le dernier article de cette section de la Constitution est probablement le plus significatif : il limite très clairement le droit de propriété, qui n'est en l'espèce pas absolu. Il est ramené à l'usage et aux droits de la nature comme frontière physique et légale.

Le chemin indiqué par l'inscription des droits de la nature s'apparente donc à une bifurcation. Comme l'écrit Boaventura de Sousa, « le sens politique de la refondation de l'Etat dérive du projet politique qui y est consacré. Quand, par exemple, les Constitutions de l'Equateur et de la Bolivie consacrent le principe du bien vivre (*Sumak Kamsay* ou *Suma Qamaña*) comme paradigme normatif de l'ordonnement social et économique, ou quand la Constitution de l'Equateur consacre les droits de la nature entendue selon la cosmovision andine comme *Pachamama*, elles définissent que le projet de pays doit s'orienter vers des chemins très différents de ceux qui mèneraient aux économies capitalistes, dépendantes, extractivistes et agro-exportatrices du présent »³³³.

Les Constituantes bolivienne et équatorienne sont donc des moments fondateurs politiquement, en ce qu'elles constituent une *nouveauté politique*. En ceci, elles sont essentielles à la compréhension des rapports de pouvoir écologique renouvelés auxquels elles donnent lieu.

Les périphéries aux centres ?

Ainsi, le processus politique et social qui mène des mobilisations indigènes et sociales, de la constitution de mouvements sociaux puissants en Bolivie comme en Equateur, à l'écriture de

³³² "Constitución de la República del Ecuador", *art. cit.*, pp. 33-34 : "Los servicios ambientales no serán susceptibles de apropiación; su producción, prestación, uso y aprovechamiento serán regulados por el Estado".

³³³ B. de S. SANTOS, *Refundación del Estado en América Latina*, *op. cit.*, pp. 89-90.

nouvelles Constitutions destinées à marquer une rupture, est l'histoire d'une montée en puissance des périphéries vers le centre.

De quel centre s'agit-il cependant ? La prise du pouvoir, reposant sur les mouvements sociaux, est celle des centres politiques de décision. La refonte des institutions permet aux forces auparavant minoritaires de disposer des leviers essentiels d'action politique, *dans une tension originelle entre centralisation et demandes d'autonomie*³³⁴. Cette tension est liée, précisément, au caractère nécessairement polycentrique et à la complexité de l'Etat comme structure de pouvoir : en effet, les seules élections ne suffisent aucunement à s'assurer la loyauté de tous les appareils d'Etat³³⁵ du point de vue des membres du gouvernement ou des partis issus du nouveau bloc hégémonique. L'analyse des structures d'Etat et de leur hétérogénéité menée par Nikos Poulantzas va également dans ce sens : lorsque le bloc hégémonique est en accord avec les différents appareils d'Etat, ce dernier apparaît comme un tout homogène. Lorsque le bloc hégémonique change, qu'une révolution politique se produit, cette harmonie laisse place à une dissociation possible, du fait de la tension entre ancien et nouveau blocs hégémoniques. L'exemple de la tentative de coup d'Etat en Equateur en 2010 relève de cette tension nouvelle : l'armée est venue secourir le Chef d'Etat tenu prisonnier par la police dans un hôpital³³⁶.

Dès lors s'éclaire sous un nouveau jour la volonté de ces nouveaux gouvernements de « construire un modèle économique-social solidaire et *souverain* »³³⁷. L'insistance sur la notion de souveraineté et sur la volonté de s'assurer un pouvoir politique fort de la part de ces gouvernements est une constante. C'est un caractère décisif du gouvernement des communs environnementaux en Equateur comme en Bolivie³³⁸. Les périphéries se sont donc emparées du centre politique et, devenues centrales, ont amorcé une refondation générale des institutions politiques. Ces refondations étaient marquées par une tension : la nécessité de la centralisation pour conserver le pouvoir politique acquis, et l'exigence de démocratisation exprimée par les mouvements sociaux.

Un autre point est essentiel, et mérite d'être mentionné même s'il peut sembler tomber sous le coup de l'évidence : l'occupation du centre politique n'implique nullement un changement général des rapports entre ledit centre politique et le reste du monde. Les communs

³³⁴ Le chapitre 7 traite de cette tension plus avant.

³³⁵ Conversation informelle avec Guillaume Long, ancien ministre équatorien en août 2017 : alors que nous lui demandions pourquoi une nouvelle réforme agraire n'avait pas été menée, il soulignait qu'afin d'assurer la stabilité de l'Etat, il était impossible « d'ouvrir tous les fronts de combat en même temps ».

³³⁶ F. GUALDONI, "La policía se rebela contra Rafael Correa", *El País*, 1 octobre 2010.

³³⁷ B. de S. SANTOS, *Refundación del Estado en América Latina*, *op. cit.*, p. 90.

³³⁸ Cf. Annexes graphiques 1 & 9 : la Bolivie transcrit la volonté d'acquisition de souveraineté dans l'un des slogans de sa diplomatie, « Bolivie souveraine ».

environnementaux et les rapports de pouvoir qui leur sont liés rendent cette dimension particulièrement saillante³³⁹.

Une métaphore peut aider à concevoir la situation dans laquelle se trouvent les nouveaux blocs hégémoniques alors qu'ils viennent de s'assurer le contrôle des institutions politiques : étant, depuis les périphéries nationales, parvenus à s'emparer du centre politique national, la Bolivie et l'Equateur n'en restaient pas moins des pays périphériques. Depuis ces Etats périphériques, les politiques internationales bolivienne et équatorienne se tournent désormais vers le centre mondial.

La pierre angulaire de ces processus se trouve dans la dimension indigéniste des nouveaux pouvoirs en place. Trait d'union des nouveaux blocs hégémoniques, l'indigénisme renvoie essentiellement à un point qui occupe une place de plus en plus centrale sur la scène internationale depuis les années 1990 : la question écologique.

La constitution idéologique des nouveaux blocs hégémoniques, étudiés en première partie de ce chapitre, est particulièrement intéressante par ce qu'elle présente de singulier : une conjonction entre socialisme, écologie politique et indigénisme. Cet attelage original parvient à s'emparer du pouvoir et à construire une hégémonie nouvelle en Equateur et en Bolivie. L'un des éléments unificateurs de ces blocs est le discours indigène, articulé à une critique de l'accumulation capitaliste, ce qui permet de réunir ces traditions intellectuelles qui partagent ce constat.

Une fois posée la centralité de la question du changement de modèle de développement, à partir de l'histoire indigène, il faut toutefois trouver le sujet de cette transformation : en Equateur, il s'agit du peuple de la République, acteur de la Révolution Citoyenne ; en Bolivie, le *Proceso de Cambio* doit quant à lui être animé par la *plebe*, et les mouvements sociaux sont centraux à cet égard : le peuple trouve son expression dans la domination de ceux qui, auparavant, avaient été exclus du champ politique.

La partition entre le peuple et l'oligarchie est reconduite à l'international. C'est ce que nous avons appelé le populisme écologique. A partir de la figure de la Pachamama, et de l'ennemi incarné par un Empire aux contours plus ou moins précis, mais qui implique toujours les Etats-Unis d'Amérique, les récits diplomatiques de l'Equateur et de la Bolivie reposent sur l'idée d'une rupture nette avec la politique internationale de l'environnement qui a cours. L'usage de la stratégie

³³⁹ Cf. *infra.*, Seconde partie.

populiste, au niveau national, est reconduit internationalement : partition de deux camps, discours unificateur, identité indigène au cœur des récits.

C'est que le mouvement de la projection est supposé répondre au mouvement interne aux deux pays, celui de la périphérie parvenue au centre. Les moments constituants incarnent cette refondation considérable des institutions dans les deux pays : les projections internationales se fondent sur l'idée que cette geste politique, possible dans ces pays, peut l'être également au niveau mondial.

C'est donc à cette hypothèse centrale à laquelle nous mène ce chapitre : la dynamique politique qui a vu des mouvements sociaux périphériques devenir centraux institutionnellement se poursuit à l'international, *dans l'intérêt de la cohésion même de ces nouveaux blocs hégémoniques.*

Chapitre 2. Les projections internationales comme modes d'union des blocs hégémoniques

« La route ne prend jamais fin.
L'horizon se hâte de filer ».

Tomas TRANSTRÖMER, « Les quatre tempéraments »,
Baltiques

L'écologie est essentielle à la construction des blocs hégémoniques équatorien et bolivien. Elle porte pour noms *Buen Vivir* ou *Vivir Bien*, son socle fondamental se trouve dans la question indigène. Les multiples facettes de cette configuration idéologique formée dans les discours comme dans les actions du mouvement social, suivies des victoires électorales du MAS et de PAIS, ont été abordées dans le premier chapitre. L'un des éléments essentiels de cette configuration est son enveloppe flexible et sa capacité d'intégration de trois courants historiques aux histoires croisées et parfois conflictuelles : socialisme, écologie politique, et indigénisme.

Ces éléments, articulant la globalité de la question écologique à la souveraineté nationale de pays périphériques, forment un récit international dont la projection est au cœur des diplomaties bolivienne et équatorienne. Le caractère modelable d'un récit à plusieurs voix et dont les origines sont multiples présente une qualité propre aux récits politiques : « Les récits doivent être suffisamment flexibles pour permettre une redescription, de telle sorte à ce que, lorsque les événements menacent de contredire le récit, celui-ci peut être perçu comme non-atteint »³⁴⁰. Un récit est constitué par un rapport au temps et à l'espace, mais également par la mise en scène de protagonistes : qui sont-ils dans les cas bolivien et équatorien ?

L'hypothèse originelle de ce chapitre tient à cela que les compositions différenciées des blocs hégémoniques équatorien et bolivien déterminent la nature de leurs projections internationales. A la formation depuis des sources idéologiques proches répondent toutefois des considérations politiques distinctes, également susceptibles d'être à l'origine des différences esquissées en tel ou tel point au fil du premier chapitre. Mais il ne saurait être question de penser qu'une opposition rigide pourrait être établie entre les blocs équatorien et bolivien, là où leurs acteurs pour beaucoup dialoguent, s'entretiennent des évolutions des processus politiques respectifs et que les tensions sociologiques qui travaillent en interne ces blocs peuvent être semblables. Il y a une composante populaire-indigéniste dans les deux processus, mais elle l'emporte dans le cas bolivien de telle sorte à produire le caractère dominant de la projection internationale. Dans le cas équatorien, c'est la dimension universitaire-citadine, également présente en Bolivie, qui est dominante : elle forme les contours du processus équatorien. Dans l'une comme l'autre des situations, les récits du processus étaient traversés dès l'origine de tensions largement liées aux positionnements sociologiques des acteurs.

La tension était une possibilité permanente, possible mise en danger des blocs hégémoniques. L'union est une dynamique qui a été assurée de façon *aussi différenciée que l'était la composition des blocs équatorien et bolivien*. Il y avait, en ce cas, une dépendance au sentier tracé par la

³⁴⁰ A. MISKIMMON, B. O'LOUGHLIN et L. ROSELLE, *Strategic narratives: communication power and the new world order*, New York, NY, Routledge, Taylor & Francis Group, 2013, p. 113 (Routledge studies in global information, politics and society 3).

nature du processus social et politique déployé avant même les victoires électorales. A cet égard, le second chapitre est donc dédié à déployer les conséquences de l'hypothèse qui le fonde, pour ce qui est du cas équatorien d'abord, du cas bolivien ensuite.

L'Equateur se projette dans les cadres du multilatéralisme environnemental à partir d'un processus révolutionnaire élitiste. La projection de l'initiative Yasuní-ITT est le pilier de cette tentative de subversion depuis l'intérieur du cadre international de l'environnement. En ce sens, le récit contre-hégémonique équatorien tente *de travailler de l'intérieur l'hégémonie internationale* dans une perspective technicienne.

La Bolivie, quant à elle, se pose comme l'émetteur principal d'un récit de contestation totale de l'hégémonie internationale : la dominante indigène-populaire dans le bloc hégémonique qui a porté le MAS au pouvoir produit une Bolivie qui internationalement se présente comme la voix des peuples contre la destruction de la Pachamama. Les deux sommets de Tiquipaya, en 2010 et en 2015, sont les incarnations diplomatiques de la construction méthodique de ce récit à l'échelle internationale. La perspective bolivienne s'ancre dès lors dans un rapport de force proprement politique, où toute intégration au cadre du multilatéralisme environnemental existant est potentiellement suspecte.

Sans risquer une analyse trop rigide, il est possible de considérer les catégories d'Albert Hirschman³⁴¹ en tant qu'idéal-types, selon lesquels l'Equateur se situerait entre *voice* et *loyalty*, quand la Bolivie tiendrait une position entre *voice* et *exit*. Les communs environnementaux sont considérés par l'une comme l'autre diplomatie comme un enjeu central au niveau international : leur défense globale est envisagée de façon différenciée, à partir de contrastes saillants qui permettent de saisir les singularités des processus bolivien et équatorien, ainsi que la nature des rapports que les deux blocs hégémoniques entretiennent entre eux.

³⁴¹ A.O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, loyalty défection et prise de parole*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

I- Des blocs originellement hétérogènes

Dans le premier chapitre, il a déjà été question des différences qui séparaient les définitions du peuple d'Evo Morales et de Rafael Correa. Deux formes de stratégie populiste apparaissent alors. Mais ces différences entre un populisme d'inspiration marxiste et un populisme d'inspiration républicaine ne viennent pas de nulle part : elles ont une base sociologique, qui produit une différenciation considérable dans le *sujet* supposé être porteur du changement et donc, constituer la base du nouveau bloc hégémonique, *y compris à l'international*. En Bolivie, la centralité indigène l'emporte pour définir ce sujet, quand la ville est le substrat du sujet de la Révolution Citoyenne. Enfin, s'il est certain que les blocs bolivien et équatorien sont hétérogènes entre eux, chacun d'entre eux présente également cette caractéristique.

- a. La centralité indigène bolivienne : une base populaire « indigène-paysanne-originaire »

La construction de la majorité populiste : le peuple indigène symbolisé

La dimension indigéniste est en Bolivie, par différence nette avec l'Équateur, un centre incontournable du *Proceso de Cambio* : si elle est centrale à Quito, elle n'y revêt cependant pas le caractère foncièrement consubstantiel au régime lui-même qu'elle a acquise à La Paz. A trois reprises depuis son élection en 2006, Evo Morales, une fois élu, se rend sur le site pré-inca Tiwanaku pour une cérémonie officielle. Sa prise de fonction s'effectue donc conformément à un cérémonial pré-inca, sans autre fonction que symbolique ni retour à quelque forme antérieure d'organisation des pouvoirs que ce soit³⁴². Ce lieu est en soi intéressant : tout d'abord, c'est l'indigénisme andin qui y est représenté, sans référence aucune aux indigènes des basses terres. En outre, ce lieu est devenu un des centres géographiques du nouveau régime bolivien, à tel point que le Vice-Président Álvaro García Linera s'y est marié en 2012, au cours d'un événement très médiatisé nationalement.

L'attachement à une tradition réinventée est donc prégnant au sommet de la hiérarchie de l'État plurinational bolivien. Nous l'avons déjà précisé, la population indigène y est également plus importante qu'en Équateur. Enfin, la question de l'autonomie indigène et des implications concrètes que cela pouvait apporter en termes institutionnels a davantage été mise au cœur du processus en Bolivie qu'en Équateur. Pour Fernando Mayorga, politiste à l'Université de Cochabamba, « Le plurinational naît en Équateur avant la Bolivie. Mais ils parlent de « pays de la plurinationalité » comme une caractéristique de la société équatorienne, non de l'État plurinational.

³⁴² Cf. Annexe graphique 7.

(...). Morales est chef du MAS, Président de la Fédération de producteurs de coca, (...), et *ici il y a une majorité indigène* »³⁴³.

La puissance du récit indigène dans la prise de pouvoir, dans son exercice comme dans ses conditions de stabilité, est d'une importance bien plus forte en Bolivie qu'en Equateur³⁴⁴. La légitimité du nouveau bloc hégémonique est largement liée à la synthèse mise en scène par Evo Morales qui, avant tout, était reconnu comme syndicaliste des producteurs de coca : il devait également être perçu comme un indigène. Les premières années suivant sa victoire, le bénéfice du doute lui a été accordé par les indigènes des basses terres, dont les relations avec les producteurs de coca étaient pourtant tendues. Evo était tout de même considéré « l'un des leurs » par les indigènes des basses terres, notamment dans le parc Tipnis³⁴⁵.

L'indigène comme figure symbolique est une figure incontournable dans le *Proceso de Cambio*. Cette figure ne saurait être nullement remise en cause et en constitue le socle.

La synthèse à vocation majoritaire : « l'indigène-originaire-paysan »

Le *Proceso de Cambio* s'appuie sur une figure politique nouvelle, celle de « l'indigène-originaire-paysan ». Ce terme est omniprésent dans le texte constitutionnel : il y apparaît à 28 reprises³⁴⁶. Dans l'article troisième du titre 1, la caractérisation de la nouvelle nation bolivienne fondée par cette Constitution est ainsi rédigée : « la nation bolivienne est formée par la totalité des Boliviens et des Boliviennes, les nations et peuples indigènes paysans originaires, et les communautés interculturelles et afro-boliviennes qui ensemble forment le peuple bolivien »³⁴⁷.

La centralité indigène dans cette Constitution est visible d'emblée : ainsi, le bloc indigène-originaire-paysan est première dans la définition de la nation bolivienne, la seconde étant laissée aux descendants de l'esclavage ou aux immigrés afro-américains, *ainsi qu'aux interculturels*. Cette dernière catégorie est intéressante, dans le sens où elle était originellement destinée à désigner les métis, ou les descendants des Espagnols, ceux qui ne pouvaient se reconnaître dans la première

³⁴³ Fernando Mayorga, politiste au CESU, Cochabamba, 1^{er} août 2016 : «Lo plurinacional nace en Ecuador antes de Bolivia. Pero hablan del “país de la plurinacionalidad” como una característica de la sociedad ecuatoriana, no del Estado plurinacional. (...). Morales es jefe del MAS, presidente de la Federación de cocaleros, (...), y aquí hay una mayoría indígena”.

³⁴⁴ Lors d'un échange informel avec un député du MAS, je demandais s'il était possible qu'Álvaro García Linaera devienne Président, la Constitution ne permettant pas à Evo Morales de se représenter à nouveau. Sa réponse était formelle : un blanc ne pourrait gagner au nom du MAS.

³⁴⁵ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

³⁴⁶ "Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia", *art. cit.*

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 2 : "La nación boliviana está conformada por la totalidad de las bolivianas y los bolivianos, las naciones y pueblos indígena originario campesinos, y las comunidades interculturales y afrobolivianas que en conjunto constituyen el pueblo boliviano".

catégorie. Un texte constitutionnel subit nécessairement des modifications d'usage liées à la réalité politique et sociale. En l'espèce, les habitants du Chapare, descendus depuis les années 1960-1970 des Andes pour travailler les terres et souvent produire du coca auprès du parc national-territoire indigène Tipnis, se sont appropriés la notion d'interculturels. Quechuas ou aymaras, ils refusaient la dénomination qui leur incombait auparavant, celle de *colonizadores*, colonisateurs. Progressivement, dans l'espace public, les *interculturales* sont devenus ces habitants du Chapare³⁴⁸.

Une telle réinterprétation du texte constitutionnel est intéressante : elle voit une catégorie particulière, qui aurait pu s'identifier au bloc général indigène-paysan-originaire, s'approprier la notion qui avait été conçue pour le reste-à-nommer de la communauté politique³⁴⁹. Dès lors, la situation est la suivante : des Quechuas-Aymaras deviennent les interculturels, et la centralité indigène se renforce encore dans le nouvel agencement institutionnel bolivien.

A ceci s'ajoute l'existence du bloc majoritaire indigène-originaire-paysan : cette notion correspond à la vocation, analysée dans le premier chapitre, à faire peuple à partir de la *plèbe*. Pour ce faire, il s'agit d'abolir les contradictions qui pourraient menacer la cohérence de ce projet politique. C'est le sens de la création de cette notion. Elle a pour finalité politique d'abolir les tensions entre indigènes des terres basses et indigènes des terres hautes, mais également entre paysans ayant un rapport foncier à la terre et indigènes s'y rapportant comme à un territoire de vie hors des rapports de production capitalistes.

La base populaire de ce « gouvernement des mouvements sociaux », expression utilisée de façon récurrente par les partisans du gouvernement, doit être ainsi constituée. Fernando Mayorga considère que « l'indigène-originaire-paysan » constitue une pure « figure rhétorique »³⁵⁰, quand Adolfo Mendoza s'y rapporte comme à une figure discursive capable de modifier les rapports de pouvoir entre le nouveau bloc hégémonique et les tenants du régime précédent³⁵¹. Du politiste à l'anthropologue, de celui qui entend garder une distance à celui qui était sénateur du MAS, la vision est divergente : l'un établit un constat d'échec à abolir ces tensions, l'autre pense que le potentiel d'unification de la notion est toujours considérable. S'il est certain que les tensions sociales n'ont pas été résolues discursivement³⁵², il est toutefois indéniable que cette base indigène-paysanne-originaire a constitué le socle politique de la nouvelle construction politique en Bolivie.

³⁴⁸ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Fernando Molina, journaliste, La Paz, 6 juillet 2016.

³⁴⁹ Nous devons cette analyse à Rodrigo Caballero, notre hôte pendant trois semaines à Cochabamba.

³⁵⁰ Fernando Mayorga, politiste au CESU, Cochabamba, 1^{er} août 2016.

³⁵¹ Adolfo Mendoza, anthropologue, La Paz, 13 juillet 2016.

³⁵² Cf. *infra*, Chapitre 3.

La fierté de la construction politique en tant que populaire

Un autre élément saillant, découlant des deux premiers points évoqués à propos de la spécificité de l'établissement, dans l'exercice du pouvoir, du bloc hégémonique bolivien, tient à la revendication du renouvellement des élites gouvernantes. De fait, ce renouvellement est tenu par le politiste Fernando Mayorga comme de plus forte importance que celui qui a eu lieu en Equateur : l'inclusion d'indigènes ou de syndicalistes paysans ou miniers à des postes clés de l'administration et du gouvernement est une réalité marquante, tout particulièrement du premier mandat d'Evo Morales. La proportion de cadres gouvernants issus des secteurs sociaux du mouvement social diminue cependant au fil des mandatures, ainsi que l'avance Fran Espinoza dans son ouvrage *Bolivia: la circulación de sus élites*³⁵³.

Cependant, le rôle joué par le récit de la construction de l'Etat plurinational à partir de sa base populaire est particulièrement central dans la construction des acteurs gouvernementaux. Ainsi, Sabino Mendoza, coordinateur en chef de la CONALTID, poste d'importance consacré à la gestion de la production de coca, nous a raconté avec émotion son propre parcours : à douze ans, habitant Las Yungas, il devait parcourir jusqu'au point de vente trois heures de marche afin de vendre les oranges produites par sa famille pour 1,50 euros le kilogramme. Il considère que l'arrivée au pouvoir du MAS a permis un renouvellement des élites, ainsi qu'un changement des mentalités des élites passées, pour lesquelles il était inimaginable de dialoguer d'égal à égal avec un indigène. « Le camarade Evo » a permis que des indigènes comme lui puissent être présents à des postes de haute responsabilité étatique : il considère que cela constitue en soi un progrès considérable³⁵⁴. De la même façon, le directeur du SERNAP, Felix González Bernal, témoigne de la même reconnaissance pour le *Proceso* qui a permis d'introduire les secteurs auparavant exclus dans les appareils institutionnels³⁵⁵.

Il est notable que le premier conseiller auprès de l'ambassadeur bolivien à Quito, alors que les relations diplomatiques entre les deux pays étaient bonnes, ait préféré insister sur les différences entre les deux processus. Pour lui, le constat était sans appel. En dépit de son respect assuré à

³⁵³ F. ESPINOZA, *Bolivia: la circulación de sus élites (2006-2014)*, Santa Cruz de la Sierra, Editorial El País, 2015, pp. 331-341 (Colección ciencias sociales historia). Les « secteurs sociaux » définis par le politiste englobent l'ensemble des secteurs qui ne participaient pas à la gestion des affaires publiques, et ce d'aucune façon : il s'agit des secteurs exclus. A titre d'exemple, le Vice-Président Linera n'est pas considéré comme formant part d'un renouvellement des élites, étant lui-même issu de la classe moyenne, figure classique de l'intellectuel de gauche. Cette dichotomie peut être interrogée, mais la conclusion générale de l'ouvrage, qui observe une augmentation de la proportion des technocrates dans les cabinets ministériels et dans le cabinet présidentiel, est de toute évidence un élément à prendre en compte dans l'analyse.

³⁵⁴ Sabino Mendoza, coordinateur en chef du CONALTID, 13 juillet 2016.

³⁵⁵ Felix González Bernal, directeur exécutif du SERNAP, La Paz, 19 août 2016.

plusieurs reprises pour l'Equateur, il a toutefois émis à l'égard de la Révolution Citoyenne un constat contrasté : ce sont deux processus très différents, en Bolivie, le *proceso* repose davantage sur la « participation des organisations de base »³⁵⁶.

b. La centralité citadine équatorienne : une puissance importante du milieu académique

La centralité de la technique politique : la figure centrale de Rafael Correa

Il est clair qu'en termes idéal-typiques, la *Revolución Ciudadana* se distingue nettement du *Proceso de Cambio*. La première relève d'un plan de transformation sociale et économique largement issue de réflexions académiques, quand le second s'est articulé autour du renouvellement des élites et de l'intégration, au sein des appareils d'Etat, des secteurs qui en étaient auparavant exclus. Cette distinction sociopolitique recoupe la distinction que nous avons déjà isolée sur les plans idéologique et stratégique : populisme d'inspiration national-révolutionnaire et marxiste en Bolivie, populisme d'inspiration républicaine de l'autre³⁵⁷.

La comparaison des dirigeants des deux processus est en soi pleine d'enseignements : Evo Morales est issu d'une organisation syndicale de *cocaleros* du Chapare, dans laquelle il est parvenu à monter notamment *via* le football auquel il aimait jouer : à cet égard, il semble incarner un récit populaire proche d'une image d'Epinal de la gauche sud-américaine. Rafael Correa, quant à lui, a étudié l'économie d'abord à l'Université catholique de Santiago de Guayaquil, puis à l'Université catholique de Louvain en Belgique, avant de terminer ses études à l'Université de l'Illinois aux Etats-Unis. De 1993 à 2005, il enseigne l'économie à l'Université San Francisco de Quito.

Cette différence, sans constituer aucunement une explication générale de la différence entre la composition des deux blocs hégémoniques, en est l'illustration assez nette : si les milieux académiques ont pris leur part en Bolivie et en Equateur, leur poids a été nettement plus important dans le cas équatorien. Yasuní-ITT en est un révélateur : les évolutions de cette initiative initialement conçue par des économistes n'ont cessé d'aller vers davantage de précision technique revendiquée. Là où l'Assemblée constituante équatorienne était présidée par Alberto Acosta, économiste écologiste, l'Assemblée constituante bolivienne était sous l'autorité de Silvia Lazarte Flores, syndicaliste paysanne issue comme Evo Morales du mouvement syndical *cocalero*.

Il est possible de distinguer les technocrates issus de l'appareil d'Etat précédent ou inclus dans les mouvements politiques du bloc hégémonique des universitaires en tant que tels. Il est

³⁵⁶ Responsable de l'ambassade bolivienne à Quito, Quito, 21 janvier 2015 : «participación de las organizaciones de base?».

³⁵⁷ Voir *supra*, Chapitre 1. Il ne faut toutefois pas caricaturer à outrance cette séparation entre les deux processus, ce pourquoi l'usage de la notion d'idéal-type est nécessaire.

possible d'avancer que, si l'importance des technocrates était dans les deux cas non négligeable – en d'autres termes, les appareils d'Etat n'ont pas été intégralement renouvelés, dans un cas comme l'autre – la *nouveauté politique* était incarnée par deux secteurs sociaux différents. Dans un cas, la base du mouvement social – souvent anciens camarades d'Evo Morales – est supposée incarner le peuple indigène-originaire-paysan ; dans l'autre, des universitaires, à l'image de Rafael Correa, René Ramirez, Alberto Acosta ou encore Pedro Paez, tous économistes, devaient incarner le renouvellement avant tout programmatique et engager une transformation des institutions politiques et sociales *à partir d'une expertise académique et politique*. Une formule pourrait suffire à condenser la différence de la composition gouvernementale des blocs hégémoniques : le renouvellement de l'appareil d'Etat a été opéré par des syndicalistes en Bolivie, par des économistes en Equateur.

Le cœur de la différence : les tensions originelles entre Correa et les organisations indigènes

La compréhension des rapports politiques différenciés entre les organisations indigénistes et les nouveaux gouvernements issus de la formation de nouveaux blocs hégémoniques ne saurait être entière sans l'évocation du passé *politique* des dites organisations. En effet, il existait en Equateur une émanation politique-électorale du mouvement indigéniste, le parti *Pachakutik*. Dans la mesure où les luttes sociales équatoriennes s'étaient articulées plus fortement autour de la question de l'identité indigène en soi, l'alignement des organisations indigènes sur un mouvement créé *ex-post* a présenté d'emblée plus d'accrocs qu'en Bolivie.

En effet, là où une formation politique autre que le MAS n'avait pas émergé en Bolivie, *Pachakutik* était une force politique antérieure à PAIS. Le Président Lucio Gutierrez était ainsi parvenu à prendre le pouvoir à l'aide de la CONAIE et de ce parti politique, *Pachakuti*, qui en était issu. Pendant 6 mois, de décembre 2002 à juillet 2003, le mouvement indigéniste apporta son soutien à ce nouveau Président qui s'avéra prompt à continuer les politiques économiques de ces prédécesseurs, ce qui a mené à la rupture du pacte d'alliance entre le nouveau Président et le mouvement indigéniste. Cependant, *Pachakutik* était en difficulté dans le cadre de la stratégie populiste adopté par le mouvement PAIS incarné par son slogan de campagne : « Que se vayan todos ! », « Qu'ils s'en aillent tous ! ». La participation, même critique, à une majorité parlementaire antérieure, était dans ce contexte une faiblesse politique certaine³⁵⁸.

³⁵⁸ La participation de Rafael Correa n'a pas eu le même impact : en effet, la rupture politique avec le gouvernement d'Alfredo Palacio a été pour lui l'occasion de le déstabiliser davantage. Dès lors, la dimension de participation aux institutions précédentes était partiellement effacée par la démission, *basée sur un désaccord lié aux politiques fiscales liées à la rente pétrolière*. L'autonomie politique de Rafael Correa était renforcée par le fait qu'il était appelé au gouvernement

Dans les multiples entretiens menés en Equateur, les responsables gouvernementaux ou les intellectuels proches du gouvernement, les militants le soutenant en venaient toutes et tous à ce point : le mouvement indigéniste ne présente pas une unité homogène, et certains de ses dirigeants sont liés à la droite³⁵⁹. La référence à la dichotomie droite-gauche semble plus importante en Equateur qu'en Bolivie relativement à la question indigène : il est possible d'y voir en effet des modes différenciés de populisme, le populisme d'inspiration républicaine étant davantage attaché à cette dichotomie héritée de la Révolution française.

Les prédispositions de Rafael Correa à l'égard du mouvement indigéniste, dont il n'était pas issu et qu'il percevait adverse, étaient donc moins favorables que celles d'Evo Morales, lui-même indigène et dont le gouvernement reposait largement sur le soutien des masses indigènes. Ces tensions originelles marquent en soi une différence considérable dans la formation du nouveau bloc hégémonique : c'est une conséquence autant qu'une explication de la faible présence des dirigeants indigènes dans le gouvernement équatorien lui-même, ainsi que du renouvellement élitaire différencié tel que nous l'avons présenté auparavant.

Dans un tel cadre, il est notable que PAIS est devenu un mouvement qui incarnait un possible réceptacle pour les élites technocratiques des régimes précédents, et ce de manière bien plus nette et immédiate que dans le cas bolivien³⁶⁰.

L'insistance sur le sérieux de la Révolution Citoyenne

Au rappel constant du caractère indigène-populaire du *Proceso de Cambio* bolivien répond le non moins récurrent rappel, dans le cas équatorien, de la démarche sérieuse et techniquement solide de la *Revolución Ciudadana*. L'exigence d'une reconnaissance de la qualité technique et du sérieux de la transformation politique et sociale ayant lieu en Equateur est l'une des exigences sous-jacentes à de nombreux entretiens menés avec des dirigeants du nouveau bloc hégémonique équatorien, ou avec des universitaires chargés d'apporter leur expertise technique.

C'est ainsi que Ramiro Noriega, ancien ministre de la culture et premier conseiller auprès de l'Ambassadeur d'Equateur en France lors de l'entretien que nous avons eu avec lui, insiste sur

comme *technicien* : sa sortie affaiblissait davantage le gouvernement. Elle marquait l'impossibilité de transformation du bloc institutionnel précédent de l'intérieur selon celui qui était alors son directeur de cabinet, Pedro Paez. Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Equateur, Paris, 17 mars 2015.

³⁵⁹ Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 ; Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

³⁶⁰ Analyses issues de discussions avec plusieurs militants du mouvement travaillant dans l'administration. En 2017, la victoire de Lenin Moreno, issu de PAIS, entraîna une rupture politique, témoin du caractère indéterminé de l'idéologie du parti, et de la forte hétérogénéité de sa composition.

l'humiliation qu'avait impliquée pour son gouvernement la mise en place du fonds Yasuní-ITT³⁶¹ sous l'égide du PNUD et non sous la tutelle directe de l'Etat équatorien. Ainsi, relativement au processus de négociation lié à cette initiative, l'ancien ministre donnait son sentiment : « Ils nous ont mis en procès. On nous demandait : « mais vous, vous êtes suffisamment sérieux ? ». Beaucoup laissaient entendre une inquiétude que ce gouvernement, ces Sud-Américains, ces Équatoriens, de quoi s'agit-il ? (...) »³⁶². La suspicion du manque de sérieux entraîne une réaction vive, dès lors que le soupçon provenant des diplomaties, notamment européennes, tient à l'absence de correspondance entre les politiques équatoriennes et les règles de la « bonne gouvernance »³⁶³. C'est donc sur l'aspect « technique » et « innovant » de l'initiative que revient à de nombreuses reprises Ramiro Noriega. A une question sur la Bolivie, il répond que l'Équateur est le « seul pays au monde » dont la Constitution intègre les droits de la nature, là où d'autres l'ont fait par la loi³⁶⁴. Il se trouve donc, dans la logique équatorienne, une forme de *distinction*, une volonté d'apparaître sérieux, et ce de façon *exceptionnelle*.

Dans une version plus éloignée de la critique du modèle de la bonne gouvernance, Carlos Larrea, économiste mobilisé dans le cadre de la même initiative, adopte une tonalité proche. Il souligne le travail technique réalisé autour de l'initiative, tout en tenant à préciser que les autres pays membres de l'ALBA, Bolivie comprise, n'avaient « aucun intérêt pour la question environnementale » dans la mesure où ils étaient des pays dépendant des ressources naturelles, alors que la dépendance de l'Équateur devrait nécessairement prendre fin d'ici 2030, les réserves pétrolières s'y étiolant fortement³⁶⁵.

La volonté, de part comme d'autre, de mettre l'accent sur l'exceptionnalité des processus en cours suit une logique de valorisation-dévalorisation, selon une logique rhétorique éprouvée : la dimension singulière et particulièrement intéressante d'un processus apparaît d'autant plus que sont minorés d'autres processus comparables.

³⁶¹ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Équateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

³⁶² Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Équateur en France, Paris, 19 septembre 2014.: «Siempre nos preguntaban: pero ustedes son suficientemente serios? Muchos dejaron la inquietud de que ese gobierno, de que será, estos sudamericanos, estos ecuatorianos»

³⁶³ A. SANTAMARIA et X. ZUNIGO, « « Bonne gouvernance » contre « auto-gouvernance » ? Conflits, alliances et résistances autour d'un programme européen de développement rural en Colombie », *Autrepart*, vol. 3, n° 35, 2005, pp. 57-72. Si le cas étudié par cet article est différent, il montre toutefois comment les oppositions entre normes de la bonne gouvernance et contextes locaux, où ces normes sont posées comme modèle de développement, est un facteur décisif de conflictualité sociale.

³⁶⁴ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Équateur en France, Paris, 19 septembre 2014. Il s'agit, pour la Bolivie, de la Ley de la Madre Tierra.

³⁶⁵ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, 12 janvier 2015 : «no tienen ningún interés para el medio ambiente».

Au cœur de la structuration rhétorique et sociale du bloc hégémonique lié au *Proceso de Cambio* se trouve donc le bloc indigène-populaire, là où la *Revolución Ciudadana* met davantage en son centre un milieu urbain hautement diplômé, dont les cadres soulignent l'importance fondamentale du sérieux et de la qualité technique du processus en cours.

c. Les tensions originelles au sein des blocs hégémoniques

La figure paradoxale de l'indigène

Avant d'aborder dans le détail le positionnement sociologique des différents acteurs ayant pris part aux rapports de pouvoir liés au gouvernement des communs environnementaux en Equateur comme en Bolivie, il s'agit de mettre en exergue quelques *figures de ce pouvoir*, indissociablement discursives et sociales comme le faisait remarquer l'anthropologue bolivien Adolfo Mendoza³⁶⁶.

Parmi elles se trouve la figure de l'indigène dont la priorité n'est pas l'écologie politique, *l'indigène ancestral qui a toujours modifié son milieu de vie*. Face aux critiques écologistes qui marquent les conflits liés au Yasuní et au Tipnis³⁶⁷, cette figure revient constamment dans les discours de ceux qui, au gouvernement, les tiennent pour une attaque frontale et dangereuse pour la cohérence des blocs hégémoniques et, *in fine*, pour la conservation du pouvoir politique.

Il est à noter que cette figure répond pied à pied à une autre figure qui tient à la fois de travaux académiques et de discours issus de l'écologie politique : celle de « l'écologie des pauvres », pour laquelle l'indigène aurait « des affinités positives avec l'anticapitalisme »³⁶⁸. Dès lors, l'indigène comme figure absolutisée devient un pan essentiel à la continuation du combat écologique. Il en devient le garant politique et indissociablement moral. C'est le contre-pied du précédent : *l'indigène ancestral qui n'a jamais réduit son milieu de vie à néant*.

Deux logiques narratives s'affrontent alors, dans la mise en scène rhétorique de tensions qui traversent les deux blocs hégémoniques. La première logique renvoie le discours relatif à l'indigénisme comme force écologique *per se* à une nouvelle forme d'exotisme, comme un retour contemporain du mythe du bon sauvage, aussi essentialiste dans toutes ses formes qu'un discours renvoyant l'indigène au domaine du *non-civilisé* absolu. Le récit de l'indigène écologiste est disqualifié comme relevant d'une forme aiguë d'eurocentrisme. A partir de cette logique narrative, les

³⁶⁶ Adolfo Mendoza, anthropologue, La Paz, 13 juillet 2016.

³⁶⁷ Voir *infra*, Chapitre 3.

³⁶⁸ M. LÖWY, « Les luttes écosociales des indigènes », *Écologie & politique*, n° 46, 2013, pp. 55-66. Les travaux de Joan Martinez Alier incarnent ce courant universitaire également.

entretiens des proches du gouvernement opposent cet eurocentrisme à la réalité concrète de la condition indigène, et aux difficultés matérielles qui lui sont liées³⁶⁹. Un argument d'autorité est issu de cette critique première, particulièrement saillant en Bolivie : nous sommes le gouvernement indigène, et notre pratique, si elle tient compte de la question écologique, ne doit pas être subordonnée à une *idée de l'indigène*. Cette logique s'articule, en Equateur, autour de la division mise en avant du mouvement indigéniste.

La seconde logique narrative tente elle aussi de prendre à contre-pied ce retournement rhétorique en mettant en avant, notamment en Equateur, les tensions avec les organisations indigènes ; l'argument de la complexité des peuples indigènes et de leur hétérogénéité est considéré, notamment par les ONG environnementalistes et les intellectuels écologistes, comme une instrumentalisation des peuples indigènes. Cette seconde logique narrative est une logique de la déconstruction qui qualifie les discours gouvernementaux comme modernisateurs, au sens le plus classique de la notion de développement.

Instrumentalisation contre instrumentalisation : la réduction à l'infini de la complexité des peuples indigènes ne permet pas de les saisir comme un tout, sans pour autant valider l'une ou l'autre des logiques narratives. De fait, elles mettent en exergue une tension fondamentale présente dès avant la prise de pouvoir institutionnelle même³⁷⁰ : d'un côté, celles et ceux qui souhaitent que la dynamique des blocs hégémoniques repose avant tout sur la force des mouvements sociaux, de l'autre celles et ceux qui entendent participer activement aux institutions étatiques.

Au cœur de cette dispute, la figure de l'indigène est une figure centrale des rapports de pouvoir écologique en Equateur comme en Bolivie. Tantôt saisie absolument du côté de l'écologie politique, elle peut être renversée pour incarner la souveraineté d'Etats plurinationaux qui ne souhaitent pas que leur soit imposé un schéma exotique, entendu comme exogène, de leur propre population.

La figure de l'intellectuel d'Etat : García Linera et Correa

Les proximités, tant idéologiques qu'historiques, entre le mouvement altermondialiste et les nouveaux blocs hégémoniques équatorien et bolivien ont déjà été soulignées ici. Les milieux académiques, et, plus largement, les intellectuels, ont été nombreux à suivre, commenter, critiquer ou participer directement aux mouvements sociaux puis à l'institutionnalisation, au sein des appareils d'Etat, desdits mouvements. Deux figures antagoniques de l'intellectuel s'opposent dès

³⁶⁹ Nous reviendrons plus loin sur ce point, il s'agit ici de considérer les tensions présentes au sein de chaque bloc hégémonique dès la prise de pouvoir. Voir *infra*, Chapitres 5 & 6.

³⁷⁰ Luis Tapia, philosophe au CIDES, La Paz, 16 août 2016.

le commencement de ce processus : d'une part, l'intellectuel d'Etat dont le discours tente de porter transnationalement ; de l'autre, l'intellectuel global transnational, figure idéal-typique d'un versant de l'altermondialisme, celui dont l'attachement à l'a-étatisme est fort³⁷¹.

Dans le premier cas de figure, l'idée d'un intellectuel d'Etat à dimension transnationale peut paraître contre-intuitive : la littérature académique oppose généralement la sphère étatique d'une part, le militantisme transnational de l'autre³⁷². Aussi l'idée d'un intellectuel d'Etat qui serait en même temps un militant transnational peut-elle paraître pour le moins étrange. Cependant, en tant que figure de pouvoir discursif, elle est décisive à l'intelligence des processus politiques et sociaux bolivien et équatorien : la figure de l'intellectuel légitime un processus neuf nationalement, qui renvoie transnationalement à l'altermondialisme.

C'est ici que se trouve le point essentiel de compréhension et d'articulation entre les origines puisées dans le récit altermondialiste et l'insistance sur la mise en mots, de par le monde, des processus politiques en cours. En Bolivie comme en Equateur, ce sont des personnages-clés de l'Etat qui assument cette figure principale et *a priori* paradoxale. Le Président équatorien, Rafael Correa, dont un ouvrage publié en France avait été préfacé par Edgard Morin³⁷³, a par exemple délivré une conférence à La Sorbonne en 2013. Deux ans plus tard, le Vice-Président bolivien, Álvaro García Linera lui succède au sein de la même université. Economiste universitaire pour l'un, théoricien marxiste pour l'autre, ils tentent d'opérer, au cours des années de mandat qui suivent les victoires électorales une défense intellectuelle, au sein des milieux académiques comme au sein des mouvements altermondialistes, de l'action gouvernementale *qu'ils mènent personnellement*.

Cette dimension présente un avantage double de leur point de vue : d'une part, elle permet d'attester d'une connaissance directe des processus politiques en cours, en cela qu'ils en sont des acteurs décisifs ; d'autre part, conserver un discours rationnel sur ces mêmes processus permet au moins de créer une impression de distance critique avec eux.

³⁷¹ E. ADAMOVSKY, « Penser le passage du social au politique », *Mouvements*, vol. 3, n° 63, 2010, pp. 111-129. Cet article est intéressant en ce qu'il synthétise efficacement les tensions qui traversent le mouvement altermondialiste. Il l'est doublement en ce qu'il interroge ces tensions en rapport avec la victoire d'Evo Morales et le nécessaire renouvellement du rapport à l'Etat au sein de ce mouvement, ou, à tout le moins, le ravivement de ces tensions préexistantes.

³⁷² J. ROSENAU, *Turbulence in world politics*, Princeton: Princeton University Press, 1990 ; J. ROSENAU et E.-O. CZEMPIEL, *Governance without government: Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992 ; S. TARROW, « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, n° 38-39, juin 2000, [En ligne]. <<http://conflits.revues.org/276>>. (Consulté le 2 mars 2015).

³⁷³ R. CORREA et E. MORIN, *Équateur, de la République bananière à la non République : pourquoi la révolution citoyenne*, Paris, Les Ed. Utopia, 2013 (Collection Amérique Latine).

La réflexivité que ces conférences donnent à voir sur les processus politiques et sociaux constitue à elle seule une figure rhétorique de défense ou de contestation des gouvernements : témoins de légitimité intellectuelle pour les uns, volonté de semer la confusion pour les autres.

La figure de l'intellectuel critique : Raquel Gutiérrez et Alberto Acosta

Certains intellectuels proches du mouvement indigéniste, de la gauche urbaine et de l'écologie politique incarnent quant à eux une autre figure rhétorique et une autre position. Elle pourrait être résumée en une idée, celle du soutien critique, avec, toujours en puissance et comme un risque pour la cohésion du bloc hégémonique, la possibilité de la rupture.

Dans tout processus à portée révolutionnaire – c'est-à-dire dont les objectifs visent une transformation conséquente des rapports sociaux et politiques comparés à la phase précédente – cette figure est traversée par une tension entre deux pôles contraires : la critique interne au processus afin de l'orienter ; la rupture comme moyen de signifier un désaccord profond. C'est un conflit de loyautés qui structure la figure de l'intellectuel critique. D'un côté, loyauté au processus qui repose sur des idées qu'il a défendues depuis bien longtemps. De l'autre, loyauté aux dites idées qui constitue pour lui une boussole. C'est la perception de l'écart entre ces idées et l'action des gouvernements qui détermine la décision de rompre ou non avec eux.

Là où l'intellectuel d'Etat est une figure nationale qui s'articule transnationalement, l'intellectuel critique est d'emblée une figure globale ; il ne se sent en aucune façon lié aux appareils d'Etat et considère ce dernier comme un danger potentiel pour la démocratisation des processus de changement en cours. Il forme un discours de portée globale et dont les conséquences sont immédiatement appelées à valoir *tant* par-delà les frontières de son pays qu'en son sein. A partir du moment où il peut toujours entrer en rupture avec le gouvernement, l'articulation transnationale de son action intellectuelle – conférences, publications, rencontres – est cruciale pour lui.

Instrument pertinent pour l'intellectuel d'Etat, la dimension transnationale s'avère être une ressource nécessaire pour l'intellectuel critique.

Deux figures font écho en Equateur comme en Bolivie à cet idéal-type dont les traits communs et l'existence dans ces deux pays sont d'emblée importants à signaler. L'une, le Président de l'Assemblée Constituante équatorienne, Alberto Acosta, dont le rôle a été majeur dans l'impulsion de politiques écologistes lors du premier mandat de Correa, est par la suite entré dans l'opposition de gauche. Economiste universitaire, il a écrit sur le processus en cours et a donc, avec d'autres, contribué à en forger le sens et à en dessiner les contours critiques : par ailleurs, il a

participé à des ouvrages liés également à la Bolivie d'Evo Morales³⁷⁴. L'autre, Raquel Gutiérrez, qui faisait partie en son temps du groupe *Comuna* dont le Vice-Président Linera était également membre, habitant désormais au Mexique, incarne aussi cette figure centrale de l'intellectuel critique³⁷⁵.

Cette figure rhétorique est elle aussi à double face : elle permet à celles et ceux qui la soutiennent d'en valoriser le caractère courageux, témoin d'indépendance et d'un esprit critique sorti sauf des processus politiques. A celles et ceux qui en contestent la légitimité, elle permet d'agiter le fanal de la division comme un péril mortel pour les nouveaux blocs hégémoniques équatorien et bolivien.

Aussi faut-il voir dans l'analyse des compositions sociologiques différenciées des bases respectives des blocs hégémoniques équatorien et bolivien une donnée essentielle pour ce travail d'études relatif aux rapports de pouvoir écologique. Alors que le *Proceso de Cambio* s'est largement articulé autour de nouvelles figures issues du mouvement syndical et indigéniste, le caractère dominant de la *Revolución Ciudadana* est quant à lui plus universitaire, à tout le moins au regard du renouvellement des élites politiques.

Cet état de fait correspond largement aux stratégies de conquête du pouvoir institutionnel, elles-mêmes nourries de ces différences. Là où le populisme bolivien est d'inspiration marxiste – appuyé sur un peuple plébéien – le populisme équatorien est d'inspiration républicaine, adossé à la figure universaliste du citoyen. L'hétérogénéité des blocs sociaux appuyant les gouvernements est un fait structurant qui produit des rapports symboliques différenciés : là où la fierté populaire et indigène est au cœur des entretiens menés avec les responsables politiques boliviens, c'est l'exigence technique qui domine en Equateur.

Ces blocs hégémoniques, originellement hétérogènes entre eux, le sont également en leur sein : ils sont traversés de figures discursives qui en nourrissent le caractère composite. L'indigène écolosceptique, l'indigène défenseur de la nature, l'intellectuel d'Etat ou encore l'intellectuel critique

³⁷⁴ A. ACOSTA, *Le Buen Vivir*, op. cit.

³⁷⁵ R. GUTIÉRREZ AGUILAR, *Horizonte comunitario-popular. Antagonismo y producción de lo común en América Latina*, Cochabamba, Autodeterminación, 2015. C'est de toute l'Amérique latine dont il est question dans cet essai, preuve de la dimension transnationale de sa réflexion : la question indigène n'est ni spécifiquement ni singulièrement bolivienne selon elle, et mérite un traitement plus large, qui ne reposerait pas sur des considérations étatiques. Que ce soit pour le cas d'Alberto Acosta ou pour celui de Raquel Gutiérrez Aguilar, l'objet même des désaccords qu'ils ont argumentés avec les gouvernements de leurs pays respectifs est développé plus loin.

sont quatre images dont la définition est nécessaire à l'intelligence des possibilités de tension existantes dès les débuts des mandats d'Evo Morales et Rafael Correa.

Elles sont pourtant un instant réunies, dans le processus même de projection internationale liée à une diplomatie qui, dans un cas comme dans l'autre, est fortement articulée à la question écologique. Mais cette projection diplomatique, qui unifie largement les différents courants qui traversent les communautés indigènes et rassemble dans un même élan nombre d'intellectuels d'Etat et d'intellectuels critiques, s'opère selon des modes différenciés.

Alors que la projection équatorienne a lieu autour d'une tentative d'intégration-modification du cadre multilatéral des négociations environnementales préexistant, la Bolivie est plus évidemment dans la contestation *en principe* de ce cadre. La tentative d'intégration par la diplomatie équatorienne repose sur une modulation technique du discours contre-hégémonique sur l'écologie, dont l'exemple paradigmatique se trouve être l'initiative Yasuní-ITT.

II- Une projection entre contestation et intégration au cadre multilatéral actuel. La projection depuis un processus révolutionnaire élitiste : le cas Yasuní-ITT³⁷⁶

Le cas équatorien permet de commencer à envisager les différences de projections internationales entre la Bolivie et l'Equateur à partir des différences notées dans le premier chapitre et dans la première partie de ce chapitre. L'Equateur de Correa l'universitaire, c'est le populisme du citoyen et de la République, fondé sur une base élitiste, citadine et académique. La technique n'est pas à négliger dans cette perspective, elle peut être un outil central des luttes politiques, y compris au niveau international. C'est ainsi que, si elle est contre-hégémonique et s'oppose au cadre multilatéral existant, la projection internationale de l'Equateur corréiste ne peut s'en abstraire complètement : au contraire, elle décide d'en adopter les codes pour tenter de le subvertir.

a. L'initiative Yasuní-ITT : travail d'élaboration technique et négociation

L'idée d'une initiative : quelle communauté pour les communs environnementaux ?

L'initiative Yasuní-ITT présente un intérêt singulier qui donne à la relation entre le gouvernement équatorien issu de la victoire électorale de PAIS et les rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux une couleur particulière, en contraste avec la situation bolivienne.

La diplomatie équatorienne a en effet proposé, en 2007, une initiative diplomatique à vocation mondiale : l'initiative Yasuní-ITT. Un tiers des réserves pétrolières se trouve alors dans

³⁷⁶ La présente partie du chapitre se fonde en partie sur le travail que j'ai effectué en master 2.

les blocs d'exploitation pétrolifères ITT du parc national Yasuní. Une revendication élaborée peu avant par les secteurs écologistes est celle d'un moratoire définitif sur l'exploitation pétrolière sur l'ensemble du parc Yasuní³⁷⁷. Pedro Paez, ancien directeur de cabinet de Rafael Correa lorsqu'il était ministre de l'économie du gouvernement Palacio, a contribué, avec Alberto Acosta, à l'opérationnalisation diplomatique de cette idée³⁷⁸.

Rafael Correa ne voulait pas que l'Equateur seul choisisse de ne pas exploiter une part si conséquente de ses réserves pétrolières, étant donnée la dépendance forte de l'économie équatorienne, et singulièrement du budget de l'Etat, aux revenus qui en sont issus. Mais Alberto Acosta parvient à le convaincre de proposer au monde cette initiative qui porte internationalement les noms du parc et des blocs pétroliers. Ainsi, en évaluant les utilités économiques équivalentes à l'exploitation du parc – avec pour prix de référence le baril en 2007 – l'Equateur s'engage à contribuer à hauteur de la moitié à la non-exploitation de cette zone.

Pendant treize ans, cela lui coûtera 3,5 millions de dollars annuels. C'est un effort équivalent que le gouvernement équatorien demande au monde pour que le pétrole ne soit pas exploité. Aussi, l'objectif diplomatique immédiat qu'implique l'initiative est le suivant : il faut réunir 42,5 millions de dollars auprès d'Etats, d'individus, de collectivités territoriales, d'ONG, d'entreprises. Il s'agissait, en un sens, de faire appel à une communauté humaine internationale entendue dans une acceptation large, et incluant tout type d'unité sociale ou politique.

L'articulation avec l'idée du commun environnemental est ici directe : si la responsabilité est commune d'atténuer le changement climatique et l'Amazonie un enjeu essentiel pour la planète entière, enjeu devenu central au niveau des négociations internationales³⁷⁹, c'est à une communauté globalement définie que revient le partage des efforts de conservation. Communauté nationale, communautés transnationales, scientifiques ou militantes, communauté européenne, communauté-club des Etats les plus puissants³⁸⁰ : l'unicité du commun environnemental permet d'en adresser la charge à une diversité large de communautés. A un commun correspondent plusieurs communautés.

³⁷⁷ Voir *supra*, Chapitre 1.

³⁷⁸ Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Equateur, Paris, 17 mars 2015 ; Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

³⁷⁹ M.-C. SMOUTS, "La construction d'un enjeu planétaire", *Forêt tropicale, jungle internationale : revers de l'écopolitique mondiale*, *op. cit.*, pp.53-93.

³⁸⁰ B. BADIE, *La diplomatie de connivence : les dérives oligarchiques du système international*, Paris, La Découverte, 2013.

La technicisation continue

L'étude précise du parcours diplomatique de l'initiative permet de saisir une tendance lourde et indéniable : d'un principe politique issu de la société civile équatorienne, transcrit en politique publique par les ministres de Rafael Correa, Yasuní-ITT repose de plus en plus sur la constitution d'une bureaucratie diplomatique qui en défend les avantages *techniques*.

L'initiative, d'abord entre les mains d'Alberto Acosta, ministre des mines, échoit par la suite à Fander Falconí et Juan Ramos, au titre du ministère des affaires extérieures. Puis Roque Sevilla, lié au même ministère, issu du secteur privé, prend les rênes des négociations internationales. Après un court passage par le ministère du patrimoine, sous les ordres de María Fernanda Espinosa, l'équipe technique qui a accompagné l'ensemble du projet est rattachée directement à la Présidence de la République en 2010, avec à sa tête Ivonne Baki, ancienne ambassadrice de l'Equateur aux Etats-Unis d'Amérique.

Ivonne Baki

Née en 1951, cette femme politique équatorienne a été l'objet de nombreuses polémiques lors de sa nomination en 2010 à la tête de l'initiative Yasuní-ITT. Elle était réputée trop proche des Etats-Unis d'Amérique par les milieux écologistes : en cause, son poste de consul honoraire d'Equateur à Boston, de 1992 à 1998, année où elle est nommée ambassadrice de l'Equateur aux Etats-Unis. Ministre de l'industrie et de la productivité en 2003, elle obtient l'organisation du concours « Miss Universe » à Quito en 2004, notamment grâce à son amitié avec Donald Trump.

L'analyse de ce parcours entre les différents ministères est intéressante, ne serait-ce qu'en examinant les parcours des différents responsables de l'initiative : d'Alberto Acosta, économiste militant écologiste, à Fander Falconí, foncièrement attaché à l'idée socialiste, la politique publique internationale se trouve entre les mains de Roque Sevilla, qui dirige une entreprise de tourisme et présente un profil plus *apolitique*, quand Ivonne Baki entend également renouer avec une conception *attrape-tout* de l'initiative. Cette initiative n'est pas pour elle un principe politique d'essence révolutionnaire, mais une idée intéressante qui est en mesure de plaire à *n'importe qui*.

C'est ainsi que, lors des négociations qu'elle dirige, elle peut se tourner autant vers les pays européens, les entreprises transnationales³⁸¹ ou les pays du Golfe³⁸² avec une assurance réelle de l'intérêt que le projet pourrait présenter à leurs yeux. Avec les premiers, elle tente de défendre l'idée d'une exceptionnalité *biologique* de l'initiative Yasuní-ITT, là où le principe même des utilités économiques liées aux barils non exploités présentait une connexion plus forte avec le principe international d'atténuation du changement climatique. Dès lors, la communication autour de l'initiative prend un tournant clair vers la défense de la mégabiodiversité du parc Yasuní. Insister sur l'exceptionnalité du lieu permet d'assurer les potentiels contributeurs du caractère non reproductible de l'initiative : le portefeuille n'aura à être sorti qu'une fois. Quant aux pays du Golfe, Ivonne Baki tente un argument qui, pour présenter une apparence technique, n'en est pas moins étonnant : la non-exploitation du pétrole au sein du parc Yasuní ferait pression à la hausse sur le marché pétrolier. L'intérêt des pays du Golfe, de ce point de vue, serait de contribuer à la mise sous tension du marché du pétrole, en pariant sur une hausse du baril.

Outre que les réserves équatoriennes étaient loin d'être en état de produire une telle pression sur les conditions internationales du commerce pétrolier, le principe politique – intimement lié à l'écologie politique – de l'initiative semble se perdre à mesure que les hypothèses technicisantes sont successivement examinées, puis utilisées, pendant les négociations internationales.

Le pari d'Ivonne Baki est celui d'une femme politique déjà insérée dans les cercles diplomatiques avant l'arrivée de PAIS au pouvoir : ses intentions sont liées à l'impératif de trouver de l'argent pour alimenter le fonds qui a été élaboré avant sa prise de fonction. La projection internationale de la *Revolución Ciudadana* est donc liée au personnel politique hétéroclite qui la met en œuvre : d'Alberto Acosta à Ivonne Baki, c'est une tension incarnée du processus équatorien, entre conception technique et instrumentale du politique pour la seconde, conception militante et substantielle pour le premier. De l'un à l'autre, la technicisation a accompagné l'internationalisation de l'initiative.

Le fonds attaché au PNUD : le modèle d'une garantie technique travaillée

Au processus de technicisation dans l'entreprise publique de défense internationale de l'initiative s'ajoute la construction technique de l'initiative elle-même. Le PNUD, de ce point de vue, joue un rôle crucial. Etant donné le profil des membres des équipes autour de l'initiative Yasuní-ITT, le PNUD n'est pas un interlocuteur foncièrement *extérieur* au gouvernement

³⁸¹ Ivonne Baki, dirigeant de l'équipe de négociation Yasuní, entretien vidéo, 10 février 2015.

³⁸² Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

équatorien : c'est en étroite collaboration que les négociateurs et intellectuels porteurs du projet international travaillent avec le PNUD. Ce dernier édite même, en 2011, un livre relatif à l'initiative où écrivent d'anciens membres du gouvernement³⁸³, dont Fander Falconí.

L'analyse de la viabilité du projet donne lieu à une étude par un économiste états-unien de ses conditions de possibilité et de sa robustesse technique au regard du problème posé par le changement climatique et la perte de biodiversité : Joseph Vogel publie *The Economics of the Yasuni-ITT Initiative* en 2009³⁸⁴. Cet organisme des Nations unies est donc sans aucun doute un point d'appui pour l'initiative, et se propose d'héberger le fonds fiduciaire Yasuni-ITT supposé recueillir les contributions – il s'agit d'une exigence apparue au fil des négociations qui n'ira pas sans créer des tensions, et, d'emblée, produire des crispations liées au respect de la souveraineté de l'Équateur³⁸⁵.

L'élaboration technique de ce fonds est aboutie. Il est placé sous le signe de la reproduction du capital récolté : la fenêtre de capital prévoit cinq types d'investissement possible dont les retours permettraient d'alimenter la fenêtre intérêts du fonds fiduciaire. Ces cinq domaines sont circonscrits précisément : soutien aux aires protégées et à la lutte contre la déforestation, programmes de reforestation, programmes d'efficacité énergétique, investissement social en Amazonie, investissement en science et technologie³⁸⁶.

Ainsi, ce fonds fiduciaire créé en 2011 permet de donner une garantie *technique* au projet et relève de ce fait d'une volonté, de la part des équipes de négociation, de viabiliser autant que possible les implications de cette initiative³⁸⁷.

La construction de l'initiative Yasuni-ITT est à l'image de la projection internationale de l'Équateur : elle en est l'étendard, et celui-ci se colore d'une double technicité : celle du contenu de l'initiative et, progressivement, celle des moyens publics de sa défense internationale. Cette volonté

³⁸³ F. FALCONÍ et M.-C. VALLEJO, *La iniciativa Yasuni desde una perspectiva multicriterial*, Quito, PNUD, 2011.

³⁸⁴ J.-H. VOGEL, *The economics of the Yasuni Initiative. Climate Change as if Thermodynamics matters*, London, Anthem Press, 2009.

³⁸⁵ Voir *infra*, Chapitre 3. Les négociations sur la composition du conseil d'administration sont significatives de la *manière singulière* que l'Équateur a eu de manœuvrer la projection internationale relative au gouvernement des communs environnementaux.

³⁸⁶ PNUD, "Ecuador Yasuni ITT Fondo de Fideicomiso: Manual de Procedimientos para el Funcionamiento del Comité de Dirección", septembre 2011, p. 6. Ce document de douze pages intégrant les différentes dimensions relatives à la constitution du fonds, les possibilités d'investissement ainsi que les procédés concrets de leur réalisation est assez clair sur les précisions techniques de l'initiative.

³⁸⁷ Une dimension est intéressante, abordée à la fin de cette partie : les négociateurs eux-mêmes étaient prêts à sacrifier une certaine fierté nationale pour crédibiliser l'initiative ; Rafael Correa, quant à lui, ne l'entendait pas ainsi et gardait un œil attentif sur l'initiative en tant qu'elle ne devait pas entrer en contradiction avec l'entreprise générale de renforcement de l'État qu'il avait engagée dans le pays.

de techniciser l'initiative trouve également un appui dans le PNUD, principal agent de la crédibilisation de l'initiative, du fait de l'hébergement du fonds fiduciaire censé recevoir les contributions. Le PNUD présente d'emblée l'avantage, en tant qu'institution de l'ONU, de ne pas remettre en cause la souveraineté de l'Équateur : son action repose sur le respect du principe de souveraineté³⁸⁸. Cette technicisation est conditionnée par l'intégration globale des cadres politiques qui la portent au niveau international.

b. Des cadres politiques bien intégrés au jeu international

Les parcours mondialisés des cadres de l'initiative

Par jeu international, il ne s'agit pas d'entendre que tous les responsables de l'initiative fussent liés aux cercles diplomatiques avant d'y participer. Le caractère décisif de l'université dans le processus équatorien transnationalise également les parcours des responsables politiques, à l'image des réseaux transnationaux de recherche.

L'état général que présente le tableau ci-après permet de saisir la dimension élitaire de la projection internationale équatorienne : les universitaires et les responsables politiques – souvent eux-mêmes issus du milieu académique – n'en sont pas, au moment de l'élaboration technique comme de la négociation de l'initiative, à leur première expérience internationale. Non seulement les parcours universitaires et le monde de la recherche supposent des voyages d'études, des rencontres et la constitution de réseaux transnationaux, mais il est une dimension aussi essentielle qui apparaît relativement à la position *experte* des acteurs présents : leur position leur a permis, dans de nombreux cas, d'être recrutés par des organisations internationales ou de produire pour elles des rapports d'expertise.

Aussi, il est impossible de négliger le lien étroit entre la technicité de l'initiative Yasuní-ITT, ce qu'elle doit aux échanges internationaux et, singulièrement, à l'appui technique du PNUD, du parcours des équipes de négociation de l'initiative.

³⁸⁸ Gabriel Jaramillo, responsable programme environnement du PNUD à Quito, Quito, 9 janvier 2015.

Tableau 6³⁸⁹ : Parcours internationalisés autour de l'initiative Yasuní-ITT

	Milieu académique	Milieu politique	Organisations internationales	Milieu associatif / ONG	Pays d'étude hors Equateur (le cas échéant)
Alberto Acosta	Economiste à la FLACSO (depuis 2008)	Ministre de l'énergie et des mines Président de l'Assemblée Constituante de Montecristi	Consultant OLADE, UNICEF, ONU (années 1990-2000)	Secrétaire exécutif du forum sur la dette externe et le développement (1991-1994)	Allemagne
Roque Sevilla	Economiste	Maire de Quito (1998-2000)	-	Fundación Natura WWF	Etats-Unis / Allemagne
Carlos Larrea	Economiste à la Universidad Andina	-	Consultant pour l'OIIT, la BM, la BIRD, l'UNICEF, le PNUD (années 1990-2000)	Consultant pour la Fundación Esquel	Argentine / Canada / Etats-Unis (Harvard)
Natalia Greene	Rattachée au centre de recherche de Carlos Larrea à la Universidad Andina	-	-	Dirigeante Pachamama Coordinatrice CEDENMA (années 2000)	Etats-Unis / France
Francisco Carrión Mera	Chercheur associé à la FLACSO (depuis 2007)	Ministre des relations extérieures (2005-2007)	-	ambassadeur de l'Equateur à l'ONU (2009-2011)	Italie
Carlos Viterí Gualinga	Anthropologue formé à la Pontificia Universidad Católica del Ecuador	Président de la Commission Biodiversité et Ressources Naturelles de l'Assemblée nationale équatorienne (juin 2013-2015)	Spécialiste en développement social, genre et diversité pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à la BID (2002-2009)	CONFENIAE CONAIE (années 1980-1990)	-

³⁸⁹ Ce tableau est issu du travail de recherche écrit en M2.

María Fernanda Espinosa	Chercheur associée à la FLACSO	Ministre coordinatrice du patrimoine (2009-2014) Ministre de la défense (2014)	Consultante pour la BID ambassadrice de l'Equateur à l'ONU (2008 / depuis 2015)	Directrice Amérique Latine de l'UICN (2006-2007)	Etats-Unis
Ivonne Baki	-	Ministre du commerce extérieur (janvier 2003-avril 2005) ambassadrice de l'Equateur aux Etats-Unis (1998-2002)	ambassadrice de bonne volonté de l'Unesco pour le dialogue des cultures par la paix (2010)	Fundación Sin Fronteras (1995) Membre fondatrice de Fundación Galápagos Forever (2001)	Liban / Etats-Unis (<i>Harvard</i>)
Pedro Paez	Economiste à la Pontificia Universidad Católica del Ecuador	Ministre coordinateur de la politique économique (octobre 2007-décembre 2008)	Membre de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée Générale de l'ONU sur les réformes monétaires et financières du système international (août 2008-juillet 2009)	CDES	Etats-Unis
Yolanda Kakabadse	Professeure invitée à l'Ecole de sylviculture et de l'environnement de Yale (2001)	Ministre équatorienne de l'environnement (août 1998-janvier 2000)	-	Fundación Natura Présidente de l'UICN (1996-2004) WWF (depuis 2010)	-

Le CEDENMA (*Coordinadora ecuatoriana de organizaciones para la defensa de la naturaleza y el medio ambiente*) est un réseau créé en 1988 dont l'objectif est d'unir les différentes ONG écologistes d'Équateur.

L'UNESCO, le PNUD ou encore la BID ont pour point commun d'être des institutions où la question du développement et celle de la protection du patrimoine sont au cœur de l'agenda. A ce titre, le gouvernement des communs environnementaux et la protection concurrente du parc Yasuní font à tout le moins écho à la socialisation intellectuelle desdites institutions³⁹⁰. Ainsi, la préoccupation pour les biens communs environnementaux peut participer d'une culture institutionnelle commune qui se joint aux objectifs explicites de l'initiative Yasuní-ITT.

La projection internationale s'appuie donc sur des cadres formés aux institutions internationales et rompus à l'exercice diplomatique ainsi qu'aux rencontres bilatérales, mais également au cadre multilatéral. Cette culture de la négociation est décisive dans le parcours international de l'initiative. Si la stratégie, d'un négociateur à l'autre, se transforme et évolue, ce n'est pas du fait d'un rapport *fondamentalement* différent à la scène internationale, mais bien plutôt d'une perception différenciée de la globalisation en tant que telle : il est possible de distinguer celles et ceux qui, à l'image d'Alberto Acosta, ont des rapports de force internationaux une vision éminemment conflictuelle, de celles et ceux qui, à l'image d'Ivonne Baki, insiste sur les possibilités de coopération en l'état, toutes choses égales par ailleurs. Une autre catégorie, celle où s'inscrit Roque Sevilla, est celle qui a trait à la diplomatie traditionnelle : l'enjeu de la négociation se trouve dans la possibilité de convaincre un autre Etat qu'il agirait, en contribuant au fonds Yasuní, dans son intérêt propre³⁹¹.

La négociation inter pares

Les parcours de ces différentes parties équatoriennes à l'initiative Yasuní-ITT sont un socle important pour les négociations, le long des six années de son parcours international. En effet, l'insertion *a priori* dans des réseaux transnationaux, ou dans les organisations internationales elles-mêmes, accorde deux ressources cruciales dans la négociation internationale. La première est la qualité propre de la constitution de ces réseaux : elle offre une capacité de mobilisation

³⁹⁰ C'est ce que nous avons pu constater lors d'un entretien avec une responsable du PNUD à La Paz : une culture commune de ces institutions, au moins est-il possible de l'écrire à titre d'hypothèse, en rapproche les membres des objectifs impliqués par les projections internationales des Etats équatorien et bolivien ; Rocio Chain, analyste programmes pour le PNUD, La Paz, 22 août 2016.

³⁹¹ Roque Sevilla, dirigeant de l'équipe de négociation Yasuní de 2008 à 2010, Quito, 20 janvier 2015.

transnationale considérable. La seconde est la reconnaissance comme ressource fondamentale : s'être constitués auparavant comme des membres légitimes de réseaux internationaux permet d'être reconnus tels, ou à tout le moins d'éprouver cette reconnaissance. Dès lors, la mobilisation en réseaux et de la reconnaissance qui lui est liée produisent un sentiment essentiel à la projection internationale à partir de ce processus révolutionnaire élitaire : la confiance.

L'idée de négocier *inter pares*, et ce en dépit de la position contre-hégémonique incarnée par l'Équateur internationalement, permet d'assurer une base stable à de multiples initiatives bilatérales, autant que les relations interétatiques sont concernées, comme à des contournements transnationaux. Plusieurs exemples viennent appuyer cette capacité d'usage de réseaux transnationaux. Ainsi d'Alberto Acosta qui est allé présenter l'initiative dans une conférence œcuménique en Allemagne, à la croisée des milieux académiques et religieux³⁹². Pour ce qui est de Pedro Paez, nous nous étions entretenus avec lui à Paris lors d'une conférence qu'il donnait sur les problèmes économiques que rencontraient les pays d'Amérique latine à Paris le 13 mars 2015³⁹³. Ainsi encore de Yolanda Kakabadse, qui évolue depuis longtemps dans les milieux écologistes internationaux, tout comme Roque Sevilla, comme le disait Esperanza Martinez, dirigeante d'*Acción Ecológica* : « Ceux qui avaient développé toute la stratégie de communication et de travail étaient Roque et Yolanda. Car, en outre, ils se meuvent très bien dans le milieu environnemental. Yolanda a travaillé trente ans dans ces milieux internationaux très reconnus »³⁹⁴.

Yolanda Kakabadse

Née en 1948, elle est ministre de l'environnement de 1998 à 2000. Elle préside par la suite WWF au niveau international, de 2010 à 2017. Elle est également présidente de l'International Union for Conservation and Nature de 1996 à 2004. Elle a une stature internationale importante, qui apporte de la légitimité à l'équipe de négociation de l'initiative Yasuní-ITT dont elle fait partie. Personnalité de l'écologie politique en Équateur, elle défend une approche plus consensuelle qu'Esperanza Martinez.

La familiarité avec les pratiques diplomatiques internationales vient également de l'aisance avec laquelle ces universitaires, responsables politiques un temps, fréquentent les interfaces entre politique et université, cercles de réflexion et autres conférences. Il est d'ailleurs possible de croiser

³⁹² Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

³⁹³ Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Équateur, Paris, 17 mars 2015.

³⁹⁴ Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 : « Quienes habían desarrollado toda la estrategia de comunicación y de trabajo habían sido Roque y Yolanda. Además porque ellos se mueven en el medio ambiental muy bien. Yolanda tiene treinta años de trabajar en escenarios internacionales muy reconocidos ».

cette facilité dans l'usage des cercles intellectuels avec le sentiment d'une attitude humiliante de la part des chancelleries européennes : la légitimité politique n'est pas la seule alors insultée, c'est également la légitimité académique qui est mise en jeu. De ce point de vue, il est intéressant que la plupart des dirigeants politiques liés à l'initiative soient auparavant économistes, discipline des sciences sociales, s'il en est, qui confère à ses disciples une légitimité *a priori* dans la sphère publique des débats européens. La première résolution possible du paradoxe revient donc à faire usage des codes employés par les parties disqualifiant l'initiative pour éventuellement renverser le stigmatisme³⁹⁵.

Une autre voie de résolution se trouve précisément dans la distanciation vis-à-vis de l'Etat équatorien. C'est la voie choisie par Roque Sevilla qui affirmait ne pas voir le problème de souveraineté autour de l'hébergement par le PNUD du fonds de garantie Yasuní-ITT. Il faisait au contraire usage d'une métaphore *a priori* étonnante pour qui était, dans le cadre de cette initiative, diplomate équatorien : il n'est pas possible, disait-il, de laisser son argent à un alcoolique s'il souhaite en léguer une partie à son fils ; il risquerait de le boire intégralement³⁹⁶. Cette métaphore place l'Equateur parmi les mauvais élèves de la bonne gouvernance. Elle se conforme aux attitudes que Ramiro Noriega, par exemple, considérait humiliantes³⁹⁷.

Face à l'humiliation possible, deux stratégies peuvent être adoptées dans cette négociation vécue depuis l'Equateur comme *inter pares*. D'une part, il est possible d'opérer un retournement, à partir des catégories de légitimation académique européenne par exemple. D'autre part, il est possible d'intégrer le stigmatisme et considérer l'Equateur comme effectivement déviant, ce qui n'est pas sans faire écho aux mots d'Erving Goffman : « Celui qui échoue sous l'un de ses aspects [par rapport au modèle] se taxe d'indignité – par moments tout au moins – et réagit en conséquence, soit qu'il fasse semblant, soit qu'il se surprenne à se montrer confus ou agressif à cause des traits de sa personne dont il sait qu'ils font mauvais effet »³⁹⁸.

Le pluralisme idéologique : des membres critiqués pour leur absence d'engagement

Cette double attitude autour de l'initiative Yasuní-ITT est également le signe d'un fait essentiel : le renforcement technocratique de l'initiative ainsi que le caractère sociologiquement élitaire de la projection internationale du nouveau bloc hégémonique équatorien sont des réalités

³⁹⁵ Il en est ainsi de la conférence de Rafael Correa donnée en 2013 à La Sorbonne, déjà citée plus haut : c'est au moins autant en tant qu'économiste que Président de la République qu'il entend alors donner une leçon aux Etats européens sur leur façon de maîtriser la crise économique.

³⁹⁶ Roque Sevilla, dirigeant de l'équipe de négociation Yasuní de 2008 à 2010, Quito, 20 janvier 2015.

³⁹⁷ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

³⁹⁸ E. GOFFMAN, *Stigmatisme*, Paris, Editions de Minuit, 1975, p. 151.

sur lesquelles est parfois sacrifiée de la cohérence idéologique du groupe qui internationalement en porte la parole.

Le parcours antérieur d'Ivonne Baki est notamment critiqué par l'une des ONG écologistes les plus actives du pays, *Acción Ecológica*. « La nomination d'Ivonne Baki est presque une provocation pour les écologistes (...). Ivonne Baki est une personne avec laquelle nous, comme groupes environnementalistes, avons eu une tension très forte. Elle a déjà été ministre du commerce et de l'intégration de Lucio Gutiérrez. (...). Elle était ce qu'on peut appeler la lobbyiste la plus importante de Texaco »³⁹⁹. Ivonne Baki, de ce point de vue, est considérée comme une courroie de transmission du secteur pétrolier au sein même de l'initiative Yasuní-ITT. En outre, qu'elle fût ministre auparavant n'arrange pas son cas du point de vue de celles et ceux qui pensaient la *Revolución Ciudadana* comme un renouvellement et une rupture complète avec la phase antérieure.

Ainsi, la volonté d'intégrer le jeu international à partir d'équipes de négociation techniques, composées de personnes ayant auparavant été diplomates d'administrations précédentes, est une prise de risque quant à la cohérence du nouveau bloc hégémonique. De la même façon, les options idéologiques de Roque Sevilla sont dépeintes par de nombreux soutiens dudit bloc hégémonique comme libérales et, en ce sens, peu conformes à l'idée générale de l'initiative Yasuní-ITT comme fer-de-lance de la diplomatie contre-hégémonique équatorienne⁴⁰⁰.

Une anecdote semble de ce point de vue significative : la démarche de communication technicisante autour de la biodiversité, écartant l'atténuation du changement climatique pourtant au cœur de l'initiative, a été particulièrement suivie par l'ambassadeur équatorien en France, déjà en poste avant la victoire de Rafael Correa. Il présentait l'initiative aux élus des collectivités territoriales qu'il rencontrait comme une « marque » à diffuser au monde, un *branding* écologiste⁴⁰¹. C'est en ces termes que Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Rhône-Alpes qui soutenait le projet, nous le raconte : « Carlos Jativa [ambassadeur équatorien à Paris], pour moi il n'a jamais compris le projet. L'ambassadeur n'a jamais vraiment compris le projet. Je me souviens de discussions surréalistes avec lui où il voulait labelliser, faire de Yasuní-ITT une marque, commençait à parler de faire des partenariats avec des grosses entreprises type Nestlé pour que quand t'achètes une bouteille d'Evian ou de Vittel ou de je ne sais quoi, il y ait un centime d'euros

³⁹⁹ Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 : «El encargo a Ivonne Baki es casi una provocación por los ecologistas (...). Ivonne Baki es una persona con la que los grupos ambientales tuvimos una tensión muy fuerte. Ya fue ministra de comercio e integración de Lucio Gutiérrez (...). Ella era lo que se puede llamar la lobista más importante de Texaco».

⁴⁰⁰ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Matthieu Le Quang, analyste au SENPLADES, Quito, 13 janvier 2015.

⁴⁰¹ Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Front de gauche région Rhône-Alpes, Paris, 7 octobre 2014.

reversé à Yasuní-ITT, des trucs où tout d'un coup c'était tellement antinomique avec le projet en tant que tel, et c'est à ce moment-là je me suis dit il n'a pas compris, il ne s'est pas approprié le projet, il n'a pas compris. Du coup, les relations avec lui ont toujours été un peu compliquées ».

C'est du fait de la structure même de la diplomatie équatorienne du nouveau bloc hégémonique que la projection internationale liée au gouvernement des communs environnementaux – articulée autour de l'initiative Yasuní-ITT – présente ce caractère élitaire. Elle présente deux caractères fondamentaux : l'intégration de cadres issus de la rupture de la *Revolución Ciudadana* et la reconduction de cadres antérieurs. Elle peut de ce fait intégrer le jeu international sur un mode classique, tantôt retournement, tantôt intégration du stigmate associé au double signifiant pays du Sud – processus révolutionnaire. Cependant, l'initiative, au cours de sa négociation, n'en a pas moins donné lieu à une tentative de subversion, au sein du cadre hégémonique, des politiques internationales de l'environnement.

c. Le choix de la subversion du cadre multilatéral : pour un multilatéralisme souverain

La possible réplique

Que la projection internationale équatorienne se soit déployée sur un mode singulièrement technicien n'abolit pas pour autant sa dimension politique et sa prétention contre-hégémonique. Il s'agit de saisir ce qui, dans les rapports de pouvoir écologique liés au parc naturel Yasuní, présentait une forme subversive. En d'autres termes, l'intégration d'un cadre classique des négociations internationales ne saurait effacer ce qui, au cœur de l'initiative, lie la nouvelle hégémonie gouvernementale à une tentative contre-hégémonique internationalement.

La plupart des entretiens convergent sur un même point au regard de cet aspect contre-hégémonique. L'implication solitaire de l'Équateur dans ce projet n'était pas possible du fait du caractère *commun* du Yasuní. Tel était l'argument de base sur lequel reposaient l'ensemble de l'initiative et ses moyens de justification au niveau international. Un second argument l'appuyait : Yasuní n'est pas le seul espace qui puisse être qualifié, au regard du changement climatique, comme un commun environnemental à l'ensemble de l'humanité. Dès lors, l'usage de la notion même de commun travaille doublement l'initiative. Il s'agit en effet d'établir une responsabilité concurrente à la protection du parc Yasuní ; et, surtout, cette responsabilité concurrente ne saurait s'appliquer au seul cas de l'Amazonie équatorienne.

Ainsi, par cercles concentriques, c'est l'ensemble de l'Amazonie qui peut être concernée, ainsi que les forêts congolaises ou nigérianes. Ce sont les forêts asiatiques qui pourraient être également appelées à faire partie d'une défense commune de l'environnement. Que cet argument

de la globalité de l'enjeu climatique ne soit pas inventé durant la première décennie du XXI^e siècle par l'Équateur, c'est chose certaine. Mais son emploi par un Etat, à destination de l'ensemble de la communauté internationale, Etats compris, relève d'une nouveauté contre-hégémonique.

Dans le cas équatorien, le caractère contre-hégémonique de la politique internationale de l'environnement tient à la formalisation technique et diplomatique de l'exigence des milieux écologistes transnationaux – celle de la protection coopérative des biens communs environnementaux.

L'idée d'une possible réplique de l'initiative, si jamais celle-ci parvenait à réunir les fonds espérés, soit 42,5 millions de dollars en 13 ans, augmentait considérablement le coût prévisionnel d'une éventuelle contribution de la part des acteurs les plus riches du jeu international. Ces millions pouvaient vite devenir des milliards de dollars, à mesure que la mise à l'agenda international de l'écologie devenait de plus en plus pressante, au fil toujours plus tendu de la nécessité formulée lors des conférences des parties de la CCNUCC de produire de nouvelles normes.

La politique contre-hégémonique de l'Équateur l'est tant dans la projection même que dans le contenu de l'initiative : elle vient de la périphérie en même temps que sa réplique pourrait menacer les principes d'accumulation du centre.

Au cœur de la subversion : la dette écologique

L'économie mondiale repose largement sur les énergies fossiles. C'est la condition énergétique sur laquelle s'est fondée historiquement l'accumulation capitaliste depuis le XIX^e siècle⁴⁰². L'initiative Yasuní-ITT intègre ce constat dans son élaboration comme dans sa projection internationale : l'accumulation s'étant d'abord concentrée dans les centres historiques du capitalisme, à commencer par l'Europe, les conséquences climatiques de l'usage des énergies fossiles sont donc premièrement attribuables à ces centres. Elles le sont d'ailleurs depuis une autre perspective, liée au même phénomène : l'exploitation de diverses ressources naturelles, minières ou pétrolifères, s'est largement étendue en Amérique latine au XX^e siècle. Partant de cette analyse et de ce point de vue, la dette des centres historiques – Europe et Etats-Unis – est double : leur richesse a pour prix le déclenchement d'un processus irréversible, le changement climatique, qui

⁴⁰² T. DI MUZIO, *Carbon capitalism: energy, social reproduction and world order*, London; New York, Rowman & Littlefield International, 2015.

affecte l'humanité entière ; cette richesse est constituée à partir de l'exploitation de ressources naturelles en Amérique latine – et ce à commencer par l'argent de Potosí au XVI^e siècle⁴⁰³.

De cette double affectation théorique, un concept est produit : la dette écologique. Dès les années 1990, trois acteurs importants dans l'élaboration de l'initiative participent à un groupe de travail sur la « dette externe, le développement et l'écologie ». Cet ouvrage comporte en effet des contributions d'Esperanza Martinez, Roque Sevilla et Alberto Acosta⁴⁰⁴. Susanne Labarthe considère que les responsabilités communes mais différenciées sont, à l'échelle internationale, la traduction diplomatique de cette notion plus polémique⁴⁰⁵. Cette notion repose largement sur l'analyse, ancrée dans le milieu universitaire latino-américain, qui imprègne la gauche équatorienne comme ses voisines, de l'échange inégal⁴⁰⁶. Cette inégalité économique est de nature à invalider partiellement les dettes économiques du Sud vers le Nord, issues et fondées sur l'inégalité des échanges. Mais le principe de dette écologique, sur lequel repose l'initiative Yasuní-ITT, va plus loin encore : il propose d'inverser la relation débiteur-créditeur. Les créanciers deviennent ceux qui ont toujours été débiteurs des pays européens, des Etats-Unis et des marchés financiers. C'est une conception qui caractérise également l'initiative comme contre-hégémonique sur le plan des politiques internationales de l'environnement et de l'économie politique internationale.

Elle introduit le pluriel où dominait le singulier de Kyoto et des COP successives. Il est d'ailleurs possible de discuter la thèse de Susanne Labarthe : la dette écologique ne saurait être intégralement traduite par la notion de responsabilités communes mais différenciées. D'un concept bordé théoriquement et chargé idéologiquement – la dette écologique – les négociations internationales sont passées à une notion souple, dont l'interprétation est malléable en fonction des intérêts des parties en présence.

A cette malléabilité correspond la labilité du cadre multilatéral, construit nécessairement de compromis et de malentendus, les uns nourrissant les autres. Le principe de l'initiative Yasuní-ITT

⁴⁰³ H. ZINN, *Une histoire populaire des Etats-Unis : de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2016, p. 17 : « Au Pérou, un autre conquistador espagnol, Pizarro, usa des mêmes moyens pour parvenir aux mêmes fins : la soif d'or, d'esclaves et de produits agricoles des jeunes États capitalistes d'Europe, la nécessité de rembourser les actionnaires et les investisseurs des expéditions, de financer les bureaucraties monarchiques en pleine expansion et d'encourager la croissance des nouvelles économies fondées sur l'argent qui émergeaient du féodalisme, pour participer à ce que Karl Marx appellera plus tard « l'accumulation primitive du capital ». Il s'agit là des débuts violents d'un système intégré de technologies, d'affaires, de politiques et de cultures qui devait dominer le monde au cours des cinq siècles suivants » ; E. GALEANO, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Paris, Pocket, 2001.

⁴⁰⁴ GRUPO DE TRABAJO SOBRE DEUDA EXTERNA Y DESARROLLO, *Denda externa, desarrollo y ecología*, Quito, Ecuador, FONDAD, 1992. Le lien entre dette économique et dette écologique y est explicitement développé.

⁴⁰⁵ S. LABARTHE, « Yasuní-ITT en Equateur : le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? », *Mouvements*, n° 76, 2013, pp. 90-104.

⁴⁰⁶ Voir *supra*, Introduction.

ne pouvait se retrouver dans ce cadre trop souple pour la tentative de percée contre-hégémonique qu'elle impliquait.

La forme diplomatique de la contre-hégémonie : le multilatéralisme sous contrôle souverain

C'est une forme particulière d'organisation et de conception de l'initiative internationale qu'adopte Rafael Correa, au cœur des arbitrages dans ce régime présidentiel. En 2009, alors que le fonds de garantie allait être créé suite au sommet de Copenhague, le Président équatorien refuse de signer l'accord qui doit donner lieu à la création dudit fonds. En effet, Rafael Correa n'accepte pas que les Équatoriens, représentants de l'État ou de la société civile, n'y soient pas majoritaires. C'est pour lui une atteinte importante au principe de souveraineté, alors même que l'un des axes sur lequel s'est formé le nouveau bloc hégémonique est la récupération populaire du pouvoir institutionnel. Il demande donc une renégociation du fonds qui doit accueillir les contributions de l'initiative, obtenant une majorité de représentants au sein du conseil d'administration.

Tableau 7⁴⁰⁷ : Les versions différenciées du comité directeur du fonds fiduciaire.

	Version 1 (décembre 2009)	Version 2 (3 août 2010)
PNUD	Administrateur (sans vote)	Administrateur (sans vote)
Contributeurs	Deux représentants	Deux représentants
Société civile équatorienne	Un représentant	Un représentant
Gouvernement équatorien	Deux représentants	Trois représentants, dont la Présidente (<i>María Fernanda Espinosa</i>) avec droit de vote prépondérant ⁴⁰⁸

La majorité est donc donnée au gouvernement équatorien, puisque le Président possède un droit de vote prépondérant. Ce moment politique permet de saisir la spécificité de l'initiative équatorienne : la volonté de coopération internationale pour concourir à la protection commune d'un commun environnemental s'allie à la volonté tout aussi farouche de défendre la souveraineté d'un État. La composition idéologique du bloc hégémonique induit cette alliance. D'une part, la souveraineté du peuple en est sa dimension républicaine et sociale, la réconciliation en harmonie avec la nature dotée de droit en constitue d'autre part le liant écologiste : ces deux formes nationalement établies dans le nouveau bloc hégémonique trouvent leurs pendants internationaux. À l'écologie globale répond la volonté d'une initiative multilatérale – où États et forces sociales

⁴⁰⁷ Ce tableau est également issu du travail de mémoire de M2.

⁴⁰⁸ En cas d'absence de majorité, la présidente peut trancher.

sont impliqués. Au populisme républicain répond l'attachement sans concession à la souveraineté de l'Etat. L'hétérogénéité du bloc trouve donc sa forme composite dans le plan même de l'initiative : c'est le multilatéralisme sous contrôle souverain.

Entre *voice* et *loyalty*⁴⁰⁹, l'initiative Yasuní-ITT tente de subvertir de l'intérieur la politique internationale de l'environnement.

Il est assez clair que l'Equateur a en effet élaboré précisément, et selon un haut niveau de technicité, l'initiative Yasuní-ITT. Une telle projection correspond non seulement à la composition du bloc hégémonique qui fonde le pouvoir de la Révolution Citoyenne, mais elle entend également donner à l'Equateur un rôle simultanément *propositionnel* et *contestataire*. Elle souhaite, en d'autres termes, subvertir le cadre multilatéral *de l'intérieur*. Cela veut non seulement dire que l'Equateur participe aux négociations et considère qu'il est possible d'y gagner des positions, mais surtout que c'est là une nécessité pour projeter efficacement la centralité écologique et indigène du récit diplomatique élaboré sous Correa. La reconduction des caractéristiques internes du bloc *au travers* de la projection internationale est donc un mode d'unification du bloc hégémonique.

III- La projection ouvertement contestataire du « gouvernement des mouvements sociaux », depuis un processus révolutionnaire populaire : le cas bolivien

C'est également le cas pour la Bolivie, sauf que les caractéristiques du bloc hégémonique du MAS supposent un autre rapport à la projection internationale. La volonté de subvertir le cadre initial est présente également, mais elle s'effectue sur un mode plus classiquement contestataire. La Bolivie d'Evo Morales le syndicaliste paysan, c'est le populisme de la plèbe et de la base sociale incarnée par une diversité d'organisations, toutes fondées néanmoins sur une perspective de luttes. Aucune projection internationale unificatrice ne peut donc avoir lieu sans rester fidèle à cette perspective. Là où l'Equateur oscille entre la voix et la loyauté, c'est de voix et de possible sortie dont il est pour la Bolivie question en matière de multilatéralisme environnemental. Le refus du cadre y est plus net et tranchant.

⁴⁰⁹ A.O. HIRSCHMAN, C. BESSEYRIAS et P. DELWIT, *Exit, voice, loyalty défection et prise de parole, op. cit.*

- a. La politique d'un rôle : la Bolivie pachamamista, porte-voix des peuples pour le climat

Les sommets de Tiquipaya : la mise en scène des peuples pour le climat

Le cœur de la politique internationale de l'environnement bolivienne se trouve dans la contestation du cadre existant. C'est l'objet essentiel des prises de parole d'Evo Morales lors des conférences des parties de la CCNUCC : il s'agit de poser la Bolivie comme extérieure au monde central et aux négociations environnementales internationales qui, du point de vue du nouveau bloc hégémonique, ne s'en prennent pas au cœur du problème et sont partiellement caduques. La participation aux différentes réunions internationales présente un intérêt essentiel : tenir dès que possible un discours qui prend à contre-pied la position multilatérale qui tend, du fait de la recherche d'un consensus, à produire un effacement des rapports conflictuels de pouvoir liés à la question écologique.

A l'Assemblée générale de l'ONU, comme dans les COP successives, Evo Morales parle, et la fonction qu'il occupe est essentiellement tribunicienne. C'est une dimension décisive de la projection internationale de la Bolivie : les enceintes internationales sont utilisées avant tout pour projeter un discours, sur lequel repose le nouveau bloc hégémonique. Ce discours articule question sociale et question écologique globale. Le point d'articulation entre les deux reste toujours la condition indigène, qui légitime le discours international : l'appel aux traditions et à la proximité des peuples indigènes avec la nature joue comme garant de la véracité du discours, ainsi que de sa légitimité.

Reste que l'essentiel passe par la constitution, *à partir du refus et de la contestation du cadre existant*, d'un cadre alternatif. Suite à l'impasse des négociations climatiques après le Sommet de Copenhague, la Bolivie tente de constituer ce cadre alternatif. Il s'agit de la Conférence mondiale des peuples pour le climat. Elle est organisée en avril 2010, entre la COP de Copenhague et celle de Cancún. La suivante se tiendra en 2015 dans la même ville, proche de Cochabamba, elle-même proche du Chapare, où se trouve le socle social le plus fidèle du Président de la République, la Fédération des *cocaleros*.

Frank Poupeau s'est rendu à la première conférence de 2010, dont l'objectif était des plus clairs et explicites : « La conférence devait consacrer le gouvernement d'Evo Morales comme le porte-drapeau de la « cause écologiste » au sein des courants altermondialistes et anticapitalistes. Réunissant quelque 35 000 participants et les représentants de 142 pays, elle a été présentée comme une réponse à l'éviction des ONG des dernières négociations à Copenhague. Parmi les invités, on trouvait Amy Goodman, de Democracy Now!, l'écrivain brésilien Frei Betto, la journaliste et

militante Naomi Klein, ainsi que des chefs d'État comme Rafael Correa pour l'Équateur, Fernando Lugo pour le Paraguay ou Hugo Chavez pour le Venezuela »⁴¹⁰. L'événement est de portée mondiale. Il réunit des citoyennes et citoyens issus de plus des deux tiers des États reconnus par l'ONU.

En 2015, le secrétaire général de Ban Ki-Moon se rend à Tiquipaya, témoignant d'un intérêt des Nations unies pour la conception bolivienne de l'écologie⁴¹¹.

La mise en scène y est décisive. Là où l'Équateur produit une politique internationale de l'environnement *spécifique* et circonscrite, la Bolivie entend s'ériger en pointe avancée de l'écologie contre-hégémonique au niveau global. Le cas équatorien part donc d'une projection en pointe, vers la position adverse pour la modifier ou la renverser. Dans le cas bolivien, la projection internationale se dirige vers *une autre position* qu'elle entend elle-même créer dans un rapport d'extériorité aux instances internationales chargées de « gouverner le climat »⁴¹².

La déclaration de Tiquipaya de 2015 : de quel(s) peuple(s) est-elle le nom ?

De ces deux conférences mondiales des peuples pour le climat sont issues des déclarations. L'analyse de la déclaration de 2015⁴¹³ est précisément intéressante au regard de la notion centrale pour la projection internationale du nouveau bloc hégémonique bolivien : les peuples. Les peuples défendent le climat, là où le capitalisme comme système détruit les conditions mêmes d'existence de l'humanité. Mais qui sont ces peuples ? S'agit-il de chaque communauté politique constituée, prise chacune l'une à la suite de l'autre, pour former cet ensemble de peuples ? A tout le moins, cela suppose un jugement *a priori* : les peuples existent en autonomie par rapport aux États censés les représenter sur la scène internationale. La Bolivie étant un processus populaire dans lequel la majorité sociale *indigène-populaire-originale* est au pouvoir, elle peut désormais porter cette voix internationalement. Tel est le raisonnement qui fonde l'appel même de ces conférences.

Le « gouvernement des mouvements sociaux » les appelle tous à lui pour porter, au niveau international, une même voix. Au-delà de cette dimension politique, il est intéressant de se pencher plus avant sur les usages *différenciés* de la notion de peuple présents dans cette déclaration. Il est d'autant plus essentiel de s'interroger à ce propos que le terme y est omniprésent : dans un document d'une trentaine de pages, il apparaît 117 fois⁴¹⁴.

⁴¹⁰ F. POUPEAU, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *art. cit.*, p. 111.

⁴¹¹ Cf. Annexe graphique 14.

⁴¹² S.C. AYKUT et A. DAHAN, « Gouverner le climat ? : vingt ans de négociations internationales », 2015.

⁴¹³ Pour ce qui est des engagements liés à la déclaration de 2010, nous y revenons au chapitre 3.

⁴¹⁴ Nous omettons toutefois les titres, auxquels il n'était pas possible d'attribuer une connotation.

L'usage majoritaire renvoie à la notion de *peuples* comme universel : il s'agit alors d'identifier les peuples à l'humanité universelle, comme entité. C'est cet usage holistique de la notion qui domine la déclaration. Une nuance de cet usage fait référence directe à la construction d'un Etat plurinational en Bolivie et à la notion centrale, à cet égard, d'autonomie⁴¹⁵. Il s'agit, à partir de là, de défendre l'Etat plurinational comme un modèle universalisable, à l'image de ce qu'a été l'Etat-nation. Puis des lignes de faille apparaissent dans cette perspective universaliste : les peuples sont parfois immédiatement identifiés aux peuples du Sud, dont les intérêts doivent converger pour organiser un ordre mondial écologiste. La figure imposée est le lien entre peuples et nation : la souveraineté du peuple y apparaît comme un principe essentiel. Reste une singularité propre à la Bolivie : la notion de « peuples » renvoie également directement, en termes de savoirs indigènes, aux peuples autochtones.

⁴¹⁵ La centralité de cette notion est l'objet central du chapitre 7.

Tableau 8 : Usages différenciés de la notion de peuple dans la déclaration de Tiquipaya, 2015

	Universel (A)	National (B)	Indigène (C)	A+B	A+C	B+C	A+B+C
Sens du Peuple	35	13	19	3	1	29	18
Concept/Niveau correspondant	Global	Souveraineté	Local Droit	International	International indigéniste Sud-Sud	Plurinational Autonomie	Sud
Dimension idéologique dominante	Pacifisme (écologiste) Internationalisme (socialiste) Indigénisme	Socialisme Anti-impérialisme	Ecologie politique Indigénisme	Internationalisme	Indigénisme	Socialisme indigéniste Bolivarisme	Héritage tiers-mondiste Bolivarisme
Expressions significatives	“Conferencia Mundial de los Pueblos Sobre Cambio Climático y Defensa de la Vida”	“en el marco de los países y los pueblos a su derecho al desarrollo integral”	“fomento de los conocimientos tradicionales, saberes ancestrales de los pueblos indígenas, pueblos y comunidades locales”	“impulsar que los pueblos y países del mundo se comprometan a transformar su sistema de transporte urbano”	“El encuentro de saberes de los pueblos”, reinventando la cooperación Sur-Sur”	“Los Pueblos y movimientos sociales nos comprometemos a impulsar los derechos de la Madre Tierra como preceptes constitucionales en nuestros países” « nuestros pueblos »	“Los pueblos de la Patria Grande”
Interprétations /Tensions révélées	Dominant => le plus large et rassembleur pour les forces sociales proches des gouvernements et mouvements sociaux présents / « catch-all »	En mode mineur mais présent, notamment sur la question de l'accès à la mer => permet de réaffirmer la souveraineté en la posant comme inaliénable	Plus présent dans la déclaration que la stricte souveraineté étatique => permet de présenter sous un jour favorable l'unité des mouvements sociaux et du gouvernement	Mentions strictement diplomatiques, demandes directement adressées à d'autres pays => pas l'objet, significatif quant à la manière de concevoir sa position dans les négociations => document qui s'adresse bien davantage aux mouvements sociaux	Une seule mention concernant explicitement l'ensemble des peuples indigènes au niveau mondial	// <i>Etat vs. Peuple</i> => central dans le texte => permet également de concilier les tensions, effet dérivatif sur les <i>hegemons</i> – projection Dimension au cœur du gvt des communs, niveau essentiel	Articulation des niveaux régionaux, Sud en désagrégation et transversalité de la notion de plurinationalité, complète le niveau précédent

L'articulation de ces différentes dimensions indique un croisement particulier entre trois récits distincts : celui du Sud comme force politique émancipatrice des peuples, issu de la décolonisation ; celui de l'universalisme républicain et socialiste, discours humaniste adressé à l'humanité entière ; enfin, celui, écologiste et indigéniste, des peuples autochtones en défense de la Pachamama. Les trois dimensions idéologiques du nouveau bloc hégémonique sont donc également constitutives de sa projection internationale.

Les relations au beau fixe avec la société civile internationale

La singularité de cette projection internationale centrée autour de la question écologique produit un paradoxe autant qu'elle en est issue : les ONG environnementalistes et

altermondialistes, traditionnellement méfiantes vis-à-vis des Etats, trouvent une position de conciliation avec ce « gouvernement des mouvements sociaux ». C'est là le point de départ paradoxal, dans cette expression d'un gouvernement issu et reposant sur les *mouvements sociaux*, explicité en ces termes par le Vice-Président bolivien : « le mouvement social ne construit pas toujours des demandes à caractère universel. Il en produit exceptionnellement. En tant que mouvement social, il a des perspectives corporatistes. C'est l'une des tensions créatives que nous sommes en train d'observer. Après la grande vague vient le repli. Et lors de ces replis, qui peuvent être temporaires ou prolongés, le mouvement social se replie sur le corporatiste. (...). L'Etat ne peut pas remplacer la société, encore moins un Etat révolutionnaire, mais il ne peut pas davantage rester dans un coin du fait du corporatisme des organisations sociales. Il doit revendiquer le commun, mais appuyé sur le social »⁴¹⁶.

Roger Cortez, quant à lui, critique l'absence de distinction entre mouvement social et organisation sociale que suppose la réflexion du Vice-Président, qui « parle avec beaucoup de respect des mouvements sociaux, mais le gouvernement, le MAS, est le pire ennemi des mouvements sociaux. Dans le langage du MAS, mouvement social et organisation sociale sont identiques, ce qui est une erreur. Les organisations sociales sont des structures organisées, stables et de long terme, ultra corporatistes, sectorielles, avec un fort sentiment d'égoïsme de groupe. Les mouvements sociaux, en revanche, sont des explosions momentanées de mobilisation, lorsque ni les partis ni les syndicats peuvent canaliser une demande sociale »⁴¹⁷.

Roger Cortez Hurtado

Politiste. Elu dans les années 1980 député pour le parti socialiste. Critique du gouvernement, il est un exemple d'une opposition intellectuelle au MAS qui, pour être reconnue dans l'espace médiatique ou sur les réseaux sociaux, n'en est pas moins très faiblement structurée et organisée.

⁴¹⁶ "Álvaro García Linera: "El movimiento social empuja el cambio político"", *Partido por la Victoria del Pueblo*, 17 octobre 2011, [En ligne]. <<https://www.pvp.org.uy/2011/10/16/alvaro-garcia-linera-%e2%80%99cel-movimiento-social-empuja-el-cambio-politico%e2%80%9d/>>. (Consulté le 1 septembre 2019).

⁴¹⁷ Roger Cortez Hurtado, professeur de science politique à la retraite, député socialiste de 1985 à 1989, La Paz, 15 juillet 2016 : "El Vice-Presidente habla con enorme respeto de los movimientos sociales, pero el gobierno, el MAS, es el mayor enemigo de los movimientos sociales. En el lenguaje del MAS, movimiento social y organización social son idénticos, y eso es un error. Las organizaciones sociales son estructuras organizativas estables de largo plazo, ultra-corporativas, sectorialistas, con un fuerte sentimiento de egoísmo de grupo. Los movimientos sociales en cambio son explosiones momentáneas de movilización cuando ni los sindicatos ni los partidos pueden canalizar una demanda social".

Là où le Vice-Président considère que le mouvement social présente des caractères variables dans le temps, cette variation relève, pour l'universitaire et ancien député, d'une distinction conceptuelle entre organisation et mouvement. Mais accepter une telle distinction reviendrait, sur le plan politique, à abandonner la caractérisation de « gouvernement des mouvements sociaux », particulièrement importante au niveau international.

La dimension spécifique de ce gouvernement, fortement articulé à des organisations sociales, lui confère en tout cas une tonalité particulière à l'échelle internationale. Etat périphérique, il ne présente pas moins une *singularité* qui lui permet de se projeter internationalement. En effet, de la même façon que le gouvernement entend faire reposer sa légitimité nationale sur l'appui des mouvements sociaux, il veut donner la force à sa projection internationale en faisant des milieux altermondialistes et des ONG écologistes un solide point d'appui, caisse de résonance de son propre discours.

La littérature distingue souvent entre les ONG indépendantes et les ONG gouvernementales. La projection internationale amène à penser une troisième catégorie, celle d'ONG appuyant un gouvernement sans pour autant être sous son contrôle. Une typologie simple peut en être issue : ONG classiques, ONG gouvernementales, sous contrôle étatique, et ONG d'appui, qui soutient l'action politique de tel ou tel gouvernement dès lors qu'elle considère son action comme entrant en conformité avec ses principes et ses objectifs : ONG, ONGG⁴¹⁸, ONGA.

Carlos Crespo, écologiste opposé au gouvernement, regrette cette situation. Il évoque notamment l'accueil extrêmement chaleureux réservé à la délégation bolivienne lors de tous les forums mondiaux sur l'eau. Les diplomates boliviens sont en ce cas accueillis « comme s'ils étaient des activistes »⁴¹⁹.

Les codes de la projection internationale bolivienne empruntent en effet au militantisme altermondialiste et les cadres du nouveau bloc hégémonique peuvent, à l'image d'Álvaro García Linera, être reçus et intervenir dans des contre-sommets organisés par ce courant transnational. Dès lors, le gouvernement qui se présente comme celui des mouvements sociaux entend non seulement l'être au niveau national, mais également se faire l'écho de mouvements sociaux transnationaux. Cette stratégie permet une contestation de l'ordre international qui ne repose pas

⁴¹⁸ M. NAIM, "What Is a GONGO?", *Foreign Policy*, 2009, [En ligne]. <<https://foreignpolicy.com/2009/10/13/what-is-a-gongo/>>. (Consulté le 17 juin 2019).

⁴¹⁹ Carlos Crespo, anthropologue à l'Université de Cochabamba, Cochabamba, 2 août 2016 : "como si fueran activistas".

uniquement sur l'initiative d'un Etat, mais entend être appuyé *de l'extérieur* des enceintes multilatérales.

b. Des cadres syndicaux et indigénistes clés dans la position bolivienne

Une figure indigéniste centrale au gouvernement : David Choquehuanca

Une des figures gouvernementales la plus âprement attachée à la dimension écologiste et indigéniste du *Proceso de Cambio* se trouve être David Choquehuanca. Il incarne l'aile du gouvernement la plus *pachamamista*, pour laquelle la question écologique et ses liens étroits aux traditions indigènes sont fondamentaux. Lui-même aymara, il est nommé ministre des relations extérieures en 2006, dès le premier mandat d'Evo Morales.

Ce choix est particulièrement important au regard de notre objet d'études : David Choquehuanca est mandaté par le Président pour être le représentant international de la Bolivie, *précisément* car il incarne cette aile indigéniste et écologiste. Il représente une part essentielle du nouveau bloc hégémonique. Il incarne la *singularité* écologique et indigène du processus. En d'autres termes, d'autres cadres du nouveau bloc hégémonique, plus proches d'une tradition issue de la gauche marxiste traditionnelle, ne présentaient pas le même intérêt tactique pour la nomination à ce poste.

Une anecdote est pleine de sens à cet égard : lors d'un débat qui opposait le Président au ministre des relations extérieures, Evo Morales insiste sur la nécessité de porter lors des visites internationales les habits traditionnels aymaras. David Choquehuanca s'y refuse, arguant du fait que de tels habits sont précisément destinés à des types particuliers de cérémonies, consacrés à des traditions indigènes. Le Président a finalement convaincu le chancelier d'aller ainsi vêtu représenter la Bolivie⁴²⁰. Être la voix des peuples, dans toutes les acceptions que revêt cette notion, ne peut s'imaginer pour Evo Morales sans figurer internationalement le caractère indigène du *Proceso de Cambio* : c'est une stratégie politique qui marque l'ensemble de la projection internationale de la Bolivie.

L'approche du ministre était assez marquée par la cosmovision indigène. Ainsi, une enseignante à l'école diplomatique raconte qu'un jour le chancelier a rendu visite à la classe qu'elle enseignait. Il fallait, disait-il, reconnaître les progrès diplomatiques engagés par la Bolivie depuis l'arrivée au pouvoir du MAS. La diplomatie internationale était au mieux. Il engageait les étudiants à imaginer ce que pourrait être une diplomatie *universelle*, qui communiquerait avec d'autres types

⁴²⁰ Anecdote rapportée par une amie travaillant au sein du ministère des relations extérieures.

d'êtres, sur Terre ou non⁴²¹. Ici se trouve un exemple des possibles transcriptions de l'indigénisme au sein des milieux diplomatiques. Elle fait écho à l'idée d'attribuer un statut à des acteurs non humains, comme le défend notamment Bruno Latour⁴²².

La culture politique commune du MAS : la lutte

La revendication bolivienne d'être la voix des peuples autochtones trouve donc ses origines dans une double dimension : la stratégie politique de visibilité internationale et la présence de cadres indigènes. La rencontre de ces deux faits politiques produit une possible projection internationale qui, sans être nécessairement interprétée de la même façon par l'ensemble des acteurs impliqués, produit de l'unité au sein du bloc hégémonique.

A cette dimension indigène s'ajoute une dimension fondamentale, qui renvoie au populisme écologique, défini par une expression diplomatique articulée à l'intérêt des peuples⁴²³. C'est là que se trouve encore une fois une analogie possible avec la composition interne du bloc. Il est à cet égard fondamental de souligner que le chancelier Choquehuanca était également, dans les années 1990, syndicaliste : membre de la CSCUTB, il a pu par la suite faire des études universitaires dans le cadre de la capacitation des organisations préexistantes au mouvement social⁴²⁴.

Au contraire du processus équatorien qui établit la prééminence de la technicité de l'initiative internationale, fondée sur des cadres universitaires, l'accent est mis dans la projection internationale bolivienne sur la lutte comme moteur et objectif. La prépondérance, pendant les deux premiers mandats d'Evo Morales, de cadres syndicalistes dans le cabinet et l'administration indique la présence, dans l'orientation politique de la diplomatie, d'une culture politique commune : celle-ci renvoie directement à une culture syndicale et aux années syndicales de luttes en périphérie.

Puisque cette démarche a porté au pouvoir institutionnel ces cadres syndicalistes, la méthode peut être répliquée au niveau international. Magdalena Medrano, qui s'est éloignée du gouvernement, n'en reconnaît pas moins le travail international du gouvernement qu'elle considère comme essentiel⁴²⁵. En effet, la lutte internationale permet de reconduire l'unité interne du bloc hégémonique. Des crispations peuvent advenir domestiquement. Mais l'identification d'ennemis – les Etats-Unis et le capital – et d'objectifs – la sauvegarde de la Pachamama – communs permet

⁴²¹ *Idem.*

⁴²² B. LATOUR, *Face à Gaïa, op. cit.*

⁴²³ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁴²⁴ Voir *supra*, *Ibid.*

⁴²⁵ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016

de maintenir, *au travers même de la projection internationale*, une stabilité du bloc hégémonique. Celui-ci se rassemble en effet derrière une culture politique commune, celle de la lutte depuis la périphérie contre le centre⁴²⁶.

Les universitaires en harmonie avec la culture de lutte ?

Bien qu'il y ait également des universitaires présents au gouvernement pour négocier les questions climatiques, ce n'est pas la culture dominante de la diplomatie bolivienne : elle est marquée davantage par le milieu syndical, *du fait même de la nature du processus politique* donnant lieu à l'élection de ce gouvernement.

Surtout, là où l'Equateur est dominé par des universitaires économistes, ce sont les anthropologues qui dominent le milieu académique politisé au sein du nouveau bloc hégémonique :

Diego Pacheco

Anthropologue. Il a mené les négociations pour la Bolivie à partir de 2011 au sein des différentes conférences des parties de la CCNUCC. Nommé vice-ministre de la planification et du développement en 2016, il est l'un des exemples de l'intellectuel engagé aux côtés du gouvernement du MAS.

Sarela Paz Patiño

Anthropologue et spécialiste des communautés indigènes au sein du Tipnis. Elle a écrit sa thèse sur les communautés indigènes du Tipnis. Assistant les travaux du Pacto de Unidad, au moment de la Constituante bolivienne, elle est impliquée au sein du bloc hégémonique, avant de rompre avec le gouvernement d'Evo Morales, rupture fondée sur une critique écologiste et indigéniste de l'action menée par le MAS au pouvoir. Elle est très impliquée dans la lutte contre le projet de route au sein du Tipnis.

Adolfo Mendoza Leigue

Anthropologue et ancien sénateur du MAS. En 2006 et en 2007, il est assesseur auprès du Pacto de Unidad. Résolument proche du gouvernement, il est chargé d'organiser la consultation des communautés indigènes du Tipnis après la marche de 2011. Né en 1964, il est fortement imprégné des théories d'Ernesto Laclau sur le champ politique comme champ de bataille discursif, champ de formation des identités politiques au sein duquel s'organisent les conflits sociaux et politiques.

ainsi d'Adolfo Mendoza, de Sarela Paz, ou encore de Diego Pacheco, chargé des négociations pour

⁴²⁶ Diverses conversations durant l'enquête en Bolivie amènent à penser qu'une part importante de la popularité d'Evo Morales est liée à cette tradition de lutte, et à l'estime générale qui en est issue.

la CCNUCC, ainsi qu'autour des dispositifs REDD liés à la protection des forêts. Les anthropologues ont contribué au processus de reconstruction identitaire de la figure de l'indigène, redevenue centrale dans les années 1990 en partie du fait de leur action politique *et* universitaire.

Aussi ces universitaires sont-ils doublement en phase avec le nouveau bloc hégémonique. Ils en assument la dimension indigéniste, qu'eux-mêmes ont contribué à former. Ils en revendiquent politiquement l'héritage des luttes, dans la mesure où ils y ont parfois eux-mêmes participé : c'est le cas de Sarela Paz, dont la thèse de doctorat porte sur les indigènes du Típnis et qui soutient le *Pacto de Unidad* au moment de la Constituante⁴²⁷.

La culture politique première détermine donc largement l'insertion des individus, universitaires ou non, dans le nouveau bloc hégémonique. La projection internationale bolivienne, en tant que diplomatie *des peuples pour la planète*, est marquée par une histoire concrète de luttes, le récit autour de cette histoire, et la stratégie dont le gouvernement entend faire usage *à partir* de cette histoire.

Enfin, Álvaro García Linera, qui occupe une position centrale à maints égards dans le *Proceso de Cambio*, ne possède pas de diplômes universitaires, en dépit de sa vaste production intellectuelle. Il nous dit n'avoir de contacts qu'avec les universitaires qui le souhaitent, en soutien au gouvernement⁴²⁸. Roger Cortez laisse entendre que le Vice-Président aurait développé une certaine aversion pour le milieu universitaire⁴²⁹. Mais, intégrés à la culture politique du bloc hégémonique ou en étant exclus du fait des liens distendus entre le milieu universitaire et la Vice-Présidence, les universitaires qui soutiennent le nouveau bloc hégémonique sont des cadres ancrés dans cette culture de lutte.

Quand la cohérence idéologique peut varier dans le cas équatorien, elle est décisive dans le cas bolivien pour la projection internationale pensée comme récit global d'une alternative, adressé au monde. La culture de lutte y prend le pas sur la culture de l'expertise.

⁴²⁷ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁴²⁸ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

⁴²⁹ Roger Cortez Hurtado, professeur de science politique à la retraite, député socialiste de 1985 à 1989, La Paz, 15 juillet 2016.

c. Le choix du refus du cadre multilatéral : le choix de la sortie

Diego Pacheco contre le REDD : le refus de la marchandisation

La Bolivie a adopté, en ce qui concerne la protection des forêts, une position internationale de confrontation. En 2011, à Durban, Diego Pacheco se rend à la COP. Le REDD, dispositif de protection des forêts, est défendu comme étant articulé à la lutte globale pour l'atténuation du changement climatique, comme le sera le suivant REDD+⁴³⁰.

Diego Pacheco raconte les débats autour du programme REDD. Ils sont articulés autour de la notion de PSE, paiement pour service environnemental : la forêt étant un puits de carbone, elle doit être protégée comme telle et la déforestation compensée par la plantation en vertu des externalités positives des forêts relativement à l'atténuation du changement climatique. Telles étaient les considérations partagées, les débats s'articulant autour du contenu technique d'une telle initiative.

Lorsque vient le tour de la Bolivie, Diego Pacheco met en cause les principes du débat sur le programme REDD et s'interroge : qu'est-ce qu'une forêt ? La définition selon laquelle elle pourrait être ramenée à une fonction, celle du stockage du carbone, ne lui convient absolument pas.

La Bolivie se pose donc en rupture, en défendant de la forêt une conception *intégrale*, inspirée explicitement des cosmovisions indigènes. A Durban, la Bolivie s'appuie donc largement sur une conception indigéniste de la nature pour contester le mécanisme REDD – PSE qui selon Diego Pacheco renvoie à une logique condamnable de marchandisation de la nature. Dans cette perspective, la nature ne saurait être considérée comme un supermarché, ni relativement au changement climatique, ni à propos de la biodiversité : accepter cela équivaldrait à accepter une « néolibéralisation du climat »⁴³¹. Encore une fois l'ancrage dans une tradition de lutte – celle qui a opposé le mouvement social au néolibéralisme – est notable.

L'entretien avec Diego Pacheco renvoyait directement à la description d'une politique contre-hégémonique : demander à débattre des termes du débat lui-même revient à sortir du cadre non choisi de discussion. Le discours bolivien est clair de ce point de vue : les droits de la *Madre Tierra* s'opposent à l'économie verte⁴³². Cela remet en jeu la question du pouvoir, celui de fixer le cadre légitime de la discussion⁴³³. La Bolivie doit selon lui assumer une fonction d'interpellation

⁴³⁰ C. BIDAUD, « REDD+, un mécanisme novateur ? », *Revue Tiers Monde*, n° 211, 2012, pp. 111-130.

⁴³¹ L. LOHMANN, *Mercados de carbono. La neoliberalización del clima.*, Quito, Abya Yala, 2012.

⁴³² Cf. Annexe graphique 12.

⁴³³ S. LUKES, *Power: a radical view*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire: New York, Palgrave Macmillan, 2004.

internationale contre le capitalisme et les mécanismes de marché. Le fait qu'il soit négociateur pour la CDB et la CCNUCC, lui donne une vision d'ensemble qui permet également d'assurer l'identité de la position bolivienne d'une instance à l'autre.

Pablo Solón, Cancún et le refus de la marchandisation climatique

Pablo Solón était chargé des négociations climatiques pour la Bolivie avant le sommet de Cancún. Il est par la suite remplacé par Diego Pacheco. Cancún était une COP de la CCNUCC qui intervenait juste après l'échec de Copenhague, un an avant celle de Durban. C'est la même année que se tient la Conférence des peuples pour le changement climatique, organisée par Pablo Solón également.

Sa position est d'une fermeté absolue : il ne faut pas signer en l'état l'accord de Cancún. De la même façon que Diego Pacheco pour la question des forêts et des dispositifs REDD, il considère que la logique générale de l'évaluation du carbone et de sa marchandisation *via* les permis d'émission revient à marchandiser la nature. La position bolivienne se formule en ces termes : le multilatéralisme environnemental entend soigner le mal par le mal et ne saurait être acceptable du point de vue de la conception de l'écologie défendue par le nouveau bloc hégémonique.

Un an après avoir négocié à l'ONU l'adoption par l'Assemblée générale d'un jour international de la *Madre Tierra*, il considère que la Bolivie deviendrait incohérente si elle acceptait de signer pareil texte. Il insiste donc sur la nécessité de refuser coûte que coûte, unilatéralement s'il le faut, ce texte. La Bolivie ne le signe donc pas.

Lors de l'entretien, il indique avoir toujours reçu un appui inconditionnel d'Evo Morales « pour défendre les droits de la Madre Tierra » au niveau international. Sa position idéologique est plus intéressante, car il incarne également l'aile indigéniste-écologiste du *Proceso de Cambio*. Il qualifie ainsi l'extractivisme – qui consiste à développer une économie reposant essentiellement sur l'extraction de matières premières – « d'archaïsme rétrograde » et affirme nettement que la dimension écologiste du *proceso* vient intégralement de sa composante indigéniste.

Soulignons deux aspects essentiels de cette position. Tout d'abord, la Bolivie se situe dans une position de contestation, non seulement à l'extérieur des instances multilatérales de négociation, mais également en leur sein. Le refus d'adopter le texte de Cancún, qui est un texte de reconduction des précédentes négociations, dit assez cette position. L'opposition de principe au mécanisme REDD ressort de la même dynamique. Mais un second aspect est essentiel : la nomination de cadres du nouveau bloc hégémonique ressortissant de son aile écologiste et indigéniste permet de donner corps à la projection internationale bolivienne.

C'est l'ensemble de la stratégie de projection internationale du nouveau bloc hégémonique bolivien qui apparaît alors dans sa cohérence. En effet, le refus du cadre multilatéral comme *a priori* légitime est loin d'être neutre. Se répète le schéma de la prise de pouvoir institutionnel au niveau national. Les dirigeants politiques étaient considérés comme essentiellement corrompus et hostiles aux intérêts du peuple dont le MAS se posait comme seul et unique défenseur et représentant. Jorge Lazarte critique fortement cette logique, la qualifiant à tort selon nous de totalitaire, mais pose le même constat⁴³⁴ : le MAS entend être le représentant exclusif d'un peuple identifié aux classes populaires et aux masses indigènes. Il ne reconnaît donc pas la légitimité des institutions précédentes, considérées comme non démocratiques.

Au niveau international, c'est la même logique qui travaille la projection contre-hégémonique de la Bolivie. Le « gouvernement des mouvements sociaux » se pose comme représentant légitime des peuples – aux sens le plus large possible – contre les Etats et le système économique destructeur pour la *Pachamama*. A cette aune, il souhaite dessiner une frontière entre celles et ceux qui défendent les peuples d'un côté, leurs ennemis et adversaires de l'autre.

Les Conférences des peuples pour le climat dénotent une volonté précise de la part de la Bolivie : créer une contre-société internationale, ou à tout le moins la rassembler autour de la question écologique. Dans ce cadre, l'usage du croisement indigénisme-écologie politique permet de trouver l'appui de grandes ONG européennes, à l'instar d'Oxfam.

La continuation, par d'autres moyens, de la stratégie populiste d'inspiration marxiste adoptée dans le cadre national, tend à créer une *sphère alternative de légitimation*. En effet, une souveraineté nationale est considérée légitime : celle des Etats engagés à défendre la Pachamama et, ce faisant, à lutter contre le système d'accumulation capitaliste. Une société civile prévaut quant à elle sur toutes les autres, et trouve l'onction de la légitimité politique pour les acteurs de la projection internationale bolivienne : il s'agit des milieux altermondialistes et écologistes, dont la culture politique est proche de celle du nouveau gouvernement bolivien.

L'efficacité nationale de l'unité idéologique du nouveau bloc hégémonique doit donner lieu, depuis cette stratégie de confrontation ouverte, à une unité internationale d'un camp de la contre-hégémonie écologiste. C'est l'élasticité même de ce bloc idéologique qui laisse ouverte cette possibilité historique.

⁴³⁴ J. LAZARTE, *Nuevos códigos de poder en Bolivia*, *op. cit.*

Le populisme marxiste bolivien produit une stratégie internationale clairement contestataire. C'est une stratégie de confrontation ouverte qui est adoptée, mobilisant des cadres qui sont intégrés à une culture de la lutte sociale et politique fondée sur la confrontation : cette culture est reconduite à l'international et structure l'état d'esprit des diplomates boliviens, qui négocient pied à pied, n'hésitant pas à refuser de signer ou à critiquer l'ensemble du cadre des négociations comme étant invalide.

Par contraste, le populisme républicain équatorien induit un rapport plus neutre aux institutions, qui produit une stratégie de subversion interne de la diplomatie internationale.

Du côté équatorien, la projection internationale oscille donc entre *voice* et *loyalty*. Pour ce qui est de la Bolivie, le point d'équilibre se trouve entre *voice* et *exit*⁴³⁵.

L'unité des blocs hégémoniques équatorien et bolivien se maintient donc au cœur même des projections internationales contre-hégémoniques qu'elles opèrent. En elles-mêmes et de fait de leurs objectifs politiques, elles tendent à produire du consensus au sein des blocs hégémoniques. Il ne faut pas non plus négliger la part de prestige international qui est liée à ces projections internationales *à vocation globale*.

Au travers de ces projections internationales nouvelles, l'Équateur et la Bolivie gouvernés par ces nouvelles forces politiques entendent en effet produire des récits universels relatifs aux changements structurels nécessaires relativement au gouvernement du climat.

Les bases sociales des deux blocs hégémoniques, même s'ils présentent des éléments de tension similaires, sont cependant fort différentes, ce qui entraîne des modes différenciés de projection internationale contre-hégémonique.

La projection internationale équatorienne se fonde sur une base citadine-universitaire qui s'accommode du cadre traditionnel de négociations. L'initiative Yasuní-ITT est le paradigme d'une culture politique d'experts militants, qui tentent d'obtenir un consensus autour d'une idée techniquement structurée. Le caractère contre-hégémonique de la projection se trouve dans le principe même de l'initiative, dont l'objectif est la subversion du multilatéralisme environnemental.

La Bolivie fonde sa projection internationale sur une base indigène-populaire-originare, qui recoupe la stratégie populiste d'inspiration marxiste. La culture politique dominante est une culture syndicale et politique, celle-là même qui a été installée chez les cadres du MAS dès les années 1990.

⁴³⁵ A.O. HIRSCHMAN, C. BESSEYRIAS et P. DELWIT, *Exit, voice, loyalty défection et prise de parole*, *op. cit.*

C'est ce qui explique la projection internationale franchement contestataire. La constitution d'une contre-société internationale autour des questions écologiques est le fil rouge d'une stratégie qui passe également par questionnement, voire le refus, des cadres de discussion multilatéraux.

Ces projections différenciées partagent la même volonté de s'opposer et transformer l'hégémonie internationale en matière de politique écologique. La phase critique s'ouvre quand les projections, en pointe ou en cercle, se trouvent mises en crise par le mur de l'hégémonie.

Chapitre 3. La projection en crise face au mur de l'hégémonie

« Je voyais Zorba danser et, pour la première fois, je comprenais la révolte démoniaque de l'homme pour vaincre la pesanteur, la matière, la malédiction ancestrale ».

Nikos KAZANTZAKI, *Alexis Zorba*

De la dynamique constitutive des blocs hégémoniques à leur institutionnalisation, le mouvement a caractérisé le *Proceso de Cambio* comme la *Revolución Ciudadana*. Ce mouvement, s'il présentait dans l'un et l'autre des pays des caractères différents, s'est dans les deux cas traduit par une projection internationale offensive, dont les traits recoupaient les différentes composantes idéologiques des nouveaux blocs hégémoniques. La vigueur de cette projection permettait d'assurer l'unité et la cohérence de ces blocs.

La projection d'une écologie internationale contestataire, en rupture nette avec le cadre multilatéral des négociations sur l'environnement, renforce la position centrale d'Evo Morales comme élément de cohésion du bloc hégémonique, de ce peuple plébéen projeté à l'international. Alors qu'il était *d'abord* un dirigeant syndicaliste cocalero, le voici devenu la voix internationale du *Suma Qamaña* et de la *Pachamama*.

Cette position centrale du dirigeant politique est comme un écho et une mise en pratique de ce qu'écrit Ernest Laclau. « Si – étant donné l'hétérogénéité radicale des liens entrant dans la chaîne d'équivalences – la seule source de leur articulation cohérente est la chaîne comme telle, et si la chaîne existe seulement pour autant qu'un de ses maillons joue le rôle de condenser tous les autres, en ce cas l'unité de la formation discursive est transférée de l'ordre conceptuel (logique de la différence) à l'ordre nominal. *Cela, évidemment, est plutôt le cas dans des situations où il y a un effondrement ou un recul de la logique différentielle/institutionnelle*. Dans ces cas-là, le nom devient le fondement de la chose. Un assemblage d'éléments hétérogènes maintenus ensemble équivalentiellement seulement par un nom est, cependant, nécessairement, une singularité. *Moins une société est maintenue unie par des mécanismes différentiels immanents, plus elle dépend, pour sa cohésion, de ce moment transcendant singulier*. Mais la forme extrême de la singularité est une individualité. De cette façon, presque imperceptiblement, la logique équivalentielle conduit à la singularité, et *la singularité à l'identification de l'unité du groupe au nom du leader* »⁴³⁶.

Des éléments essentiels, à la charnière entre les deux premiers chapitres et celui qui s'ouvre, sont énoncés par le philosophe : le *Proceso de Cambio* comme la *Revolución Ciudadana* mettent fin à des moments d'effondrement institutionnel. En outre, l'institutionnalité étatique y était faible. Si nous suivons le raisonnement de Laclau, il se trouve donc, dans ce moment singulier de la prise du pouvoir et de sa conservation par les nouveaux blocs hégémoniques, une condition essentielle à la cohésion de la société elle-même – fondée principalement sur les soutiens premiers et les socles sociaux des deux blocs. A cette situation correspond la création d'un peuple, processus que nous avons étudié dans les premiers chapitres. Traversés par des différences d'ordre conceptuel, les blocs

⁴³⁶ E. LACLAU, *La raison populiste*, op. cit., p. 123. Nous soulignons.

hégémoniques ne trouvent pas moins leur unité dans les signifiants fondamentaux de ces processus politiques, constitués fondamentalement autour des questions sociale, indigène et environnementale. La composante indigène est le trait d'union de cet arc hégémonique.

La voix qui incarne ce peuple renvoie davantage à la gauche urbaine dans le cas équatorien, à la gauche syndicaliste dans le cas bolivien. Ce sont toutefois Rafael Correa et Evo Morales qui assument cette fonction centrale de leader. Ils deviennent les figures politiques de l'unité des blocs hégémoniques. Dès lors, le processus de projection internationale d'une politique articulée autour de l'intention de proposer un nouveau modèle de développement, situation contre-hégémonique dans les rapports de pouvoir écologique, est l'une des conditions de possibilité essentielles de maintien de ces leaders dans leur position de maillon central de la chaîne d'équivalences garantes de l'unité de ces blocs : la transcendance qu'ils incarnent nationalement doit être reconduite, d'une façon ou d'une autre, internationalement.

Les difficultés que rencontrent les projections internationales équatorienne et bolivienne agissent cependant comme un ralentisseur dont les effets perturbent la cohésion interne des blocs hégémoniques. L'hypothèse centrale que défend le présent chapitre est la suivante : *les projections internationales équatorienne et bolivienne ne parviennent pas à modifier l'agenda international, ce qui entraîne un renforcement des tensions internes à ces blocs.* Le mur de l'hégémonie internationale intact, ce sont les blocs hégémoniques qui commencent à être fissurés.

Il faut, pour entendre le parcours que suit le troisième chapitre, revenir sur le trajet des forces gouvernementales équatoriennes et boliviennes : la prise de pouvoir, au niveau national, depuis la périphérie, a créé une force d'entraînement vers l'international. En d'autres termes, elle a crédibilisé l'idée qu'il était possible, depuis le politique, de transformer les structures sociales. L'inertie des structures internationales s'est toutefois révélée plus importante que ne l'était celle des régimes nationaux précédents, fragiles et hautement vulnérables.

En dépit de l'unité produite par la constitution même des blocs hégémoniques et par les projections internationales, les hypothèses théoriques et politiques en présence soulignent une tension irréductible et difficilement conciliable politiquement. Cette tension n'a de cesse de s'aiguiser à mesure que se profilent des impasses diplomatiques. Dans le cas bolivien, l'impasse, parcourue sans que le mur soit aperçu, mène à une marginalisation internationale dans le cadre des négociations multilatérales sur l'environnement. Pour ce qui est de l'initiative équatorienne, fer de lance de la projection internationale, sa fin malheureuse distend fortement les chaînes d'équivalence au sein du discours unificateur pour le bloc hégémonique, et en affaiblit le leader.

I- Où est l'écologie ? La boîte de Pandore

L'écologie, dans la projection internationale des diplomaties bolivienne et équatorienne, présente un caractère relativement *illocalisable*. Le discours international élaboré vise en effet à produire un effet unificateur, et ne tranche pas des nœuds de tension. Trois oppositions résument le caractère indénouable de ces tensions, et structurent les tensions internes aux nouveaux blocs hégémoniques : celle entre politique sociale de redistribution et préservation coûte que coûte des modes de vie originaires ; celle entre développement modernisateur et écologie politique, insoluble : enfin, celle entre le caractère anti-impérialiste des blocs, qui entre en contradiction possible avec le soutien recherché de la société civile internationale.

a. Politique sociale de redistribution *vs.* préservation des modes de vie originaires

Le Sud idéalisé, paradis perdu : *l'autre du développement central*

Le premier clivage dont la compréhension est nécessaire pour comprendre les failles au sein des blocs hégémoniques bolivien et équatorien sépare néo-indigénisme et socialisme. Ce sont deux composantes d'emblée distinctes dans ces constructions sociales et politiques. Il ne s'agit pas ici d'essentialiser les positions et de construire artificiellement des blocs *au sein* des blocs hégémoniques, de donner des tensions internes une image rigide. Il vaut mieux préférer conserver, dans l'analyse même, la fluidité interne à ce moment où le bloc ne présente que des failles, lorsqu'aucune partie ne s'en est clairement détachée.

Le clivage dont il est question ici n'est pas un duel où les rhéteurs s'affronteraient en tous points. Une métaphore peut permettre de saisir le caractère de ces clivages. Ils ne relèvent pas d'un champ / contrechamp où la caméra enfermerait un dialogue en tension, où les colts seraient prêts à être dégainés. Il s'agit plutôt, dans les pages qui suivent, de tenter un *travelling*, de balayer au sein des blocs bolivien et équatorien les positions contrastées qui, en puissance, constituent des possibilités d'éclatement ; de suivre un train qui traverse la plaine et qui, la montagne apparue, perd quelque wagons.

Le rapport au Nord est structurant dans les discours internes aux blocs hégémoniques. Ce dernier renvoie à l'Europe et aux Etats-Unis⁴³⁷. Plus fondamentalement, le Nord est une figure imaginaire qui est un appui décisif dans nombre d'argumentations.

⁴³⁷ Dans tous les entretiens menés, c'est d'ailleurs davantage ces deux ensembles qui sont nommés pour renvoyer aux rapports de force internationaux. L'usage de cette notion, dans ce travail, correspond à cette représentation de la réalité défendue par les interviewés.

Son usage est significatif, de la part des militants néo-indigénistes comme depuis les positions socialistes. En effet, les débats relatifs à la réduction de la pauvreté et à la défense des modes de vie indigènes font bien souvent entrer en jeu ce tiers acteur, lointain. Cette figure rhétorique a, pour l'une ou l'autre des positions, valeur de répulsif. Qui s'en approche risque la disqualification, en ceci que le Nord représente l'hégémonie combattue par les blocs hégémoniques nationaux : concentration des richesses, modèle d'accumulation nuisible à l'environnement et Etat-nation sont les trois piliers identifiés au Nord et attaqués pour eux-mêmes. Les débats liés au gouvernement des communs environnementaux s'éclairent mieux à la lumière du rapport au Nord, comme entité objective et comme figure discursive.

Un élément est essentiel à la compréhension de cette situation *depuis* le Sud. En effet, l'écologie politique européenne s'est développée, dans l'un de ses courants, autour de la notion de décroissance. Afin de dépasser le modèle de consommation existant dans les sociétés du Nord, ses défenseurs cherchent parfois à s'appuyer sur des pistes alternatives, qu'ils pensent en certains cas rencontrer dans les pays du Sud. C'est notamment le cas de Serge Latouche en France⁴³⁸. Au modèle capitaliste de développement se voit en ce cas opposée une forme de sagesse fondamentale, liée aux traditions ou aux modes d'organisation sociale des populations dans le Sud. L'organisation de ces communautés autour d'autres principes d'existence permettrait d'envisager un système de valeurs alternatif à celui promu dans le cadre du processus moderne de développement. Certains évoquent une « puissance des pauvres »⁴³⁹, qui, déliée des besoins attachés à la société capitaliste, serait une possibilité de liberté supérieure.

Il nous semble nécessaire de réinscrire les débats autour du Nord à partir de ce qui s'y écrit. Lorsque le contexte d'une opposition politique *produit* des arguments, polarise des positions hier encore proches, il s'agit de saisir leurs origines. De fait, l'inspiration socialiste, ou nationale-révolutionnaire, de la lutte contre la pauvreté par la modernisation, présente dans les deux cas d'étude, peut mener à la critique de celles et ceux qui défendent avant tout un *mode de vie* indigène : leurs perspectives peuvent être renvoyées à des formes de construction exotiques ou orientalistes de l'*autre*. C'est dans ce contexte que les militants écologistes sont souvent renvoyés à leurs liens ou

⁴³⁸ S. LATOUCHE, *Entre mondialisation et décroissance : l'autre Afrique*, Lyon, A plus d'un titre Eds, 2007 (Collection La ligne d'horizon) ; S. LATOUCHE, *Faut-il refuser le développement ?*, 2019.

⁴³⁹ M. RAHNEMA et J. ROBERT, *La puissance des pauvres : essai*, Arles, Actes sud, 2008. Ce livre est une critique très directe de la notion de développement. Majid Rahnema, dans un entretien avec Jean Robert, y développe des arguments très proches de Serge Latouche : « D'une part, c'est [au tandem économie-technique] que l'on doit l'extraordinaire développement de toutes les richesses matérielles qui ont comblé le monde moderne. Mais d'autre part, c'est aussi grâce à lui qu'est entretenue la méga-machine à produire les différentes formes de rareté et de « besoins » impossibles à satisfaire. (...) Etranger aux réalités locales, non enchâssé dans les réseaux de relations culturelles, le développement nourrit mal les pauvres en les rendant dépendant du marché » (pp. 155-156)

leurs attaches au Nord, ce qui expliquerait la construction imaginaire d'un *Sud idéalisé*, incarné par la figure paradoxale de l'indigène⁴⁴⁰.

La critique depuis le socialisme : l'écologie des riches

Là où un courant écosocialiste suggère l'existence d'un *écologisme des pauvres*⁴⁴¹, la question de l'arbitrage entre politiques sociales et politiques environnementales donne lieu à l'émergence, visible au cours des entretiens, d'une autre notion : il s'agit de l'écologie des riches. « Nous ne sommes pas des mendiants gardes-forestiers »⁴⁴², s'indignent les responsables politiques liés aux nouveaux blocs hégémoniques.

La position issue de la gauche traditionnelle, inspirée du marxisme ou aux accents plus keynésiens dans le cas de Rafael Correa, accepte certes de définir l'enjeu écologique comme majeur. Elle ne saurait cependant attribuer aux seuls pays amazoniens la responsabilité de la conservation des communs environnementaux. Là encore, la figure du Nord est essentielle, à la fois sur le plan politique – en tant que force matérielle impliquée dans un rapport de forces concret – et sur le plan rhétorique – elle peut permettre de dédouaner discursivement les gouvernements de gauche qui décident d'exploiter les ressources naturelles dans les Andes ou en Amazonie.

Le Nord est non seulement considéré responsable de la situation écologique désastreuse qui concerne désormais l'humanité entière, mais toute suggestion de politique de conservation qui proviendrait d'une de ses chancelleries est perçue comme doublement hypocrite. La critique de cet « impérialisme vert » est double en effet : d'une part, les Européens ou les Etats-Uniens ne considéreraient pas les indigènes habitant les forêts menacées, et privilégieraient une approche conservationniste, déliée de toute perspective sociale ; d'autre part, ce serait le pays entier qui serait renvoyé à un exotisme vague, lointain, qui pourrait justifier un ensemble de politiques publiques non orientées vers la modernisation des appareils de production et des infrastructures publiques.

Lorsque l'entretien avec Álvaro García Linera en est venu à la question de la route traversant le Tipnis, le Vice-Président nous a directement interpellé : « dans le monde entier, il y a des routes dans des parcs. Je suis sûr que dans votre pays, il doit y avoir une route dans un parc, et

⁴⁴⁰ Les entretiens avec des membres ou des proches du gouvernement contiennent pour la plupart cet argument.

⁴⁴¹ M. LÖWY, « Les luttes écosociales des indigènes », *art. cit.* ; J. MARTINEZ ALIER et J.-F. GERBER, *Ecological Economics from the Ground Up*, *op. cit.*

⁴⁴² Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 ; Carlos Viteri Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 ; cette expression, *mendigos guardabosques*, se retrouve dans des entretiens menés en Equateur comme en Bolivie.

cela ne produit pas une occupation par des paysans qui cultiveraient et détruiraient l'environnement. Il peut y avoir des routes »⁴⁴³.

Les fils argumentaires liés à cette ligne centrale de l'impérialisme vert sont loin d'être consensuels au sein des blocs hégémoniques, singulièrement pour les militants écologistes qui y voient une diversion, ou des intellectuels qui y voient une forme de renoncement. C'est le cas d'Esperanza Martínez en Equateur. Roger Cortez Hurtado, ancien député socialiste et professeur de sciences politiques à l'Université de La Paz, est tout à fait opposé à cette position également : « Le Vice-Président ne comprend pas qu'un centimètre carré de forêt vaut en perspective plus qu'un centimètre carré de Tokyo ou New-York pour la Bolivie en premier lieu, pour l'Amérique latine et pour le monde entier. Ils ne comprennent pas ce concept, ils ont une mentalité à court terme »⁴⁴⁴. La critique est rude, et s'articule en premier lieu autour de la forêt elle-même comme ressource éventuelle, source possible de capitaux. Elle est en soi, notamment du fait de la richesse de son patrimoine génétique, un possible espace de valorisation capitalistique.

Reste que le rapport au Nord réarticule le débat entre indigénisme et égalité sociale : l'hypothèse officialiste⁴⁴⁵, au sein des secteurs de gauche traditionnelle, est celle d'un mépris colonialiste, venu du Nord, qui structurerait l'écologie des riches.

L'indigénisme tiraillé

L'indigénisme traverse les blocs hégémoniques équatorien et bolivien de telle sorte qu'il n'est guère possible de l'isoler comme tel ni de le restreindre à un seul courant, pas davantage qu'à une seule organisation⁴⁴⁶. Cependant, nous avons déjà isolé, sinon les organisations, au moins le rôle que joue l'indigénisme dans l'agencement idéologique de ces blocs : il maintient une cohésion et une unité symboliques, permet d'associer les dimensions écologistes et socialistes de la nouvelle hégémonie.

⁴⁴³ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 : « en el mundo entero hay carreteras en parques. En su país, debe haber carretera en un parque, y eso no genera ocupación por campesinos para producir y destruir el medioambiente. Puede haber carreteras. »

⁴⁴⁴ Roger Cortez Hurtado, professeur de science politique à la retraite, député socialiste de 1985 à 1989, La Paz, 15 juillet 2016 : « No entiende el Vice-Presidente que un centímetro cuadrado de bosque vale perspectivamente más que un centímetro cuadrado de Tokio o Nueva York para Bolivia en primer lugar, para América latina y para todo el mundo ; no entienden este concepto, tienen una mentalidad de corto plazo ».

⁴⁴⁵ L'officialisme est une expression utilisée en Amérique latine pour désigner ceux qui défendent le pouvoir en place : ils peuvent être membres du parti politique au pouvoir, d'organisations sociales le soutenant, ou d'une coalition politique plus large. C'est un bloc qui dépasse le simple jeu électoral et doit être également considéré dans l'attribution des postes au sein de la fonction publique.

⁴⁴⁶ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

Si la question du rapport aux communs environnementaux se forme sur le modèle d'un jeu à somme nulle, dans lequel emporter la figure légitime de l'indigène renvoie à une victoire politique totale, le trait d'union que constitue cette figure se trouve étiré.

D'un côté tenue par une partie de l'écologie politique⁴⁴⁷ comme le garant absolu de la protection des forêts, sa liberté d'agir défendue de l'autre par les responsables gouvernementaux au nom de la liberté, internationale, du Sud, cette figure se trouve prise au cœur de tensions difficilement conciliables.

A la question de savoir si les indigènes du Chapare, les interculturels, sont ou non des indigènes, Pablo Rojas, militant écologiste en défense du Tipnis, évoque une « essence » indigène :

« Cela fait longtemps que ça s'est perdu. Regarde, il y a eu une époque pendant laquelle les familles quechuas, aymaras, de La Paz, Potosí, Cochabamba, des terres hautes, ont migré ici, au Chapare... colonie. Et en migrant, en construisant un autre type de relations économiques, un autre type de relation, l'essence culturelle et philosophique qu'ils avaient s'est perdue. L'essence quechua, l'essence aymara. Alors, si tu parles de la troisième génération, ils ne parlent ni quechua, ni aymara. Et ils ont plutôt implanté un autre type de colonisation, comme l'Amazonie ne leur appartient pas, ils ont commencé à coloniser les communautés. Et la construction de la route a à voir avec cela : l'expansion pour la production de coca, coca, coca, coca, coca, coca. De fait, c'est déjà une essence capitaliste, ce n'est ni indigène aymara, ni indigène quechua »⁴⁴⁸.

⁴⁴⁷ Pablo Rojas, écologiste très engagé à Cochabamba, présentait de l'indigène une idée très proche d'un exotisme idéalisé, sur l'analyse des luttes sociales liées au Tipnis nous donnera l'occasion de revenir ; Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

⁴⁴⁸ *Idem* : «Hace mucho tiempo que se ha perdido. Mira, había una época en qué familias quechas, aymaras, La Paz, Potosí, Cochabamba, las alturas, han migrado aquí, al Chapare... colonia. Y al migrar aquí, al darse otro tipo de relaciones económicas, otro tipo de relación, se ha perdido la esencia cultural y filosófica que tenían. La esencia quecha, la esencia aymara. Entonces si hablas por la tercera generación, que ya no hablan ni quecha, ni aymara. Y más bien han implantado otro tipo de colonización, como la Amazonia no les pertenece, entonces han empezado a colonizar las comunidades. Y la construcción de la carretera tiene que ver con eso: expansión para producción de coca, coca, coca, coca, coca, coca. Entonces, ya es una esencia capitalista, ya no es indígena aymara, indígena quecha”.

Teresa Morales, ancienne ministre du développement, le dit quant à elle clairement : « nos ancêtres ont toujours modifié l'environnement »⁴⁴⁹. La vision irénique de l'indigène en harmonie avec la nature est vivement combattue par les gouvernements issus des blocs hégémoniques, notamment au nom de la lutte contre la pauvreté, de l'instruction publique et de la santé publique.

Teresa Morales

Economiste. Née en 1949, elle est ministre du développement productif et de l'économie plurielle de Bolivie de 2011 à 2015. Auparavant, elle était assesseure pour le groupe du MAS au sein de l'Assemblée constituante. Elle réintègre un poste d'assesseure au sein de l'Assemblée plurinationale de Bolivie une fois qu'elle quitte le gouvernement.

Ce débat général entre lutte contre la pauvreté et mode de vie originaire, modernisation et préservation des usages traditionnels, tend à se présenter comme un jeu à somme nulle, où l'un et l'autre s'opposeraient fermement et exclusivement. Dans ce débat où à plusieurs reprises la figure de l'indigène se voit interprétée et réinterprétée, l'indigénisme lui-même tend à se diluer comme structure idéologique et discursive cohérente. Présente en toutes les parties des blocs hégémoniques à l'origine, la figure de l'indigène subit des réinterprétations continues et radicalement opposées. Elle devient, à mesure du débat interne aux blocs, toujours plus évanescence. Une photographie que nous avons prise à La Paz en juillet 2016 montre assez la tension et ses tentatives gouvernementales de résolution. Le ministère du développement rural entend ainsi « récupérer les savoirs ancestraux pour les associer avec ce qui est moderne »⁴⁵⁰.

b. Développement modernisateur *vs.* Ecologie politique

Développement et écologie politique : des amours imaginaires aux amours impossibles ?

La question indigène n'est pas la seule à faire débat, depuis les origines mêmes des blocs hégémoniques, au sein de la *Revolución Ciudadana* et du *Proceso de Cambio*. Elle est, étant donnée sa position décisive dans l'équilibre des arcs hégémoniques, directement liée à la question écologique⁴⁵¹. En Equateur comme en Bolivie, il était de coutume de distinguer les responsables

⁴⁴⁹ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 : «nuestros ancestros siempre modificaron el medio ambiente».

⁴⁵⁰ Cf. Annexe graphique 2.

⁴⁵¹ Cf. Chapitre 1.

favorables au développement économique lié au projet de modernisation de l'Etat et de l'économie nationale des responsables foncièrement attachés à la question de la protection de la *Pachamama*.

C'est que la question du développement est décisive dès que sont abordées les relations de pouvoir écologique. La question environnementale n'est pas un compartiment du réel, et ne peut être séparée de cet élément central qu'est la politique de développement. C'est d'autant plus essentiel que les projections internationales bolivienne et équatorienne se sont fondées sur la présentation d'un modèle alternatif de développement.

« En 2006, le ministre des relations extérieures David Choquehuanca insistait sur la nécessité de tenter d'accomplir le principe de vie du bien-vivre (*vivir bien*) plutôt que le concept moderniste et capitaliste de mieux-vivre (*vivir mejor*) »⁴⁵². David Choquehuanca appartient à l'aile *pachamamista* du bloc bolivien, et en assume la direction symbolique au sein du gouvernement de 2006 à 2016. L'essentiel du problème lié à la question du développement tient précisément à ce « plutôt », qui implique l'abandon ou à tout le moins le choix prioritaire de la construction à partir d'un mode alternatif de développement.

C'est qu'il faut en venir au point nodal. De la même façon qu'il existe une position qui implique un antagonisme absolu entre modes de vie originaire et lutte contre la pauvreté, de même il existe une position qui sous-tend une exclusion mutuelle du concept de développement et de l'écologie politique. Les pôles sont inverses : les *pachamamistas* ont tendance à penser que la première contradiction est inexistante, les *desarrollistas* ont, quant à eux, tendance à invalider la réalité de la seconde contradiction.

L'idée que le développement en soi est incompatible avec toute préoccupation relative à la protection de la nature ou à la construction d'un rapport harmonieux entre la nature et les sociétés humaines est déployée *in extenso* dans l'ouvrage de Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*⁴⁵³. Il défend que le rapport mécaniste à la nature n'est pas le seul rapport concevable entre l'humanité et son milieu. Il relève le lien indéfectible qui unit la notion même de développement et l'histoire des idées en Europe⁴⁵⁴.

⁴⁵² M. BECKER, "Resource Extraction, *Sumak Kawsay* and Social Movement Resistance in Ecuador under Rafael Correa", dans *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, p. 64.

⁴⁵³ G. RIST, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.

⁴⁵⁴ A cet égard, certains points sont sans doute discutables, notamment lorsqu'il impute à Aristote une idée de développement qui est assez nettement rétrospective et fait donc courir à une telle lecture un risque contondant : l'anachronisme.

L'articulation générale des objectifs politiques pachamamistas, autour du diptyque Etat plurinational-*Vivir Bien*, s'inscrit dans la même perspective du dépassement du modèle occidental. Ce modèle est considéré inapte à offrir une voie politique et sociale aux nouveaux blocs hégémoniques. Ce sont les positions d'Alberto Acosta en Equateur, ou encore de Pablo Solón en Bolivie⁴⁵⁵.

Le camp développementaliste autour de Linera et le pari économique de Correa

La position des modernisateurs traditionnels relève de l'idée qu'il est possible de mener une politique écologiste en développant les infrastructures et en développant l'industrie nationale, position incarnée par deux responsables majeurs des gouvernements équatorien et bolivien. En Bolivie, il s'agit du Vice-Président Linera, en Equateur c'est le Président lui-même, Rafael Correa, qui incarne cette ligne politique.

Il est tout d'abord intéressant de se pencher sur les bases différentes sur lesquelles ils sont favorables à la modernisation économique⁴⁵⁶. Álvaro García Linera s'est penché de près sur les cahiers ethnographiques de Karl Marx, parmi les derniers écrits que ce dernier a publiés. Dans les années 1990⁴⁵⁷, il a défendu fermement une ligne anti-étapiste : en d'autres termes, la libération des indigènes ne devait pas nécessairement passer par la construction d'une société bourgeoise, qui serait le préalable nécessaire à la société socialiste. Toujours attaché à ces écrits, il a toutefois revu l'anti-étapisme radical des années 1990 pour adopter une position largement liée à sa position institutionnelle même : l'investissement dans des énergies renouvelables passe par la constitution d'un capital premièrement accumulé par l'exploitation de l'énergie hydraulique, elle-même rendue possible par l'accumulation primitive, *à partir* de la rente minière⁴⁵⁸.

Du côté de Rafael Correa, ce sont par les voies néo-keynésiennes qu'il se trouve parvenir à une conclusion relativement similaire⁴⁵⁹. Le développement économique de l'Equateur est, dans cette perspective, une condition *sine qua non* de la constitution de politiques écologiques. En effet, seule la modernisation des infrastructures économiques peut, dans cette perspective, permettre un développement économique qui n'écarte pas la possibilité d'une industrialisation reposant sur des technologies moins polluantes. La structure même de l'entreprise publique Petroamazonas,

⁴⁵⁵ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁴⁵⁶ Les bases sur lesquelles ils défendent l'écologie politique seront l'objet de plus longs développements ultérieurs.

⁴⁵⁷ K. MARX, *Escritos sobre la Comunidad Ancestral*, La Paz, Bolivia, 2015, pp. 103-163.

⁴⁵⁸ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

⁴⁵⁹ M. BECKER, "Resource Extraction, *Sumak Kawsay* and Social Movement Resistance in Ecuador under Rafael Correa" », dans *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, pp. 61-78.

refondue intégralement au début du premier mandat de Rafael Correa, est assez instructive de ce point de vue : c'est à partir de Petroamazonas qu'il réarticule l'industrie publique pétrolière équatorienne, du fait des critiques fortes en termes de compétence qui pesaient sur Petroecuador, chargée de l'exploitation et de la production⁴⁶⁰. La fusion est entamée en 2010 et les activités de production et d'exploitation entièrement assumées par Petroamazonas à partir de 2013⁴⁶¹.

Ce parti pris développementaliste est ainsi articulé à des politiques publiques en termes de fiscalité sur la rente, mais également de redéploiement du secteur énergétique.

La protection de la nature n'a pas de prix : l'inviolabilité morale et sacrée

Cette position se trouve en contradiction avec celles et ceux qui, au sein des blocs hégémoniques, font de la protection de la nature une priorité absolue et non négociable avec les intérêts liés au développement économique traditionnellement associés au projet modernisateur attaché à l'industrialisation capitaliste.

Cette position occupe une place relativement périphérique au gouvernement⁴⁶². Elle est importante dans la constitution même du bloc mais est relativement peu présente dans les gouvernements eux-mêmes ; elle est essentiellement due aux militants écologistes et aux organisations indigénistes. Deux nuances peuvent être distinguées au regard de cette double origine.

Le point de vue défendu par les militants environnementalistes est fondé sur un principe moral intangible : la destruction de la nature est inacceptable, l'exploitation des ressources naturelles n'est pas bonne et doit être réprouvée. C'est par exemple le point très expressément indiqué par Yolanda Kakabadse, ancienne Présidente de la WWF. A la question de savoir si l'engagement qu'avait pris le gouvernement équatorien à travers l'initiative Yasuní-ITT était selon d'abord politique ou éthique, elle nous a répondu ainsi : « Je crois que l'éthique fait partie de la politique, non ? Ça devrait être le cas »⁴⁶³. Dans la perspective qu'elle défendait alors, c'est l'ensemble du parc Yasuní et, au-delà, toutes les zones présentant un intérêt au regard de la biodiversité qui devaient être préservées sans conditions politiques. Cette idée est partagée, à partir de bases différentes, par *Acción Ecológica*. L'accumulation capitaliste à partir de la rente pétrolière est

⁴⁶⁰ Mark Thurber, gérant général entreprise du secteur pétrolier Walsh, Quito, 14 janvier 2015.

⁴⁶¹ Laurence Maurice, géochimiste à l'IRD, Quito, 21 janvier 2015.

⁴⁶² A. CONROY et W.Q. MORALES, "Social Movement Governance in Bolivia: Contention in a multi-ethnic Democracy", in *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, pp. 29-45.

⁴⁶³ Yolanda Kakabadse, ex-directrice internationale WWF, Quito, 19 janvier 2015: "Yo creo que la ética es parte de la política, ¿no? Debería ser". Pablo Rojas tient des propos proches également ; Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

étudiée de ce point de vue comme injuste et inefficace – la critique de l’extractivisme est générale et concerne tous les champs d’exploitation⁴⁶⁴.

Quant aux militants de la CONFENIAE, de la CONAIE, de la CONAMAQ ou encore de la CIDOB, leur position écologiste est articulée à la conception du *territoire* indigène, dont le caractère ancestral suppose une autonomie politique et économique des communautés qui y vivent. Le caractère sacré des territoires ancestraux est l’argument pivot pour les tenants de cette ligne au sein des blocs hégémoniques, dans les premières années des gouvernements Morales et Correa.

Ces positions ont des affinités claires avec la critique écosocialiste de l’accumulation capitaliste, ce qui de ce point de vue maintient, d’un côté comme de l’autre, une forme de cohérence des blocs hégémoniques, susceptibles toutefois de voir des plaques se détacher en cas de conflit. La situation politique des blocs hégémoniques, au moment même des projections internationales intenses, depuis l’Equateur et la Bolivie, n’est pas figée. Les positions en leur sein sont non seulement hétérogènes, mais cette hétérogénéité n’oppose pas absolument un pan fixe contre un autre. Chaque composante est elle-même plurielle, qu’elle soit socialiste, écologiste ou indigéniste.

En puissance, cette position absolument hostile à l’extractivisme est inconciliable avec celle qui suppose l’accumulation primitive à partir de la rente, ou le développement des capacités techniques de production d’énergie *via* des investissements publics massifs⁴⁶⁵.

c. Anti-impérialisme *vs.* Société civile internationale

Les paradoxes de l’histoire contemporaine immédiate : ingérence états-unienne et puissance des sociétés civiles nationales

Les gouvernements Correa et Morales sont composés de membres dont l’identité politique est marquée par l’histoire des gauches latino-américaines. C’est un élément décisif à saisir pour comprendre la dernière tension dont il est question en première partie de ce chapitre, qui oppose à l’anti-impérialisme l’idéal de la société civile internationale.

L’anti-impérialisme, appliqué aux rapports globaux de pouvoir écologique, est l’une des dimensions unificatrices des blocs hégémoniques⁴⁶⁶. Mais il est une source de tension qui naît dès que le concept est plus largement appliqué. En effet, l’anti-impérialisme écologique est légitimé dans les blocs du fait de la responsabilité historique de l’Europe et des Etats-Unis relativement au

⁴⁶⁴ E. GUDYNAS, *Ecología, mercado y desarrollo. Políticas ambientales, libre mercado y alternativas*, op. cit.

⁴⁶⁵ Cf. *infra*, Chapitre 5.

⁴⁶⁶ Cf. *supra*, Chapitre 1.

changement climatique. Mais les rapports à l'ingérence, à ses possibilités comme aux suspicions liées à son existence, sont différenciés.

Un paradoxe puissant est à l'origine de ces relations différenciées. En effet, la coopération internationale et les normes de bonne gouvernance qu'elle a établies ne sont pas sans lien avec la puissance prise par les organisations syndicales en Bolivie ou indigénistes en Equateur dans les années 1990⁴⁶⁷. En d'autres termes, la coopération internationale a créé des conditions favorables à l'émergence des blocs hégémoniques.

Au cœur institutionnel des blocs, du côté des ministres les plus importants et des membres éminents des cabinets présidentiels, l'ingérence états-unienne est crainte de façon permanente. Le paradoxe de la position anti-impérialiste peut donc tenir en ces mots : la force des ONG appuyée internationalement a permis de renforcer les capacités du mouvement social, mais l'anti-impérialisme nourrit une suspicion forte à l'égard des ONG, qui peuvent être liées aux Etats-Unis.

Magdalena Medrano note ainsi, au moment où nous nous étions rencontrés à Cochabamba, alors que les relations entre le gouvernement et les ONG devenaient de plus en plus tendues, qu'Evo Morales avait rompu avec « toutes les ONG qui, à ce moment, avons été l'avant-garde pour qu'il existât un gouvernement indigène populaire »⁴⁶⁸.

Sabino Mendoza considère que les ONG ont pour une part été un appui décisif pour l'accès au pouvoir du gouvernement du MAS, mais que d'autres s'étaient appropriés la cause indigène et faisaient preuve d'une hostilité systématique à l'égard du gouvernement⁴⁶⁹. Roger Cortez analyse l'hostilité du gouvernement vis-à-vis des ONG en termes de mémoire collective : issu des luttes sociales, le gouvernement connaît leur puissance pour déstabiliser un régime en place – ses membres ayant pratiqué assidûment l'exercice auparavant⁴⁷⁰.

Le gouvernement avec la société : penser l'ennemi impérial

Certaines implications de cette méfiance gouvernementale⁴⁷¹ sont cependant plus directement liées au caractère ouvertement anti-impérialiste du gouvernement. En Bolivie, l'USAID est expulsée en 2013. En Equateur, Rafael Correa prend la même décision l'année

⁴⁶⁷ Cf. *supra*, *Ibid.*

⁴⁶⁸ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016 : "con todas las que en su momento fuimos la vanguardia para que haya un gobierno indígena-popular".

⁴⁶⁹ Sabino Mendoza, coordinateur en chef du CONALTID, 13 juillet 2016.

⁴⁷⁰ Roger Cortez Hurtado, professeur de science politique à la retraite, député socialiste de 1985 à 1989, La Paz, 15 juillet 2016.

⁴⁷¹ Nous revenons ultérieurement sur les dispositions légales concrètes ayant trait aux ONG dans l'un et l'autre cas.

suivante⁴⁷². Dans les deux cas, la suspicion porte sur la relation entre l'opposition politique et l'agence états-unienne. De façon générale, et du fait même que l'état économique des pays se soit amélioré pendant les deux premiers mandats du MAS et de PAIS, les investissements liés à l'aide au développement ont eu tendance à diminuer.

Au moment où l'Equateur et la Bolivie se dotent des moyens d'assurer une projection internationale inédite dans l'histoire diplomatique de ces pays, leur degré d'interdépendance internationale lié à l'aide au développement diminue. Une hypothèse intermédiaire peut être avancée à ce stade : moins un pays est dépendant de l'aide au développement, plus il est en mesure d'assurer une projection internationale importante⁴⁷³.

Pendant l'été 2016, j'étais sur mon terrain d'enquête bolivien. J'ouvris un journal et y trouvai, au mois d'août, une nouvelle qui me semble intéressant d'intégrer ici, à titre de témoin d'un état d'esprit gouvernemental relatif à la conception de l'impérialisme : le gouvernement venait de décider de la création d'une école militaire anti-impérialiste⁴⁷⁴.

Il est clair, dans un tel contexte politique, que l'anti-impérialisme est l'un des cœurs politiques des processus bolivien et équatorien, marqués par les tentatives de coups d'Etats ou les coups d'Etat directement appuyés par les Etats-Unis, le plus récent ayant pris place en 2009 au Honduras⁴⁷⁵.

Il s'agit de construire, avec et à partir de la société, la perception d'un ennemi clairement identifié. Cet ennemi, antithèse politique, est également l'*hegemon* sur la scène internationale, les Etats-Unis d'Amérique. Mais l'anti-impérialisme peut également mener à une hostilité vis-à-vis des puissances européennes : c'est ainsi qu'une délégation du Bundestag s'est fait refuser l'autorisation de visiter le parc Yasuní en 2014, au motif qu'elle ne souhaitait rencontrer que des forces d'opposition⁴⁷⁶.

Il est clair que les forces entendues comme impériales sont suspectes d'ingérence, dont les ramifications premières seraient à chercher dans le tissu d'ONG. Le gouvernement des

⁴⁷² "Evo expulsa a Usaid de Bolivia tras acusarla de injerencia política", *La Razón*, 2 mai 2013, [En ligne]. <http://www.la-razon.com/economia/Evo-Usaid-Bolivia-injerencia-politica_0_1825617424.html>. (Consulté le 1 juin 2018); "Usaid anunció el cierre de sus oficinas en Ecuador", *El Comercio*, 29 septembre 2014, [En ligne]. <<http://www.elcomercio.com/actualidad/usaidd-cierre-oficinas-ecuador-eeuu.html>>. (Consulté le 1 juin 2018).

⁴⁷³ La troisième partie est l'occasion de développer cette hypothèse, dans la discussion de la notion de souveraineté.

⁴⁷⁴ "Evo Morales inaugura su escuela militar antiimperialista", *El Mundo*, 17 août 2016. Une telle décision s'inscrit en contre-pied des liens étroits entre les écoles de formation d'officiers aux Etats-Unis et les haut-grades des armées équatorienne et bolivienne.

⁴⁷⁵ M. LEMOINE, « Coup d'Etat », *Le Monde Diplomatique*, août 2009.

⁴⁷⁶ "Ecuador da por terminada cooperación alemana en temas ambientales", *El Telégrafo*, 19 décembre 2014, [En ligne]. <<https://www.eltelgrafo.com.ec/noticias/politica/2/ecuador-da-por-terminada-cooperacion-alemana-en-temas-ambientales>>. (Consulté le 31 mai 2018).

mouvements sociaux en Bolivie et la Révolution Citoyenne en Equateur tentent, à partir de ce paradigme anti-impérialiste, de s'assurer la loyauté politique des mouvements sociaux comme de la communauté politique nationale.

Le mouvement social hors du gouvernement : militantisme transnational et défense de l'autonomie des mouvements sociaux

Un autre courant, puissant, traverse les blocs hégémoniques de part en part. Il s'agit des forces impliquées *premièrement* dans le mouvement social et sa constitution, dont l'intérêt premier renvoie à sa pérennisation comme forme d'organisation extra-institutionnelle. Ce courant repose sur une méfiance vis-à-vis de la politique institutionnelle et, plus fondamentalement, de l'Etat. Marck Becker propose à cet égard une analogie de ce clivage théorique, similaire au clivage anarchistes-communistes⁴⁷⁷. Pour ce qui est de la Bolivie, Luis Tapia, intellectuel proche du *Movimiento sin Miedo*, mouvement essentiellement lié aux secteurs de la gauche urbaine, considère que ces distinctions étaient présentes dès les débuts du *Grupo Comuna* auquel il appartenait. Il raconte une blague que les autres membres du groupe faisaient à Álvaro García Linera et qui, pour n'être pas une définition précise des clivages en présence, fait écho à l'analogie de Marc Becker : ils disaient à l'actuel Vice-Président d'avouer qu'il avait caché les œuvres de Staline dans sa chambre⁴⁷⁸.

Mais il ne semble pas absolument exact de réduire les nuances que présentent les blocs hégémoniques à cette distinction qui, pour rigide et passionnée qu'elle a été, ne saurait présenter avec finesse la situation politique nouvelle qui s'était présentée dans ces deux pays. En effet, le point d'articulation, une fois encore, autour de l'anti-impérialisme, permet d'offrir des clés d'explication.

Cette préoccupation, même si elle est présente dans le mouvement social constitué autour d'organisations indigénistes ou syndicales, d'intellectuels de gauche, n'est cependant pas devenue une préoccupation *institutionnelle ou étatique* pour les membres des blocs hégémoniques qui n'ont pas directement intégré la structure gouvernementale. Dès lors, l'attachement intellectuel de ce courant regarde davantage vers le Mexique au Chiapas, et dans les directions qui se rattachent foncièrement à l'autonomie indigène⁴⁷⁹. Raquel Gutierrez, elle aussi membre un temps du groupe *Comuna*, est l'une des incarnations intellectuelles boliviennes de ce courant. Alberto Acosta joue ce rôle en Equateur.

⁴⁷⁷ M. BECKER, "Resource Extraction, *Sumak Kawsay* and Social Movement Resistance in Ecuador under Rafael Correa", dans *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, p. 62.

⁴⁷⁸ Luis Tapia, philosophe au CIDES, La Paz, 16 août 2016.

⁴⁷⁹ La question des rapports entre autonomie et souveraineté est l'objet du chapitre 7.

Ce rapport différencié à l'Etat induit donc un rapport différencié à l'anti-impérialisme, moins immédiat et moins omniprésent dans les considérations politiques ; nécessairement, ce courant se trouve donc être bien moins réticent à considérer de façon favorable le militantisme transnational et la société civile internationale. Il peut même, tactiquement, s'appuyer sur ce dernier pour émettre des critiques internes au bloc. Nous retrouvons ici les deux courants de l'altermondialisme, à la fois unis et séparés par leur anti-impérialisme⁴⁸⁰.

Des tensions traversent les blocs hégémoniques, entre défense des modes de vie originaire et politique sociale de lutte contre la pauvreté, entre développement modernisateur et écologie conservationniste, entre anti-impérialisme d'Etat et société civile anti-impérialiste. Ce ne sont pas des lignes de fractures unies, qui sépareraient des blocs homogènes au sein même des forces sociales appuyant les processus politiques bolivien et équatorien. Mais ce sont des points de tension qui peuvent former en plusieurs points du bloc des failles telles qu'elles peuvent donner lieu à une dissension plus ouverte et critique en termes de stabilité politique. Ces points de tensions sont d'autant plus importants qu'ils recourent des enjeux globaux, sur lesquels s'appuient les projections internationales de la Bolivie d'Evo Morales comme de l'Equateur dirigé par Rafael Correa.

II- De Tiquipaya à Cancún : contre-hégémonie, marginalisation internationale de la Bolivie et premières frictions

Les points de tension présentés en première partie de ce chapitre sont en effet présents dans les deux cas d'étude qui sont abordés dans cette thèse. Pour ce qui est de la Bolivie, le sommet de Tiquipaya est à la fois l'acmé d'une politique internationale contre-hégémonique, démonstration d'une capacité de rassemblement, en même temps que l'occasion pour les premières fissures du bloc d'apparaître au grand jour. Si les différences idéologiques au sein du bloc jouent dans l'émergence de ces tensions, elles peuvent également être cherchées dans la dynamique même de la projection internationale : la proposition de rupture nette avec l'ordre multilatéral existant se heurte à l'inamovibilité du cadre que la Bolivie entendait modifier.

a. Les tensions latentes du sommet de Tiquipaya

La Mesa 18 : possibilité d'un malaise et difficulté de l'articulation interne

⁴⁸⁰ Pour les uns, l'empire est potentiellement dans la société, tandis que pour les autres, tout Etat présente des caractères impériaux.

La première Conférence internationale de Tiquipaya, celle des peuples pour le climat, est un moment diplomatique décisif pour la projection internationale de la Bolivie⁴⁸¹. Elle incarne cette projection populaire, la met en scène et figure concrètement la volonté contre-hégémonique de la nouvelle chancellerie et du nouveau cabinet présidentiel. C'est un moment crucial de la projection internationale bolivienne, encore davantage que le second sommet de 2015. Il précède en effet le conflit du Tipnis de quelques mois, et le bloc hégémonique bolivien, bien qu'il soit traversé de possibles tensions, se trouve dans une situation de forte cohésion.

Reste que des tensions politiques liées aux conflits socio-écologiques, aux projets miniers de transnationales ou aux projets de construction d'infrastructures publiques, sont tout à fait présentes au niveau national. La structure de production n'a pas été renversée absolument, et les activités d'extraction minière continuent depuis 2006⁴⁸². Dix-sept tables de discussions étaient prévues par la diplomatie bolivienne lors de cette conférence. Aucune ne portait sur les conflits socio-écologiques. La CONAMAQ et son dirigeant d'alors, Rafael Quispe, ont été à l'initiative de la création d'une autre table, la *mesa 18* ou *mesa rebelde*, table rebelle, pour discuter de ces sujets boliviens.

La réaction du Vice-ministre de la biodiversité est éclairante du problème éminemment politique que cette initiative pose au moment de l'organisation du sommet : « personne ne marginalise les conflits socio-environnementaux en Bolivie, il faut ouvrir l'espace à tous les débats, mais dans *une conférence mondiale aussi spécifique comme celle autour du changement climatique*, l'effort a été fait [NDT : dans l'organisation] pour qu'aucun pays n'y apporte une problématique qui lui serait spécifique »⁴⁸³. Bien que le sujet du changement climatique soit tenu pour global par la diplomatie bolivienne, le problème semble aigu lorsqu'il faut l'articuler avec les conflits de nature socio-écologique se tenant sur le territoire national même. C'est la nature même de la projection internationale qui implique une crainte relative à la tenue de cette table : là où la conférence de Tiquipaya était organisée pour intégrer les ONG environnementalistes et des activistes venus du monde entier, cette concurrence interne est perçue négativement : elle pourrait ternir l'événement. Il n'est en outre pas anecdotique que Rafael Quispe soit lui-même un concurrent politique direct d'Evo Morales depuis les années 1990.

Cependant, la lecture des comptes-rendus *in extenso* des discussions de la *mesa rebelde* pendant les deux journées que dure la conférence permet de noter un point décisif à l'égard des frictions

⁴⁸¹ Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁴⁸² Cf. *infra*, Seconde partie.

⁴⁸³ "Temen que la mesa 18 del CONAMAQ empañe la Conferencia Climática", *Jornadanet*, de abril 2010. Nous soulignons.

naissantes. Les ONG en présence sont encore très liées au gouvernement. Le bloc hégémonique est toujours cohérent, et la plupart des critiques formulées à l'égard de situations de conflits socio-écologiques s'accompagnent de la mention de « l'*hermano* Evo », qui, averti de la situation, pourrait sans doute s'en saisir. Parfois, la responsabilité d'une situation conflictuelle est attribuée aux fonctionnaires locaux pour dédouaner le Président. Ainsi de Vilma Mendoza à propos d'un conflit pétrolier dans les Andes : « Nous ne rejetons pas la faute sur Evo Morales, ce sont peut-être les fonctionnaires qui ne nous donnent pas l'information nécessaire en dépit de nos résolutions »⁴⁸⁴.

Les communs environnementaux boliviens s'invitent alors comme un sujet important abordé par cette table parallèle accueillant plusieurs ONG et organisé par l'une des plus grandes organisations indigénistes du pays.

Sommet officiel et mesa 18 : la dispute du global et du militantisme transnational

« Cette table convoquée par la CONAMAQ représente les peuples du monde »⁴⁸⁵. La déclaration issue des travaux menés pendant les deux journées de la conférence de 2010 commence par ces mots. Le parallélisme des formes avec la déclaration finale du sommet est frappant. La même revendication de l'universel est à l'œuvre, la même insistance sur la notion de peuple, pourvu des mêmes ambiguïtés, au cœur du propos. Comme un écho de cette phrase, les propos introductifs à la conférence officielle de Etelvina Massioni, dirigeante du mouvement des paysans sans terre au Brésil, le MST, sont également instructifs : « globalisons la lutte ! globalisons la lutte »⁴⁸⁶.

De la même façon, Nnimmo Bassey, figure nigérienne du militantisme contre l'exploitation du pétrole, Prix Nobel alternatif, intervient dans le cadre du processus reconnu et officiel et le fait en des termes élogieux pour le gouvernement bolivien : « Je vous apporte un salut d'Afrique, le centre du monde. Nous nous sentons inspirés par le gouvernement bolivien et les gouvernements d'Amérique latine, ainsi que par les peuples qui luttent pour la justice »⁴⁸⁷.

C'est ainsi qu'un entrecroisement entre les deux processus, l'officiel et l'alternatif, a lieu autour de deux éléments centraux dans le dispositif bolivien de projection internationale : le militantisme transnational d'une part, la vocation globale et populaire d'autre part. L'opposition du cabinet à la tenue de cette *mesa rebelde* – dont la rébellion revendiquée semble s'adresser

⁴⁸⁴ "MESA_18_MWMORIA.pdf", 2010, [En ligne].

<http://www.somossur.net/documentos/MESA_18_MWMORIA.pdf>. (Consulté le 17 janvier 2018).

⁴⁸⁵ *Ibid.*, p. 166.

⁴⁸⁶ "Conferencia mundial de los pueblos sobre cambio climático discursos y documentos seleccionados.pdf", 2010, p. 15, [En ligne].

<<http://www.cancilleria.gob.bo/webmre/sites/default/files/libros/cmpcc%20discursos%20y%20documentos%20seleccionados.pdf>>. (Consulté le 17 janvier 2018).

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p. 11.

premièrement aux forces institutionnelles nationales, malgré le ton mesuré des critiques – a même provoqué une visite de la part de Naomi Klein, figure de l'intellectuelle globale altermondialiste à ladite table : « je crois que tous les gouvernements connaissent cette règle selon laquelle l'interdiction d'une chose la rend plus populaire et connue ».

Mais la présence de Naomi Klein est également liée à un soutien au gouvernement bolivien. Elle s'en explique en ces termes : « je suis ici sur l'invitation du gouvernement d'Evo Morales, mais je ne vois pas de contradiction dans le fait d'être ici. (...). Un des participants a pris la parole pour dire qu'il n'est pas bon de montrer son linge sale, c'est-à-dire de parler des choses internes à une famille devant tout le monde (...), je peux dire que je n'ai jamais espéré que la Bolivie serait la nation parfaite, on ne peut espérer cela d'aucun peuple ou d'aucune nation. C'est sûr qu'il y a des conflits, il y a toujours des conflits, le sujet est de savoir comment les résoudre »⁴⁸⁸.

La *mesa 18* concurrence néanmoins directement la conférence sur son objectif même et des liens se construisent entre celle-ci et le reste de la conférence. Cette tension révèle une dispute pour la légitimité militante, entre les forces qui depuis l'Etat et les gouvernements de gauche latino-américains pensent offrir une voie institutionnelle aux luttes altermondialistes, et les forces qui mettent en avant un militantisme certes transnational, mais territorialement ancré dans des *communs environnementaux* circonscrits. La différence des iconographies officieuses et officielles est de ce point de vue intéressante à observer⁴⁸⁹.

Alliés politiques et écologie politique : un consensus international fragile ?

Au sein de la « famille » militante ne figurent pas uniquement les organisations sociales, syndicales, indigénistes, d'Amérique latine et d'ailleurs. Les gouvernements de l'ALBA étaient tous présents lors de ce sommet. Si nous retenons les interventions du ministre des relations extérieures, Ricardo Patiño, de la représentante internationale à ce moment pour l'initiative Yasuní-ITT, María Fernanda Espinosa, et celle du Président du Venezuela, Hugo Chávez, des convergences apparaissent très clairement. La dimension consensuelle de certaines propositions ne fait aucun doute. Elle concerne la mise en place de dispositifs multilatéraux nouveaux et plus contraignants que ne le prévoit le cadre du Protocole de Kyoto.

Il est cependant notable que, par contraste avec la déclaration finale du sommet, les discours, qui s'inscrivent dans un environnement idéologique proche, mettent toutefois l'accent sur des dimensions fort différentes de l'un à l'autre. Si nous évoquons le discours du Président

⁴⁸⁸ "MESA_18_MWMORIA.pdf", *art. cit.*, p. 20.

⁴⁸⁹ Cf. Annexes graphiques 3, 4 & 13.

vénézuélien, c'est qu'il est alors la clé de voûte de l'ALBA. Sa parole a donc une importance particulière. Son discours s'articule explicitement autour du socialisme bolivarien, en même temps qu'il salue les propositions avancées par l'Équateur et la Bolivie.

Les éléments présents au sein de ces discours sont ceux qui forment largement les bases des consensus au sein des blocs hégémoniques équatorien et bolivien. Celui qui domine cependant tous les autres renvoie au consensus *négalif*, celui de l'anti-impérialisme écologique⁴⁹⁰. Le terme « socialisme » apparaît 105 fois sur 190 pages rendant compte des différents panels, 69 fois les « indigènes » sont mentionnés. Si l'adjectif « environnemental » apparaît 44 fois, l'écologie et ses dérivés présentent une trentaine d'occurrences. Mais il est intéressant de souligner qu'en ce qui concerne l'usage de la notion d'indigène, elle n'apparaisse quasi exclusivement que dans les discours des représentants indigènes ou dans ceux des représentants de l'État plurinational de Bolivie⁴⁹¹.

La dimension indigéniste de cette projection internationale bolivienne n'est donc pas réellement intégrée par ses alliés régionaux. Comme un miroir inversé de ces positions différenciées, aucun pays présent au sommet de Cochabamba n'a annoncé vouloir contribuer à l'initiative Yasuní-ITT. Les États de l'ALBA dépendent en effet largement des recettes qu'ils dégagent des matières premières : leur scepticisme est grand sur l'initiative équatorienne, pays qui du bloc régional a les plus faibles réserves d'hydrocarbures⁴⁹². Si consensus il y a, dimension indéniable du sommet de Tiquipaya de 2010, ses bases apparaissent possiblement fragiles. Elles donnent toutefois lieu à des propositions contre-hégémoniques de rupture.

- b. La projection internationale contre-hégémonique à l'œuvre : des propositions de rupture multilatérale

La responsabilité internationale et le Tribunal de justice climatique

La projection contre-hégémonique de la Bolivie est toujours à l'œuvre, en dépit des tensions ou des différences au sein des blocs nationaux et régionaux. C'est en effet à l'invitation d'Evo Morales que se tient le sommet, et il est essentiel, pour la Bolivie, que ce sommet donne lieu à des propositions internationales.

Le principe organisateur de ces propositions est la dette écologique, dont la reconnaissance est un pilier fondamental de la demande formulée par les États et organisations présentes à la conférence. Mais il s'agit également de l'opérationnaliser sur le plan multilatéral – en d'autres

⁴⁹⁰ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁴⁹¹ En l'espèce, le Président, le Vice-Président, le Chancelier, ainsi qu'une militante du MAS, Leonilda Zurita.

⁴⁹² Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

termes, de parvenir aux négociations avec des formulations concrètes de mécanismes de régulation internationale des rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux – le climat étant celui dont la nature globale est la plus évidente et la plus reconnue dans le processus de mise à l’agenda des questions environnementales au niveau international.

Dans les débats internationaux relatifs à ce type de mécanismes⁴⁹³, la déclaration issue du sommet de Tiquipaya, l’Accord des peuples, se situe nettement du côté des forces qui défendent des mécanismes contraignants de régulation. La dette écologique doit, dans cette perspective, non seulement être reconnue par les parties de la COP, mais il s’agit également de la *faire payer*. Ainsi, l’un des points centraux de l’Accord estime que les pays développés doivent « honorer la dette écologique dans toutes ses dimensions ». Cette dette est premièrement due aux pays du Sud, mais elle doit également être « honorée comme partie d’une dette supérieure envers la Mère Terre »⁴⁹⁴. Cette tierce figure est avancée comme l’une des notions essentielles à la projection contre-hégémonique bolivienne.

La proposition la plus structurée autour de la notion de *contrainte* est celle de tribunal international de justice climatique et environnemental « qui aurait la capacité juridique contraignante de prévenir, juger et sanctionner les Etats, les entreprises et les personnes qui par action ou omission polluent et provoquent le changement climatique »⁴⁹⁵. Il est notable que le ton adopté, à six mois de la COP de Cancún, est foncièrement provocateur, et se situe en cela nettement dans une volonté de *faire rupture* avec le cadre préexistant. En effet, la définition de ce qui pourrait être traité par un tel tribunal semble suffisamment large pour inclure et peser sur les actions de la plupart des acteurs de l’économie internationale. L’introduction de la notion d’*omission* ajoute également au potentiel périmètre d’action de ce Tribunal. Enfin, la création d’un cadre pour juger « pénalement et civilement » les entreprises transnationales correspond à la volonté d’encadrer l’action des dites entreprises. Leur irresponsabilité juridique était déjà pointée comme un danger majeur de l’époque contemporaine par Salvador Allende, figure majeure de la gauche latino-américaine⁴⁹⁶.

L’annexe rendant compte des travaux du groupe de travail consacré au tribunal de justice climatique commence par considérer « le manque de volonté politique des pays développés pour accomplir de façon effective leurs engagements et obligations impliqués par la Convention Cadre

⁴⁹³ F. GEMENNE, *L’enjeu mondial : l’environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

⁴⁹⁴ "Acuerdo de los pueblos", *Conferencia mundial de los pueblos sobre cambio climático*, avril 2010, p. 17.

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁹⁶ S. ALLENDE, « Discours devant l’Assemblée Générale de l’ONU », décembre 1972.

des Nations unies sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto »⁴⁹⁷. Cette proposition s'inscrit dans une double démarche contre-hégémonique : elle critique le cadre lui-même du Protocole de Kyoto, mais insiste également sur le non-respect des accords eux-mêmes par les pays les plus développés. Une résolution à part propose également, volonté d'en assurer la centralité diplomatique, que la Bolivie accueille le siège de ce Tribunal international. Ses jugements seraient sans appel⁴⁹⁸.

De la contrainte à l'opérationnalisation de la dette écologique : répartir l'atmosphère

« Une répartition équitable de l'espace atmosphérique est un droit fondamental et inaliénable de toutes les nations et tous les peuples »⁴⁹⁹. Cet espace devrait être « réservé aux pays en développement, alors qu'il est aujourd'hui occupé par les émissions de gaz à effet de serre des pays développés »⁵⁰⁰. Ceci implique « la décolonisation de l'espace atmosphérique *via* la réduction et l'absorption de leurs émissions »⁵⁰¹. L'usage du concept de décolonisation est l'expression d'une cohérence sous-jacente à l'ensemble de la projection contre-hégémonique bolivienne : l'Etat plurinational doit décoloniser les institutions nationales, et les rapports ouvertement polémiques entretenus avec l'Europe et les Etats-Unis sur le plan de la politique internationale de l'environnement relèvent d'une entreprise similaire de *décolonisation* des institutions multilatérales. Hugo Chávez, dans le discours qu'il prononce à l'occasion du sommet de Tiquipaya, fait d'ailleurs explicitement référence au discours prononcé au sommet de Río en 1992 par Fidel Castro, théoricien de la seconde indépendance – et du maintien, au niveau global, des structures coloniales par des voies économiques⁵⁰².

María Fernanda Espinosa, quant à elle, propose l'opérationnalisation – conformément à la projection plus technicienne depuis l'Equateur – d'une telle idée : « nous proposons également d'adopter l'indice d'empreinte écologique au niveau planétaire comme instrument d'évaluation et de prise de décisions au niveau mondial, c'est-à-dire, que soient mesurés les pays et leurs niveaux de développement en fonction de l'empreinte écologique qu'ils laissent, et qu'ils nous ordonnent ainsi du 1 au 192 (...). Je suis sûre que tout changerait, et bien sûr, que des pays comme la Bolivie peut-être seraient au numéro 1, des pays comme l'Equateur aux numéros 2 ou 3 »⁵⁰³.

⁴⁹⁷ "Acuerdo de los pueblos", *art. cit.*, p. 47.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 48.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p. 15.

⁵⁰⁰ *Ibid.*, p. 18.

⁵⁰¹ *Ibid.*, p. 4.

⁵⁰² "Conferencia mundial de los pueblos sobre cambio climático discursos y documentos seleccionados.pdf", *art. cit.*, p. 173.

⁵⁰³ *Ibid.*, p. 60.

Comme une parenthèse temporelle, il est intéressant de suivre les développements ultérieurs de cette idée, présente dans la contribution pour la COP 21 élaborée par la Bolivie suite à la seconde conférence de Tiquipaya en 2015. Elle indique la possibilité d'échanges intellectuels et de circulations d'initiatives diplomatiques entre les deux pays à l'étude ici. C'est ainsi que la Bolivie propose dans ce document un *indice de justice climatique* dont l'objectif est d'élaborer un budget carbone alloué par pays – en fixant la répartition des ressources en carbone restantes à consommer étant donnée la nécessité d'en laisser 60 % sous terre pour maintenir le réchauffement en deçà de 2 degrés Celsius. Les pays développés se voient ainsi attribués 11 % des émissions restantes, quand les pays de l'annexe 2 peuvent en émettre 89 %⁵⁰⁴.

Le référendum mondial : internationalisation du populisme écologique

Cependant, pour revenir au sommet de 2010, une proposition semble aller dans le sens de ce que nous avons défini précédemment comme la stratégie *populiste écologique*. C'est ainsi que l'accord final issu de ce sommet de Tiquipaya propose un référendum mondial. « Il est nécessaire d'organiser un référendum mondial, plébiscite ou consultation populaire, sur le changement climatique dans lequel nous serions tous consultés sur : le niveau de réductions d'émissions auxquelles doivent s'engager les pays développés et les entreprises transnationales, le financement que doivent fournir les pays développés, la création d'un Tribunal international de la justice climatique, la nécessité d'une déclaration universelle des droits de la *Madre Tierra*, et la nécessité de changer l'actuel système capitaliste »⁵⁰⁵.

L'appel à la démocratie directe au niveau global renvoie directement à l'univers intellectuel et idéologique attaché à l'altermondialisme. Cet appel renforce surtout la dimension contre-hégémonique et se lie étroitement avec la dimension *populaire* de la déclaration issue du second sommet de Tiquipaya en 2015⁵⁰⁶. Le populisme écologique s'inscrit donc dans une perspective résolument internationale, où l'appel au peuple plébéien de la Bolivie se trouve remplacé par un appel plus vaste et général aux peuples du monde, qui restent toutefois identifiés à un sujet : « nous ». L'ambiguïté diplomatique de ce sommet, entre conférence interétatique et événement

⁵⁰⁴ "Contribución prevista determinada nacionalmente del Estado Plurinacional de Bolivia", 12 octobre 2015, pp.14-15 [En ligne]. <<http://www4.unfccc.int/submissions/INDC/Published%20Documents/Bolivia/1/ESTADO%20PLURINACIONAL%20DE%20BOLIVIA.pdf>>. (Consulté le 18 janvier 2018). Le schéma présentant cette proposition, issu de ce document, est présent en annexe graphique 5.

⁵⁰⁵ "Acuerdo de los pueblos", *art. cit.*, p. 9.

⁵⁰⁶ Cf. *supra*, tableau 8.

d'un militantisme transnational anticapitaliste, suppose cette possibilité de formuler des propositions qui non seulement relèvent d'une contre-hégémonie internationale mais sont également en rupture avec les pratiques étatiques traditionnelles de la diplomatie⁵⁰⁷.

S'il y a rupture, il y a toutefois volonté d'intégration au processus de la COP : « les termes de ce référendum seront considérés par la COP »⁵⁰⁸. C'est précisément en ce point que le bât blesse.

c. L'impossible modification de l'agenda international : la périphérie arrêtée

L'isolement de la Bolivie

La Bolivie, après l'échec de Copenhague, était donc à l'initiative. La Conférence de Tiquipaya était de ce point de vue une réussite diplomatique en soi : mise en lumière d'une coopération entre les Etats sud-américains gouvernés par la gauche et de nombreuses ONG internationales, présence de représentants indigènes : la tradition des contre-sommets revivait à Tiquipaya. Les conclusions, consensuelles pour les forces en présence, *y compris* la table de discussions dissidente, dessinaient les contours d'une position commune.

Mais d'avril à novembre, ces positions communes arrêtées par l'Accord des peuples n'ont pas donné lieu à une position commune, lors du sommet de Cancún en décembre 2010, des principaux gouvernements représentés sept mois plus tôt en Bolivie. A mi-chemin, chronologiquement, entre Copenhague et Cancún, l'objectif explicite de cette conférence alternative était de parvenir à la modification de l'agenda international en matière de politique internationale de l'environnement. Pablo Solón, alors chargé des négociations sur le climat pour la Bolivie, était de ce point de vue très clair : la logique de marchandisation de la nature, notamment impliquée par le paiement pour service environnemental ou les divers mécanismes liés à la marchandisation des émissions carbone, devait être expurgée du processus multilatéral⁵⁰⁹.

C'est en décembre cependant que le Président Rafael Correa, représenté à Tiquipaya par son ministre des relations extérieures, choisit de proposer, dans la ligne de la projection internationale équatorienne, la reconnaissance d'un nouveau principe, celui des *émissions nettes évitées*⁵¹⁰. Ce principe s'inscrit cependant dans la logique générale d'attribuer des quotas d'émissions

⁵⁰⁷ Cet appel aux peuples du monde laisse en effet dans l'ombre le principe de non-ingérence. Reste toutefois que cette proposition était réalisée dans la perspective de l'intégrer à l'agenda international.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, p. 37.

⁵⁰⁹ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁵¹⁰ L'analyse de cette phase de la projection équatorienne conclut le présent chapitre.

et, éventuellement, les monétariser : une différence politique et conceptuelle sépare les diplomaties bolivienne et équatorienne à cet égard.

Sans alliés, Pablo Solón refuse néanmoins que la Bolivie signe l'accord commun qui suit la COP de Cancún : accepter l'idée que l'intégration de correctifs environnementalistes au sein de l'économie capitaliste pourrait réellement constituer une réponse au problème posé par le changement climatique est pour lui inacceptable⁵¹¹.

La Bolivie, parmi les gouvernements ayant participé à la conférence qu'elle organisait quelques mois plus tôt, se trouve donc radicalement isolée. Que ce soit par enthousiasme lié à la dimension internationale acquise alors, ou par inexpérience comme le suggère Magdalena Medrano, la tournure prise par les événements a profondément déplu à Evo Morales. « Jusqu'en 2010, il [*i.e* Evo] pensait qu'il détenait une position répliquable à tous les pays. (...). Une idée surgit alors de quelqu'un qui était dans son entourage, Pablo Solón. (...). Il ne voulait pas d'atténuation. « Nous n'allons pas atténuer, nous n'allons pas vendre ». C'est une erreur de Pablo. Ici, il n'y en avait que pour l'adaptation. (...). Voici son erreur. (...). Lorsqu'ils sont allés au Mexique, à Cancún, Evo s'est trouvé seul. Tous se sont ralliés là-bas à la proposition d'atténuation. (...). Avant tout, cette négociation a été mal menée par Pablo. Il a cru pouvoir, en tant que dirigeant paysan, imposer un agenda aux Nations unies. (...). Après Tiquipaya, ils ont mis beaucoup de temps pour arrêter leur agenda. Déjà, il y en avait un autre qui circulait depuis 2009. (...). Lorsqu'ils se sont rendus sur place, ils sont arrivés et pensaient imposer l'agenda, mais il n'y avait pas d'espace pour cela. Tu peux faire ton discours, mais ton document n'entre pas ».⁵¹²

L'inamovible agenda internationale

Le problème que rencontre alors la projection internationale bolivienne est étroitement lié aux conditions de sa formulation politique. Entre la sortie et la protestation dans le cadre⁵¹³, la voie est étroite pour parvenir à modifier l'agenda international. En effet, en réunissant une conférence

⁵¹¹ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁵¹² Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016 : Hasta el 2010, él pensó que tenía una propuesta replicable en todos los países (...). Viene una idea de alguien, que estaba en su entorno, del Pablito Solón. (...). No quería mitigación. Nosotros no vamos a mitigar, nosotros no vamos a vender. Este es un error del Pablo. Aquí era adaptación. (...). Este fue su error. (...). Cuando fueron en México, en Cancún, quedó solito el Evo. Aquí todos se aliaron a la propuesta de mitigación (...). Primero, esta negociación del Pablo fue mala. Porque creyó que como un líder campesino, él podía imponerle una agenda a las Naciones Unidas. (...). Después de Tiquipaya, tardaron hartito para hacer la agenda. Ya, desde 2009, circulaba una agenda (...). Cuando fueron, llegaron, querían imponer la agenda y no había espacio. Puedes dar tu discurso, pero tu papel no entra".

⁵¹³ Cf *supra*, Chapitre 2.

dont les énoncés comme les conditions de convocation ne sont pas articulables au cadre multilatéral préexistant, les espoirs de transformer l'agenda peuvent rétrospectivement sembler vains.

Il est pourtant clair que la diplomatie bolivienne pensait être en état de provoquer ce changement, ou qu'à tout le moins elle pensait induire une logique de rupture au sein des instances multilatérales du fait de son refus de signer l'accord de Cancún, que Pablo Solón considérait largement insuffisant en termes d'objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre⁵¹⁴. Pablo Solón semble considérer que la décision de l'Assemblée Générale des Nations unies de reconnaître un jour international de la Madre Tierra était une preuve de la capacité à transformer, y compris depuis un pays périphérique, l'édifice normatif relatif aux questions environnementales.

Au lieu de transformer les négociations multilatérales *à partir d'une écologie contre-hégémonique*, comme la Bolivie le proposait, Pablo Solón considère au contraire que les parties à la conférence de Cancún « ont mené à une situation qui est insoutenable. Ils ont introduit une nouvelle logique. Ce qui doit être fait ne l'est pas, les actions correspondent à ce que chaque pays souhaite faire »⁵¹⁵. De fait, le double cadre contraignant proposé par la Bolivie n'est pas retenu : ni tribunal, institution juridique impliquant une capacité de sanction internationale, ni obligation de réduction d'émissions à la hauteur de la responsabilité historique différenciée relativement au processus du changement climatique.

L'agenda international des négociations des COP successives présente donc une relative dépendance au sentier depuis les années 1990 : le cadre relativement peu contraignant et les débats techniques autour de la réduction des émissions de gaz à effet de serre constituent assez largement le socle de ce processus qui en est, au moment de la rupture bolivienne, à sa seizième réunion annuelle. Il est difficile de remettre en cause les fondements et présupposés normatifs qui structurent les négociations depuis tant d'années. L'expertise diplomatique et technique, portée par un cercle de diplomates *présents depuis le début*⁵¹⁶, n'est pas de nature à intégrer une contestation de rupture telle qu'elle était alors portée par la Bolivie.

La périphérie arrêtée

La projection par la contestation et pour la rupture rencontre donc une impasse, celle de la cyclicité des négociations internationales sur l'environnement : le cercle qui de COP en COP négocie les agendas ne saurait être brisé à l'initiative d'un seul pays. C'est d'autant moins probable

⁵¹⁴ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁵¹⁵ *Idem* : "Han llevado a una situación que es insostenible. Han iniciado una nueva lógica. No se hace lo que se debe hacer, sino se hace lo que cada país quiere hacer".

⁵¹⁶ F. GEMENNE, *L'enjeu mondial : l'environnement, op. cit.*

que ce pays est périphérique dans les rapports de force internationaux et qu'il n'est pas suivi dans sa position de rupture par ses principaux alliés régionaux.

La projection périphérique et contre-hégémonique conçue à partir de la spécificité du bloc bolivien se trouve donc arrêtée, la diplomatie des peuples pour le climat, parvenue à intégrer le cadre hautement symbolique de l'Assemblée générale des Nations unies, n'a cependant pas fait irruption dans la COP qui suivait la conférence de Tiquipaya. La contestation radicale qu'elle portait au niveau international, facteur d'unité puissant pour le bloc hégémonique au niveau national, peut donner une voix singulière à la Bolivie d'Evo Morales, mais ne provoque aucune rupture interne dans l'agenda de la COP.

« Nous avons l'obligation de répondre et adopter les décisions des peuples du monde et nous pouvons ici, portes fermées, tenter d'imposer des documents qui n'expriment ni le sentiment, ni la pensée des peuples, qui vient de leurs souffrances »⁵¹⁷. C'est en ces mots qu'Evo Morales exprime nettement son opposition au mode de négociation des documents diplomatiques en préparation, qui donneront lieu à l'accord de Cancún en 2011. Le récit diplomatique mis en intrigue reste le même dans le cadre de cette projection contre-hégémonique de rupture : le Président bolivien entend s'exprimer au nom des peuples du monde et rend compte des conclusions de la conférence de Tiquipaya. Prononcés dans les enceintes diplomatiques, ses mots sont destinés à en passer les murs, à circuler sur les réseaux sociaux et à être relayés par les militants transnationaux de l'écologie.

Fondé sur une impossibilité de renégocier l'agenda, le refus est mis en scène par la Bolivie : ne pas discuter la position qu'elle souhaitait intégrer aux négociations revient à laisser les peuples en dehors de cet enjeu majeur qui les concerne. La COP renvoie selon Evo Morales à un processus de marchandisation auquel il s'agit de s'opposer car « la forêt, la nature est quelque chose de sacrée pour les peuples du monde, et nous ne pouvons permettre qu'il y ait de nouvelles politiques en faveur de la survie du capitalisme »⁵¹⁸.

Le discours volontariste tenu par la Bolivie, qui repose sur un impératif sans effets immédiats, sur des contraintes qui ne sont pas intégrées par les négociations, ne parvient pas à transformer le cadre multilatéral comme ce pays y comptait du fait de sa stratégie, entre rupture et contestation interne. Cela ouvre la voie à une exacerbation des tensions dont l'existence potentielle

⁵¹⁷ "Discurso Evo Morales COP Cancún", 2010.

⁵¹⁸ *Idem*.

est antérieure à la projection internationale elle-même. Un mur est opposé au bout du chemin tracé par la projection dynamique au plan international. Tout en empruntant un autre chemin international, l'Equateur est également ralenti dans sa projection contre-hégémonique.

III- Quand Yasuní-ITT s'effondre : acmé des tensions, dilution du bloc hégémonique

Comme le chapitre 2 l'a montré, la projection internationale équatorienne a tout pour être davantage placée sous le signe d'une volonté de subversion *interne* du cadre multilatéral. Ce n'est pas là la seule caractéristique de cette projection cependant. En effet, les tensions présentées au début de ce chapitre travaillent l'initiative Yasuní-ITT. En 2010, l'initiative commence lentement mais sûrement à sombrer. L'absence de fonds pour la maintenir en vie produit une résurgence de la conflictualité et mène à la séparation d'une partie des forces de soutien au bloc hégémonique constitué pendant la Présidence Correa. La subversion interne du cadre international échouée, c'est le bloc hégémonique lui-même qui se trouve subverti par cette initiative internationale.

a. 2010, le tournant de l'initiative Yasuní-ITT

Le refus de signer à Copenhague

C'est à Copenhague, en 2009, que des tensions relatives à l'initiative diplomatique phare de l'Equateur prennent corps. Il est d'autant plus important de considérer le moment de tensions lors de cette COP que l'un des objectifs théorisés par les défenseurs de l'initiative Yasuní-ITT était précisément de dépasser le paradigme de Kyoto, et, partant, d'offrir au monde une *alternative* concrète. Il s'agissait, pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Esperanza Martinez, de passer de Kyoto à Quito⁵¹⁹.

Dans ce chemin, les négociations menées par Roque Sevilla et son équipe avaient, selon lui, porté leurs fruits au niveau européen : l'Allemagne était prête à contribuer, ainsi que la France, la Suisse et l'Espagne, qui toutes trois conditionnaient cependant leurs contributions au maintien de l'engagement allemand. A ce stade, ce sont les deux tiers de la somme nécessaire qui avaient été promis selon le négociateur. C'est à ce moment que survient le conflit relatif à la composition du conseil d'administration du fonds Yasuní-ITT hébergé par le PNUD. Alors que les parties étaient prêtes à signer l'accord aboutissant à la création dudit fonds, Rafael Correa en retire le mandat à la délégation équatorienne. Alors qu'une réunion doit se tenir le 18 décembre, que le 10 Rafael Correa

⁵¹⁹ E. MARTÍNEZ, *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito.*, *op. cit.*

a donné son accord pour la création du fonds, il revient sur cette décision le 15⁵²⁰. L'ingérence des pays contributeurs est le motif public qu'il avance pour ce refus de signature.

Si l'attachement au principe de souveraineté est au cœur de cet événement, et qu'il incarne l'écart important qui existe entre l'exécutif national et la diplomatie internationale à l'œuvre⁵²¹, cette rupture indique également une différenciation forte des positions politiques à ce moment. Fander Falconí, économiste proche de Rafael Correa, considéré comme fidèle au Président, démissionne suite à cette décision. C'est un soutien de poids qui quitte, en janvier 2010, le gouvernement⁵²². Le lendemain de la démission du ministre, c'est le représentant présidentiel au sein de l'équipe de négociation, Fransisco Carrión Mena, qui fait part de sa décision de s'en aller. Yolanda Kakabadse quitte également l'équipe et prend la direction mondiale de l'ONG WWF.

L'équipe de négociations perd donc trois membres essentiels. Surtout, une perte de confiance et un sentiment de méfiance réciproque s'instaurent entre l'exécutif et les membres restants de l'équipe⁵²³. Les démissions envoient un message confus au sortir de la Conférence de Copenhague, là où l'objectif était de maintenir une dynamique de projection pour proposer un dépassement des contradictions liées à Kyoto.

Le spectre de la marchandisation : les émissions nettes évitées

Suite à la COP de Cancún, l'Équateur soumet un document de travail relatif aux émissions nettes évitées au groupe de travail à long terme existant dans le cadre de la CCNUC. Il s'appuie sur le paragraphe 81 d'un projet de décision issu de Cancún dans le cadre du groupe de travail à long terme de la CCNUC : il s'agissait, d'ici à la COP 17, de proposer « le mécanisme ou des mécanismes »⁵²⁴ afin que les Etats parties puissent tenir leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Dans la droite ligne de cette projection internationale technicisée qui caractérise la diplomatie équatorienne, la République équatorienne tente d'investir cet espace diplomatique.

Il s'agit de trouver un point d'appui pour généraliser, au moment où Yasuní-ITT est déjà lancée depuis trois ans, le principe de l'initiative. C'est, en quelque sorte, le deuxième étage de la fusée diplomatique équatorienne. La définition de cette généralisation du principe de l'initiative, *les émissions nettes évitées (ENE)*, est donnée clairement dans le document de travail soumis au groupe de travail *ad hoc* : « un schéma de marché, volontaire, à visée programmatique et sectoriel. ENE

⁵²⁰ Roque Sevilla, dirigeant de l'équipe de négociation Yasuní de 2008 à 2010, Quito, 20 janvier 2015.

⁵²¹ R.D. PUTNAM, "Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games", *International Organisation*, vol. 42, n° 3, 1988, pp. 427-460.

⁵²² Il réintègre toutefois le gouvernement en novembre 2011, à la tête du SENPLADES.

⁵²³ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

⁵²⁴ "cop16_lca.pdf", 2010, p. 12, [En ligne].

<https://unfccc.int/files/meetings/cop_16/application/pdf/cop16_lca.pdf>. (Consulté le 1 février 2018).

renvoie aux émissions de gaz à effet de serre qui, alors qu'elles pourraient être émises en fonction de la capacité économique d'un pays en voie de développement, ne le sont pas. En d'autres termes, ENE autorise la possibilité de générer un nouvel actif carbone associé au service d'empêcher des émissions et équivalent à la valeur économique du bilan net en retour des flux de l'activité non réalisée dans un pays en développement »⁵²⁵. Dans l'analyse de la complémentarité de cette approche avec celle de Kyoto, l'idée est exprimée ainsi : les ENE permettent de réduire le stock d'émissions, alors que les mécanismes de Kyoto ne font qu'en réduire les taux de croissance⁵²⁶.

Le principe général des ENE s'identifie à la logique de l'initiative Yasuní-ITT : il s'agit d'un transfert de richesses depuis les pays développés vers un ou plusieurs pays en développement en contrepartie de la *non-émission de carbone*. Il s'agit de valoriser un processus de non-valorisation. Cependant, deux nouveautés sont introduites : d'une part, il s'agit d'un mécanisme de marché susceptible de s'intégrer au marché carbone ; d'autre part, si le principe reste le même, il est toutefois décrit ici comme « complémentaire » des mécanismes de Kyoto. De l'opposition à vocation substitutive, un pas est fait vers des complémentarités possibles. La projection contre-hégémonique tente de prendre les traits des mécanismes multilatéraux préexistants pour tenter de s'y fondre.

Toutefois, ces nouveautés présentent un problème double. Techniquement, le seul marché carbone alors intégré existe dans l'UE. La tentative avait déjà été menée par Roque Sevilla d'intégrer l'initiative Yasuní-ITT à ce marché. Du fait de la nécessaire acceptation par chaque Etat membre du marché, l'Allemagne avait déconseillé à l'équipe de négociation de s'engager dans ce périlleux et interminable parcours diplomatique⁵²⁷. Le même écueil technique se présente donc dans cette tentative d'intégration du principe subversif au cadre hégémonique. La seconde face du problème est proprement politique : l'idée de présenter le principe de l'initiative comme *complémentaire* de Kyoto produit des tensions très fortes avec les militants écologistes équatoriens, et notamment l'ONG *Acción Ecológica*. Accomplissement ardu et fissuration du bloc hégémonique sont deux effets induits par ce deuxième étage de la projection internationale.

⁵²⁵ "Ecuador_submission_various_approaches.pdf", 21 février 2011, p. 5, [En ligne]. <https://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/ecuador_submission_various_approaches.pdf>. (Consulté le 1^{er} février 2018).

⁵²⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁵²⁷ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

La seconde tête de la fusée finit par retomber. A Durban, aucune mention n'est faite dans le document produit par le groupe de travail *ad hoc* de la proposition équatorienne⁵²⁸.

Du changement climatique à la biodiversité : une neutralisation de la contre-hégémonie ?

La nomination polémique d'Ivonne Baki à la tête de l'initiative Yasuní-ITT a déjà été évoquée. Dans le contexte de défiance présent depuis Copenhague entre des secteurs écologistes et la Présidence de la République, cette décision tend en effet à renforcer les fissures existantes, à élargir les brèches créées par les atermoiements diplomatiques de 2009. En effet, c'est à ce moment que l'initiative est *directement* rattachée à la Présidence de la République. Plus qu'à aucun moment, Rafael Correa en prend le contrôle direct.

Les secteurs écologistes les plus éloignés de la position gouvernementale considèrent alors que l'initiative est vouée à l'échec, les choix de 2010 renvoyant à une volonté de l'éteindre progressivement⁵²⁹. La stratégie d'Ivonne Baki modifie l'importance relative accordée respectivement à la biodiversité et au changement climatique.

Du point de vue des *communs objectifs*⁵³⁰, les deux phénomènes interagissent fortement. Le changement climatique modifie en effet quantité d'écosystèmes, qui se trouvent ainsi menacés et n'ont pas le temps de s'adapter du fait de la vitesse du phénomène ; à l'inverse, l'extinction de biodiversité, notamment dans les océans, peut accélérer en retour le changement climatique⁵³¹. Dans le cas d'espèce, une forêt aussi biodiverse que Yasuní, si jamais elle était fortement endommagée, pourrait se transformer en savane, et de réceptrice nette de gaz à effet de serre devenir émettrice nette.

Cependant, les communs environnementaux sont aussi *subjectivés* politiquement. Dans ce cadre, il est possible de différencier le changement climatique de la biodiversité, et d'accorder à l'un ou l'autre la priorité sur l'agenda politique⁵³². L'initiative Yasuní-ITT mettait en avant l'atténuation du changement climatique comme son objectif principal. Cette dimension était fondamentalement

⁵²⁸« cop17_lcaoutcome.pdf », 2011, [En ligne].

<https://unfccc.int/files/meetings/durban_nov_2011/decisions/application/pdf/cop17_lcaoutcome.pdf>. (Consulté le 1 février 2018).

⁵²⁹ Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Nadia Gutierrez, coordinatrice générale du PIEB, La Paz, 14 juillet 2016. Son siège se trouve à Cochabamba. **Le PIEB** (Fundación para la innovación estratégica en Bolivia), créé en 1994, est un think-tank qui produit des analyses pour la croissance de l'économie bolivienne. La fondation propose également des cours et des ateliers de formation. Son siège se trouve à La Paz.

⁵³⁰ Cf. supra, Introduction

⁵³¹ Olivier Dangles, représentant IRD à Quito, Quito, 9 janvier 2015 ; Laurence Maurice, géochimiste à l'IRD, Quito, 21 janvier 2015.

⁵³² C'est d'ailleurs le cas au niveau international : une convention est en charge de la biodiversité, une autre du changement climatique. Des problèmes *objectivement* indémêlables se trouvent séparés politiquement.

liée à la nature *contre-hégémonique* de l'initiative : il s'agissait en effet de faire peser, à l'état de possibilité, la menace de la réplique de l'initiative comme généralisation de *la valorisation de création de non-valeur*⁵³³. La campagne internationale, et nationale, lancée à partir de la nomination d'Ivonne Baki, accorde clairement la priorité à la biodiversité : protéger les arbres rares et les espèces uniques existant dans les forêts pourrait selon elles attirer de plus nombreux investisseurs⁵³⁴. Comme nous l'écrivions au chapitre précédent, l'ambassadeur équatorien en France défend à ce moment l'initiative comme une *marque* qui pourrait être apposée sur les bouteilles d'eau d'entreprises transnationales par exemple⁵³⁵.

L'aspect contre-hégémonique de l'initiative est alors fortement minoré. Il est possible d'émettre l'hypothèse que la généralisation du mécanisme est renvoyée à l'improbable possibilité de faire adopter par la CCNUCC la notion d'émissions nettes évitées.

b. Des tensions à la rupture : l'agonie du processus de négociation

L'ombre du plan B : une tension de longue date

Dès le début de cette projection internationale contre-hégémonique, une tension était présente, comme un lancinant rappel de ce qu'*Acción Ecológica* dénonçait comme un double discours de Rafael Correa. Il s'agit du plan B : dès le lancement de l'initiative, alors qu'Alberto Acosta est ministre de l'énergie et des mines, Rafael Correa lui demande de négocier avec Petroecuador en vue de la mise en œuvre de ce plan. Ses lignes sont claires : en cas d'échec de la récolte de contributions internationales, l'Équateur devrait exploiter les blocs ITT du parc.

Alberto Acosta devient en 2008 le Président de l'Assemblée constituante, quittant *de fait* le ministère de l'énergie et des mines. Il ne pouvait continuer à diriger ce ministère en planifiant le plan B qu'il considérait comme inacceptable⁵³⁶. Ce plan B est utilisé par les chancelleries, notamment le Quai d'Orsay, comme un argument pour ne pas contribuer : Rafael Correa n'offrirait pas assez de garanties sur la non-exploitation des gisements pétroliers, et l'existence même de ce plan en serait une preuve éclatante⁵³⁷. Selon cette perspective, Rafael Correa avait pour intention de mettre en œuvre un chantage à l'exploitation : soit les pays responsables historiquement paient, soit le parc est détruit.

⁵³³ Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁵³⁴ Ivonne Baki, dirigeant de l'équipe de négociation Yasuní de 2010 à 2013, entretien vidéo, 10 février 2015.

⁵³⁵ Corinne Morel-Darleux, conseillère régionale Front de gauche région Rhône-Alpes, Paris, 7 octobre 2014. Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁵³⁶ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

⁵³⁷ Note de service du ministère des affaires étrangères français.

La version des partisans du Président est différente : Carlos Viterí Gualinga affirme tout au long de notre entretien qu'il n'était pas possible pour l'Equateur d'assumer seul le coût de la non-exploitation ; que si celle-ci n'était pas possible, il faudrait tout de même mobiliser les ressources imaginées pour être, dans le cadre de l'initiative, laissées sous le sol à jamais⁵³⁸.

Toujours est-il qu'au creux de ces dissensions dans l'appréciation de la posture présidentielle figurait au long de l'initiative une source de tensions toujours présente, prête à travailler au plus près les failles légères du bloc hégémonique pour les élargir et les approfondir, jusqu'à la rupture possible. Qui dit rupture possible dit alors, fatalement, possible détachement de plusieurs blocs et ralentissement de la dynamique de projection internationale contre-hégémonique.

Cette tension travaille en permanence le projet et les phases les plus médiatisées du processus correspondent largement aux phases de crise – comme en 2010 – ou à l'annonce de l'application du plan B. Il n'est pas à exclure que les perceptions différenciées de la stratégie présidentielle – des plus réticents aux plus confiants – aient produit un *bruit* autour de l'initiative, de ceux qui nuisent à la clarté du message. En effet, au-delà même de l'effet de confusion, l'idée d'un agenda caché de Correa – la volonté d'exploiter – fournissait également un argument parfait pour les Etats qui n'avaient ni l'envie ni l'intention de contribuer effectivement au fonds Yasuní-ITT.

Campagne de communication, transnationalisation et nationalisation de l'initiative

Afin de mobiliser la société civile, et notamment de faire de l'initiative Yasuní-ITT un projet intéressant pour les Equatoriens eux-mêmes, Ivonne Baki lance une vaste campagne de communication qui, si elle a des rebonds internationaux, est très articulée à l'Equateur lui-même. Il s'agit de la campagne « *Yasunizate* », lancée en 2011, qui pourrait être traduit approximativement par « Joins-toi au Yasuní ». Cette campagne donne lieu à des meetings nationaux, ainsi qu'à une campagne de récolte de dons en Equateur.

En 2012, Ivonne Baki décide de lancer une campagne internationale, « I am Yasuní ». Dans le premier comme le second cas, il apparaît nettement que la dimension *individuelle* de l'engagement pour le parc est considérablement mise en avant. De l'insistance première sur la dimension *politique* et la possibilité de proposer un nouveau cadre de négociations en termes de politique environnementale, l'initiative prend une dimension essentiellement morale et individualisante. Après s'être orientée vers une transformation contre-hégémonique du cadre multilatéral de la

⁵³⁸ Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015.

politique internationale de l'environnement, ce sont les consciences qu'elle entend désormais transformer.

Le refus de contribuer de la nouvelle coalition allemande CDU-FDP, largement lié à la présence, au ministère de la coopération d'un membre du FDP très hostile à cette initiative⁵³⁹, marque un coup d'arrêt dans la campagne internationale de récolte des contributions. Il est frappant que, lors de notre entretien avec Ivonne Baki, cette dernière se considère comme l'instigatrice des deux campagnes majeures de l'initiative Yasuní, à l'exclusion de toutes les actions antérieures : une campagne nationale en 2011, une campagne internationale en 2012.

Cette seconde campagne s'articule autour d'une tentative de tisser des liens transnationaux, notamment avec des entreprises ou des collectivités territoriales : après avoir tenté de convaincre les Etats d'Europe occidentale, Ivonne Baki tente d'emprunter des voies détournées pour échapper au refus des Etats.

Carlos Larrea, directeur technique de l'initiative, en poste jusqu'au bout du processus, juge assez sévèrement cette réorientation stratégique. Il considère que la somme en jeu, plus de 3,5 milliards de dollars, ne saurait en aucun cas être récoltée uniquement *via* un contournement des Etats⁵⁴⁰.

Ivonne Baki adopte quant à elle une position résolument commerciale vis-à-vis de cette initiative : « Un tel projet demande du temps pour se vendre »⁵⁴¹. La stratégie d'Ivonne Baki est à deux étages : persuadée que la force de conviction emporterait bientôt les sociétés civiles, elle imaginait que les Etats seraient obligés de suivre et de contribuer.

Un paradoxe politique : la conscience écologiste équatorienne

L'intuition d'Ivonne Baki semble fonctionner pour ce qui est de la société civile équatorienne : à mesure des campagnes de diffusion de l'initiative, celle-ci devient de plus en plus populaire au sein de la société. Un centre de sondages équatorien a mené une enquête relative à la perception de l'initiative en Equateur. En décembre 2011, 88 % de la population n'avait pas entendu parler de l'initiative. En décembre 2012, une majorité en a pris connaissance. C'est en 2013

⁵³⁹ A. ACOSTA, "La iniciativa Yasuní ITT: Una crítica desde la economía política", *Coyuntura*, n° 16, février 2014, p. 40, [En ligne]. <<http://www.ucuenca.edu.ec/ojs/index.php/conyuntura/article/view/189>>. (Consulté le 12 mars 2015).

⁵⁴⁰ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

⁵⁴¹ Ivonne Baki, dirigeante de l'équipe de négociation Yasuní de 2010 à 2013, entretien vidéo, 10 février 2015 : "Un proyecto de esa dimensión pide tiempo para venderse".

que la popularisation de l'initiative est la plus forte : en août 2013, 83 % de la population en a eu vent⁵⁴².

Ce sondage est assez précieux en ce qu'il apporte une autre information décisive, celle de l'approbation, au sein de la population qui en a connaissance, de l'initiative : de 59 % en 2011, le niveau monte à 76 % en 2013⁵⁴³.

Ces éléments tendent à conforter l'analyse d'Ivonne Baki, qui se veut optimiste quant à la prise de conscience de l'importance fondamentale de la question écologique en Equateur même : la projection internationale contre-hégémonique a également porté une lumière interne sur un problème qui n'était pas central auparavant dans l'agenda médiatique. La conscience même de l'existence de communs environnementaux dans le pays a gagné du terrain.

C'est également l'avis d'Esperanza Martinez, dont les désaccords avec le gouvernement étaient pourtant sensibles dès le commencement de l'initiative. L'initiative internationale autour du parc Yasuní a porté les regards des citoyens équatoriens sur l'Amazonie et l'Orient, zones historiquement périphériques, dont la dimension globale et l'importance écologique sont alors apparues plus clairement.

La campagne nationale, issue des tensions internes à l'équipe de négociation et de l'effondrement des promesses internationales, a donc porté des fruits relativement inattendus, qui n'étaient en tout cas pas mesurables en chiffres sonnants et trébuchants : la mise à l'agenda de la question écologique en Equateur.

L'initiative est donc confrontée à un paradoxe politique redoutable pour le gouvernement : à l'heure où l'agonie approche, elle n'a jamais été aussi connue et appréciée dans le pays.

c. L'effet boomerang : de l'espoir à la désillusion

La décision d'exploitation : d'un échec au dissensus

C'est en effet le 15 août 2013 que Rafael Correa annonce sur twitter qu'il va s'exprimer sur l'initiative Yasuní-ITT. Lors d'une conférence de presse retransmise en direct sur TeleSur, il déclare mettre fin à l'initiative et mettre en œuvre le plan B d'exploitation du bloc pétrolier ITT au sein du parc Yasuní.

⁵⁴² "CONSULTA A LA POBLACIÓN SOBRE EL TEMA YASUNÍ ITT - CEDATOS", 2014, [En ligne]. <http://www.cedatos.com.ec/detalles_noticia.php?Id=120>. (Consulté le 2 février 2018).

⁵⁴³ *Idem*.

« Je pense que l'initiative était en avance sur son temps, et n'a pu être comprise par les responsables du changement climatique, ou ces derniers n'ont pas voulu la comprendre. (...). Le facteur fondamental de l'échec est la grande hypocrisie du monde, que la logique qui l'emporte ne soit pas celle de la justice, sinon celle du pouvoir. C'est aussi simple que dur, chère jeunesse. Les pays pollueurs sont aussi les plus riches et les plus forts et si les biens environnementaux générés par d'autres sont de libre accès, pourquoi leur faudrait-il payer quelque chose ? Imaginez un instant si la situation était inversée. Si nous, pays pauvres, étions les pollueurs et les pays riches ceux qui posséderaient la jungle amazonienne génératrice d'air pur, ils auraient déjà pu aller jusqu'à nous envahir pour nous obliger à les payer pour la fourniture desdits biens »⁵⁴⁴.

L'argumentation entière du Président de la République équatorienne pour justifier la mise en œuvre de ce plan B tient précisément à la nature même des communs environnementaux : ils impliquent non pas la « charité », mais la « coresponsabilité »⁵⁴⁵. C'est le refus de ce jeu coopératif, de cette responsabilité partagée effectivement, qui entraîne selon lui la rupture de l'initiative et la décision d'exploitation. « Le monde nous a abandonnés », *el mundo nos ha fallado*, s'indigne-t-il devant une communauté nationale devenue, au fil des ans, particulièrement attentive à cette initiative.

Devant l'absence de contributions suffisantes, après six ans de processus de négociations, Rafael Correa annonce donc la fin de l'initiative, après plusieurs réunions avec Ivonne Baki lors desquelles différents scénarii avaient été évoqués, la poursuite des négociations finissant par sembler impossible du point de vue du Président comme de la dernière responsable de l'initiative⁵⁴⁶.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le bilan comptable de l'initiative se trouve même négatif, 0,37 % des fonds espérés ayant été effectivement versés à la fenêtre de capital du fonds hébergé par le PNUD.

⁵⁴⁴ TELESUR TV, *Ecuador anuncia fin de Iniciativa Yasuní-ITT, ante poco respaldo*, 15 août 2013, [En ligne]. <<https://www.youtube.com/watch?v=5x1qvHDvAwI>>. (Consulté le 2 février 2018). « Pienso que la iniciativa se adelantó a los tiempos y no pudo o no quiso ser comprendida por los responsables del cambio climático (...). El factor fundamental del fracaso es que el mundo es una gran hipocresía y la lógica que prevalece no es la de la justicia, sino la lógica del poder. (...). Es tan simple como duro queridos jóvenes. Los países contaminadores también son los más ricos y fuertes y si los bienes ambientales generados por otros son de libre acceso ¿porque habrían de pagar algo? Imagínense por un instante si la situación fuera lo contrario. Si los países pobres fuéramos los contaminadores y los países ricos los que tuvieron la selva amazónica generadora de aire puro, es que ya nos hubieran hasta invadido para obligarnos a pagarle por dichos bienes? ».

⁵⁴⁵ *Idem*.

⁵⁴⁶ Ivonne Baki, dirigeante de l'équipe de négociation Yasuní de 2010 à 2013, entretien vidéo, 10 février 2015.

Tableau 9 : Le bilan comptable de l'initiative Yasuní-ITT.

	Dépenses de la commission Sevilla (2008-2009)	Dépenses de la commission Baki (2010-2013)	Fonds de la fenêtre capital en 2013	Fonds remboursés aux contributeurs en 2015	Rapport dépenses/recettes réelles
<i>En millions \$</i>	1	7	11	8,7	1,5

Après avoir tenu le fil écologiste – celui de la responsabilité commune en matière de préservation des communs environnementaux – Rafael Correa entreprend de justifier la décision *à partir de la nécessité absolue* de lutter contre la pauvreté. Il reprend de fait une contradiction : où est l'écologie ? Disparaît-elle ainsi des écrans, écartée par l'inconséquence des pays qui auraient dû contribuer selon le Président équatorien ?

Ces questions continuent à approfondir les écarts séparant différentes forces du bloc hégémonique constatés pendant la négociation de l'initiative elle-même. Elles transforment l'échec international de l'initiative en dissensus profond.

Des tensions au conflit institutionnel : la tentative d'organisation d'un référendum

La décision d'exploitation, d'elle-même, sans que sa mise en œuvre soit encore effective, provoque une réaction immédiate de la part des secteurs écologistes du bloc hégémonique. *Acción Ecológica* est parmi les organisations s'opposant immédiatement à cette décision. Mais elle n'est pas la seule, et la puissante CONAIE entend également faire reculer le gouvernement sur cette question.

Alors qu'en décembre 2013, Rafael Correa signe le décret 74 autorisant l'exploitation des ressources pétrolières du bloc ITT, le Président de la CONAIE déclare que son organisation « fera preuve de fermeté pour défendre le Yasuní »⁵⁴⁷. A la suite d'un collectif formé dès août 2013 autour de jeunes sensibles à la question écologique, *Yasunidos*, ces organisations sociales demandent un référendum. Ils se fondent sur le chapitre « démocratie directe » de la nouvelle Constitution adoptée en 2008 dont les articles 103 à 107 prévoient la possibilité d'un référendum d'initiative populaire

⁵⁴⁷ "Piden un referéndum para evitar la explotación petrolera del Yasuní", *notimerica.com*, 17 août 2013, [En ligne]. <<http://www.notimerica.com/politica/noticia-ecuador-organizaciones-sociales-ecuador-piden-referendum-evitar-explotacion-petrolera-yasuni-20130817211541.html>>. (Consulté le 2 février 2018).

dès lors que les citoyens qui le souhaitent parviennent à réunir 5 % des personnes inscrites sur les listes électorales⁵⁴⁸.

Dès le 25 août 2013, soit dix jours après la conférence de presse de Rafael Correa, le collectif Yasunidos dépose au Comité national électoral (CNE) la question qu'il doit valider : « Etes-vous d'accord pour que le gouvernement maintienne le pétrole de l'ITT, connu comme bloc 43, indéfiniment sous le sous-sol ? »⁵⁴⁹. La tournure de la question résonne comme un écho intéressant pour l'hypothèse que nous avançons. En effet, il ne s'agit pas, dans ces termes, de s'opposer à la décision d'exploitation en tant que telle – encore que cela eût été l'effet direct d'une réponse positive à une consultation populaire à partir de cette question. C'est au contraire une *reprise stricte* de la proposition formulée par l'initiative Yasuní-ITT. Après une phase de popularisation intense de ladite initiative au niveau national, les partisans du référendum comptent sur le haut niveau d'acceptation auquel elle était parvenue en Equateur.

L'hypothèse d'Ivonne Baki, d'une société civile comme levier sur les Etats, se réalise paradoxalement au sein du pays qui a lui-même proposé l'initiative internationale. Ainsi, la projection internationale contre-hégémonique équatorienne retourne à son lieu d'origine, produit des effets inattendus – une mobilisation citoyenne pour continuer l'initiative en dépit des faibles contributions récoltées internationalement.

Signe d'une certaine inquiétude, le gouvernement tente de justifier une exploitation écologiquement soutenable, et respectueuse des communautés indigènes, au sein des blocs d'exploitation pétrolière concernés par le projet Yasuní-ITT, à l'image de Carlos Viterí qui suppose que Petroamazonas va « utiliser les normes maximales de précaution environnementale, avec des systèmes puissants et efficaces de maîtrise, afin de protéger la libre détermination des peuples en isolation, en développant la consultation a priori, libre et informée des communautés concernées. Nous avons exclu du décret d'exploitation l'aire intangible Tagaeri-Taromenane, elle est complètement exclue. Et nous avons défini la priorité selon laquelle les ressources venant de ces

⁵⁴⁸ "Constitución de la República del Ecuador", *art. cit.*, pp. 42-44.

⁵⁴⁹ "Organizaciones sociales entregan pregunta de consulta sobre Yasuní - La Hora", *La Hora Noticias de Ecuador, sus provincias y el mundo*, 22 août 2013, [En ligne]. <[https://lahora.com.ec/noticia/1101552518/al-medioc3ada-de-este-jueves-varias-organizaciones-sociales-llegaron-hasta-la-corte-constitucional-\(cc\)-para-entregar-una-pregunta-de-consulta-popular--que-trata-la-explotac3b3n-o-no-del-yasunc3ad---itt--jc3b3venes-se-dirigen-hacia-el-consejo-nacional-electoral-\(cne\)>](https://lahora.com.ec/noticia/1101552518/al-medioc3ada-de-este-jueves-varias-organizaciones-sociales-llegaron-hasta-la-corte-constitucional-(cc)-para-entregar-una-pregunta-de-consulta-popular--que-trata-la-explotac3b3n-o-no-del-yasunc3ad---itt--jc3b3venes-se-dirigen-hacia-el-consejo-nacional-electoral-(cne)>). (Consulté le 2 février 2018). "¿Está usted de acuerdo en que el gobierno ecuatoriano mantenga el crudo del ITT, conocido como bloque 43, indefinidamente bajo el subsuelo?"

champs servent pour la réalisation des droits collectives des peuples et nations ancestraux, afin d'éradiquer la pauvreté, et doter de services basiques les communes les plus pauvres »⁵⁵⁰.

Cette perspective sur la possibilité d'exploitation est d'autant plus intéressante qu'elle est complètement intégrée par l'entreprise publique Petroamazonas, comme en témoigne la communication qu'elle rend à propos de son action, singulièrement dans les liens tissés avec les communautés⁵⁵¹.

Une fois l'initiative retombée, l'unité autour de la projection internationale se brise en retombant sur la scène du débat public national : le deuxième étage de la fusée a fabriqué un fort engagement national, autour du parc plus qu'autour de l'initiative elle-même⁵⁵². C'est le commun environnemental *en soi* qui devient l'enjeu du conflit institutionnel. Avoir dissocié l'initiative de la centralité de l'enjeu climatique a joué en la faveur de la position morale des écologistes : toute exploitation serait inacceptable, quelles qu'en soient les conditions. La fusée diplomatique, incapable d'atteindre New-York ou Paris, s'écrase sur Quito avec des retombées politiques nocives pour le Président Correa.

De fissure en brèche : l'éclatement du bloc hégémonique

La nouvelle Constitution semble alors donner une issue politique et institutionnelle aux conflits internes au bloc hégémonique. Cependant, ces conflits arrivent à un point où certains s'en sont déjà détachés. C'est en effet en cette année 2013 qu'Alberto Acosta se présente, sur une ligne écologiste et indigéniste, à l'élection présidentielle contre Rafael Correa⁵⁵³.

En août 2013, le Président Correa réélu ne croit pas à une opposition populaire massive, ni à la possibilité concrète pour le collectif Yasunidos de réunir les 580 000 signatures nécessaires : « S'ils veulent un référendum, d'accord, allons au référendum. Mais ne soyez pas vagues, si vous

⁵⁵⁰ Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 : "Utilizando los máximos estándares de cuidado ambiental, con creando sistemas potentes, eficientes de monitoreo para que, para precautelar la libre determinación de los pueblos en aislamiento, desarrollando la consulta previa, libre e informada a las comunidades de la red de influencia. Excluimos de esa declaración el área intangible Tagaeri-Taromenane, está totalmente excluido, ¿ya? Y pusimos como otras resoluciones de que en forma prioritaria los recursos provenientes de esos campos sirvan para el cumplimiento de los derechos colectivos de las nacionalidades y pueblos ancestrales para erradicar la pobreza, para dotar de servicios básicos los municipios de mayor incidencia de pobreza".

⁵⁵¹ Cf. Annexe graphique 11.

⁵⁵² Natalia Greene, responsable du réseau CEDENMA, Quito, 7 janvier 2015.

⁵⁵³ Il y obtient 3,26 %. Rafael Correa est quant à lui élu au premier tour par 57,17 % des suffrages exprimés. Il est toutefois notable qu'Alberto Acosta obtient plus de 10 % dans trois provinces de l'Orient : 26,08 % à Morona Santiago, 18,26 % à Zamora Chinchipe et 11,96 % à Pastaza.

avez autant d'appui, récoltez les signatures. Nous sommes sûrs que le peuple équatorien fera confiance à notre parole et nous vaincrons de nouveau »⁵⁵⁴.

En avril 2014, suite à la campagne de récoltes de signatures, les Yasunidos déclarent avoir réuni 757 923 signatures pour convoquer le référendum, soit plus que le nombre nécessaire. Le mois suivant, le CNE en valide 359 761. Il manque donc plus de 200 000 signatures pour que le référendum soit engagé. Un autre processus, engagé par le Front de défense de l'Amazonie, visait lui à l'interdiction complète de toute exploitation minière en Amazonie. Le CNE valide pour cette initiative 200 000 signatures⁵⁵⁵. Aucun référendum ne sera donc convoqué. Les partisans du référendum protestent immédiatement et soupçonnent le CNE de fraude. Ils s'appuient sur un sondage qui déclarait 72,3 % des Équatoriens favorables à une consultation populaire pour revenir sur la décision du Président Correa⁵⁵⁶.

Pour Esperanza Martínez, Rafael Correa nie la Constitution en refusant ce référendum⁵⁵⁷. Les tensions sont parvenues alors à un tel point qu'il est difficile de maintenir l'idée d'un bloc hégémonique toujours cohérent. L'arc hégémonique s'est tant distendu que la corde a fini par rompre.

L'effondrement de l'initiative Yasuní-ITT est signe d'une crise réelle de la projection internationale équatorienne *entendue comme outil unificateur du bloc hégémonique* qui soutient le gouvernement. La dissolution partielle de ce bloc est largement liée à la conflictualité intense autour du parc Yasuní, paradoxalement mise en avant par la forte campagne de communication des équipes de négociation autour du projet. En un sens, les stratégies successives de l'initiative ont constitué ce parc comme un espace à préserver, et connu comme tel. La projection internationale préparait donc les conditions, en cas de ralentissement ou d'interruption, d'une résurgence, encore plus forte, de la conflictualité socio-écologique autour de ce commun environnemental saisi comme tel à partir de la diplomatie équatorienne⁵⁵⁸.

⁵⁵⁴ D.L. HORA, « Organizaciones sociales entregan pregunta de consulta sobre Yasuní - La Hora », *op. cit.*

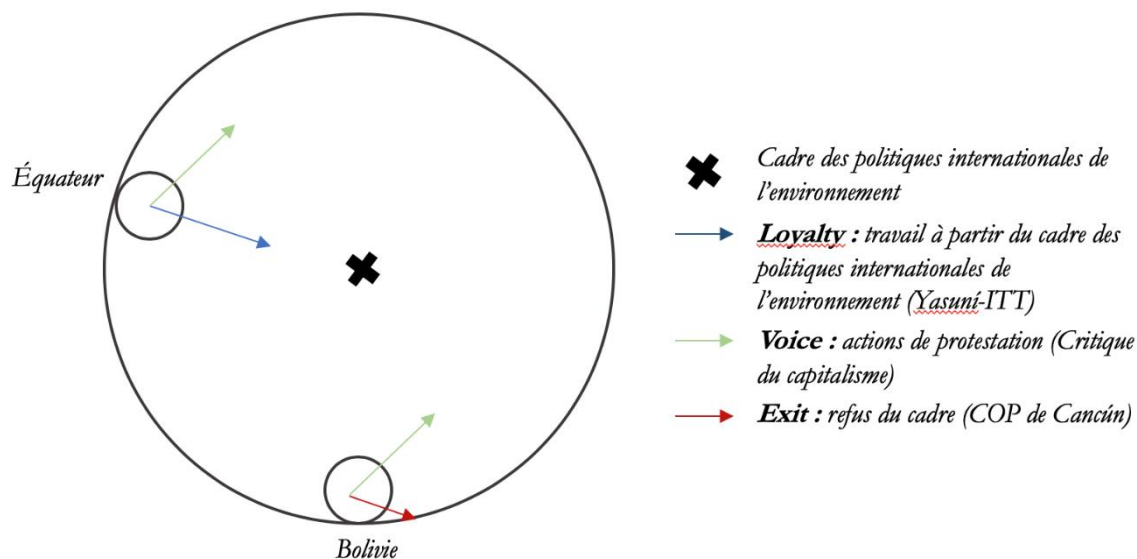
⁵⁵⁵ Le lien entre la pétition des Yasunidos et l'initiative Yasuní-ITT apparaît d'autant plus : ils récoltent près de deux fois plus de signatures sur l'idée d'un moratoire restreint au bloc 43, que ceux qui défendent l'idée d'un moratoire total, préexistante à l'initiative Yasuní-ITT.

⁵⁵⁶ "Los ambientalistas ecuatorianos pierden la primera batalla para salvar el Yasuní | Sociedad | EL PAÍS", 7 mai 2014, [En ligne]. <https://elpais.com/sociedad/2014/05/07/actualidad/1399419773_277623.html>. (Consulté le 2 février 2018).

⁵⁵⁷ Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

⁵⁵⁸ Cf. *infra*, Chapitre 4.

Schéma 2 : deux stratégies contre-hégémoniques de projection internationale



Les hypothèses projetées

Les déclinaisons des différentes hypothèses posées en introduction de la première partie de ce travail de thèse permettent de les saisir dans leur mouvement articulé. La constitution de blocs hégémoniques, aux périphéries politiques, sociales et géographiques, produit une configuration politique inédite en Equateur et en Bolivie. Cette configuration forme des arcs hégémoniques, d'un côté le socialisme traditionnel, de l'autre l'écologie politique. La corde, en tension, est maintenue par les traits communs posés par l'indigénisme.

La nature singulière de ces forces détermine la forme des projections internationales, elles aussi inédites, qui partent de ces processus politiques nouveaux. Ces formes ont en commun l'insistance sur l'injustice des rapports de pouvoir internationaux, ainsi que l'importance centrale accordée à l'écologie. Anti-impérialisme et constitution d'un récit international propositionnel s'entremêlent. Mais ces entrelacements prennent des formes différenciées. Là où l'Equateur se fait plus technicien, tente d'intégrer le cadre multilatéral de la CCNUCC pour le subvertir, la Bolivie l'intègre pour le contester, comme porte-parole d'une société civile altermondialiste.

Populismes écologiques aux formes différentes, marxisant pour la Bolivie, républicain pour l'Equateur, les stratégies de projection internationales des deux pays sont corrélées aux nuances qui distinguent les deux blocs hégémoniques. La contre-hégémonie internationale constitue une puissance d'unification dans le temps du bloc.

Toutefois, un processus d'unification s'exerce uniquement sur des parties différenciées. La réalité des blocs hégémoniques équatorien et bolivien est hétérogène. Les rapports des différentes forces qui la composent à l'écologie et aux communs environnementaux sont en tension permanente. Que la voix des peuples n'ait pas porté autant que la Bolivie le souhaitait et que l'Equateur ait échoué à réunir les contributions relatives à l'initiative Yasuní-ITT sont deux facteurs massifs de détachement des parties non gouvernementales des blocs hégémoniques.

Les projections internationales opèrent comme un virage à 180 degrés, et la tentative d'impulser une dynamique internationale, si elle ne disparaît pas, produit des effets sur les rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux. L'euphorie des victoires passée, l'élan de l'autonomie engagé, les voici rattrapés. Par quels phénomènes sociaux et politiques se voient-ils ainsi freinés ? Comment donc les « formes d'articulation non dépendantes »⁵⁵⁹, pour reprendre les mots de René Zavaleta, mises en œuvre depuis l'Equateur et la Bolivie se sont-elles trouvées enserrées ? C'est l'objet de la seconde partie de cette thèse.

⁵⁵⁹ Cf. *supra*, Introduction.

Seconde partie : Les autonomies politiques rattrapées par les relations de pouvoir écologique

« Pour qu'une forêt soit superbe
Il lui faut l'âge et l'infini.
Ne mourez pas trop vite, amis
Du casse-croûte sous la grêle,
Sapins qui couchez dans nos lits,
Eternisez nos pas sur l'herbe »

René CHAR, « Pour qu'une forêt », *Commune présence*

La projection effritée

La prise d'autonomie des diplomaties équatorienne et bolivienne se mesure à la distance considérable qu'elles ont posée au fil des premières années de Présidence d'Evo Morales et de Rafael Correa à l'égard des positions hégémoniques en matière de politique internationale de l'environnement. Le déploiement d'initiatives internationales correspondant à cet éloignement du centre a produit deux stratégies différenciées : côté bolivien, la volonté explicite de produire du conflit et une rupture avec l'ordre international existant ; côté équatorien, l'intention implicite de subvertir le cadre international *depuis* les procédures diplomatiques et techniques plus proches du centre hégémonique.

Alors que les deux stratégies ne rencontrent pas de résultats politiques concluants – aucune victoire politique ne peut être revendiquée *à partir* des processus lancés à Cochabamba d'un côté, des transactions liés à Yasuní-ITT de l'autre – les tensions politiques internes aux blocs hégémoniques connaissent une recrudescence marquée. La seconde partie de cette thèse, si elle ne se consacre pas uniquement à l'étude de ces tensions, pose toutefois une hypothèse centrale : **la fracturation toujours plus grande des nouveaux blocs hégémoniques ne saurait être le seul fait de divergences de vue politiques.**

Les tensions qui traversent le gouvernement des communs environnementaux de ces pays amazonico-andins n'ont pas de périmètre qu'idéologique. Les rapports de pouvoir qui leur sont liés, que nous avons choisi d'appeler ici *rapports de pouvoir écologique*⁵⁶⁰, ne répondent pas à l'idée commune d'une distinction ferme entre interne et externe, entre domestique et international. Ce ne sont donc pas des facteurs endogènes qui en menacent l'intégrité. Des disputes fracturant les blocs depuis leurs seules composantes, par ailleurs non exclusivement nationales, ne sont pas la seule origine du phénomène de décomposition partielle des blocs.

L'hypothèse centrale de cette partie, dans sa formulation positive, est donc la suivante : **les divergences politiques et le détachement de parties des blocs sont la manifestation sociale et institutionnelle des relations de pouvoir écologique.**

Bien entendu, le cadre territorial et institutionnel de l'Etat est très pertinent pour les forces sociales en jeu dans ces rapports de pouvoir. Il ne s'agit aucunement d'en nier ici l'existence. Mais

⁵⁶⁰ Cf. *supra*, Introduction.

les rapports de pouvoir écologique intègrent au jeu un tiers auparavant exclu des relations entre les sociétés et les institutions qu'elles avaient établies : la nature⁵⁶¹. Le dualisme entre intériorité et extériorité est, dans l'analyse, difficile à surmonter. Le dépassement d'une opposition stricte entre domestique et international nous semble toutefois de nature à le permettre et l'induire en science politique des relations internationales⁵⁶². En effet, les processus socio-physiques ne sauraient être étudiés au niveau d'un Etat ou de frontières qui ne correspondent aucunement aux cycles du Système Terre, qui les transcendent et les ignorent. Ces deux réalités coexistent dans *le même monde*.

C'est précisément dans ce monde que prennent place les relations de pouvoir écologique. « Bien que ce dualisme [entre intérieur et extérieur] ait perdu un peu de sa superbe, la distinction entre intériorité et extériorité reste un fondement de la philosophie occidentale »⁵⁶³, constate Alexander Federeau tout en invitant à la dépasser dans la construction d'une « herméneutique planétaire »⁵⁶⁴, conforme à la dimension indéniablement globale du changement climatique et des diverses perturbations du Système Terre.

Cette globalité n'est toutefois pas déliée de tout rapport aux espaces concrets de cette même planète : tous les cycles naturels ont à voir avec l'atmosphère, les océans, les forêts et les surfaces terrestres. La compréhension des rapports de pouvoir écologique doit impérativement adhérer à cette réalité matérielle, et pour ce faire commencer par ôter de l'analyse le poids encombrant d'une séparation stricte entre affaires domestiques et affaires internationales.

Les projections internationales équatorienne et bolivienne, pensées comme alternatives contre-hégémoniques globales, ne peuvent être comprises sans adopter une telle perspective. C'est également pour être globales qu'elles échouent : le centre hégémonique ne s'y adapte guère, pas plus qu'elles ne se fondent en lui. Emoussées sur le fil de la puissance d'inertie du système international, les projections internationales perdent de leur puissance unificatrice – et le récit contre-hégémonique qui a besoin d'être dynamique pour subsister finit par se normaliser et devenir plus statique.

En l'état, moins dynamiques et unificatrices, les projections internationales vont retomber sur les sols bolivien et équatorien. **Les relations de pouvoir écologique rattrapent**

⁵⁶¹ P. DESCOLA, *L'écologie des autres : l'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011.

⁵⁶² Ne pas tenir pour acquise et définitive cette distinction permet, à tout le moins, d'y échapper partiellement et de ne pas tomber dans les ornières qu'elle présente immédiatement, qui inviteraient par exemple à décider qui d'une variable extérieure ou internationale et d'une variable intérieure ou nationale l'emporte dans la compréhension d'un phénomène.

⁵⁶³ A. FEDERAU, *Pour une philosophie de l'Anthropocène*, Paris, Presses universitaires de France, 2017, p. 353 [L'écologie en question].

⁵⁶⁴ *Idem*, p. 370-384.

conflictuellement les autonomies politiques constituées internationalement par ces deux nouveaux blocs hégémoniques.

Sur ces sols, ce sont les communs environnementaux qui sont d'un intérêt premier pour la présente étude. De ce point de vue, il n'est pas possible d'aborder cette partie relative au rattrapage des autonomies politiques périphériques par les rapports de pouvoir écologique sans commencer par les espaces en jeu. Puisqu'une saisie totale est à cet égard impossible, les parcs Tipnis et Yasuni sont la porte d'entrée de cette analyse des rapports de pouvoir spatiaux. Le premier chapitre de cette partie repose sur une hypothèse de base : un même commun environnemental – en tant qu'espace donné – est un espace de tensions entre différentes perspectives temporelles. **En d'autres termes, ces espaces que sont les communs environnementaux, d'apparence fixe, sont mus par des temps distincts qui entrent en conflit.** Le conflit socio-écologique autour du parc bolivien du Tipnis est un exemple précieux des failles attachées à un espace conflictuel. Un tel espace est nécessairement de nature conflictuelle en ce qu'il n'est jamais *purement* local. Aucun espace n'est épargné par l'intégration générale au processus de globalisation : ce processus structure et éclate les perspectives temporelles autour de communs environnementaux donnés, spatialisés mais jamais complètement *localisés*. Le paradoxe se trouve alors être qu'un espace donné n'est pas complètement *localisable*. Instance transcendante des localités, c'est l'Etat, et ce en dépit des configurations particulières de la Bolivie et de l'Equateur, qui tente d'unifier les temps autour d'un espace, et d'imposer sa temporalité propre.

Mais il ne saurait être question de replacer l'Etat dans une fonction toute-puissante, *deus ex machina*, capable de maîtriser absolument la situation et produire un nouvel état de fait tel que les sources des conflits reposent tranquillement après une mise en ordre. C'est pourquoi le second chapitre de cette partie se penche sur les implications du caractère global des communs environnementaux. **Espace défini, temps différenciés et mouvement conflictuel autour des communs environnementaux se trouvent dès lors saisis par la puissance désencastrée de notre temps : l'intégration à l'économie capitaliste est une puissance motrice des rapports de pouvoir écologique.** Telle est la seconde hypothèse qui guide cette partie. La structure communautaire, qu'elle soit indigène ou ouvrière, décisive dans l'imaginaire des deux nouveaux blocs hégémoniques, se trouve considérablement affaiblie par cette intégration poussée à l'économie globale. L'action des ONG internationales et nationales prend dans ce contexte une forme particulière, déterminée par la complexité des relations sociales qui prennent place dans les espaces que sont les communs environnementaux. Enfin, l'Etat se trouve être pris dans une contradiction *du fait même de cette intégration capitaliste* : entre le commun et la rente, les chemins du choix sont étroits et la liberté d'action réduite.

Enfin, dans la mesure où la seule détermination économique ne saurait comprendre toutes les dimensions des rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux, il est important d'en venir dans le troisième temps de cette partie à leur nœud fondamental : il s'agit de l'évolution des milieux – en tant qu'interaction entre les êtres humains et leur environnement⁵⁶⁵. L'intégration capitaliste est une dimension économique, mais le problème écologique impose de lier analyse de l'économie politique de ces communs environnementaux et considération pour leur importance écologique décisive. La troisième hypothèse permet donc d'induire un principe fondamental pour la compréhension des rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux : **l'importance écologique de ces milieux – en tant qu'ils sont inextricablement naturels et sociaux – en détermine la nature conflictuelle**. C'est cette importance qui permet d'éclairer l'importance des rapports de propriété, non en tant que simples rapports contractuels sur le marché, mais en tant que rapports de pouvoir. Leur étude et leur histoire sont d'une nécessité absolue pour la compréhension de la conflictualité. La question indigène, si fondamentale, est elle aussi à inclure dans cette perspective : les multiples recompositions identitaires sont inextricablement articulées aux *milieux* écologiques comme tels. Enfin, l'impact sur le milieu n'est pas anhistorique : replacer ces communs environnementaux dans le cadre d'une histoire environnementale permet d'éclairer les positions conflictuelles autant que de saisir la complexité des rapports de pouvoir à l'œuvre.

Le changement climatique et l'extinction des espèces en cours bouleversent cette histoire environnementale, enjeu contemporain qui donne un éclat pour le moins obscur à ces rapports de pouvoir écologique contemporains.

⁵⁶⁵ I. LEFORT et P. PELLETIER, « Elisée Reclus ou la condition géographique : habiter la Terre », *art. cit.*

Chapitre 4. Les communs environnementaux, l'espace *politisé*

« Dans cette forêt où les ressources naturelles sont abondantes mais fort dispersées, la concentration des habitants et le passage à une vie sédentaire induisent ainsi rapidement des perturbations dans les modes traditionnels d'usage de la nature dont mes compagnons commencent à mesurer le coût ; si luxuriante que la nature paraisse sous ces latitudes, elle supporte mal les pressions démographiques, même modestes ».

Philippe DESCOLA, *Les lances du crépuscule*

C'est donc en des espaces particuliers, et à partir d'eux, que s'expriment les effets politiquement les plus significatifs du ralentissement des dynamiques de projection bolivienne et équatorienne. Si la métaphore utilisée jusqu'ici pour signifier une forme de retombée au sol des projections internationales donne une *idée* concrète du mouvement historique des blocs hégémoniques bolivien et équatorien, il ne faut toutefois pas imaginer que ces espaces étaient dépourvus de toute vie propre alors que l'élan des blocs hégémoniques les poussait à l'international.

Les tensions historiques existant dans ces espaces n'ont pas été effacées par des victoires électorales et leurs suites. Elles ont pu être atténuées, dans l'attente et dans l'espoir des différentes composantes du bloc que les relations de pouvoir liées à ces espaces changeraient de nature au fil des ans.

Certains arbitrages, les pistes qui se présentent aux gouvernements Correa et Morales, peuvent toutefois présenter les traits d'un jeu à somme nulle, entre écologie et développement, indigénisme et modernisme ou encore lutte contre la pauvreté et préservation des traditions⁵⁶⁶. Ce qui a pour l'instant été abordé dans cette étude comme un enjeu de tensions entre perspectives politiques différenciées et potentiellement conflictuelles s'incarne très *concrètement* dans les espaces des communs environnementaux.

L'objet de ce quatrième chapitre est de dévoiler les ressorts des crises qui divisent profondément et durablement les blocs hégémoniques équatorien et bolivien. L'hypothèse qui traverse les pages qui suivent est celle-ci : *l'attention publique portée à l'occasion de conflits socio-écologiques sur des espaces donnés, dans les limites des territoires équatorien et bolivien, ralentit encore davantage les projections internationales et met fin à l'unité des blocs hégémoniques*. Il est plus facile de sentir l'unité en regardant ensemble vers l'horizon qu'en s'opposant des arguments sur les moyens de balayer devant la porte.

Ces crises politiques qui marquent, à partir de 2011 pour la Bolivie, de 2013 pour l'Équateur⁵⁶⁷, sont, premièrement et avant tout, des crises *définies par un espace particulier*. Le point de départ de ces ruptures politiques n'est pas idéologique *en soi*. Il est lié à des projets concrets d'extraction des ressources – c'est le cas du parc Yasuní – ou de construction d'infrastructures routières – c'est le cas du Tipnis. Ce dernier cas est intéressant, dans la mesure où l'intérêt

⁵⁶⁶ Cf. *supra*, Chapitre 3.

⁵⁶⁷ Il pourrait éventuellement être avancé que la rupture définitive entre le gouvernement Correa et les secteurs écologistes – indigénistes est antérieure et remonte à 2010, moment du conflit entre le Président et l'équipe chargée de l'initiative. Cependant, l'année 2013, qui voit un mouvement hostile à l'exploitation se renforcer dans le pays et l'initiative être définitivement abandonnée, permet de marquer une rupture nette. Entre ces deux repères, la crise est tantôt latente, tantôt déjà très ouverte entre indigénistes, écologistes et socialistes.

économique immédiat qui semble évident pour ce qui est de l'exploitation des ressources est matière à plus de disputes et d'arguments lorsqu'il s'agit d'une route ; la manne est moins évidente. Il est d'autant plus pertinent de s'interroger à ce propos que, dans le cas de l'exploitation pétrolière, la construction de routes est l'un des arguments les plus essentiels de la part des opposants à l'exploitation du bloc ITT⁵⁶⁸.

Les failles s'ouvrent donc *autour et à partir d'un espace* : l'exploration de la conflictualité autour du projet de route dans le Tipnis constitue la première partie de ce chapitre, tant elle nous semble emblématique de ce caractère *spatial* des relations de pouvoir écologique. L'international ne saurait dans ce cadre être considéré comme une catégorie qui pourrait être conceptualisée en dehors de l'espace. Des arguments internationaux sont continuellement utilisés dans les disputes autour du Tipnis. L'espace écologique conflictuel incarné par les communs environnementaux étudiés ici *est ouvert à l'international comme au national ; l'ouverture spatiale des communs environnementaux les définit comme des espaces éminemment politiques.*

Si le point de départ de ces conflictualités est spatial, il ne peut toutefois être dissocié des perspectives temporelles portées sur ces communs environnementaux. Du fait de leur nature intrinsèquement globale, ces espaces ont tout à la fois une valeur symbolique, matérielle, économique, mémorielle et leurs potentiels usages différenciés sont l'objet d'une lutte intense. La complexité des rapports de pouvoir liés à ces communs environnementaux est liée au caractère inextricablement global et singulier de ces espaces : *la singularité des communs environnementaux est constitutive des rapports de pouvoir écologique.*

Les temps conflictuels croisés qui s'y exercent entrent en tension permanente avec la poussée vers l'universel qu'implique la constitution de ces espaces comme espaces globaux. L'universel n'est pas uniforme, ni l'universalisation un processus nécessaire d'unification. Le ralentissement des projections internationales de l'Équateur et de la Bolivie présente une troisième dimension fondamentale. Ce ralentissement implique un retour aux débats autour de l'usage, de la propriété et, fondamentalement, du pouvoir sur ces espaces. *Ce sont les espaces qui soulèvent le conflit qui sont alimentés par une dispute permanente sur le contrôle politique des terres et territoires*⁵⁶⁹.

⁵⁶⁸ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015 ; Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

⁵⁶⁹ Nous revenons au sein du chapitre sur cette distinction fondamentale dans les débats autour des communs environnementaux en Équateur comme en Bolivie.

Quelle(s) nation(s) pour quel(s) territoire(s) ? Les Constitutions de la plurinationalité se trouvent confrontées à une tension immense impliquée par les conflits autour du Yasuní et du Tipnis.

I- Le Tipnis : un espace en failles

Le Tipnis est le conflit socio-écologique marquant des premières années d'Evo Morales à la tête de la Bolivie. C'est, du point de vue gouvernemental, un paradoxe de se trouver face à un mouvement social parent de celui qui a porté le nouveau bloc hégémonique au pouvoir. Les tensions idéologiques internes au bloc, effacées par la projection, surgissent avec force dès lors que *cet espace amazonien* est concerné, à partir d'un projet de route. Pendant les premières années du mandat d'Evo Morales, l'espace politique lui-même a été redéfini : cela n'a pas laissé le Tipnis dans la même situation, et donne une place considérable aux interculturels, qui cultivent la coca près du parc. Mais la projection internationale bolivienne a fait de la figure rhétorique indigène son centre : ce centre se retourne contre le gouvernement, et la projection internationale revient comme en boomerang à partir du conflit du Tipnis. C'est que le commun, d'un point de vue étatique, est disputé entre l'intervention extérieure – menace impérialiste – et la volonté de faire *nation*.

a. Constituante et redéfinition d'un espace politique

Où est la réforme agraire ?

La Constituante bolivienne, si elle a été un marqueur important de la redéfinition politique du pays, un symbole de l'avènement d'un nouveau bloc hégémonique, n'est pas pour autant unidimensionnelle. En réalité, elle a été l'objet d'une dispute politique que le MAS a emporté non sans dommages importants⁵⁷⁰. En Equateur, il suffit d'un an à l'Assemblée constituante élue en 2007 pour mener à bien ses travaux, la nouvelle Constitution étant établie en 2008. En Bolivie, l'Assemblée constituante est élue en 2006 ; ce n'est qu'en 2009 qu'est adoptée la nouvelle loi fondamentale bolivienne.

Le processus n'est pas allé sans accrocs, au moment même de la Constituante. Mais c'est le délai lui-même de trois ans entre l'installation de l'Assemblée et l'adoption de la nouvelle Constitution qui peut surprendre. C'est fin 2007, le 10 décembre, que la majorité des élus y adoptent une nouvelle constitution politique. Le référendum d'adoption se tient en janvier 2009, et le mois

⁵⁷⁰ Cf. *supra*, Chapitre 1.

suivant la nouvelle Constitution est promulguée. Pourquoi plus d'un an entre le vote de l'Assemblée constituante et l'adoption par référendum ?

L'explication se trouve dans une lutte politique intense. Une phase de tension politique intense s'était ouverte entre la droite et les départements de l'Est où elle était majoritaire – dans le Beni ou à Santa Cruz par exemple – et le gouvernement, jusqu'à la menace d'une sécession brandie par le département de Santa Cruz. En mai, l'opposition au bloc hégémonique organise donc un référendum pour l'autonomie : Evo Morales le tient pour illégal et appelle les citoyens à ne pas y participer⁵⁷¹. Une telle tension entraîne donc des négociations entre le gouvernement central et les secteurs sécessionnistes, *dont la base est le texte voté par l'Assemblée constituante*.

Parmi les considérations essentielles des négociations se trouve le pouvoir du secteur agro-industriel à l'Est : puissant, il ne souhaite pas voir limité le droit à la propriété agraire. C'est d'ailleurs comme « collectiviste et indigéniste » qu'est combattue la Constitution par le département de Santa Cruz⁵⁷². Miguel Urioste, partisan de la réforme agraire et directeur de la Fundación Tierra consacrée à cette question, reste amer du contenu des négociations menées par Álvaro García Linera pour le gouvernement. En 2008, alors que les négociations ont pris fin, il reconnaît « qu'il était nécessaire de céder » dans la mesure où « Evo Morales ne pouvait continuer à gouverner avec quatre départements militant agressivement contre lui », mais regrette « que le gouvernement l'ait fait de manière brusque dans le nouveau texte constitutionnel »⁵⁷³.

Miguel Urioste

Fondateur et membre de la *Fundación Tierra*, fondation en faveur d'une vaste réforme agraire qui redistribuerait les terres, créée en 1991. Militant de la réforme agraire, il est très attaché à la question de la lutte contre le lobby agro-industriel, particulièrement fort dans l'Est bolivien. Né en 1948, économiste, il se spécialise à l'Université de Louvain dans le développement rural dans les années 1970. De 1989 à 1997, il est député du MBL, une scission du MNR. Il a écrit des études pour la CEPAL ou l'UNESCO.

⁵⁷¹ "Santa Cruz amenaza el proyecto indigenista de Evo Morales" | Edición impresa | *EL PAÍS*, 2 mai 2008, [En ligne]. <https://elpais.com/diario/2008/05/02/internacional/1209679202_850215.html>. (Consulté le 26 février 2018). Suivent les départements de Pando, du Beni et de Tarija : la possibilité séparatiste était réelle, l'ambiguïté de l'autonomie étant au cœur de ces consultations régionales. Le chapitre 7 revient sur ces questions d'articulation entre local et national.

⁵⁷² *Idem*

⁵⁷³ M. URIOSTE, "La Reforma Agraria en la nueva Constitución", 11 novembre 2008, [En ligne]. <<http://www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/603-la-reforma-agraria-en-la-nueva-constitucion>>. (Consulté le 26 février 2018).

De son point de vue, les revendications autonomistes masquent péniblement la volonté des départements séparatistes de préserver la concentration des terres et la structure de propriété telle qu'elle s'est construite au fil des siècles⁵⁷⁴. La limitation de la propriété agricole à des surfaces inférieures à 10 000 hectares, prévue dans le texte originel, n'est plus rétroactive et ouvre à une exception : des coopératives peuvent se former pour concentrer davantage la propriété⁵⁷⁵. Si loin que ces concessions politiques puissent paraître du Tipnis, les liens sont nombreux qui emportent avec elles cet espace décisif.

Pablo Solón s'oppose fortement au renoncement à la réforme agraire : "Il y a eu une titulation des terres des communautés indigènes paysannes, mais il n'y a pas eu d'expropriation des grands latifundistas pour répartir [la terre], précisément pour rester au gouvernement après une période de conflits, ils sont parvenus à un accord selon lequel, s'ils laissaient tranquilles les latifundistas, ceux-ci ne les dérangeraient pas. Maintenant le Président Morales peut voyager à Santa Cruz sans qu'il ne lui arrive rien".⁵⁷⁶

Parmi les nations boliviennes, les interculturels

Il est d'autant plus important de souligner l'aspect essentiel du texte constitutionnel que la question paysanne est centrale dans le cas du Tipnis. Les terres s'y font rares. Il faut ici rappeler la localisation, au sein du pays, du parc national et terre communautaire d'origine (TCO) : il se trouve entre le département du Beni – parmi les départements séparatistes, grand producteur de viande⁵⁷⁷ – et le département de Cochabamba.

Du côté du département de Cochabamba se trouve le Chapare, zone d'installation des *interculturels*⁵⁷⁸. L'ambiguïté de ce concept tient à l'appropriation par des Quechuas-Aymaras d'une catégorie d'abord destinée aux métis. Il est d'autant plus équivoque que les interculturels du Chapare étaient appelés par les indigènes de la forêt les colonisateurs, dans la mesure où ils transformaient une partie du Tipnis en terres agricoles. Ce contexte produit nécessairement des

⁵⁷⁴ Cf *infra*, Chapitre 6.

⁵⁷⁵ Miguel Urioste, fondateur et membre de la Fundación Tierra, 19 août 2016 ; selon lui, l'accord du gouvernement avec le secteur agro-industriel tenait en un marché simple. En échange du retour sur la réforme agraire, il s'engageait à ne pas mettre en péril politiquement le nouveau bloc hégémonique et à affaiblir l'opposition de droite. Le marché est simple : maintenir les propriétés agro-industrielles en échange d'une destruction politique de l'opposition de droite.

⁵⁷⁶ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016 : "Hubo una titulación de tierras de las comunidades indígenas campesinas, pero no hubo expropiación de los grandes latifundistas para repartir, precisamente para quedarse en el gobierno, después de un periodo de conflictos, llegaron a un acuerdo que si los dejaban así, no les van a molestar. Ahora el Presidente Morales puede viajar a Santa Cruz y no le hacen agravio ni nada".

⁵⁷⁷ Fernando Molina, journaliste, La Paz, 6 juillet 2016.

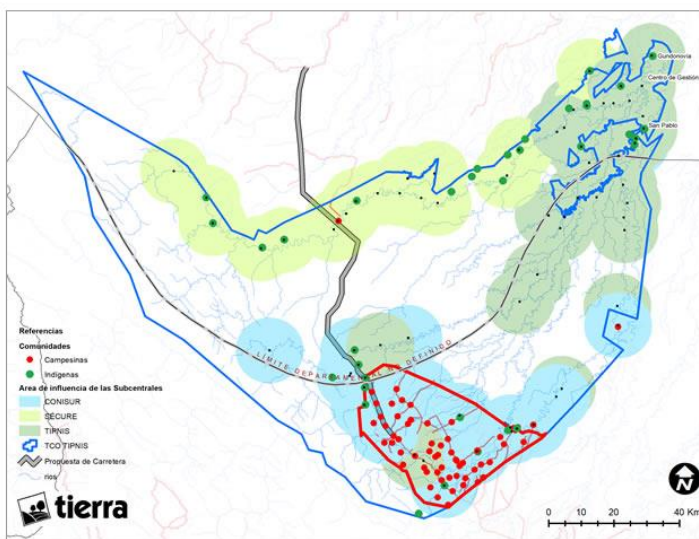
⁵⁷⁸ Cf. *supra*, Chapitre 2.

conflits intenses entre les indigènes du Tipnis et ceux qui, venus des Andes, en occupent une partie à des fins agricoles et, plus particulièrement, en vue de la production de coca⁵⁷⁹.

Ces tensions ne sauraient être lues comme un conflit opposant des populations indigènes à des populations qui ne le seraient pas. Elles ne sont pas non plus nées avec l'arrivée au pouvoir du MAS et d'Evo Morales. Dès les années 1990, ces tensions existaient. La première marche indigène de l'Amazonie vers La Paz est une mobilisation venue *de la forêt* contre le processus d'installation des producteurs de coca. Suite à cette marche, l'Etat reconnaît au Tipnis son double statut de parc national et de territoire indigène. Ce décret fixe une ligne rouge *au sein* du parc lui-même pour contenir de nouvelles installations : au sein du parc est donc déterminée une zone, le septième polygone, qui marque un *statu quo*. La zone de colonisation est reconnue, et par là même rendue légitime par la loi.

Carte 1 : Tipnis et polygone 7 (en rouge)⁵⁸⁰

Mapa 1. Características generales del Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro Sécure (TIPNIS)



Il est décisif de saisir l'aspect central de la notion de *délimitation*, production concurrente d'un phénomène économique – l'installation des producteurs de coca – d'une mobilisation sociale – la première marche, ainsi qu'une décision politique depuis l'Etat. L'espace du Tipnis, et ce avant les projections internationales du bloc hégémonique constitué dans les années 2000, est donc *marqué par des enjeux de pouvoir*.

⁵⁷⁹ C'est pourquoi ils sont également appelés les *vocaleros*, les cultivateurs de coca.

⁵⁸⁰ G. COLQUE, "TIPNIS bajo asedio", 15 septembre 2017, [En ligne]. <<http://www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/780-tipnis-bajo-asedio>>. (Consulté le 26 février 2018).

Si ligne rouge il y a, il ne faut toutefois pas imaginer qu'elle ne saurait être objet de débat : les *cocaleros* n'ont de cesse d'y opérer une modification, de faire reculer le front de colonisation de la forêt afin de pouvoir étendre davantage leurs exploitations agricoles : nous en revenons à cette réalité première qui lie les tensions autour du Tipnis à la question de la réforme agraire et des accords de 2008 pour éviter l'éclatement du pays.

De la route au fleuve, entre politique et anthropologie

Si ces tensions ne sont pas neuves, elles s'inscrivent en revanche dans un nœud de tensions qui se complique encore du fait de l'institution de la Bolivie comme Etat plurinational. Le fait que la présidence soit assurée par un indigène n'efface pas les souvenirs conflictuels de part et d'autre : d'un côté, les Yuracarés, T'shimane et Moxeño-Trinitarios ; de l'autre, les désormais constitutionnellement nommés interculturels.

La victoire d'Evo Morales est appréhendée avec méfiance de la part des indigènes d'Amazonie, bien qu'ils fassent partie du bloc hégémonique. Il est certes l'un des leurs, ils ne peuvent oublier sa fonction syndicale : il préside la fédération des *cocaleros* et, à ce titre, est également partie dans la conflictualité socio-écologique à l'œuvre autour du Tipnis. C'est donc un soutien sceptique que lui offrent dans un premier temps les indigènes du Tipnis⁵⁸¹. Ils craignent que sous les traits du premier Président indigène apparaissent de nouveau le syndicaliste des *cocaleros*, d'autant qu'Evo Morales n'a pas formellement abandonné cette fonction.

Lorsque le projet d'une route reliant le Sud au Nord est annoncé en 2010, les indigènes du Tipnis se sentent trahis sans toutefois éprouvés une surprise importante : ils pouvaient imaginer qu'Evo Morales continue à défendre les intérêts des *cocaleros*, et c'est à partir de là qu'ils considèrent le projet de route au sein du parc. Les tensions sont donc immédiates, l'interprétation première des communautés indigènes du Tipnis étant liée aux conflits précédents.

L'Etat reste une structure politique et institutionnelle que les communautés indigènes analysent *à partir* du gouvernement, voire de la personne même du Président, moins abstraite⁵⁸² : une telle perspective favorise l'individualisation de la responsabilité, et une lecture de la décision en fonction des intérêts d'Evo Morales *puisque'il est également dirigeant syndical*.

Au-delà du caractère personnel et du corporatisme attribué à Evo Morales par les communautés indigènes, une différence anthropologique sépare clairement les interculturels des indigènes du Tipnis dans *le rapport qu'ils entretiennent à l'espace*. Un indigène faisait ainsi remarquer à

⁵⁸¹ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁵⁸² *Idem*.

Sarela Paz, dans les années 1990, que les indigènes du Tipnis étaient des « hommes des fleuves », *hombres de los ríos*, auxquels s’opposaient les logiques expansionnistes des « hommes des routes », *hombres de los caminos* incarnés par les *cocaleros*⁵⁸³. Si cette distinction renvoie à des dynamiques d’intégration économique différenciées, elle met en jeu des définitions opposées du territoire.

Les routes et les fleuves, comme espaces de circulation et de valorisation des communs environnementaux, ne sont pas mis en tension en Bolivie uniquement. La plus vaste Amazonie brésilienne voit les routes l’emporter nettement sur les fleuves⁵⁸⁴.

Dans un cas, le fleuve permet de s’y mouvoir rapidement tout en le préservant, notamment pour la chasse. Au contraire, la route suppose pour les *cocaleros* de s’installer et de mettre la terre en valeur ; c’est pour eux la seule possibilité de valorisation de cet espace. Au-delà du conflit entre syndicat et Etat, entre communautés indigènes et interculturelles, entre fleuve et route, la projection internationale bolivienne a toutefois élargi la portée de la conflictualité socio-écologique autour du Tipnis. Elle l’a intensifiée.

b. La projection internationale en boomerang

Quid des alternatives ?

La projection internationale bolivienne a été caractérisée comme contre-hégémonique⁵⁸⁵. Les effets de cette projection constituée *à partir* du bloc hégémonique sont immédiats et le projet de route au sein du Tipnis n’est pas d’emblée perçu comme un conflit local ou dont les dimensions ne seraient qu’à saisir dans une analyse intercommunautaire.

Il s’agit bien d’un problème écologique, puisque l’enjeu de la déforestation y est absolument central : une route suppose en effet la possibilité d’installation de nouvelles exploitations, des routes connexes non officielles, ainsi qu’une incitation au braconnage, voire à l’exploitation pétrolière comme la rumeur le supposait un moment⁵⁸⁶. C’est en ces termes écologiques que le débat commence, dès l’annonce du projet gouvernemental. Afin de mieux saisir les conditions de

⁵⁸³ *Idem*.

⁵⁸⁴ M. DROULERS et C. BROGGIO, « Chapitre III. L’Amazonie à l’heure du développement durable », dans *Le Brésil*, Paris, PUF, 2017, pp. 103-120.

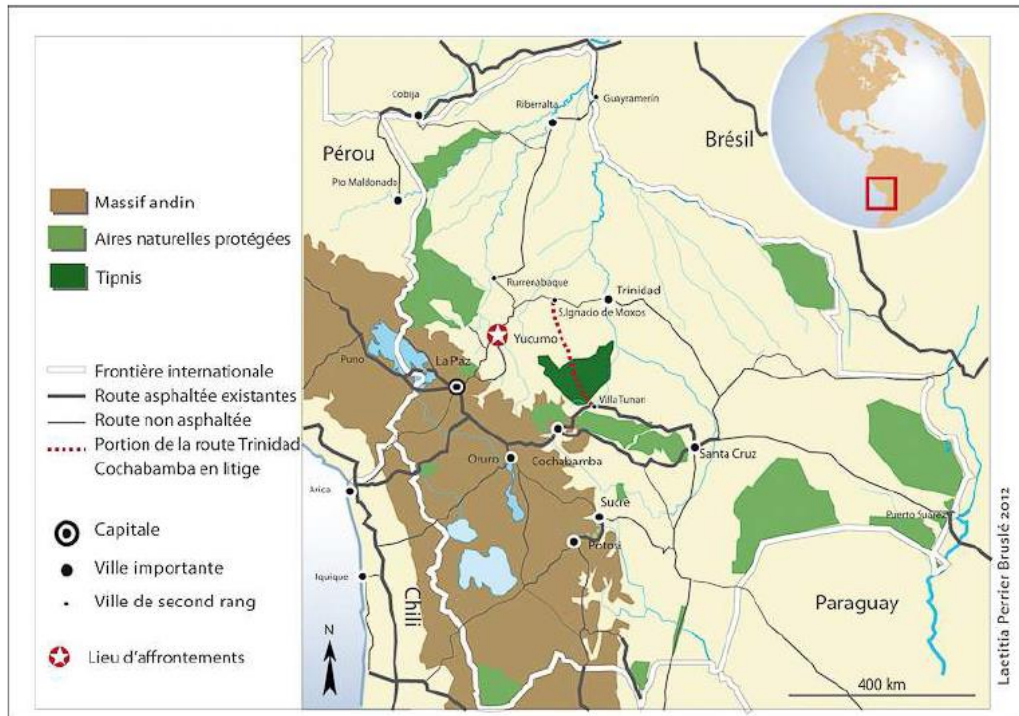
⁵⁸⁵ Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁵⁸⁶ Cavagnoud Robin, « La Bolivie et la révolte des indigènes du TIPNIS » | Sciences Po Observatoire Politique de l’Amérique latine et des Caraïbes
 Observatorio Politico de América Latina y del Caribe (OPALC) », 23 novembre 2011, [En ligne]. <<https://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-bolivie-et-la-revolte-des-indigenes-du-tipnis>>. (Consulté le 26 février 2018).

possibilité des alternatives au projet de route *via* le Tipnis, une carte élaborée par Laetitia Perrier-Bruslé est particulièrement utile⁵⁸⁷.

Carte 2 : La localisation du Tipnis et la route litigieuse, par Laetitia Perrier-Bruslé

Illustration 1 - Localisation du parc du Tipnis et du projet de route de Cochabamba – Trinidad



Laetitia Perrier-Bruslé, 2012.

Le lien Nord-Sud est clairement établi sur cette carte. Mais il est également intéressant de considérer que le trajet *le plus court* a été choisi, ce pourquoi la route passe nécessairement par le Tipnis. Des alternatives vont être proposées au cabinet présidentiel dans un climat de tension, mais toujours au sein du bloc. C'est ainsi que Magdalena Medrano propose d'étudier des scénarios alternatifs et suggère même de demander une contribution internationale pour la construction de la route au titre de la protection de la forêt comme bien commun à toute l'humanité⁵⁸⁸.

L'écho est certain entre cette proposition de Magdalena Medrano et l'initiative Yasuní-ITT. Il se fait encore plus clair dans un entretien entre le Vice-Président bolivien et l'universitaire Boaventura de Sousa Santos, soutien international de la première heure à ce gouvernement. « Je lui

⁵⁸⁷ L. PERRIER-BRUSLÉ, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo*, janvier 2012, p. 2, [En ligne]. <<http://journals.openedition.org/echogeo/12972>>. (Consulté le 26 février 2018).

⁵⁸⁸ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016.

ai suggéré que nous résolvions [le problème] comme l'avait fait Rafael Correa avec le Yasuní, demander à la communauté internationale qu'une route soit construite à un coût supérieur pour protéger le parc et qu'ils paient la différence »⁵⁸⁹.

Les pistes alternatives d'une voie ferrée suspendue ou d'un tracé alternatif de la route, qui contournerait le parc, sont précisément rejetées par le gouvernement en raison de leur coût supérieur : c'est dans ce cadre que s'inscrivent les propositions de Magdalena Medrano et Boaventura de Sousa Santos.

Les projections internationales bolivienne et équatorienne ont ouvert un espace des possibles politiques *bors du cadre hégémonique*. Cette ouverture des possibles suscite donc, au sein même des blocs hégémoniques, une volonté de s'y essayer, en d'autres lieux. Deux éléments sont à l'œuvre ici : la base idéologique commune aux processus bolivien et équatorien, et la circulation, entre eux, d'acteurs donnés. Boaventura de Sousa Santos a conseillé Rafael Correa en d'autres occasions.

La projection internationale produit ses effets à la maison comme chez ses voisins idéologiques : la sphère du domestique n'est pas étanche et ces suggestions alternatives le montrent assez.

L'indigénisme fracturé

L'indigénisme était saillant, au sein du bloc hégémonique, à la fois comme mouvement *et* comme composante rhétorique du discours gouvernemental. La projection internationale, en garantissant l'unité du bloc hégémonique, permettait que la rhétorique du gouvernement s'articule à un soutien réel des indigènes, la CIDOB et la CONAMAQ comptant parmi les forces de soutien à Evo Morales jusqu'à cette rupture décisive liée au Tipnis.

S'il est clair que la puissance de la projection internationale est fondée sur son caractère inédit – l'articulation entre socialisme, indigénisme et écologie⁵⁹⁰ –, l'écho qu'elle a reçu la relie fortement au contexte international. Arne Næss, théoricien de l'écologie profonde, défend l'importance primordiale de fonder l'action des militants de l'écologie politique sur le *translocalisme*⁵⁹¹. Cette notion fait écho à la défiance de l'écologie politique vis-à-vis de l'Etat : aux relations internationales, Arne Næss écrit préférer les relations interlocales.

⁵⁸⁹ B. de S. SANTOS, *Revolutas de indignación y otras conversas*, 2015, p. 130, [En ligne]. <<http://arks.princeton.edu/ark:/88435/dsp018p58pg46t>>. (Consulté le 26 février 2018).

⁵⁹⁰ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁵⁹¹ A. NÆSS *et al.*, *Écologie, communauté et style de vie*, 2013, pp. 211-259.

La dynamique de la projection internationale bolivienne était directement due au soutien de militants transnationaux, articulation efficace avec le mouvement altermondialiste. Le « gouvernement des mouvements sociaux » pouvait compter sur une sympathie forte, y compris de la part des secteurs les plus réticents à l'idée de confier un pouvoir important à un Etat fort et centralisé.

L'annonce du projet de construction d'une route provoque cependant un effet en ciseaux, l'Etat retrouvant sa place antagonique à une partie des mouvements indigénistes et aux ONG écologistes. Cette annonce réactive l'alliance entre militants enracinés et militants transnationaux⁵⁹².

Une pétition lancée sur *avaaz.org* et intitulée « Stop the Amazon highway » reçoit le soutien d'une soixantaine d'ONG et recueille plus de 400 000 signatures en 2011⁵⁹³. Non seulement le Pacte d'Unité (*Pacto de Unidad*) s'est brisé sur ce conflit, mais les ONG écologistes ainsi que les organisations indigènes⁵⁹⁴ ont également constitué une alliance transnationale pour mobiliser l'opinion publique internationale.

Le titre de la pétition renvoie clairement à une volonté d'internationaliser le conflit : le terme d'autoroute ne fait pas allusion aux mêmes réalités que l'on soit en Europe ou en Bolivie. L'idée d'une autoroute construite en pleine Amazonie – espace mythique – est de nature à mobiliser l'opinion publique internationale. Les ondes de la projection internationale bolivienne se trouvent comme parasitées par une telle initiative : le premier Président indigène, défenseur de la Pachama, est en conflit avec les communautés indigènes du Tipnis pour la protection de l'Amazonie. Le hiatus est important. La dissonance suppose une conflictualité négligée dans le discours diplomatique.

L'acuité de la crise est considérablement amplifiée du fait de la politique contre-hégémonique défendue internationalement par Evo Morales et son cabinet sur les questions écologiques. Ils sont pris dans un piège inextricable, où le risque d'accusation d'incohérences pointe à chaque instant. En outre, les fondations idéologiques du bloc hégémonique permettent aux opposants d'espérer raisonnablement avoir une prise sur le gouvernement.

Cristobal Huanca, dirigeant de la CONAMAQ organique, appuie sans hésiter sur cette contradiction : « Ils parlent au-dehors de Pachamama, mais en Bolivie, le gouvernement est l'ennemi de la Pachamama. Car il y a des constructions dans le parc Isidore Secure, Tipnis. C'est un parc, non ? Il ne faudrait pas exploiter les ressources naturelles, ni construire une route. Mais

⁵⁹² S. TARROW, « La contestation transnationale », *art. cit.*

⁵⁹³ L. PERRIER-BRUSLE, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions », *art. cit.*, p. 10.

⁵⁹⁴ Ces organisations vont-elles-mêmes se diviser, comme il en est question plus loin.

tout doit s'ouvrir en fait. Ça se voit qu'il est l'ennemi de la *Madre Tierra*. Au-dehors, il dit qu'il est le défenseur de la *Madre Tierra*. La preuve du contraire a été donnée récemment, avec la loi de concessions pétrolières, des parcs nationaux, une loi pour exploiter les lieux sacrés, les cimetières. Ça ne se voit pas qu'il défend la *Madre Tierra*. C'est l'un des grands problèmes »⁵⁹⁵.

Ce risque d'incohérence incite le gouvernement à prêter attention aux revendications du mouvement. L'équilibre à trouver pour le gouvernement n'est pas d'ordre international *ou* national. C'est au sein d'un espace *global* que prend lieu cette décision étatique, et les rapports de pouvoir qui y sont engagés articulent local et global. Le conflit au Tipnis vient d'un *espace* donné, directement lié au contenu central de la projection écologique de la diplomatie bolivienne.

La marche et le bloc fracturé

C'est également un espace *singulier* dont il s'agit, et la puissance du mouvement indigène en est une composante majeure. La conflictualité autour du Tipnis n'engage pas que les dynamiques d'occupation spatiale préexistantes ou les réseaux transnationaux mobilisés *plus efficacement* du fait de la position bolivienne. C'est également une tradition de lutte inscrite dans l'imaginaire national qui est réactivée : une huitième marche est lancée depuis le Tipnis jusqu'à La Paz. De ces marches qui ont parfois imposé à La Paz une situation de blocus durable, comme s'en souvient le Vice-Président Álvaro García Linera lorsqu'il évoque son enfance liée à la petite bourgeoisie urbaine⁵⁹⁶.

Le 15 août 2011, cette marche est lancée depuis le département du Beni avec pour objectif de mettre fin au projet de route passant par le Tipnis⁵⁹⁷. Ses effets politiques et sociaux sont difficiles à manœuvrer pour le gouvernement du MAS : comment, en effet, résoudre cette crise politique majeure, qui donne lieu à la renaissance d'un mouvement social dans la continuité de l'histoire contemporaine de la Bolivie, et rester dans le même temps « le gouvernement des mouvements sociaux » ? L'enjeu politique est décisif, et donne lieu à des tensions importantes au sein du gouvernement⁵⁹⁸.

⁵⁹⁵ Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015 : «Hablan hacia fuera de Pachamama, pero sin embargo dentro de Bolivia, aquí es el enemigo de Pachamama. Porque hay construcciones y si, en el parque Isidoro Secure, Tipnis. Es parque, ¿no? No debía explotarse los recursos naturales, ni la carretera. Todo debe abrirse entonces. Se ve que es el enemigo de la Madre Tierra. Hacia fuera, habla que es defensor de la Madre Tierra. La clara muestra se ha hecho este último, la ley de las concesiones petroleras, de los parques nacionales, que hay una ley para explotar a los lugares sagrados, cementerios. No se le ve que es defensor de la Madre Tierra. Es eso uno de los grandes problemas».

⁵⁹⁶ A. GARCÍA LINERA, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, op. cit.

⁵⁹⁷ "La marcha indígena por la defensa del TIPNIS parte el 15 de agosto", eju.tv, 23 juillet 2011, [En ligne]. <<http://eju.tv/2011/07/la-marcha-indigena-por-la-defensa-del-tipnis-parte-el-15-de-agosto/>>. (Consulté le 9 mars 2018).

⁵⁹⁸ B. de S. SANTOS, *Revoluciones de indignación y otras conversas*, op. cit.

Teresa Morales, alors ministre du développement productif, nous a entretenu longuement de ce moment critique pour le gouvernement du MAS. « Le défaut initial [*du projet de route*] a été de ne pas inclure la perspective environnementale dès le début de l'élaboration de la route »⁵⁹⁹. En effet, après l'élaboration du projet au sein du ministère du développement, peu sensible aux questions environnementales, le passage au ministère de l'environnement n'a pas transformé le projet, « puisqu'il aurait fallu repartir de zéro »⁶⁰⁰. Les étapes de traitement administratif du projet sont significatives : la priorité revient au ministère du développement, et l'autonomie du ministère de l'environnement est limitée.

Avec un tel projet qui surgit dans l'espace public, les conditions du conflit sont réunies. Le débat est peu praticable : d'un côté, aucun tracé alternatif n'est envisagé, de l'autre, les contre-propositions sont loin d'être au centre de la mobilisation. Pour Teresa Morales, cet état de fait est lié aux ONG qui ont poussé les indigènes des terres basses à la mobilisation et au refus de la concertation par la suite proposée par le gouvernement. « Il s'agissait d'une posture très radicale, morale et éthique d'environnementalistes radicaux »⁶⁰¹.

Le conflit déclenché, la marche en cours, le gouvernement envoie des représentants pour dialoguer. Teresa Morales s'y rend à quatre reprises. Les dirigeants de la marche exigeaient, dans un premier temps, de négocier avec deux ministres. Les ministres des travaux publics et de l'environnement s'y rendirent. Ils exigèrent ensuite la présence de six ministres, puis de dix-huit ministres. A ce moment, Evo Morales considère qu'il faut faire appel à des intermédiaires non gouvernementaux pour établir un échange autour des conditions du dialogue avec le gouvernement ; la démarche connaît un certain succès. C'est alors que Teresa Morales, avec deux autres ministres, peut échanger avec les représentants de la marche. Leur condition pour l'ouverture de négociation est la suivante : il faut un moratoire sur le projet, ce que Teresa Morales tient pour impossible. Ils demandent, selon elle, « une capitulation d'entrée du gouvernement »⁶⁰². Pendant quatre jours, les négociations ont lieu le matin et les propositions qui en sont issues sont refusées l'après-midi par l'assemblée générale de la marche. C'est enfin avec le ministre des affaires extérieures, David Choquehanca, que Teresa Morales se rend aux dernières négociations qui échouent. Les dirigeants des terres basses demandent en effet sa présence pour discuter « d'indigène à indigène ».

⁵⁹⁹ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 : « El defecto inicial ha sido no incluir la mirada ambiental desde el principio del diseño de la carretera ».

⁶⁰⁰ *Idem*.

⁶⁰¹ *Idem* : « Era una postura muy radical, moral y ética de ambientalistas radicales ».

⁶⁰² *Idem* : « una capitulación de entrada del gobierno ».

Si le récit de Teresa Morales présente un intérêt factuel certain, il est également frappant qu'elle ne veuille en aucune façon tenir le gouvernement pour responsable du conflit : le processus de gestion publique suivi était celui de la loi de l'environnement, non pas celui de la loi de Terre mère encore inexistante. La distinction, dans le premier texte, entre impact social et impact environnemental oblige à une consultation pour l'aspect social uniquement : « c'est un péché du concept de gestion publique que nous avons hérité de l'époque néolibérale »⁶⁰³.

Une telle thèse ne convainc pas les écologistes urbains en relation avec les indigènes des terres basses. Pablo Rojas, porte-parole de la campagne *Tipnis es la vida*, établi à Cochabamba, défend qu'au contraire, le mouvement proposait des alternatives et n'était pas opposé en soi à une route liant les départements de Cochabamba et du Beni. Il revendique, à l'image du mouvement des Yasunidos, le soutien de la jeunesse urbaine et consciente des enjeux écologiques. Si chacun joue sa partition, il est clair que la mobilisation a été importante : l'écologie, enjeu mineur dans la population avant la victoire du *Pacto de Unidad*, est devenue un enjeu politique national – dont cette marche est la preuve notable.

c. Fracture autour du commun : entre nationalisme et impérialisme

La politique nationale de contournement : construire un Etat jacobin

En poste comme ambassadeur de la Bolivie devant les Nations unies, négociateur à l'Assemblée générale de la création d'une journée internationale de la Terre Mère, Pablo Solón démissionne pour des raisons personnelles en juin 2011. C'est une fois qu'il a quitté ses fonctions officielles que le débat national autour du Tipnis s'empare du pays entier. Alors qu'il a, durant l'exercice de ses fonctions diplomatiques, acquis une légitimité relative à la question écologique, il prend la plume en novembre 2011 pour écrire au « Président et frère Evo ». S'il y mentionne des désaccords avec les positions exprimées par la huitième marche, notamment en termes de compensation financière pour l'exploitation des hydrocarbures, il rejoint ses partisans en un point crucial : « leur préoccupation pour la construction de la route est juste ». Et d'avancer un argument qui renvoie au sommet de Tiquipaya et à la projection internationale bolivienne : « Des milliers de délégués des cinq continents qui ont participé à la première Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les droits de la Mère Terre sont profondément contrariés par la position du gouvernement bolivien »⁶⁰⁴.

⁶⁰³ *Idem* : «Es un pecado del propio concepto de gestión pública que hemos heredado de la época neoliberal?».

⁶⁰⁴ P. SOLÓN, "Carta abierta sobre TIPNIS a Presidente Evo Morales: Pablo Solón", *Upside Down World*, 5 octobre 2011, [En ligne]. <<http://upsidedownworld.org/noticias-en-espa/noticias-en-espa-noticias-en-espa/carta-abierta-sobre-tipnis-a-presidente-evo-morales-pablo-solon/>>. (Consulté le 9 mars 2018). Il écrit également : « en tant que pays

C'est en diplomate qui a vécu les négociations boliviennes aux Nations unies que Pablo Solón s'exprime. Il arrive cependant, non seulement au cours des négociations elles-mêmes, mais également au-delà, que des divergences conséquentes existent entre cabinet présidentiel et équipe diplomatique⁶⁰⁵. Il s'agit de la logique à deux niveaux analysée par Robert Putnam, dans laquelle l'autonomie prise par les diplomates peut se voir rattrapée, ou à tout le moins entrer en conflit, avec la volonté de l'exécutif.

Il est possible d'étudier cette logique dans une autre dimension, celle d'un miroir inversé : au tour des diplomates d'entrer en conflit avec le niveau national, *y compris sur des questions domestiques*. C'est d'autant plus le cas qu'une question relative à la préservation d'un commun environnemental n'est jamais absolument ni entièrement domestique. La différence de perspectives entre Pablo Solón et le Vice-Président Álvaro García Linera illustre cette logique.

Quand le diplomate, dont la rupture ne cesse de s'approfondir avec le Vice-Président depuis le conflit du Tipnis⁶⁰⁶, défend une perspective qui repose *avant tout* sur les engagements internationaux de la Bolivie, García Linera pense à l'intégration nationale de la Bolivie. L'argument qu'il fait valoir à Boaventura de Sousa comme dans notre entretien est de nature *géostratégique*, dans un cadre national non totalement unifié : il faut unir le Beni à Cochabamba pour que les marchandises qui sont produites dans le premier département ne passent pas nécessairement par le département très hostile de Santa Cruz. En d'autres termes, il faut diminuer la dépendance de La Paz aux secteurs agro-industriels de l'Est du pays. Cette route est une route *politique* dans l'esprit du Vice-Président : il s'agit de défaire la droite dont les bastions sont à l'Est et d'unifier le territoire pour permettre au gouvernement central d'y exercer plus efficacement son pouvoir.

Ainsi, le Tipnis met en scène un jeu à double niveau *retourné* vers les échelles locale et nationale. D'un côté, le diplomate tente de faire jouer son influence de leader d'opinion pour appuyer, de façon critique, la huitième marche. De l'autre côté, le Vice-Président conçoit son action comme étant et devant être avant tout une action d'Etat : il affirme clairement dans l'entretien que nous avons eu ensemble son inspiration jacobine⁶⁰⁷. Il s'agit de construire un territoire cohérent, l'intégrer pour faire face à d'éventuels séparatismes. Une telle opposition mène à un constat clair : pendant la projection internationale, force d'unification du bloc hégémonique, des expériences conflictuelles ont également marqué nationalement les responsables gouvernementaux.

à l'initiative du jour international de la Terre Mère, nous avons la grande responsabilité de donner l'exemple au niveau mondial ».

⁶⁰⁵ R.D. PUTNAM, « Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games », *art. cit.*

⁶⁰⁶ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁶⁰⁷ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016. Il ironise lors de cet entretien à propos de la droite soudainement devenue écologiste, le département de Santa Cruz appuyant la marche.

L'expérience de la Constituante est de celles-ci. L'impératif qui en découle est centralisateur dans la perspective du Vice-Président.

Celui-ci invoque un conflit de légitimités au moment du conflit du Tipnis, dans un entretien publié en 2011 sur le site du Centre tricontinental : « Je sens que nous sommes en train de vivre en Bolivie ces tensions, desquelles surgissent des mouvements légitimes. Il est très légitime que les camarades se préoccupent quant au futur de la forêt, mais il est aussi légitime que l'on demande une route pour unir les régions »⁶⁰⁸.

Contre l'explication nationaliste, l'invention impérialiste

C'est donc sur un projet de construction nationale que repose la justification de la route qui passe par le Tipnis. L'argument de la cohésion nationale est avant tout destiné à convaincre *au sein* du bloc hégémonique : en effet, la préoccupation pour la constitution d'une puissance publique constituée fait clairement écho aux secteurs historiques de la gauche, pour une bonne partie nostalgique du MNR⁶⁰⁹. Cet écho ne résonne cependant qu'avec une composante idéologique du bloc hégémonique⁶¹⁰.

En effet, tant la tradition écologiste que le courant indigéniste ne sont pas attachés à la construction d'un Etat fort et centralisé. Au contraire, ils y sont plutôt réticents et revendiquent davantage d'autonomie vis-à-vis des structures étatiques⁶¹¹.

Après le conflit du Tipnis, le Vice-Président a d'ailleurs clairement revendiqué l'héritage du MNR, là où auparavant la rupture devait être totale avec le monde antérieur à l'arrivée au pouvoir du MAS. Ce tournant national est perçu comme une menace par les organisations indigénistes : le retour de la volonté d'unification nationale depuis l'Etat est un spectre qu'elles craignent par-dessus tout.

Cet argument, s'il apporte une justification au projet qui peut être entendue par certains réticents⁶¹², n'est pas de nature à faire refluer la marche indigène ni à convaincre les environnementalistes de décider un arrêt de la mobilisation. La base du consensus, le rapport à la

⁶⁰⁸ Entretien Álvaro García Linera, CETRI, 18 octobre 2011.

⁶⁰⁹ Le MNR a gouverné de 1952 au coup d'Etat de 1964 le pays sur une base nationale-révolutionnaire : son projet était notamment appuyé par le sociologue René Zavaleta et faisait figure de projet national-populaire, identifié à la gauche politique.

⁶¹⁰ Cf. *supra*, Première partie.

⁶¹¹ La question de l'autonomie est abordée au Chapitre 7.

⁶¹² C'est d'ailleurs un consensus chez les opposants urbains au projet de route dans le Tipnis : la connexion interdépartementale est nécessaire pour intégrer le territoire. Pablo Solón comme Magdalena Medrano insistent sur ce point. Mais ils le font en mettant en avant les tracés alternatifs qui eussent été envisageables ; Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016 ; Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

justice climatique et à défense de la Mère Terre, s'effrite sur un dissensus puissant : le rapport à l'Etat.

La défiance vis-à-vis de l'Etat est constitutive des composantes écologiste et indigéniste du bloc hégémonique. C'est à *partir* de cette défiance profonde que se développe une théorie abondamment reprise par les opposants au projet de route : le Brésil étant partie financière du dispositif, *via* une banque d'investissement, la suspicion gagne du terrain. L'Etat bolivien est tenu comme simple vecteur de l'impérialisme brésilien. A l'initiative du Brésil, l'IIRSA vise en effet à développer autant que faire se peut les axes transcontinentaux pour relier les ports de l'Océan Atlantique à ceux de l'Océan Pacifique.

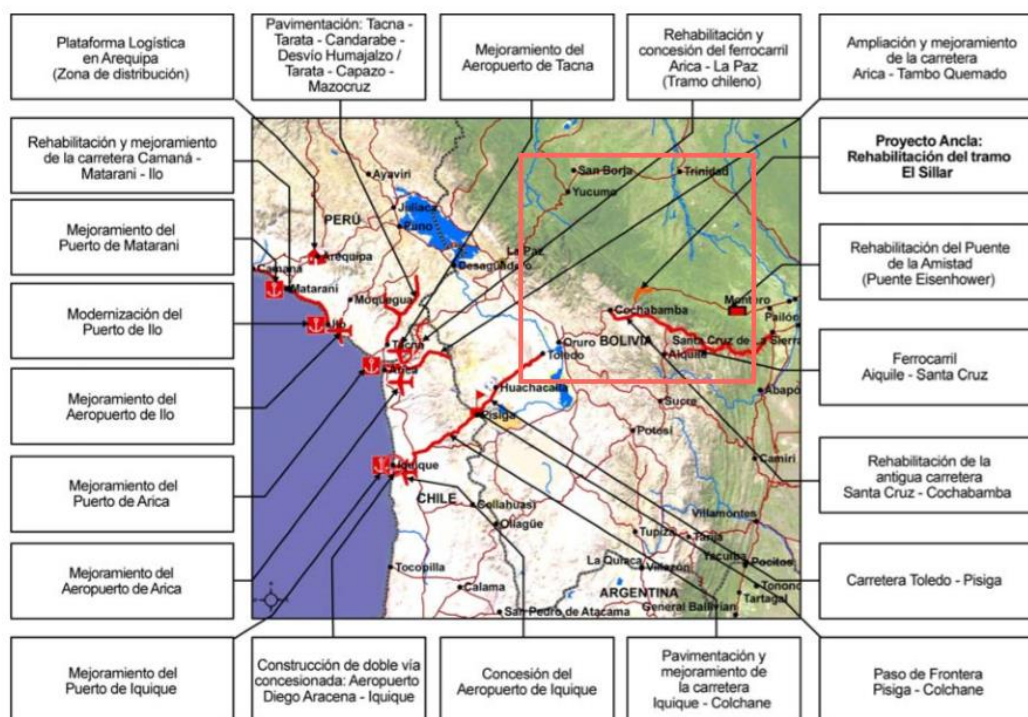
L'explication de la route ne tiendrait donc ni aux enjeux nationaux, ni aux enjeux locaux : l'impérialisme brésilien serait le moteur essentiel et premier qui anime l'administration bolivienne à l'heure de décider de cette infrastructure. Répété à l'envi, y compris par des universitaires que nous avons rencontrés⁶¹³, cet argument résiste toutefois difficilement à l'épreuve des faits.

En effet, le Brésil est loin de San Ignacio de Moxos, encore davantage du Chapare, et le trajet qui relie l'un à l'autre est un trajet Nord-Sud. L'IIRSA suppose la multiplication des routes de l'Est à l'Ouest, mais il n'est nul besoin d'une route qui leur serait perpendiculaire. Le projet de l'IIRSA n'inclut pas d'axe Nord-Sud : il entend construire un axe interocéanique.

⁶¹³ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Carlos Crespo, anthropologue à l'Université de Cochabamba, Cochabamba, 2 août 2016 ; Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

Carte 3 : Les projets d'intégration routière ou ferroviaire de l'IIRSA⁶¹⁴

Mapa Nº 50 - Eje Interoceánico Central - Grupo 5



Les routes prévues dans le cadre de ce projet d'intégration régionale passent plus au Nord et ne relient pas le Beni au Chapare, ou elles renforcent, plus au Sud, l'axe existant entre Cochabamba et Oruro. Ce contexte facilite une attaque rude du Vice-Président qui se moque d'un argument peu convaincant, qui laisserait penser que le Tipnis est accolé à la frontière brésilienne⁶¹⁵.

Pourquoi, alors que cet argument est d'une fragilité réelle, est-il employé massivement par les opposants au projet de route ? Tout d'abord, la critique de l'impérialisme est un *topos* assez répandu au sein du bloc hégémonique, ce qui a pour effet de crédibiliser *a priori* toute allégation de ce type. A tout le moins, cela peut semer le doute. Le bloc hégémonique peut donc être réceptif à un tel argument. Or, il n'est qu'une stratégie gagnante du point de vue des opposants : lutter *depuis et avec* le bloc hégémonique pour faire céder le gouvernement – dont la survie dépend du soutien dudit bloc. C'est aux secteurs de gauche que s'adresse un tel argument : il faut empêcher le gouvernement de céder aux sirènes du voisin brésilien qui le détournerait du peuple.

⁶¹⁴ IIRSA, *Présentation de l'axe interocéanique*, axe 4, 2008.

⁶¹⁵ L. PERRIER-BRUSLE, « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions », *art. cit.*

Il n'est pas à exclure que cette critique soit également plus consensuelle que d'autres. Elle permet de minorer l'hypothèse selon laquelle la route sert à l'ouverture d'un nouveau front de colonisation pour les *cocaleros*. Selon Fernando Molina il s'agit sans aucun doute de la raison essentielle du projet⁶¹⁶.

La lutte contre l'impérialisme, sous toutes ses formes, est plus mobilisatrice que l'invocation de l'opposition entre les *cocaleros* et les indigènes du Tipnis. Les opposants préfèrent donc l'usage d'un répertoire discursif efficace à l'étalement précis de leur thèse.

Le revers de l'intangibilité : une victoire équivoque de la huitième marche

Le 19 octobre 2011⁶¹⁷, la marche arrive à La Paz et la situation s'avère être assez tendue. L'éventualité d'un coup d'Etat était présente aux esprits des ministres alors que la veille la police avait défilé armée dans les rues pour demander une augmentation de salaires. La conjonction d'une grève de la police et de l'arrivée de la marche faisait craindre à Teresa Morales ainsi qu'à l'ensemble du gouvernement une stratégie de déstabilisation très forte. L'ambiance est à la survie du régime⁶¹⁸.

La réunion de cabinet se tient alors que la marche s'installe sur la place du palais présidentiel : la pression de la marche est physiquement là, d'autant plus que le gouvernement n'a pas une confiance totale dans la loyauté de la police. Déjà, pendant la marche, une forte répression du mouvement a donné lieu à une critique sévère d'Evo Morales, qui a dû présenter des excuses publiques un mois plus tôt⁶¹⁹. Les relations entre le gouvernement et la police sont tendues. La crainte du gouvernement, en ce jour particulier, est de ne pas être défendu en cas d'usage de la violence du côté des opposants au projet de route : il demande à la police de mettre en place un système de sécurité « pour que les indigènes ne prennent pas le palais »⁶²⁰.

Dans ce contexte tendu, un retournement surprenant s'opère. Alors que les négociations n'avaient pas avancé durant la marche, que le gouvernement refusait de poser un moratoire sur le projet, Evo Morales prend une décision : accorder l'intangibilité de la forêt, réclamée par les opposants. Leur céder tout, d'un coup. Alors que les manifestants avaient commencé une grève, cette décision est prise. Teresa Morales raconte : « A ce moment nous vint une idée en or, géniale,

⁶¹⁶ Fernando Molina, journaliste, La Paz, 6 juillet 2016.

⁶¹⁷ I. GUZMÁN TORRICO, *Octava marcha indígena en Bolivia: por la defensa del territorio, la vida y los derechos de los pueblos indígenas*, La Paz, Bolivia, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, 2012 (Cuadernos de investigación 77).

⁶¹⁸ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016.

⁶¹⁹ M. AZCUI, "Evo Morales pide perdón por la represión policial de la marcha indígena", *El País*, 29 septembre 2011.

⁶²⁰ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016. "para que los indígenas no tomaran el palacio". A quatre heures du matin, juste avant l'arrivée de la marche, un accord est signé avec les forces de police en grève.

car nous avons décidé que nous leur donnerions l'abandon du projet de route et l'élaboration d'une loi d'intangibilité. (...). Ils criaient que la forêt devait être intangible, qu'il ne serait permis de toucher ni un petit arbre, ni un petit oiseau, ni rien »⁶²¹.

Cette proposition est assortie d'une tactique politique claire. Alors qu'elle leur présente le projet, Teresa Morales leur dit, en substance : « Oubliez-nous. L'intangibilité, c'est l'intangibilité. Rien ne peut entrer dans la forêt. C'est certain que maintenant vous allez être vraiment pauvres »⁶²².

Le lendemain, une loi est adoptée par l'Assemblée nationale de Bolivie, qui proclame l'intangibilité du bois. Le gouvernement cherche à diviser le mouvement. L'intangibilité est un concept étranger aux organisations indigènes et résulte davantage de leur alliance avec certaines ONG écologistes. Il renvoie cependant à l'écologie *conservationniste*⁶²³ abhorrée par le gouvernement, celle qui entend préférer la nature sauvage, sans aucune interférence humaine. Une telle attitude relève d'une forme d'impérialisme écologique, concept proposé par le Vice-Président à propos de l'Amazonie⁶²⁴.

La réponse du gouvernement s'entend donc comme un paradoxe volontaire : la mise en œuvre d'une politique réprouvée pour *en montrer les effets* à celles et ceux qui avaient marché jusqu'à La Paz. La victoire emportée par la huitième marche est équivoque, et ne met pas un point final au conflit socio-écologique lié au Tipnis⁶²⁵.

L'espace du Tipnis est devenu un espace politique. S'y ouvrent des failles majeures dont le bloc hégémonique ne sort pas indemne : une partie de son aile écologiste s'en va et le mouvement indigène en sort profondément, et pour longtemps, divisé⁶²⁶. Ce commun environnemental est un objet global de conflit : tous les niveaux s'y confondent et s'y joignent.

Ainsi, la Constituante a laissé ouverte une porte pour que les *interculturels* se placent comme une catégorie politique à part entière. Une telle opération leur évite d'être placés sous le signe de la

⁶²¹ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 : « En este momento, fue nuestra [idea] de oro, genial, porque en este momento decidimos que les vamos a dar justo que no va a haber carretera y que vamos a hacer una ley de intangibilidad. (...). Gritaban que el bosque debía ser intangible, que no se permitiría tocar siquiera un arbolito, ni un parajito, ni un arbolito, ni un parajito, ni nada. (...) ».

⁶²² *Idem* : « Olvidense de nosotros. Intangibilidad es intangibilidad. No puedes entrar con nada. Así que ahora sí van a ser pobres, pobres ».

⁶²³ R. KEUCHEYAN, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014.

⁶²⁴ A. GARCÍA LINERA, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2012.

⁶²⁵ Il ne faut toutefois pas négliger la puissance de la mobilisation sociale qui a également *obligé* le gouvernement à ce geste tactique. Teresa Morales n'insiste volontairement pas sur ce point.

⁶²⁶ Ces divisions sont discutées ultérieurement ; Cf. *infra*, Chapitre 5.

catégorie infamante de *colonisateurs*. La conflictualité entre hommes des routes et hommes des fleuves se suspend pendant les premières années du premier mandat d'Evo Morales. L'échec de la projection internationale produit cependant un retour de flamme, comme accentué par le trou d'air précédent, l'attente déçue et l'espoir arrêté dans certains secteurs. L'invitation à agir *comme* l'Equateur, les liens transnationaux créés *du fait de la projection*, se retournent comme autant d'armes diplomatiques devenues forces de mobilisation et de contestation du gouvernement : CIDOB et CONAMAQ marchent ensemble vers La Paz, le bloc tremble sur ses fondations.

C'est que le commun environnemental entraîne des fractures politiques importantes : entre le renforcement de la puissance publique et la défense absolue de l'environnement, les positions plus nuancées ont du mal à rencontrer une quelconque audience politique. La polarisation se trouve résolue dans une solution pour le moins ambiguë : l'intangibilité. Le conflit autour du Tipnis fait écho à la forte conflictualité autour du Yasuní. Pourquoi pareille enveloppe de conflit recouvre ces communs environnementaux ?

La charge imaginaire qu'ils inspirent et impliquent dépasse de loin celle d'un espace *parmi d'autres*. Ces espaces, communs environnementaux, se distinguent par leur caractère simultanément *global et singulier*. Les failles qui s'y observent tiennent pour beaucoup à cet alliage en tension.

L'enjeu du conflit socio-écologique autour du Tipnis est double : il s'agit de définir quelle communauté doit décider du destin de ces terres, quelle composante du bloc doit l'emporter. Et, à ce jeu, la centralité de l'écologie posée par la projection internationale émane de ce commun environnemental et met le gouvernement en difficulté. Ces difficultés sont produites par une différenciation claire de perspectives, entre l'autonomie indigène et le jacobinisme de la vice-présidence.

II- Du Tipnis au Yasuní : la figuration concrète d'espaces globaux singuliers

La politisation de l'espace est un phénomène concret, et l'Amazonie est un espace chargé politiquement, *y compris avant les projections internationales bolivienne et équatorienne*. Pour comprendre cette charge politique que nous avons résumée par la notion d'*espaces globaux singuliers*, il faut saisir trois idées qui sont centrales à la compréhension des communs environnementaux. D'abord, le global n'est pas une figure abstraite qui flotterait dans les airs ou existerait dans les seules arènes internationales. Au contraire, le global passe *concrètement* par des espaces qui ont une histoire et révèlent de ce fait la complexité d'une notion simple et commune de prime abord. Pour

comprendre les communs environnementaux et saisir ce qu'est ce global saisi spatialement, il faut donc indéniablement revenir à des analyses en termes de matérialité physique : c'est le deuxième élément de cette partie. Enfin, la rencontre d'un espace global avec ses caractéristiques concrètes permet aussi d'interroger les imaginaires de l'Amazonie, entre attrait et répulsion, issus d'histoires entremêlées par la modernité.

a. La figuration concrète du global par les communs environnementaux

L'Amazonie : le global décliné spatialement

L'Amazonie n'est pas un espace neutre politiquement. Cette forêt est l'un des paradigmes de l'imagination mythique des Européens vis-à-vis de ce que la forêt elle-même peut recouvrir d'ambivalences, de dangers, de mystères comme d'espoirs. C'est dans son ombre que la civilisation ne cesse de grandir avant d'inverser le rapport : la forêt vit désormais *à l'ombre* de la ville et de la civilisation⁶²⁷. La puissance menaçante de la forêt est constitutive de l'imaginaire européen selon Robert Harrison : c'est par le retournement historique de la modernité que cette puissance fantasmée se dresse contre la forêt même.

La question indigène, en Amazonie, ne saurait être pensée sans cet espace *concret* qu'est la forêt. C'est la vie des communautés indigènes qui s'y déploie et y est construite historiquement. A l'heure de l'anthropocène, les paroles qui viennent des habitants de cette forêt font écho aux préoccupations globales et se fondent sur les observations empiriques des évolutions que connaissent ces espaces. Bruce Albert a recueilli les paroles d'un chaman yanomami, au cœur de l'Amazonie brésilienne⁶²⁸ dans un ouvrage majeur d'anthropologie, *La chute du ciel*.

En épigraphe, une citation du chaman frappe l'esprit convaincu rationnellement du problème immense que l'interprétation profonde entre l'humanité et la nature, la domination de celle-ci sur celle-là, constituent. « La forêt est vivante. Elle ne peut mourir que si les Blancs s'obstinent à la détruire. S'ils y parviennent, les rivières disparaîtront sous la terre, le sol deviendra friable, les arbres se rabougriront et les pierres se fendront sous la chaleur. La terre desséchée deviendra vide et silencieuse. Les esprits *xapiri* qui descendaient des montagnes pour y venir jouer sur leurs miroirs s'enfuiront au loin. (...). Nous mourrons alors les uns après les autres et les Blancs

⁶²⁷ R. HARRISON, *Forêts : essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Flammarion, 2010.

⁶²⁸ Si nous ne traitons pas directement de l'Amazonie brésilienne dans cette étude, c'est que son objet ne s'y rapporte pas *directement* sur le plan politique. Nous nous autorisons cependant cette échappatoire en ceci que les frontières nationales n'ont pas la pertinence pour les communautés indigènes qu'elles ont acquises au fil des siècles pour le reste de la population.

autant que nous. Tous les chamans finiront par périr. Alors, si aucun d'entre eux ne survit pour le retenir, le ciel va s'effondrer »⁶²⁹.

C'est d'un dernier retournement que parle ici le chaman indigène : la forêt qui se fane, asséchée par la civilisation, entraînerait cette dernière dans sa chute. Tout s'effondrerait, comme un écho d'un champ de recherche ouvert récemment dans la perspective d'un coup d'arrêt brutal posé à toutes les conditions matérielles de développement du monde tel qu'il est organisé économiquement⁶³⁰ ; comme un dépassement dialectique de cette opposition entre la ville et la forêt dans l'anéantissement, un retournement piégeux de la raison occidentale qui se vaincrait elle-même et laisserait rouler dans un dernier geste le bâton de la vérité vers les communautés indigènes également disparues.

La singularité de ces espaces globaux que sont les forêts amazoniennes renvoie à ce qu'elles posent *toutes* le problème essentiel à la compréhension du monde social et naturel qu'implique la reconnaissance des productions de discours par ces communautés indigènes. Ces espaces sont singuliers car tous posent de façon différenciée la question centrale dans l'ouvrage de Dipesh Chakrabarty : comment maintenir les conditions d'un savoir universel tout en y intégrant la compréhension de formes culturelles et religieuses singulières ?⁶³¹

Des forêts amazoniennes

C'est à dessein que l'Amazonie ne saurait se nommer au singulier dans ce travail. Il y a autant d'Amazonie(s) que de configurations singulières de pouvoir qui animent ses différents lieux. C'est pourquoi l'ambiguïté première de cet espace doit être levée : région brésilienne, l'Amazonie s'y voit bien souvent confondue. Cependant, les configurations politiques, sociales et culturelles varient suffisamment au passage des frontières pour qu'il ne soit pas pertinent d'assimiler les espaces amazoniens à la situation brésilienne. Si des dynamiques transnationales y existent indubitablement, du fait même de la spécificité de la question indigène, les communautés indigènes ne se trouvent pas dans la même situation selon le pays dans lesquelles elles habitent la forêt. C'est l'un des fils rouges de ce travail que de déterminer les configurations singulières de l'Équateur et de la Bolivie contemporaines à ce propos.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'affirmer la pluralité de l'espace amazonien à partir de différentes configurations nationales et locales. Ce sont aussi les visions de la forêt qui d'une force

⁶²⁹ D. KOPENAWA, B. ALBERTS, *La chute du ciel : paroles d'un chaman yanomami*, Paris, Plon, 2010 (Terre humaine), p. 15.

⁶³⁰ P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.

⁶³¹ D. CHAKRABARTY, *Provincialiser l'Europe*, *op. cit.*

sociale à l'autre différent nécessairement. Le caractère concret de ces espaces passe donc au prisme de filtres perceptifs, élément essentiel dans la construction chaque fois singulière de telle ou telle forêt amazonienne.

Une frontière mentale sépare deux conceptions contraires de la forêt : celle qui la tient comme un réservoir de ressources d'une part ; celle qui la considère avant tout comme un milieu de vie *englobant* d'autre part. Si cette dimension est explorée plus avant dans la troisième partie, il est clair que les forces les plus proches de l'indigénisme des terres basses ou de l'Orient se rapportent davantage, dans leurs modes de vie, à la seconde conception.

C'est pourquoi il faut expliciter ce que cette partie du quatrième chapitre entend par *figuration concrète*. En effet, une telle notion renvoie nécessairement à la dimension *matérielle* de la forêt et fait écho à ses représentations diverses. De la même façon que la notion de *discours* pour le philosophe Ernesto Laclau lie les dimensions matérielles et discursives d'un phénomène, la figuration concrète renvoie, dans l'analyse, à la tentative d'opérer ce mouvement de jonction.

De quelle forêt s'agit-il ? Cette question de la définition implique une dialectique continue entre le singulier et l'universel. Car si la *forêt* existe en tant que telle, la pluralité des visions qui la fondent culturellement renvoie au singulier. Cette question n'est pas seulement l'une des clés à forger dans l'écriture de cette thèse pour comprendre les dynamiques de pouvoir – les relations de pouvoir écologique – qui traversent ces espaces. Elle est aussi une tentative pratique de répondre aux interrogations fondamentales posées par Dipesh Chakrabarty dans son ouvrage sur la provincialisation de l'Europe⁶³².

L'Amazonie entre singulier et universel : un cas concret de provincialisation de l'Europe

Sans entrer à ce stade dans une discussion des thèses défendues par Dipesh Chakrabarty⁶³³, il n'est pas inintéressant de noter qu'il utilise deux exemples issus de travaux d'historiens pour discuter la notion d'*intertextualité*, de possible traduction entre une culture *spécifique* et le champ du savoir porté vers le général. L'un, indien, renvoie à l'absence de droits de propriété et le lien de subordination des Bunhyias qui en découle. Il est *matérialisé* selon l'historien Prakash par le démon malik. Dans le cas bolivien, les mines d'étain sont travaillées par des indigènes qui vénèrent Tio, un démon qui renvoie en ce cas à leur aliénation selon Michael Taussig.

Ce qui interroge Dipesh Chakrabarty est de première importance pour notre objet d'étude. Il n'est pas hasardeux que les exemples soient pris en Inde et en Bolivie, que l'Asie et l'Amérique

⁶³² *Idem.*

⁶³³ La troisième partie revient plus théoriquement sur cette dimension.

du Sud posent cette question de la traductibilité d'une culture à l'autre : c'est la catégorie de Sud elle-même qui se lit au travers d'une telle comparaison. En d'autres termes, c'est la catégorie de Sud qui soutient théoriquement la possibilité même de la comparaison. Cette comparaison repose sur une double extériorité : extériorité à l'Europe et aux Etats-Unis d'un côté, extériorité au centralisme national de l'autre.

Dipesh Chakrabarty ne s'interroge pas moins sur les limites de ce geste théorique : comment considérer le fait de lier immédiatement un fait *social* culturellement ancré à une catégorie générale, celle du travail abstrait et de l'exploitation ? Ces démons n'ont-ils pas une forme de réalité puisqu'ils existent pour les indigènes eux-mêmes ? La légitimité de la science sociale à tracer une ligne de partage ferme entre ce qui relève de la superstition et ce qui tient du monde objectif est au cœur de l'interrogation de l'historien indien⁶³⁴.

Bruno Latour soulève la même difficulté lorsqu'il écrit : « Que nous le voulions ou non, nous sommes les descendants d'une division qui nous oblige à associer l'autorité suprême à laquelle nous confions nos destinées avec la question de la vérité. Même ceux qui vomissent les religions monothéistes leur ont emprunté cette façon si particulière de vomir l'idolâtrie. L'iconoclasme est notre bien commun »⁶³⁵.

La culture des indigènes des terres basses, dans une perspective qui ne la considérerait pas pour le rapport *singulier* que les différents peuples entretiennent à la forêt, ne serait que l'arbre spirituel cachant la forêt rationnelle. L'appareil culturel ferait nécessairement signe vers un au-delà saisissable par l'enquête et l'analyse scientifiques.

Les enjeux liés au Tipnis comme au Yasuní nous mènent ailleurs : un rapport *spécifique* à la forêt y est en jeu. La culture propre aux Achuar ou aux Yuracaré, leur histoire vis-à-vis de la construction étatique et au sein des forêts qu'ils habitent est incontournable, de même qu'il n'est pas possible d'ignorer la conception occidentale d'une Amazonie littéralement paradisiaque, conception qui anime l'Europe au moment de la découverte de l'Amérique⁶³⁶.

Ces espaces amazoniens sont globaux dans la mesure où ils sont des objets d'attention internationale et sont, *ipso facto*, des communs environnementaux. Ils sont globaux comme objets d'étude scientifiques, placés sous le signe d'une raison universalisante qui entre dans une tension

⁶³⁴ D. CHAKRABARTY, *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton, NJ, Univ. Press, 2008 (Princeton studies in culture, power, history), p. 80-83.

⁶³⁵ B. LATOUR, *Face à Gaïa, op. cit.*, p. 206. L'usage de la notion de bien commun, rapporté à la communauté académique globale, présente un intérêt certain : c'est un trait essentiel de l'esprit scientifique moderne qui est en jeu, trait qui menace de masquer une dimension fondamentale du réel, en la subsumant mécaniquement à des logiques rationnelles.

⁶³⁶ N. WACHTEL, *Paradis du Nouveau Monde*, "Le Paradis en Amérique", Paris, Fayard, 2019, pp. 17-58 (Histoire).

dialectique avec les communautés indigènes, part intégrante et essentielle de ces espaces, ainsi que des enjeux de pouvoir qui leur sont liés. Les mondes vécus font partie de l'histoire contemporaine des communs environnementaux.

b. Communs, pouvoir écologique et le nécessaire retour à la matérialité *physique*

Quel monde végétal ?

L'importance des mondes vécus par les communautés indigènes, ainsi que par toutes les forces sociales qui structurent les rapports de pouvoir autour des communs environnementaux, ne doit cependant pas occulter la dimension *matérielle* de la question écologique. Elle est certes économique et concerne les rapports et les usages de propriété⁶³⁷. Mais elle est également proprement *physique*.

Il est notable que le parc Yasuní a été l'objet de disputes intenses en partie du fait de son caractère exceptionnellement divers en termes de faune et, surtout, de flore. Les biologistes parlent même de mégabiodiversité. Olivier Dangles, chercheur à l'IRD de Quito, mentionne que ce parc, du fait de sa localisation particulière, a peu subi de changements climatiques. La flore s'y est donc développée de manière continue, sans connaître de phases d'extinction massive. Le parc Yasuní contient des arbres qui sont l'exemplaire unique de leur espèce. Dans ce contexte, abattre un seul arbre peut revenir à faire disparaître la totalité d'une espèce de la surface du globe⁶³⁸. La matérialité d'un parc renvoie donc à la réalité première de sa composition biologique : dans le cas du Yasuní, elle est considérable⁶³⁹.

Le Tipnis présente les mêmes caractéristiques fondamentales : dans une région subandine amazonienne, la biodiversité y est également élevée, bien que plus faible. L'argument n'est pas le plus utilisé ni le plus central pour les opposants au projet de route passant par le Tipnis. Cependant, un rôle naturel et social décisif est joué par le Tipnis : il est une source majeure d'eau douce pour la Bolivie entière.

L'un des membres du groupe *Comuna*, à la sensibilité écologiste très forte, s'en alarme en 2011. En cas d'exploitation de ressources naturelles au sein du Tipnis, si la route est construite, c'est « le cœur de la production d'eau bolivienne qui sera brisé »⁶⁴⁰. La centralité de la question de

⁶³⁷ Cf. *infra*, Chapitre 5.

⁶³⁸ Olivier Dangles, représentant IRD à Quito, Quito, 9 janvier 2015.

⁶³⁹ M. FINER *et al.*, « Ecuador's Yasuní Biosphere Reserve : a brief modern history and conservation challenges », *art. cit.*

⁶⁴⁰ R. PRADA, "En torno al TIPNIS", América Latina en movimiento, 9 septembre 2011, [En ligne]. <<https://www.alainet.org/es/active/49314>>. (Consulté le 30 mars 2018). Il fonde ce constat relatif à la haute biodiversité du Tipnis à partir d'une étude de la Universidad Mayor de San Andrés.

l'eau dans cette région bolivienne a mené à la fameuse guerre de l'eau entre les mois de janvier et d'avril de l'an 2000.

Cependant, la dimension physique, ou géophysique, des rapports de pouvoir écologique ne saurait uniquement se fonder sur une analyse *locale* des systèmes de biodiversité. C'est en ce point précis que les sciences sociales doivent se saisir des possibilités d'articulation entre local et global, sans les tenir pour mutuellement exclusives. Ce sont au contraire les liens qui les unissent qui permettent d'éclairer le problème.

L'anthropocène comme nouvelle époque géologique produit déjà des effets en Equateur comme en Bolivie. La perturbation profonde des cycles de l'azote et du carbone a des effets sociaux et politiques majeurs. Les mondes vécus le sont différemment selon les approches culturelles des différentes forces sociales. Mais ces approches se rapportent toujours à des *événements* dont l'existence, en dépit d'interprétations différenciées, affecte massivement les rapports de pouvoir écologique⁶⁴¹.

Le programme REDD+ : le paradoxe du processus international de construction des communs environnementaux

Cette dimension indissociablement physique et culturelle est décisive pour les espaces amazoniens. Le programme REDD, impulsé par les Nations unies en 2008, a pour objectif la réduction des émissions de carbone liées à la déforestation et au déboisement.

Cette initiative repose sur le développement de bons carbone liés à la réduction d'émissions. Ainsi, l'évitement de la déforestation serait valorisé pour les entreprises participant au mécanisme. Ce mécanisme a été fortement critiqué par des associations de justice environnementale et par une ONG équatorienne déjà mentionnée ici, centrale dans le débat autour du Yasuní *Acción Ecológica*. Dans une publication, *No REDD*⁶⁴², les organisations participantes se livrent à une critique sévère du mécanisme.

L'argument essentiel de cette critique tient à la marchandisation qu'un tel dispositif implique vis-à-vis de la forêt. Tenue pour un puits de carbone, la forêt serait niée dans toutes ses autres dimensions. Le fait que les bons de carbone liés à la non-déforestation soient échangeables sur le marché carbone leur fait également craindre une spéculation sur le marché qui passerait à côté de l'objectif de l'initiative, celle d'une atténuation concrète du changement climatique.

⁶⁴¹ Cf. *infra*, Chapitre 6.

⁶⁴² "NO REDD: Una lectura crítica", 2005, [En ligne]. <<http://www.accionecologica.org/servicios-ambientales/libros/1433-no-redd-una-lectura-critica->>. (Consulté le 30 mars 2018).

Le mécanisme REDD défend selon les écologistes proches de la justice environnementale une vision reposant essentiellement sur une rationalité instrumentale et capitaliste du gouvernement des enjeux écologiques. C'est l'objectif du mécanisme REDD+ d'intégrer les communautés indigènes dans le dispositif. Elle ne semble toutefois pas arriver à modifier les relations de pouvoir auxquelles ces communautés participent⁶⁴³. Une évaluation récente de cette initiative, à partir de la Tanzanie, considère que le nouveau mécanisme s'inscrit dans la continuité du précédent⁶⁴⁴.

Le paradoxe de l'action internationale qui peut être soulevé ici est le suivant : l'intégration *ex-post* de la question indigène suppose une valorisation première de la conception instrumentale de la forêt. De fait, l'articulation entre le marché carbone et les modes de vie concrets des communautés indigènes dans les forêts semble peu imaginable⁶⁴⁵.

La route : nouvel El Dorado ?

La singularité des communs environnementaux prend également une autre dimension : il s'agit de la déconnexion relative de ces espaces. Bien que des missions religieuses s'y soient installées, que des missions d'exploration ou que des entreprises d'exploitation de ressources naturelles s'y soient tenues, ces espaces restent peu accessibles et peuvent être sans aucune ambiguïté définis comme *périphériques*.

Le projet de route revêt donc une importance considérable dans la construction imaginaire collective de ces espaces. Les communautés indigènes n'exploitant pas leurs terres, ces centaines de kilomètres carrés suscitent la convoitise, ce sont autant de *terres vierges*, où la valeur exploitable est laissée hors des circuits d'accumulation et d'échange. En Bolivie, les indigènes étaient des agents isolés d'exploitation du caoutchouc qui se trouvait dans la forêt amazonienne ; la production n'en était pas systématisée. Les marchés ont donc été rapidement perdus au profit de l'Indonésie ou de la Malaisie, où la production a été organisée sur des critères propres à une production à grande échelle⁶⁴⁶.

Il y a donc une première tension fondamentale qui agite ces espaces, entre modernité et continuation de structures précoloniales, toujours plus faibles. Cette continuation d'un espace hors

⁶⁴³ C. BIDAUD, « REDD+, un mécanisme novateur ? », *art. cit.*

⁶⁴⁴ J. LUND *et al.*, « Promising Change, Delivering Continuity: REDD+ as Conservation Fad », *World Development*, vol. 89, 2017, pp. 124-139.

⁶⁴⁵ C'est-à-dire que les liens entre la déforestation évitée *via* ce mécanisme et la vie sociale des communautés indigènes sont difficiles à établir. Il n'est pas impossible de considérer également qu'ils sont, dans la majorité des cas, inexistantes.

⁶⁴⁶ N. LEE PELUSO, « Situer les political ecologies : l'exemple du caoutchouc », dans *Environnement, discours et pouvoir*, Paris, Quae, 2012, pp. 37-64.

de l'exploitation économique et de l'extraction de valeur est une force qui semble inerte face aux forces sociales qui entendent l'exploiter. Cette division sépare les communautés indigènes du reste des deux pays, mais divise également les communautés entre elles.

Le projet de route dans le parc revient dans ce contexte à joindre ces espaces non connectés et, en puissance, à les constituer comme zones de production de valeur économique.

Dans le cas du Tipnis, le cœur du conflit socio-écologique auquel Evo Morales a dû faire face tient précisément à ce projet routier. La route peut avec elle emmener des chasseurs de peaux rares, d'animaux en voie d'extinction. Elle peut susciter des envies éventuelles relatives à l'exploration et, le cas échéant, à l'exploitation pétrolière⁶⁴⁷. Parmi les opposants au projet de route par le Tipnis, la menace de l'exploitation pétrolière était une raison importante d'y mettre fin : YPFB aurait eu des visées sur l'exploration de gisements supposés à l'Ouest du Tipnis⁶⁴⁸.

Pour ce qui est du parc Yasuní, si l'exploitation pétrolière était le cœur de l'initiative, puis des tensions liées à sa fin, la route *en tant que telle* était également l'objet d'un débat. Si les ruptures étaient nettes entre les secteurs écologistes du bloc et Rafael Correa, il n'en est pas moins certain que la question écologique revêtait pour lui une dimension stratégique importante : aussi promet-il, lorsqu'il lance le plan B d'exploitation des blocs ITT en août 2013, que la production se fera sans route. Le brut extrait devrait ainsi être transporté par hélicoptère, ce qui augmente tant les coûts de production qu'en l'état des cours dès 2013, un tel scénario semblait peu viable économiquement⁶⁴⁹.

La route, au même titre que l'exploitation pétrolière, est donc considérée par les écologistes et une partie des communautés indigènes amazoniennes comme une menace réelle et sérieuse. Elle est un vecteur *matériel* de destruction de l'environnement, comme l'assurance de flux de braconniers, de petits exploitants forestiers ou autres paysans en manque de terre, dont la venue menacerait l'intégrité de ces forêts amazoniennes.

La route constitue une forme de nouvel El Dorado, continuation contemporaine de l'*idée* d'un trésor secret que recèlerait la forêt. S'il n'est plus secret, et que l'espoir des cités disparues et pleines de richesses s'en est allé, une certitude reste néanmoins : de l'argent peut y être accumulé, par la force des bras et non par un parcours mystérieux vers des palais dorés.

c. Les imaginaires amazoniens : exotisme, attrait et répulsion

⁶⁴⁷ « La Bolivie et la révolte des indigènes du TIPNIS | Sciences Po Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes
 / Observatorio Político de América Latina y del Caribe (OPALC) », *op. cit.*

⁶⁴⁸ Carlos Crespo, anthropologue à l'Université de Cochabamba, Cochabamba, 2 août 2016 ; Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁶⁴⁹ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

L'imaginaire autour de l'Amazonie est ce point particulier où les mythes rencontrent les pratiques concrètes autour d'un espace. La définition d'un tel point est mouvante, et les ramifications qu'elle suppose font de cette forêt fantasmée autant que concrète un espace insaisissable. Elle risque toujours d'échapper à l'approche de l'analyse. C'est un défi particulier de saisir les rapports de pouvoir qui la traversent, au croisement des productions discursives et matérielles.

C'est toutefois dans les rets d'une articulation complexe, placée également sous le signe de l'indéfinition⁶⁵⁰, entre nature et culture que la forêt amazonienne se situe. De ce fait même, les imaginaires qui la structurent sont d'une importance décisive pour en approcher la singularité. Parmi ceux-là, il est possible de distinguer deux pôles, idéal-types provisoires et qui n'embrassent pas nécessairement la totalité des positions en présence dans le Yasuní ou le Tipnis. Le premier, socle de la construction *imaginaire* de ces espaces à la croisée des Andes et de l'Amazonie, tient essentiellement aux cosmovisions indigènes. Le second, comme un écho au premier, tient aux idées que les Européens se sont construits des indigènes, entre fascination et répulsion ; comme un *orientalisme*⁶⁵¹ tourné vers l'Ouest.

La modernité européenne a été placée sous le signe d'une poussée vers l'infini et de décentrement successifs, arrachement à la certitude d'un monde harmonieux. C'est le passage du monde clos à l'univers infini, comme l'a caractérisé Alexandre Koyré⁶⁵². Cet univers infini, où la Terre tourne autour du soleil qui n'est qu'un centre local, notre galaxie étant côtoyée par tant d'autres, a cependant été une production *scientifique* qui pendant longtemps n'a pas affecté les modes de vie des communautés indigènes en Amazonie. Contactés, certains peuples amazoniens, en Equateur, ont débattu de la possibilité d'un suicide collectif lié à la perte de sens que supposait la mise en contact avec cette vision du monde qui rendait la leur caduque⁶⁵³.

La centralité de la question indigène dans les blocs hégémoniques équatorien et bolivien⁶⁵⁴ remet toutefois cette conception de l'existence au cœur des processus politiques et sociaux. Un paradoxe politique semble à l'œuvre : la résistance des communautés indigènes pour préserver leurs modes de vie rencontre des dynamiques économiques et sociales qui risquent de les écraser⁶⁵⁵.

⁶⁵⁰ B. LATOUR, *Face à Gaïa*, *op. cit.*

⁶⁵¹ E.W. SAID, *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, 2013.

⁶⁵² A. KOYRÉ, *Du monde clos à l'univers infini*, Paris, Gallimard, 2011 (Collection Tel 129).

⁶⁵³ A. GERLACH, *Indians, oil and politics: a recent history of Ecuador*, *op. cit.*

⁶⁵⁴ Selon des modalités différentes, voir *supra*, Chapitre 2.

⁶⁵⁵ Cf. *infra*, Chapitre 5.

Ce paradoxe politique peut être décrit comme un retournement de l'expression d'Alexandre Koyré. La volonté politique liée à l'indigénisme peut en effet viser à la préservation *d'espaces clos dans un univers infini*. Les mythes indigènes Achuar continuent à être relayés d'une génération à l'autre au sein du Yasuní. Une attention prêtée un instant aux Yuquis, non loin du Tipnis, montre aussi que l'activité forestière est devenue pour eux la première source de revenus et qu'ils tendent, dès lors, à s'organiser autour d'une division du travail qui ne dépend pas d'eux⁶⁵⁶. Clôture partielle, donc.

La Loma Santa au prisme de la modernité

Il ne faudrait pas toutefois que prévale l'illusion de l'immobilité des structures imaginaires des communautés indigènes, renvoyées à une continuation sans changement depuis les temps précoloniaux. C'est précisément ce que montre un mythe fondateur pour les indigènes du Tipnis : celui de la Loma Santa. Ce mythe est intéressant en ce qu'il constitue à lui seul un paradigme du brouillage des frontières qui caractérise ces communs environnementaux : il n'y a pas d'un côté les communautés indigènes, de l'autre la modernité colonisatrice. Ces phénomènes n'ont évidemment pas évolué de façon étanche.

C'est tout l'intérêt du peuplement du Tipnis : les communautés qui y vivent ne sont pas des communautés établies d'avant la colonisation. Elles y sont arrivées au XIX^e siècle, dans une fuite liée à leurs conditions de travail, et à la possibilité de la disparition de leurs communautés du fait de l'intégration aux modes de production capitaliste. Cependant, la fuite n'est pas envisagée ni explicitée selon des catégories qui seraient celles de la critique marxiste de l'économie capitaliste. Lorsqu'au XIX^e siècle, les Moxenos partent dans une longue marche, la justification collective de cette fuite ne ressort pas de l'économie politique occidentale. Ce n'est à pas à l'exploitation qu'ils se dérobent.

Ils partent à la recherche d'une sainte. C'est la vierge de la colline, la *Loma Santa*, que cette marche appelle à sa rencontre. C'est une protection en même temps qu'un espace placé sous une forme de sacralité que souhaitent trouver les indigènes au fil de leur parcours⁶⁵⁷. Il faut toutefois s'arrêter sur la signification d'un tel mythe. Si sacralité il y a, elle est toutefois placée sans ambiguïté sous un patronage chrétien : loin du dogme de l'Église catholique, certes, qui ne suppose pas qu'une vierge garde telle forêt ou communauté sous sa protection, mais dans un mouvement qui signale la tolérance de l'Église catholique aux continuations diverses de cultes païens, en Amérique du Sud comme en Europe. Comme l'écrit Gabriel Canedo Vasquez en évoquant l'époque des missions

⁶⁵⁶ E. LINARES CHUMACERO, *Visión Yuqui de bienestar*, La Paz, Bolivia, Organización panamericana de salud, 2012, p. 49.

⁶⁵⁷ G. CANEDO, *La Loma Santa: una utopía cercada: territorio, cultura y estado en la Amazonía boliviana*, La Paz, Bolivia, Plural Editores: Ibis, 2011, pp. 23-25.

jésuites, et la conversion chrétienne des Moxenos : « malgré la nouvelle foi que le système missionnaire prétendait appliquer, les croyances dans les « esprits des monts et des eaux » se maintinrent sans varier. Les jésuites ne parvinrent pas à sortir de la mémoire indigène les croyances ancestrales qui se mélangèrent avec celles imposées par les missionnaires »⁶⁵⁸.

C'est parce qu'elles estiment avoir trouvé la *Loma Santa* dans le Tipnis que ces communautés s'y installent. La forêt devient un lieu de vie nouveau, qui fait signe vers la nécessité de la fuite et renoue avec le caractère nomade de ce peuple avant la colonisation⁶⁵⁹. C'est le secret mystique d'une sainte qui les abrite et que ces communautés protègent à leur tour. Un lien *neuf* est créé entre les communautés et la forêt. Ce mythe est toujours essentiel pour les communautés qui y vivent. Un militant écologiste qui passe au Tipnis le plus clair de son temps est à la fois impressionné et peiné de cet attachement si récent et pourtant si profondément ancré, ce même attachement qui explique la force du mouvement déclenché en 2012 autour de la protection du Tipnis⁶⁶⁰.

Il est donc une puissance d'imagination renouvelée des dites communautés indigènes. Elles ne s'appuient pas ici sur un mythe pluriséculaire qui les lierait ensemble depuis des siècles. C'est au contraire un mythe moderne, mais récent, qu'elles partagent entre eux et qui les unit à leur territoire. Un siècle et demi a suffi à la caractérisation de cette figure comme *ancestrale*. La communauté imaginée ne l'est pas, comme la communauté nationale pensée par Benedict Anderson⁶⁶¹, par un effort d'abstraction liée à des moyens nouveaux de communication ; tout aussi imaginée, elle est liée à la constitution d'un mythe qui rend compte de la permanence d'un groupe social et de ses luttes dans l'histoire.

Cette figure sainte est donc intégrée à la cosmovision indigène. Dans cette quête d'un territoire libre et émancipé de l'influence coloniale et moderne, se joue un conflit de modernités, entre celle entraînée de force dans l'intégration d'une christianité aux allures prémodernes et celle qui s'en est émancipé pour ne sauver que le rapport à l'exploitation des hommes et de la nature.

⁶⁵⁸ *Ibid.*, p. 80.

⁶⁵⁹ *Ibid.*, p. 25.

⁶⁶⁰ Fernando Machicado, militant écologiste au Tipnis, Cochabamba, 4 août 2016.

⁶⁶¹ B. ANDERSON, *Imagined communities: reflections on the origins and spread of nationalism*, *op. cit.*

La répulsion et l'attrait : une dialectique toujours active

Le second pôle formé dans cette seconde modernité séculaire est lui aussi constitutif du rapport à ces espaces singuliers. Que le rapport à la nature séparée comme instance à dominer marque fortement la modernité venue d'Europe n'est plus chose à démontrer⁶⁶².

La relation de domination n'est pas la seule couleur d'une palette imaginaire du rapport de l'Europe à l'Amazonie. Elle en connaît d'autres, complémentaires et parfois mêlées. L'Amazonie peut susciter des vocations exotiques, des envies de voyage depuis l'Europe lointaine comme des rêves d'espaces inexplorés ou à découvrir pleinement⁶⁶³.

Cet attrait relève largement aujourd'hui d'un exotisme pour des possibilités de découvertes largement disparues ou dont l'intensité diminue du fait d'un affaiblissement considérable des cultures indigènes, d'une menace permanente sur ces modes de vie.

L'attrait peut aussi revenir à un désir de pureté naturelle, renvoyant à l'écologie conservationniste. Il est alors dominé par une volonté de trouver un îlot de terre vierge, presque l'écho des *terra nullius* découvertes par les explorateurs. Les indigènes ne figurent alors que marginalement dans l'imaginaire associé à la forêt. Ils risquent même de la détériorer⁶⁶⁴.

Mais la figuration paradigmatique de la Mère Terre, l'Amazonie sauvage, peut aussi susciter crainte et rejet. Il y a là comme un complément nécessaire à l'idée de domination : la dangerosité de cet espace le rend tant inutile qu'infréquentable. Pour Alberto Acosta, désormais opposant à Rafael Correa, c'est précisément cette vision de *domination* portée par la modernité qui anime le Président équatorien⁶⁶⁵.

⁶⁶² B. LATOUR, *Face à Gaïa*, op. cit. ; A. FEDERAU, *Pour une philosophie de l'Anthropocène*, op. cit. ; B. CHARBONNEAU, *Finis terrae*, La Bache, À Plus d'un titre, 2010 (Collection La ligne d'horizon) ; P. DESCOLA, *Par-delà nature et culture*, Paris, NRF : Gallimard, 2005 (Bibliothèque des sciences humaines).

⁶⁶³ N. BOUVIER, *Le hibou et la baleine*, "La musique", Paris, Zoe, 2003, pp. 10-11 : "Voici une trentaine d'années, des explorateurs français en détresse échouent leurs pirogues sur les rives du Haut-Orénoque aussitôt bordées d'Indiens hostiles. Les gestes d'apaisement ne passent pas. Il n'y a plus de mots : l'interprète de l'expédition a disparu quelques jours plus tôt dans un rapide. Ultime ressource : les naufragés blancs passent sur leur magnétophone une musique de Mozart. Et les Jivaros coupeurs de tête échangent leurs flèches au curare contre de petite flûtes de roseau pour accompagner dans une "jam-session" qui mérite d'entrer dans l'histoire des voyages cette mélodie étrange venue d'ailleurs. Fin des hostilités. La musique comme la lumière ou la souffrance n'a pas de patrie. Depuis des millénaires on entend dire qu'elle est la mère de tous les arts. Dans la tradition chrétienne, on parle de la "musique des anges". La vision d'une commune humanité à trouver dans les recoins les plus éloignés du monde disparaît nettement de ce texte de Nicolas Bouvier. Les « anges », cependant, étaient déjà passés par là. Dans l'Orient bolivien, des jésuites ont appris la musique baroque aux indigènes, qui jusqu'à aujourd'hui continuent de la pratiquer.

⁶⁶⁴ R. GUHA et J. MARTÍNEZ ALIER, *Varieties of environmentalism*, London, Earthscan, 1997.

⁶⁶⁵ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

Cette nature effrayante et indomptée est abhorrée par Henri Michaux qui voyage dans les années 1930 en Equateur et retourne en France par le fleuve Amazone. Pendant de longues pages, il donne à lire une vision claire de l'Amazonie : cette forêt est horrible et insupportable, les dangers y sont nombreux et la vie impossible⁶⁶⁶.

L'Amazonie renvoie une image paradigmatique de ce que sont les communs environnementaux. La notion de communs est sujet de disputes. Les configurations de pouvoir qui les traversent donnent lieu à une conflictualité résurgente, comme le montre assez le conflit autour du Tipnis. Mais c'est la singularité double de ces espaces qui frappe l'esprit. Ils sont singuliers en tant qu'ils constituent à la fois *globalement et localement* un objet permanent de récit à l'ère anthropocène. Ils sont singuliers en ce qu'ils sont traversés, dans cette dimension locale et globale, de conflits d'interprétation permanents.

Cette double nature singulière repose sur l'indissociabilité et l'existence conjointe de ces espaces, comme matière et comme discours. Ces sont des espaces constamment animés de puissances imaginaires en tension, conflictuelles en puissance ou en acte.

Espace global par son histoire et l'engagement contemporain de cet espace dans le monde, l'Amazonie présente des caractères concrets qui viennent confirmer son caractère central dans l'écosystème mondial et régional. Le commun environnemental qui se dessine ici est toujours suspendu à une multiplicité de récits, le salut comme la destruction assurée, l'exotisme absolu comme la répulsion sans retour, ou encore la puissance des mythes contre la rationalité moderne. La singularité de cet espace global produit un rapport paradoxal avec l'Etat.

III- La singularité plurielle face aux retombées de la projection internationale : l'accélération de la construction d'une territorialité étatique

Cette singularité n'est en effet nullement placée sous le signe d'une unicité impossible à concevoir. Mais elle est animée par des forces contraires. Les failles laissées dans les blocs hégémoniques équatorien et bolivien par les retombées de la projection internationale prennent un sens nouveau. L'Etat devient la base avancée de processus échoués dans leur diffusion internationale. Mais, dans le même temps, l'Etat suppose une construction territoriale claire pour asseoir la souveraineté du pouvoir central : les tensions des blocs hégémoniques, éclatés, s'aiguisent devant la prééminence d'un tel impératif. Les tensions idéologiques des blocs sont identifiables

⁶⁶⁶ H. MICHAUX, *Ecuador : journal de voyage*, Paris, Gallimard, 1997 (Collection L'Imaginaire 242).

dans les rapports différenciés à l'espace, quand des politiques de développement apparaissent comme force d'unification territoriale. Cette tension tente d'être résolue dans l'idée de nation indigène, singulièrement en Bolivie, dépassement de la nation de l'indépendance, nation du métissage.

a. Les blocs hégémoniques en prise avec l'espace

Le retour au pays : tierra vs. territorio

Il faut commencer par une opposition fondamentale dans la dispute politique de ces deux pays pour comprendre les ressorts de l'expansion du rôle de l'Etat. Le territoire ne prend pas immédiatement ni premièrement la signification républicaine qui lui est attribuée dans la tradition juridique européenne⁶⁶⁷. Il peut être également, pour les premiers concernés qui l'habitent, celui de la Loma Santa.

Du fait de la centralité acquise par les mouvements indigènes dans les années 1990 en Equateur, et de la forte composante indigéniste du bloc hégémonique bolivien, le territoire devient, en tant que tel, une notion centrale du débat politique dans ces deux pays.

Les années 1990 ont vu les indigènes des deux pays se voir attribuer des territoires *en tant que tels*, dans un processus de décentralisation de l'Etat, discuté au premier chapitre. C'est, du point de vue des organisations indigènes, une grande victoire⁶⁶⁸. Cette notion est centrale pour elles : le *territoire* est un lieu d'autonomie politique⁶⁶⁹ particulier. C'est le lieu de l'exercice plein et entier des droits collectifs conquis par les indigènes amazoniens. Mais ce n'est pas un lieu sans lien avec le reste du pays. C'est un territoire défendu comme *ancestral*. Il représente un passé considéré, du fait même de la victoire de la constitution des nouveaux blocs hégémoniques, comme le *premier* passé de toutes les nations. Ce territoire déborde de lui-même et apporte dans ce débordement des siècles passés d'oppression. Souligner ce point est d'une nécessité absolue : c'est la fierté des dirigeants indigène⁶⁷⁰. C'est un élément-clé d'explication des tensions autour des communs environnementaux habités par des populations indigènes. L'enjeu dépasse leurs limites comme leur seule population.

⁶⁶⁷ B. BADIE, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, *op. cit.*

⁶⁶⁸ Nous revenons plus avant sur ce point, mais il est important de considérer que les organisations indigènes peuvent poursuivre leur agenda propre sans nécessairement se situer sur le plan latéral qui divise la gauche et la droite. La composante indigéniste du bloc de gauche et l'importance qu'elle prend internationalement sont des facteurs conjoncturels propres aux configurations politiques spécifiques à l'Equateur et à la Bolivie du début de notre siècle.

⁶⁶⁹ Cf. *infra*, Chapitre 7.

⁶⁷⁰ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015 ; Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015.

Mais les siècles passant, des populations ont été déplacées, et des paysans entendent cultiver des terres qui ne le sont pas : c'est la conception qui domine également chez les Quechuas-Aymaras. La *terre* doit selon eux être travaillée et ne saurait être uniquement le lieu de reproduction des modes de vie amazoniens qui, en eux-mêmes, ne produisent pas de valeur ajoutée. La valeur de la terre ne doit pas être négligée, et le travail est un principe qui nécessairement l'accompagne et en fait jaillir le produit.

Cette opposition conceptuelle pourrait être sans autre effet si la concentration des terres, en Equateur comme en Bolivie, n'était si importante⁶⁷¹. Les petits paysans, en recherche de nouvelles terres à exploiter, ne se tournent pas vers les grandes exploitations hors de leur portée. Il est plus raisonnable, de leur point de vue, de tenter une avancée vers les forêts, dont les défenseurs n'ont pas la puissance matérielle, loin s'en faut, des grands propriétaires terriens.

Face au territoire indigène se dresse donc la terre paysanne, dans une compétition pour l'usage effectif du même espace. Cette opposition est formulée nettement par le dirigeant de la CONAMAQ organique Cristobal Huanca : « De fait, en grande partie, comme peuples indigènes, nous sommes en faveur des terres collectives. Nous ne sommes pas individuels. C'est en cela que nous différons du syndicat [*i.e* paysan], eux reposent sur le droit de propriété individuel, mais la nouvelle Constitution politique de l'Etat consacre trente centimètres à propos de nos outils relatifs aux terres communautaires. Comme dit la loi c'est terre-territoire. Voici la différence pour défendre nos territoires »⁶⁷².

La plèbe bolivienne au prisme de ce paradoxe

Cette opposition doit être mise en regard avec une distinction signifiante que nous avons établie entre l'Equateur républicain et la Bolivie plébéienne⁶⁷³. En effet, le rapport *concret* à l'espace du commun environnemental en Amazonie, établi par une représentation de cet espace comme par sa pratique économique, n'est pas sans incidence en retour sur la constitution *politique et discursive* des blocs hégémoniques.

Pour ce qui est de la Bolivie, c'est autour d'une figure centrale, notamment dans le texte constitutionnel, que se construit le *Proceso de Cambio* : la figure de l'indigène-originaire-paysan. Deux conceptions de cette notion peuvent prévaloir. La première renvoie sa formation à une nécessité

⁶⁷¹ Miguel Urioste, fondateur et membre de la Fundación Tierra, 19 août 2016.

⁶⁷² Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015 : Entonces, en la mayor parte, los pueblos indígenas somos las tierras colectivas. No somos individuales. Aquí diferenciamos con el sindicato, ellos es el saneamiento individual, pero la NCPE tiene treinta centímetros para usar herramientas de nosotros en las tierras comunitarias. Como dice la ley, es tierra-territorio. Eso es la diferencia para defender nuestros territorios.

⁶⁷³ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 2.

d'unifier la majorité sociale du pays afin de poursuivre la dynamique politique engagée par la victoire d'Evo Morales en 2005. Cette conception est fermement défendue par Adolfo Mendoza, ex-sénateur du MAS et anthropologue : la bataille politique est avant tout une bataille discursive, où les termes doivent être défendus pour ce qu'ils comportent de positif dans le rapport de force. En ce sens, le maintien du mythe indigène-originaire-paysan⁶⁷⁴ est une condition de la poursuite du processus et prend la forme d'une nécessité politique et stratégique.

Mais, à l'épreuve des faits, cette notion résiste difficilement. C'est la leçon qu'il est possible de tirer de cette distinction fondamentale entre terre et territoire. Si les paysans du Chapare sont aymaras et quechuas pour l'essentiel, la conception de *leur* forêt comme espace potentiellement agricole les éloigne immédiatement des indigènes du Tipnis. Comment maintenir, à partir de cette tension cruciale, le tiret entre paysan et indigène, même s'il passe habilement par l'entremise de « l'originaire » ? Cette question est d'autant plus importante que les paysans du Chapare tendent à refuser pour eux-mêmes le qualificatif d'indigène qu'ils considèrent insultant⁶⁷⁵. Fernando Mayorga considère que ce mythe indigène-originaire-paysan est une pure illusion qui ne rencontre aucunement la réalité sociale du pays⁶⁷⁶.

Construction politique et dilemme social, le peuple plébéen est constamment menacé de fissure, le mouvement vers la constitution d'un discours unificateur pouvant être rattrapé par des intérêts particuliers⁶⁷⁷. C'est le sens de cette *redescence* de l'unité internationale vers les conceptions différenciées, tensions larvées qui prennent une importance considérable à mesure que le temps du gouvernement s'allonge.

Le peuple équatorien : quelle terre pour le républicanisme ?

La pensée républicaine a, d'emblée, une dimension abstraite complètement assumée. Le populisme républicain équatorien semble donc plus armé théoriquement à intégrer les contradictions de la réalité, précisément par la constitution d'un cadre politique vide *a priori*. La nation, en tant que telle, s'unifie *au-delà* des différences concrètes et particulières ; définie

⁶⁷⁴ Adolfo Mendoza, anthropologue, La Paz, 13 juillet 2016 ; Adolfo Mendoza insiste spécifiquement sur les tirets : c'est un concept politique qui doit constituer comme entité réelle ce peuple plébéen théorisé par García Linera.

⁶⁷⁵ Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016.

⁶⁷⁶ Fernando Mayorga, politiste au CESU, Cochabamba, 1er août 2016.

⁶⁷⁷ Á. GARCÍA LINERA, "Del Estado aparente al Estado integral", 2012. Le Vice-Président bolivien considère que l'Etat est le lieu de l'universalité concrète, en tant que dépassement des intérêts particuliers. Les organisations sociales peuvent quant à elles varier entre « moments d'universalité », où leurs revendications rejoignent l'intérêt général, et « moments de corporatisme », lors desquels les revendications des organisations sociales rejoignent uniquement leur intérêt propre.

différemment par les forces sociales, elle trouve son unité dans l'abstraction de la représentation nationale⁶⁷⁸.

Il n'en reste pas moins qu'en soi, cette conception de la Révolution Citoyenne, si elle peut intégrer *de front* les contradictions, est également porteuse d'une dimension conflictuelle concrète. Cette dimension peut être, dans une certaine mesure, plus assumée. Quand la rhétorique plébéienne ne peut sans se mettre elle-même en péril nier la légitimité d'une partie du peuple plébéen, constitué comme force en expansion et souffrant mal toute soustraction, la rhétorique républicaine peut jouer sur un ressort particulièrement puissant : la menace de sédition.

Là où Evo Morales a dû céder⁶⁷⁹, Rafael Correa a multiplié les assignations discursives à la marginalité. Les opposants indigénistes ou écologistes sont renvoyés à des militants infantiles qui ne comprendraient pas l'intérêt général du pays⁶⁸⁰. C'est la nature même du processus équatorien, foncièrement républicain, qui permet au Président de jouer l'unité populaire contre la division portée par l'opposition de gauche. L'invocation de l'intérêt général républicain est une tactique classique pour porter un coup à quelque opposition que ce soit. Elle risque toujours d'être qualifiée comme relevant de tel ou tel particularisme n'ayant pas la vision synthétique de la puissance d'Etat⁶⁸¹.

Par les tenants d'une opposition écologiste et indigéniste, celles et ceux qui sont attachés au principe de territoire indigène, une telle rhétorique, fondée en République, est perçue et ressentie comme une violence. Esperanza Martinez considère par exemple que « Rafael Correa s'assoit sur la constitution »⁶⁸². Ce conflit d'interprétations rappelle la leçon donnée par Hector dans *La guerre*

⁶⁷⁸ B. MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012 (Champs Essais 820).

⁶⁷⁹ Dans des conditions qui certes ne lui étaient pas défavorables ; cf. *infra*, Chapitre 5.

⁶⁸⁰ "«Infantilismo» tensa relación Correa-Acosta" | Política | Noticias | *El Universo*, 21 janvier 2009, [En ligne]. <<https://www.eluniverso.com/2009/01/21/1/1355/51D051981FE44D54A46A35DBEFEC9037.html>>. (Consulté le 6 avril 2018). Cette référence à l'infantilisme évoque clairement Lénine et son texte *Le gauchisme est la maladie infantile du communisme*. Encore une fois, les tensions de cette unité entre socialisme républicain et indigénisme apparaissent limpide.

⁶⁸¹ J. ELLUL, "Intérêt général prime intérêt particulier", *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Paris, La Table Ronde, 2004, pp.121-130. Jacques Ellul développe cette tension inhérente au concept d'intérêt général en des termes particulièrement clairs : « L'intérêt général c'est un Quelque chose grâce à quoi tout le monde peut vivre et se développer, c'est une Autre chose qui permet à une communauté nationale de se développer dans le sens de l'histoire, c'est l'ensemble des forces de progrès, ou encore ce qui représente toutes les ressources de la société... nous n'en finirions plus. Mais ce qui paraît très fortement marqué, c'est surtout que cet intérêt, parce qu'il est général, ne se rencontre en aucune entreprise particulière. Si l'on vous dit : Il est ici, ou : Il est là, surtout n'en croyez rien. De la même façon, il n'est jamais l'intérêt de quelqu'un car aussitôt il deviendrait intérêt particulier. Non, non, la grandeur de l'intérêt général, c'est d'abord de n'être nulle part, et ensuite de n'être celui de personne » (pp.123-124).

⁶⁸² Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

de Troie n'aura pas lieu quant aux rapports de force politiques faits droit, dans la guerre comme dans la paix : « le droit est la meilleure école de l'imagination »⁶⁸³.

Il n'y a, dans cette conception, ni terre ni territoire indigène qui puisse faire le poids contre le *territoire légitime*, celui de la République. En dépit du fait que le caractère plurinational de l'Equateur soit reconnu dans la Constitution, il est utile de rappeler que cela n'en fait pas, contrairement à la Bolivie, un Etat plurinational. La République, dans sa dimension une et indivisible, si elle reconnaît la pluralité, s'arroge toutefois le principe d'unité et de décision en ultime instance.

b. Le fer de lance de la construction nationale : le développement

Le territoire indigène qui déborde de lui-même et devient un objet autonome de conflit politique, inscrit au cœur des disputes politiques du gouvernement des communs environnementaux, s'affronte avec un objet tout aussi essentiel, depuis les conceptions plébéienne ou républicaine du pouvoir : le territoire d'Etat et l'Etat comme territoire. Cet objet refuse le débordement : le territoire indigène doit rester dans ses limites, ses échappées contenues.

La souveraineté par les ressources : l'Equateur comme paradigme

Comme un prolongement de l'opposition entre terre et territoire, la question des ressources naturelles se trouve être un point central des disputes politiques autour des communs environnementaux.

C'est surtout le cas du Yasuní. Le pétrole est le cœur de la dispute autour de cet espace. Il est essentiel de saisir, pour comprendre le choc entre les objets que sont le territoire étatique et le territoire indigène, la dimension *totalisante* de la conception indigène de leur espace. Ce dernier ne saurait être défini comme à deux dimensions. Débordant politiquement, il s'attache tout aussi bien au ciel qu'au sous-sol. C'est un espace à quatre dimensions.

Mais les ressources naturelles sont un pilier essentiel de la souveraineté nationale, lutte historique pour les pays du Sud. Aussi l'attachement à la propriété nationale des ressources naturelles de la part d'un gouvernement issu d'une volonté de reconstruire l'Etat est-il une dimension essentielle des rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux. Deux conceptions s'affrontent, celle du territoire débordant et totalisant contre celle d'un sous-sol monopolisé, en tous ces points, par l'Etat.

⁶⁸³ J. GIRAUDOUX et C. WEIL, *La guerre de Troie n'aura pas lieu : pièce en deux actes ; 1935*, Paris, Grasset, 1991 (Le livre de poche 945).

Cette dernière conception n'est pas restreinte à ses dimensions symboliques. La question centrale relève également de l'extraction de la plus-value : extraire du pétrole, c'est assurer des ressources financières à un Etat dont le budget est fortement dépendant des ressources issues de son exportation. Que cela soit le cas ou non est en soi un objet de polémiques intenses. Alberto Acosta et Carlos Larrea défendent l'idée que l'économie de la rente basée sur le pétrole est en réalité un facteur d'aggravation de la pauvreté et de ralentissement des processus de modernisation ou de diversification de l'économie : il s'agit de la maladie hollandaise⁶⁸⁴. Le champ intellectuel qui se range à cette idée se place sous une même bannière, celle de la lutte contre l'extractivisme⁶⁸⁵.

La dépendance au sentier est ici un concept pertinent : la souveraineté nécessite les moyens de construction de l'Etat, et ces derniers doivent être obtenus au plus simple. L'extraction de ressources naturelles, même si elle implique une faible plus-value, apparaît comme une solution immédiatement mobilisable pour les gouvernants. Elle appartient de cet ensemble intellectuel qui suit le raisonnement logique suivant : l'extraction de valeur liée au pétrole donne la possibilité de réaliser des investissements publics qui, permettant de diversifier l'activité économique, pourraient permettre une sortie de la dépendance aux revenus issus de la rente pétrolière. C'est le prix du développement.

La souveraineté au détour d'une route : l'intégration territoriale

Le développement peut trouver d'autres voies. En Bolivie, Álvaro García Linera en est persuadé, et trouve pour cela l'appui d'Evo Morales : les tensions politiques avec l'Est sont aussi liées à l'interdépendance économique entre les régions de Santa Cruz et du Beni. Le Beni n'est pas connecté à Cochabamba. Le territoire national n'est, en conséquence, pas intégré.

Construire l'Etat et l'affirmer comme principale puissance agissante au niveau national revient à un principe fondamental pour le Vice-Président : qui veut construire l'Etat doit construire des routes. « Vous n'avez pas de routes qui passent dans vos parcs, vous ? »⁶⁸⁶, m'interpelle-t-il

⁶⁸⁴ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015. Cf. Annexe graphique 8.

⁶⁸⁵ A.C. GONZALEZ-ESPINOSA, « La gauche et la continuité du projet extractiviste. Bolivie, Equateur, Venezuela », dans *La gauche en Amérique latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 335-365 ; ACCION ECOLOGICA (éd.), *Cuando tiemblan los derechos: extractivismo y criminalización en América Latina*, Quito, Acción ecológica, 2011 ; M. SVAMPA, « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *art. cit.* ; F. POUPEAU, « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *art. cit.* ; E. GUDYNAS, *Ecología, mercado y desarrollo. Políticas ambientales, libre mercado y alternativas*, *op. cit.*

⁶⁸⁶ AGL – Gob. Une anecdote est assez intéressante de ce point de vue. Un chauffeur de taxi qui m'emmenait dans un parc naturel racontait qu'auparavant aucune route ne reliait Cochabamba à celui-ci et que le parcours que nous allions faire ensemble en cinq heures durait alors plusieurs jours. Il me raconte alors qu'il est fasciné par les routes européennes, qu'il a regardé des vidéos d'autoroutes françaises. Son enthousiasme était clair, et le fait que les routes puissent disposer de plusieurs voies étaient en soi un élément exceptionnel. En ce sens, les travaux engagés par Evo Morales en termes d'infrastructures routières trouvaient un écho positif en lui.

directement lors de notre entretien. Le modèle d'intégration étatique et de renforcement de la cohésion du territoire est affirmé sans ambages par celui qui se définit volontiers comme un jacobin.

Deux dimensions sont à considérer ici. Le projet de route relève d'une stratégie de construction de l'Etat. Il s'agit d'affirmer la puissance centrale, et, à travers elle, la suprématie de La Paz sur Santa Cruz. Mais une dimension tactique est également à l'œuvre : défaire la droite politique dans le pays, dont les bastions sont à l'Est ; en d'autres termes, il faut diviser l'adversaire et produire des avis divergents entre le Beni et Santa Cruz. Mais il faut aussi assurer ses bases. Pour Fernando Molina, journaliste, cela ne fait aucun doute : le projet de route dans le Tipnis est avant tout un moyen pour Evo Morales de s'assurer l'appui de ses bases les plus solides, les fédérations de *cocaleros* du Chapare. Cette route est pour eux un moyen d'exploiter de nouvelles terres, et si cette intention n'est jamais affirmée par le gouvernement, elle reste selon lui centrale⁶⁸⁷.

La construction nationale repose donc, dans l'esprit du Vice-Président, sur l'intégration territoriale par les infrastructures routières. L'aspect strictement *matériel* de ce rapport de forces engagé pousse à un décentrement du regard : les communautés indigènes de l'Amazonie ne sont pas intégrées à cette perspective. Par un retournement opéré au sein même du bloc, le débordement territorial est dans cette lignée placée sous le signe de l'Etat, qui souhaite s'imposer comme force majeure et, aussi loin que son territoire est concerné, comme puissance territoriale monopolistique.

Bien Vivre et gouverner longtemps : des impératifs inconciliables ?

Cette temporalité propre à l'Etat n'est ni celle des secteurs militants ni celle des entreprises transnationales. Les gouvernements qui entendent pérenniser les structures étatiques ont un agenda propre, celui du renforcement des structures centrales.

Une tension fondamentale est approchée de ce seul fait, à la croisée de deux dimensions *également* stratégiques. D'un côté, les cadres gouvernementaux – les officialistes – considèrent qu'il est fondamental de maintenir la force issue des ruptures du début du siècle au pouvoir et de consolider ses moyens d'action. De l'autre, certains d'entre eux et l'opposition aux blocs *depuis ses positions* considèrent que la stratégie de l'exemplarité internationale est la meilleure.

En d'autres termes, une stratégie classique de développement – par la création de secteurs d'accumulation économique à partir de la base rentière – s'oppose à une défense coûte que coûte des principes fondateurs et liants des dynamiques politiques équatorienne et bolivienne : le *Suma Qamaña* et le *Sumak Kamsay*⁶⁸⁸. Il est frappant, au fil des entretiens menés en Equateur et en Bolivie,

⁶⁸⁷ Fernando Molina, journaliste, La Paz, 6 juillet 2016.

⁶⁸⁸ Cf. *supra*, Chapitre 1.

de constater que cette partition ne recoupe pas nécessairement les différentes positions politiques. Ce ne sont pas deux camps figés qui s'occupent. Ces deux impératifs stratégiques coexistent au contraire dans l'esprit de la plupart des soutiens aux processus équatorien et bolivien.

Tout d'abord, il y a accord général sur la nécessité de ne pas revenir dans les affres connues auparavant et de conserver des gouvernements dont la vocation est de répondre aux intérêts de la majorité sociale. Mais cela ne doit pas impliquer sur les ambitions programmatiques et la conception *alternative* du développement qui est précisément celle-là même qui a donné un écho international important aux blocs hégémoniques nouvellement constitués.

Mais il est clair qu'en fonction du positionnement institutionnel – appartenance ou non à des structures directement liées au gouvernement – la balance entre ces deux positions s'équilibre différemment. Une difficulté apparaît dans tous les entretiens : l'impasse dans laquelle se trouvent les défenseurs du second aspect stratégique et privilégient l'exemplarité de la Bolivie ou de l'Équateur, qui doivent se constituer en modèles alternatifs. En effet, la construction de tels modèles de développement, émancipés de la division capitaliste du travail et de la division internationale du travail, n'est pas chose aisée à opérationnaliser en termes de politiques publiques.

Quelles implications concrètes du *Buen Vivir*? Bien sûr, il y a les plans de développement dont les objectifs sont différents d'un plan national fondé sur l'accumulation pure et simple à partir de la rente⁶⁸⁹. Mais le chemin le plus court – et celui pour lequel les outils de politiques publiques sont d'ores et déjà disponibles et plus simples à orienter – reste celui d'une stratégie classique de développement. Le Vice-Président bolivien comme le Président équatorien peuvent alors renvoyer les oppositions venues depuis le bloc en décomposition au statut de doux rêves.

C'est dans cette hésitation permanente que se situent les anciens soutiens aux blocs hégémoniques comme les officialistes⁶⁹⁰. Une unité sous-jacente continue de les traverser, celle de l'impensable retour des droites, qui est le parallèle, en affaires internes, de l'unité *négative* opérée par l'anti-impérialisme pour les affaires extérieures⁶⁹¹.

Un territoire, un Etat, et pour cela, une politique de développement basée sur le développement des infrastructures et l'optimisation en termes d'investissement et de redistribution

⁶⁸⁹ SENPLADES, "Plan Nacional Para el Buen Vivir 2009-2013", 2009; ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (éd.), "Plan nacional de desarrollo. Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien. 2006-2011", 2007.

⁶⁹⁰ I. ERREJÓN et M. CANELAS, "¿La Patria de los indios o los indios por la Patria?", *art. cit.* Nous reprenons la dichotomie utilisée dans cet article.

⁶⁹¹ Cf. *supra*, Chapitre 1.

de la rente : voici le fer de lance de la construction territoriale. C'est la tentative *d'un retour des territoires*⁶⁹².

c. La nation indigène : dépassement de la nation métissée ?

A l'Etat, il faut un territoire. Mais il faut également une unité populaire. Une nation ? Des nations qui en formeraient une ? C'est tout l'enjeu d'un débat entre deux figures importantes du processus bolivien, qui fait écho aux discussions liées à la plurinationalité en Equateur.

L'indigénisme contre le métissage : quelle nation pour quel(s) territoire(s) ?

Le débat autour de la question indigène et de la nation est important en Equateur comme en Bolivie. L'insistance plus forte sur la majorité indigène en Bolivie donne aux débats qui s'y déroulent un caractère particulièrement intense : ils sont au cœur même de l'agencement intellectuel du nouveau gouvernement et des tensions qui traversent, de part en part, le nouveau bloc hégémonique. Le retour en force de l'Etat, point commun aux processus bolivien et équatorien, pose à nouveaux frais la question de la définition du concept et de la potentielle pluralité de la nation.

A cet égard, le relatif silence en Equateur autour d'un débat tranché par la Constituante équatorienne par une reconnaissance moins centrale de la pluri-nationalité est en soi signifiant. Le populisme républicain ne rencontre pas les mêmes écueils théoriques et pratiques que le populisme plébéen construit sur la figure centrale de l'indigène-originaire-paysan. Ce n'est pas pour autant qu'il faudrait en conclure à l'inadéquation de ces débats au cas équatorien. Ils y résonnent aussi, tant l'histoire de l'indigénisme y est forte, et la mobilisation à certains égards plus puissante autour des revendications proprement *culturelles*⁶⁹³.

Mais cette question est absolument centrale, au point que les débats autour du recensement de la population sont aigus dans l'un comme l'autre pays. La présence même de la catégorie « métisse » est en jeu et fortement critiquée par les dirigeants des organisations indigènes ainsi que leurs alliés⁶⁹⁴. La construction de la *nation métisse* renvoie, pour ses contempteurs, à l'imaginaire colonial fondé sur l'harmonisation du corps social en vue de la formation d'une nation homogène.

Le débat qui oppose le Vice-Président García Linera à l'universitaire Silvia Rivera Cusicanqui n'est pas étranger à cette notion, qu'ils critiquent cependant tous deux. Leur discussion

⁶⁹² B. BADIE, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, *op. cit.*

⁶⁹³ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁶⁹⁴ Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

dérive d'une opposition entre le Vice-Président et l'ancien Président Carlos Meza⁶⁹⁵, défenseur de la notion de métissage⁶⁹⁶. L'argument principal de ce dernier est que la nation bolivienne s'est construite autour d'un métissage lié à la période coloniale et républicaine. Cet héritage historique doit donc être assumé comme tel sans essentialiser l'indigène comme figure opprimée dont la conscience de soi eût été étouffée pendant plusieurs siècles. Sa thèse est donc double. Elle accuse une forme d'essentialisme, et s'approche de la défense d'une identité républicaine *par-delà* les nations indigènes en Bolivie, celle qui craint la perpétuation, après l'ère coloniale, de deux ordres légaux, « la République des indiens et celle des Espagnols »⁶⁹⁷. C'est l'expression d'une pensée politique qui dominait avec l'adoption de la nouvelle Constitution en 2009.

Au cœur de cet échange se pose la question fondamentale de la recomposition des structures d'Etat après la prise de pouvoir du MAS et l'adoption d'une nouvelle Constitution. L'articulation entre nation *et* territoire est ici centrale, d'autant que chacun des termes peut tout à fait être pluriel. A cet égard, Carlos Meza se pose comme défenseur d'une unité républicaine classique.

La position de la Vice-Présidence : la réalisation des nations indigènes au sein de l'Etat

Les références intellectuelles du Vice-Président bolivien s'inscrivent dans la philosophie politique moderne européenne : il a déjà été question à son propos de Lénine, Gramsci, ou encore Marx⁶⁹⁸. L'ouvrage qu'il écrit en 2014 à propos de l'identité bolivienne⁶⁹⁹, suite au recensement de 2012, se lit avec en filigrane un philosophe majeur loin d'être d'importance pour les penseurs déjà évoqués : il s'agit de Hegel.

En effet, cet ouvrage se propose de définir les bases nouvelles de l'Etat plurinational : en quoi la question nationale a-t-elle été modifiée du fait du processus politique entamé au début de ce siècle ? Telle est la question à laquelle ce livre entend répondre. Hegel vient spontanément à l'esprit à la lecture des lignes de García Linera pour deux raisons essentielles : le mouvement de sa thèse est dialectique, et il repose *en dernière instance* sur l'Etat comme instance productrice d'une synthèse rationnelle de la société⁷⁰⁰.

⁶⁹⁵ L.F. ANGOSTO FERRÁNDEZ et S. KRADOLFER, *The Politics of identity in Latin American censuses*, London; New York, Routledge, 2016. La synthèse offerte par cet ouvrage des débats entre les trois protagonistes est tout à fait éclairante

⁶⁹⁶ C. MESA GISBERT, *La Sirena y el Charango. Ensayo sobre el Mestizaje*, La Paz, Fundación Comunidad/Editorial Gisbert Editorial, 2013.

⁶⁹⁷ C. MESA GISBERT, "Una respuesta al libro "Identidad boliviana": Las equivocaciones de Álvaro García Linera", *Nueva Cronica*, 27 février 2014.

⁶⁹⁸ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁶⁹⁹ Á. GARCÍA LINERA, *Identidad boliviana. Nación, mestizaje y plurinacionalidad*, *op. cit.* La note 19 de ce texte est une réponse très polémique à l'ouvrage publié un an auparavant par Carlos Meza (p. 55-56).

⁷⁰⁰ G.W.F. HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

Le concept fondamental que défend le Vice-Président est celui d'*indianisation de l'Etat*. C'est le dépassement dialectique de l'opposition précédente entre métissage et identités culturelles indigènes. Selon García Linera, cette opposition est parmi les éléments historiques qui ont donné lieu à la constitution d'un nouveau bloc hégémonique qui repose sur les classes plébéiennes, celles-là même qui sont placées dans la nouvelle Constitution sous la bannière du mouvement indigène-paysan. « Le nouveau sens commun transcendantal est celui qui se diffuse depuis le mouvement indigène-paysan »⁷⁰¹.

Autrement formulé, le « gouvernement des mouvements sociaux » provoque, de par ses origines sociales, une nécessité d'articuler ce qui se trouvait en opposition frontale : l'identité culturelle indigène et l'Etat comme structure de construction nationale. « Ce tissu identitaire possède une « trame » intérieure décisive qui soutient l'équilibre interne entre *identité étatique* et *identité culturelle : l'indianisation de l'Etat* et, avec elle, l'indianisation de l'identité étatique bolivienne ; ou, en d'autres termes, l'indianisation croissante de l'identité nationale bolivienne elle-même »⁷⁰².

La conclusion de ce livre oppose le métissage national, issu du siècle des indépendances, à cette nouvelle unité que l'Etat plurinational entend construire : « Quand les classes et l'identité dominantes ignorent et homogénéisent le reste des nations au sein de l'Etat, le métissage est un ethnocide et son résultat un Etat mono-culturel confronté au reste de la société plurinationale. En revanche, si l'identité et les classes sociales dirigeantes reconnaissent ces autres identités nationales et que ces dernières inscrivent leurs pratiques matérielles dans l'agencement étatique, nous sommes devant une équation d'*isomorphisme* entre Etat, société et territoire qui caractérise les Etats plurinationaux. C'est ce que la Bolivie est aujourd'hui »⁷⁰³.

La clé de l'ouvrage et de la démarche stratégique du Vice-Président est tout entière dans cette conclusion. Tout en rejetant le métissage national, il affirme que la question de la conflictualité des identités culturelles avec l'Etat est désormais derrière la Bolivie contemporaine, puisque l'Etat a intégré ces contradictions. C'est une identité des formes – un isomorphisme – qui caractérise les rapports entre Etat, territoire et nation. La conclusion semble esquisser le contenu d'un Etat-nation : l'Etat plurinational peut alors sembler être un Etat-nation par d'autres moyens.

⁷⁰¹ Á. GARCÍA LINERA, *Identidad boliviana. Nación, mestizaje y plurinacionalidad*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2014, p. 50.

⁷⁰² *Idem*, p. 49.

⁷⁰³ *Idem*, p. 75.

Les interrogations soulevées par une telle conception empêchent de refermer le mouvement dialectique, et la contradiction reste ouverte : Silvia Rivera Cusicanqui n'estime pas nécessaire de revenir sur les arguments de Meza qu'elle juge caducs. Mais elle discute âprement la conceptualisation proposée par le Vice-Président.

Puisque l'analogie avec Hegel semble valoir pour l'ouvrage de ce dernier, la critique de Silvia Rivera Cusicanqui pourrait être placée sous le patronage de Marx. Comme ce dernier reprochait au premier un idéalisme qui l'empêchait de concevoir les fondations matérielles des structures d'Etat, Silvia Rivera Cusicanqui reproche à Álvaro García Linera l'aspect illusoire de la réconciliation dialectique opérée⁷⁰⁴. Lorsque le Vice-Président écrit que « l'articulation de la différence culturelle dans l'unité étatique, c'est *l'identité nationale composée* »⁷⁰⁵, Silvia Rivera Cusicanqui y voit une prétention centralisatrice clairement affirmée.

« J'aperçois dans sa défense de l'Etat comme logotype et *comme carte* (bien que nuancé de patuju⁷⁰⁶) une tendance à la totalisation autoritaire de la *nation territoriale* et une vision du gouvernement comme administrateur colonisé par ses structures sous-jacentes »⁷⁰⁷. Les rapports de pouvoir liés à la construction politique de l'espace sont sans nul doute possibles centraux dans l'opposition théorique. Ces différences théoriques ont une incidence politique : la question implicitement débattue est double. Il s'agit du rôle politique que doit jouer l'Etat ainsi que la définition d'une identité collective sur laquelle fonder la communauté politique bolivienne.

Or, selon Silvia Rivera Cusicanqui, le raisonnement de García Linera repose sur « un sophisme territorial » : jamais l'existence de la Nation bolivienne en tant que telle n'est remise en cause⁷⁰⁸. Elle est considérée comme un préalable à la discussion, et seule tient la place majuscule que les nations indigènes n'occupent pas, appelées à remplir un cadre vide qu'elles n'ont pas déterminé.

⁷⁰⁴ S. RIVERA CUSICANQUI, "¿Qué hacer frente a la "Nación" de Álvaro García Linera?: Indianizar al mestizaje y descolonizar al gobierno", *Nueva Cronica*, 15 mars 2014. « Le discours du Vice-Président s'assoit sur la traduction marxiste et post-structuraliste et se trouve être jacobin dans le sens le plus libéral. De quoi, en effet, cette entité abstraite – la Nation étatique – serait-elle le « produit », elle qui construit tout, ordonne, rationalise, et qui se convertit, comme par magie, en volonté autoperpétuée de pouvoir ? ».

⁷⁰⁵ Á. GARCÍA LINERA, *Identidad boliviana. Nación, mestizaje y plurinacionalidad*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2014, p. 56.

⁷⁰⁶ Fleur nationale de la Bolivie.

⁷⁰⁷ S. RIVERA CUSICANQUI, "¿Qué hacer frente a la "Nación" de Álvaro García Linera?: Indianizar al mestizaje y descolonizar al gobierno", *art. cit.* Nous soulignons.

⁷⁰⁸ *Idem.*

La question territoriale est indissociablement liée à la question indigène, point nodal des rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux. Il n'est donc guère surprenant que surgisse, au détour de ces débats autour de la question nationale, le Tipnis : cet écrit est pour Silvia Rivera Cusicanqui une « justification rhétorique, pauvrement argumentée, de l'action de l'Etat colonial et de ses gouvernants colonisés à Chaparina quand la Nation étatique (...) a souhaité imposer sa vocation hégémonique – main dans la main avec des intérêts brésiliens – sur la nation culturelle et ancestrale des habitants du Tipnis »⁷⁰⁹.

Ainsi, la conception défendue par le Vice-Président est fortement critiquée par cette intellectuelle un temps proche du nouveau bloc hégémonique. Elle n'est pas seule, Raul Prada emploie des arguments proches⁷¹⁰. La ligne de faille est clairement identifiée : l'Etat et ce qu'il implique *nationalement et territorialement* est à l'origine de débats aussi intenses.

Silvia Rivera propose donc une ouverture dans la dialectique vice-présidentielle, et elle se trouve en un point éminent de cette étude, l'écologie : « La proposition de décoloniser le métissage suppose un effort d'approximation du monde indigène depuis la mondialité [*planetariedad*] d'un dilemme : aujourd'hui nous savons que notre survie comme espèce pourrait n'être plus viable à moyen terme. (...) [Il faut] reprendre les traces intellectuelles de Jaime Mendoza, Matilde Garvía, René Zavaleta, Yolanda Bedregal et tant d'autres métisses qui surent reconnaître dans leur subjectivité un appel à soigner [*cuidar*] la terre, à parler des langues joyeuses et à habiter un espace, un paysage, un pays, capable de nourrir la pluralité au lieu de la subordonner et l'humilier »⁷¹¹. L'écologie est au cœur des disputes politiques autour de l'espace.

La *planetariedad* est donc une caractéristique fondamentale de l'Amazonie. C'est paradoxalement cette caractéristique globale, ainsi que la pluralité des interprétations dont elle est l'objet, qui produit sa singularité. Elle est singulière car elle n'est pas *uniquement* étatique ou globale. C'est là toute la tension interne aux processus liés à ce type d'espace. Les relations de pouvoir écologique passent par la terre, dont les conceptions sont variées au sein des blocs hégémoniques, tout comme elles supposent un positionnement par rapport à la construction étatique et classique d'un territoire étatique. L'Amazonie, qui suscite des imaginaires à l'image des tensions qui la

⁷⁰⁹ S. RIVERA CUSICANQUI, "¿Qué hacer frente a la "Nación" de Álvaro García Linera?: Indianizar al mestizaje y descolonizar al gobierno", *art. cit.*

⁷¹⁰ L.F. ANGOSTO FERRÁNDEZ et S. KRADOLFER, *The Politics of identity in Latin American censuses*, *op. cit.* Pour Raul Prada, l'argument selon lequel les indigènes sont désormais intégrés et participent à la construction nationale revient à les inviter à participer à leur propre ethnocide.

⁷¹¹ S. RIVERA CUSICANQUI, "¿Qué hacer frente a la "Nación" de Álvaro García Linera?: Indianizar al mestizaje y descolonizar al gobierno", *art. cit.*

traversent, est l'une des sources des disputes théoriques et politiques autour du futur de la nation dans les pays qui l'habitent.

Le temps de la projection internationale s'est arrêté devant la politisation de ces espaces si particuliers que sont les communs environnementaux. Pour l'Equateur de PAIS comme pour la Bolivie du MAS, le dynamisme premier de la projection internationale n'a pas empêché le surgissement de tensions *profondes* présentes au Yasuní comme dans le Tipnis.

Elles n'avaient pas disparu au début des mandats présidentiels d'Evo Morales ni de Rafael Correa. Mais, comme plus latentes, leur intensité avait diminué, temps d'observation pour des forces indigénistes et écologistes qui préféraient soutenir les nouveaux gouvernements pour assurer la cohésion et la continuité des nouveaux blocs hégémoniques. L'échec relatif des projections internationales, ralentissement imposé par la permanence des structures de pouvoir internationales, a éveillé ces tensions.

L'objet des conflits socio-écologiques qui se sont alors développés tient en une ligne de rupture au sein des blocs, qui, pour ne pas séparer strictement les acteurs eux-mêmes, existe bel et bien : d'un côté, la défense coûte que coûte d'un modèle alternatif et anticapitaliste, de l'autre la volonté de continuer le processus en en assurant la conservation nationale et la pérennité au travers d'une politique de développement plus traditionnelle. Cette ligne peut sembler abstraite, construction intellectuelle arbitraire. Il n'en est rien, et tout son sens concret apparaît au dévoilement de la *singularité* des espaces amazoniens de ces deux pays.

Ce sont des espaces globaux, qui engagent immédiatement plus qu'eux-mêmes, dont l'histoire multiple emporte avec elles des interprétations diverses et des raisons d'agir bien souvent antagoniques. Ces antagonismes sont tout autant imaginaires que concrets, et traversent bien souvent l'Atlantique vers ou depuis l'Amérique du Sud dans un mouvement continu entre exotisme et défense d'une certaine idiosyncrasie.

Cette pluralité *globale* desdits espaces prend un sens politiquement sensible au moment d'interroger la pérennité des processus révolutionnaires bolivien et équatorien. La projection des processus arrêtée, il faut maintenir la rupture, fût-ce dans un seul pays. Une instance de centralisation est pour cela nécessaire : l'Etat. Le retour en force de l'Etat est une dimension de la conflictualisation accrue des espaces andin-amazoniens. L'Etat tente de se poser, aux nuances du républicanisme équatorien ou du plébéianisme bolivien, comme *la* force déterminante de ces espaces, une force sans laquelle le territoire n'est pas, condition de l'existence même de la

communauté politique et, par conséquence, première condition de possibilité de la continuation des processus engagés.

Comme un impératif de survie, l'Etat est une puissance qui s'affirme sans détour comme la puissance régente *en dernière instance* sur ces espaces au déséquilibre conflictuel que sont les communs environnementaux. Si politique il y a dans ces espaces, elle doit avoir un régulateur central, intermédiaire nécessaire à toute interaction : l'Etat. De même que les projections internationales ont dû faire face à des structures préexistantes, cette affirmation politique de l'Etat rencontre également des dynamiques globales qui la précèdent, l'accompagnent en l'entravant.

Chapitre 5. La réalité *déterminante* des dynamiques globales. Etat plurinational et intégration capitaliste

« Ce silence qui se referme sur l'une des plus grandes civilisations du monde, emportant sa parole, sa vérité, ses dieux et ses légendes, c'est aussi un peu le commencement de l'histoire moderne. Au monde fantastique, magique et cruel des Aztèques, des Mayas, des Purépechas, va succéder ce qu'on appelle la civilisation : l'esclavage, l'or, l'exploitation des terres et des hommes, tout ce qui annonce l'ère industrielle ».

« Mais l'équilibre d'une civilisation est précaire, et peu de chose la ruine à jamais. Le monde indien était fragile comme un rêve, auquel le rêve des oracles annonçait la fin ».

Jean-Marie Gustave LE CLEZIO, *Le rêve mexicain*

L'Etat, alors qu'il a opéré un mouvement de recul dans les années 1990, entend donc revenir au centre du jeu politique en Amazonie. Mais il ne revient pas sur une terre vierge, et l'action même que constituait son retrait⁷¹² a également produit des effets. L'absence d'activité humaine là où elle exerçait une forte influence sur le milieu est vite remplacée par les forces naturelles qui, en peu de temps, reconstruisent un milieu fort différent⁷¹³. L'expression populaire en atteste la conscience collective : la nature a horreur du vide.

De la même façon, le *retour* de l'Etat n'a pas lieu dans un environnement resté stable, et, là où il s'était retiré, les dynamiques sociales ont pris de nouvelles formes, modelant les rapports de pouvoir écologique et limitant par là même l'autonomie politique des diplomaties équatorienne et bolivienne. La globalité des espaces amazoniens est un facteur décisif du rattrapage de ces autonomies. Les rapports de force n'y sont pas uniquement déterminés par l'Etat qui s'y trouve comme *une force sociale parmi d'autres*. Cette force sociale est tout sauf homogène, poreuse au monde social auquel elle appartient.

C'est une banalité d'avancer que l'Etat n'intervient pas sur une situation *ex nihilo*, qu'il n'est pas un *deus ex machina* capable de modifier en tout et pour tout une configuration de pouvoir. Mais le discours tenu autour de l'Etat dans les processus bolivien et équatorien témoigne d'un volontarisme qui tend à construire une puissance étatique incontestable. Le *retour* de l'Etat, pas davantage que son retrait, ne sont des faits bruts tombés du ciel. Le *retour de l'Etat* est une politique. En tant que telle, elle compose avec la réalité sociale à laquelle elle se confronte, serait-ce pour la transformer.

Les communs environnementaux ne sont pas saisis uniquement par l'Etat au moment où celui-ci déciderait qu'ils lui sont chers. En tant que tels, les communs environnementaux ne sont pas uniquement des espaces construits de façon plurielle et inconciliables. *Ils sont également unifiés par un temps qui les emporte et joue le rôle du métronome des relations de pouvoir écologique, celui de l'intégration capitaliste*. Telle est l'hypothèse centrale de ce chapitre.

⁷¹² Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁷¹³ G. SIMMEL, "Réflexions suggérées par l'aspect des ruines", *La philosophie de l'aventure essais*, Paris, Arche, 2002, pp. 48-56. Le texte sur les ruines de Simmel constitue une intuition puissante à cet égard : la nature a vite fait de faire redescendre ce que les forces d'élévation de l'être humain ont tenté de construire. Ce passage est particulièrement évocateur : « Ce qui a dressé la construction dans un élan vers le haut, c'est la volonté humaine ; ce qui lui donne son aspect actuel, c'est la force mécanique de la nature, dont l'activité rongeanne et destructrice tend vers le bas. Mais cependant, tant que l'on peut parler de ruines et non de monceaux de pierre, la nature ne permet pas que l'œuvre tombe à l'état amorphe de matière brute ; une nouvelle forme est née, qui, du point de vue de la nature, est absolument pensée, compréhensible, différenciée. La nature a fait de l'œuvre d'art la matière de sa création à elle, de même qu'auparavant l'art s'était servi de la nature comme de sa matière à lui » (p. 51).

L'étude des dynamiques capitalistes est d'autant plus nécessaire que les nouveaux blocs hégémoniques intègrent une forte composante anticapitaliste. Ces blocs font donc face à un dilemme classique des révolutions, la composition avec un monde dominé par des structures économiques qu'elles réprouvent et dont elles sont toutefois parties, bon an mal an.

Puisque la notion de communauté est centrale dans les situations bolivienne et équatorienne, il est crucial de l'interroger au prisme des dynamiques capitalistes. Communauté transnationale, communauté internationale, communauté indigène, communauté nationale : toutes ont partie liée avec le gouvernement des communs environnementaux.

La communauté *primus inter pares*, tant elle est présente dans les arguments politiques relatifs au gouvernement des communs environnementaux, est la communauté indigène. L'imaginaire relatif à la communauté indigène la considère comme intrinsèquement et nécessairement précapitaliste, sans contact aucun avec le marché. Cependant, les communautés indigènes ne vivent pas en vase clos. *Les dynamiques économiques – déforestation, extraction de ressources naturelles – qui traversent leurs espaces de vie marquent les communs environnementaux.* Aussi est-il important d'opérer une saisie plus fine des relations entre communautés indigènes et dynamique capitaliste. La construction territoriale *depuis l'Etat* est une variable essentielle de la modification des modes de vie indigènes. Mais ceux-ci ne sauraient guère être placés sous le signe d'une quelconque homogénéité : la culture Quechua-Aymara présente des *affinités électives* avec le capitalisme qui produisent une différence significative entre l'indigénisme concret des Andes et celui de l'Amazonie. Les communautés indigènes des terres basses se voient donc transformées par des dynamiques économiques que leur résistance peine à ralentir.

L'affaiblissement des structures communautaires n'est pas le seul phénomène marquant relatif aux communs environnementaux boliviens. En effet, il a déjà été fait mention de la puissance considérable de l'anti-impérialisme au sein des deux blocs hégémoniques. Le *retour de l'Etat* s'inscrit également dans cette perspective qui considère équivalentes les dynamiques capitalistes et l'ingérence internationale. Alors que les premières sont difficiles à contenir, la seconde peut faire l'objet d'une politique pratiquée à partir des années 2012-2013 dans les deux pays. Cette politique de lutte contre l'ingérence repose sur une méfiance fondamentale, celle de l'impérialisme interventionniste. *Les dynamiques capitalistes dans les communs environnementaux provoquent donc une réaction étatique et souveraine, qui affecte fortement l'aide au développement et les ONG qui en dépendent.* La société civile, notamment les militants écologistes, est suspectée d'appuyer un affaiblissement des structures d'Etat.

La communauté internationale n'avait pas répondu favorablement aux tentatives de projection internationale venues de ces deux pays. A mesure de leur retombée, des effets collatéraux de leur chute, le délitement des communautés indigènes et l'affaiblissement de la communauté transnationale posent une question essentielle quant à notre objet d'étude, serpent de mer de notre thèse : à quelle communauté adosser les communs ?⁷¹⁴ L'Etat, communauté nationale, est au cœur de la dispute politique, mais le cœur des relations de pouvoir écologique ne bat pas que pour les institutions : *la tension entre communautés et communs apparaît avec netteté dans les discussions autour de la rente*. C'est en effet une ancienne question que posent à nouveaux frais les problèmes soulevés par le gouvernement des communs environnementaux : la sortie de la dépendance est posée par les gouvernements bolivien et équatorien comme la *condition première et nécessaire* d'une politique écologiste.

I- Dynamiques capitalistes et altération des structures communautaires

Même si l'importance accordée à la question indigène est sensiblement plus importante en Bolivie qu'en Equateur, les deux processus politiques menés par Rafael Correa et Evo Morales relèvent d'un même paradoxe : l'intégration des peuples indigènes est plus importante qu'auparavant, mais la politique nationale favorise la dynamique d'accumulation du capital, et les structures communautaires se délitent d'autant. La société de consommation semble en voie de balayer tout ce qui est mis en avant par les gouvernements.

a. Construction du territoire et dynamiques d'intégration capitaliste

L'ambivalence d'espaces globaux : la responsabilité des pays riches

La globalité des espaces que sont les communs environnementaux est un facteur décisif dans la détermination des rapports de pouvoir qui les structurent. Le Tipnis comme le Yasuní ne sont pas des espaces exclusivement nationaux : en tant que tels, ils sont un maillon originel de la chaîne de valeur internationale, ils sont un *moment* du processus d'accumulation avant d'être un espace⁷¹⁵.

C'est le cas de façon la plus évidente pour le parc Yasuní, du fait de la présence de réserves de pétrole importantes. Il est primordial de signaler que le pétrole extrait en Equateur n'y est pas

⁷¹⁴ Cf. *supra*, Introduction.

⁷¹⁵ D. HARVEY, *Géographie et capital, op. cit.*

raffiné⁷¹⁶. Au sens strict, c'est donc le tout *premier* maillon de la chaîne de valeur qui s'y forge. Le pétrole est raffiné au Venezuela, et, en tant que base première de l'économie industrielle moderne⁷¹⁷, il est ensuite exporté pour la production de biens de consommation ou pour les besoins de la production industrielle elle-même. En ce sens, l'espace du parc Yasuní est *immédiatement* intégré à la division internationale du travail capitaliste. Il l'est en acte pour les puits de pétrole déjà exploités, en puissance pour ceux qui ne sont pas encore forés ni exploités.

Dans le Tipnis, les opposants au projet ont insisté sur la dimension globale de cet espace, afin de porter la lutte à un niveau international. Deux arguments pouvaient aller dans ce sens : le soupçon de lien avec l'IIRSA et les possibles explorations d'YPFB. Cependant, ces arguments résistent difficilement à l'examen attentif du projet de construction de la route, qui est aussi largement dépendant de rapports territoriaux très localisés⁷¹⁸. Dès lors, il serait possible de conclure à une déliaison du Tipnis des dynamiques globales, de ramener les rapports de pouvoir qui l'entourent aux niveaux national et local. Cependant, il est décisif d'envisager le projet de construction de route dans le cadre d'une politique de développement à vocation internationale et, à cette lumière, l'aspect global des rapports de pouvoir liés au Tipnis ne fait aucun doute.

Cette *globalité* de fait, produite par la puissance de détermination des structures mondialisées de l'économie capitaliste, est la source d'une ambivalence considérable. En effet, il existe, singulièrement pour la question de la protection de ces deux parcs, une part *irréfragable* de responsabilité qui n'échoit ni à l'Etat ni aux populations locales. Il existe une *responsabilité commune* dont les frontières, si floues qu'elles soient, ne s'arrêtent ni à celles que détermine la géopolitique traditionnelle ou celles que poserait l'étude de communs locaux, ces communs villageois qu'évoque Elinor Oström⁷¹⁹.

C'est à partir de ce fait que s'entend la condition première de l'unité des blocs hégémoniques : l'international occupe l'espace de ce reste-à-payer incarné par l'Europe et les Etats-Unis, à qui il incombe en premier lieu de protéger ces espaces communs à l'humanité, puisqu'ils sont les plus riches. En Equateur comme en Bolivie, les partisans des gouvernements défendent cette position fermement. Álvaro García Linera propose de rendre également commune la City londonienne : si les forêts boliviennes sont communes, il doit en être ainsi des richesses qui permettraient de les

⁷¹⁶ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015 ; Natalia Greene, responsable du réseau CEDENMA, Quito, 7 janvier 2015.

⁷¹⁷ T. DI MUZIO, *Carbon capitalism, op. cit.*

⁷¹⁸ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁷¹⁹ E. OSTROM, *Governing the commons, op. cit.*

protéger⁷²⁰. En Equateur, il s'agit du principe même de l'initiative Yasuní-ITT, défendu avec ferveur par Ramiro Noriega⁷²¹. La communalisation objectivée par la question écologique induit une communalisation économique.

La globalisation *par l'économie capitaliste* des communs environnementaux produit de ce fait un effet paradoxal. Il engendre une responsabilité *diffuse* qui introduit, entre opposants et gouvernements, une tierce partie adverse aux blocs hégémoniques, Europe, Etats-Unis ou capital international.

Construire le territoire : un développement d'Etat pour le capital ?

La construction territoriale et le retour de l'Etat évoqué dans le chapitre précédent ont des effets sur les dynamiques économiques nationales. En effet, les mandats d'Evo Morales comme ceux de Rafael Correa sont marqués par un regain considérable d'investissement public, notamment en matière d'infrastructures, dont la route du Tipnis ou l'exploitation du Yasuní sont loin de constituer le centre. Ces investissements peuvent être considérés comme autant de points d'appui pour les investissements de capital international, notamment le capital chinois. En effet, les politiques publiques de renforcement de l'Etat peuvent être de nature à favoriser le capital. Les investissements publics dans les infrastructures peuvent être considérés comme autant de subventions indirectes aux investissements capitalistiques. Les Etats sont une structure nécessaire pour le développement et l'expansion du capital.

Les infrastructures sont un soutien nécessaire à l'activité économique. Or, avant que parviennent au pouvoir les gouvernements issus des nouveaux blocs hégémoniques équatorien et bolivien, les investissements publics en la matière étaient faibles, du fait d'une priorité accordée au remboursement de la dette publique et une faible taxation de la rente gazière et pétrolière. Les ressources fiscales ont été augmentées par les nouveaux gouvernements, ce qui a donné lieu à une capacité d'investissement supérieure de ces Etats.

Cependant, ces politiques d'investissement dans les infrastructures produisent un paradoxe relativement au socle idéologique⁷²² sur lequel reposent les gouvernements du MAS et de PAIS. En effet, ce sont les gouvernements dont la ligne idéologique est la plus fortement marquée par une

⁷²⁰ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

⁷²¹ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

⁷²² Cf. *supra*, Chapitre 1.

hostilité au capitalisme qui offrent les meilleures conditions d'investissement pour le capital national et international, ainsi que l'établissement d'une société de consommation⁷²³.

David Harvey saisit clairement les dynamiques d'accumulation permises par l'investissement à long terme depuis l'Etat : « la production scientifique et technologique, la provision d'infrastructures sociales, d'éducation, de santé, de services sociaux, d'administrations judiciaires et étatiques, la mise en application des lois et la protection militaire, constituent des domaines où le temps de gestation est généralement long et le retour des bénéfices (lorsqu'il y en a) étalé sur de nombreuses années. (...) L'investissement dans les sciences et les technologies, dans l'inculcation aux travailleurs (par des moyens éducatifs ou répressifs) de rythmes de travail plus intenses, ainsi que dans de nouvelles machines, de nouveaux systèmes de transport, de communication et d'information, de nouvelles capacités de distribution, peut contribuer à accélérer le temps de la rotation. Une partie de la circulation du capital ralentit afin que la vitesse de circulation de la partie restante puisse s'accélérer »⁷²⁴. Ici, la partie immobilisée du capital l'est par l'Etat, et l'accélération de l'accumulation incombe au secteur privé.

Les propos de l'anthropologue Sarela Paz peuvent s'éclairer à la lumière de l'analyse proposée par David Harvey. Elle considère en effet que le gouvernement d'Evo Morales, le plus à gauche de la Bolivie contemporaine, est en même temps celui qui a favorisé le plus l'expansion de l'économie capitaliste⁷²⁵.

Plus encore que ces facteurs, la croissance en tant que telle est un élément central de la communication politique des deux gouvernements : le PIB augmente considérablement pendant les dix premières années des deux mandatures. En Bolivie, de 2005 à 2015, il est presque multiplié par quatre, de 9,5 milliards de dollars US à 34 milliards de dollars US. En Equateur, de 2006 à 2015, il est multiplié par plus de deux, de 47 à 100 milliards de dollars US⁷²⁶.

Le contraste est net avec la période de récession et de difficulté économique des années 1990. Cependant, il n'en reste pas moins que l'indicateur utilisé pour démontrer le succès des politiques publiques reste en Equateur comme en Bolivie le PIB et sa croissance, sur lesquels

⁷²³ Selon les données de la banque mondiale, la formation brute de capital fixe (construction résidentielle, construction non résidentielle et achat de machines pour l'industrie) passe d'un rythme annuel de 1,6 milliards de dollars US en 2006 à 7 milliards annuels en 2015 pour la Bolivie. Sur la même période, elle passe de près de 10 milliards à 25 milliards de dollars US en Equateur. La dépense finale des ménages double entre 2006 et 2015 pour l'Equateur, de 30 à 60 milliards de dollars US. En Bolivie, elle triple dans le même laps de temps, passant de 7 à 23 milliards de dollars US. [Données consultées sur le site <http://perspective.usherbrooke.ca> le 1^{er} septembre 2019].

⁷²⁴ D. HARVEY, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008, pp. 69-70.

⁷²⁵ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁷²⁶ Données Banque mondiale. A noter qu'une conjoncture économique favorable est à l'œuvre durant cette période. Le Pérou double lui aussi son PIB sur la même période que l'Equateur.

reposit les conceptions classiques du développement. C'est ici un nœud essentiel des tensions relatives aux communs environnementaux dans ces deux pays : le développement de l'économie trouve plus ses raisons dans l'économie internationale que dans les choix politiques. Il peut apparaître qu'à ce titre, entre *Buen Vivir*, *Vivir Bien* ou développement capitaliste traditionnel, il y ait une croisée des chemins.

Le renforcement des structures d'accumulation : étapisme et socialisme

Cette possibilité concrète de développement économique fondé sur l'intégration au marché international pose la question de la signification politique de la notion de développement elle-même. Elle pose à nouveaux frais la question de l'étapisme, classique dans la théorie marxiste orthodoxe. Cette théorie veut que les sociétés, dans une perspective téléologique, suivent une ligne de développement, depuis les structures communautaires jusqu'aux structures capitalistes, en passant éventuellement par des formes intermédiaires d'organisation sociale de type féodal. Les luttes des classes impliquées par l'existence de structures capitalistes sont de nature à permettre ensuite la transition vers le socialisme. En d'autres termes, avant le socialisme, il faut qu'une bourgeoisie industrielle se soit impérativement constituée.

Ce schéma n'est pas uniquement temporel. Il est également spatial. En effet, la figuration concrète de ce que sont les pays développés se trouve avant tout en Europe, aux Etats-Unis. C'est donc ce modèle qu'il s'agit de suivre. C'est sur ce fondement théorique que les marxistes italiens s'appuyaient pour critiquer la révolution bolchévique, intervenue selon eux trop tôt dans un pays où la paysannerie était encore trop importante⁷²⁷.

Les mêmes schèmes de pensée sont à l'œuvre dans les cabinets gouvernementaux de Correa et Morales vis-à-vis de la question écologique : priorité est donnée à l'action sociale et au développement de pays fortement touchés par l'extrême pauvreté, de telle sorte à pouvoir dégager des excédents pour investir dans des politiques respectueuses de l'environnement. L'argument international, connu et semblable à celui longtemps utilisé par la Chine⁷²⁸, ressort de la même structure argumentaire : les pays industrialisés ont pu se développer et possèdent désormais un capital économique qui leur permet d'envisager des investissements tenus pour plus écologiques. En d'autres termes, le développement propre est un développement pour pays d'ores et déjà développés. L'étapisme suppose qu'il faut d'abord une société bourgeoise pour avoir une société

⁷²⁷ R. LUXEMBURG, *La révolution russe*, 1917.

⁷²⁸ S.C. AYKUT et A. DAHAN, « Gouverner le climat ? », *art. cit.*

socialiste, l'étapisme écologique, que le développement polluant doit précéder le développement propre.

L'écologie est susceptible de tenir, dans ce schéma, la place que la société sans classes tenait dans la théorie marxiste. De fait, la Révolution Citoyenne équatorienne comme le Processus de changement bolivien se conçoivent explicitement comme processus de transition. C'est un chemin progressif vers le nouveau modèle de développement qu'il s'agit d'accomplir, et le débat porte sur les *étapes* à suivre pour le parcourir⁷²⁹.

La construction d'un territoire d'Etat, qui lui appartienne en propre et sur lequel il puisse exercer sa pleine souveraineté, est donc concomitante d'un renforcement des capacités d'accumulation du capital. C'est un paradoxe pour le gouvernement des communs environnementaux : un tel déploiement des forces économiques tend à étendre les frontières des espaces concrets d'accumulation. Les forêts vivent donc à l'ombre d'une potentielle extension des activités économiques, d'extraction ou de construction d'infrastructures, au-delà de leurs lisières.

b. Des communautés indigènes à une nouvelle bourgeoisie ?

La prééminence chinoise

Le poids pris par la Chine dans les économies équatorienne et bolivienne est un point décisif dans la structuration même des dynamiques capitalistes dans ces deux pays. Il est d'autant plus important de le mentionner qu'il n'est pas neutre que la Chine soit un agent décisif en termes d'investissement et d'échanges. En soi, l'imaginaire tiers-mondiste est encore présent dans les esprits des gouvernants équatoriens et boliviens et peut servir de paravent idéologique à l'intégration au marché capitaliste international. En d'autres termes, un investissement états-unien est suspect d'être impérialiste et de relever des intérêts d'une sorte de capital international hypostasié. En revanche, un investissement chinois n'est pas perçu de la sorte par les responsables gouvernementaux, du fait de la supposée existence d'une fraternité entre ces peuples⁷³⁰.

⁷²⁹ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Diego Pacheco, vice-ministre de la planification au développement, La Paz, 14 juillet 2016 ; Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014 ; Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015.

⁷³⁰ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

Pour Sarela Paz, cette analyse ne permet pas au gouvernement bolivien de saisir la

Le CEDIB (*Centro de documentación e información Bolivia*) est une organisation non gouvernementale, fondée dans les années 1970, qui publie de nombreuses études sur les questions sociales et politiques de la Bolivie contemporaine. Lors du débat autour du Tipnis, il s'est clairement opposé au projet de route et a constitué une source importante de documentation pour les opposants. Son siège se trouve à Cochabamba.

dynamique propre à l'expansion du capital, dynamique économique qui ne se soucie guère de la nationalité d'origine, dès lors qu'il s'agit de retour sur investissement⁷³¹. L'importance prise par la Chine est également un fait marquant pour Esperanza Martinez, dirigeante d'Acción Ecológica : elle critique fermement les investissements chinois en Amazonie équatorienne, capital qui emporte avec lui des travailleurs chinois pour les besoins du chantier, sans intérêt rétributif – ou clientéliste – pour les communautés indigènes habitant à proximité des chantiers⁷³².

Un tel élément provoque nécessairement des tensions, comme nous le disait Katy Betancourt, dirigeante de la CONAIE : [les entreprises publiques] fonctionnent de la même façon, et je ne peux pas dire qu'il y a une meilleure relation, un meilleur respect par exemple du droit du travail comparé aux entreprises étrangères. Ce qui est différent en revanche, en ce cas, du fait de la présence d'entreprises chinoises qui sont ici, ce qui dérange les gens, cela exacerbe davantage les sentiments de mécontentement de ceux qui vivent là-bas [en Amazonie]. (...). Cela exacerbe davantage car ce sont des gens d'ailleurs qui viennent prendre tes ressources »⁷³³.

Le commerce extérieur de l'Équateur comme de la Bolivie avec la Chine n'a cessé d'être déficitaire, ce qui incite une ONG bolivienne critique, le CEDIB, à considérer que s'instaure entre la Chine et l'Amérique latine une *relation de dépendance*⁷³⁴. Ceci concerne notamment le secteur

⁷³¹ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁷³² Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015.

⁷³³ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015 : «O sea, funcionan bajo la misma lógica, y no podría decir que hay una mejor relación, un mayor respeto por ejemplo de los derechos laborales que de los extranjeros. Lo que sí es que, en el caso, porque allí estas empresas chinas que están aquí y eso sí molesta más a la gente, eso sí exacerba más los ánimos de disconformidad de quienes viven allí. (...). Exacerba más porque es gente de afuera que viene a llevar tus recursos».

⁷³⁴ J. CAMAPANINI, «Dependencia de los capitales chinos et América Latina y Bolivia», CEDIB, juillet 2017 "Dependencia de los capitales chinos en América latina y Bolivia", « 412.pdf », CEDIB, 2016, [En ligne]. <<http://www.cpalsocial.org/documentos/412.pdf>>. (Consulté le 7 mai 2018).

minier⁷³⁵, mais plus largement le secteur extractiviste. Le montant des prêts de la Chine à l'Équateur et à la Bolivie sur une période pertinente dans le cas de notre étude de 2005 à 2015 permet également de saisir l'importance prise par ce pays dans le financement des économies équatorienne et bolivienne. Dans le cas bolivien, il s'agit d'un montant total de prêts d'1,6 milliards de dollars US, 15,2 milliards de dollars US pour ce qui est de l'Équateur⁷³⁶.

Esperanza Martinez analysait le sens politique et social de ces prêts lors de notre entretien : « Mais il ne vaut pas que tu considères les prêts uniquement comme des prêts, mais plutôt comme une position de l'Équateur au sein d'une nouvelle géopolitique mondiale dans laquelle la Chine devient un allié clé, et pas uniquement parce que nous lui devons tant de barils de pétrole. C'est déjà un problème, car si nous n'exploitons pas, nous ne pouvons rembourser les prêts. Mais nous sommes en outre au sein d'une nouvelle géopolitique où nous nous alignons sur la Chine. De ce fait, elle devient toujours plus importante »⁷³⁷.

Tableau 10 : Les prêts chinois en Amérique latine (2005 – 2015)⁷³⁸

Tabla 1 Préstamos de China a América Latina. 2005 - 2015	
PAIS	MONTO EN \$US
Venezuela	65.000.000.000
Brazil	21.800.000.000
Argentina	15.300.000.000
ECUADOR	15.200.000.000
Trinidad y Tobago	2.600.000.000
BOLIVIA	1.600.000.000
Jamaica	1.500.000.000
México	1.000.000.000
Costa Rica	395.000.000
Barbados	17.000.000
Guyana	130.000.000
Bahamas	99.000.000
Perú	50.000.000



Cette dynamique générale s'inscrit dans la politique internationale chinoise qui vise à assurer son approvisionnement en matières premières. Les investissements réalisés, ou les prêts proposés, sont principalement relatifs aux matières premières. C'est un élément décisif des forces qui régissent

⁷³⁵ G. CHICAIZA, *Mineras chinas en Ecuador. Nueva dependencia*, Quito, Elisabeth Bravo, 2014.

⁷³⁶ *Ibid.* Le PIB bolivien est environ trois fois inférieur au PIB équatorien.

⁷³⁷ Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 : « Pero no le veas a los prestamos solo como prestamos, sino como una ubicación del Ecuador en una nueva geopolítica mundial en donde China se vuelve como un aliado clave, no solamente es porque estamos debiendo tantos barriles de petróleo. Es un problema, porque si no explotamos, no tenemos como pagar eso. Pero es además porque estamos en una nueva geopolítica en donde nos vamos alineando a China. Entonces, cada vez esto se volvió más importante ».

⁷³⁸ Le tableau est issu de l'article du CEDIB relatif à la dépendance aux capitaux chinois en Amérique latine et en Bolivie.

les communs environnementaux : la possible exploitation de matières premières les rend vulnérables.

De nouvelles bourgeoisies indigènes ? La force d'intégration capitaliste

L'un des phénomènes directement corrélés à l'intégration plus grande de l'Equateur et de la Bolivie à l'économie internationale est l'inclusion économique de parties de la population auparavant exclues de la consommation et des relations commerciales internationales. Un nouvel entreprenariat émerge à la faveur des politiques économiques d'Evo Morales et Rafael Correa, dans lequel les populations indigènes jouent un rôle majeur.

Il s'agit essentiellement des indigènes andins, les Quechuas-Aymaras. En effet, il ne saurait être possible, dans ces conditions, d'opposer à des populations indigènes hostiles au capitalisme des élites bourgeoises auxquelles échoirait le rôle de commerçants et d'investisseurs. De même que chez Marx l'opposition entre prolétariat et capital ne saurait exister dans l'histoire humaine sans évocation concrète des nuances qui peuvent se trouver chez l'une ou l'autre des catégories⁷³⁹, l'opposition entre indigènes et reste de la population ne peut recouper immédiatement l'opposition prolétariat - capital.

Il est possible d'aller même plus loin : la complexification du schéma de classes, considérée précisément par Marx lui-même, est également précieuse pour l'analyse des rapports de pouvoir entourant les communs environnementaux. Si l'écologie des pauvres⁷⁴⁰ existe bel et bien depuis certaines communautés indigènes particulièrement dépendantes de leur milieu de vie, dont leur survie dépend, ce concept ne saurait être appliqué indistinctement à toutes les populations indigènes.

Comme l'écrit Pierre Charbonnier, « l'intégration à l'économie mondiale entraîne en effet une spécialisation progressive de l'activité, qui affecte non seulement le mode de subsistance local, mais aussi les structures traditionnelles du rapport à la nature. Dans la mesure où celles-ci sont originellement solidaires des formes sociales en général, via la division du travail et les représentations de l'environnement, c'est l'identité collective qui se trouve profondément affectée et déstabilisée. La dépendance à l'égard des pôles occidentaux de la globalisation n'est donc pas seulement une affaire de prix des marchandises, mais considère les dimensions culturelles des

⁷³⁹ K. MARX, *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1948.

⁷⁴⁰ M. LÖWY, « Les luttes écosociales des indigènes », *art. cit.*

communautés impliquées »⁷⁴¹. La mondialisation économique produit des effets directs sur les communautés indigènes, et les rapports sociaux et politiques qui les lient au niveau national.

Sarela Paz, anthropologue, considère qu'il existe une bourgeoisie indigène. Les Quechuas-Aymaras qui la composent essentiellement ont selon elle une passion particulière pour le commerce et les échanges en tant que tels. Hors des schémas traditionnels de ces pays qui voyaient les capitalistes majoritairement descendants et héritiers des Espagnols commercer pour l'essentiel avec les Etats-Unis et l'Europe où ils voyageaient souvent, les regards de cette nouvelle bourgeoisie indigène andine se tournent plus aisément vers la Chine⁷⁴².

A la modification des structures commerciales de ces pays correspond une nouvelle configuration des rapports sociaux internes, et la constitution d'une nouvelle classe sociale commerçante, agent décisif de la réorientation économique vers la Chine, ou de la nouvelle dépendance à ce géant économique selon les interprétations qui en sont données.

Un exemple de cette possible affinité élective entre indigènes et capitalisme s'observe dans le Chapare, au travers des pratiques agricoles concrètes des fédérations de *cocaleros*, indigènes andins déplacés vers l'Orient quelques décennies auparavant⁷⁴³. Leur objectif n'est pas de subvenir à leurs besoins et de fonctionner sur un mode autarcique. Il s'agit au contraire de dégager des excédents pour éventuellement étendre les cultures et ainsi dégager ultérieurement un excédent supplémentaire ; les communautés agricoles *cocaleras* fonctionnent à partir d'un principe d'accumulation capitaliste classique. C'est ainsi qu'elles en viennent à utiliser assez abondamment des pesticides et autres intrants pour maximiser la productivité des sols⁷⁴⁴, loin de l'image de communautés indigènes dont le lien à la nature serait nécessairement et de façon inhérente étranger à la logique d'accumulation du capital. La dynamique d'expansion de la société de consommation est essentielle à la compréhension d'un tel phénomène.

Le jugement d'un responsable écologiste bolivien, Pablo Rojas, est révélateur de cette tension entre *cocaleros* et indigènes du Tipnis. A propos de ceux qui cultivent la coca, il nous dit : « ils ont cessé d'être indigènes pour devenir capitalistes »⁷⁴⁵.

⁷⁴¹ P. CHARBONNIER, « Le rendement et le butin. Regard écologique sur l'histoire du capitalisme », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 53, 2013, p. 103.

⁷⁴² Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁷⁴³ Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁷⁴⁴ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016.

⁷⁴⁵ Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016 : « han dejado de ser indígenas para ser capitalistas ». Une telle remarque témoigne d'une essentialisation des indigènes, renvoyés à des catégories morales ou à des pratiques économiques inamovibles.

Entre les Andes et l'Amazonie, un fossé historique

En Equateur et en Bolivie, la situation géographique et historique permet de comprendre l'émergence de ces classes marchandes parmi les populations indigènes. Au-delà de la puissance d'attraction culturelle du capitalisme, et des possibles affinités entre structures andines de l'échange et échange capitaliste, la dimension proprement spatiale de la répartition des populations est également très importante à considérer.

En effet, l'Equateur et la Bolivie connaissent des disparités territoriales qui peuvent nous aider à complexifier le schéma de croisement entre classes et populations indigènes. Un portrait impressionniste peut d'abord nous y aider. Il existe en Equateur trois zones distinctes : la côte, la plaine, et l'Est amazonien. Si des richesses considérables peuvent provenir de ce dernier, essentiellement liées à l'extraction pétrolière, la région la plus prospère est indéniablement la côte, en tant que région résolument ouverte au commerce⁷⁴⁶.

Une compétition économique s'est développée historiquement entre la plaine et la côte, entre la zone d'influence politique où siègent les institutions et la côte dynamique économiquement⁷⁴⁷. Par ailleurs, les structures de propriété agricole sont, de la même façon qu'en Bolivie, très largement concentrées et inégalitaires. La réforme agraire est un enjeu essentiel du rapport politique au territoire dans les deux pays⁷⁴⁸.

Propriété agricole concentrée dans l'Est amazonien, compétition entre la *Sierra* et la *Costa*, entre la capitale Quito et la florissante ville portuaire Guayaquil : voici les dimensions essentielles de la dynamique spatiale de l'économie équatorienne. Dans cette dynamique compétitive, l'incitation est forte pour les communautés andines – historiquement plus intégrées régionalement – à participer à la compétition économique.

Il en va de même pour la Bolivie, mis à part un facteur décisif : elle n'a pas d'accès à la mer, et la dynamique de la compétition territoriale se situe bien davantage entre la région de La Paz et celle de Santa Cruz, entre élites urbaines et politiques d'une part, élites agraires et *latifundistas* d'autre part.

L'accès à la mer est un problème fondamental. Perdu lors du conflit qui a opposé au XIX^e siècle la Bolivie au Chili, cet accès est un enjeu essentiel de la construction mémorielle bolivienne, de la constitution contemporaine de la nation. Alors que la dynamique internationale bolivienne se

⁷⁴⁶ L'Equateur est parmi les premiers exportateurs mondiaux de crevettes.

⁷⁴⁷ J.-C. MARIATEGUÍ, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, *op. cit.* Des éléments similaires sont évoqués par Mariategui à propos du Pérou du début du siècle précédent.

⁷⁴⁸ Cf. *supra*, Chapitre 4.

trouvait dans une situation de *ralentissement* du fait de l'inaboutissement de la contestation écologique internationale, la mer est revenue comme enjeu central et premier de la diplomatie bolivienne. Là où le nouveau bloc hégémonique se fracturait sur les conflits socio-écologiques, le Chili devient l'enjeu essentiel, cousin ennemi qui refuse, selon Evo Morales, l'accès légitime de la Bolivie à la mer⁷⁴⁹.

Une même ligne sépare néanmoins les pays équatorien et bolivien, celle qui délimite les terres hautes andines des terres basses amazoniennes. Les indigènes des terres hautes sont davantage intégrés au fonctionnement du marché capitaliste, voire contribuent parfois directement, en tant que force sociale, à l'intégration de l'Équateur et de la Bolivie à l'économie internationale. En revanche, la situation sociale des indigènes des terres basses est différente, et les structures communautaires semblent, à première vue, mieux y résister.

c. La résistance des terres basses à l'épreuve de la société de consommation

Les terres basses ou la tentation du marché

Les indigènes des terres basses ne constituent pas une catégorie homogène. Les mouvements de population à l'intérieur de la Bolivie comme de l'Équateur produisent d'ailleurs un brouillage définitionnel : les *interculturels* du Chapare, qui pour eux-mêmes n'acceptent pas la qualification d'indigène, sont-ils des indigènes des terres basses ou restent-ils attachés à la culture et aux dynamiques des terres hautes d'où ils viennent pour une très large majorité d'entre eux ?

Mais ce n'est pas la seule interrogation qui se pose en termes de frontières sociales. En effet, les conditions concrètes d'existence d'un indigène des terres basses citadin sont trop différentes de celles d'un indigène des terres basses amazonien pour qu'ils soient analysés comme participant de la même situation sociale et politique ou appartenant à une catégorie commune.

C'est donc sur les indigènes d'Amazonie au sens strict que porte notre analyse. Les indigènes des terres basses sont alors le cas limite d'éloignement du marché capitaliste. Ils le sont spatialement, à la périphérie extrême des centres de consommation, comme économiquement, leurs ressources *per capita* étant faibles et leur modèle économique n'étant pas porté ni à l'extension des moyens de production ni à l'accumulation de la valeur produite.

Cependant, il ne saurait être question de tenir les communautés indigènes amazoniennes des terres basses comme totalement *déliées* du marché capitaliste. En effet, la biodiversité

⁷⁴⁹ L. PERRIER-BRUSLE, « La Bolivie, sa mer perdue et la construction nationale », *Annales de géographie*, vol. 1, n° 689, 2013, pp. 56-60.

considérable du Tipnis comme du Yasuní, plus généralement de l'Amazonie en tant que forêt, entraîne une conséquence directe : l'existence d'espèces rares. L'existence d'un bien rare, dès lors qu'il peut être intégré dans la circulation marchande, suppose une valorisation considérable. C'est pourquoi l'un des enjeux de protection des parcs a trait à la lutte contre les braconniers. Peaux de jaguars et autres biens précieux sur le marché sont particulièrement recherchés.

En tant que tels, les communautés des terres basses amazoniennes ont pour habitude de recourir à la chasse de ces animaux, puisqu'ils sont un gibier intéressant à la continuation de leur existence même. Cependant, les contacts de plus en plus fréquents avec les villes, la raréfaction des ressources dans la forêt même et l'intégration d'une partie de la jeunesse à des structures sociales extérieures à ces communautés produisent un besoin de ressources financières. Dans ce genre de cas, la vente d'une peau de jaguar apparaît comme une solution. Par méconnaissance du fonctionnement du marché, les indigènes du Tipnis vendent à une valeur bien inférieure à celle du marché, comme nous le signalait Fernando Machicado à Cochabamba⁷⁵⁰.

C'est la perspective de la disparition de ce mode de vie non capitaliste qui est en jeu, et de ce point de vue les militants écologistes sont souvent relativement pessimistes⁷⁵¹ : le débordement par les logiques marchandes est un fait social qu'ils observent à regret. De la même façon et pour des raisons similaires, les communautés indigènes entretiennent parfois des relations de dépendance étroites avec les entreprises extractivistes dont elles dépendent financièrement.

L'intégration comme possible déstructuration ?

Le rapport à la communauté nationale ou plurinationale est absolument décisif dans les débats qui entourent les conditions de vie des indigènes des terres basses amazoniennes. Il peut s'incarner dans deux points d'achoppement, différents selon les processus bolivien et équatorien.

En Bolivie, la question de l'intégration des savoirs et traditions indigènes – notamment en termes de pratiques médicinales – est mise en avant par les pouvoirs publics sous les mandats d'Evo Morales⁷⁵². Au contraire d'une dynamique républicaine classique, il ne s'agit pas d'intégrer les indigènes à la communauté nationale – ce qui renverrait à l'idéologie du métissage, mais bien plutôt que la communauté nationale intègre ce qu'elle a longtemps refoulé ou nié, à savoir les cultures propres des différentes communautés indigènes dont les ensembles forment désormais des *nations*. Il faut, en d'autres termes, étendre les savoirs indigènes à l'ensemble de la société, et sauver des

⁷⁵⁰ Fernando Machicado, militant écologiste au Tipnis, Cochabamba, 4 août 2016.

⁷⁵¹ Fernando Machicado, militant écologiste au Tipnis, Cochabamba, 4 août 2016 ; Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015.

⁷⁵² Cf. Annexe graphique 2.

savoirs et des pratiques menacés d'extinction. Il faut donc, en l'espèce, *faire sortir* les savoirs indigènes de la forêt, afin que leur espace d'influence s'élargisse d'autant, et le temps de leur diffusion dure davantage que les communautés menacées de disparitions.

Sortir les savoirs indigènes de la forêt a cependant des implications concrètes : dans le cas du Tipnis, certains soigneurs ont été mobilisés pour donner des enseignements au sein des villes et constituer comme savoir académique ce qui relevait auparavant du savoir communautaire. Le risque d'une telle politique est de déstructurer les communautés indigènes des terres basses : le savoir transmis à l'échelle des institutions étatiques ne peut l'être simultanément *au sein* même des communautés, si les individus qui en sont porteurs sont désormais en ville⁷⁵³.

Pour ce qui est de l'Équateur, il faut revenir à la construction initiale des blocs hégémoniques⁷⁵⁴ pour saisir les différences et les possibles déstructurations des communautés indigènes. En effet, la politique du gouvernement bolivien a été fortement critiquée par la droite bolivienne comme possible mise en cause de l'unité de la nation⁷⁵⁵. Des critiques similaires ne pouvaient pas être formulées à l'égard du gouvernement de Rafael Correa, tant le socle républicain de la dynamique politique de la Révolution Citoyenne était solide.

De fait, l'enjeu d'une possible déstructuration se pose en des termes inverses à la Bolivie. La crainte de la CONAIE est que la Révolution Citoyenne ne mette à nouveau sur la table une politique proche des politiques d'intégration placées sous le signe du métissage, une intégration pure et simple des indigènes à la communauté nationale. Un point de friction est particulièrement sensible, celui de la justice : pour le gouvernement PAIS, il n'est pas question d'attribuer des compétences spéciales à des juridictions indigènes qu'il ne voit nulle raison de reconnaître⁷⁵⁶. Au contraire, pour une dirigeante de la CONAIE que nous avons rencontrée, ne pas laisser aux indigènes la possibilité de se juger selon leurs propres lois constitue pour elle une chose barbare : « vouloir juger une personne, un camarade indigène avec la même loi qui juge les délinquants, les personnes corrompues qui savent ce qu'elles font, clairement, avec quelqu'un qui ne comprend pas comment fonctionne ce monde, ni la loi. Cela, vraiment, je ne sais pas, je croyais que le président était quelqu'un d'intelligent, de formé, avec des arguments. Et il te pose une chose *barbare comme celle-ci, mais barbare*, cela n'a pas de nom, une telle ignorance, je peux dire que ça n'a pas de nom

⁷⁵³ Informations recueillies sur le terrain

⁷⁵⁴ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 2.

⁷⁵⁵ J. LAZARTE, *Nuevos códigos de poder en Bolivia*, *op. cit.*

⁷⁵⁶ *Ibid.*, pp. 90-97. C'est entre autres sur cette question des juridictions compétentes – bien qu'elles soient régies par le principe de subsidiarité – que porte la critique de Jorge Lazarte à l'égard de la mise en danger de l'unité nationale bolivienne.

qu'un président parle ainsi des peuples et nationalités, et encore plus pour le cas huaorani, territoire d'où il extrait du pétrole, et où se trouve l'un des parcs les plus importants d'Amérique comme l'est le Yasuní »⁷⁵⁷.

Il faut ici préciser l'une des différences essentielles entre les processus bolivien et équatorien. En effet, dans le cas du régime d'Evo Morales, la possibilité est ouverte de constituer une autonomie indigène, ce qui n'a pas été le cas à Quito. De fait, les juridictions indigènes peuvent donc exister dans le cadre de l'Etat plurinational de Bolivie, et non dans la République équatorienne. Les autonomies indigènes, dans le cadre de la Constitution bolivienne, conduisent également à une reconfiguration du rapport à la propriété : la reconnaissance de la propriété des terres ancestrales au sein des territoires indigènes originaires paysans (TIOC) a pour corolaire l'abandon du droit individuel de propriété⁷⁵⁸.

Les processus de consultation ou le paradigme du délitement

Indigènes des terres hautes et indigènes des terres basses, unis à travers les organisations qui les représentent en appui aux nouveaux blocs hégémoniques dont ils étaient une composante essentielle, se divisent cependant sur la question du soutien ou non des politiques de développement impulsées par les gouvernements en Amazonie. La division se produit en Equateur comme en Bolivie : d'un côté, CIDOB, CONAMAQ, CONAIE et CONFENIAE en soutien aux gouvernements de PAIS et du MAS, de l'autre les confédérations portant le même nom, dites « organiques »⁷⁵⁹, en rupture avec le gouvernement. La division politique du front indigène est essentielle à la compréhension des tensions autour du Tipnis et du Yasuní et à l'intelligence des rapports de pouvoir qui les traversent.

La question des processus de consultation est à cet égard essentielle, tant elle est un catalyseur des conflits internes et des agendas différents selon les communautés indigènes⁷⁶⁰.

Dans le cas du Yasuní, l'absence de consultation des communautés indigènes potentiellement affectées par le projet est en soi un objet de débat public. Les indigènes sont en ce

⁷⁵⁷ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015 : «Y querer juzgar a una persona, a un compañero indígena con una misma ley que esté juzgando a delinquentes, a personas corruptas que saben lo que están haciendo, claramente, con alguien que no entiende cómo funciona este mundo, ni la ley. Eso, yo no sé, realmente, a mí, yo pensaba que el presidente es una persona inteligente, formada, con argumentos. Y que te plantea una cosa bárbara como esa, pero bárbara, ello no tiene nombre, una ignorancia, puedo decir que no tiene nombre que un presidente hable de esa manera en torno a los pueblos y nacionalidades, y más en el caso huaorani, que es un territorio en donde está sacando el petróleo, y donde está uno de los parques más importantes de América como es el Yasuní?».

⁷⁵⁸ V. CALVO, «Les sujets de l'autonomie indigène : autogouvernement et cosmopolitiques dans les Andes boliviennes », *Critique internationale*, vol. 1, n° 82, 2019, p. 105.

⁷⁵⁹ Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015.

⁷⁶⁰ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

cas le centre d'un débat qu'ils ne maîtrisent pas en tant que tel, la consultation libre, préalable et informée prévue par la convention 169 de l'OIT⁷⁶¹ n'étant pas organisée. C'était l'un des éléments les plus contestés par certains secteurs écologistes dans l'initiative Yasuní-ITT : la construction d'un jeu à somme nulle, dont la perte équivaldrait automatiquement à l'exploitation des blocs ITT⁷⁶².

Dans le cas bolivien, le processus de consultation au sein du Tipnis à la suite du conflit a mis en évidence des conflits entre communautés indigènes qui ont de fait largement distendu la cohésion des groupes à l'initiative de la marche indigène. Le processus de consultation a bien eu lieu en 2012, l'année suivant la marche, et a fini par avaliser le projet de route dans le Tipnis. Les opposants au projet tiennent que des subsides d'Etat étaient accordés à telle ou telle communauté en fonction de la position que ses habitants adopteraient. Du côté du gouvernement, les officialistes, qu'ils aient été en faveur ou non du projet initial de route, se contentent de remarquer que la consultation a eu lieu et que les indigènes du Tipnis sont divisés sur la question. L'arbitrage à accomplir selon Teresa Morales est entre accès aux droits sociaux et préservation à tout prix de l'environnement⁷⁶³.

Le rapport final de consultation laisse ouverte la possibilité de construire la route⁷⁶⁴, mais il laisse surtout de profondes plaies au sein même des communautés indigènes. Le déroulement de ce processus n'a pas été sans lien avec la force des dynamiques économiques qui présentent également aux yeux des communautés indigènes de nouveaux biens de consommations dont l'acquisition devient possible, y compris par l'entremise directe de l'Etat.

L'étatisation plus grande de l'économie renforce paradoxalement les capacités d'accumulation du capital, et affaiblit d'autant les structures communautaires, mises au contact du marché capitaliste mondialisé. Elle les affaiblit doublement : pour ce qui est de la nouvelle bourgeoisie aymara, c'est l'intégration qui agit comme moteur de l'affaiblissement, et la communauté devient un mécanisme d'intégration au marché, comme nous l'explique Carlos Crespo : « ils ne veulent plus être des communautés, l'agriculture n'est plus la base de leur économie. Il y a une migration massive du champ vers la ville, brutale, radicale. (...) ». Dans le monde aymara, quelques éléments se maintiennent sous la forme particulière de ce qu'ils appellent le

⁷⁶¹ A. GESLIN, « La protection internationale des peuples autochtones : de la reconnaissance d'une identité transnationale autochtone à l'interculturalité normative », *Annuaire français du droit international*, 2010, pp. 658-687.

⁷⁶² Cf. *supra*, Chapitre 3.

⁷⁶³ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016.

⁷⁶⁴ "Informe final del proceso de consulta previa, libre e informada a los pueblos Moxeno-Trinitario, Yuracaré y Chimane del TIPNIS", 2012.

capitalisme populaire. Mais, de toute façon, la communauté fonctionne pour faire du commerce »⁷⁶⁵.

Pour les indigènes des terres basses, ce sont leurs conditions de vie qui sont menacées, et la reproduction des conditions d'existence des communautés indigènes n'est plus assurée.

Les rapports de pouvoir autour des communs environnementaux dépendent étroitement des dynamiques économiques. Celles qui sont présentes en toile de fond en Equateur et en Bolivie déstabilisent les édifices organisationnels des organisations indigènes comme des communautés. Elles redoublent la division du bloc, à l'image de ce qui se produit concernant l'aide internationale au développement

II- Aide internationale au développement, ONG et division du bloc hégémonique : la souveraineté entre construction volontariste et perception de menaces impérialistes

Les dynamiques économiques qui interagissent avec les processus politiques bolivien et équatorien ne sont pas sans effet sur l'aide au développement dans les deux pays. L'affaiblissement des Etats qui avait marqué fortement les années 1990 et délité largement leur capacité d'intervention et de structuration du territoire est renvoyé par les gouvernements bolivien et équatorien à ce passé antérieur au changement politique.

Miroir inversé des dynamiques économiques et de la croissance que connaissent les deux pays pendant les mandats d'Evo Morales et Rafael Correa, l'aide au développement diminue fortement. Un mouvement de fond, inextricablement politique et économique, tend vers le renforcement de la souveraineté étatique. La perte de puissance des acteurs de l'aide au développement renvoie, pour les gouvernements, à une reconquête de la souveraineté : pour ce qui est des communs environnementaux, ils souhaitent installer l'Etat comme acteur central et monopolistique de leur gouvernement.

Cette entreprise affecte également, non sans conséquences sur la structuration des conflits socio-écologiques, la marge d'autonomie des associations écologistes et des mouvements indigénistes : du militantisme transnational à l'ingérence, la menace impérialiste n'est jamais loin⁷⁶⁶.

⁷⁶⁵ Carlos Crespo, anthropologue à l'Université de Cochabamba, Cochabamba, 2 août 2016 : "Ya no quieren ser comunidades, la agricultura ya no es la base de su economía. Hay una migración masiva del campo a la ciudad, brutal, radical. (...) En el mundo aymara, se mantienen elementos, bajo esta modalidad. que llaman capitalismo popular. Pero, para hacer negocios, funciona la comunidad en todo caso".

⁷⁶⁶ Cf. *supra*, Chapitre 3.

Enfin, la construction souveraine se redouble des effets de l'impossible montée *vers l'international* : ce qui hier encore pouvait passer pour de simples quiproquos ou désaccords passagers devient un conflit ouvert qui oppose une partie des mouvements indigénistes, certaines associations écologistes, et les gouvernements au pouvoir.

- a. L'affaiblissement de l'aide au développement ou le garant de la souveraineté étatique

Entre politique et économique : reconstruction et évanescence de la coopération internationale

L'un des effets les plus immédiats de la reprise en main des économies nationales bolivienne et équatorienne par des politiques d'investissement public et de redistribution des diverses formes de rente nationale est le recul considérable de l'aide internationale au développement. En effet, dans l'un comme l'autre pays, la coopération d'Etat à Etat avait pris une importance décisive dans le moment politique de *désinvestissement territorial* des Etats. La concomitance de dynamiques de redistribution-reconstruction de l'Etat et de croissance des investissements privés entraîne dans l'un comme l'autre pays une réduction de l'extrême pauvreté.

Cette réduction de l'extrême pauvreté produit un effet immédiat : la Bolivie et l'Equateur ne sont plus considérés par les différentes instances diplomatiques de développement ou de coopération comme des priorités absolues. Manuel Quiroga, responsable de la coopération belge en Bolivie, constate cette réduction significative de l'aide au développement qui, en un sens, n'a plus lieu d'être. « Avant, ici, c'était un pays pauvre. Maintenant, c'est un pays de revenu moyen »⁷⁶⁷. C'est ainsi que le Danemark et les Pays-Bas ferment leurs branches d'aide au développement en Bolivie. Les interactions en termes de projets de développement bilatéraux diminuent considérablement du fait de ce changement de catégorie politique *et* économique.

Il ne faudrait cependant pas considérer que la coopération internationale irait vers l'extinction, mais bien plutôt qu'une réorientation est en cours : « Il va y avoir d'autres types de coopérations internationales, pour lesquelles la relation de pouvoir va être beaucoup plus commerciale et plus privé-privé, ou privé-Etat »⁷⁶⁸. Reste une dimension internationale fondamentale selon ce diplomate : s'il est vrai que les relations de dépendance directe aux Etats d'Europe et des Etats-Unis se sont distendues, la Bolivie dépend toujours des accords qu'elle a acceptés de signer et la contrainte internationale continue en ce sens à peser sur elle.

⁷⁶⁷ Manuel Quiroga, responsable technique de la coopération belge, La Paz, 18 août 2016 : «antes aquí era un país pobre. Ahora es un país de ingresos promedios».

⁷⁶⁸ *Idem*.

Mais le souvenir de l'influence marquante de l'aide au développement reste important, d'autant qu'elle n'a pas absolument disparue : deux vice-ministres en Bolivie nous en rapportent l'expérience⁷⁶⁹, et il est évident qu'en Equateur le même souci de récupération de la dignité souveraine est décisif dans le rapport à l'international⁷⁷⁰.

L'un de ces vice-ministres, Hector Corlien, nous a partagé un souvenir du début du premier mandat d'Evo Morales : « Oui, il y a de l'ingérence. Encore qu'avec la France, quand j'ai proposé le projet d'école publique, j'ai présenté le projet à l'ambassadeur, et deux techniciens spécialistes [français] de la coopération étaient venus. J'ai présenté le projet. L'ambassadeur était présenté également. Et l'un de ceux qui étaient venus me dit : « est-ce possible d'incorporer du personnel français, pour que la France appuie le projet ». Voilà, et l'autre approuvait. Alors, l'ambassadeur lui a dit : « maintenant, ce n'est plus comme cela ici, nous ne pouvons plus imposer. Si nous acceptons, c'est tel qu'il l'a présenté. Et il m'a dit : « excusez le fonctionnaire, il ne sait pas que la Bolivie a changé ». Mais ce n'est que la France, car ensuite la BIRD, la coopération allemande, COSUD, tous pratiquent l'ingérence et souhaitent orienter le projet de leur côté »⁷⁷¹.

C'est que les années 1990 ont été marquées par une importance considérable du financement extérieur pour le fonctionnement de l'administration⁷⁷². Dans le rapport des nouveaux gouvernements bolivien et équatorien à l'aide au développement se loge un rapport à la colonisation : l'ingérence internationale au sein même des institutions, ainsi que les critiques générales reposant sur la notion de « bonne gouvernance » renvoient pour de nombreux responsables politiques ou associatifs des blocs hégémoniques à un mépris fondamental pour le Sud ou les pays pauvres.

De ce point de vue, il est notable que les responsables du PNUD en Equateur comme en Bolivie font le constat que les gouvernements ont rétabli une forme de souveraineté étatique forte

⁷⁶⁹ Hector Corlien, vice-ministre des mines de l'Etat plurinational de Bolivie (2010-2012), La Paz, 17 août 2016 : Diego Pacheco, vice-ministre de la planification au développement, La Paz, 14 juillet 2016.

⁷⁷⁰ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

⁷⁷¹ Hector Corlien, vice-ministre des mines de l'Etat plurinational de Bolivie (2010-2012), La Paz, 17 août 2016 : « Sí, hay injerencia. Aunque con Francia, cuando hice el proyecto de la escuela pública, presenté el proyecto al embajador, y vinieron dos técnicos especializados de cooperación. Presenté el proyecto. Estaba el embajador también. Y uno de los que vino me dice: "si incorpora personal francés, para que le apoye". Esto, y el otro, inmediatamente aprobado. Entonces, el embajador le dijo: "no ahora ya no es así aquí, ya no podemos imponer. Si aprobamos, es como lo ha presentado él". Y me dice a mí: "discúlpelo al funcionario, no lo sabe que ha cambiado Bolivia". Sólo Francia, porque después, el BIRD, la cooperación alemana, COSUD, todos tienen injerencia y quieren orientar hacia su lado el proyecto ».

⁷⁷² F. POUPEAU, « Sur deux formes de capital international. Note de recherche : les "élites de la globalisation" en Bolivie. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 151-152, 2004, pp. 126-133 : "Une autre dépendance externe est exercée par le biais de l'action de la Banque mondiale, qui engage des experts nationaux pour promouvoir sa politique auprès de la Banque centrale de Bolivie, ou pour mettre en place des économistes étrangers dans les ministères boliviens" (p. 129).

du fait même de l'intervention publique plus importante. Cette souveraineté sur le territoire s'accompagne selon eux d'une puissance internationale renouvelée et relativement inédite pour ces pays⁷⁷³.

La reconquête de la souveraineté comme priorité politique

En Bolivie comme en Equateur, il ne fait aucun doute que des ONG ont accompagné la formation des nouveaux blocs hégémoniques, tant au travers de la construction d'une capacité d'action de secteurs marginalisés qu'à partir d'un soutien aux processus politiques dans leur commencement. C'est le cas, par exemple, de la Fundación Tierra, de la CIDOB ou encore, pour l'Equateur, d'Acción Ecológica.

Des relations de défiance, déjà évoquées dans le présent travail, se sont installées à mesure que les premières années de gouvernement s'écoulaient. Si cette défiance s'installe du côté des ONG, elle est également partagée par les gouvernements d'Evo Morales et de Rafael Correa. Cette tension fondamentale qui tiraille les nouveaux blocs hégémoniques concerne l'ambition de *reconquête de la souveraineté* centrale pour les deux gouvernements. Pour l'un comme pour l'autre, les ONG peuvent constituer une menace pour la souveraineté nationale. Le Vice-Président García Linera l'exprime sans détour dans un ouvrage dédié à la géopolitique de l'Amazonie : « S'il est vrai que dans les pays du premier monde il existe des ONG en tant que composante de la société civile – la plupart du temps financées par des entreprises transnationales –, dans les pays du Tiers-Monde, comme dans le cas bolivien, plusieurs ONG ne sont pas des organisations NON gouvernementales, mais plutôt des organisations d'autres gouvernements sur le territoire bolivien. Elles remplacent l'Etat dans les zones où le néolibéralisme du passé a organisé sa sortie »⁷⁷⁴.

Ces ONG deviennent « des véhicules d'un environnementalisme colonial qui relègue les peuples indigènes au rôle de gardiens de la forêt amazonienne »⁷⁷⁵. Le Vice-Président renverse l'argument selon lequel les ONG sous contrôle gouvernemental seraient essentiellement l'apanage des régimes autoritaires, souvent situés dans l'hémisphère Sud⁷⁷⁶. Sa critique des ONG est la pierre angulaire de la défense de la politique amazonienne du gouvernement : pendant le conflit lié au Tipnis, il écrit un ouvrage au titre éloquent, *El "oenegismo", enfermedad infantil del derechismo*,

⁷⁷³ Gabriel Jaramillo, responsable programme environnement du PNUD à Quito, Quito, 9 janvier 2015 ; Rocio Chain, analyste programmes pour le PNUD, La Paz, 22 août 2016.

⁷⁷⁴ A. GARCÍA LINERA, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, op. cit., p. 27. Ce livre était également connu dans les milieux militants équatoriens toujours proches ou récemment en rupture lors de notre passage en Bolivie. Les liens intellectuels entre les deux blocs sont tangibles.

⁷⁷⁵ *Idem*.

⁷⁷⁶ M. NAIM, "What Is a GONGO?", *Foreign Policy*, 2009, [En ligne]. <<https://foreignpolicy.com/2009/10/13/what-is-a-gongo/>>. (Consulté le 17 juin 2019).

L'« ONGisme », *maladie infantile du droitisme*⁷⁷⁷, s'il nous fallait le traduire en français. La référence à l'ouvrage de Lénine, *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, renvoie les critiques du gouvernement au statut d'inconséquents. Mais le fait de considérer que la droite est en cause, et non l'opposition de gauche, relève d'une attaque supplémentaire contre les ONG, qui sont alors tenues pour des chevaux de Troie des Etats-Unis d'Amérique.

Cette défiance profonde vis-à-vis de l'action des ONG n'est pas neuve. Elle faisait partie de la littérature académique dans les années 1990. Ainsi d'un article critiquant « l'aide ambiguë des ONG en Bolivie », qui défend l'existence d'effets paradoxaux de l'action des ONG, inefficace dans la réduction effective de la pauvreté qu'elle entend accomplir⁷⁷⁸.

Le point de vue des ONG, attachées à l'autonomie de la société civile, est le suivant : l'Etat, même s'il est gouverné par un pouvoir sensiblement plus proche, risque toujours de sombrer dans une forme d'autoritarisme fermé sur lui-même.

Les gouvernements équatorien et bolivien ne partagent pas les mêmes vues. Dans leur perspective, l'existence de nombreuses ONG est liée à deux facteurs essentiels : l'organisation néolibérale du retrait de l'Etat, ainsi que l'ingérence internationale, les deux phénomènes étant entremêlés. Dès lors, les ONG tendent à être perçues comme un obstacle sur le chemin de la reconstruction de l'Etat et du rétablissement du monopole étatique sur le territoire national. Le Vice-Président bolivien compare la situation des ONG dans le Tiers-Monde et premier monde, au bénéfice de ce dernier : le lien avec les altermondialistes européens ne doit pas être rompu, la différence de construction de la perception des ONG doit de ce fait être théorisée.

Dans la même veine, l'autonomie accordée à certaines branches de l'administration est remise en cause par l'administration de Rafael Correa : « Le gouvernement a repris le contrôle des agences d'Etat, en congédiant leurs organes d'administration ou en injectant un quota de représentation publique dans leur composition. Plusieurs secteurs sociaux y ont vu un attentat à leur autonomie et une volonté du gouvernement de s'accaparer les institutions publiques »⁷⁷⁹.

⁷⁷⁷ Á. GARCÍA LINERA, *El "oenegismo", enfermedad infantil del derechismo*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2011.

⁷⁷⁸ S. LÓPEZ-ARELLANO et J. PETRAS, "La ambigua ayuda de las ONG en Bolivia", *Nueva Sociedad*, n° 131, 1994, pp. 72-87.

⁷⁷⁹ F. RAMIREZ GALLEGOS et J. GUIJARRO, « Equateur : une "Révolution Citoyenne" contestée », *Amérique latine : état des résistances dans le Sud*, vol. 18, n° 4, 2011, p. 58. Par agence d'Etat, il faut entendre ici des agences qui externalisent des fonctions prises en charge auparavant au sein des ministères. C'est un mouvement de recentralisation de l'Etat, et d'une certaine façon la différence entre institutions publiques classiques et agences d'Etat recoupe la différence entre gouvernement et gouvernance, entre un paradigme où la source légitime du pouvoir, publique, est identifiée, et un paradigme où l'ensemble des acteurs sont supposés être intégrés aux processus de décision (cf. *supra*, Introduction).

En Equateur comme en Bolivie, l'ambiance est à la reconquête de la souveraineté et à l'affirmation de l'Etat⁷⁸⁰. Cette reconquête passe inéluctablement par la prise en main du territoire.

L'inviolabilité du territoire national : un impératif de politique internationale

Le renforcement de l'Etat passe nécessairement par l'adéquation entre la constitution d'un peuple uni nationalement et l'assise des institutions gouvernementales sur l'ensemble du territoire. Le territoire national bolivien, tout particulièrement, est fondé sur la constitution du sujet de l'Etat plurinational, le peuple indigène-originaire paysan.

Comme l'écrit Andrew Canessa, « l'indigénéité nationale hégémonique a, par définition, une ampleur large et est liée particulièrement au type de formation étatique. De fait, elle partage plusieurs caractéristiques avec les programmes de construction nationale depuis le XIX^e siècle en Europe qui tentent de former de nouvelles identités nationales autour de symboles partagés. Ces derniers peuvent reposer sur des cultures locales, mais sont folklorisés de telle sorte à passer d'un enracinement dans la vie communautaire ou religieuse à devenir les symboles d'une nation »⁷⁸¹. En Bolivie, cette assise populaire indigène donne lieu à la reprise effective de symboles communautaires pour l'ensemble de la communauté politique nationale⁷⁸². Le concept d'inviolabilité territoriale est essentiel pour les communautés indigènes des terres basses, comme l'est également celui d'autonomie politique.

La marque d'un gouvernement qui se réclame d'un peuple constitué autour d'une majorité indigène, et dont la nouvelle Constitution assume clairement cette dimension, inscrit paradoxalement le concept d'inviolabilité dans son action. La terre sacrée des indigènes est également la terre sacrée de l'Etat, et les deux peuvent se confondre théoriquement dès lors que l'Etat a intégré les masses indigènes : il est possible de retrouver ici la conception hégélienne d'un Etat synthétique, fortement marquée dans la pensée du Vice-Président bolivien⁷⁸³. L'ingérence internationale est, dans ce cadre, une menace permanente sur une intégrité territoriale relégitimée populairement, et l'aide au développement considérée avec la plus grande des méfiances.

En Equateur, un épisode diplomatique en 2014 renvoie à la même configuration : le territoire national doit être réaffirmé, pour la diplomatie équatorienne, dans son intégrité absolue, c'est-à-dire sous la maîtrise totale de l'Etat. Plus d'un an après l'annonce de la fin de l'initiative Yasuní-ITT, une délégation de parlementaires allemands de la commission développement durable

⁷⁸⁰ Cf. Annexe graphique 9.

⁷⁸¹ A. CANESSA, « Indigenous Conflict in Bolivia Explored through an African Lens: Towards a Comparative Analysis of Indigeneity », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 60, 2018, p. 328.

⁷⁸² Cf. *supra*, Chapitre 2.

⁷⁸³ Cf. *infra*, Chapitre 4.

du Bundestag devait se rendre au parc Yasuní pour y rencontrer notamment les opposants à la mise en œuvre du plan d'exploitation annoncée l'an précédent par Rafael Correa. La réaction du ministre des relations extérieures, Ricardo Patiño, est immédiate : il interdit la visite des parlementaires, qui devait avoir lieu du 6 au 9 décembre. Le ministre déclare alors : « aucun pays, aussi grand qu'il soit ne va nous superviser, ou nous dire quelle doit être la politique pétrolière de l'Équateur »⁷⁸⁴.

Une semaine plus tard, il rompt toute coopération en termes environnementaux avec l'Allemagne. « *Como amigos, las puertas abiertas, como supervisores, las puertas cerradas* » exprime-t-il alors : « aux amis la porte est ouverte, non à ceux qui se comportent en superviseurs ». La rationalité de cette décision est tout entière dans le symbole : l'Équateur est pleinement souverain et peut refuser une délégation de la première puissance européenne. Le territoire est sous plein contrôle de l'État, et la coopération internationale, qu'elle soit bilatérale ou passe par des organisations internationales, ne peut plus considérer le territoire équatorien comme facilement accessible. Le Premier Conseiller à l'Ambassade de France à Quito considère à ce moment qu'il s'agit d'une erreur diplomatique fondamentale liée à l'imprégnation idéologique et au tempérament de Ricardo Patiño⁷⁸⁵.

- b. Menace impérialiste et répression des mouvements socio-environnementaux : une logique cumulative

Les communs environnementaux sous tension, entre politique internationale et altermondialisme

La reconstruction de la souveraineté est, dans l'esprit des dirigeants gouvernementaux des nouveaux blocs hégémoniques, un fait *indémêlablement* national et international. Ce qui est en jeu, c'est la reconquête d'une souveraineté considérée comme perdue du fait de l'application des mesures recommandées par le Consensus de Washington. C'est le rattrapage de la décennie perdue, ou de la « longue nuit néolibérale »⁷⁸⁶. Construire des États souverains qui, simultanément, clament et défendent leur souveraineté devient un élément central de politique internationale.

Le paradoxe en puissance, contenu dans la formation même des nouveaux blocs hégémoniques, tient à ce que cette affirmation de puissances souveraines au niveau international s'est construite très largement autour de l'enjeu écologique global. Ces gouvernements affirment la primauté de l'enjeu écologique et exige sa centralité sur l'agenda international, tout en défendant une souveraineté absolue sur le territoire.

⁷⁸⁴ "Patiño: "Ningún país nos va a decir cómo tenemos que hacer la política petrolera en el Ecuador""', *El Telégrafo*, 11 décembre 2014, [En ligne]. <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/3/patiño-ningun-pais-nos-va-a-decir-como-tenemos-que-hacer-la-politica-petrolera-en-el-ecuador>>. (Consulté le 31 mai 2018).

⁷⁸⁵ Responsable diplomatique français à l'Ambassade de Quito, Quito, 8 janvier 2015.

⁷⁸⁶ R. CORREA et E. MORIN, *Équateur, de la République bananière à la non République: pourquoi la révolution citoyenne*, Paris, Les Ed. Utopia, 2013 (Collection Amérique Latine).

C'est l'une des sources les plus vives des tensions autour du Tipnis et du Yasuní : les militants écologistes tendent en effet à considérer *avant tout* le caractère global de l'Amazonie en tant qu'écosystème permettant d'atténuer le changement climatique, à la biodiversité considérable. Il leur semble fondamental de réclamer l'abandon immédiat du projet de route, au vu des dangers pour l'intégrité écologique de la forêt amazonienne. La présence de militants écologistes transnationaux est, de fait, inscrite dans la dimension globalisée de ces espaces. Lors de la marche du Tipnis, des Européens soutenaient la mobilisation des indigènes⁷⁸⁷.

Une telle présence était critiquée par l'une des ministres chargés de dialoguer avec les dirigeants de la marche, Teresa Morales : « Les militant d'ONG ont poussé les indigènes des terres basses à initier une mobilisation avant d'initier un dialogue. (...). La mauvaise chose est qu'ils sont parvenus à s'emparer de la direction des terres basses. (...). Toutes ces ONG ont leur siège en Bolivie mais ont des financements internationaux. (...). C'étaient des groupes plus radicaux [*i.e. : que Greenpeace ou WWF*] qui soutenaient la position selon laquelle il ne fallait pas faire passer la route au cœur du Tipnis. (...). Il y avait des Européens dans la marche, qui étaient les conseillers des indigènes et que nous dénoncions pour notre part. Nous leur disions : que font ici ces messieurs ? Je veux parler, je suis le gouvernement, je veux parler avec les indigènes de mon pays, je ne veux pas parler à ce monsieur qui vit à l'étranger. *Notre problème environnemental, nous le résoudrons avec les Boliviens* »⁷⁸⁸, avant de mentionner ensuite que « l'Ambassade américaine y était influente »⁷⁸⁹.

La politique environnementale nationale relève dans cette perspective du domaine réservé de l'Etat bolivien. La projection internationale écologique ne peut être prétexte à un affaiblissement de la souveraineté nationale.

Menace impérialiste, militantisme indigéniste et souveraineté nationale : les indigènes en porte-à-faux

Les mobilisations indigénistes se trouvent prises dans une situation inextricable : les organisations indigénistes amazoniennes sont transnationales, organisées en tant que telles au

⁷⁸⁷ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 ; Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

⁷⁸⁸ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 : « Los Ongeistas estimularon a que los indígenas de tierras bajas iniciaron una movilización antes de iniciar el dialogo (...). La mala cosa es que lograron capturar a la dirigencia de tierras bajas. (...). Todas estas ONG tienen sede en Bolivia pero tienen financiamiento internacional (...). Eran grupos más radicales en Europa de cooperación que tenían el discurso de que debería hacerse la carretera por el corazón del Tipnis. (...). Había europeos en la marcha, que eran los asesores de los indígenas y que nosotros los denunciábamos, decíamos ¿Qué hacen aquí estos señores? Yo quiero hablar, soy gobierno, quiero hablar con los indígenas de mi país, no quiero hablar con este señor que está viviendo a fuera (...) nuestro problema ambiental lo resolvamos con bolivianos ».

⁷⁸⁹ *Ibid.*, « La Embajada americana estaba metida allí ».

niveau des Nations unies, ce qui implique également des possibilités renforcées d'alliances avec les écologistes⁷⁹⁰. Mais leur action est, ainsi que la vie quotidienne des « bases » indigènes, *localisée*.

L'espace global du commun environnemental s'inscrit bel et bien dans ces processus de renationalisation territoriale qui se déploient en Bolivie comme en Equateur. Dans cette mesure, la revendication indigène, appuyée internationalement de la convention 169 de l'OIT, d'une consultation libre, *a priori* et informée en cas de projet affectant leur territoire, peut être perçue comme une atteinte à la souveraineté nationale, *en dépit du fait que ces deux pays ont ratifié ladite convention*. En d'autres termes, le contexte politique prévaut en l'espèce sur le droit international.

Ce contexte politique est marqué par la crainte historiquement présente dans les gauches sud-américaines, de tentatives de déstabilisation politique initiée par les Etats-Unis d'Amérique.

Les interactions permanentes entre projection internationale et situation politique nationale ne cessent pas ici. Du côté des indigènes des terres basses, la nature écologiste de la projection internationale est un argument à faire valoir *en tant que l'exploitation du Yasuni ou la route du Típnis* entrent en contradiction avec les projections internationales bolivienne et équatorienne. Du côté gouvernemental, c'est la rhétorique unificatrice des projections internationales qui est utilisée pour tenter d'échapper à une contradiction trop forte et dommageable politiquement avec les indigènes : quand bien même des désaccords sérieux existeraient sur tel ou tel projet, là n'est pas l'essentiel.

Le récit proposé par le gouvernement est un récit de *diversion*, au sens strict : les responsabilités historiques des Empires européen et états-unien, du Nord, sont le cœur du problème. Dès lors, les divisions locales et nationales qui existent ne doivent pas masquer ou entraver le combat commun qui est mené pour la justice environnementale au niveau international.

Espace global et politique internationale sont des lignes de force inconciliables, en dépit de la tentative d'unification proposée par le récit de l'anti-impérialisme écologique.

Les conséquences politiques de la construction de la menace

Mais la réplique gouvernementale ne se situe pas uniquement sur le plan de la rhétorique internationale commune. Elle concerne également les conditions d'action des ONG dans ces pays respectifs.

En Equateur, c'est en 2013 qu'est signé le décret 16 par lequel le Président équatorien entend encadrer les activités des organisations sociales, dont les ONG. Il y est stipulé que « les

⁷⁹⁰ B. BUCLET, « Les réseaux d'ONG et la gouvernance en Amazonie », *art. cit.* ; I. BELLIER, « Les peuples autochtones aux Nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », *Critique internationale*, vol. 1, n° 54, 2012, pp. 61-80.

ONG étrangères doivent exercer des activités en Equateur ». Le décret établit un droit de regard et de contrôle de l'administration sur les activités des ONG, ainsi qu'une obligation pour elles de rendre compte de façon détaillée de leurs activités au gouvernement. Mais le point nodal qui a suscité l'opposition des organisations sociales, notamment les ONG environnementalistes et les organisations indigénistes, tient au droit de dissolution desdites organisations attribuées au gouvernement « lorsqu'elles n'accomplissent pas leurs obligations et objectifs » définis par le décret⁷⁹¹. Un tel décret a été sévèrement critiqué par les ONG et perçu comme une attaque ciblée sur les militants environnementalistes et indigénistes⁷⁹². Human Rights Watch a immédiatement critiqué le décret en ce qu'il risquait de mettre en cause la liberté d'association et l'autonomie des organisations sociales⁷⁹³.

En Bolivie, c'est la même année que le cadre légal d'exercice des activités des ONG est défini par l'Etat plurinational conformément à la nouvelle Constitution. Il s'agit d'établir un registre national des ONG et *d'articuler les objectifs de développement des ONG à ceux de l'Etat*.

Le LIDEMA (*Liga de defensa del medio ambiente*) est une organisation non gouvernementale bolivienne qui agit depuis 1985 dans la formation des organisations sociales ou des communautés indigènes relativement aux questions écologiques. Souveraineté alimentaire, gestion de l'eau, appuis à l'organisation collective : la ligue de défense de l'environnement intervient dans des domaines variés.

Les ONG sont définies comme des « entités de droit privé qui possèdent une nature de service social (...) qui, avec la reconnaissance due de l'Etat, exercent des activités de développement et/ou d'assistance à but non lucratif »⁷⁹⁴. Etant donné les relations dégradées par le conflit autour du Tipnis, une partie des organisations sociales se sent directement visée par l'objectif relatif à l'articulation entre leurs activités et le plan de développement économique et social adopté par l'Etat. Dès lors, des protestations sont émises relativement à la mise en cause de la liberté d'association et d'action des ONG, ainsi que nous en ont fait part un membre indigène du

⁷⁹¹ R.C. DELGADO, "presidente constitucional de la República, Decreto 16", 2013, p. 34.

⁷⁹² Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Natalia Greene, responsable du réseau CEDENMA, Quito, 7 janvier 2015.

⁷⁹³ "Human Rights Watch critica el decreto 16 - La Hora", *La Hora Noticias de Ecuador, sus provincias y el mundo*, 13 août 2013, [En ligne]. <<https://lahora.com.ec/noticia/1101548083/human-rights-watch-critica-el-decreto-16>>. (Consulté le 1 juin 2018).

⁷⁹⁴ Ley 351, Estado Plurinacional de Bolivia, 2013.

LIDEMA et un membre de la coopération allemande, qui ont tenu à participer à l'entretien ensemble⁷⁹⁵.

Cristobal Huanca, dirigeant de la CONAMAQ organique, rappelle ironiquement les liens qu'entretenait Evo Morales avec les ONG avant d'être président : « Pendant que le gouvernement, Evo Morales y est arrivé grâce aux ONG, pour lui, mais pour que les autres frères soient formés, ce n'est pas possible, « j'y vais tout seul, et personne d'autre ne peut être formé. (...). C'est l'une des grandes erreurs que commet ce gouvernement »⁷⁹⁶.

Par contre, quand certains voient dans cette nouvelle loi une mise en cause de la défense des droits humains, thème particulièrement sensible dans des pays qui ont une expérience récente de la dictature, d'autres considèrent qu'il s'agit d'une pure mise aux normes découlant de la Constitution⁷⁹⁷. Le Vice-Ministre de la planification considère par exemple qu'il est normal, afin d'assurer la cohérence de l'action publique, que les ONG aient l'obligation de s'articuler au PDES⁷⁹⁸.

Là où les ONG étaient considérées comme alliées du bloc hégémonique, elles deviennent peu à peu une menace potentielle, qui se renforce en un cercle de défiance réciproque : le gouvernement tenu pour agent de l'autoritarisme par les ONG, et les ONG comme potentiels alliés de l'Empire par le gouvernement. Les failles au sein du bloc s'élargissent.

c. Des effets paradoxaux du cercle de défiance : l'éloignement continu

Ces failles ne naissent pas de nulle part et ne sont pas uniquement liées aux conflits issus de la crise autour du Tipnis ou de la décision d'exploiter le Yasuní. Les effets paradoxaux des tensions préexistantes poussent à une division plus grande encore entre les ONG écologistes, les organisations indigénistes et les gouvernements. Elles les divisent également entre elles.

⁷⁹⁵ Oswaldo Guachalla, responsable LIDEMA, La Paz, 19 août 2016 ; Rasmus Stern, responsable d'un projet de coopération environnementale allemand avec le LIDEMA, GIZ, La Paz, 19 août 2016.

⁷⁹⁶ Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015 : «Mientras el gobierno, el Evo Morales, gracias a ONG ha salido, ha sido presidente, para él, para que los demás hermanos, para que se capaciten, como cortada, “yo no más voy y nadie más puede ser capacitado”. (...). Es uno de los grandes errores que está haciendo el gobierno”.

⁷⁹⁷ «Regulación gubernamental de las ONG (La Razón, 17.7.16)», CEDIB, 17 juillet 2016, [En ligne]. <https://cedib.org/post_type_titulares/regulacion-gubernamental-de-las-ong-la-razon-17-7-16/>. (Consulté le 1 juin 2018). Cet article est particulièrement intéressant en ce qu'il montre assez les différentes positions en présence, toutes deux issues du bloc hégémonique : d'une part, un ancien ministre des autonomies, d'autre part, le directeur du CEDIB, l'une des ONG en rupture avec le gouvernement à partir de la crise du Tipnis.

⁷⁹⁸ Diego Pacheco, vice-ministre de la planification au développement, La Paz, 14 juillet 2016.

Effets médiatiques de la rhétorique sur le plan B Yasuní

L'étude de la médiatisation de l'initiative Yasuní-ITT est de ce point de vue particulièrement intéressante. En effet, Alberto Acosta comme l'ONG Acción Ecológica soulevaient dès 2008 l'ambiguïté problématique de l'existence d'un plan B, celui de l'exploitation des blocs pétroliers ITT, dans la mesure où Petroecuador continuait à travailler sur un scénario quant aux conditions de ladite exploitation⁷⁹⁹.

La position de ces voix méfiantes au sein du bloc hégémonique avait vocation à modifier éventuellement l'initiative et la stratégie internationale de projection, ce qui n'a pas été le cas. La position de Rafael Correa tenait au contraire à envisager la possibilité de l'exploitation pour exiger une compensation, sans laquelle il était de son point de vue impossible de ne pas exploiter le pétrole présent dans le Yasuní.

La diplomatie française, par exemple, était très méfiante et considérait que l'existence de son plan B impliquait une faiblesse intrinsèque quant à la fiabilité de l'initiative, à son sérieux comme aux garanties qu'elle offrait. L'argument du plan B devenait alors un point d'appui pour les diplomaties européennes peu enthousiastes à l'idée de contribuer à l'initiative. La médiatisation internationale, dans la même veine, a davantage porté sur les crises relatives à l'initiative que sur son lancement ou les étapes décisives de sa construction, comme le montre le tableau suivant.

⁷⁹⁹ Cf. *supra*, Chapitre 3.

Tableau 11 : L'impact médiatique de l'initiative Yasuní-ITT⁸⁰⁰

	Nombre de publications recensées	<i>En espagnol (%)</i>	<i>En anglais (%)</i>	<i>En allemand (%)</i>	<i>En français (%)</i>	<i>Total hors espagnol</i>
<u>Lancement du projet</u> (25/09/2007-15/10/2007)	30	66,7	23,3	-	-	23,3
<u>Crise de 2010</u> (9/01/2010-30/01/2010)	166	60,9	16,1	6,6	5,4	28,1
<u>Lancement du fonds fiduciaire</u> (08/08/2010-29/08 2010)	55	52,7	20	21,2	3,6	44,8
<u>Décision d'exploitation</u> (10/08/2013-31/08/2013)	548	41,8	33,4	13,9	7,3	54,6

Les événements les plus médiatisés sont ceux qui relèvent de difficultés rencontrées par l'initiative au cours du processus de projection internationale. Des quatre événements, la décision d'exploitation est la plus commentée.

Une telle médiatisation est de nature à renforcer les tensions entre les soutiens critiques à l'initiative, anciens membres de l'équipe ou ONG défiantes, et le gouvernement. Les premières peuvent considérer que la faille stratégique tient précisément à l'existence du plan B, le second que l'amplification des échecs est à mettre au compte de la critique interne. Le cercle de défiance était donc en place avant même la rupture même au sein du bloc hégémonique équatorien.

Intangibilité, quiproquo et rupture dans l'alliance indigène-écologiste : le coup tactique d'Evo Morales

La suite du conflit autour du Tipnis permet aussi de saisir le caractère paradoxal de la tension entre gouvernement et société civile qui hier encore l'appuyait : les camps ne sont pas tout

⁸⁰⁰ Les données ont été collectées le 16 avril 2015 sur factiva ; le mot-clé choisi est « yasuní », dans la mesure où l'initiative n'est pas toujours nommée intégralement Yasuní-ITT ; les doublons ont été enlevés et les statistiques de langue proviennent du site lui-même. Les périodes de trois semaines ont été choisies afin d'harmoniser entre les quatre moments analysés et semblent correspondre au temps médiatique – au-delà, les articles se raréfient considérablement.

à fait figés, les équilibres instables et la possibilité pour le gouvernement de se mouvoir *au sein* des forces sociales de contestation n'en est que plus grande. Il a déjà été question ici de la tactique utilisée par Evo Morales pour dénouer le conflit au moment où la marche indigène arrivait sur La Paz⁸⁰¹.

Mais il est clair que le mot d'ordre d'intangibilité, fermement défendu par les ONG écologistes⁸⁰², appuyé par les organisations indigénistes des terres basses, ne prêtait pas moins le flanc à cette possibilité tactique. La perception gouvernementale d'un caractère ambivalent et distinct du mouvement produit la réflexion suivante : l'intangibilité est un mot d'ordre surimposé qui ne convient pas aux communautés indigènes, qui ont toujours modifié leur environnement⁸⁰³, et ne doivent pas être ramenées à être « les pauvres gardes forestiers »⁸⁰⁴.

Evo Morales obtient donc un accord des communautés du Tipnis en 2012, dans la mesure où la stricte application du principe d'intangibilité rendait en soi impossible les activités quotidiennes de chasse ou de pêche des indigènes du Tipnis. Prenant au mot le principe de la manifestation, Evo Morales les oblige ainsi à céder ultérieurement⁸⁰⁵.

La partition établie par le gouvernement à ce moment est celle entre l'interne et l'externe, le national et l'international. Cependant, la nature même de l'espace concerné l'internationalise immédiatement et sa dimension globale entrave partiellement ce processus de renationalisation.

Le quiproquo entre les communautés indigènes et les écologistes repose à la fois sur une différence d'approche de l'appareil d'Etat et du droit, bien réelle et indéniable du point de vue même des opposants urbains à la route⁸⁰⁶, mais également sur un usage par le gouvernement de cette division afin de ressaisir *depuis l'Etat* la situation. Alors que, d'un côté, l'intérêt des opposants est d'internationaliser au maximum le conflit, celui du gouvernement est de parvenir à le contenir dans les frontières nationales ; en cela, les situations équatorienne et bolivienne sont similaires.

La positivité de la projection internationale doit sans cesse être mise en avant pour le gouvernement, mais sa négativité doit être maintenue dans un périmètre contrôlable, sinon au sein du bloc hégémonique, au moins dans le cadre de la communauté nationale.

⁸⁰¹ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁸⁰² Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

⁸⁰³ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015.

⁸⁰⁴ Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016. ; cette expression est répétée cinq fois durant l'entretien, avec une variation possible « les mendiants gardes forestiers ».

⁸⁰⁵ *Idem*.

⁸⁰⁶ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

La division subséquente des communautés indigènes, certaines soutenant le projet de route au terme du processus de consultation, d'autres non, double la faille qui désormais passe également par le bloc détaché de la masse officialiste : les organisations indigènes boliviennes sont désormais séparées en deux, selon la position au regard du gouvernement.

La menace impérialiste comme clé de voûte : les tensions internationales avec les Etats-Unis

Le point où se joignent économie politique de la coopération internationale, retour de l'Etat, distanciation des relations entre ONG et gouvernements, est sans aucun doute dans le rapport qu'entretiennent les gouvernements équatorien et bolivien aux Etats-Unis d'Amérique. Si, dans l'esprit des dirigeants politiques des deux pays, issus de la tradition anti-impérialiste de la gauche sud-américaine, l'aide au développement est synonyme d'ingérence, c'est qu'elle est immédiatement renvoyée à une possible influence du voisin états-unien.

C'est ainsi que dans l'un comme l'autre des pays, l'USAID, agence de coopération états-unienne, est expulsée, en 2013 pour la Bolivie, en 2014 pour l'Equateur⁸⁰⁷. Dans un cas comme l'autre, c'est l'ingérence politique que peut exercer cet organisme qui est invoqué comme motif de l'expulsion. Que ces décisions interviennent dans la phase où la projection internationale s'affaiblit et où les Etats se renforcent n'est pas de l'ordre de la coïncidence.

Ces phénomènes se nourrissent mutuellement. L'affaiblissement de la projection internationale accélère la nécessité de construction d'Etats forts du point de vue des gouvernants équatoriens et boliviens. Cette nécessité se double de l'impératif de construire le modèle du *Buen Vivir* ou du *Vivir Bien* sur des bases nationales.

De cette double nécessité découle une hostilité grandissante pour toute forme possible d'ingérence internationale, ce qui inclut également l'aide internationale au développement. Cette volonté de reconstruction étatique et de défense de l'Etat contre les ingérences états-uniennes n'est d'ailleurs pas perçue hostilement par tous les acteurs, à l'image de l'analyste des programmes du PNUD à La Paz⁸⁰⁸. L'idée d'une politique de développement national et d'une souveraineté forte est de la même façon soutenue par le spécialiste environnement du PNUD à Quito⁸⁰⁹.

Les failles préexistantes, la rupture survenue ne cesse de s'élargir et renforcer la construction des Etats bolivien et équatorien sur eux-mêmes. Les gouvernements rompent le contact avec une

⁸⁰⁷ Cf. *supra*, Chapitre 3.

⁸⁰⁸ Rocio Chain, analyste programmes pour le PNUD, La Paz, 22 août 2016.

⁸⁰⁹ Gabriel Jaramillo, responsable programme environnement du PNUD à Quito, Quito, 9 janvier 2015.

partie des écologistes et des indigénistes, les autres étant intégrés aux appareils d'Etat et fidèles au gouvernement.

Il est possible de suggérer, à ce stade, une forme de constante à partir de nos deux cas d'étude. L'aide au développement, singulièrement en matière d'environnement, est fonction inverse de la puissance centralisatrice et du contrôle du territoire assuré par l'Etat. Elle est affaiblie du fait du recul de la pauvreté et de l'investissement en termes d'infrastructures dans les deux pays, cet affaiblissement étant lié à la nécessité toujours plus faible d'y avoir recours. Mais son affaiblissement est aussi structurellement lié à la possibilité toujours présente, du point de vue du gouvernement d'ingérence impérialiste à travers des financements internationaux. Cette situation, objective dans la réduction des fonds, et subjective dans la perception de la menace impérialiste, creuse le fossé entre les différentes composantes des blocs hégémoniques et mène à des tensions considérables entre le versant écologiste des blocs et les versants pour lesquels prime la construction de l'Etat.

Mais l'affaiblissement de l'aide au développement n'élimine ni les tensions au sein des appareils d'Etat, ni le caractère global de l'Amazonie en tant que commun environnemental, pas davantage qu'il ne peut résoudre la tension entre l'horizon politique des deux processus en termes d'alternative au développement et l'extraction de la rente. Les communautés des communs sont encore multiples, diverses et entre elles le jeu est potentiellement conflictuel.

Reste, de fait, toujours la même interrogation lancinante : sur quelle(s) base(s) adosser les communs ?

III- Construire le commun au-delà de la rente : des tensions permanentes

S'il est déjà certain que la question de la définition même de la communauté à laquelle adosser les communs environnementaux est l'un des points nodaux de la conflictualité qui structure ces espaces singuliers, il est nécessaire de circonscrire les enjeux de cette définition.

L'un des éléments-clés de celle-ci tient au rapport à la rente extractive, qu'elle soit pétrolière, comme dans le cas de Yasuní, gazière, enjeu bolivien essentiel ou qu'elle tienne plus généralement du développement économique du territoire, comme c'est le cas du projet de route à travers le Tipnis.

La dépendance qui repose sur la production à faible valeur ajoutée est essentielle pour circonscrire le périmètre des débats autour de la définition de la communauté des communs environnementaux et de leur éventuelle pluralité.

C'est dans ce contexte qu'il est possible d'éclairer la politique énergétique des deux pays.

Dépendance et transition échangent dans une dynamique politique complexe où impératifs moraux et stratégiques se croisent selon le positionnement institutionnel des acteurs en présence : il faut déployer les logiques internes de l'économie morale de la politique des communs environnementaux.

a. La dépendance pour sauver les communs ?

Le commun économique : la rente comme horizon partiel

La rente extractive surdétermine l'horizon productif et imaginaire de la Bolivie et de l'Equateur. Elle est mythiquement extractive, manne inépuisable⁸¹⁰, et productivement peut être la condition d'une autre accumulation de capital, à plus haute valeur ajoutée.

Cette tension travaille les nouveaux blocs hégémoniques, avant leur séparation comme après. La séparation d'un certain nombre d'acteurs, militants écologistes ou indigénistes, des gouvernements d'Evo Morales et de Rafael Correa, ne suppose pas l'existence de deux blocs figés issus d'un bloc auparavant unique et homogène. Au contraire, l'hétérogénéité de ces blocs est une condition de leur propulsion politique⁸¹¹. Cependant, la fracture née de l'échec de la projection internationale et de conflits localisés sur deux espaces amazoniens singuliers n'a guère éliminé cette complexité des forces réunies pendant ladite projection.

Aussi, la question de la rente n'est pas résolue et il serait inexact de considérer, dans l'analyse, qu'aux partisans de l'économie de rente s'opposeraient, sortis des blocs hégémoniques, ses opposants. La contradiction entre nécessité de protéger la Pachamama et économie de rente est perçue par les responsables gouvernementaux boliviens et équatoriens⁸¹².

⁸¹⁰ M. SVAMPA, « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *art. cit.*

⁸¹¹ Cf. Chapitres 1 & 2.

⁸¹² Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016 ; Carlos Viteri Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 ; Diego Pacheco, vice-ministre de la planification au développement, La Paz, 14 juillet 2016 ; Soledad Delgadillo, secrétaire de la Madre Tierra de la gobernación de Cochabamba, Cochabamba, 8 août 2016 ; Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Equateur, Paris, 17 mars 2015.

L'explication première de cette permanence de la tension dans le discours lui-même est nette de prime abord : du point de vue des gouvernants, il est impossible d'abandonner l'un ou l'autre des deux termes. Nier l'importance de l'accumulation primitive par la rente équivaldrait à priver l'Etat de ressources financières importantes. Mais évacuer la question écologique reviendrait à se passer de l'un des éléments constitutifs des nouveaux gouvernements, qui leur assure à la fois une légitimité politique nationale et internationale, construite autour de l'horizon de la construction d'un modèle alternatif de développement.

La surdétermination de la conflictualité socio-écologique par la question de la rente ne lie pas nécessairement extraction et espace conflictuel. Pour ce qui est du Tipnis, par exemple, aucun projet d'extraction de ressources carbonées n'était envisagé. Mais il en a été question, ne serait-ce qu'à l'état de rumeur⁸¹³, et la nature des arguments renvoie au même arbitrage, qui oppose à la transition vers un autre modèle de développement la nécessité immédiate de la protection de la nature.

C'est aussi sous cet angle qu'il s'agit d'envisager le point de fuite créateur d'unité que constitue le renvoi vers l'international, précisément vers l'Europe et les Etats-Unis, des tensions liées à la conflictualité socio-écologique⁸¹⁴. La responsabilité première leur incombe, dans ce discours partagé. Il s'agirait de la contradiction primaire, les autres contradictions étant reléguées à un second rang.

La critique depuis le bloc fracturé : le mur de l'extractivisme

La nature des tensions s'entend donc dans un rapport hétérogène à la rente. Les opposants les plus fermes à ce projet refusent avant tout la nature *secondaire* des contradictions liées aux projets de développement ou d'extraction dans les espaces amazoniens. A la responsabilité internationale non saisie, aux effets difficilement estimables de la coopération multilatérale en matière d'environnement, les opposants issus des blocs hégémoniques considèrent qu'il faut préférer une approche *spatiale* : il faut partir des espaces, sans pour autant écarter la possibilité d'attribuer à tel ou tel pays des responsabilités historiques. Si le point de départ est l'espace, la priorité tient à la fois de sa sauvegarde et de sa valorisation : l'espace n'attend pas, sa destruction peut être irréversible.

Ce double impératif part d'un point critique et d'un désaccord fondamental avec l'idée que les revenus du pétrole ou du gaz puissent constituer une accumulation primitive raisonnable, vers

⁸¹³ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁸¹⁴ C'est en ce sens que nous pouvons analyser les éléments de langage partagés par les responsables équatoriens ou boliviens, mis en avant par Álvaro García Linera et Rafael Correa, quant au refus d'être des mendiants protégeant les forêts.

une transition de l'économie libérée de la dépendance et un modèle de développement en harmonie avec les écosystèmes qui constituent les territoires bolivien et équatorien.

Carlos Larrea, Alberto Acosta, Eduardo Gudynas, Sarela Paz, Carlos Crespo ou encore Pablo Solón sont autant de critiques fermes à l'égard du modèle extractiviste. La critique commune au modèle extractiviste est la suivante : loin de créer les conditions nécessaires à une économie prospère, il favorise le sous-développement de l'appareil industriel, l'accroissement de la pauvreté et l'augmentation des inégalités. C'est ce que les économistes critiques de l'extractivisme nomment la maladie hollandaise⁸¹⁵.

L'idée de l'accumulation primitive à partir de la rente n'est pas sans ambivalence et pose, du fait de la structuration idéologique des blocs hégémoniques, l'obligation pour les gouvernants de considérer la question écologique. Il en va de même de la position des économistes critiques, non univoque. Ainsi Alberto Acosta de conclure un article de 2006 en ces termes : « Il faut faire un effort énorme et soutenu pour maximiser les effets de l'extraction pétrolière, sans perdre de vue que le pétrole s'épuise et que le développement ne s'accomplit pas simplement à partir de l'extraction pétrolière⁸¹⁶.

La question de la rente est centrale pour articuler les différentes communautés qui ont prise directe avec les communs environnementaux : les communautés indigènes, paysannes, mais également les communautés nationales concernées au premier chef par la politique de développement économique mise en œuvre par les gouvernements. La multiplicité des communautés s'intrique avec les nuances de points de vue : les divisions des blocs hégémoniques, dans leur composante officialiste comme dans leur composante critique, n'ont pas oblitéré une certaine communauté de discours et de pensée.

La critique de la rente tient compte des impératifs budgétaires de l'Etat, la politique de la rente intègre, au moins en discours, la nécessité d'une dimension écologiste.

Réalité de la dépendance et rente matérielle

Pour saisir l'enjeu *économique* et la relation entre communs environnementaux et rente extractive, il faut rappeler à quel point les budgets équatorien et bolivien sont dépendants des revenus pétroliers et gaziers.

⁸¹⁵ Cf. Annexe graphique 8.

⁸¹⁶ A. ACOSTA et J. SCHULDT, "Petróleo, Rentismo y Subdesarrollo ¿Una maldición sin solución?", *Nueva Sociedad*, 2006, p. 88.

Pour ce qui est de l'Équateur, entre 2007 et 2012, les revenus pétroliers ont constitué 33,9 % des revenus du secteur public non financier⁸¹⁷. C'est donc le tiers des ressources publiques, en moyenne, qui dépend du secteur pétrolier. La dépendance concrète de l'État équatorien au pétrole est à mesurer à cette aune. Il est tout aussi essentiel, pour rendre intelligible les différentes positions relatives à la rente, que l'Équateur dispose de réserves pétrolières à horizon 2030 d'une part⁸¹⁸, et que les réserves de pétrole lourd – y compris celle du parc Yasuní – sont très coûteuses à exploiter. Le coût d'opportunité de l'exploitation est donc faible en cas de baisse des cours mondiaux du baril⁸¹⁹.

En Bolivie, le lien entre rente extractive et budget de l'État est également présent, tout comme l'est le lien entre croissance du PIB et croissance des activités extractives. Entre 2003 et 2013, les départements boliviens qui connaissent la plus forte croissance sont les départements où des activités extractives préexistaient et se sont fortement développées : Tarija, Potosí, Chuquisaca⁸²⁰. Les départements où se situent le Tipnis, Cochabamba et le Beni, sont les moins concernés par les activités extractives. Le projet de route s'éclaire aussi au travers de la dépendance nationale inégale aux revenus gaziers et pétroliers : l'intégration territoriale est aussi appelée, depuis une perspective étatisée, par l'inégale répartition de la rente au niveau national.

Entre 2006 et 2014, les revenus liés à la rente pétrolière en Bolivie ont approché les 28 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB pour l'année 2012⁸²¹. Ces proportions suffisent à imaginer la dépendance considérable des économies équatorienne et bolivienne aux revenus hydrocarbures.

Un tel état de fait a également une incidence sur la structure des importations : ainsi, la balance commerciale non pétrolière de l'Équateur est déficitaire d'année en année⁸²².

Recettes fiscales et exportations : la dépendance économique est une réalité matérielle première qui doit être considérée pour la compréhension des rapports de pouvoir écologique.

⁸¹⁷ J.P. MATEO et S. GARCÍA, "El sector petrolero en Ecuador. 2000-2010", *Revista Problemas del Desarrollo*, n°177, 2014, p. 126.

⁸¹⁸ Alberto Acosta, économiste à la FLACSO, Quito, 13 janvier 2015 ; Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

⁸¹⁹ Carlos Larrea, économiste à la Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, 12 janvier 2015.

⁸²⁰ Fundación Milenio, "Bolivia, 190 años y la mayor dependencia de los recursos naturales", 11 août 2015, [En ligne]. <http://correodelsur.com/capitales/20150811_bolivia-190-anos-y-la-mayor-dependencia-de-los-recursos-naturales.html>. (Consulté le 4 juin 2018).

⁸²¹ "Bolivia obtuvo 27.735 millones \$US de renta petrolera entre 2006 y 2014", 2015, [En ligne]. <<http://www.ypfb.gob.bo/es/medio-ambiente/14-noticias/453-bolivia-obtuvo->>. (Consulté le 4 juin 2018).

⁸²² Cf. Annexe graphique 6.

b. Sortir de la rente : intégration énergétique et politique d'Etat

Dès lors, il faut également envisager les politiques de transition vers une économie non dépendante de la rente qui ont été mises en œuvre en Equateur et en Bolivie. Une politique d'investissement énergétique et une insistance sur les énergies renouvelables sont communes aux deux processus politiques.

Le plan énergétique bolivien

L'entretien avec le Vice-Président bolivien est de ce point de vue essentiel. Álvaro García Linera considère que l'Etat plurinational de Bolivie doit se doter d'un « horizon d'époque »⁸²³. La question énergétique y occupe une place centrale. En effet, le Vice-Président bolivien considère que la sortie de la dépendance passe par une plus grande production d'énergie.

Il détaille le plan énergétique qu'il a à l'esprit au moment où nous nous sommes rendus en Bolivie, durant l'été 2016. « Quel est notre concept ? Des énergies alternatives, très chères pour nous, très chères en général, pour le marché interne. Nous sommes en train d'avancer avec des parcs éoliens, des parcs solaires, de la géothermie. Des centrales thermoélectriques et hydroélectriques pour l'exportation. Un investissement conséquent pour générer des ressources qui diversifient les sources de revenu du pays pour sortir de la dépendance et y améliorer les conditions de vie. Et, en parallèle, comme troisième axe, nous impliquer dans la recherche autour de l'énergie atomique par fusion atomique. Pourquoi la fusion nous intéresse-t-elle ? D'ici à vingt ou trente ans. (...). Le deutéron sort de l'oxygène de l'eau abondante et bon marché, le triton, qui est l'autre atome qui est utilisé pour la fusion atomique, vient du lithium, c'est un isotope du lithium. Et où y a-t-il beaucoup de lithium ? En Bolivie »⁸²⁴.

Cette tripartition de l'horizon d'époque découvre les tensions propres à l'économie politique des communs environnementaux. Sortir de la dépendance pour ne plus dépendre uniquement de l'extraction minière ou des matières premières en général est l'un des fils rouges de l'entretien avec le Vice-Président. Pour ce faire, la question écologique n'est pas écartée, mais devient au contraire une source potentielle d'accumulation, source de nouveaux revenus pour

⁸²³ A. GARCÍA LINERA, *Socialismo comunitario. Un horizonte de época, op. cit.*

⁸²⁴ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 : «¿Cuál es nuestro concepto? Energías alternativas muy caras para nosotros, pero igual caras, para el mercado interno. Estamos avanzando con parques eólicos, parques solares, geotermia. Termoeléctricas e hidroeléctricas para exportación. Una gran inversión para generar recursos que diversifique las fuentes de ingreso del país para salir de la dependencia y para mejorar sus condiciones de vida. Y en paralelo, como tercer eje, involucrarnos dentro de la investigación de energía atómica, por fusión de átomos. ¿Por qué nos interesa la fusión de átomos? De aquí a veinte años, o a treinta, (...). El deuterio sale del oxígeno del agua abundante y barata, el tritio, que es el otro átomo que se usa para la fusión atómica, viene del litio, es un isotopo del litio. ¿Y dónde hay mucho litio? En Bolivia».

l'Etat. C'est le sens de l'idée d'exporter, vers le Brésil et l'Argentine, quantité d'énergie produite par des barrages hydroélectriques et thermoélectriques.

L'idée de sécuriser le marché interne par la production d'énergies renouvelables semble s'accorder avec la majeure production de littérature écologique ou de positions politiques qui relèvent de l'écologie politique. Mais l'exportation d'énergie nous fait quitter les rives de l'écologie politique⁸²⁵. En soi, le Vice-Président donne un gage à la partie écologiste du bloc, à partir de la production d'énergies renouvelables, tout en se conciliant avec l'héritage national-révolutionnaire, qui suppose la sortie de la dépendance. Cette sortie, dans ce cadre de pensée, repose nécessairement sur une source d'accumulation afin de transformer l'appareil productif et devenir autonome sur le plan de la consommation interne, en termes d'énergie comme de biens de consommation. Il s'agit d'une version renouvelée par l'écologie du modèle de substitution aux importations.

La conciliation entre les composantes écologistes et socialistes du bloc hégémonique est le premier axe d'analyse de ce plan énergétique proposé par le Vice-Président. Mais le plus étonnant ressort sans aucun doute de l'évocation de la fusion nucléaire. En effet, cette dernière, si elle est théoriquement possible, n'a jamais été pratiquée faute de solution technique satisfaisante. A ceci, le Vice-Président répond qu'il s'agit précisément de recherche, et que la Bolivie, le jour où cette technique verra le jour, y aura pris sa part⁸²⁶.

Toutefois, ce plan énergétique, pour partie liée à des considérations écologiques, pour une autre à l'autonomie économique du pays, repose sur une conception technicienne du développement.

La politique énergétique équatorienne : miser sur l'hydraulique

Cette approche technicienne, centrée sur l'Etat, est partagée par le gouvernement de la Révolution Citoyenne : il s'agit pour lui de sortir de la dépendance énergétique aux énergies carbonées au plus vite, dans la mesure où les réserves pétrolières s'y épuisent rapidement. Dans la situation présente, le pétrole équatorien est pour partie raffiné au Venezuela, ce qui crée d'emblée une situation de dépendance. La diversification de la production énergétique est donc une condition première et *sine qua non* de la prise d'autonomie de l'Equateur, de son Etat comme de son économie.

Les disputes autour des volets éventuels d'investissements du fonds de capital constitué par les contributions au projet Yasuni-ITT portaient notamment sur la question des champs possibles d'intervention. Les écologistes tendaient à préférer une option où les investissements seraient

⁸²⁵ Voir par exemple : I. ILLICH, *Energie et équité*, Paris, Flammarion, 2018.

⁸²⁶ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

consacrés à la protection de la biodiversité ainsi qu'à l'aide aux communautés indigènes du parc. L'option retenue intègre finalement l'investissement dans le développement social, plus large que l'aide aux communautés, ainsi que *l'investissement dans les énergies renouvelables*. L'implication majeure est la même que celle posée par García Linera : il faut produire de l'énergie renouvelable pour pouvoir sortir de la dépendance énergétique au gaz et au pétrole.

Même si les investissements liés à l'initiative Yasuní-ITT n'ont pas eu lieu faute de contributions suffisantes, l'idée de ne pas dépendre exclusivement du pétrole pour l'approvisionnement énergétique du pays est centrale pour les responsables gouvernementaux. Là où le Vice-Président bolivien opère une distinction entre énergies alternatives et énergie hydroélectrique, cette dernière est affirmée par les responsables gouvernementaux équatoriens comme la pointe avancée de la transition énergétique. Dès 2008, une économiste, dans une publication de la banque centrale équatorienne, valorise le fort potentiel de l'énergie hydroélectrique en Equateur, en le liant notamment aux possibilités d'investissements liés au marché carbone qu'ouvrirait le succès de l'initiative Yasuní-ITT⁸²⁷.

L'insistance sur le caractère écologiste du processus à l'œuvre en Equateur, de la part des responsables gouvernementaux, a pour principal point d'appui le développement de l'énergie hydroélectrique : bientôt, tous les foyers équatoriens seraient fournis exclusivement par cette énergie. Telle est l'assise écologiste essentielle pour les intellectuels en appui au régime, ainsi que pour les responsables politiques eux-mêmes⁸²⁸.

Aussi, la pierre angulaire de la sortie de la dépendance au pétrole passe par l'investissement dans l'énergie hydroélectrique pour les forces de la Révolution Citoyenne. L'insistance sur la question de la production et de la distribution générale de l'énergie dans tout le pays présente un avantage considérable : la perspective macro-énergétique s'échappe à première vue de *territoires spécifiques*. L'hydroélectricité en pourcentage s'abstrait de la forêt en hectares.

L'ambivalence de l'hydroélectricité et la question centrale du pouvoir énergétique

La propriété des moyens de production, en soi, est une question politique, l'une de celles qui a donné et donne toujours lieu à des débats et rapports de force intenses entre forces sociales et politiques dans le monde. Parmi ces moyens de production, la production énergétique est stratégique, condition première de l'économie. Sans énergie, il n'y a pas plus de production que

⁸²⁷ A.C. AVILÉS, "Generación hidroeléctrica en el Ecuador: posibles beneficios en los mercados de carbono", *Cuestiones Económicas*, vol. 2, n° 24, juin 2008, pp. 141-167.

⁸²⁸ Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Equateur, Paris, 17 mars 2015 ; Carlos Viteri Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 ; Matthieu Le Quang, analyste au SENPLADES, Quito, 13 janvier 2015.

sans travail. Aussi ce secteur-clé est-il un enjeu fondamental des rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux.

L'investissement dans les projets de centrale hydroélectrique conséquents est un objet de conflits socio-écologiques. Ils reproduisent les mêmes traits généraux que les débats liés au Yasuní ou au Tipnis : la dépendance à la Chine ou au financement externe quel qu'il soit pour les investissements, la défense des communautés indigènes qui vivent en zone inondable, la préservation de la nature pour elle-même, la biodiversité opposée au changement climatique sont autant d'éléments pour lesquels l'hydroélectrique fait écho au pétrole. C'est par exemple le cas du projet Coca Codo Sinclair en Equateur⁸²⁹, inauguré en 2016, ou de celui du Bala, encore objet d'intenses débats en Bolivie⁸³⁰.

Pour les écologistes comme Pablo Solón en Bolivie, cela ne fait aucun doute : l'idée même de grands projets centralisés est liée à la nature centralisatrice du pouvoir qui ne peut tolérer l'idée d'une autonomie énergétique des communautés⁸³¹. A propos de l'énergie solaire disponible par communauté, qui permettrait à chacune de vendre le surplus, il s'exprime en ces termes : « Tu donnes du pouvoir dans les faits au niveau économique à la base sociale du *Proceso de Cambio*, et non au travers d'un schéma où c'est l'Etat qui prend le premier à travers l'exportation de quelque chose, puis le redistribue en aides sociales. (...). La Bolivie est l'un des pays les plus en retard en termes de génération d'énergie solaire, bien qu'elle ait l'une des plus grandes traditions solaires »⁸³².

La sortie de la rente est une question énergétique et économique. Mais l'énergie n'est pas dépourvue des enjeux de pouvoir que suppose l'économie. Entre des énergies renouvelables complètement décentralisées, faibles unités de production, et barrages qui concentrent un fort potentiel énergétique, le débat reste vif au sein des blocs hégémoniques ; d'autant que les barrages supposent l'inondation de forêts, dont le destin semble lié étroitement à celui de la dépendance

⁸²⁹ "Coca Codo Sinclair genera 1.035 MW de energía con sus turbinas en plena operación", *El Telégrafo*, 19 novembre 2016, [En ligne]. <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/3/coca-codo-sinclair-genera-1-035-mw-de-energia-con-sus-turbinas-en-plena-operacion>>. (Consulté le 11 juin 2018).

⁸³⁰ "Bala-Chepete: La hidroeléctrica que amenaza a 5.000 indígenas bolivianos" | Planeta Futuro | *EL PAÍS*, 14 septembre 2017, [En ligne]. <https://elpais.com/elpais/2017/09/05/planeta_futuro/1504563761_414612.html>. (Consulté le 11 juin 2018).

⁸³¹ Pablo Solón, directeur de la Fundación Solón, La Paz, 15 juillet 2016.

⁸³² *Idem* : "Tu estas empoderando en los hechos al nivel económico a la base social del Proceso de Cambio, y no eso a través de un esquema donde es el Estado el que captura lo primero a través la exportación de algo, luego le redistribuye a través de bonos (...). Bolivia es uno de los países más atrasados en generación de energía solar, a pesar de que tiene una de las más altas tradiciones solares".

économique et énergétique. En outre, l'impact négatif sur le changement climatique des mégabarrages est désormais avéré, particulièrement en ce qui concerne les barrages amazoniens⁸³³.

c. Morale, politique et commun environnemental : penser en mouvement

La communauté fondée sur la nature : des raisons de l'alliance éthique indigénistes-écologistes

Ce chapitre relatif à l'économie politique des communs environnementaux, qui éclaire la persistance conflictualité de ces espaces, ne peut éluder l'un des rapports structurants de ladite conflictualité : il s'agit du rapport entre morale et politique. Une communauté transnationale, qui suppose des liens transnationaux entre organisations indigènes et ONG écologiste, s'est en effet constituée autour de ces espaces.

Tout d'abord, elle fonde sa légitimité juridique sur un ensemble de textes dont il a été question, parmi lesquels la convention 169 de l'OIT, ou encore les accords issus des négociations multilatérales autour du changement climatique et de la biodiversité. Ensuite, elle s'inscrit dans une perspective globale à partir de laquelle la protection de ces espaces et l'atténuation du changement climatique sont des priorités absolues, perspective globale qui crée un espace de luttes. En ceci, cette communauté est appuyée et relayée par la projection internationale contre-hégémonique en matière d'écologie par les gouvernements de PAIS et du MAS.

Cette perspective globale a cependant un autre versant en ce qui concerne les relations entre les parties alliées des écologistes et des indigènes et ces gouvernements. Le caractère global suppose une lutte contre les transnationales et le capital extractiviste, mais il n'exclut pas pour autant l'Etat en tant qu'adversaire potentiel, quand bien même celui-ci serait gouverné par des forces politiques dont les idées et les discours émaneraient ou seraient proches de ceux qui innervent cette communauté.

Et pour cause, une troisième dimension de la légitimité interne – celle qui fait prendre corps à l'alliance entre les indigénistes et les écologistes – place entre les gouvernements et elle une contradiction difficilement surmontable : la question de la protection des communs environnementaux leur apparaît certes dans sa dimension politique, mais elle revêt également une dimension morale⁸³⁴. Pour les communautés indigènes de l'Est, les terres amazoniennes sont

⁸³³ P.M. FEARNSTIDE et S. PUEYO, "Greenhouse-gas emissions from tropical dams", *Nature Climate Change*, vol. 2, mai 2012, p. 382 ; R.M. ALMEIDA *et al.*, "Emissions from Amazonian dams", *Nature Climate Change*, vol. 3, novembre 2013, p. 1005.

⁸³⁴ Yolanda Kakabadse, ex-directrice internationale WWF, Quito, 19 janvier 2015 ; Esperanza Martinez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016 ; Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015 ; Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015.

sacrées, elles appartiennent pleinement à une vision du monde qu'il faut préserver. Katy Betancourt le formule clairement. Lorsque je lui demandai s'il était hostile à toute forme d'extraction en Amazonie, voici ce qu'elle me répondit : « Nous défendons les territoires indigènes. Si cela implique d'autres choses, cela peut se comprendre, ce que tu viens de dire, il s'agit seulement de la conséquence d'un principe que nous avons en tant qu'organisation, en tant que nationalité. Nous, nous ne pouvons pas trahir nos principes »⁸³⁵.

Pour les environnementalistes, la diversité de la vie est un enjeu qui est aussi important que la lutte contre le changement climatique, davantage mise en avant dans la perspective macroéconomique des gouvernements⁸³⁶.

La morale en conflit avec le politique interroge les fondements de ce dernier, interrogation posée lors des processus constitutifs boliviens et équatoriens.

La communauté nationale fondée sur les rapports de force internationaux : les positionnements institutionnels à la base des rapports à la forêt

L'anthropologie qui peut saisir la conflictualité écologique autour des communs environnementaux est fondamentalement politique et suppose d'intégrer la *superposition de différentes communautés sur le même espace*. Les rapports de pouvoir écologique liés aux communs environnementaux sont aussi déterminés par la position des acteurs eux-mêmes, par l'appartenance à telle ou telle de ces communautés.

S'éclaire peu à peu le paradoxe initial de la poursuite de la conflictualité socio-écologique en dépit d'une forme de lien idéologique interne aux blocs hégémoniques ; s'éclaire également l'effet de rupture impliqué par les conflits autour du Tipnis et du Yasuni.

En effet, il est frappant qu'en termes écologiques, les responsables politiques gouvernementaux, en Bolivie comme en Equateur, sont en accord sur un point crucial avec les opposants à l'extraction ou au projet de route : il est nécessaire d'atténuer le changement climatique ainsi que de protéger la biodiversité. Le renvoi à la responsabilité internationale constitue bien

⁸³⁵ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015 : « Estamos en defensa de los territorios indígenas. Si eso implica otra cosa, que se puede entender, lo que acabas de decir, simplemente una consecuencia de un principio que tenemos como organización, como nacionalidad. Nosotros no podemos traicionar nuestros principios ».

⁸³⁶ Il ne s'agit pas ici de supposer que les gouvernements ne formuleraient pas des discours ou des recommandations légales en termes de biodiversité, ce qu'ils pratiquent. Mais l'agenda international, notamment de l'ONU, a vu émerger plus fortement le problème du changement climatique. Sur le plan scientifique, ces deux phénomènes sont interdépendants, l'un nourrissant l'autre dans une spirale dévastatrice, ainsi que l'évoque un récent article paru dans la revue *PNAS* : W. STEFFEN *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115, n° 33, août 2018, pp. 8252-8259.

souvent le moyen le plus efficace pour eux de se prémunir de responsabilité personnelle et politique à propos d'éventuelles décisions de déforestation : c'est la tension liée à l'extraction de la rente.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'un artifice rhétorique pour éluder l'aspect dommageable pour l'environnement de certaines décisions étatiques. Il s'agit également de l'affirmation d'une *position institutionnelle*. Du point de vue gouvernemental, il faut tenir compte des relations internationales de pouvoir déterminées à la fois par le poids relatif de la Bolivie et de l'Equateur dans les négociations internationales, par la dépendance de leurs économies aux exportations de faible valeur ajoutée et par la dépendance aux importations à plus haute valeur ajoutée.

Les contraintes politiques auxquelles se confrontent les gouvernements équatorien et bolivien ne sont pas intégrées pleinement à l'agenda des forces écologistes et indigénistes qui contestent des projets dommageables écologiquement : sur une telle base, les difficultés de dialoguer se renforcent puisque chaque partie pose ses contraintes comme absolues. D'un côté, la contrainte morale, scientifique et sacrée de la préservation de l'Amazonie ; de l'autre, la contrainte posée par les rapports de force politiques, non exclusivement internationaux bien évidemment.

Cette opposition est proche de la distinction wébérienne entre éthique de responsabilité et éthique de conviction. Cependant, il faut la prendre dans un sens plein, formé par la notion d'idéal-type que le sociologue proposait. Comme Weber l'écrivait lui-même, « [cette distinction] ne veut pas dire que l'éthique de conviction est identique à l'absence de responsabilité et l'éthique de responsabilité à l'absence de conviction »⁸³⁷. En effet, les tactiques politiques des forces d'opposition à l'extraction dans le Yasuní et à la route de la Tipnis se fondent sur une responsabilité vécue comme politique et un sens des rapports de force. En outre, les acteurs gouvernementaux se considèrent également mus par des convictions profondes. Le rapport au temps et à l'espace décide du sens que les uns ou les autres attribuent à la conviction ou à la responsabilité.

Par-delà morale et politique : la définition des communautés comme processus conflictuel

Cette ambivalence autour des catégories wébériennes oblige à reconsidérer la distinction entre morale et politique elle-même. En effet, la perspective politique des différentes communautés qui revendiquent une légitimité sur un territoire implique une perspective morale. L'instance moderne de règlement de ces conflits est l'Etat : au-delà des morales et des conflictualités sociales, celui-ci est supposé tenir lieu de souverain, et sa souveraineté pleinement s'exercer sur le territoire

⁸³⁷ M. WEBER, *Le savant et la politique*, Paris, Plon, 2001 (10/18), p. 206.

qui est sien. C'est la perspective hégélienne du Vice-Président bolivien, et la perspective républicaine qui anime la Révolution Citoyenne en Equateur.

Cependant, la complexité des situations bolivienne et équatorienne et le rapport historique singulier que les deux pays entretiennent avec l'Etat impliquent une permanence de la conflictualité socio-écologique là où les rapports à la décolonisation et à la construction d'un *nouveau* modèle de société s'entremêlent.

A la question de la communauté relative aux communs environnementaux, le réel, pas davantage que la théorie, ne peuvent trancher. A ce stade, il importe de conclure que les communs environnementaux vivent politiquement au rythme de plusieurs communautés humaines, de perspectives sur ces espaces donnés qui peuvent *toujours* entrer en conflit. Les communs environnementaux ne sauraient donc s'adosser à *une* communauté, mais sont bien plutôt liés à un *processus* conflictuel dont l'intensité varie en fonction des rapports de pouvoir écologique.

A ce titre, la baisse d'intensité de la conflictualité socio-écologique au moment de l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa et Evo Morales doit être décrite davantage comme une *parenthèse* dans un processus conflictuel *dont les caractères ne sont pas uniquement dictés par la politique institutionnelle, qu'elle soit étatique ou internationale.*

La recomposition des communautés, et notamment l'intégration importante des indigènes qui a eu lieu dans les deux processus, a pour contrepartie la relégitimation de la communauté nationale comme celle de tous les Boliviens et Equatoriens : tous étant désormais intégrés, la nation fait désormais sens. Ce processus de relégitimation d'un Etat toujours soumis aux mêmes contraintes économiques modifie les rapports de pouvoir écologique autour des communs environnementaux. Il prive la contestation de tel ou tel projet d'une transversalité qu'elle aurait pu avoir en se liant à *d'autres* revendications politiques.

La dépendance économique à l'égard de la rente gazière ou pétrolière est en effet l'un des facteurs décisifs de la dynamique de pouvoir autour des projections internationales bolivienne et équatorienne, ainsi que de leur retombée. L'idée même de définir un chemin de sortie, de transition hors de la rente est de nature à mener à des conflits sur le terrain de ce que nous avons appelé l'économie morale de la politique des communs environnementaux : le débat politique s'articulant à des considérations temporelles, l'impératif absolu de la protection quoi qu'il en soit se trouve dans une position difficile, à la lisière du temps.

Au-delà du renforcement de la souveraineté et de l'affirmation des Etats équatorien et bolivien, élément de la conflictualité socio-écologique évoquée dans le quatrième chapitre, des dynamiques propres à l'économie politique des communs environnementaux sont également à l'œuvre dans le diptyque ralentissement de la projection internationale – résurgence de la conflictualité.

La puissance intégratrice de la dynamique économique capitaliste, d'abord, interroge quant au devenir des modes de vie communautaires des indigènes. Dans les terres hautes, la vaste majorité est intégrée à la société de consommation, dans les terres basses les liens avec celle-ci se font de plus en plus nécessaires pour la survie. La croissance des économies équatorienne et bolivienne ainsi que la réaffirmation de l'Etat ont considérablement diminué l'influence de l'aide au développement et distendu les liens éventuels entre les coopérations bilatérales et les communautés indigènes. La coopération internationale ou les liens transnationaux avec lesdites communautés se trouvent d'autant plus affaiblis que les gouvernements équatorien et bolivien vivent sous une perception continue de la menace impérialiste comme horizon permanent.

Les questions énergétique et économique relatives à la rente, enfin, sont d'une importance décisive pour éclairer le renforcement de la conflictualité socio-écologique. En effet, la dépendance économique à la rente extractive n'a pas disparu après les premières années de mandat, et les perspectives immédiates d'extraction rentière s'inscrivent dans un mode classique de développement, facteur qui exacerbe considérablement les tensions autour des communs environnementaux.

Les communautés qui se disputent les communs environnementaux, qu'elles soient globales, transnationale, nationale ou locale sont de ce fait partie d'un processus conflictuel en mouvement permanent : c'est l'économie politique des communs environnementaux.

Cette économie politique, fondée sur des dynamiques économiques *et* politiques, est surdéterminée par un processus fondamental historiquement : la construction sociale et politique des rapports à l'espace et au temps, dont il est question dans le chapitre conclusif de cette partie.

Chapitre 6. Les rapports de pouvoir écologique au carrefour des temporalités socio-historiques

« En dépit de toute sa finesse et de toute sa science juridique, le licencié Perez ne songeait pas qu'il fallait pourtant cultiver le maïs si on voulait en avoir ou en acheter. Il fallait pourtant que le maïs fût cultivé quelque part. Mais le licencié vivait dans un autre monde où l'on pouvait séparer le maïs de la terre sans voir pour cela surgir des problèmes. Dans son monde, entre le maïs et la terre et entre l'homme et la terre, il n'y avait aucune connexion. Dans son monde, on ne pensait déjà plus maïs, mais on pensait produit ».

B. TRAVEN, *Rosa Blanca*

La science politique, comme histoire du temps présent et dévoilement des possibles historiques, tient pour centrales les questions relatives à l'espace et au temps. L'étude menée jusqu'ici montre les champs de bataille qui s'organisent *pour la définition du temps et de l'espace politique dominant*. Cet enjeu sépare les sociétés bolivienne et équatorienne non seulement le long de la ligne qui démarque les blocs hégémoniques de leurs opposants, mais il traverse également les blocs hégémoniques eux-mêmes.

Les lignes autour desquelles s'organisent les conflits socio-écologiques sont mouvantes, et elles-mêmes soumises au poids de l'histoire. Le rapport à l'histoire est double quand il s'agit de la mise en mots par les forces sociales de leurs oppositions : il est à la fois rapport à des dynamiques historiques bien réelles, mais il est *dans le même mouvement* mise en récit de ces dynamiques. En d'autres termes, certaines différences historiques peuvent expliquer des rapports différenciés aux communs environnementaux et au temps qui les rythme ; cependant, ces différences sont aussi le fait de *stratégies de différenciation* mises en œuvre narrativement. Les espaces amazoniens que nous étudions sont mis en rythme en même temps qu'ils sont mis en mots.

Le mouvement de ce chapitre est triple.

Tout d'abord, s'interroger sur les origines des conflits socio-écologiques et les raisons de leur permanence passe nécessairement par un détour historique. Les rapports de propriété⁸³⁸ fondent des rapports imaginaires à l'espace et au temps dans lequel ils sont inscrits. Les rapports de propriété andins et amazoniens sont distincts, et cette distinction aide à la compréhension du rattrapage de l'autonomie politique des gouvernements bolivien et équatorien. Cette distinction est redoublée de l'imprégnation, dans les sols bolivien et équatorien, de la religion chrétienne. La forêt est arraisonnée par la Chrétienté, et sa perception comme menace est un trait fondamental du développement des imaginaires modernes dans ces deux pays. Les rapports contemporains à la propriété, même s'ils émanent de forces différentes et sont narrés de multiples façons, présentent des similitudes importantes avec cette dynamique majeure de l'histoire moderne andine : la rencontre entre les mondes inca, pré-inca, et la Chrétienté. *Retrouver ces trois mondes dans des récits modernisés n'est pas chose impossible, loin s'en faut*. Les structures contemporaines de propriété supposent

⁸³⁸ Les rapports de propriété sont entendus ici au sens marxien, comme rapports certes économiques, mais également comme rapports de pouvoir déterminants : les rapports de propriété à la terre comme moyen de production sont essentiels en ce qu'ils définissent pour une large partie les relations qu'une société entretient aux espaces qu'elle occupe.

un rapport d'appropriation *naturalisé*⁸³⁹ à l'espace, source de la mise en péril des modes de vie amazoniens. D'autant que de l'appropriation à l'accumulation, il n'y a qu'un pas.

Ensuite, c'est dans le passé qu'il faut chercher les raisons profondes des positionnements contraires de forces sociales proches en puissance au moins. Il s'agit de les y chercher, non en vertu d'une causalité univoque et brutale, mais bien parce que les processus de subjectivation de ces forces y puisent constamment, en Bolivie comme en Equateur. En ceci, il nous faut revenir au passé invoqué, reconstruit et projeté pour considérer les rapports de pouvoir contemporains autour des communs environnementaux. Pour ce faire, il faut étudier une notion importante, en permanente reconstruction et déjà si présente dans notre travail : la notion d'indigène.

Pour ce qui est des rapports à l'espace et au temps, la figure de l'indigène est bien entendu centrale. C'est elle qui sème le désordre dans l'ordonnement moderne de l'espace-temps. C'est elle qui fait le trait d'union entre protection de la nature et désir révolutionnaire⁸⁴⁰. C'est elle qui pose d'emblée les communs environnementaux amazoniens comme espaces globaux. En effet, la subjectivation de l'indigène comme force politique internationale construit les communautés indigènes comme représentantes directes de l'humanité en Amazonie. Ils sont par-delà l'Etat. La constitution de cette force politique internationale rencontre l'opportunité écologique *autour de propositions indigènes d'autres espaces et d'autres temps* à inventer. La première proposition tient à la rupture de la verticalité des relations internationales ; c'est une proposition en actes. La seconde proposition est celle d'un temps ancestral à prolonger.

Mais il ne saurait être question de tenir les communautés indigènes pour un bloc homogène, et les cas d'étude présents montrent bien que la rupture des blocs hégémoniques ne s'est pas effectuée à partir d'une ligne de rupture qui passerait entre les indigènes et les non-indigènes. C'est qu'une troisième proposition émerge de notre contemporanéité et culmine au sommet des Etats bolivien et équatorien : celle d'un indigène national, figure à travers laquelle se réconcilient modernité et tradition.

Enfin, des mouvements de l'histoire à leur subjectivation par différentes forces indigènes, ce chapitre se conclut par une épaisseur nouvelle de notre temps : celle du changement climatique et de la sixième extinction de masse en cours⁸⁴¹. L'histoire environnementale devient une histoire

⁸³⁹ Au sens de Pierre Bourdieu lorsqu'il évoque la naturalisation de processus sociaux : P. BOURDIEU, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-52, 1984, p. 11 : "Pour éviter de se laisser prendre par les effets de *naturalisation* que tout groupe dominant tend à produire en vue de se légitimer, de se justifier pleinement d'exister, il faut donc reconstruire en chaque cas le *travail historique* dont les divisions sociales et la vision sociale de ces divisions sont le produit".

⁸⁴⁰ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁸⁴¹ F.J. BROSCHWIMMER, *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces*, Marseille, Agone, 2010.

toujours plus contemporaine et l'exemple de l'état des terres et des migrations internes est saillant pour tenir compte de ce fait fondamental à notre étude : l'atténuation du changement climatique est une question qui, pour la Bolivie, l'Equateur, et de nombreux autres pays autour de l'Equateur, pose des questions très immédiates. Il en va de même pour la perte considérable de biodiversité. C'est une ouverture sur le futur auxquelles mènent les réflexions autour des temporalités socio-historiques développées au cours de ce chapitre. Les conditions contemporaines du conflit, entendues au passé, sont seules à pouvoir éclairer les possibilités d'une éventuelle coopération. L'histoire environnementale est l'histoire d'un futur en train de naître, flou et dont les contours n'échappent pas à l'action humaine.

I- Brève histoire de l'appropriation territoriale en Bolivie et en Equateur : La Terre agie

La Terre, à l'ère anthropocène, prend peu à peu un statut de sujet, ou plutôt de partie de sujet, inextricablement mêlée à l'humanité tout entière. L'Equateur et la Bolivie, en particulier les espaces amazoniens que nous étudions, sont des lieux qui sont intimement liés à l'histoire de l'ère moderne, de la Conquête et de l'appropriation territoriale sans laquelle les conditions même de la production de l'anthropocène ne seraient pas réunies. Il faut donc opérer un retour historique, étudier ces territoires agis et possédés, depuis les incas, en passant par l'arrivée du Christianisme, jusqu'à la reproduction étatique de structures de propriété qui régissent encore ces communs environnementaux.

a. La centralité de l'influence inca

L'inca loin de l'Amazonie : une périphérie de longue date

Il a déjà été question de la différence, importante à saisir sans toutefois l'essentialiser, entre indigènes des terres hautes et indigènes des terres basses, entre Andes et Amazonie. Avant la Conquête, des populations occupaient l'espace andin ainsi que l'espace amazonien. Si des échanges pouvaient avoir lieu sporadiquement, les modes de vie et d'appropriation de l'espace n'étaient en rien unifiés. Un facteur d'unification emporte cependant l'un des deux groupes dans une logique plus forte d'homogénéisation : il s'agit de l'Empire inca. La reconstruction de l'identité indigène s'appuie beaucoup sur l'image de la puissance inca et des révoltes menées au XVIII^e siècle en Bolivie par Tupac Amaru et Tupac Katari. Les temps pré-incaïques renvoient à d'autres types de structures effacées sous la double influence de l'Empire inca et de la Conquête. Les Andes ont donc été une terre de conquête bien davantage que les terres basses, et bien avant celles-ci également. Au milieu du XV^e siècle, le vaste Empire inca s'étend déjà sur les Andes et modifie

considérablement les modes de vie et les structures économiques des communautés assujetties à son autorité : un système général de tribut y est installé et l'organisation communautaire y est harmonisée sous la forme de l'*ayllu*.

La montagne, dans ce contexte, est la base du monde social et politique unifié par l'Empire. Ce ne sont pas les échanges entre les montagnes et les vallées qui dominent. La crête et les contreforts neigeux sont les voies de communication centrales de l'Empire. La vallée est une frontière plus qu'un espace d'échange. Elle instaure une rupture politique et économique entre terres hautes et terres basses. Comme l'écrit Henri Favre, « la vallée facilitait beaucoup moins les contacts qu'elle n'y faisait obstacle. Elle représentait un fossé qui séparait les groupes sociaux. Elle débouchait d'ordinaire sur un *no man's land* qui isolait des ethnies différentes et fréquemment hostiles. En revanche, les passes enneigées des cordillères, les échancrures de l'*urqu* [*i.e* la montagne], constituaient les voies normales de communication et d'échange dans ce monde presque en marge de l'œcoumène »⁸⁴². Si des échanges ont été attestés entre l'Empire inca et les terres basses, notamment dans la région du Beni en Bolivie⁸⁴³, ils étaient toutefois marginaux et les mondes contrastés des terres basses et hautes étaient séparés par une ligne de forteresses défensives construites par les Incas.

L'Amazonie, en Equateur comme en Bolivie, existait comme les confins extérieurs de l'Empire Inca, un monde inconnu et qui ne méritait pas de l'être, une source de dangers, un autre monde sur lequel il ne convenait pas de s'étendre.

La Conquête et le mythe de l'El Dorado créent un autre rapport entre ces deux zones, ainsi que la construction progressive d'Etats plus ou moins intégrés. Mais l'une des lignes de rupture originelle entre terres basses et terres hautes se situe au moment historique de l'Empire Inca, auquel l'Amazonie est étrangère. C'est pourquoi les références dominantes des mouvements andins à l'inca risquent toujours de recréer une faille historiquement constituée entre deux espaces et mondes distincts, voire opposés. En effet, le monde andin s'est constitué autour de structures certes villageoises, mais intégrées à un espace économique notablement plus grand que celui du monde amazonien. Les terres hautes s'intégraient dans un espace impérial qui, s'il était issu d'une domination centralisée, n'en constituait pas moins un espace politique constitué : là où La Paz et Quito appartenaient au même espace, le Yasuní et le Tipnis étaient complètement déconnectés. A l'ère contemporaine, nous pouvons écrire que voici six siècles que l'Amazonie est périphérique, des Incas à la République en passant par les Chrétiens.

⁸⁴² H. FAVRE, *Les Incas*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, p. 35.

⁸⁴³ *Sacred Geographies of Ancient Amazonia Historical Ecology of Social Complexity*, Routledge, 2011.

L'ayllu, structure économique de base de l'Empire inca, est l'un des fers de lance des organisations andines pour revendiquer une *spécificité* des modes d'organisation économique indigène à partir de laquelle penser l'horizon du *Buen Vivir*. La confluence idéologique singulière des blocs hégémoniques bolivien et équatorien redouble cette insistance d'une ambiguïté supplémentaire : y aurait-il, en plus d'un retour au passé indigène, un communisme primitif dont relèverait l'ayllu ?

Pierre Clastres a déjà, il y a bien longtemps, fourni une réponse claire à ceux qui, parmi les anthropologues, eussent été tentés d'assimiler l'Empire inca à une forme politique contemporaine déterminée. Il y voyait une question non pertinente, qui ne saisissait pas l'historicité réelle. Ni socialiste, ni totalitaire : de son point de vue, ces réalités devaient être étudiées dans leur caractère propre, pour ce qu'elles étaient et en tant que structures historiques et sociales singulières⁸⁴⁴.

Toutefois, si problématique que soit l'usage rétrospectif de concepts pour décrire un réel passé, c'est ici son retour qui est à l'œuvre, dans les processus de recomposition identitaire bolivien et équatorien. Au cœur même de l'Etat dans le cas bolivien, en périphérie du bloc hégémonique pour l'Equateur. Dès lors, l'*ayllu* est pour les organisations andines un étendard contemporain, duquel ont émergé des possibilités d'alliance à gauche. Álvaro García Linera, par exemple, insiste beaucoup sur l'intérêt qu'il a porté aux structures communautaires indigènes dans les rapports qu'elle pouvait entretenir avec l'idée socialiste⁸⁴⁵. Le droit d'usage de l'eau, par exemple, y est mis en commun, au sein d'une structure qui repose toutefois sur la propriété individuelle, pour les terres comme la production.

Henri Favre résume assez bien le caractère incident de la parenté entre l'*ayllu* et le socialisme : « L'appartenance à l'*ayllu* créait des obligations de travail et elle ouvrait des droits sur le travail de la collectivité, engendrant ainsi des solidarités nombreuses. Bien des traits culturels qui ont été mal interprétés par les auteurs anciens, et qui ont pu être invoqués par la suite pour soutenir le caractère « socialiste » de l'Etat inca, procèdent en fait du jeu de ces vieilles solidarités villageoises dans le réseau desquelles s'insérait depuis toujours le paysan des Andes »⁸⁴⁶.

⁸⁴⁴ P. CLASTRES, « Indépendance et exogamie : structure et dynamique des sociétés indiennes de la Forêt tropicale », *L'homme*, vol. 3, n° 3, 1963, p. 68 : "Or ces dimensions de la société inca sont transformées par l'ethnologie moderne en totalitarisme avec R. Karsten, ou en socialisme avec L. Baudin. Mais un examen moins ethnocentrique des sources conduit à corriger ces images trop modernes d'une société malgré tout archaïque ; et Alfred Métraux dans un ouvrage récent a mis en valeur l'existence, dans le Tahuantinsuyu, de forces centrifuges que les clans du Cuzco ne songeaient d'ailleurs pas à briser".

⁸⁴⁵ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016.

⁸⁴⁶ H. FAVRE, *Les Incas, op. cit.*, p. 43.

La mise en avant de l'*ayllu*, structure communautaire sans être communiste, comme point possible d'unité entre la gauche et les indigénistes, comme possible base de réflexion pour le *Buen Vivir* ou le *Vivir Bien*, est fondamentalement une création *politique* contemporaine. Cette création renvoie à l'idée d'une modification profonde des rapports de propriété. Son intérêt politique contemporain tient précisément à ce qu'elle soit articulable au concept mobilisateur et académique de *commun*⁸⁴⁷.

La centralité de l'ayllu et la question de l'impérialisme andin : une spécificité bolivienne

L'usage massif de l'*ayllu* comme point de référence permanent – figure sociale passée, présente et à étendre – est spécifique à la Bolivie. Pour des raisons déjà explicitées, la Révolution Citoyenne en Equateur n'accorde pas une telle centralité à la question indigène⁸⁴⁸. Le niveau discursif des responsables politiques indigènes équatorien s'établit autour de la notion de *Sumak Kawsay*, et insiste avant tout sur la vision du monde liée aux sociétés « ancestrales ».

Carlos Viterí, Président de la commission durable de l'Assemblée nationale équatorienne, exprime clairement cette position équatorienne : « Les sociétés humaines ont fonctionné ainsi, y compris les sociétés ancestrales. Les sociétés ancestrales, le respect pour la nature et pour certains éléments ou scénarios au sein du cosmos d'un peuple ancestral existent car [les peuples ancestraux] ont développé la connaissance nécessaire qui leur permet, au-delà de la relation symbolique, qui signifie un dialogue spirituel, la connaissance, de profiter de la nature avec attention. (...). Cette logique de pensée peut s'appliquer dans le contexte d'une société plus grande, d'une structure plus grande. C'est l'essence qui doit se maintenir. C'est plus compliqué, mais pas impossible »⁸⁴⁹.

Il est clair, en ce cas, que la question des sociétés ancestrales est essentiellement un élément discursif et ne repose pas sur une *forme particulière d'organisation*. L'idée est de maintenir « l'essence » qui animait les sociétés indigènes, sans que la possibilité de translation d'un petit ensemble à une société de millions d'individus soit explorée dans le détail. L'essence en question est spirituelle : il s'agit de respecter la nature, de faire preuve d'attention envers elle, sens du prolongement contemporain des connaissances ancestrales.

⁸⁴⁷ J. MCCARTHY, « Commons as counterhegemonic projects », *art. cit.*

⁸⁴⁸ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 2.

⁸⁴⁹ Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015 : « Así han funcionado las sociedades humanas, incluso las sociedades ancestrales. Las sociedades ancestrales, el respeto por la naturaleza y por ciertos elementos o escenarios dentro del cosmos de un pueblo ancestral (...) pasa porque se desarrollaron el conocimiento necesario que les permite, aparte de tener una relación simbólica, que significa un diálogo espiritual, el conocimiento, para aprovechar de manera cuidadosa (...). Esta lógica de pensamiento se puede aplicar en el contexto de una sociedad mayor, de una estructura mayor. Es la esencia que tiene que mantenerse. Es más complejo, pero no es imposible ».

Dans le cas bolivien, la référence à l'*ayllu* fonctionne doublement. D'une part, il est possible d'y observer la même volonté de translation à la société entière, l'*ayllu* étant comme la pointe avancée du *Suma Qamaña*, et une figure éventuelle de communisme primitif. Il fonctionne donc comme symbole d'un *mode de vie* indigène.

Le Vice-Président bolivien a même publié une anthologie de ces différents textes intitulée *Hacia el Gran Ayllu Universal*, Jusqu'au grand ayllu universel. Le titre est celui de l'un des écrits, transcription d'un discours prononcé à l'occasion de la présentation de la seconde édition de son livre *Forma Valor, Forma Comunidad*⁸⁵⁰ en 2009. C'est ainsi qu'il emploie cette notion, en un sens résolument global : « Est-ce suffisant que le local devienne national ? Non. Il faut le consolider et l'étendre au moment où les formations sociales consolidées dans le pays s'articulent et s'unissent à d'autres révolutions, d'autres processus émancipateurs d'autres mouvements sociaux en différents lieux du continent. Cela veut dire qu'il faut avoir l'image d'une « révolution planétaire », d'une « révolution mondiale » car le capitalisme est mondial et ne peut être dépassé dans une région, une province ou un pays uniquement. La seule manière de dépasser le capitalisme se trouve dans une forme « d'universalité » que nous avons appelée le *grand Ayllu universal* »⁸⁵¹. Dans cette perspective, celle « d'un communautarisme étendu »⁸⁵², le caractère singulier de l'organisation sociale de l'*ayllu* passe après la revendication de la communauté indigène comme nouvelle forme communiste.

Avant d'être une figure andine, l'*ayllu* est une figure inca. L'*ayllu* est revendiqué comme point d'appui des communautés, une alternative à la centralisation et une forme alternative de propriété. Cependant, ses origines le placent sous le patronage d'une souveraineté impériale, figure concrète de la propriété terrienne de l'Inca. Comme l'écrit Nathan Wachtel, « lorsque l'Inca faisait la conquête d'une province, il proclamait sur l'ensemble des terres ce que nous pourrions appeler son « droit éminent », signe de sa souveraineté. Ensuite avait lieu le partage tripartite : soit en effet une part pour les besoins de l'Etat, une autre pour le culte, le reste des terres étant laissé aux communautés, grâce à la « générosité de l'Inca : l'*ayllu* dispose donc d'un droit d'usage sur une terre dont la propriété théorique revient à l'Empereur. Certes, le « don de l'Inca peut sembler fictif, puisqu'avant la conquête, des terres appartenaient déjà aux communautés. Cette fiction est cependant nécessaire pour donner au tribut son caractère d'obligation réciproque »⁸⁵³. L'*ayllu* est ainsi fondé sur la réciprocité *vis-à-vis* de l'autorité de l'Inca, autorité installée militairement.

⁸⁵⁰ A. GARCÍA LINERA, *Forma Valor y Forma Comunidad de los procesos de trabajo*, op. cit.

⁸⁵¹ Á. GARCÍA LINERA, *Hacia el gran ayllu universal: pensar el mundo desde Los Andes (antología)*, 2014, p. 342.

⁸⁵² *Idem*.

⁸⁵³ N. WACHTEL, *La vision des vaincus : les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole 1530-1570*, Paris, Gallimard, 1992, p. 109 (Collection folio Histoire 47).

D'autre part, l'*ayllu* n'a pas été une structure économique commune à la totalité de ce qui est le territoire bolivien actuel. L'*ayllu* est une figure andine de l'indigénisme bolivien, loin des références historiques des indigènes des terres basses.

Là où la marginalisation des indigènes au sein du bloc hégémonique en Equateur produit un effet centripète – l'union dans l'adversité – leur plus grande intégration en Bolivie produit un effet centrifuge. Même si les confédérations andines et amazoniennes sont unies, la figure nationale de l'indigène est perçue par beaucoup comme étant circonscrite à l'indigène aymara, potentiellement excluante vis-à-vis des autres nations indigènes⁸⁵⁴. D'autres défendent que le gouvernement du MAS prolonge les rapports de pouvoir hérités de l'Etat colonial : c'est le cas de Silvia Rivera Cusicanqui. Elle estime que le « tournant colonial » du gouvernement du MAS ne fait aucun doute à partir du conflit du Tipnis⁸⁵⁵.

b. Terra incognita et intégration des pratiques coloniales : quels rapports à la forêt ?

Détour par le Moyen-Age Chrétien : la forêt comme menace

« Un grand manteau de forêts et de landes troué par des clairières cultivées, plus ou moins fertiles : tel est le visage de la Chrétienté – semblable à un négatif de l'Orient musulman, monde d'oasis au milieu des déserts. Ici, le bois est rare, là il abonde, ici les arbres sont la civilisation, là la barbarie. La religion née en Orient à l'abri des palmes se fait jour en Occident au détriment des arbres, refuge des génies païens, que moines, saints, missionnaires abattent impitoyablement. Tout progrès ici est défrichage, lutte et victoire sur les broussailles, les arbustes ou, s'il le faut et si l'équipement technique et le courage le permettent, sur les futaies, la forêt vierge, la « gaste forêt » de Perceval, la *selva oscura* du Dante »⁸⁵⁶.

Jacques Le Goff, dans ce remarquable chapitre relatif aux structures spatiales et temporelles de la Chrétienté, du X^e au XIII^e siècle, insiste sur la place de la forêt. La forêt structure le rapport des Européens d'alors au temps et à l'espace. Hostile, le danger qu'elle représente institue avec la nature un rapport d'extériorité totale. L'image idéalisée de la forêt, où les êtres humains pourraient se mouvoir en toute liberté, où la mort ne pèserait pas sur eux à chaque instant, et le paganisme devenu un lointain souvenir, est décrite par Dante comme *selva antica*. C'est une ancienne forêt que ce paradis terrestre. Les caractères qu'elle présente forment le négatif de la *selva oscura*. Comme

⁸⁵⁴ V. ALVIZURI, "Evo Morales o la reinvencción de la indianidad", 2017 : "Au vingtième siècle, à partir des années 1930, quand surgissent les figures nationales du peuple sur le continent (les sans-chemises en Argentine, les afro-brésiliens au Brésil), apparaissent également ce qu'Antoinette Molinié et Jacques Gallinier ont adroitement appelé "les figures nationales de l'indien. En Bolivie, c'est l'indien aymara qui occupe cet espace".

⁸⁵⁵ S. RIVERA CUSICANQUI, *Mito y desarrollo en Bolivia*, op. cit.

⁸⁵⁶ J. LE GOFF, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris, Flammarion, 1997, p. 106.

l'écrit Robert Harrison, « la *selva antica* de Dante n'est rien d'autre qu'une *selva oscura* dénaturée. C'est uniquement parce qu'elle est dénaturée que le pèlerin peut errer librement dans l'ancienne forêt, à son gré. Cette *selva antica* est la *selva oscura* débarrassée de ses dangers, de sa férocité, en bref, de sa vie sauvage. Là il n'y a plus de lions, plus de léopards, plus de louves. Grâce au processus de purification, cette forêt a cessé d'être une nature sauvage, elle est devenue un parc municipal administré par la cité de Dieu. Dans la vision chrétienne de la rédemption, la terre et la nature deviennent un parc, un jardin artificiel »⁸⁵⁷.

La nature est espérée comme parc idéal, domestiquée pour ne plus présenter cet aspect terrifiant qui habite les esprits des hommes du Moyen-Age. L'humanité chrétienne se trouve alors en prise avec un milieu extériorisé du fait même qu'il est perçu comme foncièrement hostile. La forêt est « grosse de menaces, de dangers imaginaires ou réels. Elle est l'horizon inquiétant du monde médiéval. Elle est entre les seigneuries, entre les pays, une frontière, le *no man's land* par excellence. De son « opacité » redoutable surgissent les loups affamés, les brigands, les chevaliers pillards »⁸⁵⁸. La forêt est hostile dans le Moyen-Age commençant. Cette relation imaginaire marque durablement le rapport entre les Européens et leur milieu. L'expansion mondiale des Européens est aussi l'histoire d'une exportation généralisée, créatrice de formes hybrides, de ce rapport au milieu. Ce qui est vrai des structures étatiques⁸⁵⁹ l'est aussi du rapport d'extériorité à la nature.

La forêt dangereuse est tout entière dans la construction du rapport européen à l'Amazonie. L'hypothèse d'une exportation de la *représentation* de la forêt vers l'Amazonie, et de sa persistance dans les sociétés bolivienne et équatorienne, est à prendre au sérieux. C'est chose sérieuse que « de tous les bois sortent les hommes-loups, les loups-garous en qui la sauvagerie médiévale confond la bête et l'homme à demi barbare »⁸⁶⁰.

La Chrétienté en Amérique : civiliser et dominer la forêt

En effet, pour reprendre les termes de Jacques Le Goff, des « équipements techniques » nouveaux – les caravelles – et un « courage » improbable, à la rencontre du pur inconnu, vont mener les Européens, au XV^e siècle, à se frayer un chemin dans la plus grande *selva oscura*, ce Nouveau Monde colonisé par l'Europe au moment de sa Renaissance. Le rapport des colonisateurs à la forêt est un rapport foncièrement hostile. L'exportation du rapport européen – et,

⁸⁵⁷ R. HARRISON, *Forêts : essai sur l'imaginaire occidental*, op. cit., p. 135.

⁸⁵⁸ J. LE GOFF, *La civilisation de l'Occident médiéval*, op. cit., p. 108.

⁸⁵⁹ B. BADIE, *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, op. cit.

⁸⁶⁰ J. LE GOFF, *La civilisation de l'Occident médiéval*, op. cit., p. 108.

fondamentalement, chrétien – aux forêts vers l'Amérique du Sud est, en soi, un élément essentiel de saisie des rapports de pouvoir écologique contemporains.

Après le détour par le Moyen-Âge⁸⁶¹, un second détour par la philosophie semble nécessaire pour saisir l'essence de cette force. L'histoire de la pensée occidentale est en effet cruciale pour comprendre le rapport de l'Amérique du Sud contemporaine à l'Amazonie. La prise d'autonomie issue de l'indépendance et, dans les cas équatorien et bolivien, d'une volonté de rupture avec le modèle issu de cette même indépendance, n'est pas moins tributaire d'une histoire hybride qui repose sur des liens multiples avec l'Europe.

C'est en cette Europe que s'est développée l'idée d'un sujet autonome vis-à-vis de la nature, qui entretient envers elle un rapport d'extériorité. Ce rapport d'extériorité, impliqué par la relation individuelle que le sujet construit avec Dieu, le sort de son immersion *dans* le monde. C'est la condition de possibilité d'un rapport instrumental à la nature. Cette progression historique est saisie par Heidegger et ses conséquences développées dans l'une de ses conférences célèbres, « La question de la technique ». Il y développe le concept d'arraisonement – *Gestell* en allemand –, qui a trait aux rapports entre science moderne et nature. Si le christianisme détache l'être humain de la nature, ce rapport d'extériorité devient instrumental du fait même de la nature de la science moderne qui place les êtres humains devant la nécessité d'arraisonner la nature par la science : « La physique moderne n'est pas une physique expérimentale parce qu'elle applique à la nature des appareils pour l'interroger, mais inversement : c'est parce que la physique – et déjà comme pure théorie – met la nature en demeure (*stellt*) de se montrer comme un complexe calculable et prévisible de forces que l'expérimentation est commise à l'interroger, afin qu'on sache si et comment la nature ainsi mise en demeure répond à l'appel »⁸⁶².

A la lumière de cette nouveauté absolue que constitue la possibilité de saisir l'univers naturel par la science, le rapport *technique* à la nature devient la configuration historique inédite fondatrice de la modernité. Ce rapport est essentiel à la compréhension de la forêt perçue comme *ensemble de ressources quantifiables* – qu'elles soient carbonées ou comptées comme *puits de carbone*. Cette conception renvoie à une approche *technologique* – le titre, en anglais, de la conférence de Martin

⁸⁶¹ Le dernier chapitre de la troisième partie est l'occasion de revenir, en même temps que de justifier, sur ces possibilités de détour historique et les lignes temporelles d'action et de représentation qu'il met à jour.

⁸⁶² M. HEIDEGGER, *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 2001, p. 29 (Collection Tel 52).

Heidegger est *The Question of technology* – qui tient la nature pour un ensemble d'éléments uniquement descriptibles au niveau des *étants*⁸⁶³.

Il est notable que l'héritage européen de cette constitution moderne de la raison soit assez clairement nié par les dirigeants politiques de la Révolution Citoyenne et du *Proceso de Cambio*. L'ensemble des récits qu'ils produisent sont fondés sur la permanence du rapport des « sociétés ancestrales » avec la nature : il y a toujours eu transformation de notre milieu – ce qui est indéniable par ailleurs –, mais il suffit qu'elle soit *raisonnée*. La rupture épistémique constituée par la modernité n'y est pas interrogée. L'impératif politique est différent. Il s'agit, dans le cas équatorien, de moderniser le pays quand, en Bolivie, il faut lier tradition et modernité⁸⁶⁴.

La Nature menaçante : colonialisme ou transcendantalisme religieux ?

Prenons toutefois cet argument au sérieux. Même s'il est déraisonnable de considérer que les sociétés amazoniennes extrayaient sans limites des ressources du sous-sol, il ne faudrait pas tomber dans l'ornière qui consisterait à dépeindre ces sociétés comme entretenant avec la nature un rapport idyllique. Cette ornière renvoie à la fois au mythe du bon sauvage et à la séparation stricte des cultures indigènes et de la culture occidentale importée, alors même que cinq siècles d'hybridation ne permettent pas de tracer de telles frontières entre les unes et l'autre⁸⁶⁵.

Qualifier d'indigènes une partie de la population peut en l'espèce s'avérer problématique. En effet, si la distinction n'est pas ferme – et nombreux sont les éléments qui, depuis le début de ce texte, étayaient cette thèse – il devient pour le moins équivoque de tracer une délimitation entre des groupes indigènes et le reste de la population⁸⁶⁶.

Le rapport à la forêt et à la nature doit être également pensé dans une perspective hybride. Aussi n'est-il pas possible de ramener tout à des continuités issues de l'exportation du christianisme et de la diffusion des formes modernes de relation à la nature. La nature perçue comme une menace possible est également une part constitutive des cultures indigènes, qu'elles soient andines ou amazoniennes. De la perception de la nature comme menaçante à son arraisonement, il y a certes un pas considérable dont la condition de possibilité réside dans les structures de la raison moderne.

⁸⁶³ F. FLIPO, « Heidegger et les critiques de la technique : une clarification des enjeux », *Sens public*, avril 2014, pp. 10-11 : "Pour Heidegger, si nous commettons l'erreur de vivre de manière inauthentique, c'est que nous réifions les catégories dans lesquelles nous évoluons : nous évoluons dans le domaine des étants, plutôt que celui de l'Être. D'où ce fait que "la science ne pense pas", par exemple. Car penser, c'est remettre en cause, c'est se tenir dans la "clairière de l'Être", ce lieu où les étants sont suspendus en tant que tels, laissant au nouveau la possibilité d'advenir".

⁸⁶⁴ Cf. Annexe graphique 2.

⁸⁶⁵ S. GRUZINSKI, *La pensée métisse*, Paris, Hachette Pluriel, 2012.

⁸⁶⁶ V. ALVIZURI, "Indianismo, política y religión en Bolivia (2006-2016)", *Caravelle*, n° 108, 2017, pp. 83-98.

La volonté de domination de la nature n'est pas une conséquence nécessaire de la perception des menaces qu'elle recèle.

Deux rapports idéal-typiques à la forêt se distinguent : le rapport d'extériorité voulue pour ce qui tient de l'influence occidentale d'une part, et le rapport immersif revendiqué pour ce qui est des diverses cultures indigènes d'autre part. Distinguons trois formes d'interactions possibles à partir des deux modes.

La première occupe une place importante dans cette partie : il s'agit de la réduction à la cause efficiente des mécanismes naturels et de la possibilité pour les êtres humains de les maîtriser. Elle est liée au christianisme en tant qu'il a précédé l'émergence de la raison moderne européenne.

Mais le christianisme en soi aurait davantage de parenté avec un deuxième type d'interaction entre les êtres humains et la nature. Il s'agit de celle présentée par la culture andine, d'une Pachamama violente et aveugle à toute notion de justice : la Nature est crainte et on la vénère pour tenter d'échapper aux châtiments dont elle pourrait affliger les êtres humains⁸⁶⁷. Cette Pachamama ressemble alors davantage au Dieu vengeur de l'Ancien Testament qu'au Dieu d'amour du Nouveau Testament, apporté par les prêtres avec eux en terre de mission. L'hybridation entre christianisme et Amérique précoloniale est des plus intéressantes à observer dans le cas de cette seconde interaction : tantôt la nature sera perçue comme vengeresse, tantôt elle prendra les traits catholiques d'une bonté aimante et malmenée, celle de la figure maternelle de la *Madre Tierra*.

L'Amazonie est, de fait, un creuset où se fondent rêveries occidentales d'un paradis sur terre et intégration concrète de la culture chrétienne aux conceptions indigènes. Elle est ce paradis introuvable, en même temps qu'il est tout à fait localisable⁸⁶⁸.

Enfin, une troisième interaction trouve sa base dans le rêve comme structure d'interprétation de la nature : les communautés de chasseurs vivant en Amazonie chassent ou non en fonction des signes issus de leurs rêves qu'ils interprètent⁸⁶⁹. La nature et ses esprits doivent être interprétés avec attention pour éviter de faire face à des dangers mortels. Le rapport à la nature devient alors plus immanent que transcendant, dans la mesure où elle se révèle à l'être humain *depuis lui-même*.

⁸⁶⁷ F. POUPEAU, « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité. », *art. cit.*

⁸⁶⁸ N. WACHTEL, *Paradis du Nouveau Monde, op. cit.*

⁸⁶⁹ P. DESCOLA, *Les lances du crépuscule, op. cit.*

Il est donc d'une importance fondamentale de tenir pour co-existantes ces trois formes de rapports à la nature. Elles sont des cadres d'interprétation de la réalité naturelle par lesquels la forêt est perçue et à partir desquels elle est transformée ou parcourue.

c. Structures contemporaines de propriété au Yasuní et au Tipnis

L'administration des territoires : l'arraisonnement par la raison administrative ?

L'Etat est une force constituante du territoire, base de la souveraineté nationale qui s'écrit dans le langage des délimitations administratives au sein d'un pays. C'est à *partir* de l'Etat que le territoire est réparti, pensé, conçu comme entité complexe : les éléments simples qui en forment le tout sont créés depuis l'autorité administrative et politique. Cette décision suppose que des frontières multiples se recoupent au sein des territoires nationaux : les frontières administratives qui correspondent à la division territoriale administrative, les parcs nationaux, et les territoires indigènes. Le territoire est *d'abord* administré. Mais les espaces sont également catégorisés selon des principes concurrents : le parc national dépend de l'Etat, et peut correspondre à plusieurs départements.

La complexité et l'enchevêtrement des différentes échelles sont essentiels à la *spatialisation* politique des communs environnementaux⁸⁷⁰. Alors qu'il est nécessaire d'évoquer la propriété dans les parcs Yasuní et Tipnis, la première mention incontournable renvoie à l'Etat. La souveraineté étatique n'existe que si l'Etat peut considérer l'ensemble de son territoire comme sa propriété ; propriété et souveraineté sont des idées jumelles issues de la modernité⁸⁷¹. La souveraineté renvoie à la propriété collective d'un espace, la possibilité d'y établir des règles et de les y faire respecter, éventuellement par la contrainte.

L'Etat souverain, c'est l'Etat propriétaire en dernier ressort – c'est, en puissance, l'Etat comme force d'expropriation ou de nationalisation forcée. Dans les cas équatorien et bolivien, la reconquête de la souveraineté, dimension fondamentale des processus politiques commencés au début du siècle, passe fondamentalement par la réaffirmation de la souveraineté territoriale, la légitimation de l'Etat propriétaire de *sa* terre.

L'Anti-Œdipe nous donne des indications sur la logique à l'œuvre, singulièrement dans le rapport entre l'Etat et les communautés indigènes. « Le signe est position du désir ; mais les premiers signes sont les signes territoriaux qui plantent leurs drapeaux dans les corps. (...). La notion de territorialité n'est ambiguë qu'en apparence. Car si l'on entend par là un principe de

⁸⁷⁰ Cf. *infra*, Chapitre 7.

⁸⁷¹ T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs*, *op. cit.*

résidence ou de répartition géographique, il est évident que la machine sociale primitive n'est pas territoriale. Seul le sera l'appareil d'Etat qui, suivant la formule d'Engels, « subdivise non le peuple, mais le territoire » et substitue une organisation géographique à l'organisation gentilice. (...) *Quand la division porte sur la terre elle-même, en vertu d'une organisation administrative, foncière et résidentielle, on ne peut dès lors y voir une promotion de la territorialité, mais tout au contraire l'effet du premier grand mouvement de déterritorialisation sur les communautés primitives. L'unité immanente de la terre comme moteur immobile fait place à une unité transcendante d'une tout autre nature, unité d'Etat* »⁸⁷².

L'appropriation par l'Etat et l'assise souveraine qu'il établit sur les forêts amazoniennes au cours du siècle dernier, ainsi que dans le mouvement de réaffirmation contemporain de sa souveraineté, entrent en conflit avec l'idée du *territoire* ancestral. C'est en ce sens que l'expérience vécue par les indigènes du Tipnis ou du Yasuní rejoint l'analyse produite par Gilles Deleuze et Félix Guattari. L'appropriation étatique est une forme d'arraisonement, par la raison administrative, du *territoire* ancestral naturel. Ce territoire glisse entre les mains des indigènes pour devenir propriété et terre d'Etat. La déterritorialisation pour les uns s'exerce par un processus de reterritorialisation depuis l'Etat.

De la position des peuples indigènes amazoniens

Ce double processus, qui fonde la souveraineté étatique, a été hybridé par la reconnaissance d'une situation spécifique aux indigènes en Bolivie et en Equateur, et l'émergence concomitante du paradigme multiculturel dans les années 1990⁸⁷³. Dans un cas comme l'autre, les indigènes amazoniens se sont vus attribuer des droits spécifiques sur les territoires qu'ils occupent. En d'autres termes, une part de la territorialité immanente disparue leur a été rendue par l'Etat lui-même. L'instance d'appropriation centrale, souveraine, s'est elle-même départie de certaines attributions relatives au gouvernement de ces territoires indigènes. Ces territoires sont également les *espaces* des communs environnementaux.

Le rapport des indigènes à ces espaces est tributaire d'un rapport au temps et à une organisation sociale singulière. L'étude des Achuar, qui vivent au sein de l'Amazonie équatorienne, écrite par Philippe Descola, est éclairante de ce point de vue. L'anthropologue dévoile cette articulation entre temps et espace, fondamentalement *production imaginaire d'un lieu de vie* : « Les inimitiés et les alliances que les hommes ont héritées de leurs pères oblitèrent les configurations plus anciennes que les pères de leurs pères avaient établies, car nul mémorialiste ne s'attache à

⁸⁷² G. DELEUZE, F. GUATTARI, *L'Anti-Œdipe*, Paris, Éd. de Minuit, 2012, pp. 170-171 (Capitalisme et schizophrénie). Nous soulignons.

⁸⁷³ S. RIVERA CUSICANQUI, *Mito y desarrollo en Bolivia*, *op. cit.*, pp. 32-37. ; cf. *supra*, Chapitre 1.

célébrer les hauts faits accomplis il y a quelques décennies par ceux dont le nom n'évoque plus rien à personne. *Hormis les rivières, espaces fugaces et en perpétuel renouveau, aucun lieu ici n'est nommé.* Les sites d'habitat sont transitoires, rarement occupés plus d'une quinzaine d'années avant de disparaître derechef sous la forêt conquérante, et le souvenir même d'une clairière s'évanouit avec la mort de ceux qui l'avaient défrichée. *Comment ces nomades de l'espace et du temps ne nous paraîtraient-ils pas énigmatiques, à nous qui portons tant de prix à la perpétuation des lignées et des terroirs et qui vivons en partie sur le patrimoine et la renommée amassée par nos aïeux ?* »⁸⁷⁴. Ces « nomades de l'espace et du temps » qui nomment les rivières évoquent singulièrement les « hommes des fleuves » du Tipnis⁸⁷⁵.

Deux éléments peuvent attirer l'attention quant à la place singulière qu'occupent les peuples amazoniens en Bolivie comme en Equateur. En effet, le Yasuní comme le Tipnis sont des parcs nationaux et, en tant que tels, sont des aires protégées. Cette protection doit être assumée par l'Etat. C'est une conséquence directe de la construction étatique et de la souveraineté que de constituer des espaces comme *parcs nationaux*. Cet élément entre tout à fait dans l'idée d'une déterritorialisation transcendante. L'Etat protège un espace sur *son* territoire, et l'affirmation de la protection possible par la puissance publique est en soi signe positif de propriété.

Mais l'hybridation vient d'ailleurs : c'est la double qualification des territoires qui la produit. En effet, ces territoires sont à la fois parcs nationaux et, pour partie ou pour totalité, territoires indigènes. Dans le cas du Tipnis, les deux qualifications se recoupent. Pour ce qui est du Yasuní, une partie du parc est réservée aux Huaorani-Tagaeri, afin de leur permettre de vivre en situation d'*isolement volontaire*.

Dans le cas bolivien, le Tipnis est non seulement un parc national, mais également un territoire communautaire (TCO), renommés par décret territoire indigène originaire paysan (TIOC). Par ce décret de 2010⁸⁷⁶, l'année où la loi de décentralisation doit renforcer les prérogatives de ces territoires, le gouvernement réaffirme toutefois l'articulation entre ces territoires et le processus politique en cours. En effet, le sujet politique de ce territoire n'est plus la communauté, mais le sujet collectif du processus en cours – l'indigène-originaire-paysan.

Le double statut de ces espaces que nous avons qualifiés comme *communs environnementaux* est absolument décisif. En effet, cette double qualification est de nature à pouvoir agréger des composantes diverses de la société pour sa protection. C'est de l'alliance entre écologistes et indigénistes que naît la constitution de ces zones comme territoires indigènes⁸⁷⁷. L'institution de

⁸⁷⁴ P. DESCOLA, *Les lances du crépuscule*, *op. cit.*, pp. 84-84.

⁸⁷⁵ Cf. Chapitre 4.

⁸⁷⁶ "Decreto supremo n°727", Estado Plurinacional de Bolivia, 6 diciembre 2010.

⁸⁷⁷ Cf. *supra*, Chapitre 5.

ces espaces comme *nature à protéger et territoires propres aux indigènes* conduit à la reconduction de l'alliance entre indigènes et écologistes. L'entorse à ces statuts est la plupart du temps conjointe : l'absence de consultation pour un programme environnemental ne respecte ni le TIOC ou l'isolement volontaire⁸⁷⁸, ni le statut d'aire nationale protégée.

Cette double qualification légale des forêts amazoniennes mentionnées ici est une clé d'explication des conflits autour du Yasuní et du Tipnis. Elle fonde spatialement l'alliance internationale des indigènes et des écologistes.

L'appropriation du territoire comme condition de la production

L'évocation de la souveraineté comme mode de propriété collective d'un territoire donné ne doit cependant pas faire oublier les autres formes d'appropriation territoriale. La modulation des formes de souveraineté sur le territoire ne doit pas effacer l'une des formes les plus directes de la propriété : la propriété économique dont l'objectif essentiel est l'accumulation de capital.

L'espace naturel ou indigène prend une troisième teinte. C'est également un espace d'extraction de valeur. Il faut souligner ici que cette qualification peut être l'œuvre de deux forces sociales distinctes, singulièrement différenciées dans le cadre de nos objets d'étude. Il est possible que cette valorisation capitaliste du territoire soit le fait d'une entreprise transnationale. Une entreprise publique peut être également à la manœuvre.

C'est donc sous un nouveau jour qu'il est possible d'aborder la question de la rupture du consensus au sein des blocs hégémoniques équatorien et bolivien. En effet, la reconquête de la souveraineté pour la maîtrise du territoire était un objectif commun aux mouvements indigénistes, aux syndicats ouvriers et paysans, aux associations environnementalistes ainsi qu'aux partis de gauche, aux cadres urbains ou paysans. Cependant, entre l'autonomie indigène et la souveraineté étatique, l'écart de sens peut être considérable. La souveraineté pour l'autonomie ou la souveraineté pour l'Etat sont deux horizons politiques distincts, dont la conciliation peut se trouver dans une ligne internationale⁸⁷⁹.

La valorisation économique d'un espace naturel et territoire indigène peut prendre plusieurs formes. Le sous-sol, tout d'abord, est propriété nationale dans le cas équatorien comme dans le cas bolivien. L'extraction de ressources naturelles, mines ou puits de pétrole, est l'un des pivots d'une possible valorisation économique de tels espaces. Par délégation – sous forme de concessions

⁸⁷⁸ Il faut toutefois préciser que dans le cas du Yasuní, la ligne de défense du gouvernement équatorien se fondait sur le fait que les peuples en isolement volontaire n'auraient pas vu leur territoire affecté par l'exploitation des blocs pétroliers ITT.

⁸⁷⁹ Sur ces contradictions décisives à l'analyse des rapports de pouvoir écologique, Cf. *infra*, Chapitre 7.

d'exploitation – à des entreprises transnationales au capital privé, ou au capital public international, ou encore directement, l'Etat est une force majeure dans la décision d'exploiter ou non de telles ressources. Le débat autour de l'extraction se situe à un double niveau : la décision d'exploitation, d'abord ; le partage de la valeur issue de l'extraction, ensuite. La majorité des blocs hégémoniques équatorien et bolivien – les « officialistes »⁸⁸⁰ – insistait davantage sur la seconde question que sur la première.

Mais le cas du Tipnis⁸⁸¹ permet d'envisager d'autres valorisations possibles, qui tiennent précisément à l'influence décisive du pouvoir d'Etat. C'est ainsi que le projet de route à travers le parc est indissociablement politique *et* économique. Il s'agit en effet pour l'Etat plurinational de Bolivie de tenter d'asseoir davantage son influence sur l'Est du pays, tout en essayant de valoriser davantage la production économique du Beni et faciliter son passage par le département de Cochabamba. La valorisation économique de l'espace du commun environnemental peut prendre plusieurs formes et ne se limite guère à l'extraction des ressources du sous-sol.

Trois rapports spatiaux au commun environnemental peuvent à ce stade être distingués, à partir de l'appareil conceptuel proposé par Gilles Deleuze et Félix Guattari. Tout d'abord, le rapport conflictuel du mouvement de déterritorialisation par l'Etat, dont le pendant est la revendication territoriale des indigènes, tentative de reterritorialisation. Le second rapport est directement issu du premier, d'autant plus que les mouvements indigénistes ont été plus ou moins intégrés à la sphère politique dans les deux pays : il s'agit d'un rapport d'hybridation, pour lequel l'espace *institutionnalisé* prend diverses formes, qui tendent à rétablir une forme d'immanence à la forêt, celle posée par les indigènes et les écologistes. Enfin, le troisième rapport tend à la déterritorialisation *totale*, soit du fait de la transcendance étatique dont l'horizon spatial est fondamentalement différent de celui des populations autochtones, soit du fait de l'abolition par le capital de tout rapport concret au territoire en tant qu'espace naturel ou indigène.

De l'influence inca à la modernité capitaliste, en passant par la colonisation chrétienne, les forêts ont tendu à devenir de plus en plus *appropriables*. Ces communs environnementaux qui atténuent le changement climatique se trouvent soumis en puissance à la destruction par appropriation. Cependant, du fait des formes hybrides des rapports historiques à la forêt, en Equateur comme en Bolivie, cette *appropriabilité* permanente n'est pas la seule possibilité politique en présence. C'est le sens des tensions qui ont traversé les blocs hégémoniques équatorien et bolivien.

⁸⁸⁰ I. ERREJÓN et M. CANELAS, "¿La Patria de los indios o los indios por la Patria?", *art. cit.*

⁸⁸¹ Pour une analyse du conflit autour du Tipnis, Cf. *supra*, Chapitre 4.

L'opportunité écologique, à échelle globale, constitue une force d'autonomisation de ces communs environnementaux, autonomisation antérieure à celle contenue par les processus politiques initiés par le MAS et PAIS. L'antériorité produit d'ailleurs une rencontre conflictuelle entre le processus social international d'existence de l'espace et le processus politique qui défend sa protection tout en réaffirmant son droit souverain sur ces espaces.

II- L'opportunité écologique. Indigénisme, relations internationales et *spatialisation des rapports de pouvoir*: La Terre habitée

La centralité de l'indigénisme, ainsi que la force autonome que constituent les mouvements indigènes, ont des conséquences certaines sur l'organisation des rapports de pouvoir autour des communs environnementaux amazoniens. C'est la singularité de ces espaces. Ils sont ancrés au monde, cet ancrage étant la condition de possibilité d'une relation conflictuelle aux Etats comme forces imaginaires dissociées de ces espaces. Cette temporalité socio-historique structure sans aucun doute les espaces amazoniens en Equateur comme en Bolivie. Les communautés indigènes se situent d'emblée par-delà l'Etat, mais la catégorie d'indigène constitue elle-même une figure politique et rhétorique disputée. Dans cette dispute, et *du fait même des victoires électorales du MAS et de PAIS*, l'Etat prend une place éminente et produit une synthèse elle-même conflictuelle.

- a. La double position internationale des communautés indigènes : les niveaux d'action globaux et transnationaux

L'indigène global, figure des années 1990

L'indigène – comme figure – et les organisations autochtones comme force politique internationale se constituent dès les années 1990. L'agenda 21, adopté en 1992 à Rio, consacre son vingt-sixième chapitre aux populations autochtones. C'est la conséquence de la constitution d'un mouvement transnational des peuples autochtones. Ainsi que l'écrit Irène Bellier, « celui-ci est configuré de manière souple par les organisations autochtones qui se rattachent aux problématiques dont se saisissent les Nations unies »⁸⁸². La question écologique est la première d'entre elles, celle dont les organisations se saisissent le plus aisément. En effet, le lien à la terre est premier dans les arguments politiques que les forces indigènes avancent au niveau international.

C'est *à partir* de cet argument que leur légitimité est défendue dans cette production normative internationale. Le chapitre 26 de l'Agenda 21 commence par la justification de cette

⁸⁸² I. BELLIER, « Les peuples autochtones aux Nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », *art. cit.*, p. 62.

articulation entre peuples autochtones et question écologique : « Vu les rapports existant entre l'environnement naturel et son développement durable et le bien-être culturel, social et physique des populations autochtones, les efforts nationaux et internationaux déployés en vue d'un développement durable et écologiquement rationnel devraient reconnaître, intégrer, promouvoir et renforcer le rôle de ces populations et de leurs communautés »⁸⁸³.

Dès le début de la production de normes relatives aux questions écologiques, les Nations unies intègrent donc les organisations autochtones comme force de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. Les conditions de vie des populations indigènes *reposent* physiquement et directement sur leur milieu de vie. La dégradation accélérée de nombreux écosystèmes est perçue bien plus rapidement et de façon plus directe par les populations qui vivent dans les communs environnementaux que par des populations urbaines.

La figure de l'indigène *global* est donc construite, depuis les critères de la raison occidentale, sur la perception de la cause finale du changement climatique : les effets constatés permettent une mise en alerte de l'opinion publique internationale, *à partir* d'une expérience directe et concrète des effets du changement climatique. La cause efficiente, quant à elle, n'est pas à trouver dans la forêt, mais dans les lieux où les organisations indigènes tentent de se faire entendre. A cet égard, un passage de *La société de consommation* de Jean Baudrillard peut être relu avec intérêt.

« La profusion des biens est ressentie, une fois coupée de ses déterminations objectives, comme une *grâce de la nature*, comme une manne et un bienfait du ciel. Les Mélanésiens ont développé ainsi au contact des Blancs un culte messianique, celui du Cargo : les Blancs vivent dans la profusion, eux n'ont rien, c'est parce que les Blancs savent capter ou détourner les marchandises qui leur sont destinées à eux, les Noirs, par leurs ancêtres retirés aux confins du monde. Un jour, une fois mise en échec la magie des Blancs, leurs Ancêtres reviendront avec la cargaison miraculeuse, et ils ne connaîtront plus jamais le besoin (...). Les nouvelles générations [en Occident] sont désormais des héritières : elles héritent non plus des biens, mais *du droit naturel à l'abondance*. Ainsi revit en Occident le mythe de l'abondance alors qu'il décline en Mélanésie. (...). Un parallèle (aventureux, sans doute) peut être tracé avec la pensée magique, car l'un et l'autre *vivent des signes et à l'abri des signes* »⁸⁸⁴.

La relation irrationnelle aux phénomènes de production – l'absence de considération pour le processus de production – vaut également pour les phénomènes d'ordre naturel. Le changement

⁸⁸³ ONU, "Reconnaissance et renforcement du rôle des populations autochtones et leurs communautés", « Agenda 21 », 1992.

⁸⁸⁴ J. BAUDRILLARD, *La société de consommation : ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 2018, pp. 28-30 (Collection folio Essais 35).

climatique et la sixième extinction des espèces, dans le cadre de cette analyse de la société *globale* de consommation, font figure de *deus ex machina*, surgi par surprise. Le changement climatique et la sixième extinction des espèces sont toutefois issus d'un système productif déterminé et de logiques d'accumulation circonscrites historiquement : ni météorite hasardeuse, ni méga-volcan aux effets désastreux, les changements en cours sont anthropiques. Ils renvoient à une organisation sociale et économique placée sous le signe de l'accumulation de capital, ce à quoi renvoie le concept de *capitalocène*⁸⁸⁵.

Face à un déni du déploiement rationnel de ce phénomène, la figure de l'indigène *global* se pose comme gardien de la nature, depuis d'autres formes de rationalité. Le contre-récit que les indigènes mettent en place au niveau international pose la question du système de valeurs sur lequel repose l'économie capitaliste née en Europe, et désormais globalisée.

Contexte intellectuel : post-modernisme et mise en doute de l'idéologie des Lumières

La montée de la figure de l'indigène global est concomitante d'un contexte intellectuel particulier dans les centres majeurs de la globalisation que sont l'Europe et les Etats-Unis. En effet, les années 1990 sont celles où la défiance domine vis-à-vis de l'idée de progrès entendue comme nécessité historique et comme idéal indépassable. C'est l'un des sens du texte de Jean-François Lyotard portant sur *La condition post-moderne*⁸⁸⁶. Publié en 1979, il défend une thèse selon laquelle aucun métarécit ne soutiendrait plus notre modernité, l'émancipation par le savoir ou l'émancipation par l'appropriation du travail ayant perdu de leur puissance en tant que force structurante des récits produits par les forces sociales.

L'existence d'un métarécit universel est en soi un objet de débat. Mais il est certain que le climat intellectuel des années 1990 tend vers une remise en cause générale de l'idée de progrès, qui avait auparavant dominé la modernité depuis le XIX^e siècle. Ce doute sur les fondements de la raison européenne offre des conditions propices à l'audibilité des peuples indigènes au niveau international. La médiatisation des chefs amazoniens est l'occasion d'un discours sur la pente dangereuse empruntée par la civilisation européenne désormais globalisée : l'arraisonement de la nature comme réalité globale est une nouvelle métaphysique. Celle-ci se trouve en contradiction immédiate avec les visions du monde portées par les peuples indigènes.

⁸⁸⁵ A. MALM, *L'anthropocène contre l'histoire : le réchauffement climatique à l'ère du capital*, 2017 ; J.W. MOORE, « La nature dans les limites du capital (et vice versa) », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 61, 2017, pp. 24-46. L'anthropocène présente pour ces deux auteurs le défaut majeur de sortir la dynamique actuelle de transformation de nos écosystèmes de l'histoire économique et sociale qui l'engendre. Dès lors, ils préfèrent le concept de capitalocène à celui de l'anthropocène : il ne s'agit dès lors plus d'une humanité homogène et indistincte qui provoquerait l'entrée dans une nouvelle ère, mais bien les forces déterminées du capital.

⁸⁸⁶ J.-F. LYOTARD, *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 (Collection Critique).

L'hypothèse peut être formulée que la réussite internationale rencontrée par les organisations indigénistes au niveau international fait écho à cette crise épistémique rencontrée par l'Europe et les Etats-Unis.

L'une des questions essentielles posée par ce contexte et l'émergence de la parole indigène comme une parole légitime internationale renvoie à la place de la raison moderne. Que faire de l'héritage des Lumières ? La fin de l'idée d'un progrès irréversible n'emporte pas nécessairement l'ensemble des conditions d'existence de la rationalité européenne. La raison critique n'est pas nécessairement critique générale de la raison, et une seconde hypothèse peut être posée quant à la rencontre des organisations indigénistes et de la pensée écologiste. Il est des formes possibles de traduction entre différents modes de rationalité, et la pensée *moderne* des problèmes soulevés par le changement climatique et l'extinction des espèces peut être reformulée *à partir* des visions indigènes du monde.

Il s'agit en réalité d'un pas important dans la réorganisation des savoirs au niveau global, qui suppose une approche qui, selon les mots d'Isabelle Stengers, sauverait les Lumières d'elles-mêmes, et conserveraient la raison critique sans garder la déraison du progrès irréversible, ni tomber dans le piège d'une critique infinie et non finalisée⁸⁸⁷.

L'indigène global inscrit nationalement : l'antériorité

Les processus globaux par lesquels les organisations indigènes deviennent des puissances normatives au niveau international sont des points d'appui pour les forces indigènes dans les rapports de force qu'elles engagent avec les différents Etats souverains sur les territoires qu'elles occupent.

Les revendications indigènes peuvent en effet s'appuyer sur les évolutions contemporaines du droit international – ainsi de la mention des « droits des peuples autochtones » dans les accords relatifs au climat⁸⁸⁸. C'est un fait politique et social majeur en Bolivie comme en Equateur, appui pour les luttes socio-écologiques.

⁸⁸⁷ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes : résister à la barbarie qui vient*, 2013, p. 96 : « Il m'est impossible de parler pour les autres de ce à quoi ils se veulent fidèles. Je parlerai donc pour moi, qui me refuse à tourner le dos à ce moment important de l'histoire européenne qu'on appelle l'« âge des Lumières », ce moment où s'est répandu un goût pour la pensée et l'imagination en tant qu'exercices d'insoumission, où s'est forgé un lien de type nouveau entre vie et possibles. Ces Lumières-là, je ne veux pas les renier, et je ne veux rien avoir à faire avec ceux qui en nient l'événement au nom de ses limites et de ses ambiguïtés ».

⁸⁸⁸ CCNUCC, « Accord de Paris », 2015. Les « droits des peuples autochtones » sont mentionnés à deux reprises dans l'accord de 2015.

La figure de l'indigène global, émanant d'un militantisme transnational configuré à partir de multiples confédérations et des délégations au niveau onusien, rompt la verticalité qui voudrait que les niveaux de pouvoir – et la saisie possible des institutions – descendent par palier de l'international au local en passant par le national. Cette rupture est décisive en ce qu'elle met la lumière sur la situation singulière des peuples autochtones en tant que *groupes singuliers* dont le statut pose immédiatement des limites à la souveraineté nationale⁸⁸⁹.

L'émergence de cette figure est concomitante, en Equateur comme en Bolivie, d'un recul de l'Etat⁸⁹⁰. C'est donc également le cadre d'une dénationalisation du territoire – une déconstruction des appareils publics d'Etat⁸⁹¹ – qui présente des conditions favorables pour la revendication d'une plus grande autonomie sur les terres ancestrales.

L'antériorité de l'émergence de cette figure au regard du retour en force de l'idée de souveraineté portée par PAIS et par le MAS est un fait majeur. La verticalité, du local à l'international, n'est à ce moment plus la réalité des communs environnementaux ; elle a été rompue avant les tentatives de rétablissement d'une centralité de l'Etat.

b. L'indigène, catégorie des rapports de pouvoir écologique

La puissance du récit contre la faiblesse du nombre

Ce lien entre la forêt et ses gardiens indigènes suppose que les peuples autochtones soient, en tout et pour tout, des protecteurs de la nature. La relation harmonieuse à la nature est postulée comme évidente dans la structure narrative du récit que les représentants des peuples autochtones ont produit sur leur propre action.

L'ONU compte plus de 370 millions individus membres de « peuples autochtones ». Il s'agit donc d'environ 5 % de la population mondiale, répartie la plupart du temps en minorités à l'échelle nationale. Pour ce qui est de l'Equateur, ce sont 1,5 millions d'individus qui sont recensés comme tel, soit 10 % de la population. En Bolivie, près de 6 millions d'individus, terres hautes et terres basses confondues, sont recensés comme appartenant à des groupes autochtones⁸⁹².

⁸⁸⁹ A cet égard, il est intéressant de souligner que la France n'a pas signé la convention 169 de l'OIT, qui pourrait donner des arguments supplémentaires aux indigènes guyanais qui sont opposés à la déforestation sur leurs territoires.

⁸⁹⁰ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁸⁹¹ Cf. *supra*, Chapitre 5.

⁸⁹² I. BELLIER, P. KULESZA, « Estimation des peuples autochtones dans le monde », in I. BELLIER (éd.), *Peuples autochtones dans le monde : les enjeux de la reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2013 (Horizons autochtones). Les enjeux du recensement sont éminemment politiques. Pour ce qui est de ce tableau, qui précise des données onusiennes, il est toutefois fondé sur des données hétérogènes, recensement par l'International Work Group for Indigenous Affairs dans le cas de l'Equateur, recensement d'Etat de 2001 pour la Bolivie – un nouveau recensement ayant eu lieu en 2012. L'enjeu de

Mais il est clair que les rapports entre les Quechuas-Aymaras des terres hautes et les peuples des terres basses à la protection de la nature ne sont pas les mêmes. Les conditions de vie sont si différentes entre les terres basses et les terres hautes que l'appartenance à un même groupe peut être considérée avec précaution. Certes, les organisations des terres hautes et des terres basses, des Andes et de l'Orient, ont conclu des alliances et soutenu les nouveaux gouvernements bolivien et équatorien à leurs débuts. La suite a cependant été marquée par de fortes divisions⁸⁹³.

Minoritaires dans la vaste majorité des pays qu'elles occupent, ces populations ont tout de même saisi l'*opportunité écologique* pour exister à l'échelle internationale. Alors qu'elles ne représentent qu'une part minoritaire de la population au niveau global, elles sont parvenues à exister comme force politique internationale.

Sans doute est-il possible de saisir cette contradiction apparente *à partir de la construction d'un récit évocateur et puissant*. L'émergence de l'indigène *global* est en effet impensable sans l'élaboration d'un récit à vocation globale également. Le fait d'être minoritaire ou traité comme tel au niveau national est une incitation des plus fortes à *globaliser* son discours et à tenter de faire usage des institutions internationales pour pouvoir être entendu. Cette contradiction se résout donc aisément dès lors que l'on considère que l'empêchement premier – au niveau national – est précisément ce qui oblige à l'engagement international et à la construction subséquente de l'indigène en tant que figure globale des relations de pouvoir écologique.

Le passé ou la légitimité politique absolue

La référence aux « sociétés ancestrales » est constante dans les discours gouvernementaux comme dans ceux des responsables des organisations indigénistes. Le point d'appui constitué par le passé sacré des ancêtres est une force de légitimation du discours, en n'importe quel point des nouveaux blocs hégémoniques. Cela peut être le cas pour des opposants aux gouvernements en place⁸⁹⁴, comme pour les loyalistes⁸⁹⁵. Le passé est une puissance de légitimation, à rebours de la modernité qui le perçoit comme source de dangers et d'obscurantisme.

La ligne de fracture dans cette référence au passé, entre opposants et loyalistes, est cependant intéressante à observer. Les premiers font référence à un passé *en train de disparaître*,

cette partie ne se situe toutefois pas là. Il est notable que la Bolivie se trouve dans la situation paradoxale, déjà soulignée plus haut, d'une minorité « autochtone » majoritaire : 62 % de sa population est rattachée à cette catégorie. Près de 90 % sont Quechuas ou Aymaras, moins de 10 % sont des indigènes des terres basses.

⁸⁹³ Cf. *supra*, Chapitre 5.

⁸⁹⁴ Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015 ; Cristobal Huanca, Arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2015.

⁸⁹⁵ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale, Quito, 23 janvier 2015.

menacé et malmené par les gouvernements, lorsque les défenseurs de ces derniers défendent l'idée selon laquelle ils incarnent la continuité avec ce passé. Le rapport au passé, en l'occurrence, n'est aucunement un rapport historiquement constitué – au sens de la discipline historique. Il n'est pas davantage fondé sur des communautés mémorielles opposées entre elles qui défendraient des modes incompatibles de se lier à l'histoire coloniale et post-coloniale.

La référence au passé fonctionne ici, bien au contraire, comme relation au temps présent, et à l'existence concurrente de modes de vie opposés, qui sont entrés dans un jeu à somme nulle dont le premier perdant est déjà connu : il s'agit précisément du mode de vie traditionnel ou ancestral, dont les conditions d'existence sont de plus en plus fragilisées par la transformation du milieu même où il est supposé se déployer⁸⁹⁶.

L'invocation du passé revêt donc une double dimension. D'un côté, elle permet aux organisations indigénistes opposées aux gouvernements d'opérer une tentative de délégitimation : si le mouvement symbolique de la réunification de la Bolivie et de l'Équateur par l'intégration indigène était rompu, le gouvernement serait plus fragile encore. De l'autre, il incarne une tentative de continuer à se doter d'une légitimité *par la tradition*, venue de très loin dans le temps.

Enfin, cette réhabilitation du passé comme référence dans les discours politiques des nouveaux blocs hégémoniques rappelle le contexte posé par la critique de la raison occidentale et de la modernité dont elle est l'une des conditions de production. Le caractère labile des références mobilisées quant au passé confirme le statut conceptuel de la question indigène au sein des rapports de pouvoir écologique : elle est une catégorie discursive dont les usages possibles ne sont pas univoques.

La mise hors du temps d'espaces en cours de réappropriation

Cependant, du côté des communautés indigènes qui vivent dans les terres basses amazoniennes, dans l'Orient équatorien, cette référence au passé *en train de se dérouler* prend encore une autre dimension. En effet, il s'agit pour une partie des communautés de préserver un mode de vie menacé de disparition, *fondé sur un rapport non linéaire au temps*. La nature est animée comme un tout auquel les êtres humains participent également. Cette totalité harmonique est mise en pièces par des modes de vie particuliers et un mode de rationalité qui leur est étranger. En ce sens, il est possible de défendre que les communautés indigènes amazoniennes soient *arraisonnées* – soumises

⁸⁹⁶ Cf. Chapitre 5.

à l'ordre de la raison moderne qui tient pour normales et nécessaires les opérations de transformation mécanique de la nature : elles subissent la même opération que la nature elle-même.

Quel est cependant l'effet produit par l'antériorité de la constitution des espaces amazoniens comme globaux ? Le fait qu'ils soient constitués comme des espaces qui se définissent désormais doublement au niveau international – comme lieux de vie des indigènes et comme biens communs environnementaux – les place comme des îlots autour desquels l'idée de souveraineté perd de l'évidence qu'elle a acquise au fil de l'histoire moderne.

La référence au passé – qui fonctionne comme mode de relation à une histoire et performance au présent – prend également un autre sens, fondamental dans les relations entre les communautés amazoniennes et les gouvernements du MAS et de PAIS. Cette invocation du passé produit un *isolement* temporel de ces espaces. Îlots de globalité à l'intérieur de frontières nationales, ils sont également des îlots d'éternité perdus dans le fil d'une modernité elle-même en déshérence. Ils constituent donc comme un point d'arrêt *à partir duquel* il est permis d'observer les transformations profondes et rapides du milieu naturel⁸⁹⁷.

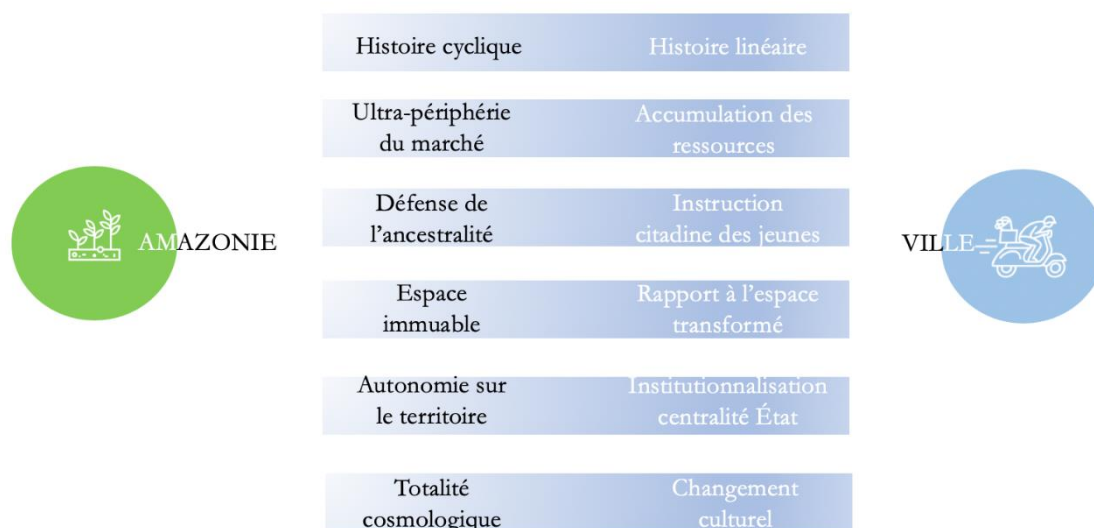
L'effet induit par la conjugaison au passé de ces espaces amazoniens tient à ceci : alors que les Etats bolivien et équatorien, en reconstruction, souhaitent récupérer une maîtrise souveraine de leur territoire, ces forêts ne peuvent y appartenir absolument : une part de ces espaces est vouée à s'en échapper, point de fuite insaisissable par le souverain. Leur temps politique a été modifié du fait des mobilisations sociales antérieures et de la *mise hors du temps* de ces espaces. La prise gouvernementale ne peut aller jusqu'à manœuvrer cette atemporalité qui renvoie, fondamentalement, aux rapports antagoniques des gouvernements du *Buen Vivir* et du *Vivir Bien* à la modernité capitaliste.

Fondus dans les mêmes blocs hégémoniques, les différentes forces idéologiques à l'œuvre sont toutefois antagoniques – îlot territorialisé contre déterritorialisation souveraine –, et leur rencontre, si elle fut victorieuse, a produit également des points de disjonction et des conflits

⁸⁹⁷ N. MARTIN, *Les âmes sauvages : face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska*, Paris, La Découverte, 2016, p. 34 : « L'habitude n'est donc plus de mise : "Le sens commun ne fait plus sens. Comment peut-on se relier à un monde que l'on ne comprend plus, que l'on ne peut plus identifier ? Qui n'est plus le même ?" Le sentiment de trouble semble gagner les indigènes à l'heure où les êtres sont devenus autres, inidentifiables et relégués, au moins pour un temps, à la zone obscure de l'entre-deux. Le *sens* de la relation devient flottant - tant par ce qu'il signifie que par la direction qu'il doit prendre - et les hommes finissent par se perdre eux-mêmes. (...). De fait, les habitants du subarctique paraissent *à première vue* se dégrader de l'intérieur – physiquement et psychiquement – au même rythme que le monde s'altère autour d'eux ». Cette description relative aux indigènes d'Alaska vaut également pour ceux qui, en Amazonie, voient la forêt se modifier sans que cela ait un rapport direct avec leurs activités traditionnelles. La perte de sens se double d'une inquiétude, cet « entre-deux » étant suspendu à un devenir pour le moins incertain.

comme dans les cas du Tipnis et du Yasuní. Surtout, cette confrontation dynamique singulière a produit un positionnement nouveau pour l'Etat.

Schéma 3 : De l'Amazonie à la ville, transformations des modes de vie indigène



c. L'Etat, force nodale et médiateur des rapports de pouvoir écologique

L'Etat appropriateur : la recomposition sans centralité absolue

Les réflexions autour de la place de l'Etat sont *de fait* rendues centrales par la référence permanente à la souveraineté par les organisations sociales et politiques à l'origine de la Révolution Citoyenne et du *Proceso de Cambio*. La volonté de récupération de la souveraineté est centrale dans l'histoire politique contemporaine de ces deux Etats. Ce tournant n'intervient pas *ex nihilo*, ses conditions de possibilité sont posées par le désengagement de l'Etat lors de la décennie précédente. Dans le cas bolivien, il évoque – bien que les références explicites à ce moment de l'histoire nationale soient tardives⁸⁹⁸ – les projets de construction nationale du MNR pendant les années 1950.

Loin de la phase des indépendances, cette volonté neuve se trouve à mi-chemin entre reconstruction d'un Etat honni auparavant, et transformation radicale des appareils d'Etat. La position de l'Etat est changée par les processus politiques engagés par PAIS et le MAS. En effet, si les Etats équatorien et bolivien du début de ce siècle souhaitent, par-delà leurs différences, devenir pleinement souverains et disposer comme ils l'entendent de leurs territoires et des ressources qui

⁸⁹⁸ Elles n'interviennent qu'après la fracturation du bloc hégémonique, et ont part liée avec cette fracturation. La nécessité d'agglomérer au-delà du bloc originel favorise le passage d'une rhétorique de la rupture absolue, d'une nouvelle ère, à celle d'une rupture dans la continuité, assise sur l'imaginaire national constitué.

les composent, ils doivent composer avec la dimension nouvelle acquise par les espaces amazoniens.

L'Etat souverain et propriétaire ne peut y agir comme cela pouvait s'envisager dans les années 1970. Cette action était déjà limitée, car les frontières amazoniennes ainsi que les moyens d'une intervention et d'une assise continues de l'Etat dans ces forêts n'étaient pas définis, loin s'en faut⁸⁹⁹. Mais l'entreprise de reconquête de la souveraineté politique passe toutefois par la réaffirmation, en Bolivie comme en Equateur, d'un contrôle du territoire. Aussi les opérations de centralisation ne sont pas seules à provoquer des remous au sein des blocs hégémoniques. Les conflits autour des communs environnementaux sont, fondamentalement, des conflits pour le contrôle politique de l'espace.

L'Etat revendique une forme « d'autonomie » d'action, de façon extrêmement marquée dans le cas équatorien. Pour Franklin Ramírez Gallegos, ce mouvement vers un pouvoir d'Etat autonome de la société civile en Equateur est l'une des sources majeures de tension : « dans le contexte des tensions ouvertes par le retour de l'Etat, les organisations indigènes, la corporation académique, et autres corps sociaux intermédiaires condamnent une ligne de réforme qui feraient signe vers la décorporatisation des institutions. Dans leur perspective, une part de l'autonomie des organisations se joue dans la préservation des espaces de représentation conquis dans l'administration publique. Ils défendent ce faisant la légitimité de la présence d'intérêts et d'identités politiques et corporatistes *au sein* de l'Etat. Ils prennent ainsi leur distance avec l'universalisme défendu par la Révolution Citoyenne et sa tendance à situer sur le même plan le citoyen abstrait et les acteurs organisés. En effet, Correa semble uniquement voir en eux une constellation de demandes particularistes peu disposée à s'impliquer dans la construction du bien commun »⁹⁰⁰.

Ce mouvement de prise d'autonomie de l'Etat vis-à-vis de la société a été plus abouti en Equateur qu'en Bolivie, dans la mesure où la composition originelle des blocs hégémoniques reposait bien davantage sur des organisations sociales intermédiaires constituées dans le cas bolivien.

Quelle que soit la force de ce mouvement vers la centralisation et l'autonomisation de l'Etat, il n'a aucunement été en mesure d'abolir l'état antérieur et se trouve dans une position à la fois centrale et équivoque. Centrale, tout d'abord, car il est indéniable que les capacités de l'Etat, ne

⁸⁹⁹ Si les frontières sont désormais stables, reste que la question des moyens financiers et logistiques du contrôle du territoire se pose toujours pour ces Etats qui, s'ils ont récupéré une capacité budgétaire, disposent toutefois de moyens limités.

⁹⁰⁰ F. RAMIREZ GALLEGOS, "Post-neoliberalismo indócil. Agenda pública y relaciones socio-estatales en el Ecuador de la Revolución Ciudadana", *Temas y debates: revista universitaria de ciencias sociales*, n° 20, octobre 2010, p. 191.

seraient-ce que budgétaires, se sont renforcées du fait des changements intervenus suite aux processus politiques bolivien et équatorien du début du siècle. Equivoque ensuite, puisqu'il n'est pas contestable que l'Etat n'a, ni en Bolivie ni en Equateur, acquis une force monopolistique dans les relations de pouvoir écologique.

L'indigène d'Etat, indigène moderne

D'autres forces accompagnent la politique des communs environnementaux. Une figure essentielle de la recomposition de l'imaginaire d'Etat dans les deux pays se trouve dans l'intégration de la figure de l'indigène comme figure d'une modernité renouvelée.

La figure centrale de l'indigène dans les rapports de pouvoir écologique n'est pas univoque. Si la force des mouvements indigénistes tient à la solidité d'une base militante constituée, ainsi qu'à la continuation, périlleuse, des modes de vie traditionnels, l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa et d'Evo Morales a été l'occasion d'une intégration inédite d'indigènes au sein des divers appareils d'Etat, singulièrement en Bolivie.

L'indigénisation de l'Etat en Bolivie et l'inclusivité de l'Etat équatorien sont productrices d'une figure politique nouvelle, celle de l'indigène d'Etat. Pour la saisir, il faut comprendre ce que les organisations indigènes ont incarné pendant les décennies précédentes : la résistance au pouvoir d'Etat. Dans le cas équatorien, l'alliance de Pachakuti, émanation de la CONAIE, avec le gouvernement de Lucio Gutierrez, a été la seule exception à cette absence de participation aux institutions⁹⁰¹. Leur inclusion, liée aux processus politiques gouvernés par le MAS et PAIS, est donc un tournant majeur de l'histoire contemporaine de ces deux pays.

Ce tournant produit une figure nouvelle, celle de l'indigène au gouvernement, qui occupe des fonctions centrales et n'est pas nécessairement lié aux organisations indigènes. C'est une rupture importante, dans la mesure où la représentation par les organisations intermédiaires de la population indigène se voit contestée de fait en cas de conflit avec les institutions – où se trouvent davantage d'indigènes qu'auparavant, surtout en Bolivie. Tous les entretiens renvoient dans cette même direction, des opposants aux gouvernements. Les premiers avancent que les gouvernements ont divisé le mouvement indigène en le clientélisant⁹⁰², les seconds défendent que les positions des

⁹⁰¹ Il est certain que cet épisode est décisif dans la défiance réciproque entre les organisations indigénistes équatoriennes et le Président Rafael Correa.

⁹⁰² Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

indigènes ne sont pas représentables par une seule organisation, que les peuples indigènes sont également traversés de contradictions⁹⁰³.

L'indigène devient, à partir de l'Etat, une figure de résolution des contradictions théoriques posées par la volonté de rupture incarnée dans les blocs hégémoniques et portée par les gouvernements du MAS et de PAIS. Cette figure politique devient le gage d'une *réconciliation entre modernité et tradition*, la preuve de la rupture qui cependant ne renvoie pas une image passéiste ou réactionnaire. L'indigène dans l'Etat est présenté par les processus politiques bolivien et équatorien comme l'indigène du futur.

La mise hors de l'espace du temps indigène

L'identité indigène n'a plus besoin de l'ancrage communautaire pour exister. Le modèle qui s'applique alors valide l'idée de Gilles Deleuze et de Félix Guattari selon laquelle la constitution d'un Etat est un processus de *déterritorialisation*⁹⁰⁴. Ce processus est extrêmement concret : des individus qui vivaient jusqu'alors à l'écart des villes se trouvent projetés dans les capitales, tantôt pour y exercer des professions dans la fonction publique, tantôt pour délivrer un enseignement relatif aux savoirs traditionnels, ou encore pour accomplir un mandat électif.

Le rapport à l'espace est transformé pour une partie de la population indigène. Des familles s'installent plus nombreuses en ville, la parentèle n'habite plus uniquement les campagnes. L'Etat devient donc l'agent central de la reconstruction de l'identité indigène. Pour partie, cette reconstruction aux mains des organisations indigènes pendant les années 1990 se translate vers l'Etat. Cette ouverture institutionnelle des Etats produit un double effet. L'inclusion indigène⁹⁰⁵ en est la face la plus visible et mise en avant par les gouvernements du MAS et de PAIS. Cependant, ce n'est pas la seule réalité car le rapport à l'Etat, comme nouveau point d'articulation possible des mouvements sociaux, devient également à partir de là un élément de clivage fort au sein des organisations indigènes. Le second effet de l'ouverture institutionnelle est donc clair : c'est la production de divisions fondamentales autour de la question centrale du rapport aux gouvernements et aux institutions étatiques.

A la mise hors du temps des espaces indigènes amazoniens répond donc une mise hors de l'espace du temps indigène par les gouvernements. D'un côté, la forêt se présente comme héritage

⁹⁰³ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014 : ce dernier insiste particulièrement sur le caractère fluide des identités, qui ne sauraient se restreindre à des définitions définitives ; Adolfo Mendoza, anthropologue, La Paz, 13 juillet 2016.

⁹⁰⁴ G. DELEUZE, F. GUATTARI, *L'anti-Edipe*, Paris, Ed. de Minuit, 2012 (Capitalisme et schizophrénie).

⁹⁰⁵ Encore une fois, il est nécessaire de répéter que celle-ci est davantage accomplie en Bolivie qu'en Equateur, pour des raisons structurelles développées dans la première partie du présent texte.

plurimillénaire sur les « terres ancestrales », espace aux caractères éternels, espace sans temps. De l'autre, l'indigène est une identité collective revendiquée pour et depuis l'Etat, temps qui déborde la forêt, temps sans espace. Alors que la première perspective se situe toujours au niveau de la communauté indigène, la seconde renvoie à une communauté nationale ou plurinationale qui s'étend sur tout le territoire.

Le temps immanent à l'espace ou l'espace transcendé par le temps : la figure de l'indigène se confronte, au gré des ruptures politiques posées par le MAS et PAIS, aux défis de la modernité.

Le primat indigène sur les communs environnementaux est indéniable : y compris dans la construction politique de ces espaces au niveau international, les communautés indigènes se sont organisées transnationalement pour porter une voix. Mais les forces composant ces organisations étaient pour partie favorables aux nouveaux gouvernements Morales et Correa. Une telle donnée était de nature à rendre plus aiguë la dispute pour l'appropriation narrative de la figure de l'indigène. Avec l'arrivée au pouvoir du MAS et de PAIS, l'Etat tente d'être le narrateur principal de cette histoire des forêts indigènes, dont la protection doit revêtir une dimension nécessairement globale.

En effet, l'Etat est force structurante de recomposition de l'identité indigène dans le cadre des rapports de pouvoir écologique. La figure politique de l'indigène se complexifie au contact des institutions politiques, elle devient plurielle et implique des rapports inverses au temps et à l'espace. Le rapport au temps et à l'espace dans le cadre du gouvernement des communs environnementaux n'est toutefois pas de l'ordre pur du discours. Le changement climatique impose déjà ses rythmes, matériels s'il en est.

III- Histoire de l'environnement et dynamiques socio-écologiques : migrations, production et gouvernement des communs environnementaux. La Terre agissante

L'histoire de l'environnement est un champ mouvant dans notre époque placée sous le signe de l'instabilité radicale liée au changement climatique et à la dégradation générale des écosystèmes nécessaires à la survie humaine. Les temporalités socio-historiques à considérer pour comprendre la conflictualité autour des communs environnementaux sont toutes dépendantes du devenir *aliénant* – au sens où il nous est étranger comme nous lui sommes probablement étrangers – posé par le changement climatique. La rente accentuée, les migrations conflictuelles autour des

communs environnementaux ou encore l'adaptation comme horizon temporel pauvre sont autant de lignes spatio-temporelles à considérer dans l'histoire de l'environnement conjuguée au présent.

a. Effets du changement climatique et accentuation de la dépendance à la rente

L'épée de Damoclès tombe sur la ruralité andine

Le changement climatique en cours à l'ère contemporaine affecte des situations sociales qui deviennent de plus en plus instables. Le mot d'Héraclite, « toute chose se meut et rien n'est stable », épouse particulièrement bien notre temps. C'est pourquoi la trajectoire des communs environnementaux amazoniens ne peut être pensée sans mentionner le changement climatique en cours. Il ne saurait suffire, d'ailleurs, de s'arrêter au changement climatique qui affecte l'Amazonie.

En effet, le changement climatique est une menace directe sur l'agriculture andine. Cette situation préoccupante concerne l'Equateur comme la Bolivie, ainsi que le Pérou et, dans une moindre mesure, le Chili. « Pour cette population [agricole andine], l'agriculture reste l'activité principale, caractérise par un faible niveau technologique, une forte dépendance aux ressources naturelles et une vulnérabilité considérable au changement climatique »⁹⁰⁶. Le risque majeur que courent les populations andines qui vivent de l'agriculture est celui de la désertification, processus qui rend impossible toute activité agricole.

Le changement climatique sur les plateaux andins est plurifactoriel. L'exploitation des terres, intensifiée à la suite de la colonisation, y intervient aux côtés du changement climatique global⁹⁰⁷. Cependant, qu'il s'agisse premièrement de l'un ou l'autre phénomène, l'activité humaine est au centre de la modification de l'environnement andin : l'anthropocène ramène bien souvent, par des voies diverses, au changement d'origine anthropique⁹⁰⁸.

La désertification passe par des phases de sécheresse de plus en plus intenses, qui sont constatées en Bolivie comme en Equateur depuis le début du siècle. Le problème est prégnant pour les autorités publiques⁹⁰⁹. Elles doivent faire face aux effets concrets et immédiats du changement climatique. Le devenir des populations andines est une question particulièrement sensible dans ce

⁹⁰⁶ M. SARAVIA *et al.*, « Better Knowledge, Better Decisions - Supporting Sustainable Andean Mountains Development », *Mountain Research and Development*, vol. 33, n° 3, 2013, p. 339.

⁹⁰⁷ A. IMESON, *Desertification, land degradation, and sustainability*, Hoboken, N.J, Wiley, 2012, p. 175.

⁹⁰⁸ A. FEDERAU, *Pour une philosophie de l'Anthropocène*, *op. cit.*

⁹⁰⁹ "Bolivia enfrenta la peor sequía de los últimos 25 años", *Diario EL PAIS Uruguay*, 22 novembre 2016, [En ligne]. <<http://www.elpais.com.uy/mundo/bolivia-enfrenta-peor-sequia-ultimos-anos.html>>. (Consulté le 21 septembre 2018) ; ALONSO J., "Sequía y desertificación en América Latina: el lento avance de una amenaza imparabla" | DW | 19.06.2018, *DW.COM*, 19 juin 2018, [En ligne]. <<https://www.dw.com/es/sequ%C3%ADa-y-desertificaci%C3%B3n-en-am%C3%A9rica-latina-el-lento-avance-de-una-amenaza-imparabla/a-44285147>>. (Consulté le 21 septembre 2018).

contexte. En effet, l'épuisement des sols lié à la désertification crée les conditions de migrations internes importantes.

La pression démographique alliée à la relative concentration des terres aux mains de l'agro-industrie dans les deux pays est un facteur indéniable d'accentuation de la conflictualité autour des communs environnementaux, et singulièrement de la forêt amazonienne.

Diminution des terres arables et recours immédiat

La diminution de terres arables, entraînée par la désertification, risque d'alimenter un cercle vicieux en accentuant toujours un peu plus la nécessité de trouver un recours rapide, notamment pour trouver les graines nécessaires à l'alimentation de l'élevage. Pendant l'enquête de terrain en Bolivie, lors de l'été 2016, les greniers étaient vides : il fallait importer des aliments pour nourrir les poulets, élevés en grand nombre dans les départements orientaux du pays.

De tels phénomènes mettent donc en péril l'autonomie économique – déjà très relative⁹¹⁰ – de ces deux pays. Pire, ils placent les gouvernements dans une situation *d'urgence*. Ainsi, lorsque les grains viennent à manquer pour nourrir les élevages, l'importation est la solution qui s'impose, à renfort d'un récit médiatique qui insiste davantage sur l'économie en péril que sur la menace posée *en soi* par la sécheresse⁹¹¹.

La tentation est réelle, pour les gouvernements, de recourir à la rente pour pallier aux problèmes d'approvisionnement. En d'autres termes, il est fort possible que la réponse à la perte de valeur liée au changement climatique et aux effets négatifs qu'il induit sur l'économie andine soit l'accentuation de l'extraction minière, gazière et pétrolière, dans la perspective de pouvoir répondre à la nécessité d'importations supplémentaires.

Paradoxalement, la dépendance à la rente, base matérielle d'un système-monde qui repose sur la consommation illimitée d'énergies carbonées, pourrait être renforcée par le changement climatique. La dépendance à la rente, fondamentalement, peut être considérée comme l'une des fortes « dépendances au chemin emprunté »⁹¹² : la cause du problème est accentuée par son déploiement même, un phénomène saisi par Guy Debord et Jean Baudrillard⁹¹³. Pour l'Équateur comme pour la Bolivie, le dernier siècle a vu se succéder les mannes en termes de matières

⁹¹⁰ Cf. *supra*, Chapitre 5.

⁹¹¹ Les reportages télévisés se ressemblaient de ce point de vue, quelle que soit la chaîne, qu'elle fût du côté de l'opposition ou favorable au gouvernement.

⁹¹² B. Palier, « Path Dependence (Dépendance au sentier emprunté) », in L. BOUSSAGUET et P.A. HALL (éds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 (Références. Gouvernances) ; P. PIERSON, "When Effects Become Cause. Policy Feedback and Political Change", *World Politics*, vol. 45, n° 4, 1993, pp. 595-628.

⁹¹³ G. DEBORD, *La planète malade*, Paris, Gallimard, 2004 ; J. BAUDRILLARD, *La société de consommation : ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 2018 (Collection folio Essais 35).

premières. L'histoire moderne des deux États est placée sous le signe de cette idée essentielle : les institutions étatiques ne sauraient être soutenues sans une source première et principale de revenus – issue de l'extraction des matières premières.

En dépit d'une rupture politique réelle, de nouveaux textes constitutionnels et d'un renouvellement important des personnels d'État, la rente est une route empruntée depuis trop longtemps pour pouvoir *imaginer* en sortir à court terme. L'urgence posée par les phénomènes de sécheresse liés au changement climatique accentue cette dépendance au sentier : si la réaction doit être immédiate, elle risque de n'être pas placée sous le signe d'un changement net de politiques publiques.

Le risque de la savanisation : quelle Amazonie demain ?

Les plateaux andins ne sont pas les seuls menacés par le changement climatique. L'Amazonie, sous le double poids de la déforestation et du changement climatique, risque une transformation totale. En effet, la possibilité est évoquée par de nombreux scientifiques depuis une vingtaine d'années d'un changement total de l'écosystème amazonien, de forêt en savane⁹¹⁴. L'impact global d'une telle rupture écosystémique serait considérable : de récepteur net de gaz à effet de serre, l'Amazonie deviendrait émetteur net.

Les signes climatiques de ces dernières années rendent ce scénario de plus en plus probable. A l'image du changement climatique global, il est d'ores et déjà possible que nous ayons dépassé le point de non-retour, celui au-delà duquel l'écosystème se transforme irrémédiablement, sans qu'aucune action, humaine ou autre, puisse produire un retour à l'état antérieur.

C'est que « les réponses des écosystèmes aux changements climatiques ne sont pas linéaires. Au-delà d'un certain niveau de changement dans la composition des communautés par exemple, *il arrive que le système dans son ensemble bascule vers un autre état*. Au-delà d'un certain seuil d'élévation des températures, on peut assister au remplacement complet d'une communauté végétale par une autre à de grandes échelles spatiales »⁹¹⁵.

Cet horizon écologique est d'une importance majeure pour comprendre la situation politique des espaces amazoniens. Ce sont des espaces *en sursis*, dont la transformation profonde et irréversible est sans doute déjà entamée. Autant l'espace du commun environnemental est construit depuis des points de vue et des intérêts différenciés, autant il n'est guère possible d'éluder la réalité

⁹¹⁴ T.E. LOVEJOY et C. NOBRE, "Amazon Tipping Point", *Science Advances*, vol. 4, n° 2, 2018.

⁹¹⁵ V. MARIS, « Les aires protégées dans l'anthropocène », in R. BEAU et C. LARRERE (éds.), *Penser l'anthropocène*, 2018, p. 269. Nous soulignons.

matérielle des dynamiques physiques qui affectent ces espaces. Les perspectives différenciées, une fois la forêt devenue savane, perdraient immédiatement pied, le terrain sur lequel elles se fondent se dérochant. Elles se réarticuleraient sans doute, mais l'effet de seuil physique provoquerait également une rupture quant à la construction sociale de ces espaces. Il n'est aucunement possible de dissocier les communs *subjectivés*, champ discursif de batailles politiques, des communs *objectivables*⁹¹⁶, espaces dont la destruction est une possibilité matérielle tout à fait tangible.

Cet horizon spatial concret est de nature à radicaliser les positions subjectives relatives à la protection des communs environnementaux en Amazonie. Cette perspective est d'ailleurs relayée sur le site internet du médiatique chef indigène Roani⁹¹⁷ : comme force transnationale, les peuples autochtones s'appuient fortement sur les travaux du GIEC pour alerter l'opinion publique internationale. Leur rationalité s'allie à celle de la modernité européenne, pour élargir le spectre des récepteurs de l'alerte environnementale.

b. Migrations internes et internationales : les territoires en tension

Migrations internationales et perte de qualifications professionnelles

Les années 1990 ont été marquées par la crise économique en Bolivie comme en Equateur. La déflagration liée aux politiques d'ajustement structurel ainsi que l'instabilité politique qui marque cette décennie à Quito comme à La Paz provoquent des migrations massives. Entre deux et trois millions de personnes quittent l'Equateur entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 : c'est près d'un cinquième de la population du pays qui, en 2014, vit hors du pays⁹¹⁸. Parmi ceux qui partent, nombreux vont vers l'Espagne ou les Etats-Unis. Cette dernière destination est particulièrement prisée par ceux qui entendent mener des études supérieures ou ont déjà obtenu un diplôme du supérieur. 75 % des émigrés équatoriens aux Etats-Unis ont fait des études supérieures⁹¹⁹.

Pour Rafael Correa, l'enjeu du retour est majeur pour l'Equateur. C'est en ce sens qu'est créé, dès les débuts de la Révolution Citoyenne, un Secrétariat National du Migrant (SENAMI), pour favoriser les conditions de retour des émigrés, et avec eux la réimportation de qualifications fondamentales, dans la perspective de Rafael Correa, à la poursuite du processus politique engagé.

⁹¹⁶ Cf. *supra*, Introduction.

⁹¹⁷ « Déforestation : le seuil au-delà duquel l'Amazonie ne peut plus se régénérer est bientôt atteint », 31 octobre 2014, [En ligne]. <<http://raoni.com/actualites-825.php>>. (Consulté le 22 septembre 2018).

⁹¹⁸ R. CORREA, J. LACOMBA et S. OCHOA, "Crisis, retornos y emprendimientos. El caso de los migrantes ecuatorianos y el Fondo Cucayo", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 2, 2016, p. 95.

⁹¹⁹ *Ibid.*, p. 107.

« Alors que l'exode d'Équatoriens est affiché comme étant « une tragédie nationale » et la principale conséquence de « l'échec » économique et social des politiques néolibérales, la réintégration des émigrés dans leur pays d'origine prend d'abord une forme symbolique, à travers ce que le Président appelle la « cinquième région » ou « région des migrants » »⁹²⁰.

Cette ambition générale de réhabiliter symboliquement la figure du migrant et de faire revenir des personnes qualifiées en Equateur répond à une conviction particulière de Rafael Correa : le changement économique et politique n'est pas possible sans une qualification massive de la population. C'est dans ce cadre qu'est créé le programme *Prométhée* afin d'attirer des jeunes docteurs européens pour qu'ils viennent enseigner dans les universités équatoriennes. Pour assurer la sortie de la dépendance à la rente, il faut disposer dans le pays de personnes qualifiées pour assurer techniquement cette transition.

Le même problème se pose pour la Bolivie. De nombreux ingénieurs boliviens sont partis en Europe pour y travailler. Une transition énergétique aussi ambitieuse que celle prévue par la Vice-Présidence⁹²¹ suppose toutefois de pouvoir compter sur un vaste ensemble d'ingénieurs et de techniciens qualifiés en état de la mettre en œuvre. Un écueil sérieux se pose pour ces gouvernements : celui de la rémunération différenciée d'un ingénieur en Europe et en Bolivie ou en Equateur. Il est économiquement plus avantageux, pour un ingénieur bolivien, de travailler en Europe, que de revenir pour exécuter le plan énergétique du gouvernement⁹²².

Les effets de l'émigration peuvent s'exercer sur les conditions de possibilité de la transition énergétique. L'un des défis pour les gouvernements équatorien et bolivien se trouve dans la formation et la qualification d'un nombre croissant de travailleurs prêts à la mettre en œuvre. Que l'Equateur en ait fait une priorité renvoie également à la structure davantage technocratique des cadres de la Révolution Citoyenne⁹²³.

Le triangle désamoureux : habitants des forêts, colonisateurs, habitants de la ville

Les migrations internationales ne sont pas seules à influencer sur les relations de pouvoir écologique. Les migrations internes sont également décisives. Elles le sont d'autant plus qu'elles instaurent des liens nouveaux entre terres basses et terres hautes. Le cas du Tipnis est à cet égard instructif. En effet, les interculturels ou colonisateurs, cultivant la coca, se trouvent dans une

⁹²⁰ W. HERRERA RIOS, « Intégrer la Révolution Citoyenne : passerelles et reconversion des militants de la cause des émigrés en Equateur », *Revue internationale des études du développement*, vol. 2, n° 230, 2017, p. 138.

⁹²¹ Cf. *supra*, Chapitre 5.

⁹²² Nous devons cette analyse à Rodrigo Caballero, notre hôte pendant trois semaines à Cochabamba.

⁹²³ Cf. *supra*, Chapitre 2.

position conflictuelle avec la ville de Cochabamba et la forêt⁹²⁴. Le parallèle est frappant avec d'autres cas de migrations internes, comme celui du déplacement, là-aussi organisé par l'Etat, de milliers d'Italiens vers les plaines de l'Agro Pontin. Voici la description qu'en livre le romancier Antonio Penacchi :

« Nous nous qualifions entre nous de « Vénitiens », « Frioulans » ou « Ferrarais ». Mais, à des yeux extérieurs, nous sommes indistinctement des « Vénitiens » au point de former un nouveau groupe ethnique, les « Vénéto-Pontins ». Vous savez pourquoi ? Parce que toutes les différences qui existaient singulièrement entre nous, les colons d'Italie, n'étaient rien en comparaison de la différence absolue qui nous distinguait des populations locales des monts Lepini. Pour nous, ils étaient tous des bougnoules, y compris les représentants de l'Ombrie et des Marches : des bougnoules du Nord, pour ainsi dire.

C'est bien connu, tout se découvre et tout se paie : ce processus d'identification collective vénéto-pontine agit non seulement à l'extérieur de l'Agro pontin mais aussi à l'intérieur, dans la distinction entre ville et campagne. A Littoria, en effet, le premier noyau d'habitants se composait de familles appartenant à la classe moyenne des employés recrutés à Rome, qui nous considéraient indifféremment, nous autres campagnards, comme des Vénitiens. Dans les villes de l'Agro pontin, « colon » est un terme plus péjoratif que « nègre », il désigne un individu grossier, naïf, ignare et arriéré, un « plouc »⁹²⁵.

D'une façon similaire, les colonisateurs envoyés dans le département de Cochabamba par l'Etat bolivien dans les années 1970, logique centralisatrice d'administration du territoire et de la population, démonstration de pouvoir et preuve de souveraineté, sont en conflit ouvert avec les communautés indigènes du Tipnis. Ces derniers les considèrent comme des envahisseurs qui menacent l'intégrité de la forêt et leurs modes de vie. De leur côté, les colonisateurs n'acceptent guère d'être appelés indigènes, terme péjoratif selon eux. Les indigènes sont dans la forêt, eux travaillent la terre et se considèrent plus productifs et avancés que les communautés vivant de la chasse et de la cueillette⁹²⁶. Enfin, il n'est pas rare de trouver, dans la ville d'importance la plus proche du Chapare, des écologistes prompts à dénoncer les colonisateurs, à les renvoyer à un rapport rustre et brutal à la nature⁹²⁷. Pablo Rojas⁹²⁸ est l'exemple même de cette dépréciation venue de la ville sur les colonisateurs qui ont alors l'impression de se trouver entre deux feux tout en continuant de déprécier les communautés indigènes du Tipnis. L'effet des *migrations internes* et le sentiment d'oppression des deux groupes concernés *premièrement* – indigènes du Tipnis et

⁹²⁴ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁹²⁵ A. PENNACCHI, *Canal Mussolini*, Paris, Librairie générale française, 2013, pp. 392-393.

⁹²⁶ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

⁹²⁷ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Magdalena Medrano, directrice du projet d'assistance agrobioénergétique au paysan, Proyecto de asistencia agrobioenergética al campesino (PAAC), Cochabamba, 3 août 2016.

⁹²⁸ Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016 : « Son colonos, no son indígenas ». « Ce sont des colons, pas des indigènes », c'est en ces termes qu'il qualifiait les *cocaleros* du Chapare.

Quechuas-Aymaras déplacés dans la forêt – est un déterminant fondamental de la conflictualité socio-écologique autour du Tipnis.

L'amplification à venir des migrations internes : où aller ? où cultiver ?

Le changement climatique, dont les effets sur les Andes sont d'ores et déjà importants, est un facteur essentiel des migrations à venir. Il favorise ce que Catherine Wihtol de Wenden appelle les « migrations de voisinage »⁹²⁹, soit d'un pays du Sud à l'autre, soit au niveau interne. L'une des données premières qui éclairent le conflit du Tipnis tient à l'émigration interne organisée depuis l'Etat qui a renforcé les tensions autour de l'usage de la forêt, notamment dans le fameux polygone 7⁹³⁰. La crainte majeure des écologistes, dans le cas du Yasuní, est celle d'une route vers les puits de pétrole qui ouvrirait un nouveau front de colonisation de l'Amazonie⁹³¹.

En Equateur comme en Bolivie, la multiplication des phénomènes liés au changement climatique risque d'accroître considérablement les migrations internes. En Equateur, les inondations de plus en plus fréquentes liées aux pluies diluviennes ainsi que la crainte, répétée chaque année, de l'ouragan El Niño, sont autant de signes d'un climat marqué par des événements violents qui affectent la population. Dans le cas bolivien, les sécheresses sont une réalité marquante qui pousse les agriculteurs à rejoindre les villes ou à imaginer trouver ailleurs des terres à cultiver. Les sécheresses sont une réalité également prégnante en Equateur qui subit la même évolution du climat andin.

Les deux cas sont donc exemplaires de ce phénomène général décrit par Catherine Wihtol de Wenden : les migrations internes vont se renforcer et la mobilité devenir une réalité structurante pour le siècle à venir. De fait, il est nécessaire de s'interroger sur les conséquences qu'un tel phénomène peut avoir sur les relations de pouvoir autour des communs environnementaux. En effet, si les paysans andins sont menés à migrer vers l'Est et ses terres basses, la pression sur les forêts amazoniennes devrait augmenter considérablement, *si toutes choses se maintenaient égales par ailleurs*. En effet, la concentration des terres agricoles et l'existence de propriétaires terriens considérables sont une condition nécessaire à l'augmentation de la pression foncière sur les forêts, parcs nationaux ou territoires indigènes.

La question de la réforme agraire n'est pas neuve en Amérique du Sud. Elle a au contraire constitué l'un des pivots à partir duquel se sont articulés les mouvements révolutionnaires du XX^e

⁹²⁹ C. WIHTOL DE WENDEN, « Une nouvelle donne migratoire », *Politique étrangère*, n° 3, 2015, p. 101.

⁹³⁰ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁹³¹ *Idem*.

siècle⁹³². Toutefois, l'impact massif des nombreuses migrations internes pose cette question à nouveaux frais. L'arbitrage à venir, dans un horizon temporel qui n'est guère lointain, peut prendre la forme d'un jeu à somme nulle : ou choisir le partage des terres des propriétaires terriens, ou étendre les fronts de colonisation de l'Amazonie, et ainsi augmenter la déforestation et les tensions avec les communautés indigènes des terres basses.

c. L'adaptation au changement climatique, écueil théorique et pratique

Les périls de l'adaptation seule

Le changement climatique est déjà là, son rythme pèse maintenant sur les vies humaines, et les sociétés doivent s'en démêler comme elles peuvent. A cette réalité concrète, aux effets qu'elle produit et dont le tableau a été esquissé, répond un concept central dans les négociations internationales autour du changement climatique : l'adaptation. C'est autour du financement de l'adaptation au changement climatique que s'articulent les revendications des pays qui y sont le plus vulnérables⁹³³.

Premiers touchés, moins résilients aux effets délétères d'événements limites, ces pays attendent de la solidarité internationale qu'elle leur permette de *faire face*. Il s'agit néanmoins d'observer les différentes nuances de cette action possible. L'adaptation risque toujours d'être placée sous le signe de l'urgence, surgissement d'un imprévu dont la présence est toutefois connue, comme en témoigne l'usage systématique des forces armées en cas de catastrophe naturelle⁹³⁴.

Cet imprévu prend un caractère toujours plus prévisible, et la surprise diminue à mesure que viennent les années pendant lesquelles les phénomènes climatiques catastrophiques vont s'amplifier. Comme l'écrivent Bertrand Guillaume et Victor Petit, « alors que la prévisibilité est d'ordinaire un domaine de l'expertise scientifique, l'irréversibilité a d'emblée un sens politique en ce sens qu'elle engage la conscience du nous, et *in fine* la démocratie elle-même. Parce qu'elle trouve ses racines dans nos actions d'aujourd'hui, elle nous invite à ne pas penser l'effondrement seulement comme ce qui vient après ; elle est moins un avenir que l'on prédit (parfois pour mieux l'éviter) qu'un présent que l'on responsabilise »⁹³⁵.

⁹³² Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁹³³ A. DAHAN et S.C. AYKUT, « Le régime climatique avant et après Copenhague : sciences, politiques et l'objectif des deux degrés », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 19, n° 2, 2011, pp. 144-157.

⁹³⁴ R. KEUCHEYAN, "Chapitre 3", *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014.

⁹³⁵ B. GUILLAUME et V. PETIT, in Y.C. ZARKA et J. DERNY, *La démocratie face aux enjeux environnementaux*, *op. cit.*, pp. 216-217.

La responsabilisation du présent ne peut passer par la seule adaptation, bien évidemment nécessaire à la résilience des sociétés face aux ruptures de vie que suppose la nature des événements en jeu. Mais l'atténuation du changement climatique est indissociable de l'adaptation. Le caractère irréversible des transformations en cours de l'écosystème mondial est la marque de leur singularité physique. Une comparaison est frappante pour comprendre la nature des phénomènes en cours, celle du changement climatique et de l'extinction des espèces avec l'objet physique qu'est le trou noir.

Selon Aurélien Barreau, les phénomènes géoclimatiques en cours partagent deux caractéristiques avec les trous noirs : l'irréversibilité et l'exponentialité⁹³⁶. L'irréversibilité correspond à l'effet de seuil. Une fois un seuil passé, il est absolument impossible de revenir à l'état antérieur. Pour ce qui est de l'exponentialité, l'analogie est de nature à rendre inopérant l'usage du seul concept d'adaptation. Un trou noir dégage de l'énergie en même temps que sa température augmente, ce qui est rarissime dans le monde physique. Dégager de l'énergie suppose en effet, selon la seconde loi de la thermodynamique, une perte d'énergie de l'organisme producteur. Cela ne se produit pas dans le cas du trou noir. Pour ce qui est du changement climatique, l'énergie du changement l'amplifie continûment, ce qui explique son caractère exponentiel : c'est ce qui est impliqué par les boucles de rétroaction⁹³⁷. Les conclusions à en tirer quant au rapport entre adaptation et atténuation sont claires : sans atténuation, l'adaptation ne sera jamais en mesure de rattraper les ruptures impliquées par des changements dont les effets nourrissent et amplifient les causes.

Conjuguer la science politique au futur

Que les premiers verbes conjugués au futur apparaissent à ce moment de la présente thèse n'est pas hasardeux : le redéploiement de la pensée exigée par le changement climatique⁹³⁸ suppose d'y intégrer le futur immédiat comme horizon.

Il ne s'agit pas de fonder ici un quelconque déterminisme absolu, qui supposerait la détermination totale de l'intégralité des événements sociaux à venir, mais plutôt de prendre la mesure de l'irréversibilité des phénomènes géophysiques en cours. L'adaptation est un point-clé

⁹³⁶ « Que pouvons-nous dire sur les trous noirs ? », 22 septembre 2018, [En ligne]. <<https://www.franceculture.fr/emissions/la-conversation-scientifique/que-pouvons-nous-dire-sur-les-trous-noirs>>. (Consulté le 24 septembre 2018). Les trous noirs sont, selon Aurélien Barreau, « le seul processus physique connu qui n'admette pas de processus inverse ». Ce pourrait être le cas du changement climatique, mais sans doute pas à notre échelle temporelle. Quant à l'exponentialité, voici ce qu'il en dit, dans une analogie : « Plus ça empire, plus ça empire du fait que ça empire ».

⁹³⁷ W. STEFFEN *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *art. cit.*

⁹³⁸ Cf. *infra*, Chapitre 9.

pour penser cette situation nouvelle. En effet, l'adaptation suppose une réaction *ex post* à un événement ou, éventuellement, l'anticipation d'un événement déjà connu.

Le changement climatique et la sixième phase d'extinction des espèces présentent à cela deux obstacles considérables. D'une part, l'événement auquel il s'agit de réagir *a posteriori* ne s'arrête pas. Il est toujours en cours et, alimenté par son déploiement même, ses manifestations ultérieures seront supérieures en puissance, s'y adapter deviendra plus ardu. D'autre part, l'aspect inédit des phénomènes en cours limite les capacités de prévision à partir du moment où l'écosystème entre dans un basculement lié aux effets de seuil précédemment mentionnés. L'adaptation, conceptuellement et donc, nécessairement, de façon pratique, se confronte à deux limitations structurelles : elle risque la réaction sans anticipation. C'est pourquoi elle est fatalement *en retard* sur le phénomène auquel elle doit se confronter.

Le futur de la science politique n'est, en ce sens, pas *prévisionniste*, dès lors que la prévision possible des événements à venir se trouve limitée encore davantage qu'elle ne l'est par la structure nécessairement ouverte du cours de l'histoire. Comme l'écrit Timothy Morton dans *La pensée écologique*, « plus nous devenons conscients des dangers de l'instabilité écologique – extinctions, fonte des calottes glaciaires, augmentation du niveau des mers, famines –, plus nous manquons d'un point de référence. (...). Etrangement, penser grand ne signifie pas tout mettre dans une grande boîte. Penser grand signifie que la boîte se réduit à néant entre nos mains »⁹³⁹.

L'imprévisible devient une certitude plus qu'une possibilité. C'est pourquoi la pertinence de la science politique comme science du *nouveau* et possibilité de décrire et de suggérer des orientations⁹⁴⁰ quant au mouvement de l'histoire du temps présent est considérablement renforcée.

Si le rôle de la science politique peut être examiné à l'aune de ces événements structurants pour l'espèce humaine que sont le changement climatique et le processus d'extinction des espèces, le temps politique doit lui aussi être envisagé depuis ce prisme. C'est un effort décisif pour l'intelligence comme l'évolution des rapports de pouvoir écologique⁹⁴¹. L'adaptation séparée de l'atténuation du changement climatique n'a de sens temporel que celui d'une fuite en avant, d'un retard structurel qui ne permet aucunement de répondre aux problèmes posés par ce que Bruno Latour ou encore Isabelle Stengers ont proposé d'appeler Gaïa⁹⁴².

⁹³⁹ T. MORTON, *La pensée écologique*, *op. cit.*, p. 59.

⁹⁴⁰ Cf. *supra*, Introduction.

⁹⁴¹ La considération des rapports entre temps sociaux, temps historique, temps écologique et temps politique est l'objet essentiel du dernier chapitre de ce travail. Il n'est ici évoqué qu'à partir du concept d'adaptation.

⁹⁴² I. STENGERS, *Au temps des catastrophes*, *op. cit.* ; B. LATOUR, *Face à Gaïa*, *op. cit.*

La centralité du temps politique et le problème du rattrapage de l'autonomie

Si le temps politique doit être conceptualisé à nouveaux frais, le politique lui-même prend une forme nouvelle, celle d'une décision sur les possibilités, pour les êtres humains, de continuer à être au monde⁹⁴³. Le politique ne se soumet pas aisément à définition, et s'il ouvre un domaine de possibles jamais clos *a priori*, il peut aussi subir une force d'inertie qui le condamne. Comme l'écrit Claude Lefort dans l'avant-propos de ses *Essais sur le politique* : « ne faut-il pas plutôt convenir que toute définition, toute tentative de fixer l'essence du politique entrave le libre mouvement de la pensée, et que celui-ci tout au contraire ne se soutient qu'à la condition de ne pas préjuger les limites du politique, de consentir à une exploration dont les chemins ne sont pas connus d'avance ? »⁹⁴⁴.

Le politique comme espace du commun et égalité possible entre les individus n'a pas de frontières fixes, et les mots du philosophe résonnent avec une intensité particulière à l'heure où la question écologique nous invite à « penser grand »⁹⁴⁵. En tout état de cause, l'étendue du politique est déterminée *historiquement*. Mais la réalité objective nouvelle posée par l'anthropocène n'implique pas nécessairement une modification, séance tenante, des dynamiques historiques à l'œuvre avant que cette *objectivation* atteigne un seuil critique de collectifs et d'individus et prenne la forme d'une *conscience collective*.

Les effets du changement climatique sont donc le troisième type de temporalité qui se rencontre dans ces espaces amazoniens. Le temps de l'appropriation, tantôt exclusivement capitaliste, tantôt appuyée par l'État, n'est pas le temps disputé de la subjectivité indigène *de* ces espaces. Ces deux premiers temps rencontrent directement celui des effets immédiats, historiques et contemporains, du changement climatique : la rente est d'autant plus nécessaire à mesure qu'il devient urgent de s'en débarrasser ; les migrations internes et potentiellement internationales renforcent les tensions créées et créant le changement climatique. Enfin, le paradigme de l'adaptation est en incapacité totale de permettre une articulation théorique ou pratique entre les dynamiques historiques de l'anthropocène et les deux premiers types de temps. Voici la réalité temporelle dans laquelle sont plongés ces communs environnementaux.

⁹⁴³ Cet aspect, vertigineux, du problème évoqué ici, est développé dans la partie consacrée à l'*écopouvoir*, la troisième partie de ce travail.

⁹⁴⁴ C. LEFORT, *Essais sur le politique, XIX^e - XX^e siècles, op. cit.*, p. 7.

⁹⁴⁵ T. MORTON, *La pensée écologique, op. cit.*, pp. 43-101.

Aussi, la question posée au début de la seconde partie y trouve sa réponse : pourquoi les dynamiques internationales engagées par la Bolivie et l'Equateur ont-elles été freinées ? Pourquoi l'autonomie politique, construite depuis la périphérie, a-t-elle été rattrapée ? Il eût été possible de s'arrêter à la réponse de pouvoirs hégémoniques trop forts, de l'attitude non coopérative généralisée, à la façon de Garrett Hardin⁹⁴⁶, et ainsi reconduire une analyse centrée sur l'Etat des rapports de force internationaux. Même si un tel schéma explicatif fait sens – le refus de la rupture au centre constitue en soi un frein puissant – il ne permet pas de déployer une explication satisfaisante du rattrapage si rapide de l'autonomie politique.

La puissance de la conflictualité socio-écologique est à la fois cause et effet de ces dynamiques diplomatiques arrêtées : effet car le temps de la diplomatie entre en dissonance avec celui du développement national ; cause dans la mesure où la fracturation des blocs hégémoniques équatorien et bolivien y trouve une explication des plus plausibles. Quand le centre hégémonique international refuse les changements de paradigme proposés par l'Equateur ou la Bolivie, les rapports de pouvoir écologique ne cessent pas d'exister. C'est donc aux gouvernements qui prétendent incarner une puissance de transformation internationale de se trouver confrontés aux contradictions liées aux communs environnementaux.

La persistance de différents imaginaires des forêts amazoniennes, la puissance des dynamiques d'intégration capitaliste qui les nie comme tels, ainsi que les courants temporels contraires qui les traversent forment la réalité complexe des rapports de pouvoir écologique étudiés ici. C'est la réalité *concrète* de ces rapports de pouvoir qui donnent à voir les forces contraires aux dynamiques internationales étudiées dans la première partie de ce travail.

La première partie de ce travail a mis en évidence le déploiement de dynamiques dont les différences sont significatives, entre la projection populaire bolivienne, et la projection technicienne depuis l'Equateur. Les rapports de pouvoir écologique, quant à eux, présentent les mêmes traits et caractères dans les deux pays. La parenté de leurs structures permet de les caractériser plus avant et les définir amplement, sans toutefois abandonner les liens qui attachent ce travail aux cas d'étude, des Andes à l'Amazonie. C'est l'objet de la troisième partie.

⁹⁴⁶ G. HARDIN, « The tragedy of the commons », *art. cit.*

Penser le temps politique dans son rapport au bouleversement écologique suppose, en effet, de saisir l'essence des relations de pouvoir écologique en tant que *structures globales des relations internationales contemporaines*.

Troisième partie. Des relations de pouvoir écologique à l'écopouvoir, la vie en sursis

« Oubliant que l'espace est inséparable du temps
au moment même où nous le découvrons, nous avons
cru l'étendre en accélérant nos moyens de transport,
alors qu'ils précipitent l'implosion de la peau de chagrin
que nous avons sous les pieds, implosion que ne
compense en rien l'explosion de nos fusées dans le vide
interstellaire

Bernard CHARBONNEAU, *Finis Terrae*

De l'éclatement de la projection internationale à la nature de l'écopouvoir

Les autonomies politiques bolivienne et équatorienne, dont la dynamique dépend de la rupture avec les lignes diplomatiques passées, s'effacent sous la pression continue des rapports de pouvoir écologique. Les blocs hégémoniques constitués pour la prise du pouvoir et par elle n'auront pas résisté à la permanence de contradictions sérieuses, attachées aux communs environnementaux eux-mêmes.

La prise du centre étatique n'oblitére nullement la longue histoire sociale des espaces amazoniens. Elle ne met pas un coup d'arrêt immédiat à l'intégration capitaliste des marchés nationaux et, par ricochet, à la transformation subséquente de ces mêmes espaces. Enfin, la très longue histoire des interactions entre les êtres humains et leurs milieux modèle aussi les formes de l'action sociale et politique, sans possibilité de réinvention totale. Cette très longue histoire est aujourd'hui *saisie* dans les mailles du changement climatique et de la sixième phase d'extinction de masse, déterminantes majeures des dynamiques sociales de ce siècle. Pour ce que la périphérie contribue au changement climatique, l'atténuation du phénomène – et la maîtrise de ces dynamiques – ne leur appartient pas absolument.

Cependant, les cas bolivien et équatorien sont essentiels en ce qu'ils font partie des pays amazoniens : cette forêt mythique, poumon du monde et étendard de l'écologie globale, compte beaucoup dans l'atténuation du changement climatique. Sans être contributeurs massifs aux dynamiques du changement climatique, ces pays se trouvent cependant dans *une* position de responsabilité singulière, du fait de la seule présence de l'Amazonie sur leur territoire.

Cet espace singulier ne se limite guère aux frontières ou aux catégories nationales d'analyse, et ses dimensions globales ont été déployées dans la seconde partie de cette thèse. L'éclatement concomitant des blocs hégémoniques et des projections internationales écologiques, orientées de plus en plus vers d'autres causes qui font elles aussi écho à des préoccupations familières aux blocs politiques construits auparavant⁹⁴⁷, repose sur une faille ouverte dans le récit contre-hégémonique à partir de la réalité matérielle des relations de pouvoir écologique.

Ces relations, qui renvoient tant à l'imaginaire anthropologique, aux dynamiques capitalistes, aux désaccords politiques qu'aux interactions changeantes et mouvementées entre les

⁹⁴⁷ Pour la Bolivie, la question de l'accès à la mer a constitué l'aspect central, fondamentalement national, de la diplomatie, à partir d'une demande formulée à la cour internationale de justice de la Haye d'obliger le Chili à négocier sur ce point – le processus, commencé en 2013, se solde par un échec en 2018. En ce qui concerne l'Équateur, la diplomatie est à l'initiative d'un processus, dans le cadre de l'AG de l'ONU, visant à encadrer juridiquement et de façon contraignante l'action des entreprises transnationales au niveau mondial. Ce processus est toujours en cours.

sociétés humaines et leurs milieux, méritent de s’y arrêter. Nous posons l’hypothèse, centrale pour cette troisième partie, que les relations de pouvoir écologique sont l’une des forces déterminantes, sinon la plus déterminante, des relations internationales contemporaines.

A l’épreuve des terrains de recherche, il a été possible de les observer à l’œuvre, déstructurant des blocs hégémoniques et privant d’élan ces projections internationales construites à partir d’une logique contre-hégémonique au niveau global. Puisque les objets de notre recherche nous ont amené à les considérer dans leurs multiples dimensions, que leurs interactions avec les communs environnementaux sont le point nodal des conflictualités socio-écologiques dont il a été jusqu’ici question, reste désormais à les articuler pour tenter de donner naissance à ce qui peut être un cadre d’interprétation des relations internationales contemporaines.

Rappelons à ce stade le pari sur lequel se fondait la seconde partie de la thèse : en finir avec le rayon paralysant de la dichotomie entre international et domestique. C’est dans la même perspective qu’il est nécessaire de déployer une analyse de la logique des relations de pouvoir écologique et tenter, par-delà les relations, de saisir l’essence même du pouvoir écologique, l’écopouvoir. Pour ce faire, il faut s’appuyer sur le matériau le plus sûr et stable dont nous disposons, les dynamiques socio-écologiques des terrains d’étude.

Mais le pari du dépassement de la distinction entre domestique et international implique nécessairement une possibilité d’extension des conclusions théoriques tirées des communs amazoniens à d’autres espaces, sur d’autres continents ou à d’autres niveaux. Si l’un des fils de cette étude consiste à *spatialiser* le global, c’est également pour que naisse de l’étude des relations spatiales une idée plus précise du *global*, dans la lignée de ce qu’écrit Timothy Morton : « « L’ici » est un maillage de présences et d’absences enchevêtrées, et non un concept fondamental, localiste, antiglobal »⁹⁴⁸.

Quel système ? Quelle hiérarchie ? Quelles asymétries de pouvoir ? sont des questions récurrentes dans l’étude des relations internationales. A la lumière de l’écopouvoir, il est possible d’y apporter de nouvelles réponses.

La thèse de cette partie est qu’elles prennent un sens tout à fait nouveau à l’ère anthropocène. Le rattrapage des autonomies bolivienne et équatorienne n’est pas un phénomène politique qui relèverait uniquement de l’écrasement de la périphérie par le centre, comme l’avançait René Zavaleta⁹⁴⁹. C’est un phénomène qui résulte de la constitution d’une étrange force, entre Etats

⁹⁴⁸ T. MORTON, *La pensée écologique*, op. cit., p. 172.

⁹⁴⁹ R. ZAVALA MERCADO, *Lo nacional-popular en Bolivia*, op. cit.

et mouvement altermondialiste transnational, dont les objectifs dépassent les capacités politiques objectives de ces deux Etats. C'est un phénomène qui prend, en quelque sorte, un sens tragique puisque s'y dévoilent les contradictions propres à l'ère anthropocène, celles qui pourraient bien être finales et ne jamais se résoudre.

Les relations de pouvoir écologique sont définies par trois dynamiques dont l'analyse constitue l'objet même de cette partie. La science politique des relations internationales repose fondamentalement sur ces trois dynamiques, dont le sens nouveau *provient* précisément de l'enjeu écologique comme tel.

La première de ces dynamiques repose sur un paradoxe : la mondialisation économique a érodé la souveraineté et la capacité d'orienter, pour les collectifs humains, les dynamiques sociales et économiques *au moment même où cette réorientation prend le caractère d'une nécessité vitale pour le genre humain*. Cette dynamique qui traverse les relations internationales renvoie à une revendication d'autonomie à tous les niveaux de pouvoir. Là où la souveraineté échappe ou n'a jamais pleinement existé, l'autonomie fait figure de solution. Autonomie locale, micro-régionale, nationale, macro-régionale : cette revendication puise ses motifs dans des sources politiques bien diverses, mais elle renvoie à cette nécessité *objective* de contrôle des destinées humaines, nécessité qui n'a jamais été aussi pressante. L'hypothèse posée par le premier chapitre de cette partie est la suivante : **la souveraineté se recompose à partir de l'enjeu écologique, qu'elle soit contestée ou revendiquée**. Le premier chapitre de cette partie analyse, toujours à partir des cas d'étude, l'articulation entre écologie, souveraineté et autonomie : quelles recompositions imaginer pour l'espace mondial contemporain ?

La seconde dynamique renvoie aux tensions posées par la projection internationale de cette volonté d'autonomie. Le Sud, promis à un projet politique commun par la fraction la plus militante du mouvement des non-alignés⁹⁵⁰, trouve une forme d'unité dans l'attribution des responsabilités historiques de l'Europe et des Etats-Unis dans les dynamiques actuelles du changement climatique. Il y trouve une autonomie discursive et un récit qui pose les bases d'une contre-hégémonie internationale. Le second chapitre de cette partie repose sur l'hypothèse d'une mise en abyme, par-delà intériorité et extériorité : ce mouvement vers l'autonomie, fondé partiellement sur la souveraineté, interroge sur les conditions de possibilité d'un modèle de développement alternatif. La revendication d'autonomie vis-à-vis de l'Europe et des Etats-Unis tend à se produire *à partir* d'une définition négative de cette autonomie projetée. Elle recoupe le sentiment anti-impérialiste

⁹⁵⁰ B. KORANY, « End of History, or Its continuation and Accentuation? The Global South and the "New Transformation" Literature », *art. cit.*, pp. 12-13.

analysé dans les deux premières parties de cette thèse. **Les conditions positives d'un modèle alternatif fondé sur le concept de *la justice écologique* se pensent à partir de cette dynamique en tension, de la projection internationale et transnationale de l'autonomie écologique.** Les contradictions du Tiers-Monde, hier, sont celles du Sud aux intérêts divers face au changement climatique. Elles sont celles du système-monde capitaliste, singulièrement réactualisées par ce que politique écologique veut dire.

Enfin, troisième dynamique, d'importance : la confrontation toujours plus grande de conceptions sociales de l'espace et du temps qui, ramenées à la réalité objectivée par les climatologues, se joue sur un terrain entièrement inédit, celui de la survie de l'espèce. Ce terrain est le revers du biopouvoir, l'échec d'une politique de l'espèce qui laisse place à l'écopouvoir, ouverture nouvelle ou fermeture définitive du champ politique. Lorsque Henri Bergson défend, dans *La pensée et le mouvant*, sa position métaphysique, il discute la théorie de la relativité générale d'Einstein. D'un monde de choses à un monde de relations, de Newton à Einstein, une réalité fondamentale ne change pas, celle de l'inscription dans un système de références donné.

« Pour rétablir des choses, et par conséquent le Temps et l'Espace (comme on le fait nécessairement chaque fois qu'on veut être renseigné sur un événement physique déterminé, perçu en des points déterminés de l'Espace et du Temps), force est bien de restituer au monde une figure ; mais c'est qu'on aura choisi un point de vue, adopté un système de référence. Le système qu'on a choisi devient d'ailleurs, par là même, le système central »⁹⁵¹. S'il faut se méfier du réductionnisme positiviste, l'analogie est ici utile : les points de vue, s'ils peuvent, dans une certaine mesure, être adoptés successivement, ne peuvent l'être *simultanément*. **Les systèmes de référence des forces sociales liées par les relations de pouvoir écologique sont de plus en plus inconciliables.** Aussi, les relations de pouvoir écologique prennent-elles de plus en plus la forme d'un conflit ouvert.

Cette nature *spécifique* des relations de pouvoir écologique s'éclaire à partir d'un concept que nous développons au fil de cette partie : l'écopouvoir. C'est de la nature même de ce que cet écopouvoir suppose – la vie ou la mort de l'espèce – que la nature du *politique* et donc des relations internationales, est bouleversée fondamentalement. Du rattrapage des autonomies politiques équatorienne et bolivienne, cette partie ouvre sur la possibilité de maîtrise de cet écopouvoir, polycentrique et mouvant.

⁹⁵¹ H. BERGSON, *La pensée et le mouvant : essais et conférences*, Paris, Presses Univ. de France, 2013, p. 39 (Quadrige Grands textes). Nous soulignons.

Chapitre 7. Retour du souverain et autonomie au prisme du bouleversement écologique

« La Révolution est en marche. Les hommes vont enfin pouvoir manger à leur faim et partager le bien commun des peuples : la connaissance et la bonté. Mais avant, dans la boue, la Révolution trime. Et toi, tu es né pourquoi ? »

Jean SENAC, *Ebauche du père*

Autonomie et souveraineté sont des concepts qui semblent s’opposer à la lecture des relations de pouvoir écologique. Ils sont comme le miroir de l’opposition entre local et national, Etat et structures communautaires, communauté nationale et communauté locale. Mais ces oppositions sont trop binaires pour dire à elles seules les rapports de force concrets liés à la protection des communs environnementaux.

En effet, du local au national, nombreux sont les détours territoriaux et les niveaux de pouvoir qui nécessitent de se pencher sur la complexité scalaire des communs environnementaux. S’ils sont une figure concrète du *global*, l’une de ses dimensions spatialisées, ils sont aussi les lieux d’une superposition de territoires politiques et administratifs que l’on aurait tort de penser harmonieusement articulés par les appareils d’Etat. La tension qui anime les relations entre différents niveaux de pouvoir est une dimension incontournable des relations de pouvoir écologique. Plus, elle est une lumière nécessaire pour éclairer rétrospectivement les projections internationales contre-hégémoniques et le ralentissement qu’elles ont connu. Les réalités locales ne sont pas uniquement marquées, en Equateur et en Bolivie, du sceau indigène. Elles sont également liées au niveau régional, héritage des structures administratives coloniales. Cette irruption du régional dans l’analyse pousse à distinguer deux mouvements contradictoires qui correspondent à la projection puis au ralentissement des projections internationales. *D’abord, le local peut être utilisé par le national contre le régional, la question indigène par l’Etat central contre les structures administratives intermédiaires qui tendent à limiter son pouvoir. Ensuite, ce local saisi par la question indigène peut être également utilisé par les structures intermédiaires de pouvoir comme appui contre l’Etat central.* Au premier mouvement correspond la projection et ses soutiens, au second le ralentissement et les failles au sein des blocs hégémoniques.

L’autonomie politique est constitutive de la projection internationale tant qu’elle ne s’oppose pas frontalement et directement à la souveraineté de l’Etat. Pour comprendre cette labilité des usages de l’autonomie politique comme concept et instrument des luttes socio-écologiques, il faut revenir à ses origines intellectuelles dans les milieux indigènes *et* écologistes. Conçue comme résistance à l’Etat colonial, l’autonomie indigène revendique une autre forme de seconde indépendance, celle de la décolonisation de la politique, dont les rapports avec la structure étatique sont historiquement conflictuels. C’est à partir de cette pensée méfiante vis-à-vis de l’Etat central que s’est déployée l’alliance stratégique entre écologistes et organisations indigènes. *La revendication par les Etats bolivien et équatorien de ce concept d’autonomie, ou à tout le moins de l’inclusion des indigènes, sème le trouble dans cette opposition autonomie indigène/Etat.* Elle transforme la nature des relations de pouvoir écologique en modifiant substantiellement les forces qui y prennent part – l’Etat devenant pour les forces écologistes et indigènes un allié potentiel. C’est *à partir de ce point* que l’enjeu de la définition

de la communauté possible pour les communs devient essentiel aux rapports de force politique nationaux et internationaux – dans la mesure où le socle sur lequel elle repose se trouve soudainement mobile.

C'est donc sous une nouvelle lumière que se présente l'opposition entre souveraineté et autonomie politique. La souveraineté comme pouvoir effectif sur le territoire national peut en effet être définie comme autonomie politique de la communauté nationale sur le territoire et vis-à-vis d'autres puissances souveraines. C'est de cette ambiguïté que naît également la liaison des différents secteurs qui composent les blocs hégémoniques⁹⁵². La souveraineté, fragilisée, se réaffirme dans les processus politiques bolivien et équatorien. Deux voies de réaffirmation sont cherchées qui affectent les communs environnementaux et sont *à la fois* nationales et internationales : le contrôle politique sur le territoire d'un côté, la transition vers un modèle alternatif de développement de l'autre. Le succès de l'un peut se faire au détriment de l'autre, et les points d'articulation ou de rupture entre eux sont des éléments fondamentaux et constitutifs de la conflictualité socio-écologique.

Ce chapitre envisage donc la réarticulation, à partir des relations de pouvoir écologique contemporaines, des rapports entre souveraineté étatique, autonomie politique et écologie. La revendication conjointe de la souveraineté et de l'autonomie ne repose pas nécessairement sur une production narrative à usage tactique. Ces concepts ne s'opposent pas nécessairement sur le plan théorique, ni *a priori* sur le plan de la pratique politique. Néanmoins, l'exploration des conditions du raidissement entre les secteurs qui réclament l'autonomie politique et ceux qui défendent la souveraineté de l'Etat doit être éclairée par-delà le politique. L'autonomie *et* la souveraineté s'affrontent dans des conditions matérielles déterminées, celles-là même qui ont été définies dans la deuxième partie.

⁹⁵² Cf. première partie. C'est en effet un enjeu important que l'autonomie comme pouvoir immanent à l'humanité ou à la communauté humaine, que ce soit pour les indigènes, la gauche socialiste ou nationale-populaire, et l'écologie politique – les trois dimensions idéologiques dont nous faisons état dans la première partie de cette thèse.

I- Le local et le national à la lumière du régional : caractérisations des conditions de la projection internationale et de son ralentissement

Le niveau régional est d'une importance indéniable en Bolivie comme en Equateur. Il introduit de la complexité dans les relations de pouvoir écologique, puisque la question même des communs environnementaux peut s'inscrire dans un rapport de force entre l'Etat et les structures intermédiaires : ce rapport de forces trouve ses origines historiques dans la colonie, puis surtout dans la phase d'indépendance et la structuration administrative des Etats bolivien et équatorien. Cette territorialité régionale produit également des *identités politiques* qui s'ajoutent et se croisent avec l'espace singulier qu'est l'Amazonie, et introduisent un acteur supplémentaire dans une pièce qui implique tous les niveaux imaginables. La difficulté posée par la question régionale aux gouvernements du MAS et de PAIS devait être contournée : c'est l'un des sens de la projection internationale contre-hégémonique, qui tend à proposer une *universalisation du local* amazonien.

a. Le niveau régional, nouveaux éclairages sur la question indigène

L'héritage colonial

Par niveau régional, nous entendons ici les structures intermédiaires qu'il est nécessaire de mentionner pour l'intelligence de la complexité territoriale relative aux communs environnementaux. En Bolivie comme en Equateur, ces structures intermédiaires sont marquées par l'histoire de la Conquête, mais surtout par celle des indépendances. De la Conquête, d'abord, puisque c'est d'Europe que l'invasion est venue, et l'Espagne qui a marqué les limites des différentes provinces. Des provinces naissent des pays, Républiques indépendantes, au début du XIX^e siècle ; au XX^e siècle viennent les moments révolutionnaires qui marquent l'histoire de l'Amérique latine⁹⁵³.

C'est au moment de la création des Républiques indépendantes que les territoires étatiques se définissent, par le découpage administratif. Le geste étatique par excellence, qui prend place au cœur même de la rationalité étatique, c'est le découpage territorial. La Bolivie porte le nom du général Simon Bolivar, et l'Equateur faisait partie de la Grande Colombie conçue par lui comme l'antichambre d'une plus vaste unité sud-américaine. L'influence européenne est marquante dès l'indépendance, Bolivar est pétri des idées rapportées d'Europe, et fortement impressionné par la Révolution française⁹⁵⁴. La construction administrative française est un modèle pour les élites politiques au XIX^e siècle. Aussi arbitrairement qu'ont été tracées les limites des provinces

⁹⁵³ A. ROUQUIE, *Amérique latine : introduction à l'Extrême-Orient : introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1998.

⁹⁵⁴ P. VAYSSIERE, *Simón Bolívar : le rêve américain*, Paris, Payot, 2008 (Biographie Payot).

espagnoles, continuées en Etat, des provinces internes aux Etats récemment indépendants sont déterminées.

Mise à part la question des territoires communautaires d'origine, innovation de la Constitution de 2009, les échelons administratifs boliviens recourent ceux de la France contemporaine : municipalités (339), provinces (112), département (9). Pour ce qui est de l'Equateur, paroisses (1500), cantons (221) et provinces (24) divisent également en trois niveaux administratifs le territoire étatique. La tripartition territoriale est donc la règle, et les principes de décentralisation administrative figurent dans les deux constitutions à des degrés divers. En d'autres termes, la rationalisation étatique issue de la colonisation et, surtout, des indépendances, s'est écrite sur les territoires bolivien et équatorien.

La superposition territoriale et la dilution du territoire indigène

La communauté indigène est construite théoriquement comme historiquement opposée à l'Etat. Dans ce contexte, les capacités d'articulation entre le pouvoir central et l'échelon local sont un facteur décisif de la conflictualité socio-écologique. Elle ne doit cependant pas occulter les conflits territoriaux concrets entre territoire ancestral et limites administratives. Les conflits socio-écologiques ne tiennent pas à la seule expression centralisée du pouvoir d'Etat, mais également aux points de friction entre les institutions décentralisées et les revendications territoriales indigènes.

En effet, l'attribution de territoires aux indigènes, que ce soit pour l'isolement volontaire en Equateur ou pour les territoires communautaires d'origine en Bolivie, peut les rendre dépendants de *plusieurs* départements ou provinces. Dès lors, l'autorité administrative compétente pour telle ou telle communauté n'est pas clairement définie. Le territoire Yurakaré, par exemple, est à l'intersection de trois départements et trois municipalités. En soi, la division administrative, postérieure à un état d'indéfinition écrite du territoire – le territoire étant auparavant vécu hors des critères fixes de la raison d'Etat – détruit l'organisation politique et sociale des indigènes⁹⁵⁵. Elle les rend comptables de logiques qui ne leur sont pas propres.

Bien que l'Etat soit la puissance à l'œuvre, la continuité de son pouvoir s'inscrit dans des structures politiques relativement autonomes, y compris des municipalités indigènes – structures à partir desquelles se réorganise la vie communautaire. L'explication de cette inarticulation entre communautés indigènes et structures administratives se trouve dans le mythe colonial d'une terre abandonnée, à laquelle seul manquerait le travail humain pour être productrice de richesses infinies.

⁹⁵⁵ Rosario León, sociologue au CERES, Cochabamba, 9 août 2016.

Rosario León, sociologue au CERES, nous décrit le processus clairement. Dans les années 1960, durant lesquelles s'organise « l'invasion des terres basses », le mot d'ordre lancé par le Président bolivien est clair : il faut s'installer dans les « *tierras baldías* », les terres perdues. Il s'agit dès lors de les qualifier « comme terres sans maîtres »⁹⁵⁶, comme s'il n'y avait là personne.

La définition du point de tension est simple : les frontières des territoires indigènes, en Bolivie comme en Equateur, sont déterminées arbitrairement⁹⁵⁷ et entrent sous la juridiction d'une pluralité d'autorités administratives et politiques. Dès lors, les populations indigènes font face à un double problème.

D'une part, le territoire sur lequel ils sont supposés évoluer ne fait pas sens au regard de leurs histoires particulières. La continuité dans l'espace comme dans le temps est rompue. D'autre part, ce territoire est fragmenté politiquement. C'est à *partir* de cette division territoriale que la conflictualité interne aux indigènes des terres basses naît, dans le Típnis comme dans le Yasuní. Différentes communes peuvent prendre des décisions contradictoires vis-à-vis de projets extractivistes, ou adopter des comportements plus ou moins coopératifs avec les entreprises transnationales⁹⁵⁸.

Par-delà l'Etat central

Le problème de l'autonomie indigène doit donc être saisi au-delà du simple rapport à l'Etat central, entendu comme le gouvernement et les institutions de la capitale *contre* les communautés indigènes. En effet, l'angle mort d'une telle perspective se trouve dans l'autonomie politique d'institutions intermédiaires qui ont leur importance dans les rapports de force qui déterminent les possibilités de protection des communs environnementaux.

L'opposition Etat/communauté indigène trouve en partie ses raisons dans l'inarticulation des communautés indigènes des terres basses et des modes de représentation politiques supposés par l'Etat central. Mais ce problème n'est pas immédiatement contemporain. Il est celui des modernités bolivienne et équatorienne depuis l'arrivée de Francisco Pizarro. La perte de sens laissée par la chute de l'Inca est vieille de cinq siècles, avec la mort d'Atahualpa : « ce centre assassiné, c'est le point de repère vivant de l'univers qui disparaît, c'est son ordre qui, brutalement, se trouve brisé. C'est pourquoi l'élégie de la mort d'Atahualpa chante la participation de la nature au drame de la

⁹⁵⁶ *Idem* : «Tierras sin dueño. ¿Qué quiere decir eso? No existe nadie, no hay nadie».

⁹⁵⁷ Natalia Greene, responsable du réseau CEDENMA, Quito, 7 janvier 2015 ; Rosario León, sociologue au CERES, Cochabamba, 9 août 2016.

⁹⁵⁸ Esperanza Martínez, directrice Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015 ; l'exemple de la clientélisation plus ou moins réussie des communautés indigènes est relatif au parc Yasuní, où certaines communautés acceptèrent la présence des entreprises transnationales, là où d'autres décidèrent d'une stratégie conflictuelle.

Conquête : « la terre refuse de dévorer le cadavre de l’Inca, les précipices et les rochers tremblent et entonnent des chants funèbres, les larmes se joignent en torrents, le Soleil s’obscurcit, la Lune malade rétrécit, et le temps lui-même se réduit d’un clin d’œil »⁹⁵⁹.

L’expression de ce temps long est nette dans la construction d’identités régionales et la prise d’autonomie de structures intermédiaires de pouvoir. La construction de l’Etat a modifié durablement la structuration politique du territoire et les représentations dominantes du pouvoir.

b. La puissance de l’identité régionale, l’ancrage territorial d’identités politiques

Les organisations indigènes ne sont pas seules à articuler leurs revendications à une dimension territoriale. Deux autres formes d’articulation politiques *locales* au territoire peuvent être mentionnées : l’allégeance au-delà des communautés et le séparatisme.

L’allégeance par-delà les communautés

L’allégeance identitaire par-delà les communautés n’est pas nécessairement un fait régional. Il est même possible de défendre qu’en Bolivie l’allégeance politique indigène a été construite comme l’un des points d’appui d’Evo Morales, malgré son peu d’intérêt pour la question proprement indigène auparavant. Cette allégeance s’est construite *à partir* d’un territoire précis, le Chapare. Elle était d’abord l’allégeance des *cocaleros*, allégeance premièrement sociale, correspondant à une tradition syndicale, puis a été *traduite*, au niveau national, en allégeance indigène⁹⁶⁰. Une base territoriale permet la projection d’un dirigeant politique au niveau national, auquel l’usage de la rhétorique indigène permet de transcender la question communautaire tout en s’assurant la loyauté des organisations indigènes. Les « coutumes » et les « ancêtres » sont une référence permanente du discours d’Evo Morales, le *Vivir Bien* s’inscrit dans une dimension nationale, mais la communauté n’est pas un maillon central pour celui qui reste, avant tout, un Chef d’Etat.

L’Equateur a connu un parcours *localisé* lui aussi, dont l’articulation territoriale correspond avant tout à une fidélité politique d’une région pour un dirigeant politique. Il s’agit de l’ancien Président Lucio Gutierrez. Son implantation très forte dans l’*Oriente*, la région amazonienne à l’Est du pays, est liée en partie à son histoire familiale. Né à Quito, il a passé une partie de son enfance dans l’Amazonie équatorienne. Il prend part au coup d’Etat de 2000 contre Jamil Mahuad. Lucio Gutierrez est alors appuyé par la CONAIE.

⁹⁵⁹ N. WACHTEL, *La vision des vaincus, op. cit.*, p. 60.

⁹⁶⁰ C’est là le nœud de la construction du sujet indigène-originaire-paysan ; cf. *supra*, Chapitres 2 & 4.

En 2009, c'est le principal opposant à Rafael Correa lors des élections présidentielles. Il l'emporte dans toutes les provinces amazoniennes. A ce moment où l'initiative Yasuní-ITT est toujours en cours de négociation, il gagne dans les deux provinces où se trouve le parc. A Orellana, il obtient 64,37 % des suffrages exprimés. A Pastaza, 56,22 % des électeurs le choisissent. Au niveau national, Rafael Correa gagne l'élection présidentielle dès le premier tour avec 51,99 % des suffrages exprimés⁹⁶¹. En 2013, Lucio Gutierrez l'emporte uniquement à Napo, région où il a vécu, démonstration du caractère variable de cette allégeance.

L'allégeance politique territoriale, par-delà les communautés en ceci que ni Lucio Gutierrez ni Evo Morales ne sont des dirigeants de communautés ou d'organisations indigènes, est un facteur fondamental dans la construction politique des espaces amazoniens. C'est un enjeu politique majeur de s'emparer de la dimension indigène : elle est, dans un pays comme l'autre, productrice de sens commun.

La puissance du séparatisme

L'identité régionale se construit essentiellement le long d'un axe Ouest-Est en Bolivie comme en Equateur, qui sépare les terres hautes occidentales des terres basses orientales⁹⁶². Les résultats électoraux équatoriens donnent l'image d'une région orientale défiante vis-à-vis du pouvoir central, et centralisateur, incarné par Rafael Correa. Cette défiance s'est, en 2009, exprimée par la figure de Lucio Gutierrez.

En Bolivie, l'articulation entre identité politique régionale et territoire prend une autre coloration. Là où l'Equateur révèle une différence marquée de nuances, la Bolivie risque le changement de gammes chromatiques, la séparation nette et la partition du pays. C'est en particulier le cas des départements du Beni et de Santa Cruz, les plus riches de Bolivie, cœur de l'agro-industrie bolivienne⁹⁶³. Pando et Tarija, départements riches de ressources naturelles, singulièrement de pétrole, faisaient également peser la menace séparatiste au début du premier mandat d'Evo Morales : il se nommèrent les départements de la Media Luna. Le département en pointe de la contestation est la base historique de la droite dans le pays, Santa Cruz. L'une des luttes liées à la question de la centralisation est donc une lutte décisive entre l'Etat central et ces départements⁹⁶⁴.

⁹⁶¹ https://es.wikipedia.org/wiki/Elecciones_presidenciales_de_Ecuador_de_2009#Resultados

⁹⁶² En Equateur, la région côtière constitue une autre face de la construction d'identités politiques territoriales. Cf. *supra*, Chapitre 5.

⁹⁶³ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁹⁶⁴ D. RECONDO, « Participatory Decentralization in Bolivia: The Genealogy of an Institutional Transplant », in *Democracy at Large. NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2012, pp. 125-145.

La forte revendication d'autonomie départementale pendant le processus constituant est décisive. C'est un autre visage de l'autonomie qui s'y forme. La stratégie d'Evo Morales est alors double : convoquer des référendums révocatoires, pour les préfets de ces régions ainsi que pour lui, et jouer l'autonomie indigène et régionale contre l'autonomie départementale. La nature des débats à la Constituante tient à l'équilibre respectif entre, d'une part, les *différentes autonomies* et, d'autre part, ces instances autonomes et l'Etat. Evo Morales remporte le référendum, mais une majorité électorale de trois des quatre départements séparatistes répondent non à la question de son maintien au pouvoir⁹⁶⁵.

Quant à la seconde dimension de la stratégie d'Evo Morales, elle est mise à mal par le conflit du Tipnis : il devient pour lui difficile d'opposer l'autonomie indigène à l'autonomie départementale, là où la droite de Santa Cruz profite de l'occasion pour soutenir le mouvement contre la construction de la route au sein du Tipnis⁹⁶⁶. Ce ne sont pas les considérations écologistes qui poussent ces secteurs, représentants politiques de l'agro-industrie massive, à soutenir une lutte socio-écologique, pas plus que l'autonomie départementale *en soi* constitue un combat pertinent de leur point de vue. Le rapport de force est politique et relève d'un contexte historique singulier, celui du *Proceso de Cambio*.

Le territoire éclairé par les circonstances politiques

L'identité politique régionale – entendue comme allégeance éphémère entre un dirigeant et un territoire ou revendication séparatiste d'un territoire – n'est pas un fait définitif. Cette identité est déterminée politiquement, et la revendication d'*autonomie* n'est aucunement définie *a priori*.

La dimension tactique de la revendication d'autonomie pour les départements en Bolivie, ou de l'opposition au pouvoir central pour le cas équatorien, doit être impérativement soulignée. Là où l'alliance entre écologistes et indigénistes est d'ordre stratégique et mondiale, pérenne dans le temps, les moments de soutien, *au nom de l'autonomie*, de responsables politiques de droite aux organisations indigènes sont des variations tactiques. En d'autres termes, le contenu politique des revendications – par exemple la protection du Tipnis – est déterminé par ses finalités politiques et territoriales. L'impact immédiat d'une telle manœuvre tactique est d'affaiblir la clarté de mouvements socio-écologiques et donner de l'eau au moulin du gouvernement, qui peut tenter de trouver là des éléments pour étayer la thèse anti-impérialiste d'un soutien des Etats-Unis à ces

⁹⁶⁵ F. MAYORGA et B. RODRIGUEZ, "Nacionalismo e indigenismo en el gobierno del MAS", *Revista Temas y Debates*, n° 20, octobre 2010, pp. 105-107.

⁹⁶⁶ Fernando Molina, journaliste, La Paz, 6 juillet 2016.

mouvements : en Equateur comme en Bolivie, la droite est perçue, du fait de sa sympathie pour Washington, comme « vendeuse de la patrie », base d'un « discours antiimpérialiste dirigé tant contre les États-Unis que contre une classe politique bolivienne qualifiée de vendepatria, agissant en fonction des exigences de « l'étranger » »⁹⁶⁷.

Les enjeux politiques autour du territoire n'admettent pas uniquement la dimension globale des communs environnementaux, la puissance renouvelée du gouvernement central et la forte revendication indigène : ils sont aussi constitués par la dimension régionale, niveau moyen hautement conflictuel. Cette conflictualité est liée à la nature des processus bolivien et équatorien. Les classes dominantes perdant à ce moment le contrôle du Parlement et du gouvernement, elles peuvent trouver des points de repli tactique au niveau régional, ou dans d'autres appareils d'Etat, comme le suggère Nikos Poulantzas à propos des moments révolutionnaires⁹⁶⁸.

La lutte territoriale est, dans ce cadre, la continuation de la lutte électorale par d'autres moyens. Elle ne se limite pas aux organisations indigènes, dans le contexte où l'Etat central ne dispose pas d'un monopole de la violence légitime assis de longue main⁹⁶⁹.

L'intégration du niveau régional permet d'éclairer en retour les dynamiques de politique internationale bolivienne et équatorienne.

c. La tentative d'universalisation du local

La projection internationale à partir d'espaces localisés

La lecture des projections internationales bolivienne et équatorienne comme force de cohésion des blocs hégémoniques a été menée dans la première partie de cette thèse. Mais la décision de le faire *à partir d'une histoire marginalisée et d'espaces menacés par la destruction* est un choix sur lequel il faut revenir à ce stade du travail.

En effet, alors que la dimension centralisatrice des deux nouveaux gouvernements est claire, impliquée par la volonté affirmée de façon permanente de renforcer l'Etat et ses structures affaiblies⁹⁷⁰, l'aspect périphérique des blocs électoraux qu'ils ont constitués l'est tout autant. Cette tension est d'une importance première, entre une majorité socialement constituée à la périphérie,

⁹⁶⁷ H. DO ALTO, « De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 42, 2007, p. 90.

⁹⁶⁸ N. POULANTZAS, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, op. cit.

⁹⁶⁹ A. CHAPARO, « D'étranges coopératives de mineurs », *Le Monde Diplomatique*, août 2018. En août 2016, alors que nous revenions de notre enquête de terrain, le vice-ministre de l'intérieur bolivien s'est fait assassiner par des « coopérativistes » alors qu'il allait négocier avec eux pendant un conflit social.

⁹⁷⁰ Cf. *supra*, Chapitre 4 & 5.

et une volonté de centralisation à partir des institutions étatiques. L'un des moyens de résolution⁹⁷¹ de cette tension est la projection internationale d'une politique contre-hégémonique en matière écologique.

Cette projection permet, dans un premier temps, de concentrer les forces des nouveaux blocs hégémoniques vers cet objectif international qu'elles partagent toutes. Elle permet également de lier le local au national sans avoir nul besoin de faire appel au niveau régional. C'est à *partir* d'un problème posé par le statut de la nature dans le monde contemporain occidentalisé – essence du discours bolivien – ou par une responsabilité politique laissée hypocritement aux Etats constitués par la modernité comme périphériques – essence du discours équatorien – que se noue le lien entre espaces localisés et gouvernement national.

L'espace de la nation comme l'espace des communautés indigènes sont dans cette perspective trop étroits pour saisir dans leurs seules limites le problème écologique et garantir une Amazonie préservée pour le monde entier. L'affirmation d'une politique contre-hégémonique de l'environnement tentait de modifier les relations de pouvoir écologique au niveau international. Dans cette perspective, l'adversaire principal se trouve en Amérique du Nord, l'Empire états-unien étant l'un des fers de lance essentiels du développement capitaliste au niveau global. Mais il n'est pas à exclure qu'il puisse trouver des appuis au niveau national, ce pourquoi le niveau départemental ou régional, les corps intermédiaires en général, sont considérés avec défiance par les gouvernements de PAIS et du MAS.

Cet effort commun, partagé par les secteurs écologistes, indigénistes et de gauche, repose sur l'articulation de la dimension locale – la communauté indigène – et de la dimension nationale du politique. Ils trouvent leur point d'union dans la projection internationale. Après les conflits, c'est le seul qui, vaille que vaille, leur reste éventuellement.

Universaliser le local ou le renouvellement du projet transnational

Les projections internationales bolivienne et équatorienne ont, en réalité, tenté de renouveler deux voies d'organisation transnationales qui, par ailleurs, communiquaient largement. L'ascension indéniable des peuples autochtones comme acteur des Nations unies est le premier versant de ce phénomène⁹⁷². Sa constitution mondiale a été précédée par la création de réseaux transnationaux d'ordre régional en premier lieu, à l'image de la COICA. Ces phénomènes trouvent

⁹⁷¹ Cette voie de résolution, partielle, n'est pas la seule à avoir été essayée. D'une certaine façon, les Constituentes comme processus démocratiques initiaux et fondateurs relèvent de la même tentative.

⁹⁷² I. BELLIER, « Les peuples autochtones aux Nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », *art. cit.*

leur origine dans les années 1980 et 1990 et constituent également une base nationale pour les mouvements qui ont porté Evo Morales et Rafael Correa au pouvoir⁹⁷³.

Mais elle a aussi rencontré la dynamique altermondialiste formée à partir des années 1990, notamment autour de la figure politique du sous-commandant Marcos au Chiapas. Que le point d'ancrage historique et spatial de l'altermondialisme se trouve là où les communautés indigènes mexicaines entrent le plus évidemment dans la contestation d'un ordre national et international n'est pas hasardeux. Le mouvement du Chiapas porte une attention extrême à conserver la dimension *située* du projet formulé originellement. Il n'en prend pas moins une importance internationale, au lendemain de la chute de l'URSS et de la supposée « fin de l'histoire ». L'idée d'autogouvernement est centrale dans ce mouvement né dans une région marquée par l'extrême pauvreté.

Les forums altermondialistes ont été des lieux de rencontre des militants des organisations indigènes, des militants du Chiapas, des partis de gauche au niveau international, ainsi que d'organisations écologistes. C'est dans cette tradition transnationale que s'est formé un creuset pour les blocs idéologiques formés avant l'arrivée au pouvoir de PAIS et du MAS.

Dans un tel contexte, les projections internationales bolivienne et équatorienne s'interprètent doublement. Il s'agit *à la fois* d'une tentative d'universalisation d'une situation *localisée* – mimant en cela le geste européen, puis des grandes puissances à l'origine de l'ordre international – et d'une répétition *à partir* des Etats de la projection politique proposée par les peuples autochtones et le mouvement altermondialiste. Ces projections internationales sont comme un tiers issu de ces deux tendances entrecoupées.

La question de l'autonomie politique fonde la contre-hégémonie internationale

Il est possible de caractériser les projections internationales équatorienne et bolivienne comme tentatives d'universaliser des revendications dépendantes d'un espace donné, d'attribuer au local une dimension universelle. Elles rejoignent en ce sens les éléments posés par l'idée de *communs* comme nouvelle force de proposition politique contre-hégémonique au niveau mondial⁹⁷⁴. Les relations de pouvoir écologique saisies dans la seconde partie de ce travail montrent cependant une articulation difficile et parfois conflictuelle entre les exigences politiques posées par les niveaux local, national et international. C'est la question du pouvoir qui est centrale dans ces relations asymétriques entre les gouvernements d'Etats périphériques et des gouvernements de puissances

⁹⁷³ Cf. *supra*, Chapitre 1.

⁹⁷⁴ J. MCCARTHY, « Commons as counterhegemonic projects », *art. cit.*

centrales, entre l'Etat central et les communautés indigènes, entre les forces sociales contre-hégémoniques et les entreprises transnationales.

L'asymétrie en termes de pouvoir produit une revendication d'autonomie, c'est-à-dire un refus des structures de pouvoir telles qu'elles s'exercent. C'est sur ce point que les politiques internationales contre-hégémoniques se fondent, mais c'est également là qu'elles trouvent leurs limites internes. En effet, l'acquisition du pouvoir d'Etat suppose une volonté d'appropriation territoriale souveraine qui n'est pas unanimement acceptée par les communautés indigènes des terres basses.

La revendication d'autonomie suppose de lui donner un contenu politique. L'autonomie d'Etat renvoie à la souveraineté. L'autonomie régionale renvoie au séparatisme. L'autonomie indigène renvoie à l'autogouvernement. Ces différentes dimensions marquent foncièrement les luttes socio-écologiques.

Les tensions liées au possible séparatisme ou au pouvoir des corps intermédiaires sont en effet constitutives des relations de pouvoir écologique telles qu'elles ont pris forme dans ces deux pays. Leur dépassement a été proposé à travers l'idée d'un modèle alternatif universel, qui tendait à tenter de renouveler l'altermondialisme *depuis des Etats*, et proposer pour les peuples une autonomie capable de faire face à la question écologique. Mais une telle logique pouvait entrer en confrontation avec l'histoire de l'autonomie elle-même.

II- L'autonomie, moteur des luttes socio-écologiques

C'est depuis la question indigène que se forme foncièrement la centralité de la notion d'autonomie, mais elle ne s'y limite nullement. D'emblée, la question internationale se pose pour l'autonomie indigène et pour la question de l'autonomie de la communauté nationale. Ce double problème est fondamentalement articulé à la question des ressources naturelles, ce pourquoi la question de l'autonomie, pour ce qui est du *contrôle effectif* d'un territoire, est le moteur des luttes socio-écologiques.

a. Origines et caractérisations de l'autonomie indigène

Comprendre l'autonomie revient à saisir les ressorts des conflits socio-écologiques et approcher l'un des mécanismes les plus importants des relations de pouvoir écologique. L'autonomie indigène est un cas particulièrement éclairant si nous voulons saisir les ressorts

généraux de la poussée vers l'autonomie liée à l'entrée dans l'ère anthropocène, hypothèse que nous développons dans ce chapitre.

Nous proposons la définition suivante de l'autonomie à l'ère anthropocène : il s'agit de la revendication politique issue de sujets politiques – communautés, groupes sociaux, peuples – qui voient leurs milieux de vie se détruire sans en être responsables directement. La volonté de *prendre le contrôle* sur des facteurs sociaux, économiques et politiques qui causent le phénomène de destruction est la base pratique et théorique de la revendication d'autonomie.

A ce titre, la communauté indigène comme forme de revendication de l'autonomie est exemplaire. Dans un article portant sur le « système de gouvernement communal indigène », Gladys Tzul Tzul le définit en ces termes : « les réseaux pluriels d'hommes et de femmes qui créent des relations historico-sociales qui prennent force, corps et contenu dans un espace concret : des territoires communaux qui produisent des structures de gouvernement pour partager, défendre et récupérer les moyens matériels nécessaires à la reproduction de la vie humaine et des animaux domestiques et non domestiques »⁹⁷⁵.

L'autonomie indigène refuse le principe d'identité entre citoyens posé par l'existence même de l'Etat. L'autonomie indigène est un *principe de différenciation*. Comme l'écrit Pierre Clastres, « la dimension territoriale inclut déjà le lien politique en tant qu'elle est exclusion de l'Autre. C'est justement l'Autre comme miroir – les groupes voisins – qui renvoie à la communauté l'image de son unité et de sa totalité. (...). La logique de la société primitive, qui est une logique de la différence, entrerait en contradiction avec la logique de l'échange généralisé qui est une logique de l'identité, parce qu'elle est une logique de l'identification. Or, c'est cela que par-dessus tout refuse la société primitive : *refus de s'identifier aux autres, de perdre ce qui la constitue comme telle, son être même et sa différence, la capacité de se penser comme un Nous autonome*⁹⁷⁶.

C'est à partir d'une histoire de résistance à la constitution du pouvoir central que naît l'autonomie indigène comme mot d'ordre politique et forme explicitée théoriquement de revendication. Pour que la revendication soit formulée, elle doit l'être en fonction d'un obstacle à sa réalisation, et l'Etat qui assoit son assise territoriale est le principal opposant de l'organisation communautaire indigène, notamment en termes d'indépendance juridictionnelle : il repose sur la

⁹⁷⁵ G. TZUL TZUL, "Sistemas de gobierno comunal indígena: la organización de la reproducción de la vida", *El Apantle. Revista de estudios comunitarios*, n° 1, octobre 2015, p. 128. "Entiendo como sistemas de gobierno comunal indígena a las plurales tramas de hombres y mujeres que crean relaciones histórico-sociales que tienen cuerpo, fuerza y contenido en un espacio concreto: territorios comunales que producen estructuras de gobierno para compartir, defender y recuperar los medios materiales para la reproducción de la vida humana y de animales domésticos y no domésticos".

⁹⁷⁶ P. CLASTRES, *Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives*, La Tour-d'Aiguës, Éditions de l'Aube, 2016, pp. 43-46. Nous soulignons.

logique d'identification là où prime pour les communautés indigènes le principe de différenciation. L'autonomie indigène est, en première instance, un défi adressé à l'autorité étatique.

Cette autonomie est donc fondée sur un principe historique sans ambiguïté : la résistance à l'Etat. Dans le même article, Gladys Tzul Tzul considère que l'assemblée délibérative de la communauté doit en effet traiter les « problèmes quotidiens et les problèmes relatifs à l'agression étatique »⁹⁷⁷.

L'autonomie indigène par-delà la grammaire de l'Etat

L'autonomie indigène se pose donc explicitement comme une *recupération* du pouvoir effectif sur son milieu de vie, à l'échelle communale ou communautaire. Une telle revendication se situe dans une ligne historiquement opposée à l'Etat, sa formation même étant une atteinte *originelle* aux droits historiques des peuples indigènes.

Cette dimension *recupératrice* soulève la question de la compatibilité de l'autonomie politique indigène avec la grammaire politique construite par la modernité, celle de l'Etat et de la représentation au niveau national. En effet, la scission au sein des blocs hégémoniques équatorien et bolivien, provoquée par des *espaces* conformés par les relations de pouvoir écologique, est aussi une scission entre deux rapports différenciés à la modernité : d'un côté se trouve la modernisation des traditions, de l'autre la revendication d'une autonomie autosuffisante.

A une pensée et une action politiques qui intègrent l'Etat s'opposent une pratique et une théorie politiques qui le nient en tant qu'instance légitime et pertinente *pour la reproduction de la vie*. L'autonomie indigène ne se conjugue pas dans les termes définis par l'Etat – c'est précisément le point de tension que la reconnaissance du caractère plurinational des sociétés bolivienne et équatorienne tente de résoudre⁹⁷⁸.

Est-il possible de concilier des grammaires politiques si différentes ? C'est la question centrale que pose la question de l'autonomie indigène. Il est d'ailleurs essentiel que le rapport au *territoire* en soit le point nodal. Ce n'est pas la terre, concept compatible avec la souveraineté territoriale. Au contraire, ce sont *deux territoires*, celui de la communauté indigène et de l'Etat, qui se disputent le *même espace*. A ces deux territoires s'ajoute l'objectivation de l'espace en tant que commun environnemental, espace au caractère foncièrement terrien, nécessairement mondial.

⁹⁷⁷ *Ibid.*, p. 129 : “la asamblea como forma comunal de deliberación para resolver problemas cotidianos, asuntos de agresión estatal”. Précisons toutefois que l'auteure est guatémaltèque et que son propos traite du gouvernement indigène *en général*, pas des cas d'étude bolivien et équatorien. Mais ses propos sont éclairants pour comprendre la position indigène.

⁹⁷⁸ Cf. *supra*, Chapitre 1.

Subjectivé par l'Etat et les communautés indigènes, l'Amazonie n'en reste pas moins objectivée par sa destruction effective.

La construction de l'autonomie indigène contre la construction d'un territoire étatique

L'autonomie indigène se construit donc *explicitement* contre la construction d'un territoire d'Etat, de l'espace de la souveraineté que les communautés indigènes ne reconnaissent pas comme la source première de légitimité politique, celle-ci étant à saisir dans leurs visions du monde. Cette vision suppose un *autre territoire*, qui cohabite avec le territoire de l'Etat ou l'espace d'accumulation du capital. Elle suppose également une autre vision que celle des experts européens présents dans les ONG environnementalistes, dont le cadre de représentation du monde reste bien loin de celui des communautés indigènes.

C'est d'ailleurs le constat amer que tirait un expert de la coopération allemande auprès de l'ONG environnementaliste bolivienne LIDEMA. L'intense politique internationale d'aide au développement venue de l'extérieur dans les années 1990⁹⁷⁹ a pour Rasmus Stern déstructuré les communautés indigènes en suscitant des attentes particulières qui ne préexistaient pas dans le fonctionnement communautaire. Elle aurait dès lors créé une dépendance aux ressources, rompant avec les temps et espaces propres aux communautés indigènes⁹⁸⁰. En ce sens, Carlos Crespo pense que la rhétorique des *droits* enchaîne les communautés à l'Etat, qui devient l'interlocuteur principal de la satisfaction des demandes ; il lui préfère la notion de *nécessités*⁹⁸¹.

Comme l'écrit Raquel Gutierrez à propos des communautés aymaras, « c'est dans la disposition autonome d'un espace et d'un temps qu'elles fondent leurs possibilités d'autorégulation. C'est pour cela qu'elles défendent de façon tenace et énergique les lieux de leur autonomie collective – qu'ils soient partiels, intermittents ou fragmentaires –, cherchant toujours les formes pour disposer de territoires et de temps propres »⁹⁸².

L'autonomie indigène se construit donc sur la volonté politique d'établir pour les indigènes territoire et temps propres. Cette construction *propre* entre nécessairement en contradiction, conflit ouvert ou larvé, avec la territorialité étatique. C'est pourquoi le problème indigène du rapport à l'Etat est un problème lié à l'inscription générale du territoire étatique, ainsi que des structures intermédiaires qu'il projette sur l'espace – départements, régions, communes.

⁹⁷⁹ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 5.

⁹⁸⁰ Rasmus Stern, responsable d'un projet de coopération environnementale allemand avec le LIDEMA, GIZ, La Paz, 19 août 2016.

⁹⁸¹ Carlos Crespo, anthropologue à l'Université de Cochabamba, Cochabamba, 2 août 2016.

⁹⁸² R. GUTIÉRREZ AGUILAR, *Horizonte comunitario-popular. Antagonismo y producción de lo común en América Latina*, *op. cit.*, p. 66.

b. Autonomie indigène, normes internationales et ressources naturelles

La contrainte normative morale *du droit international : la convention 169 de l'OIT*

Les temps et les espaces propres de l'autonomie sont condamnés à être « fragmentaires », comme l'écrit Raquel Gutierrez. La question de l'autonomie indigène, posée au niveau international par l'implication des peuples autochtones dans les négociations environnementales, insère nécessairement dans les organisations indigènes un *monde* nouveau et la temporalité politique propre à l'ordre international. Le combat pour l'autonomie indigène se déroule paradoxalement dans un *espace* et un *temps* politiques qui n'ont été aucunement déterminés par les peuples autochtones eux-mêmes : celui de la modernité politique instituée internationalement.

Cette rupture crée même souvent des ruptures internes au sein des mouvements indigènes, entre les représentants envoyés au niveau international, et celles et ceux qui restent vivre dans les communautés⁹⁸³. Le problème général posé par la représentation dans la philosophie politique occidentale trouve des échos d'autant plus prégnants dans des structures communautaires étrangères à cette logique de représentation, à grande échelle tout le moins. La distance entre représentants et représentés, entre diplomates et habitants, est augmentée de l'altérité des visions du monde portées par les indigènes. Une hypothèse intéressante à cet égard est formulée par Nastassja Martin à propos du rapport entre environnementalistes, extractivistes et indigènes en Alaska. Alors que les protecteurs de l'environnement défendent les indigènes, ils s'inscrivent pour elle dans un même rapport instrumental au monde que les extractivistes. Il s'agit de protéger ou d'exploiter un objet naturel qui nous est extérieur. En ceci, ils sont plus proches des entreprises de pétrole que des indigènes dont ils entendent protéger le territoire⁹⁸⁴.

Cependant, l'ordre normatif international a donné aux écologistes *et* aux communautés indigènes une arme de choix. Il s'agit de la convention 169 de l'OIT. Elle oblige à une consultation libre, *a priori* et informée pour tout projet d'extraction ou d'infrastructure concernant un territoire indigène. La Bolivie comme l'Equateur l'ont ratifiée. La puissance de sa contrainte revêt avant tout une dimension morale. Les Etats qui ne la respectent pas sont accusés par les opposants auxdits projets de ne pas respecter leurs engagements internationaux. La reconnaissance internationale de

⁹⁸³ Guillaume Fontaine, chercheur à la FLACSO, Quito, 12 janvier 2015.

⁹⁸⁴ N. MARTIN, *Les âmes sauvages : face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska*, Paris, La Découverte, 2016, p. 56 : "la course effrénée aux ressources naturelles et à l'exploitation, même confiée aux bons soins des indigènes eux-mêmes par la création des corporations, a nécessité l'ancrage législatif de l'idéologie de la conservation, au même titre que l'idéologie du développement en avait bénéficié dix ans auparavant. Les deux actes institutionnels ANCSA [acte de développement] et ANILCA [acte de conservation] sont à envisager conjointement, comme deux chapitres d'un même livre portant sur les politiques publiques de la terre et la gestion de ses ressources et/ou de son patrimoine naturel. S'ils apparaissent dramatiquement opposés, ils prennent pourtant forme et consistance au contact l'un de l'autre, et incarnent les débats de deux idéologies concomitantes qui, si elles se veulent antagoniques, sont les filles d'une même ontologie". Nous soulignons.

cette forme d'*autonomie* indigène est un appui existant dans un ordre juridique *étranger* aux communautés indigènes mais qui oblige, au moins moralement, les Etats.

Ressources naturelles et autonomie écologique : la jonction par la bande

Il est décisif de comprendre que la question de l'autonomie indigène n'est pas *premièrement* une question relative aux ressources naturelles. Avant toute chose, la défense d'un mode de *vivre* le territoire fonde l'autonomie indigène. Les communautés indigènes qui revendiquent l'autonomie indigène⁹⁸⁵ ne perçoivent pas le territoire comme un ensemble des *ressources naturelles disponibles*. Ainsi, l'idée essentielle qui fonde cette revendication est *politique*. Il s'agit d'un contrôle du territoire dans toutes ses dimensions *en ceci* qu'il n'est pas divisible dans les dimensions que lui donnent l'approche moderne de l'espace. Sous-sol, univers infini ou foncier ne sont pas les catégories d'expression de l'espace qui marquent les communautés indigènes. Elles s'y opposent *à partir de l'autonomie indigène*.

Reste que l'opposition à l'exploitation de ces ressources naturelles devient une *conséquence* de ce rapport au territoire ; c'est pour défendre le territoire et les modes de vie qui y sont attachés, bien qu'ils soient menacés et en voie d'extinction⁹⁸⁶, qu'une partie des indigènes s'opposent à un projet de route dans le Tipnis ou à l'exploitation pétrolière dans le Yasuní. Le rapport au territoire, à partir d'une vision du monde donnée, fonde un rapport à ce que la modernité européenne a conceptualisé comme étant la nature.

La nature n'est pas, dans les cosmovisions indigènes⁹⁸⁷, un objet sur lequel peut s'exercer l'activité humaine sans limites et duquel les communautés pourraient tirer une subsistance infinie. La nature est dotée d'une subjectivité propre. Comme l'écrit Rafael Bautista, « la conjonction *Pacha-Mama* est plus qu'une production sémantique ; elle indique plutôt, comme tous les autres concepts, une existence qui, par la nomination même, se révèle non comme quelque chose, mais comme *quelqu'un*, comme une personne. *Nommer c'est donner vie*. C'est pour cela que l'on dit que les monts écoutent lorsqu'on les appelle par leurs vrais noms. (...) C'est pour cela que les concepts tendent toujours à la personnification. *Pacha-Mama*, c'est la *Mère*, non seulement parce qu'elle est le lieu et l'origine de tout ce que nous connaissons comme vie, mais car c'est la vie par excellence, mais non

⁹⁸⁵ Cette précision est nécessaire, tant les situations des communautés indigènes sont hétérogènes en Equateur et en Bolivie, comme il en a été question dans la seconde partie de la thèse.

⁹⁸⁶ P. CLASTRES, *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 2012, p. 47-57. L'anthropologue considère la disparition de modes de vie du fait des phénomènes d'acculturation et de destruction des structures économiques et sociales antérieures comme des « ethnocides ».

⁹⁸⁷ Par volonté de synthèse, nous ne nous arrêtons pas sur les différences entre peuples indigènes, que nous rassemblons sous l'égide commune d'un rapport non-instrumental à la nature.

une vie abstraite. (...). La *Mère* est un sens éminent, non un être *à disposition*, mais bien *un Sujet d'une dignité absolue* »⁹⁸⁸.

C'est sur cette bande de l'autonomie politique comme *rapport* à la nature que se joignent écologistes et indigénistes, à partir de *mondes* subjectifs différents. La liaison ne s'opère pas mécaniquement par l'enjeu des ressources naturelles, objet de la lutte plutôt que sujet de l'alliance.

Autonomie indigène, autonomie écologiste : des raisons de l'alliance stratégique

La défense de la communauté passe par celle du territoire, et englobe de ce fait la « communauté de vie » qui l'habite. C'est l'autonomie de ce sujet dont il est question, pour les indigènes comme, dans une certaine mesure, pour les écologistes. L'alliance stratégique entre indigénistes et écologistes se forme donc *par la bande*, sur une préoccupation qui s'inscrit dans une totalité interprétative loin de la modernité européenne pour les indigènes, au cœur de la modernité et de ses contradictions par les écologistes. Des noms différents produisent des finalités politiques similaires, et une alliance surgit de représentations différenciées du monde.

L'autonomie, en soi, n'est pas une préoccupation étrangère à l'écologie politique. En Europe comme aux Etats-Unis, elle s'est également longtemps défiée de l'Etat. De Thoreau⁹⁸⁹ à André Gorz⁹⁹⁰, l'écologie politique se constitue dans une volonté de constitution d'un sujet éthique ou politique autonome.

Cette autonomie suppose une limitation du pouvoir d'intervention humaine par le « pouvoir des choses ». André Prudhommeaux le formulait en ces termes : « Par le volontarisme sont affirmées notre liberté et notre responsabilité, notre intelligence créatrice de solutions en face de problèmes posés par le monde et ses obstacles. Par la physiocratie sont reconnus la nature et le pouvoir des choses, leur caractère propre, leur logique, leur portée sur nous, les limites qu'elles marquent à une intervention réaliste de la volonté »⁹⁹¹.

Cette frontière poreuse qui permet l'alliance entre écologistes et indigénistes fonctionne sur la base d'une *circulation* entre deux modes de représentation du monde, l'un partant de la raison

⁹⁸⁸ R. BAUTISTA S., *La descolonización de la política: introducción a una política comunitaria*, La Paz, Bolivia, AGRUCO, UMSS-FCAyP/COSUDE: Plural Editores, 2014, p. 160. «Ahora bien, la conjunción *Pacha-Mama* es más que una producción semántica; indica más bien, como todos los demás conceptos, una existencia que, en la misma nominación, se va revelando no como un algo sino como un *alguien*, como persona. *Nombrar es dar vida*. Por eso se dice que los cerros escuchan cuando se les llama por su verdadero nombre. (...). Por eso los conceptos siempre tiende a la personificación. *Pacha-Mama* es *Madre*, no sólo porque es lugar y origen de lo que conocemos como vida, sino que es vida por excelencia, pero no es vida abstracta. (...). *Madre* es un sentido eminente, no un ente *a disposición* sino *un Sujeto con dignidad absoluta*».

⁹⁸⁹ H.D. THOREAU, *Walden ou La vie dans les bois*, 2017.

⁹⁹⁰ A. GORZ, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008 (Collection débats).

⁹⁹¹ Cité in J. ARDILLO, *La liberté dans un monde fragile : écologie et pensée libertaire*, 2018, p. 119.

moderne, l'autre de rationalités indigènes, ces « épistémologies du Sud »⁹⁹² que reconnaît Boaventura de Sousa Santos. Une telle indication montre une piste : la dichotomie essentielle n'est pas à chercher entre modernité occidentale et mondes indigènes, mais entre une certaine évolution de la modernité occidentale, la *raison instrumentale*, ratio comptable contre logos de la réflexivité⁹⁹³, et la conception pluraliste des représentations du monde.

c. Autonomie et niveaux de pouvoir : quelle communauté pour les communs ?

La figure de l'indigène est une figure critique globale

La question de l'autonomie ne se limite pas, dans le monde contemporain, au pouvoir effectif des communautés indigènes sur leurs vies quotidiennes ; c'est une interrogation essentielle qui traverse les frontières et joue un rôle essentiel dans les luttes pour la distribution du pouvoir. Un détour par Cornélius Castoriadis peut éclairer cette question.

La thèse défendue par ce philosophe permet en effet de donner contenu et signification plus générale au lien entre autonomie, territoire et écologie. Cornélius Castoriadis considère que l'humanité a vécu l'essentiel de son temps politique en situation d'*hétéronomie*, sans que les collectivités humaines puissent choisir les règles qui s'appliquent à elles-mêmes ni produire collectivement leurs modes de représentation imaginaire.

Selon lui, deux moments historiques font exception, moment où des collectifs humains se sont placés en situation d'autonomie : la Grèce antique et la Révolution française⁹⁹⁴. Sans entrer dans une discussion historique de l'argument, il semble pertinent d'en retenir, pour notre objet, la structure générale. En effet, deux devenirs possibles – si devenir il y a – semblent envisageables à l'ère anthropocène : d'une part, la négation du problème écologique et la mise sous tutelle autoritaire des sociétés humaines, situation d'hétéronomie radicale ; d'autre part, la confrontation démocratique avec les enjeux posés par le changement climatique et la sixième extinction massive des espèces, horizon possible d'autonomie.

L'autonomie, dans la perspective de Castoriadis, est une situation exceptionnelle dans l'histoire humaine. Quatre siècles pour la démocratie athénienne, et à peine plus de deux siècles pour la démocratie moderne. Cette possibilité « d'auto-institution imaginaire » de la société peut aussi bien disparaître que se renouveler.

⁹⁹² B. de S. SANTOS, « Epistemologies from the South and the future », *From the European South*, vol. 1, 2016, pp. 17-29.

⁹⁹³ M. HORKHEIMER, T.W. ADORNO, *La dialectique de la raison : fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 2013 (Collection Tel 82).

⁹⁹⁴ C. CASTORIADIS, *Une société à la dérive*, op. cit.

La mise en regard des réflexions de Cornélius Castoriadis avec celles que nous menons ici permet d'avancer une hypothèse : la revendication d'*autonomie* des indigènes, traduite à partir de cette notion grecque – le mot en castillan a les mêmes origines que le mot français, est un produit de la confrontation entre les peuples indigènes et les sociétés européennes, puis les Etats indépendants. Elle produit une situation d'autodétermination qui réduit la part indiscutable du sacré dans l'institution imaginaire dans ces communautés : la situation antagonique avec l'Etat a poussé ces peuples à des reconfigurations politiques et sociales majeures. En d'autres termes, la revendication d'*autonomie* est produite idéologiquement par une situation définitivement *hybride* en termes culturels. La demande indigène d'autonomie est un produit foncièrement moderne.

L'usage d'un concept grec comme l'un des axes principaux que doivent suivre les luttes indigènes nous enseigne sur cette hybridation qui renvoie la question des communs environnementaux à une question plus fondamentalement *démocratique*, dimension au cœur des débats autour de la notion de commun elle-même⁹⁹⁵.

Autonomie, souveraineté, pouvoir et communs environnementaux

La question des communs environnementaux pose celle de la communauté qui a des droits sur lesdits espaces : droit de propriété, droit d'accès, droit d'usage. La question lancinante de la définition de la communauté qui gouverne les communs traverse l'ensemble de ce travail. Lorsqu'Evo Morales déclare la zone du Tipnis intangible⁹⁹⁶, répondant ainsi aux revendications posées par les groupes écologistes et reprises par l'ensemble du mouvement, il prive les indigènes du Tipnis du droit d'usage qu'ils revendiquent par ailleurs.

Le droit de propriété nationale sur les ressources du sous-sol est clairement affirmé par les deux Constitutions, en Bolivie comme en Equateur : un parc national, en ce sens, est supposé protéger l'Etat contre lui-même ; il est une affirmation juridique de la propriété étatique du territoire, et du choix, étatique lui aussi, de la conservation de l'espace.

C'est d'ailleurs l'une des bases historiques de la souveraineté que d'équivaloir à la propriété du territoire⁹⁹⁷. Le pouvoir définit ses limites, et la force de la souveraineté est dans la capacité à *définir* un territoire comme celui d'un Etat et d'une population. Quant au droit d'usage, c'est l'un des enjeux posés par le droit international et la convention 169 de l'OIT. C'est également l'enjeu posé de fait par les luttes socio-écologiques menées par les communautés indigènes.

⁹⁹⁵ P. DARDOT et C. LAVAL, *Commun, op. cit.*

⁹⁹⁶ Cf. *supra*, Chapitre 4.

⁹⁹⁷ T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs, op. cit.*

Le pouvoir sur les communs environnementaux revient donc au pouvoir de décider de leur protection ou de leur exploitation, et des conditions de cette exploitation. De fait, il serait possible d'avancer que ce pouvoir revient en totalité à l'Etat ; ce serait ignorer la complexité des relations de pouvoir écologique dans lesquelles ces Etats périphériques se trouvent enserrés⁹⁹⁸. Une vérité en droit n'est pas nécessairement une vérité en fait. La vérité en fait suppose d'intégrer les dynamiques économiques et écologiques réelles, l'intégration au marché et la puissance d'inertie des dynamiques écologiques qui, dans les cas équatorien et bolivien, ont des *causes exogènes* – notamment pour ce qui est de la désertification des zones andines.

La définition de la communauté dotée de pouvoir sur les communs environnementaux est une définition *nécessairement* politique. L'autonomie est alors au cœur de la possibilité d'une politique contre-hégémonique et des conditions de sa projection internationale. Les politiques bolivienne et équatorienne ont perdu cette chair autonome à mesure que les relations asymétriques de pouvoir écologique les équarrièrent. La souveraineté, dans ces conditions, n'est pas un attribut politique immuable. Une souveraineté sans autonomie politique perd les conditions nécessaires à son assise démocratique, ainsi que les possibilités d'action et de modifications de ces actions.

Comme l'écrivent Amandine Orsini et Jean-Frédéric Morin, « Outre les principes juridiques, de nombreuses forces politiques et économiques incitent les États à coopérer et à surpasser l'atomisme qu'impliquerait une lecture étroite du concept de souveraineté. Même lorsque la « souveraineté formelle » demeure intacte, la « souveraineté opérationnelle » est limitée par l'interdépendance entre les Etats et les institutions internationales qui les rassemblent »⁹⁹⁹.

Définir la communauté souveraine

Il est donc possible de parvenir à une idée claire : la définition de la communauté souveraine sur les communs environnementaux est l'enjeu majeur des relations de pouvoir écologique. Cet enjeu de définition est un enjeu aussi théorique que pratique, et peut être en tant que tel considéré comme enjeu de luttes épistémiques, sociales et politiques.

La souveraineté se définit en effet autour de quatre critères : le gouvernement d'une population sur un territoire, reconnu internationalement¹⁰⁰⁰. L'autonomie indigène, bien qu'elle ne dispose pas d'une reconnaissance *en tant qu'Etat*, s'est vue toutefois attribuer un appui juridique

⁹⁹⁸ Cf., *supra*, Seconde partie.

⁹⁹⁹ J.-F. MORIN et A. ORSINI, *Politique internationale de l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 122. Bien que les auteurs ne présentent pas là une définition précise de ce que serait une « lecture étroite de la notion de souveraineté », il faut reconnaître que ce passage permet de distinguer entre deux types de souveraineté, l'une appartenant à l'ordre juridique et formel, l'autre dont les règles obéissent aux contraintes politiques concrètes.

¹⁰⁰⁰ Convention de Montevideo, 1933.

international. Elle est en concurrence avec l'Etat sur les mêmes territoires qui sont souvent des communs environnementaux. L'autonomie indigène est parente de l'autonomie politique chère aux écologistes.

Savoir à quelle communauté se rattachent les communs environnementaux est éminemment politique et les différentes forces sociales des blocs hégémoniques bolivien et équatorien partagent une volonté d'autonomie politique affirmée. La souveraineté étatique *peut* renvoyer à l'autonomie nationale, l'autonomie indigène à une forme *localisée* de souveraineté. C'est d'autant plus vrai qu'elles tendent à s'exclure mutuellement, l'exclusion étant un caractère fondamental du territoire souverain.

La définition de la communauté souveraine sur les communs environnementaux, insoluble si l'on s'en tient aux enjeux de *niveaux* de décision, invite à examiner la notion de souveraineté à la lumière de l'écopouvoir.

Le creuset indigène de l'autonomie politique et les liens étroits de ce concept avec l'écologie politique sont autant de signes qui placent cette question au centre des dynamiques conflictuelles autour des communs environnementaux. Mais l'indécision quant à *l'identité* de la communauté souveraine sur ces communs mène nécessairement à poser, à nouveaux frais, la question de la souveraineté étatique au prisme de l'écopouvoir.

III- Les formes de souveraineté éclairées par l'écopouvoir

L'analyse du déploiement des relations de pouvoir écologique dans la deuxième partie de ce travail donne lieu à une conclusion claire : les tentatives d'affirmation de la souveraineté depuis l'Equateur et la Bolivie au niveau international ont été considérablement limitées par leur position périphérique et la puissance de dynamiques économiques qui leur échappaient largement. Il faut observer la détermination de cette *relativisation de la souveraineté* à travers l'examen de ses caractéristiques fondamentales : gouvernement, territoire, population.

Cet affaiblissement ne produit aucunement un recul de l'attachement à la notion de souveraineté : au contraire, plus elle semble mise en doute dans les faits, plus elle est affirmée dans sa centralité. En effet, elle est un pont, dans la contestation du système international, entre l'autonomie politique indigéniste et écologiste, et la perspective de transformation portée nationalement par le MAS et PAIS.

a. La souveraineté fragilisée

Gouverner sans gouvernement : leçons d'une impuissance passée

Les limitations *effectives* de la souveraineté se trouvent paradoxalement dans l'exercice de la souveraineté lui-même. En effet, le projet de route dans le Tipnis comme l'extraction de pétrole dans le Yasuni sont des actes de souveraineté qui démontrent un affaiblissement de la souveraineté. L'exploitation des ressources naturelles ou l'attachement à un modèle de développement routier tiennent davantage d'une force d'inertie que d'une impulsion politique propre. L'impulsion politique internationale se trouve bloquée par l'inertie politique nationale, celle d'un modèle classique de développement et de la volonté de rattrapage du premier monde.

La volonté de renforcement de l'Etat, souveraineté prioritaire, se comprend historiquement toutefois. En effet, il s'agit de poser la situation des blocs hégémoniques parvenus à s'emparer du pouvoir d'Etat en situation. Pendant les années 1990, la fragilisation considérable des appareils d'Etat équatorien et bolivien a produit un sentiment net : l'humiliation et le sentiment de perte totale d'indépendance nationale. L'ensemble des entretiens avec les responsables des processus politiques bolivien et équatorien faisait signe vers cette dimension symbolique. Il n'est guère possible de gouverner sans gouvernement.

Un gouvernement effectif suppose l'appui d'appareils d'Etat suffisamment dotés financièrement et ne manquant pas de qualifications pour mener à bien des politiques publiques ambitieuses. C'est un problème toujours prégnant, particulièrement en Bolivie : l'absence d'une administration planificatrice et articulée à des services de l'Etat très qualifiés peut laisser un plan, si bien conçu qu'il soit, abandonné faute de capacité réelle pour le mettre en œuvre¹⁰⁰¹.

L'insistance sur la reconquête de la souveraineté, en tant qu'elle exprime une volonté politique, s'explique par la faiblesse considérable des appareils d'Etat pendant les années 1990. La souveraineté, dans cette perspective, peut être définie comme capacité d'action autonome du gouvernement de produire des choix politiques et mettre en œuvre des politiques publiques nouvelles. L'impossibilité de gouverner sans *gouvernement*, et sans possibilité de concrétisation des politiques publiques, est la crainte majeure qui fonde le rapport à la souveraineté des gouvernements du MAS et de PAIS.

Un territoire sans autorité

¹⁰⁰¹ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016 ; Roger Cortez Hurtado, professeur de science politique à la retraite, député socialiste de 1985 à 1989, La Paz, 15 juillet 2016.

De la même façon qu'il est indubitablement impossible de gouverner sans gouvernement, de se passer des appuis d'appareils d'Etat solides, il n'est pas possible de se constituer comme Etats souverains sans s'assurer de l'exercice de l'autorité politique sur l'ensemble d'un territoire.

C'est en ce point essentiel que s'articulent premièrement souveraineté et relations de pouvoir écologique. L'Etat est nécessairement l'une des forces les plus centrales dans ces relations en ce qu'il est l'un des premiers *propriétaires en droit* du territoire, et ce dans une extension très large, sous-sol compris. La politique d'attribution de concessions privées faiblement rentables pour les Etats a constitué le passé contemporain des dirigeants du MAS ou de PAIS. Le territoire, en l'espèce, était cédé partiellement pour un bénéfice économique nul pour l'Etat.

La reconnaissance du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles est affirmée sans ambivalence dans la résolution 1803 de l'Assemblée générale de l'ONU : « le droit de souveraineté permanente des peuples et de leurs nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé »¹⁰⁰².

En tant que telle, la politique de concessions sans reversement de dividendes conséquents aux Etats était une politique de dessaisissement, par l'Etat lui-même, de l'autorité dont il dispose sur le territoire. La récupération de l'autorité sur le territoire est passée par une politique nationale – réorganisation du secteur pétrolier en Equateur, par une obligation de l'impôt sur les bénéfices du secteur extractiviste en Bolivie. La souveraineté en droit peut donc être à tout instant réactivée, les capacités juridiques de l'Etat ne disparaissant pas en dépit de son retrait.

La propriété territoriale, absolue en dernier ressort, reste un attribut constant de la puissance d'Etat. Relative internationalement, la souveraineté peut paraître plus absolue dans un cadre strictement national. Cependant, les concurrences territoriales et de légitimité politique propres au gouvernement des communs environnementaux ne peuvent être tranchées absolument et ne relèvent pas d'une situation classique d'exercice de la souveraineté.

Depuis la question écologique, il est possible de s'interroger sur la pertinence de la définition de la souveraineté comme exercice d'une puissance politique constituée sur un territoire. En effet, la possibilité que cet exercice laisse s'échapper le territoire, qu'il soit matériellement détruit du fait de l'absence de volonté ou l'incapacité d'appliquer des politiques de protection, ou de l'absence de maîtrise totale des processus en jeu, constitue une *limitation considérable de la souveraineté*.

¹⁰⁰² AG ONU, « Souveraineté permanente sur les ressources naturelles », 14 décembre 1962.

Il s'agit d'une limitation *physique* au principe de souveraineté. En d'autres termes, l'autorité sur le territoire peut ne pas empêcher sa destruction.

L'inclusion politique, entre autonomie et souveraineté

L'inclusion politique de populations auparavant marginalisées a constitué un point essentiel des processus bolivien et équatorien. Les conditions de possibilité de l'autonomie politique indigène, comme éventuel objet inclus par les majorités politiques, dépendent de la victoire des blocs hégémoniques liés au MAS et à PAIS. La puissance d'inclusion par l'Etat de la population est l'enjeu essentiel de ce débat entre souveraineté et autonomie.

Les débats liés aux Constituantes bolivienne et équatorienne font écho à la même préoccupation : est-il possible d'articuler une souveraineté renforcée à des autonomies politiques constituées autour des peuples indigènes ? L'inclusion politique des peuples indigènes est une condition *nécessaire* à la centralité de cette question. L'intégration de communautés qui portent une vision alternative en termes d'organisation sociale et de représentations du monde apporte une question neuve, directement attachée aux communs environnementaux : *quid* de la nature ? Que faire des non-humains ?

C'est à l'aide de réflexions issues des traditions autochtones que la juriste Sarah Vanuxem tente de parcourir ce terrain inconnu : « Avec la personnification de la terre-mère ou de la biodiversité, cette question du statut juridique de la nature et de ses éléments pourrait néanmoins être résolue. Les animaux, végétaux et minéraux accédant au rang de personnes-habitants de choses-milieus, le juriste pourrait être très près d'adopter une approche diplomatique dans laquelle « la relation éthologique et technique » serait « ce qui compte et ce qui doit commander la réflexion »¹⁰⁰³. Cette diplomatie entre les humains et les non-humains est ce qui mène à reconsidérer la souveraineté dans les ombres portées de l'écopouvoir. C'est une nouvelle conception politique du territoire qu'invite l'examen des relations de pouvoir écologique.

b. La souveraineté entre affirmation et impuissance

Gouverner souverainement les communs environnementaux

Les liens entre souveraineté et puissance sont intimes dans la pensée réaliste des relations internationales, et l'existence d'asymétries de pouvoir y est largement reconnue. Mais il est des limites réelles dans l'exercice de la puissance, y compris pour l'Etat le plus puissant d'entre tous¹⁰⁰⁴.

¹⁰⁰³ S. VANUXEM, *La propriété de la terre*, Marseille, Wildproject, 2018, pp. 96-97 (Le monde qui vient).

¹⁰⁰⁴ B. BADIE, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, *op. cit.*

De même, il est des possibilités, que nous avons examinées ici, de « politiques de la faiblesse », de remise en cause et de propositions depuis les Etats périphériques¹⁰⁰⁵.

La souveraineté existe comme un élément central de la politique internationale contemporaine, et son affirmation prend tout son sens une fois comprise comme revendication d'autonomie des collectifs humains : ce point d'intelligibilité dans l'analyse est l'une des raisons du lien persistant, au sein des blocs hégémoniques, lorsqu'il s'agit de penser les relations inégales de pouvoir au niveau international¹⁰⁰⁶.

Mais la souveraineté à l'ère anthropocène connaît des limites autrement plus importantes que celles posées par les relations de pouvoir classiques. Ce sont les limites des relations de pouvoir écologique, qui intègrent les relations de pouvoir classiques à un cadre déterminant et nécessaire, celui posé par la nature, ses transformations et, présentement, ses destructions.

Les limites à la souveraineté font de cette notion absolue en droit un concept relatif de fait. Mais il est possible de distinguer deux *relativisations* distinctes de la souveraineté. L'une relève directement de données politiques ou économiques, sur lesquelles la volonté souveraine peut toujours décider d'agir. L'autre repose sur une dimension *objectivée*, celle des contraintes d'action déterminées par la nature. Les liens entre ces dimensions sont l'essence du politique à l'ère anthropocène. En effet, les évolutions politiques et économiques peuvent déterminer les conditions de possibilité ou d'impossibilité de la reproduction de la vie humaine, fait majeur qui suppose que les deux dimensions ne sont pas étanches l'une à l'autre.

La souveraineté à l'heure contemporaine doit intégrer une définition plus large du *territoire*, qui inclut les contraintes physiques posées par l'ère anthropocène, pour continuer à revêtir un sens politique effectif. Il s'agit donc de penser la souveraineté dans ses limites physiques et ses possibilités réelles de pérennisation du territoire du souverain, c'est-à-dire des possibilités d'en éviter la destruction ou la désertification. Il n'est pas de pouvoir souverain sur un territoire totalement improductif. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, pour être pleine, la souveraineté doit se penser comme limitée.

¹⁰⁰⁵ B. BADIE, *Quand le Sud réinvente le monde : essai sur la puissance de la faiblesse*, 2018.

¹⁰⁰⁶ Cf. *supra*, Seconde partie.

Tableau 12 : La souveraineté limitée par les limites physiques du territoire

	Souveraineté en droit	Souveraineté de fait à l'ère anthropocène
Contraintes juridiques	Etat, territoire, population, reconnaissance internationale	Etat, territoire, population, reconnaissance internationale, nouveaux sujets de droit
Contraintes politiques	Prise de terre	Extension dimensionnelle du territoire
Contraintes naturelles	Inexistantes – niées	A intégrer en vue d'une souveraineté <i>effective</i>

Les difficultés de la transition vers le Buen Vivir en situation de souveraineté limitée

Cette souveraineté limitée l'est objectivement, au même titre que tout effort politique humain de contrôle du territoire. C'est le lien *politique* avec les écosystèmes desquels dépend la vie humaine qui est en jeu. C'est dans ces conditions que se redéfinissent les caractères comme les finalités de la souveraineté ; elle ne peut être déclarée inconsistante du simple fait de l'inarticulation entre la conception a-territoriale de la souveraineté et la préservation des communs environnementaux¹⁰⁰⁷.

Il est toutefois possible de reconnaître avec Aliénor Bertrand que « tous les Etats se sont construits sur le principe d'une subordination des équilibres naturels à la préservation de la sûreté, même si cette sûreté est considérée comme dépendante des ressources naturelles (eau, énergie, matières premières, fertilité des sols). La souveraineté nationale moderne s'est organisée à partir d'un non-lieu écologique hérité de l'occupation militaire : elle a géométrisé l'espace et accordé aux lieux des valeurs d'approvisionnement allant de zéro (le tarissement des ressources) jusqu'au leurre d'une abondance inépuisable »¹⁰⁰⁸. Cette souveraineté nationale moderne est donc nécessairement limitée dès lors que les communs environnementaux, quels qu'ils soient, renvoient nécessairement à une dimension *spatiale* première, fondamentale autant qu'interconnectée¹⁰⁰⁹. La négation de

¹⁰⁰⁷ C'est en ce sens que Susan Strange nous semble aller un peu vite en besogne lorsqu'elle identifie l'incapacité des Etats à mener une politique écologique conséquente au déclin général de l'Etat. S. STRANGE, « L'échec des Etats face à la mondialisation », *Esprit*, vol. 12, 2011, p. 63 : "Ces signes sont déjà visibles dans trois domaines, qui représentent les menaces les plus sérieuses à la survie du système. Le premier est l'écologie : le modèle des États souverains est par nature incapable de corriger et d'inverser les processus de dégradation environnementale qui menacent la survie non seulement de notre espèce, mais aussi d'autres espèces d'animaux et de plantes". La qualification « par nature » nous semble renvoyer l'Etat dans une inamovibilité historique qui pose des problèmes théoriques sérieux, tant le champ d'autorité de l'Etat a pu s'étendre, et les Etats eux-mêmes être sujets à des transformations historiques.

¹⁰⁰⁸ A. BERTRAND, « Quels lieux pour la planète ? », *Vacarme*, vol. 2, n° 51, 2010, pp. 42-43.

¹⁰⁰⁹ T. MORTON, *La pensée écologique*, *op. cit.*

l'espace pour penser les communs environnementaux n'est pas un plan possible pour la pensée ou pour l'action qui viseraient à les protéger.

Le cadre moderne de détermination de l'action politique implique des tensions, sans aucun doute irrésolues, avec la nécessaire préservation des communs environnementaux. Cependant, aucun argument théorique ne semble l'emporter pour décider du caractère inepte *en soi* de l'autonomie locale, de la souveraineté nationale ou des niveaux régionaux ou mondiaux pour s'emparer du problème. Les intérêts « particularistes »¹⁰¹⁰ ne sont pas l'apanage des Etats nationaux ou plurinationaux. Ils dépendent des relations de pouvoir formées notamment dans ces espaces politiques décisifs pour ce qui concerne le gouvernement des communs environnementaux.

Les situations bolivienne et équatorienne interrogent davantage sur les interactions entre volontés politiques de construction de modèles alternatifs de développement, souverainetés étatiques, rapports de force internationaux et protection effective des communs environnementaux.

Souveraineté écologique, souveraineté non exclusive

La rupture *politique, économique et sociale* avec le capitalisme qu'implique un tel horizon passe par l'Etat sans s'y arrêter. Telle est la leçon théorique qu'il est possible de tirer de ces projections internationales rattrapées¹⁰¹¹, de ces idées lancées sans trouver, parmi les Etats centraux ou semi-centraux, d'échos politiques immédiats¹⁰¹².

Il faut s'arrêter à ce stade sur l'argument qui exclut la souveraineté comme notion pertinente pour affronter le problème écologique, soit pour lui préférer une réorganisation locale, soit pour évoquer une gouvernance globale. Il est fondé sur le comportement défini comme égoïste des Etats, et sur l'idée que les communs environnementaux ont soit une dimension locale, soit une dimension globale, *village commons* ou *global commons*¹⁰¹³ ; ils sont pourtant un support possible de *tous les niveaux d'action politique*.

Cependant, deux failles majeures apparaissent, que les cas bolivien et équatorien mettent en lumière : d'une part, l'Etat n'est pas un monolithe et ne saurait être conçu, en aucune façon, comme un *individu* doté d'un intérêt donné ; d'autre part, l'appel à la gouvernance mondiale peut

¹⁰¹⁰ G. MAIRET, « Nature et souveraineté, philosophie politique en temps de crise écologique », dans *L'enjeu mondial*, Paris, 2015, pp. 37-44. C'est en ces termes que Gérard Mairet forme une définition de la souveraineté étatique : « par définition, la souveraineté est la forme en laquelle le particularisme moderne des peuples et des nations s'est affirmé dans le monde moderne ».

¹⁰¹¹ Cf. *infra*, Chapitre 8.

¹⁰¹² Ce constat ne préjuge en rien du devenir des idées qui ont pu être formulées pendant la Révolution Citoyenne ou lors du *Proceso de Cambio*.

¹⁰¹³ R.O. KEOHANE et E. OSTROM, *Local Commons and Global Interdependence*, *op. cit.*

difficilement se passer de la coordination entre puissances publiques, et, partant, d'une forme d'articulation entre entités souveraines.

Quant à l'autonomie locale, c'est précisément le sujet que soulèvent les processus bolivien et équatorien. L'autonomie indigène et la souveraineté revendiquée par les blocs hégémoniques en soutien de ces processus relèvent de la même volonté d'agir politiquement sur les conditions de vie, et pouvoir en décider. Leur antagonisme, s'il existe, n'est pas définitif. Il dépend de tiers alors exclus de l'analyse : les mouvements de capitaux, l'ordre économique et politique international, l'asymétrie des puissances publiques et privées. Etats périphériques et communautés indigènes sont, de ce point de vue, dans une position de faiblesse relative pour faire valoir leur autonomie ou la souveraineté.

c. La souveraineté, entre puissance et aveuglement

La souveraineté comme constitution de puissance

La souveraineté peut s'exercer, à partir d'une rupture politique, comme constitution d'une puissance politique issue d'un bloc hégémonique antagonique du bloc dominant l'Etat avant cette rupture. En Equateur comme en Bolivie, la rupture politique s'est constituée autour d'une volonté de conquête d'une souveraineté pleine et entière, volonté qui unifiait les différentes composantes du bloc hégémonique.

Elle s'est construite contre le lien entre la puissance publique et les intérêts privés extractivistes, ainsi que sur l'absence de partage des bénéfices. Mais cette double origine de l'unité des blocs relativement à la souveraineté, si elle permet le lien entre leurs composantes, peine à cacher une contradiction. L'affirmation souveraine pour ne pas exploiter le territoire et l'affirmation souveraine pour partager les bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles sont deux éléments qui entrent en contradiction.

C'est le sens de l'affirmation de la souveraineté *au niveau international* et de ces projections diplomatiques que nous avons analysées et qui permettent, un temps du moins, de maintenir la cohésion des blocs hégémoniques. En effet, l'intégration dans le discours politique de tiers dont dépend également la situation des communs environnementaux amazoniens permet, du point de vue gouvernemental, de sortir d'un jeu à somme nulle qui opposerait deux parties du bloc, le jeu de l'exploitation. Celui-ci ne présente un choix à deux options où l'une annule immédiatement l'autre : exploiter ou ne pas exploiter.

Dans ces conditions, la notion de souveraineté a trois usages distincts. D'abord, elle permet de mobiliser en vue de la victoire électorale. Ensuite, elle permet de renforcer les institutions

étatiques et d'insister sur la centralité des politiques publiques. Enfin, elle implique également de se poser comme Etats souverains au plan international, qui disposent d'une politique et d'une volonté *propres*¹⁰¹⁴. C'est en ce point que se fondent autonomie et souveraineté, point de fusion grâce auquel les positions contraires au sein du bloc deviennent conciliables.

C'est donc sur ce point précaire, d'une souveraineté construite sur l'autonomie et ses conditions de possibilité au niveau international, que s'établissait l'unité des blocs hégémoniques soutenant la Révolution Citoyenne et le *Proceso de Cambio*.

Souveraineté et volonté aveugle

Pour comprendre la limitation de la souveraineté par l'écopouvoir, il faut la tenir pour un processus politique. La souveraineté n'est pas une chose immuable, objet de droit établi à tout jamais, hors de l'histoire et de ses dynamiques.

Elle dépend donc de rapports de force politiques, y compris pour ce qui est des relations de pouvoir écologique qui déterminent la protection ou la destruction des communs environnementaux. Ces rapports de force politiques, dans les cas bolivien et équatorien, étaient nettement en faveur de la protection de ces espaces au moment de l'arrivée à la Présidence d'Evo Morales et de Rafael Correa. La centralité des préoccupations écologiques était impliquée par la revendication d'une transition vers un mode alternatif de développement¹⁰¹⁵, et devenait l'axe majeur des diplomaties bolivienne et équatorienne.

S'il est entendu que la souveraineté est mouvante, que les secteurs dominant les appareils d'Etat sont distincts et qu'il n'est dès lors pas d'intérêt national permanent constitué par l'Etat, la question de la *durée* d'une souveraineté politiquement constituée interroge. Et elle renvoie à l'une des origines essentielles de la pensée politique de la souveraineté, Nicolas Machiavel. En effet, deux moments politiques essentiels constituent pour lui la politique : la prise du pouvoir et sa conservation.

Dès lors qu'un Etat est *fondé* politiquement, le prince ou l'ensemble des citoyens doivent être en mesure de conserver les institutions qui émanent de leur volonté. L'Equateur comme la Bolivie ayant connu des Constituantes, c'est bien de l'ensemble des citoyens qu'il s'agit. Il est clair que la question de la conservation du pouvoir a pris une importance centrale dans la réflexion des

¹⁰¹⁴ Cf. *infra*, Chapitre 8.

¹⁰¹⁵ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 2.

responsables gouvernementaux en Equateur et en Bolivie. La possibilité d'un *retour* à l'état antérieur leur paraissait un risque permanent¹⁰¹⁶, et la conservation du pouvoir une lutte incessante.

Les ambiguïtés de la conservation par le souverain de son propre pouvoir sont déjà posées par Machiavel dans le *Discours sur la Première Décade de Tite-Live* : « Si quelqu'un est apte à créer un Etat, ce qu'il a créé ne peut durer longtemps s'il repose sur les épaules d'un seul homme, mais il peut durer s'il est au contraire confié aux soins d'un grand nombre, et que son maintien en dépende. Tout comme un nombre élevé de citoyens n'est pas capable d'organiser un Etat, parce qu'ils n'en discernent pas le bien, à cause de la diversité de leurs opinions, de même, après qu'ils l'ont compris, ils sont d'accord pour ne pas le perdre »¹⁰¹⁷.

La question de l'articulation entre souveraineté, conservation du pouvoir et concentration du pouvoir est posée en termes très clairs. Le paradoxe de la situation politique en Bolivie comme en Equateur est celui d'une participation populaire massive – correspondant aux moments constitutifs – suivie d'une concentration très forte du pouvoir présidentiel, ce qui produit une simultanéité des deux moments décrits par Machiavel comme distincts ici.

Si la souveraineté comme revendication politique peut avoir une dimension unificatrice et intrinsèquement politique, renvoyant au pouvoir des citoyens, elle peut aussi devenir son propre objet, par-delà les citoyens. L'impératif de conservation du pouvoir est un impératif essentiel pour toute force politique, tout peuple dont la Constitution lui est contemporaine, mais le risque politique majeur est qu'il le devienne à l'exclusion de tous les autres. Le souverain, constitué politiquement, risque dès lors de fonctionner comme sa propre et seule fin, comme volonté aveugle, dépourvue de toute autonomie politique.

Souveraineté écologique et communs environnementaux

L'analyse des relations entre autonomie politique et souveraineté nous permet d'en distinguer les affinités électives comme les oppositions sourdes ou frontales. Elle permet également de percevoir le lien intime entre la volonté de contrôle des processus écologiques et les relations de pouvoir écologique.

Le schéma qui oppose autonomie locale et souveraineté nationale est trop simple. Les souverainetés nationales bolivienne et équatorienne se sont placées, à partir des nouveaux blocs hégémoniques, vis-à-vis de la scène internationale, dans une situation proche de celle des partisans

¹⁰¹⁶ Pedro Paez, superintendant au contrôle du pouvoir du marché en Equateur, Paris, 17 mars 2015 ; Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 ; Teresa Morales, attachée de la Présidente de l'Assemblée de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 12 juillet 2016.

¹⁰¹⁷ N. MACHIAVEL, *Œuvres*, Paris, Laffont, 1998, p. 209 (Bouquins).

de l'autonomie indigène vis-à-vis de l'Etat auparavant. Mais l'inertie des relations de pouvoir directement liées aux espaces que sont les communs environnementaux a rompu les liens tissés par ces processus politiques entre autonomie politique et souveraineté.

Il serait hasardeux de conclure de ceci que la souveraineté serait par définition incompatible avec la prise en compte politique des enjeux écologiques. Quand bien même la résolution pleine du problème serait confiée à la seule coopération internationale, il s'agirait encore de coopération entre entités souveraines.

L'approche *spatiale* de la souveraineté, qu'implique l'intégration de l'enjeu écologique à la réflexion autour de la souveraineté, renvoie au caractère matériel et concret des enjeux écologiques. Ils ne sont pas *bors sol*. Ils sont précisément liés à des relations de pouvoir où les pôles centraux, quand bien même semblent-ils éloignés, jouent un rôle décisif.

De ce point de vue, l'approbation par les opposants à l'extraction dans le Yasuní ou au projet de route dans le Tipnis des discours internationaux posés par Rafael Correa et Evo Morales est significative. Cette approbation ne vaut pas quitus sur les politiques menées nationalement, mais elles supposent l'intégration, par les forces sociales composant les blocs, de tiers exclus du pouvoir souverain comme de l'autonomie politique locale. Il peut également s'agir de tiers présents au sein des pays eux-mêmes, qui répondent à des intérêts et à des conceptions de la souveraineté fort différentes, comme l'a montré dans ce chapitre l'intégration de la dimension *régionale* des relations de pouvoir écologique étudiées ici.

Il est possible de considérer que la souveraineté constitue une condition nécessaire mais non suffisante à la protection des communs environnementaux. Les conditions matérielles de protection de ces communs environnementaux, ainsi que celles du dépassement du modèle de développement capitaliste, dépendent d'un mouvement conjoint auquel ne participeraient pas uniquement des Etats périphériques comme la Bolivie ou l'Equateur.

Les dynamiques politiques bolivienne et équatorienne ont en réalité *lié* explicitement souveraineté et autonomie, non sans tensions, là où l'opposition terme à terme semblait prévaloir auparavant. Le retour du souverain impose de le considérer comme central dans l'étude des relations de pouvoir écologique.

Alors que l'autonomie et la souveraineté entretiennent, dans les cas que nous avons étudiés ici, des relations tantôt conflictuelles, tantôt affinitaires, il faut s'intéresser de plus près à ce qui a rendu possible la jonction d'une revendication internationale d'autonomie-souveraineté, au centre des

projections contre-hégémoniques équatorienne et bolivienne. Cet éclairage est de nature à faciliter la compréhension des phénomènes qui ont mis fin à cet élan d'autonomie internationale.

Chapitre 8. Les projections souveraines dans l'impasse mondiale. Le triomphe de l'hétéronomie.

« Il a la *puissance* mais ne cherche aucun pouvoir – puisque justement, il *peut* ».

Alain DAMASIO, *La borde du contrevent*

L'autonomie revendiquée par les militants écologistes qui, défenseurs d'écosystèmes locaux, se trouvent en prise avec les pouvoirs publics de par le monde, s'est en quelque sorte renouvelée dans les processus bolivien et équatorien à travers la souveraineté elle-même. En d'autres termes, la revendication d'autonomie territoriale chère à l'écologie politique et à ses militants a été traduite dans le langage étatique par les diplomaties de la *Revolución Ciudadana* et du *Proceso de Cambio*.

Ce chapitre en étudie le sens comme la finalité. L'opposition entre autonomie et souveraineté n'est en effet pas dialectiquement résolue par la victoire de gouvernements dont les liens avec les mouvements altermondialistes sont des plus étroits. Au lieu d'un mouvement dialectique, qui n'expliquerait en rien les tensions que la deuxième partie de cette thèse a mises à jour, la traduction opère une différenciation dans l'apparence de la continuité. Cette différenciation n'est pas une rupture nette, qui casserait les liens établis auparavant. Elle correspond à un *niveau* d'action, qui est celui de l'Etat. La projection internationale, bien qu'elle vienne dans les deux cas d'une dynamique sociale et politique en partie transnationale, reste surdéterminée par l'Etat : une diplomatie des peuples reste une diplomatie d'Etat, un gouvernement des mouvements sociaux un gouvernement. Les gouvernements déterminent la stratégie et, *in fine*, le sens politique de cette projection.

Les conséquences théoriques sur l'étude des relations de pouvoir écologique de ces projections souveraines *à partir de l'autonomie écologique* doivent être tirées dans ce chapitre. A la poussée inexorable vers l'autonomie politique, étudiée en première partie, répond le rattrapage de ce mouvement vers l'autonomie, comme capturée dans les mailles des relations de pouvoir écologique.

Les contradictions entre souveraineté et autonomie ne relèvent pas uniquement de tensions entre Etat et mouvement social. Pour la Bolivie et l'Equateur, elles ne sont pas un face-à-face entre deux parties aux intérêts contraires une fois l'institutionnalisation du mouvement social arrivée¹⁰¹⁸. En effet, ces contradictions se poursuivent dans la dynamique politique de la projection elle-même.

L'objet de ce chapitre est de tirer les premières conclusions théoriques du rattrapage des autonomies politiques bolivienne et équatorienne. L'hybridation, adhésion ou rejet, entre

¹⁰¹⁸ Cette thèse renvoie à la notion de double discours des gouvernements équatorien et bolivien qui n'auraient pas été véritablement écologistes et auraient uniquement trouvé dans cette question l'opportunité d'une légitimité politique internationale confortable. L'analyse des relations de pouvoir écologique à partir de l'intention – suppositions hasardeuses bien souvent – des acteurs nous semble particulièrement insuffisante. En effet, les effets de la projection internationale contre-hégémonique ont mis à jour des tensions pertinentes pour la discussion des relations de pouvoir écologique, par définition globales.

souveraineté et autonomie, étudiée dans le précédent chapitre, caractérise clairement les projections internationales de la Bolivie et de l'Équateur. La fragilité de ces liens d'hybridation, si elle a eu la force de produire une assise internationale supérieure pour ces deux pays, n'a pas transformé sensiblement les relations de pouvoir écologique au niveau international.

Le rattrapage des autonomies politiques a comme pétrifié les dynamiques de projection, constituées par une revendication de transformation profonde du système-monde. Ce phénomène est *en soi* une mise en cause du principe de souveraineté, puisqu'il en fait éprouver les limites concrètes aux gouvernants de ces pays. Leur souveraineté réelle est limitée en matière d'écologie, pour des raisons qu'il s'agit désormais d'explorer.

Les compositions nationales entre revendication d'autonomie territoriale et affirmation du principe de souveraineté sont différentes dans les deux pays¹⁰¹⁹. Dès lors que le champ des relations de pouvoir écologique se trouve être nécessairement global, il est impératif de poursuivre la redéfinition, à partir des situations étudiées ici, le concept de souveraineté à l'ère anthropocène. Si la souveraineté est la forme de fiction politique d'un pouvoir *propre* et sans partage, un ordonnancement moniste du réel, elle doit toutefois s'asseoir sur une réalité d'exercice du pouvoir. Au niveau global, certains pays sont nettement moins souverains que d'autres. C'est la première thèse de ce chapitre : *l'affirmation périphérique de la souveraineté est une mise en scène conflictuelle pour susciter la coopération internationale* ou, à tout le moins, la transformation des rapports de pouvoir écologique. L'affirmation du monisme souverain est un acte politique qui, s'il n'est pas assis sur une force matérielle, est vouée à s'essayer à la seule projection normative. En d'autres termes, la centralité narrative de la souveraineté dans les deux projections internationales étudiées ici renvoie à une faiblesse effective de la souveraineté politique.

Cette coopération internationale espérée demande des alliés. Pour des pays périphériques comme la Bolivie et l'Équateur, la question centrale est d'identifier les possibles alliés pour faire basculer le rapport de force international. Le paradigme décisif d'interprétation du monde depuis ces blocs hégémoniques renvoie au Sud conçu négativement dans son rapport aux pollueurs historiques qui se trouvent en Europe et en Amérique du Nord. Les tensions inhérentes à l'inertie d'un tel cadre de perception compliquent les possibilités de coopération effectives. La seconde thèse de ce chapitre est la suivante : *le Sud renvoie à un projet politique dans le cadre des relations de pouvoir écologique globales, et non à une réalité de l'équilibre des pouvoirs au niveau international*. C'est une conceptualisation possible de la proposition de transformation de l'économie-monde.

¹⁰¹⁹ Cf. *supra*, Chapitres 2 & 3.

Et il s'agit là de la question fondamentale posée par le rattrapage des autonomies politiques boliviennes : est-il possible que les communautés humaines soient souveraines sur les évolutions de l'économie-monde ? C'est la dernière thèse de ce chapitre : *autonomie et souveraineté se joignent dans la volonté de produire une rupture avec l'hétéronomie posée par l'économie-monde*. Cette volonté de rupture prend une dimension singulière dès lors que les possibilités de son déploiement peuvent conditionner la survie de l'espèce humaine.

I- La souveraineté depuis la périphérie, ou le conflit en vue de la coopération

La position de l'Equateur et de la Bolivie dans l'équilibre international des puissances est indéniablement périphérique. S'arrêter à ce constat ne suffit cependant pas à saisir les paradoxes contemporains qui définissent les relations entre autonomie, souveraineté et relations de pouvoir écologique. C'est d'abord sur l'usage politique de la souveraineté depuis la périphérie qu'il faut s'arrêter : il s'agit d'une demande contestataire d'autonomie. Cette demande s'inscrit ensuite dans la réalité conflictuelle des relations de pouvoir écologique. Enfin, elle met en scène ce conflit en vue de défendre un horizon de coopération et d'autonomie.

a. Ecopouvoir et souveraineté : contester pour l'autonomie

Les marges d'autonomie contrainte à l'ère anthropocène

Que la souveraineté trouve des limites objectives dans les développements contemporains de la mondialisation est un fait établi¹⁰²⁰. Les interdépendances économiques et réglementaires enserrant les nations souveraines dans des obligations que ne peut totalement abolir la volonté souveraine. L'autonomie induite par l'existence d'un Etat souverain est donc limitée d'emblée, et l'acte souverain ne peut être défini comme tout-puissant. Il n'existe d'ailleurs aucun souverain absolu, le pouvoir n'étant jamais concentré en un point central omniscient et omnipotent¹⁰²¹.

¹⁰²⁰ J.-F. MORIN et A. ORSINI, *Politique internationale de l'environnement*, *op. cit.*, pp. 107-132. En matière de politique de l'écologie, cet argument est défendu rigoureusement par les auteurs, à partir des contraintes liées à la coopération internationale en matière écologique.

¹⁰²¹ M. FOUCAULT, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, *op. cit.*, pp.117-122 : « Au fond, malgré les différences d'époques et d'objectifs, la représentation du pouvoir est restée hantée par la monarchie. Dans la pensée et l'analyse politique, on n'a toujours pas coupé la tête du roi. (...) L'analyse, en termes de pouvoir, ne doit pas postuler, comme données initiales, la souveraineté de l'Etat, la forme de la loi ou l'unité globale d'une domination ; celles-ci n'en sont que des formes terminales. Par pouvoir, il me semble qu'il faut comprendre d'abord la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils s'exercent et sont constitutifs de leur organisation ; le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse ; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou, au contraire, les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres (...) ; c'est le socle mouvant des rapports de force qui induisent sans cesse, par leur inégalité, des états de pouvoir, mais toujours locaux et instables ».

Les contraintes qui se posent pour l'action politique depuis l'Etat, l'action souveraine, ne sont pas immuables. L'importance décisive prise par le concept de mondialisation et son corollaire, l'interdépendance, fait signe vers l'augmentation des contraintes qui pèsent sur la souveraineté. Comme le note Immanuel Wallerstein, « dans les sciences sociales historiques, la réponse à cette nouvelle réalité politique mondiale [celle de la crise des années 1970 et du monde post-guerre froide] a été de faire de la mondialisation le principal mot-clé de la recherche et des publications »¹⁰²². Le mouvement général de l'analyse est donc allé vers la reconnaissance de contraintes supplémentaires, par-delà le nationalisme méthodologique, sur les actions souveraines qui émanent des Etats. Ces interdépendances nouvelles sont massivement d'ordre économique : augmentation des échanges, division internationale du travail, multiplication d'acteurs privés d'un poids économique relatif supérieur à certains Etats.

Mais ce supplément de contraintes sur la souveraineté n'est pas seul. S'il est vrai que « le monde entier se trouve aujourd'hui placé sous l'influence de l'hydre de la mondialisation », Clive Hamilton évoque ce nouvel horizon narratif de notre époque : « L'Anthropocène est l'événement total par excellence. Les environnements locaux et régionaux comptent encore, bien sûr, mais les sciences du système terrestre nous disent que nous vivons sur la Terre, qui n'est pas une simple agrégation de nombreuses entités locales, mais une entité totale, dynamique, en évolution, au-dessus et au-delà de l'échelle locale, et qui détermine toujours davantage le local et le régional »¹⁰²³.

La situation *neuve* créée par cet événement produit une nouvelle réalité qui rapproche paradoxalement le local et le national, deux échelles considérablement relativisées par la dynamique globale du système Terre. C'est à partir de cette réalité qu'il convient de lire la possibilité d'un pont entre autonomie locale et souveraineté nationale, comme la tentative de saisie d'un phénomène qui semble échapper à chaque fois que l'on souhaite s'en saisir.

Les marges d'autonomie pour les Etats souverains, réduites par la mondialisation, sont en outre relativisées par l'événement Anthropocène. La production d'événements climatiques catastrophiques, par exemple, peut échapper *absolument* à tout contrôle souverain – lors même que le processus de production de ces événements est d'origine anthropique.

¹⁰²² I. WALLERSTEIN, « World-System Analysis », *Sociopedia.isa*, 2013, p. 6.

¹⁰²³ C. HAMILTON, « Vers une philosophie de l'histoire de l'anthropocène », dans *Penser l'anthropocène*, Paris, Rémi Beau et Catherine Larrère, 39-50, p. 48.

C'est par une ironie de l'histoire de la pensée qu'il est possible de lire Nicolas Machiavel à partir de cet événement. Dans un passage fameux du *Prince*, il mobilise une métaphore naturelle pour qualifier les marges d'autonomie souveraine, les conditions de possibilité de l'action politique. Machiavel est formel : si tout ne dépend pas de l'action humaine, il y a toujours une possibilité d'autonomie dans l'action, ce pourquoi la politique existe, précisément :

« Néanmoins, pour que notre libre arbitre ne soit pas étouffé, je juge qu'il peut être vrai que la fortune est l'arbitre de la moitié de nos actions, mais qu'également elle nous en laisse gouverner à nous l'autre moitié, ou à peu près. Je la compare à un de ces fleuves impétueux qui, quand ils se mettent en colère, inondent les plaines, abattent les arbres et les édifices, enlèvent de la terre ici, la déposent ailleurs : chacun fuit devant eux, tout le monde cède à leur élan, sans pouvoir nulle part y faire obstacle. Bien qu'ils soient ainsi faits, il n'en reste pas moins que les hommes, quand le temps est calme, pourraient y pourvoir et par des levées et par des digues, de sorte que, s'ils venaient ensuite à gonfler, ou bien ils s'en iraient par un canal, ou bien leur élan ne serait pas aussi violent et aussi dommageable. Il advient de même de la fortune, qui manifeste sa puissance là où il n'y a pas de vaillance préparée pour lui résister, et qui donc tourne son élan là où elle sait que l'on n'a fait ni digues ni levées pour la contenir »¹⁰²⁴.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'action politique souveraine n'a jamais été purement indépendante des contraintes qui pèsent sur elles. Les limitations de la souveraineté par la réalité qui s'impose au politique existent aussi du temps de Machiavel. Sa défense du souverain comme possibilité d'action politique autonome est toutefois claire : certes, des contraintes s'imposent aux communautés politiques humaines, mais si le souverain est *vertueux*, c'est-à-dire s'il fait preuve d'habileté à manier la fortune et à décider à partir de cette situation contrainte, le libre arbitre politique est sauf.

Dans le cas de l'événement Anthropocène, l'impératif d'adaptation à des contraintes nouvelles se double d'un impératif d'atténuation de l'événement lui-même. Pour reprendre l'exemple du *Prince*, les possibilités de vertu politique pour contrôler la fortune ne tiennent pas uniquement à l'érection de digues ou de chaussées – qui renverraient à ce que nous concevons aujourd'hui comme l'*adaptation* au changement climatique¹⁰²⁵. Il est également concevable d'empêcher que le fleuve déborde si le phénomène du changement climatique lui-même en venait à être atténué – c'est la mitigation du changement climatique. Dans les conditions posées par l'Anthropocène, ce couple semble indissociable. Il est simultanément impossible d'en maintenir la cohérence sans l'existence d'entités souveraines ou depuis un seul Etat souverain. Le double

¹⁰²⁴ M. MERLEAU-PONTY, *Note sur Machiavel*, 2018, p. 174.

¹⁰²⁵ Cf. *supra*, Chapitre 6.

impératif d'une *virtu* à l'heure anthropocène consiste à construire des digues et à s'assurer que la crue ne soit pas trop forte.

Le dilemme de l'autonomie au niveau global

C'est à partir de cette réalité double qu'il faut concevoir le dilemme contemporain de l'autonomie, dont les formes diverses ne remettent nullement en cause l'unité fondamentale. Si la souveraineté trouve face à elle des limitations externes, et que la mondialisation est surdéterminée par l'Anthropocène, il n'en reste pas moins que la puissance politique est nécessaire pour ne pas laisser cette fortune nouvelle et destructrice, produite par les actions humaines, emporter l'espèce dans son sillage.

La souveraineté étatique peut paraître une limitation externe pour l'autonomie locale ; mais la souveraineté étatique trouve également des limitations externes qui font de l'autonomie un objet désirable pour ceux qui la détiennent.

Il nous semble décisif de rappeler que l'affirmation de souveraineté devient un élément de contestation de l'ordre international, indissociablement politique et économique pour l'Equateur de Correa et la Bolivie de Morales. Pour les pays périphériques, parmi les choix définis par Hirschman¹⁰²⁶, la sortie n'est pas véritablement une option : ni des instances politiques internationales, ni du marché dont dépendent les ressources budgétaires des deux nations à l'étude ici.

Il faut donc lire le choix d'une affirmation de souveraineté au niveau international comme une manière de faire entendre une *autre voix*. Cette autre voix est *simultanément* celle de l'autonomie et celle de la souveraineté. C'est précisément parce qu'en cette situation autonomie et souveraineté peuvent se lier que les liens entre mouvement altermondialiste et gouvernements du MAS et de PAIS continuent en dépit des tensions internes aux nouveaux blocs hégémoniques.

Le dilemme contemporain de l'autonomie depuis les pays périphériques est le suivant : puisqu'elle ne saurait s'appuyer sur une souveraineté nationale par trop limitée, la défense de l'autonomie politique, locale ou nationale, doit s'étendre aux instances internationales. Ce dilemme est particulièrement prégnant pour ce qui est des questions écologiques. En effet, l'écopouvoir, réalité première des relations de pouvoir écologique, aiguise les tensions autour des communs environnementaux et des conditions *politiques et matérielles de leur sauvegarde* : c'est pourquoi la demande contestataire d'autonomie s'inscrit dans la conflictualité socio-écologique globale.

¹⁰²⁶ A.O. HIRSCHMAN, C. BESSEYRIAS et P. DELWIT, *Exit, voice, loyalty défection et prise de parole*, *op. cit.*

- b. La conflictualité écologique, contradiction première des relations internationales contemporaines

Les conflits socio-écologiques : un signe vers la dépendance

Il n'est pas possible d'isoler *un seul* niveau effectif de conflictualité socio-écologique. Autour du parc Yasuni comme du parc Tipnis, l'aspect local du conflit est lié à l'existence même des espaces en jeu : ces espaces transcendent et annulent la séparation entre local et global.

Les gouvernements d'Etats périphériques ont avec l'ordre international un rapport qui présente une forme de continuité avec le rapport des oppositions sociales en périphérie de l'Etat lui-même. Cette analogie en termes de rapports de pouvoir est celle qui a permis simultanément aux gouvernements du MAS et de PAIS de maintenir le discours international comme *lien minimal* pour les composantes éclatées des blocs qui les appuyaient auparavant *et* d'entrer dans des configurations conflictuelles avec ces mêmes composantes.

Hybrides et entremêlés, par-delà nature et culture, les communs environnementaux font toujours signe vers un *ailleurs* aux lieux qu'ils forment. Ils renvoient à une conflictualité politique dont nous faisons ici l'hypothèse qu'elle est la conflictualité politique fondamentale de notre contemporanéité. La crise écologique met en jeu les conditions d'existence de l'humanité, mais d'une façon fort différenciée. Selon qu'on soit puissant ou misérable, le changement climatique ne présente pas les mêmes risques immédiats. Dans les zones sujettes aux sécheresses, comme c'est le cas de la Bolivie et de l'Equateur, les retards de croissance de la population peuvent être massifs¹⁰²⁷.

Les conflits socio-écologiques renvoient donc, depuis l'Amérique du Sud périphérique, à la théorie de la dépendance vis-à-vis des centres capitalistes, qui présentent la double caractéristique d'être les responsables historiques premiers de la situation posée par l'Anthropocène, et les plus dotés pour s'y adapter. C'est pourquoi les projections internationales contre-hégémoniques de l'Equateur et de la Bolivie ont relayé les notions chères au courant de la justice environnementale.

La conflictualité écologique, une conflictualité politique et globale

La dépendance accrue renvoie à l'intégration dans un système économique, dont les implications techniques en termes d'accumulation sont claires. Comme l'écrit Paul Guilibert, « La catastrophe, pourrait-on dire avec Benjamin, réside dans le fait que l'histoire des luttes environnementales a été perdue, contribuant ainsi à renforcer le récit linéaire et optimiste d'une modernité ignorante des risques qu'elle produit. Cette linéarité implique aussi que les mécanismes

¹⁰²⁷ I. ANGUS, *Face à l'anthropocène : le capitalisme fossile et la crise du système terrestre*, 2018, p. 209, [En ligne]. <<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3329171>>. (Consulté le 15 décembre 2018).

de domination par lesquels le progrès technique triomphe de ses opposant.e.s, soient en permanence dissimulés et oubliés. D'un même geste, l'histoire linéaire dissimule l'histoire d'un passé vaincu et les pratiques politiques par lesquelles la défaite est advenue »¹⁰²⁸.

Le caractère hautement politique de cette intégration de la périphérie aux mécanismes techniques, économiques et à l'écologie nouvelle de la modernité apparaît comme la clé de lecture décisive de la conflictualité écologique contemporaine. Cette conflictualité politique renvoie toujours à la possibilité d'une alternative, d'un autre développement, d'une intégration qui ne mène pas à la destruction toujours plus avancée des conditions d'existence des êtres humains et, parmi eux les premiers dans les Etats périphériques.

La politique comme institution du conflit et possibilité de l'invention¹⁰²⁹ s'est démontrée capable d'être ce lieu de production d'autonomie dans les cas bolivien et équatorien. Mais elle s'est heurtée à l'intensité de la conflictualité écologique. Les militants écologistes et indigénistes peuvent s'opposer aux politiques nationales susceptibles de détruire un commun environnemental. Au regard du même espace, la relativisation par la responsabilité du centre capitaliste – ce tiers auparavant exclu¹⁰³⁰ – réunit de nouveau opposants et gouvernements au niveau international.

La périphérie de l'Anthropocène est *matériellement contrainte* et l'interdépendance économique, au visage de la dépendance aux énergies fossiles, fait écho aux principes fondamentaux de l'échange inégal : à la périphérie échoit la production des produits à faible valeur ajoutée.

Le déploiement d'une tentative *d'internationalisation* d'une alternative écologiste, à partir de la proposition depuis la périphérie d'un modèle alternatif de développement, renvoie à la nécessité pour la science politique d'être une *histoire du temps présent*. Ce faisant, elle doit éviter l'écueil qui consisterait à ne produire cette histoire que du point de vue des forces sociales dominantes. Cet enjeu épistémologique posé par Edward Thompson¹⁰³¹ est d'autant plus essentiel qu'une incertitude *radicale* plane sur notre devenir.

Les contradictions politiques poussées à l'extrême : l'enjeu de la survie

En effet, la conflictualité écologique est d'une intensité sans précédent dans la mesure où elle met en jeu une question inédite et traditionnellement non politique : celle de la survie de

¹⁰²⁸ P. Guillibert, « L'effondrement, la catastrophe et la rédemption. Réflexions sur la crise écologique », in M. RIOT-SARCEY (éd.), *De la catastrophe : l'homme en question du Déluge à Fukushima*, Paris, Éditions du Détour, 2018, p. 256 (Le devenir du passé).

¹⁰²⁹ Cf. *supra*, Introduction.

¹⁰³⁰ Cf. *supra*, Chapitre 7.

¹⁰³¹ E.P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1988.

l'espèce humaine elle-même. Cette question nouvelle n'est toutefois pas exempte de contradictions et de tensions sociales considérables. La survie elle-même devient l'enjeu de la lutte politique, et ce de façon transversale, sans que l'échelon national puisse arrêter ou pourvoir à lui seul à la résolution de ce problème immense.

Comme l'écrit Ian Angus, « la combinaison des inégalités de richesse et de pouvoir avec le changement climatique et les événements météorologiques extrêmes a déjà des conséquences catastrophiques sur la majorité de la population mondiale. Le fossé ne sépare pas seulement les riches et les pauvres ou le confort et la misère, *mais aussi la survie et la mort* »¹⁰³². Cette ligne de partage renvoie au pouvoir comme étant simultanément contrôle sur la vie et production de la mort. Diffus et polycentrique, l'*écopouvoir* structure la conflictualité écologique de notre temps. Sa nature repose sur la reconfiguration du champ politique par l'enjeu fondamental de la survie.

A l'ère anthropocène, toutes conditions égales par ailleurs, le risque est en effet que la survie soit d'abord un luxe, puis une illusion pour celles et ceux qui pensaient pouvoir en réchapper du fait de leur opulence.

C'est du fait du caractère extrême de l'enjeu, la survie de vastes groupes sociaux et de l'espèce elle-même, que la conflictualité écologique est la contradiction première des relations internationales contemporaines.

c. Autonomie et coopération : les signes normatifs, l'appel d'une alternative

Le Buen Vivir, un projet politique traversé de tensions

L'histoire de cette prise d'autonomie diplomatique repose sur la capacité de la Bolivie comme de l'Équateur à devenir des pôles d'attraction idéologiques par-delà la seule Amérique du Sud. L'alliage idéologique particulier qui s'y est formé¹⁰³³ faisait également écho à des développements de l'écologie politique en Europe et aux États-Unis, à partir des liens possibles avec le socialisme. La notion de communs, rappel sémantique du communisme ou de la communauté, est de ce point de vue centrale dans la pensée critique en Europe et aux États-Unis¹⁰³⁴.

Mais la base idéologique singulière de ces blocs n'est pas le seul facteur d'originalité des processus. Il y avait dans les projets bolivien et équatorien une force d'attractivité inscrite dans

¹⁰³² I. ANGUS, *Face à l'anthropocène*, op. cit., p. 207.

¹⁰³³ Cf. Chapitre 1.

¹⁰³⁴ P. DARDOT et C. LAVAL, *Commun*, Paris, La Découverte, 2013 ; B. BORRITS, *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs*, Paris, La découverte, 2018 (L' horizon des possibles) ; J. MCCARTHY, « Commons as counterhegemonic projects », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 16, n° 1, 2005, pp. 9-24 ; B. CORIAT, *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015.

l'idée même de proposer un horizon *alternatif*, une dizaine d'années après le triomphe des Etats-Unis sur l'URSS et la diffusion massive de la thèse selon laquelle était venu ce temps immobile, sans perspective de transformation sociale ou d'alternative politique de la « fin de l'histoire »¹⁰³⁵. Le succès absolu de la démocratie libérale signifiait alors l'impossibilité de remettre fondamentalement en cause les structures sociales et économiques du capitalisme contemporain.

A l'heure de l'Anthropocène, événement produit par les limites que l'humanité rencontre dans son action, cette remise en cause est toutefois une nécessité objective. C'est à partir de cette réalité première et déterminante que l'horizon alternatif de développement défendu s'inscrit dans le paysage politique comme pertinent. La pluralité des sources idéologiques et la souplesse relative des agencements qui forment le bloc semblent d'abord masquées par l'unité que constitue la proposition d'alternative en elle-même.

Il n'en reste pas moins que la temporalité du changement impliqué par la construction d'une alternative politique et économique, par-delà les limites de l'échelle nationale, est une source considérable de tensions. Cette tension autour du temps est aussi, irréductiblement, une tension autour de l'espace¹⁰³⁶. Du côté des blocs hégémoniques, il est possible de dégager une hypothèse claire : plus le politique est conjoint à un espace limité, local, plus la rupture avec le modèle de développement doit être immédiate. Le report dans le temps de la transformation radicale est aussi une extension dans l'espace. La volonté de la rupture immédiate est une limitation spatiale. La rupture à moyen terme appelle un élargissement de l'espace politique concerné : à terme plus long, terre plus vaste.

L'impératif démocratique, l'autonomie et les formes de la coopération

Ce point nodal de tensions interroge sur les conditions concrètes de la coopération à mettre en œuvre en vue de la protection des communs environnementaux. En effet, l'autonomie, si elle est articulée à un *espace* donné, celui de la communauté indigène, n'est pas négociable. Il s'agit alors de *vivre un espace*, non de décider de son sort depuis un autre lieu, pas davantage de négocier à partir d'un *ailleurs*, ou de s'en remettre à la responsabilité internationale.

C'est la clé des négociations autour du Yasuní en Equateur : les écologistes et les organisations indigènes acceptaient la limitation de l'initiative ITT tant que Correa acceptait de porter au niveau international cette forme nouvelle de moratoire en vue de l'obtention d'une contribution internationale. A partir du moment où celle-ci n'est pas venue, la question de la

¹⁰³⁵ F. FUKUYAMA, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 2012.

¹⁰³⁶ La relation, déterminante, entre écopouvoir et conceptions du temps et de l'espace est discutée ultérieurement. Cf. *infra*, Chapitre 9.

responsabilité internationale est devenue centrale, et Rafael Correa s'est vu accuser de s'en servir afin de défausser la responsabilité de l'exploitation pétrolière sur l'Europe et les Etats-Unis.

Si la démocratie n'est possible qu'à partir d'un commun *localement* identifié et gouverné, perspective des forces qui ont fait partition des blocs hégémoniques, alors les communs environnementaux ne sont pas articulables à l'humanité entière : « Les communs requièrent une communauté. Cette communauté ne doit pas être sélectionnée en fonction d'un privilège quelconque mais en fonction du travail d'entretien accompli pour reproduire les communs y régénérer ce qui en est extrait. De fait, les communs impliquent autant d'obligations que de droits. Leur principe est le suivant : ceux qui font partie de ce qui est communément partagé contribuent à sa viabilité. C'est pour cela qu'il n'est pas possible de parler de « communs globaux », puisque ces derniers impliquent l'existence d'une collectivité globale qui n'existe pas actuellement et qui peut-être n'existera jamais, puisque nous ne le pensons ni possible ni souhaitable. De la sorte, quand nous disons « aucun commun sans communauté », nous pensons à la façon dont se crée une communauté spécifique dans la production de relations à partir desquelles s'établit un commun particulier qui se maintient »¹⁰³⁷.

Cette conception, défendue par Silvia Federici, est au cœur des tensions liées à la coopération autour des communs environnementaux. Si la préservation de ces derniers est objectivée comme nécessaire à l'humanité entière, il n'en est pas moins vrai que la dimension conflictuelle de ces espaces ne peut être balayée d'un revers de main par la seule idée de coopération, pas plus qu'elle ne saurait l'être par l'affirmation d'un commun absolument local. Les formes de la coopération sont radicalement interrogées par les communs environnementaux. L'autonomie, tout comme la souveraineté, ne souffre ni contestation ni limitation externe dans son déploiement en tant que *discours*. C'est pourquoi l'affirmation de l'autonomie des communautés amazoniennes et de la souveraineté d'Etats périphériques peut s'entendre comme un même mouvement.

¹⁰³⁷ G. CAFFENTZIS et S. FEDERICI, "Comunes contra y más allá del capitalismo", *El Apantle. Revista de estudios comunitarios*, n° 1, 2015, p. 68 : los comunes requieren una comunidad. Esta comunidad no debería seleccionarse en función de ningún privilegio sino en función del trabajo de cuidado realizado para reproducir los comunes y regenerar lo que se toma de ellos. De hecho, los comunes entrañan tantas obligaciones como derechos. Así, el principio tiene que ser que aquellos que pertenezcan a lo comúnmente compartido contribuyan a su mantenimiento: es por este motivo que no podemos hablar de "comunes globales", (...), pues éstos asumen la existencia de una colectividad global que no existe en la actualidad y que quizás no exista jamás, ya que no lo vemos como posible o deseable. De este modo, cuando decimos "ningún común sin comunidad", pensamos en cómo se crea una comunidad específica en la producción de relaciones mediante la cual se establece un común particular y se mantiene".

Des forêts amazoniennes, nous pourrions écrire ce qu'Isabelle Stengers suggère à propos d'une forêt de l'Oregon où pousse ce champignon, le matsutake, dans les forêts à la biodiversité ruinée : « La forêt de l'Oregon, loin d'échapper à l'emprise capitaliste, abrite des vies précaires, dépendantes d'une captation indifférente à leur passion pour l'autonomie »¹⁰³⁸.

Cette « passion pour l'autonomie », bousculée par des logiques indépendantes de la volonté des individus ou communautés occupant un espace donné¹⁰³⁹, est pour nous l'une des réalités majeures de l'écopouvoir. Ce dernier trace une nouvelle ligne dans les champs de lutte politique, dont le trait épais marque une limite entre la mort et la survie. Les contradictions politiques deviennent extrêmes dans un contexte où l'enjeu du pouvoir devient de nouveau la mort.

C'est que l'action politique à l'heure d'une possible disparition de l'humanité se situe sur la crête entre politique et non politique. Giorgio Agamben distingue, dans son ouvrage *Homo sacer*, la vie politique – *bios* – de la vie nue – *zoe*. La vie politique est celle de l'égalité entre citoyens, au sein de la République par exemple. Cette vie est régie par les rapports *politiques* entre êtres humains. Lorsque qu'un individu est rejeté de la cité, qu'il peut être tué à tout moment, c'est alors au domaine de la vie nue qu'il est renvoyé. Il devient *homo sacer*¹⁰⁴⁰. Ce qui distingue la vie politique de la vie nue, c'est la constitution d'un *commun* articulé par le langage ; ce même langage présente des parentés profondes avec les structures de pouvoir¹⁰⁴¹.

Au moment où l'humanité peut être emportée dans la destruction de ses conditions d'existence, les frontières entre vie politique et vie nue se brouillent intégralement, et le constat produit par Agamben se renforce : « Ce qui caractérise la politique moderne n'est pas l'inclusion de la *zoe* dans la *polis*, en soi très ancienne, ni simplement le fait que la vie comme telle devient un objet éminent de calculs et de prévisions du pouvoir étatique ; le fait décisif est plutôt que, parallèlement au processus en vertu duquel l'exception devient partout la règle, l'espace de la vie nue, situé à l'origine en marge de l'organisation politique, finit par coïncider avec l'espace politique, où exclusion et inclusion, extérieur et intérieur, *bios* et *zoe*, droit et fait, entrent dans une zone

¹⁰³⁸ I. Stengers, « Préface », A.L. TSING, *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, 2017, p. 10.

¹⁰³⁹ Cf. *supra*, Chapitre 5.

¹⁰⁴⁰ G. AGAMBEN, *Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997.

¹⁰⁴¹ *Ibid.*, p. 29 : "Le langage est le souverain qui, dans un état d'exception permanent, déclare qu'il n'y a pas de hors-langue, qu'il est toujours au-delà de lui-même. La structure particulière du droit a son fondement dans cette structure présupposante du langage humain. Elle exprime le rapport d'exclusion inclusive auquel une chose est soumise du fait d'être dans le langage, d'être nommée".

d'indifférenciation irréductible »¹⁰⁴². Cette zone d'indifférenciation est absolue dans un monde structuré par les logiques de l'écopouvoir.

L'*homo sacer*, condamné à la mort sociale ou physique par la cité, devient le genre humain dans son ensemble, *en tant qu'espèce*¹⁰⁴³. Une communauté politique ne décide pas de mettre fin à sa propre existence. C'est pourtant le scénario qui se déroule pour l'instant pour l'ensemble des communautés humaines. L'enjeu politique relatif à l'écopouvoir porte sur la configuration *spécifique* qui rend un tel scénario envisageable.

Depuis la périphérie du monde, souveraineté et autonomie se rapprochent pour contester l'ordre actuel des relations internationales, inertie reproductrice de la destruction des conditions *physiques* d'existence de l'humanité. C'est en ce sens que la souveraineté étatique peut être *l'un des outils* stratégiques au sein des conflits socio-écologiques. L'affirmation *radicale* de la volonté d'autonomie est, en un sens, commune à l'Etat et aux communautés indigènes pour ce qui est de nos cas d'étude. Poser la question de la souveraineté ou de l'autonomie revient en réalité à interroger la possibilité de la continuité du politique en tant que tel, de l'existence de la décision collective.

De fait, la poussée politique loin du compromis, à partir d'une posture contre-hégémonique assumée, est liée à la poussée aux limites du politique du fait de l'émergence d'un enjeu radicalement nouveau pour l'histoire politique, celui de la survie de l'espèce.

II- Quelles projections de puissance pour une contre-hégémonie à caractère global ?

Cette configuration a appelé une tentative de résistance qui peut porter comme noms, selon le niveau d'expression, souveraineté ou autonomie. C'est une *politisation* intense des enjeux écologiques qui est à l'œuvre dans la conflictualité écologique autour des communs environnementaux. La centralité de la question de la survie renverse les clés d'analyse et d'action politique. L'absence de coopération suffisante entre communautés nationales interroge sur deux aspects centraux du problème.

D'un côté, il est possible de se demander si l'absence de communauté globale constituée est l'une des origines du problème. De l'autre, l'absence de volonté de rupture avec le système

¹⁰⁴² *Ibid.*, p. 17.

¹⁰⁴³ M. FOUCAULT, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil : Gallimard, 2004, p. 3 (Hautes études).

productif capitaliste qui peut l'expliquer. Les deux éléments ne sont par ailleurs pas inconciliables : la coopération internationale en vue de la rupture avec le système d'accumulation actuel n'est en effet pas à l'agenda international. Mais si la souveraineté d'une seule nation, ou l'autonomie locale, ne suffisent pas à rendre durables nos conditions d'existence, la souveraineté de plusieurs – la coopération internationale, le multilatéralisme – et l'autonomie par-delà les frontières peuvent constituer des pistes de réflexion et d'action.

La caractérisation de la conflictualité écologique globale est essentielle pour considérer la possibilité d'un projet contre-hégémonique global. La question des responsabilités historiques est d'abord essentielle pour penser les relations de pouvoir écologique. Si elle forme un consensus négatif dans la plupart des pays du Sud, cette question ne constitue pas pour autant un projet positif. La multiplicité des rapports à l'écopouvoir est un trait décisif des Sud aujourd'hui. Les Suds souverains divisés, le projet politique du Sud se configure enfin à partir d'autonomies partielles, et d'un débat vital : qui peut parler pour les communs ?

a. Communs environnementaux, responsabilité historique et relations internationales

L'accusation monte à mesure de la nécessité de l'adaptation

Les enjeux d'adaptation au changement climatique et, plus généralement, à l'Anthropocène, ne sont pas des enjeux prévisionnels. Il ne s'agit pas uniquement de prospective, puisque ces événements nous sont contemporains. La Bolivie comme l'Équateur subissent déjà ces événements : ils y sont plus vulnérables et leur adaptation est plus difficile à budget contraint¹⁰⁴⁴.

Mais il faut saisir l'acuité avec laquelle ces problèmes se posent à de nombreux pays du Sud, y compris les plus puissants, comme la Chine ou l'Inde, pour comprendre le rapport différencié aux enjeux d'adaptation entre le Nord et le Sud¹⁰⁴⁵. La responsabilité historique est renvoyée aux pays du Nord, et parmi eux l'Europe et l'Amérique du Nord en tête. Dans cette mesure, la construction de la justice écologique au niveau international suit ce schéma narratif : les premières victimes du changement climatique sont les moins responsables historiquement de sa montée en puissance. Ce discours est essentiel à la compréhension des relations de pouvoir écologique.

Elle inscrit les responsables historiques comme responsables contemporains, et premiers à devoir initier un changement relatif aux modes de production et de consommation. Comme l'écrit

¹⁰⁴⁴ Cf. *supra*, Chapitre 6.

¹⁰⁴⁵ Précisons toutefois que cette différenciation n'est probablement que temporaire, au vu de l'accélération des effets délétères du changement climatique. L'été 2018 a notamment été celui d'événements particulièrement inquiétants, avec notamment des incendies nombreux en Scandinavie.

Ian Angus, « des victoires de la gauche écologiste dans le Sud seraient certes des événements notables (et sont sans doute plus probables à court terme que dans le Nord), mais la capacité de ces pays à ralentir la destruction de l'environnement mondial resterait tout de même limitée »¹⁰⁴⁶.

Les rapports de force internationaux vont être toujours plus déterminés par l'évolution des événements liés à l'Anthropocène. Plus l'adaptation deviendra un impératif absolu pour les pays vulnérables, plus les tensions liées à la conflictualité écologique globale seront considérables.

Aussi, il est fort probable que l'imputation de la responsabilité à l'Europe et à l'Amérique du Nord aille croissant à mesure que les effets directs et sensibles du changement climatique deviennent essentiels pour les économies nationales. La position de la Chine est à cet égard des plus compliquées à tenir. De nos enquêtes de recherche, il nous semble intéressant de remarquer la permanence d'un cadre d'interprétation placé sous le signe d'un Sud global opposé à l'impérialisme états-unien.

La place de la Chine et la dette écologique

Le Vice-Président bolivien nous disait que les Européens n'étaient pas légitimes à donner des consignes politiques relatives à l'enjeu écologique aux pays du Sud en général, et à la Chine en particulier. Si de tels conseils devaient venir, ce serait de la part de pays qui ne portent pas la responsabilité historique du changement climatique : « La Chine se défend avec les armes qu'ont utilisées tous les Européens et les Américains pour défendre leur accumulation. Le Nord n'a pas autorité morale pour dire : “ne fais pas ça”, peut-être le Sud peut l'avoir, mais le Nord a pratiqué cela pendant 350 ans »¹⁰⁴⁷.

La première façon d'interpréter cette perspective est de la replacer dans le cadre d'une inertie considérable du paradigme anti-impérialiste, essentiellement orienté vers une critique du grand frère nord-américain¹⁰⁴⁸.

Mais il est une seconde façon de comprendre cette perception de la Chine depuis l'Equateur ou la Bolivie. En économie, il est d'usage d'opérer une distinction simple entre déficit, qui relève d'un flux annuel par exemple, et dette, stock des emprunts réalisés sur plusieurs années. Comprendre la position de ces Etats périphériques sud-américains vis-à-vis de la Chine nécessite l'introduction de la notion de *déficit écologique*. Il est clair que les émissions de la Chine ont

¹⁰⁴⁶ I. ANGUS, *Face à l'anthropocène*, *op. cit.*, p. 234.

¹⁰⁴⁷ Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016 : “Está defendiendo con las armas que usaron todos los europeos y los americanos para defender su acumulación. El Norte no tiene autoridad moral para decir no hagas eso, quizás el Sur puede tener autoridad moral, pero el Norte lo hicieron por 350 años”.

¹⁰⁴⁸ Cf. *supra*, Chapitres 1 & 5.

considérablement augmenté des années 1980 à aujourd'hui. Le problème essentiel que soulève la position de la Chine est celui de l'historicité du changement climatique.

Un flux d'émissions de gaz à effet de serre ne saurait suffire à la détermination des responsabilités historiques. C'est en termes de stock accumulé qu'il faut raisonner pour saisir la dynamique historique des relations internationales à l'ère anthropocène.

Aussi, il serait possible de dire que le déficit écologique de la Chine est considérable, mais que la dette écologique incombe toujours, pour l'essentiel, aux premières puissances industrialisées. La Bolivie s'inscrit sans aucun doute dans cette perspective au niveau international. C'est dans cette ligne que se situe la proposition, devant la COP, d'un budget carbone limité¹⁰⁴⁹, où la Chine faisait partie de ceux qui avaient davantage de droit à émettre que les pays des centres européen et nord-américain.

L'analyse par nations reste la base des négociations relatives au changement climatique, à tel point que les émissions liées au transport international n'y sont pas discutées, puisqu'elles ne peuvent être imputées à la responsabilité d'un Etat. La question sous-jacente à la protection des communs environnementaux est celle du cadre d'analyse et d'action. En termes de rapports de production, il est indéniable que la Chine fait partie de l'économie capitaliste mondiale¹⁰⁵⁰, et que son économie nationale est déterminée par les logiques d'accumulation propres à ce système économique. Les dynamiques d'expansion du capital ne sont pas proprement nationales.

Le Sud uni négativement

La responsabilité commune mais différenciée, notion-clé du protocole de Kyoto et pilier des négociations internationales sur le climat, porte en elle la dimension historique du changement climatique.

La proposition de la distinction entre dette écologique et déficit écologique peut permettre d'éclairer ce double impératif internationalement défini de commun objectif, qui doit *d'abord et avant tout* être assumé par les responsables historiques du processus. Les communs environnementaux ont un effet décisif sur la reconfiguration des rapports de pouvoir internationaux : ils produisent une unité négative du Sud contre les responsables historiques du changement climatique. C'est dans cette perspective qu'il est possible de comprendre la perception d'une Chine alliée, et non impériale, depuis les gouvernements bolivien et équatorien.

¹⁰⁴⁹ Cf. *supra*, Chapitre 3.

¹⁰⁵⁰ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

b. Les formes politiques d'un Sud face aux communs environnementaux

La souveraineté avant tout

Cette unité négative produit l'impression, à partir des entretiens menés dans le cadre de cette thèse, d'une union retrouvée des Suds. Mais il faut placer cet élément dans un contexte plus large, dont la signification renoue avec la position historique de ces pays dans les années 1970 : l'enjeu politique le plus sensible est celui de la défense, par-dessus tout, de la souveraineté.

En d'autres termes, la protection des communs environnementaux ne peut constituer un principe d'entrave à la souveraineté. La position du Vice-Président bolivien est une expression très nette de cette crainte que l'écologie en vienne à menacer la souveraineté nationale au Sud. Dans l'ouvrage qu'il a consacré aux rapports de force liés à l'Amazonie, il affirme ainsi que « le danger réel dans la région amazonienne bolivienne n'est pas l'IIRSA – qui existe seulement dans l'imagination enfiévrée des environnementalistes –, mais la domination déjà existante des pays capitalistes industriels sur les ressources amazoniennes, réserve environnementale achetée qui compense la destruction de l'environnement au Nord. La menace est que l'USAID et le Département d'Etat nord-américain nous fassent croire que l'Amazonie est « à tous », quand ce qu'ils souhaitent en réalité est qu'elle soit à leur gouvernement et à leurs entreprises »¹⁰⁵¹.

Dans une note, il ajoute : « Quelqu'un penserait-il que la coopération européenne, pire encore l'USAID, s'intéressent à mettre à disposition des ressources pour « une alternative civilisationnelle au capital », « un autre monde est possible », le « post-capitalisme », ou le « communisme » craint ? Il est clair que non ! »¹⁰⁵².

Ce livre, trouvé en Equateur où les analyses du Vice-Président bolivien étaient reçues à partir de la volonté de défendre la souveraineté de l'Etat, agit comme le révélateur d'un arbitrage clair : la souveraineté passe avant tout. La dette écologique se retourne alors comme cadre d'intelligibilité de l'intervention internationale, menace sur le contrôle souverain du territoire : les puissances débitrices écologiquement souhaiteraient faire main basse sur les communs environnementaux

¹⁰⁵¹ A. GARCÍA LINERA, *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2012, p. 63 : En los hechos, el peligro real en la región amazónica boliviana no es el IIRSA —que sólo existe en la imaginación afebrada de los medioambientalistas—, sino el dominio ya existente de los países capitalistas industriales sobre los recursos amazónicos, como reserva ambiental comprada que compensa la destrucción del medioambiente en el norte. La amenaza camuflada es que USAID y el Departamento de Estado norteamericano nos hagan creer que la Amazonía es de “todos”, cuando en realidad lo que pretenden es que sea de su gobierno y de sus empresas. .

¹⁰⁵² *Idem* : “¿O es que alguien pensó que la cooperación europea o peor aún USAID, se interesaban en poner recursos para una “alternativa civilizatoria al capital”, “otro mundo posible”, “el postcapitalismo” o el temido “comunismo”? ¡Claro que NO!”.

amazoniens. Le chapitre où cette thèse est défendue porte, significativement, sur le conflit autour de la construction de la route dans le Tipnis¹⁰⁵³.

La souveraineté est donc première, et les enjeux climatiques ne sauraient constituer une entrave au principe de sa défense absolue. La structure argumentaire de cette thèse est sans ambiguïté : les principales puissances à l'origine du changement climatique n'ont aucun droit à entraver la souveraineté des principales victimes de celui-ci, au nom du phénomène qu'ils ont eux-mêmes provoqué.

Echos indigènes et colonialité du changement climatique

La centralité du processus de reconstruction d'Etats forts et souverains est décisive pour comprendre les relations de pouvoir écologique. Nous avons déjà évoqué l'importance fondamentale de la souveraineté pour les gouvernements bolivien et équatorien¹⁰⁵⁴. Mais l'analyse qui se contenterait d'interpréter les projections internationales de ces deux gouvernements *uniquement* en termes de souveraineté serait vouée à l'échec.

La dimension *globale* de la lutte pour l'atténuation du changement climatique est assumée aux Conférences de Cochabamba comme au cœur de l'initiative Yasuni-ITT. L'idée même de *répartir* une atmosphère colonisée par les puissances européennes et nord-américaines exprime deux dimensions de cette position singulière occupée internationalement par la Bolivie et l'Equateur. D'abord, il s'agit de poser comme universel un discours de critique de la colonisation et des effets généraux que ce processus a entraîné sur les populations indigènes de par le monde : l'universel civilisateur est retourné par la destruction qu'il a semée aux quatre coins du globe. Ensuite, la dimension coloniale est un point d'appui essentiel pour unifier mouvement transnational altermondialiste, peuples autochtones et gouvernements de la gauche sud-américaine. L'anti-impérialisme trouve en effet sa positivité dans la revendication de décoloniser les relations internationales et de ménager un espace pour *une autre* politique et, foncièrement, une rupture avec le capitalisme.

Cet élément permet de forger, par-delà les relations interétatiques, des alliances qui donnent réalité à une contre-hégémonie globale. Celle-ci n'est plus uniquement portée par des groupes sociaux ou des mouvements politiques : représentée aux gouvernements dans ces pays andins, elle peut être constituée comme discours à portée universelle à l'Assemblée générale de l'ONU.

¹⁰⁵³ Cf. *supra*, Chapitre 4.

¹⁰⁵⁴ Cf. *supra*, Chapitre 5.

Les éléments de critique ne sont pas l'apanage du prolixe Vice-Président bolivien. C'est à propos des Inuits que la sociologue Doreen E. Martinez emploie une argumentation très similaire : « L'ours polaire sert la citoyenneté climatique de façon emblématique, comme le nouvel instrument, le déguisement visuel, bienvenu, sûr et humanitaire du nationalisme US, construit sur des idéologies de privilèges et de droit. (...). Il y a des vulnérabilités concrètes au changement climatique qui ont des conséquences sur les peuples indigènes au niveau global et doivent être reconnues comme colonialistes et constituant un affront à la souveraineté »¹⁰⁵⁵.

Dans les contextes bolivien et équatorien, où l'idée de plurinationalité a joué un rôle important dans les débats constitutifs, l'horizon de lien entre décolonisation et changement climatique a contribué à construire le récit des projections contre-hégémoniques à partir des deux pays.

Le Sud comme projet politique ?

Le caractère hybride de la formation des projections internationales bolivienne et équatorienne ne fait pas de doute. Les passerelles établies entre les gouvernements du MAS et de PAIS et des organisations écologistes, de gauche, indigénistes et altermondialistes au niveau transnational font reposer la projection internationale de ces gouvernements sur une *base essentiellement non étatique*. Cette construction contre-hégémonique affirme simultanément le principe de souveraineté absolue de l'Etat sur son territoire, et la nécessité de lutter contre le changement climatique.

Cette base est cohérente avec l'idée de dette écologique. Elle suppose que la responsabilité historique incombe tout entière au centre capitaliste. En ceci, il est possible de rattacher cette contre-hégémonie construite depuis la périphérie à la catégorie si discutée et géopolitiquement peu uniforme de « Sud ». Ce geste théorique est accompagné d'une définition non territoriale et non géographique, que donne le chercheur Boaventura de Sousa Santos, proche desdits blocs hégémoniques, dans un texte intitulé « Epistémologies du Sud et du futur » : « Le Sud global n'est pas un concept géographique, même si la vaste majorité de sa population vit dans des pays de l'hémisphère Sud. Le Sud est plutôt une métaphore pour la souffrance humaine causée par le capitalisme et le colonialisme au niveau global, ainsi que pour la résistance pour dépasser ou

¹⁰⁵⁵ D.E. Martinez, "Polar Bears, Inuit Names and Climate Citizenship", in D.A. CROW et M.T. BOYKOFF (éds.), *Culture, politics and climate change: how information shapes our common future*, Milton Park, Abingdon, Oxon; New York, NY, Routledge, 2014, pp. 49-51. Dans ce chapitre, la souveraineté indigène est défendue comme telle par opposition à la souveraineté d'Etat.

minimiser de telles souffrances. (...). C'est un Sud qui existe aussi dans le Nord géographique (Europe et Amérique du Nord) »¹⁰⁵⁶.

Shantanu Chakrabarty part d'un constat similaire pour analyser la politique extérieure indienne : « le concept du Sud global ne peut plus être territorialisé par des frontières géographiques fixes »¹⁰⁵⁷.

A partir du désenclavement géographique de cette notion – comme un mouvement inversé du désenclavement posé par l'expansion économique et politique du Nord – le Sud peut être pensé comme un projet politique, constitué autour de la notion de justice environnementale et sociale au niveau global. Le Sud dont parle Boaventura de Sousa pourrait bien être le nom d'une nouvelle forme de coopération, qui reposerait sur un projet contre-hégémonique. Ce concept pourrait permettre de comprendre les conditions de possibilité d'unité entre des périphéries bien différentes, des communautés indigènes à des Etats périphériques en passant par des mouvements écologistes transnationaux et, ainsi, saisir les conditions de possibilité de projections contre-hégémoniques globales.

c. Qui peut parler pour les communs environnementaux ?

La position indigène et le saut du local à l'universel

Il a déjà été question de la conflictualité induite par le *choix* de la communauté politique pertinente pour le gouvernement des communs. L'existence même de communautés indigènes sur les communs environnementaux que sont les forêts ancestrales pose d'emblée ce problème crucial de légitimités concurrentes¹⁰⁵⁸. La légitimité issue de l'appartenance du territoire aux ancêtres *fonde* le rapport des communautés indigènes à l'Etat : il n'est pas *a priori* considéré comme l'instance légitime pour défendre les intérêts de la communauté, tant le rapport historique entre l'Etat et les populations indigènes est constitué par une conflictualité intense.

En outre, l'existence de modes de décision propres, non seulement aux communautés, mais également aux organisations indigènes existantes, forme une culture politique indigène qui se définit en opposition avec tout modèle étatique uniformisateur. La conflictualité entre les gouvernements Correa et Morales et une partie des organisations indigènes à propos du Tipnis et du Yasuní s'éclaire également à partir de ce fait fondamental : internationalement, dès les années 1990, les peuples autochtones étaient *déjà là*.

¹⁰⁵⁶ B. de S. SANTOS, « Epistemologies from the South and the future », *art. cit.*, pp. 18-19.

¹⁰⁵⁷ S. CHAKRABARTY, « Global South rhetoric in India's policy projection », *art. cit.*, p. 1909.

¹⁰⁵⁸ Cf. *supra*, Chapitres 2, 5 & 7.

En un sens, la présence antérieure que les communautés indigènes revendiquent sur les espaces qu'ils habitent et souhaitent continuer à habiter est une présence double. D'abord, elle renvoie à la présence physique des communautés, placées sous le signe parfois vague¹⁰⁵⁹ de l'ancestralité. Ensuite, les peuples autochtones s'étaient constitués comme force internationale avant les projections contre-hégémoniques organisées depuis les Etats bolivien et équatorien.

Les lieux de vie qu'ils défendaient étant également des communs environnementaux, ils ont pris une importance significative dans les négociations internationales et à l'ONU¹⁰⁶⁰. Mais les territoires indigènes sont aussi nationaux, comme l'ensemble des espaces de la part émergée de la planète. Leur légitimité *locale* s'est immédiatement projetée internationalement, le niveau national ne jouant en l'espèce aucun rôle d'*intermédiation*.

C'est ce rôle d'intermédiation qu'ont voulu reprendre les gouvernements équatorien et bolivien. La division subséquente des mouvements indigènes est liée à leur construction antérieure, celle d'un lien direct entre le local et le global, celle du saut par-dessus le national.

Qui pour parler de ces communs environnementaux ?

Mais les communs environnementaux présentent aussi une caractéristique singulière : les humains n'y sont pas seuls à devoir être protégés. Là où le commun numérique est le produit de l'*homo laborans*, le commun environnemental existe par-delà l'espèce humaine. L'espace qu'il constitue comprend des non-humains, et sa pérennité dépend d'un *maillage* écologique infiniment complexe¹⁰⁶¹.

La légitimité internationale des peuples autochtones s'est également constituée *à partir* du lien qu'ils revendiquaient avec la nature. Leur immersion dans un milieu qu'ils ne considéraient pas comme disponibles pour n'importe quelle modification, qu'ils ne considèrent pas comme extérieurs à eux-mêmes, est un avantage de force pour devenir une voix internationale pour les communs environnementaux.

Ce rapport différencié est également ce qui est sous-jacent à l'argumentation de Doreen Martinez lorsqu'elle évoque une « souveraineté indigène ». La représentation des territoires est une question indissociablement politique et géographique : elle pose la question de la représentation

¹⁰⁵⁹ G. CANEDO, *La Loma Santa*, *op. cit.*

¹⁰⁶⁰ I. BELLIER, « Identité globalisée, territoires contestés : les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », *Autrepart*, n° 38, 2006, pp. 99-118.

¹⁰⁶¹ T. MORTON, *La pensée écologique*, *op. cit.*

politique, au niveau national comme au niveau international. Mais elle interroge également sur l'écriture de l'espace lui-même¹⁰⁶².

Comme l'écrit Bruno Latour, « s'il y a une crise de la représentation, ce n'est pas seulement parce que l'on hésite à faire parler les choses qui nous concernent. C'est aussi parce que nous sommes limités à l'imaginaire de ces cartes en deux dimensions, aux frontières délimitées, qui sont bien utiles, comme on le sait, pour « faire la guerre », mais fort insuffisantes si l'on veut s'y retrouver dans la géopolitique des territoires en lutte (...). *Nous ne savons pas comment figurer les empiètements qui sont pourtant le seul moyen de reprendre à nouveaux frais la question de la souveraineté* »¹⁰⁶³.

Il est clair que les non-humains ne laissent pas intacte l'idée de représentation politique. Ils ne peuvent en effet être intégrés par les voies de la légitimité traditionnelle ou de l'élection démocratique : les conditions de possibilité de leur représentation dépendent *exclusivement* des modes humains d'organisation. Les cosmovisions indigènes interrogent à leur commune source la représentation politique et la représentation de la nature¹⁰⁶⁴.

La question de la représentation des communs environnementaux est donc premièrement une question de *représentation de l'espace*. Ce sont des souverainetés concurrentes qui se disputent la parole légitime et l'action juste dans ces espaces singuliers. Les projections des puissances bolivienne et équatorienne ont dû affronter cette souveraineté concurrente comme un problème non anticipé, et le niveau international s'est trouvé *indissociable* de l'espace amazonien. La représentation des communs environnementaux est conflictuelle car « l'empiètement » qui caractérise ces territoires est double : il renvoie à la différence entre humains et non-humains, mais également aux antagonismes entre représentations humaines du monde inconciliables.

Quelle coopération dans ce cadre irréprésentable ?

La coopération internationale se pense d'un œil entièrement nouveau *à partir* de cette réalité spatiale. La projection *au nom de ces espaces*, de la Terre Mère ou d'une représentation du monde radicalement opposée à celle importée depuis l'Europe chrétienne¹⁰⁶⁵, est intrinsèquement

¹⁰⁶² Cf. *supra*, Chapitre 7.

¹⁰⁶³ B. LATOUR, *Face à Gaïa*, *op. cit.*, pp. 353-354. Nous soulignons.

¹⁰⁶⁴ T. BOCCON-GIBOD et P. CRETOIS, *Etat social, propriété publique et biens communs*, *op. cit.* La concomitance historique de la propriété publique et de la propriété privée, ainsi que du modèle étatique de représentation politique, définit le rapport d'*appropriation* comme rapport normal et légitime entre les communautés humaines et les espaces qu'elles occupent. La souveraineté est, avant tout, le *pouvoir politique d'appropriation* d'un espace.

¹⁰⁶⁵ Cf. *supra*, Chapitre 6.

contradictoire. Elle parle des communautés sans en partir toujours, du fait de la position *déterritorialisante* de l'Etat¹⁰⁶⁶.

La question de la légitimation de la parole *au nom des communs environnementaux* est peu soluble théoriquement. Elle est placée sous l'ambiguïté permanente de la pratique, et renvoie à ces questionnements posés par Spivak autour de la position des paroles subalternes¹⁰⁶⁷. Dans les cas étudiés ici, où est la parole subalterne ? Elle peut tantôt émaner des dirigeants politiques qui, au niveau international, sont renvoyés à leur statut périphérique¹⁰⁶⁸. Elle vient en premier lieu, et le plus conformément à ce que Spivak entend par « subalterne », des communautés indigènes vivant au cœur de l'Amazonie. Elle peut également provenir de la forêt elle-même. Elle trouve des sources jusque dans les populations vivant en lisière de forêt, loin des capitales, tout autant qu'en des modes de vie indigènes. Le peuple et les classes subalternes sont multiples, et les processus politiques en cours en Bolivie et en Equateur, conditions de possibilité de cette projection contre-hégémonique, ont interrogé l'unité de la parole contestataire et subalterne.

La constitution d'élites nationales à partir de processus de transformation produit des divisions et des contestations de la représentation diplomatique, de la sincérité de la parole internationale de Correa ou Morales quand les conflits socio-écologiques continuaient au même moment au sein du pays lui-même.

La difficile représentation *géographique et politique* des communs environnementaux est en soi un facteur de conflit. Elle fait peser la suspicion sur toute forme de représentation de ces espaces. Cette irréprésentabilité est également la condition d'articulation d'un discours contre-hégémonique au niveau global : parler pour l'irréprésentable revient à s'assurer de disposer d'une voix singulière.

Le Sud se reconstitue d'une certaine façon à partir des relations de pouvoir écologique, et de l'imputation des responsabilités historiques aux pays du Nord. Les disparités économiques et idéologiques considérables qui existent entre les différents pays susceptibles de le composer ne produisent cependant pas d'unité positive. Le sujet d'une possible contre-hégémonie globale relativement à la protection des communs environnementaux n'est donc pas soluble dans une reconduction pure et simple de la catégorie du « Sud ». Cette question reste fondamentalement

¹⁰⁶⁶ G. DELEUZE, F. GUATTARI, *L'Anti-Œdipe*, op. cit., pp. 170-171.

¹⁰⁶⁷ G.C. Spivak, "Can the Subaltern Speak", in C. NELSON et L. GROSSBERG (éds.), *Marxism and the interpretation of culture*, Urbana, University of Illinois Press, 1988, p.66-111.

¹⁰⁶⁸ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

ouverte, la parole *pour* – au nom de et en vue de leur protection – les communs environnementaux n'étant pas attribuables à un seul sujet, ni sur le plan théorique, ni sur le plan pratique.

III- Du discours à leur accomplissement : quelle souveraineté sur l'économie-monde ?

Les relations de pouvoir écologique sont tenues dans cette partie comme la nouvelle structure des relations internationales, puisqu'elles mettent en jeu la condition même de la politique : la vie commune, et, surtout, la vie en tant que telle. La dramatisation de l'enjeu de la souveraineté est liée à l'acuité du moment *historique* que nous vivons. La possibilité d'une contre-hégémonie globale en matière de politique écologique se forme à partir d'une unité négative contre l'Europe et les Etats-Unis. La positivité d'un tel projet est à la fois permise et rendue peu praticable par le caractère irréprésentable des communs environnementaux.

La souveraineté, en matière écologique, ne peut être sans objet : elle suppose un contrôle des conditions de destruction posées par l'Anthropocène. Aussi faut-il, avant de terminer ce chapitre sur la possibilité de projeter une politique de l'autonomie écologique à partir d'Etats souverains au niveau global, discuter les conditions de la souveraineté sur l'économie-monde.

a. Division internationale du travail et écopouvoir : la faiblesse des liens forts

Le système-monde en jeu à l'ère anthropocène

Concevoir l'état des relations de pouvoir écologique aujourd'hui implique de s'autoriser une lapalissade, étant donné la nature du problème. Si l'enjeu de la survie de l'espèce est posé, il est toutefois précédé par celui de l'effondrement de nos sociétés, conditions communes de nos existences¹⁰⁶⁹. Il est donc important de commencer par un constat sans appel : le système-monde en lui-même est mis en cause par l'Anthropocène. Il est mis en cause en tant qu'unité sociale et économique de production et d'échanges¹⁰⁷⁰, en tant qu'économie-monde.

Premièrement, il l'est dans les conditions de sa reproduction : du fait des événements catastrophiques qui sont attendus du changement climatique, les conditions matérielles des échanges risquent de n'être plus réunies. C'est ce qui a été décrit par Pablo Servigne et Gauthier Chapelle en France comme *l'effondrement*. L'interdépendance, à échelle internationale, est la

¹⁰⁶⁹ P. SERVIGNE, R. STEVENS et Y. COCHET, *Comment tout peut s'effondrer, op. cit.* Comme pour M. de La Palice, les sociétés humaines peuvent connaître une situation à court ou moyen terme où il sera trop tard pour écrire : « un quart d'heure avant leur mort, elles étaient encore en vie ».

¹⁰⁷⁰ I. WALLERSTEIN, *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde, op. cit.*

caractéristique massive du système-monde. L'existence de ce système dépend donc de la pérennité de multiples réseaux complexes¹⁰⁷¹, dont l'ensemble des liens ne sont pas figurables.

Il est cependant certain que l'ensemble de ces réseaux, jusqu'aux réseaux numériques, dépendent de connexions matérielles – câbles, satellites, provision énergétique – menacées par les événements liés au changement climatique. L'une des illusions dommageables du mythe de l'économie dite immatérielle se trouve précisément dans l'occultation des conditions matérielles de la mise en réseau numérique¹⁰⁷².

Les interruptions des différents réseaux sur lesquels repose *in fine* l'interdépendance globale constituent le point nodal des effets du changement climatique en cours. Naomi Oreskes et Erik M. Conway, dans un essai stimulant d'histoire prospective, décrivent cet événement comme le « Grand Effondrement »¹⁰⁷³.

La *forme* contemporaine de nos économies y joue un rôle décisif. L'étape néolibérale du capitalisme est d'une résilience presque nulle pour approcher le problème. Comme le dit Naomi Oreskes dans un entretien retranscrit en fin d'ouvrage, « le néolibéralisme à l'état pur ne reconnaît pas les coûts externes et n'offre aucun mécanisme de prévention des dommages à venir. Il n'y a pas de signal du marché venu du futur, ni des oiseaux, des chauves-souris ou des abeilles (jusqu'au jour où les dégâts seront tels que nous les verrons, par exemple, dans le prix du miel, mais même alors la plupart des consommateurs ne sauront pas pourquoi le miel augmente) »¹⁰⁷⁴.

La vulnérabilité liée au très haut niveau d'interdépendance économique de la mondialisation met en évidence *la faiblesse des liens forts*. Cette inversion de la célèbre expression de Mark Granovetter¹⁰⁷⁵ n'est pas rhétorique, ni ne la contredit : c'est un autre objet qu'elle décrit, et la dépendance mutuelle en termes de biens de consommation d'économies entre elles, peut constituer un danger réel en cas d'interruption des échanges, qu'ils soient liés à une guerre ou à des événements climatiques extrêmes.

Ce moment historique met en cause l'idée des revendications écologistes comme relevant d'une société « post-matérielle », dans laquelle les enjeux de répartition des richesses seraient

¹⁰⁷¹ R. KEOHANE et J. NYE, *Power and interdependence*, *op. cit.*

¹⁰⁷² B. STIEGLER, A. GIFFARD et C. FAURE, *Pour en finir avec la mécroissance : quelques réflexions d'Ars Industrialis*, Paris, Flammarion, 2009.

¹⁰⁷³ N. ORESKES et E.M. CONWAY, *L'effondrement de la civilisation occidentale : un texte venu du futur*, *op. cit.*

¹⁰⁷⁴ *Ibid.*, p. 107.

¹⁰⁷⁵ M.S. GRANOVETTER, "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973, pp. 1360-1380.

séparés des enjeux de transformation écologique des sociétés¹⁰⁷⁶. Au contraire, pas une question ne semble plus matérielle que l'enjeu écologique. L'atténuation du changement climatique crée un point de tension considérable au sein du capitalisme mondial. A la question de la répartition de la valeur produite s'ajoute désormais celle des possibilités d'existence de l'humanité : c'est en ces termes qu'il est possible de reformuler la thèse de James O'Connor, qui définit le rapport entre capital et nature comme la *seconde contradiction du capitalisme*¹⁰⁷⁷.

Production et atténuation du changement climatique

Toutefois, cette notion mérite d'être reformulée. James O'Connor conclut de l'existence de cette seconde contradiction l'impossibilité pour le capitalisme de se reproduire. S'il n'est pas possible de le reproduire dans le temps, ce système économique serait donc voué à être dépassé, sous la pression inexorable des revendications issues du monde du travail et de la destruction toujours plus grande du monde qui nous entoure. La téléologie impliquée par une telle conception est une téléologie de type positif : puisque le capitalisme est sur le point de périr de ses propres contradictions, ses cendres peuvent servir d'engrais fertile à la société qui vient après lui.

Il n'est pas contestable qu'un certain mode de production et d'accumulation est la cause directe du changement climatique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Andreas Malm préfère le concept de capitalocène à celui d'Anthropocène¹⁰⁷⁸. Toutefois, l'existence d'un *telos* positif n'est aucunement certaine. Le dépassement du capitalisme vers une forme nouvelle d'organisation sociale est certes une possibilité du devenir historique. Mais notre époque est également habitée par la présence d'un *telos* négatif, celui de l'*effondrement*¹⁰⁷⁹.

La continuation du modèle économique actuel, fondé sur l'accroissement de l'extraction de ressources naturelles et la consommation toujours accrue d'énergies fossiles, ne mène pas nécessairement au dépassement positif du capitalisme, mais peut tout aussi bien entraîner des situations *catastrophiques*. Une contradiction ne se *résout* pas nécessairement dans le cours de

¹⁰⁷⁶ R. INGLEHART, "Changing values among Western publics from 1970 to 2006", *West European Politics*, n° 31, 2008, pp. 130-146.

¹⁰⁷⁷ J. O'CONNOR, *Natural causes*, *op. cit.*

¹⁰⁷⁸ A. MALM, *L'anthropocène contre l'histoire*, *op. cit.* La pertinence du concept dépend du point de vue. Selon que la priorité soit l'origine causale des changements en cours, ou l'état d'unité négative produite par la menace, le degré de pertinence de chaque notion varie.

¹⁰⁷⁹ P. Guillibert, « L'effondrement, la catastrophe et la rédemption. Réflexions sur la crise écologique », in M. RIOT-SARCEY (éd.), *De la catastrophe*, *op. cit.* Très critique de l'idée de soumettre le cours historique à un *telos* négatif, les réflexions de Paul Guillibert sont intéressantes pour discuter le concept d'*effondrement*, notamment dans le rapport qu'il peut entretenir avec les luttes sociales, remplissant une possible fonction d'inhibiteur.

l'histoire, et il n'est pas impossible que notre système s'effondre sur lui-même, *élément* décisif de recomposition du devenir historique, voire de son abolition totale¹⁰⁸⁰.

La division internationale du travail et l'adaptation au changement climatique

Etant donné les trajectoires actuelles d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, les conditions d'une adaptation au changement climatique risquent d'être pour le moins difficiles à réunir. Le *statu quo*, quant à lui, n'est pas imaginable. De fait, le caractère très avancé de la division internationale du travail et la constitution de zones de production semi-périphériques, pour les industries à moyenne valeur ajoutée, produisent une situation d'interdépendance générale. Par exemple, la production textile est très faible en Europe ou aux Etats-Unis.

Des événements de type catastrophique ne coûteraient pas uniquement chers : ils mettraient en péril les conditions concrètes de la circulation des biens au niveau international. C'est à nouveaux frais que se pose, dans ce contexte, la question de l'autonomie industrielle, d'une importance cruciale pour la gauche sud-américaine, dont l'horizon économique est marqué par le modèle de substitution aux importations.

b. Ecopouvoir, alternative et actualité du *Buen Vivir*

Vers une autre économie-monde ? La politique comme création

La souveraineté et l'autonomie sont intimement liées dans les relations de pouvoir écologique : elles ne constituent pas de simples champs de bataille discursifs ou des objets politiques et juridiques. Elles renvoient à la nécessité, posée par l'Anthropocène, de maîtriser les dynamiques économiques pour éviter la catastrophe. Une telle finalité suppose de nouer les fils d'une politique *créatrice*, qui se retrouve avec elle-même et la production de *nouveau qui lui incombe*.

Les oppositions qui traversent les blocs hégémoniques équatorien et bolivien ont trait, massivement, au rapport à l'Etat. Isabelle Stengers donne une clé de lecture pertinente de ces tensions : « L'art pharmacologique est requis parce que le temps de la lutte ne peut renvoyer pour « après », lorsqu'il n'y aura plus de danger, le temps de la création, le temps où les humains pourront déployer – vie, pensée et joie – leurs capacités créatrices et conjuguer leurs efforts au bénéfice de tous. Mais il est requis aussi parce que ceux qui cherchent à créer ne peuvent le faire innocemment, en accusant ceux qui luttent de vouloir « prendre le pouvoir » alors qu'eux-mêmes auraient su tourner le dos à une telle ambition. Les temps de la lutte et de la création doivent apprendre à se conjuguer sans confusion, par prise de relais, prolongements et apprentissages réciproques de l'art

¹⁰⁸⁰ Cf. Chapitre 9.

de faire attention, sous peine de s'empoisonner mutuellement et de laisser le champ libre à la barbarie qui vient »¹⁰⁸¹.

La création et la lutte sont les deux faces d'une politique de l'écologie face à l'Anthropocène. L'autonomie et la souveraineté sont égales devant cette double nécessité. Leur articulation internationale, depuis les Etats périphériques dont nous avons étudié la projection internationale, s'entend ainsi, comme un écho pratique des conseils de la philosophe. La proposition d'*une autre économie-monde* est autant au cœur des actions indigènes pour protéger les forêts que des gouvernements du MAS et de PAIS pour sortir de la dépendance. L'accomplissement de cette proposition leur est tout aussi communément hors de portée.

Des idées existantes

Mais l'effectivité d'une politique, ou l'absence de rupture dans l'organisation de l'accumulation à partir de l'extraction de ressources naturelles, n'est pas seul juge de sa performativité. De fait, des idées ont été proposées par la Bolivie comme par l'Equateur, à partir de cet échange permanent entre université, ONG écologistes internationales et diplomaties contre-hégémoniques.

La création vaut en soi, et il est essentiel de s'intéresser à des idées qui, si elles ont échoué, ne sont pas pour autant perdues dans les oubliettes de l'histoire, conformément à la conception défendue par l'historien Edward Thompson : « Nous ne devons pas juger la légitimité des actions humaines à la lumière de l'évolution ultérieure. Après tout, nous n'avons pas atteint nous-mêmes le terme de l'évolution sociale. Certaines causes perdues de la révolution industrielle peuvent nous éclairer sur des plaies sociales encore ouvertes aujourd'hui »¹⁰⁸².

Le principe de l'initiative Yasuní-ITT n'a pas disparu avec l'échec du projet. De façon paradoxale, Ramiro Noriega, alors conseiller spécial auprès de l'Ambassadeur équatorien à Paris, nous disait qu'il me revenait désormais de porter cette initiative et de la faire connaître en France et en Europe¹⁰⁸³. Le gouvernement équatorien n'étant plus en mesure de la porter nationalement, le principe d'application au parc amazonien ayant échoué, l'initiative devait renaître ailleurs. La diffusion tant espérée par le gouvernement équatorien¹⁰⁸⁴ de cette idée pouvait encore arriver, *à partir de l'Europe*. De telles considérations impliquent nécessairement une forme de croyance dans l'effectivité de la notion de biens communs et la puissance de la société civile internationale pour

¹⁰⁸¹ I. STENGERS, *Au temps des catastrophes*, *op. cit.*, p. 94.

¹⁰⁸² E.P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1988, p. 16.

¹⁰⁸³ Ramiro Noriega, conseiller spécial auprès de l'ambassadeur d'Equateur en France, Paris, 19 septembre 2014.

¹⁰⁸⁴ Cf. *supra*, Chapitre 2.

en assurer la protection. Elle est considérée par ce diplomate et intellectuel équatorien comme apte à faire pression sur les Etats pour que l'idée formulée par le bloc hégémonique équatorien soit appliquée ailleurs selon le même principe fondamental : la valorisation de la non-accumulation.

Quant à la Bolivie, elle continue à défendre le principe d'un tribunal international sur le climat, qui pourrait juger les entreprises transnationales pour écocide. C'est une notion discutée également en Europe¹⁰⁸⁵. Cette reconnaissance de l'écocide est portée par les altermondialistes et les militants écologistes au niveau international. A la permanence d'idées contestant l'hégémonie existante s'ajoute donc la possibilité de maintenir les ponts entre le gouvernement bolivien et ces milieux, cohésion qui a donné sa force initiale à la projection contre-hégémonique bolivienne¹⁰⁸⁶.

L'état cornélien, entre tradition et modernité

Dans un chapitre de *Penser l'Anthropocène*, Lay Bronwyn évoque la situation de la Bolivie et l'Equateur et isole la tension fondamentale qui a traversé ces processus de construction du *Vivir Bien* ou *Buen Vivir* : « Certains pays, comme l'Équateur et la Bolivie, ont tenté d'opérer une fusion entre les jurisprudences indigènes et de la terre, d'une part, et les structures juridiques occidentales, de l'autre, en inscrivant les droits de la nature ou leur reconnaissance dans leur Constitution nationale. Le développement et la réussite inégaux des affaires liées aux droits de la nature par la suite témoignent d'une incommunicabilité revendiquée entre droits et nature, ainsi qu'entre histoires juridiques »¹⁰⁸⁷.

En effet, si ces deux gouvernements ont réactualisé la question d'une nouvelle organisation socio-économique qui tienne compte du problème écologique, ils n'en sont pas moins restés pris dans une contradiction fondamentale héritée du processus de colonisation. L'intrication est profonde entre ce qui relève de la tradition et de la modernité en Bolivie et en Equateur. Le renouvellement réciproque d'un des deux termes par l'autre fait des situations politiques et sociales de ces nations un point de fixation des tensions créées par l'expansion européenne, et la modernité dite occidentale. La question indigène rendait possible la constitution d'un pont entre la gauche et l'écologie ; elle préparait tout autant les conditions de son effondrement.

En effet, la proposition posée par le *Buen Vivir* ou le *Vivir Bien* suppose une rupture, non seulement au niveau national, mais également au niveau global : elle suppose de déterminer un horizon de dépassement de la modernité capitaliste. Cependant, la puissance d'inertie du système

¹⁰⁸⁵ V. CABANES, « Reconnaître le crime d'écocide », *Projet*, vol. 4, n° 353, 2016, pp. 70-73.

¹⁰⁸⁶ Cf. *supra*, Chapitre 2.

¹⁰⁸⁷ L. Bronwyn, « Violence matérielle et droit », in R. BEAU et C. LARRERE (éds.), *Penser l'anthropocène, op. cit.*, p. 460.

international pousse vers l'intégration capitaliste¹⁰⁸⁸, et nul décret théorique ne peut mettre fin au mouvement de la modernité dont l'extension spatiale et la force historique restent déterminantes. La proposition d'un nouvel ordre économique, qui rompt avec le développement, n'est pas équivalente au *rétablissement* des communautés indigènes telles qu'elles vivaient avant la Conquête. La dynamique des blocs hégémoniques bolivien et équatorien tend au contraire à une logique de *conciliation* revendiquée entre modernité et tradition.

Reste, dans ce souhait de conciliation, une question ouverte : s'agit-il d'un retour aux sources ou d'une invention politique à mener ? Où donc la puissance idéologique de ces mouvements trouve-t-elle ses sources ? Entre le futur du salut chrétien et socialiste et le retour aux origines de l'indigénisme, cette tension temporelle est fondamentale dans la projection de l'autonomie souveraine au niveau international.

c. Les héritages paradoxaux du tiers-mondisme

Nous proposons l'hypothèse suivante : dans la possibilité d'existence d'une écologie contre-hégémonique, une temporalité est dominante, celle du tiers-mondisme et de la revendication d'un ordre économique alternatif, dont la venue appartient nécessairement au devenir. Mais la réactualisation de ce problème par l'écologie politique mâtime ce devenir d'une dimension passée. De ce fait, cette volonté de rupture avec l'ordre global contemporain, point commun où se joignent autonomie et souveraineté, se conjugue au présent, comme hésitante entre l'ancrage possible dans un passé mythifié ou dans un avenir souhaitable.

L'héritage du militantisme non aligné

Baghat Korany distingue deux tendances au sein du mouvement des non-alignés. La première, l'Inde en tête, utilise selon lui ce mouvement pour tenter d'éviter le conflit entre les deux adversaires de la guerre froide, et tenter de construire une puissance nationale autonome. La seconde, emmenée par Sokarno et soutenue par Cuba, est plus militante et défend la nécessité d'une rupture nette avec l'ordre économique international afin de défendre des impératifs de justice sociale¹⁰⁸⁹.

L'influence considérable de Cuba sur la gauche sud-américaine est indéniable¹⁰⁹⁰. Elle repose en partie sur l'un des puissants facteurs d'unification, par-delà les diverses tendances ou

¹⁰⁸⁸ Cf. *supra*, Seconde partie.

¹⁰⁸⁹ B. KORANY, « End of History, or Its continuation and Accentuation? The Global South and the "New Transformation" Literature », *art. cit.*, pp. 11-12.

¹⁰⁹⁰ M. RANDALL, *Exporting revolution: Cuba's global solidarity*, Durham; London, Duke University Press, 2017.

nuances de gauche : l'anti-impérialisme. Le miracle cubain, dans la perspective de la gauche sud-américaine, est d'avoir pu maintenir si longtemps un régime hostile aux Etats-Unis tout en étant si proche des côtes états-uniennes. De fait, les projections internationales bolivienne et équatorienne s'inscrivent dans une tradition de contestation internationale inaugurée par Ernesto Guevara et Fidel Castro, continuée par Salvador Allende et reprise au début du siècle par le Président vénézuélien Hugo Chavez.

L'affirmation internationale d'une souveraineté définie en tant qu'autonomie politique n'est pas ce qui rend les projections internationales bolivienne et équatorienne inédites. C'est l'inscription de cette autonomie politique dans une *interdépendance objective*, celle des communs environnementaux, qui les rend singulières. La reprise classique d'un thème cher aux pays du Sud, la non-ingérence, se renforce d'une dimension offensive : désormais, c'est aux pays du Sud de s'ingérer dans les affaires du Nord, pour obliger l'Europe comme les Etats-Unis à assumer leur *responsabilité commune*.

Dans les projections internationales contre-hégémoniques étudiées ici, ce qui domine est un *retournement rhétorique* du stigmaté, une volonté de transformer l'ordre international sans pour autant pouvoir s'extraire des dynamiques sociales et économiques qui structurent l'espace mondial contemporain. Dans cette perspective, le stigmaté international ne doit pas être la mauvaise gouvernance ou la dette, mais bien la responsabilité dans la destruction des conditions d'existence de l'humanité. De la même façon qu'à Belgrade lors du premier sommet des non-alignés, ces diplomates militants pensent « pouvoir se lever et s'adresser au monde comme un groupe imposant ». Ce qu'écrivait Korany à propos de la conférence de Belgrade pourrait s'appliquer à celle de Cochabamba, où les participants « voyaient la conférence comme une chance d'affirmer leurs valeurs basiques, que les gens les écoutent ou non »¹⁰⁹¹.

L'incitation au rattrapage d'un modèle qui s'effondre

Une contradiction fait écho à celle qui lie et éloigne tradition et modernité, celle entre modèle alternatif de développement et conception classique du développement national. C'est l'un des nœuds de tension les plus importants des situations étudiées dans cette thèse. Le tiers-mondisme, dans son nom lui-même, implique et suppose une conception développementaliste et téléologique de l'histoire.

S'il existe un monde troisième dans l'ordre de l'univers, le rattrapage s'impose. C'est au premier monde qu'il faut ressembler. La puissance de cette idée est considérable. Elle l'est d'autant

¹⁰⁹¹ *Ibid.*, p. 12.

plus que la puissance d'attraction de la société de consommation et du modèle de soutien de la croissance par l'expansion de la consommation est largement indépendante du facteur politique¹⁰⁹².

C'est en ce point précis que se situe la tension fondamentale des propositions bolivienne et équatorienne d'alternatives à dimension globale avec le modèle national-capitaliste. En effet, la formalisation des objectifs de développement alternatif existe dans les plans de développement nationaux des deux pays¹⁰⁹³. Cependant, les interdépendances économiques et la dépendance à l'extraction de matières premières n'en sont pas moins contraignantes pour cette proposition de constitution d'un modèle *en rupture* et fondé sur la projection de l'autonomie souveraine.

La dépendance au sentier du rattrapage est la tragédie politique de ces pays jusqu'alors périphériques dans l'ordre international. Au moment où ils l'intègrent en formulant des propositions politiques de rupture, ils intègrent également le marché mondial. Ce processus implique des tensions immédiates entre la projection d'un discours et la dynamique de transformation des espaces nationaux par le capital.

Le caractère tragique de ce fait politique est d'autant plus évident quand l'absurdité du rattrapage apparaît de plus en plus clairement. Courir après le premier monde, c'est fonder le développement sur un modèle dont les limites sont désormais scientifiquement établies. Un tel modèle n'est non seulement pas pérenne, mais sa transformation profonde est désormais une condition *sine qua non* pour que l'avenir de l'humanité ne soit pas une formule vide de toute espèce de sens.

L'interrogation centrale de cette tragédie est formulée par Gilbert Rist dans son ouvrage critique de la notion de développement : « quelles sont les chances réelles d'une politique qui vise à l'autonomie dans un seul pays ? Alors que le système est fondé sur la division internationale du travail et la multiplication des échanges, est-il vraiment possible de s'en extraire pour mener, isolément, une politique totalement différente ? La réponse est probablement négative »¹⁰⁹⁴.

Le rattrapage de cette incitation par les forêts mourantes

Ni l'Équateur ni la Bolivie n'ont tenté de rompre absolument avec la division internationale du travail : ils n'ont pas décidé de pratiquer la « déconnexion » conseillée par l'économiste Samir Amin¹⁰⁹⁵. Cependant, leur revendication d'autonomie et la demande de contribution du Nord ont

¹⁰⁹² Cf. *supra*, Seconde partie.

¹⁰⁹³ SENPLADES, "Plan Nacional Para el Buen Vivir 2009-2013", 2009; ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (éd.), "Plan nacional de desarrollo. Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien. 2006-2011", 2007.

¹⁰⁹⁴ G. RIST, *Le développement*, *op. cit.*, p. 226.

¹⁰⁹⁵ S. AMIN, *La déconnexion, pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1986 (Cahiers libres 413).

revêtu une dimension clairement offensive. Elles ont accompagné un mouvement de reconstruction de l'Etat. Enfin, elles ont reposé sur une demande claire : le Nord devait commencer par changer ses modes de production et assumer sa responsabilité historique dans la menace de l'Anthropocène.

L'incitation au rattrapage est elle-même saisie par la destruction effective de l'Amazonie, sa possible destruction, voire la mutation générale de cet écosystème en savane¹⁰⁹⁶. Le temps du développement capitaliste est annulé par la réalité spatiale des destructions qu'il engendre. « L'anéantissement de l'espace par le temps »¹⁰⁹⁷, expression de Karl Marx et mouvement capitaliste par excellence, trouve une succession inverse : ce sont désormais les dynamiques – elles aussi temporelles – de l'espace physique qui abolit le temps historique et lui dicte ses lois.

Le gouvernement des communs environnementaux appelle un retour à l'*espace* comme catégorie politique fondamentale. Ce retour ne suppose pas d'éluder la dimension *historique* de la situation présente, au contraire. L'histoire en train de se déployer ne présente aucun trait d'intelligibilité si la réalité spatiale, et la réalité *physique* qui lui est liée, est reléguée au second rang.

Les relations de pouvoir écologique sont constituées à partir des espaces que sont les communs environnementaux. C'est pourquoi la permanence des tensions autour des forêts amazoniennes en Bolivie comme en Equateur revêt un sens *politique* décisif. Les forêts, en tant que telles, deviennent une force des relations internationales. Elles rattrapent l'idée même de rattrapage, et d'alignement avec un modèle de développement unique et homogène.

L'enchevêtrement de pouvoirs qui forme le gouvernement des communs environnementaux est marqué de deux difficultés, solidaires l'une de l'autre. La première tient à la difficulté de transformer l'économie-monde, d'être souverains politiquement en dépit des interdépendances économiques. La seconde tient à la protection malaisée des espaces amazoniens, et des communs environnementaux en général, sans rupture avec l'économie-monde et le système d'accumulation structurant l'espace mondial contemporain.

La question de la souveraineté et de l'autonomie se renouvelle donc au regard de la nécessaire réorientation de l'économie-monde. Elle renouvelle plus largement une question posée par la pensée marxiste, celle de la possibilité d'un sujet collectif commun capable de produire une telle réorientation. Cette question prend un caractère tragique au sens où l'absence de réponse –

¹⁰⁹⁶ Cf. *supra*, Chapitre 6.

¹⁰⁹⁷ D. HARVEY, *Géographie de la domination*, *op. cit.*, p. 122.

théorique et pratique – équivaldrait à une destruction générale des conditions d'existence du genre humain.

Ce paradoxe est au cœur des relations de pouvoir écologique : sans souveraineté politique sur l'économie, il est difficile d'envisager la prise en compte des contraintes naturelles qui s'imposent à l'action. Sans souveraineté économique, il est ardu d'imaginer une forme de souveraineté sur la question écologique, commune à l'humanité, mais également *localisée* en des espaces particuliers. L'écopouvoir est à la fois particulier et universel : il abolit cette distinction classique. Il repose sur des *espaces politiques* concrets qui ne sont pas des *lieux* séparés de tout, absolument mythiques et déliés de la biosphère¹⁰⁹⁸.

C'est pourquoi la montée à l'international saisit dans leur essence propre les relations de pouvoir écologique : elle en révèle la nature. Les impasses des projections internationales bolivienne et équatorienne sont des leçons sur la nature des rapports de pouvoir qui structurent aujourd'hui l'espace mondial.

Reste l'espace. Murray Bookchin soulève un point essentiel pour nous, à ce stade de l'éclairage des relations de pouvoir écologique : « Les exigences et les possibilités de chaque biorégion imposent une lourde contrainte aux prétentions de l'humanité à la souveraineté sur la nature et à l'autonomie par rapport aux besoins de celles-ci. (...) Nos écosystèmes, à leur tour, sont reliés les uns aux autres dans des biorégions complexes et dynamiques au plus haut point. Le caractère ô combien concret de cette dimension cachée du développement social – et à quel point les prétentions de l'humanité à la souveraineté doivent s'y plier – n'est apparu que tout récemment »¹⁰⁹⁹.

La souveraineté connaît des limites premières, celles posées par les conditions naturelles nécessaires à la pérennité des sociétés humaines. L'impasse mondiale de la projection souveraine renvoie à la contradiction entre les limites posées par nos milieux, dont le respect est la condition nécessaire de l'existence sociale des êtres humains, et la mondialisation. En ce sens, ce n'est pas la mondialisation comme telle qui entrave la souveraineté, mais plutôt l'absence de souveraineté sur l'économie-monde qui empêche la souveraineté d'être entravée *par les limites physiques à son action*.

¹⁰⁹⁸ T. MORTON, *La pensée écologique*, *op. cit.*

¹⁰⁹⁹ M. BOOKCHIN, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, *op. cit.*, p. 42.

L'abolition du temps par l'espace est le mouvement de l'histoire présente. Ce mouvement suppose une transformation rapide de l'espace mondial, qu'elle soit ou non préparée. Il n'est guère possible de négocier avec les réalités physiques.

Michel Foucault définissait la différence entre le droit antérieur et la biopolitique en ces termes : « On pourrait dire qu'au vieux droit de *faire mourir* ou de *laisser vivre* s'est substitué un pouvoir de *faire vivre* ou de *rejeter* dans la mort »¹¹⁰⁰. L'écopouvoir, miroir inversé du biopouvoir, ne se contente pas de ramener l'être humain à l'état d'espèce ; il rappelle le caractère mortel de l'existence en tant qu'espèce. L'écopouvoir est donc le pouvoir de *faire mourir* l'espèce ou de la *laisser vivre*. Il est la forme contemporaine aiguë du pouvoir. Il est fondamentalement politique, fait signe vers une possible fin de l'Histoire, loin de celle envisagée par Francis Fukuyama. Il est la puissance politique de mettre fin au politique lui-même, ou de le renouveler dans des formes par définition inconnues.

Les relations de pouvoir écologique structurent l'espace mondial contemporain, sous une forme latente en expansion. Elles invitent à repenser les rapports entre espaces-temps et politique, conclusion induite par les cas étudiés ici.

¹¹⁰⁰ M. FOUCAULT, *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, op. cit., p. 181.

Chapitre 9. Les nouveaux espaces-temps de l'écopouvoir

« Ce qui fait le cadre social de la mémoire, ce n'est pas seulement une instruction historique, c'est bien plutôt une volonté d'avenir social. Toute pensée sociale est tendue vers l'avenir »

Gaston BACHELARD, *La dialectique de la durée*

La souveraineté, jointe et intimement liée à la revendication transnationale d'autonomie, a été au cœur des projections internationales bolivienne et équatorienne. Sa défense comme l'affirmation discursive de sa puissance se retrouvent au fil des discours présidentiels, des entretiens que nous avons eus comme des échanges diplomatiques menés par les deux pays. Cette affirmation d'autonomie était particulièrement liée à la prise de pouvoir par des mouvements fondés *et* sur la souveraineté nationale *et* sur l'autonomie locale.

Ce sont dans les interstices entre les niveaux de pouvoir, les espaces gris où les alliances politiques se forment ou éclatent, que la conflictualité socio-écologique relative aux communs environnementaux s'est ranimée. La souveraineté reconquise et l'autonomie indigène pouvaient toutefois constituer un couple présentable internationalement. Ce fut chose faite, mais la hiérarchie du système international a rattrapé cette logique. Les relations de pouvoir écologique au sein desquelles évoluent les communs environnementaux limitent à la fois la souveraineté des Etats périphériques et l'autonomie des communautés locales. Enserées dans ces relations, la possible conflictualité entre le niveau local et le niveau national se situe dès lors aux confins des relations de pouvoir écologique.

Elle ne transforme pas l'équilibre du champ du pouvoir écologique. C'est ce que nous avons appelé l'impasse mondiale, dans la mesure où l'écopouvoir est constitutif de la réalité contemporaine de la mondialisation capitaliste. L'hypothèse de l'écopouvoir, d'une nouvelle forme de contrôle, par-delà le politique, des actions humaines, est le fil rouge de cette partie. Que cette forme de pouvoir soit aux limites du politique est établi par la possibilité de la disparition du genre humain, cas limite de pensée s'il en est.

Les rapports de force politique internationaux comme les rapports mondiaux de production économique sont essentiels à la continuation de l'écopouvoir, à sa conservation *en l'état*. Mais il est une dimension plus fondamentale de structuration du champ des relations de pouvoir écologique : il s'agit des déterminations sociales, politiques et économiques des rapports à l'espace et au temps. Le dernier chapitre de cette thèse pose donc la question centrale impliquée par l'étude des relations de pouvoir écologique, à laquelle nous parvenons à ce stade : pourquoi le temps et l'espace sont-ils *le* point de bascule du champ des relations de pouvoir écologique, centre névralgique de l'écopouvoir ?

En d'autres termes, pourquoi l'écopouvoir se réduit-il à être une question d'espace-temps ? Pourquoi sa reproduction comme ses transformations sont-elles avant tout spatio-temporelles ? Qu'il y ait, dans les enjeux de pouvoir, et notamment dans les luttes de classes, une dimension spatio-temporelle décisive (réduction du temps de travail, droit au logement), n'est pas ici l'objet

de la discussion. Le caractère inédit de l'écopouvoir est le *temps objectif* dans lequel nous nous trouvons, « le temps de la fin »¹¹⁰¹, selon la belle formule de Gunther Anders.

Les relations de pouvoir écologique sont la principale force qui traverse et anime les relations internationales contemporaines. Elles sont déterminées par l'écopouvoir, pouvoir de *faire mourir l'espèce* ou de la *laisser vivre*. Ce dernier chapitre pose donc les horizons spatiaux et temporels de ces deux ramifications possibles de l'écopouvoir.

Il s'agit ici de caractériser la temporalité historique dans laquelle nous évoluons, et le terrain de jeu temporel sur lequel interagissent les forces sociales et politiques de l'espace mondial contemporain. *Il s'agit du temps écologique, qui bouleverse les conceptions des temporalités historiques et, partant, éclaire sous un jour nouveau les possibilités d'actions humaines sur le devenir de l'espèce*. Voici la première hypothèse de travail de ce chapitre : le temps écologique est la structure fondamentale de notre temps historique, de l'histoire en mouvement¹¹⁰².

Au sein de ce temps écologique, la *conflictualité au sein des relations de pouvoir écologique est provoquée par une incompatibilité radicale des espaces-temps sociaux des forces en présence*. Telle est la seconde hypothèse du chapitre. Une telle incompatibilité n'a rien à voir avec un malentendu. C'est une caractéristique fondamentale de l'écopouvoir, dont le retournement n'est pas uniquement lié à une incompatibilité de conceptions du temps et de l'espace *ici et maintenant*, mais à des finalités spatio-temporelles qui opposent des forces sociales comme jamais elles ne l'ont été de l'histoire de l'humanité.

Enfin, la possibilité de l'articulation ou de la disjonction totale entre espaces-temps sociaux et temps écologique est la réalité fondamentale posée aujourd'hui par l'écopouvoir. Afin de penser l'un comme l'autre, nous sommes contraints à un retour à l'*espace*. La destruction des communs environnementaux, ou le succès de leur préservation, implique évidemment des perspectives fort différentes du point de vue historique. Elles ne ressortent pas des mêmes temporalités historiques. Mais ces communs environnementaux sont premièrement des réalités physiques : ils sont des espaces dépendant d'un temps physique abstrait, et pourtant si profondément immergé dans l'histoire aujourd'hui.

¹¹⁰¹ G. ANDERS, *Le temps de la fin*, Paris, l'Herne, 2007.

¹¹⁰² Cf. *supra.*, Introduction.

I- Le temps écologique, refonte du temps historique et émergence du temps long

Le temps écologique renverse tout d'abord la hiérarchie des durées, et le temps politique en acquiert paradoxalement une importance inédite, lors même que l'immensité des enjeux pourrait les rendre incommensurables au politique : le temps court devient le seul où il est pensable d'agir, et ce en modifiant des équilibres qui relevaient pour Fernand Braudel de la très longue durée. Cette place nouvelle du politique correspond à l'entrée dans une nouvelle ère, que nous nous proposons d'appeler *l'ère du terminable*. Nous faisons l'hypothèse que ce temps est celui du dévoilement de l'écopouvoir comme structure fondamentale des relations de pouvoir, et d'intensification de la conflictualité socio-écologique. Enfin, ce temps nouveau est de nature à poser quelques pistes de réflexion épistémologique, esquissées à la fin de cette première partie du chapitre.

a. De la *longue durée* en politique : remarques à partir de Braudel

Pour caractériser notre temps historique, la puissance de la célèbre typologie proposée par Fernand Braudel peut être mobilisée. Le temps politique est pour lui celui de l'événement, renvoyé au statut d'anecdote, écume de vagues liées au mouvement des cycles économiques, ceux du temps moyen, qui eux-mêmes reposent sur les grands équilibres des courants de la *longue durée*, qui voit un système économique supplanter le précédent ; tout cela étant déterminé par une force presque antihistorique tant elle nous est lointaine et peu concevable, la *très longue durée* des équilibres géologiques ou climatiques.

Voici ce qu'en écrivait Fernand Braudel : « Au-delà de ce « récitatif » de la conjoncture, l'histoire structurale, ou de longue durée, met en cause des siècles entiers ; elle est *à la limite du mouvant et de l'immobile et, par ses valeurs longtemps fixes, elle fait figure d'invariant vis-à-vis des autres histoires, plus vives à s'écouler et à s'accomplir, et qui, en somme, gravitent autour d'elle* »¹¹⁰³.

Il nous faut déployer la logique interne de cette typologie afin de rendre compte des changements induits par l'Anthropocène dans l'histoire contemporaine. Le lien est inverse, dans cette détermination du temps historique, entre mouvement et puissance de détermination. Moins le mouvement est vif, plus il est déterminant. Le temps le plus agité, celui des événements, est aussi déterminant dans l'histoire des êtres humains que les efforts du Quichotte sont vains et tragiques. La politique ne relève, dans ces conditions, que de trois temps imaginables : le temps de l'événement et de la chronique, le temps des cycles économiques qu'il est possible de rompre, ou le temps long, matrice de notre économie-monde. Pour l'historien, elle se cantonne souvent au

¹¹⁰³ F. BRAUDEL, *Les ambitions de l'histoire*, Paris, Editions de Fallois, 1997, p. 190 (Les écrits de Fernand Braudel 2).

premier. Mais il semble a priori contre-intuitif d'assigner à la politique un rôle quelconque dans la maîtrise de la *très longue durée*.

Braudel et l'Anthropocène

Fernand Braudel s'interroge, dans le même texte : « autant se demander si, au-delà des événements, il n'y a pas une histoire inconsciente cette fois, ou mieux, plus ou moins consciente, qui, en grande partie, échappe à la lucidité des acteurs, les responsables ou les victimes : ils font l'histoire, mais l'histoire les emporte »¹¹⁰⁴. Par une ruse de l'histoire, il semble que nous soyons désormais placés dans une situation où il devient impossible de fuir la conscience de l'histoire que nous sommes en train de vivre, à l'orée de ce siècle.

L'Anthropocène est un fait humain et historique, et le nom de la notion le dit assez. Il est aussi vrai dans ce contexte que « les hommes font l'histoire ». Qu'elle nous emporte ou non devient, en revanche, une question qui prend une tout autre ampleur. Le risque de se faire emporter là où personne ne désire aller, vers la disparition collective de l'espèce, est l'une des possibilités historiques grandes ouvertes par l'Anthropocène.

La puissance de l'être humain est devenue aussi considérable qu'immaitrisée : c'est le paradoxe de l'Anthropocène. La tragédie impliquée par cette nouvelle époque voit l'être humain acquérir une centralité qui peut toutefois le faire disparaître. Première force géologique, il a désormais entre les mains la puissance de se détruire.

Il est possible d'y voir une deuxième fin du monde possible, après celle qui est posée par l'existence de l'arme nucléaire et son usage stratégique. Gunther Anders évoquait à ce propos un « temps de la fin », celui où l'Apocalypse serait toujours un devenir possible et impossible à renier définitivement. La possibilité technique de sa production la rend incontournable dans le devenir historique¹¹⁰⁵.

L'analogie ne s'arrête pas là. Il est incontestable que la bombe atomique soit d'origine humaine. De même, il est devenu incontestable que le changement climatique et l'actuelle extinction des espèces sont essentiellement d'origine anthropique. Il est possible de défendre qu'il se trouve là une nouveauté *radicale*, qui reconfigure absolument le temps politique en même temps qu'il le réhabilite.

¹¹⁰⁴ *Ibid.*, p.183

¹¹⁰⁵ G. ANDERS, *Le temps de la fin*, *op. cit.*

Le temps écologique comme refonte du temps historique

Les discours contre-hégémoniques que nous avons étudiés à partir de la Bolivie et de l'Équateur ont en commun la critique d'un progrès unilatéral, chemin nécessaire d'une histoire écrite avant même d'avoir lieu. Les limites politiques rencontrées par les processus internationaux lancés à partir et, parfois, à propos de l'Amazonie de ces deux pays andins n'effacent pas le scepticisme que ces forces partageaient à l'égard de l'idée moderne de progrès.

Ce scepticisme couvre également l'idée d'une histoire partagée, ou d'un *temps objectif* commun. Notre hypothèse est que ce temps est précisément réinstitué au moment même de sa critique la plus féroce. L'Anthropocène définit un nouveau temps commun à l'humanité, celui de sa mise en danger universelle. C'est la position de Dipesh Chakrabarty : « Le changement climatique nous pose la question d'une collectivité humaine, un nous, renvoyant à une figure de l'universel qui échappe à notre capacité d'appréhension du monde. Il s'agit plutôt d'un universel qui naît d'un sens partagé de la catastrophe. Cela appelle une approche globale du politique, dépourvu du mythe de l'identité globale puisque, au contraire d'un universel hégélien, il ne peut subsumer les particularités. Nous pouvons l'appeler provisoirement « une histoire universelle négative » »¹¹⁰⁶.

Cette reconfiguration temporelle du temps de l'histoire peut se traduire dans les catégories de Fernand Braudel. La *très longue durée*, celle des dynamiques géologiques et climatiques, fait irruption à la surface de l'histoire. En vérité, cette durée qui équivalait presque à la totalité historique, à tel point que l'historien la considérait « *interminable* »¹¹⁰⁷, se meut désormais devant nous, ou plutôt tout autour de nous.

La *très longue durée* renvoie donc désormais à la surface de notre présent. Le temps événementiel se mêle à cette durée et les rapports causaux entre les deux s'emmêlent. Là où la politique n'avait de lien qu'avec une chronique journalistique indigne d'intérêt pour Fernand Braudel, elle est désormais directement liée à la possibilité de la survie ou non de l'espèce, ainsi que le sont bien entendu les temps moyens et longs.

Mais il semble se produire une inversion du chemin de la détermination causale, ou le politique a la possibilité de peser sur le cours des *événements* – c'est-à-dire sur la possibilité qu'il y en ait toujours à l'avenir. L'émergence de la *très longue durée* à la surface du temps présent appelle une transformation économique et sociale. Elle ne saurait avoir lieu en toute spontanéité, et la nature

¹¹⁰⁶ D. CHAKRABARTY, « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry*, vol. 35, n° 2, 2009, p. 222.

¹¹⁰⁷ F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire II*, Paris, Arthaud, 1990 : « Comme vous le savez peut-être, je suis sans réserve en faveur d'une histoire de la longue durée, sous-jacente, impérieuse, mais comme de cette expression j'ai fait un tel usage et un tel mésusage, j'aimerais en changer l'appellation et parler si possible de l'*interminable*, tour à tour force d'épanouissement et force de stagnation et de recul ».

profondément politique du temps écologique remet en cause la relégation braudélienne du temps court. La réalité déterminante du temps écologique ne peut se penser qu'à partir d'un temps court, déterminé par la fin, vengeance surprenante de la conception téléologique de l'histoire.

b. L'ère du terminable : structuration d'un nouveau rapport au temps

Le temps de la fin

Cette conceptualisation possible du temps écologique doit être discutée dans les rapports qu'elle entretient avec l'eschatologie chrétienne. Nous retrouvons ici les difficultés rencontrées dans les enquêtes de terrain elles-mêmes, tant la Conquête a laissé une empreinte chrétienne sur l'Amérique du Sud¹¹⁰⁸. Le paradoxe au milieu duquel nous vivons est que la raison moderne nous avertit désormais des possibilités de la fin d'un monde, ou du monde humain, sans qu'il y ait en l'occurrence de possibilité de rachat, de jugement dernier ou de régénération magique de l'univers.

Achille Mbembe le formule clairement : « la question qui se pose désormais est donc de savoir s'il est encore possible d'empêcher les modes d'exploitation de la planète de basculer dans la destruction absolue »¹¹⁰⁹. L'horizon temporel contemporain est tout entier contenu dans cette interrogation fondamentale. S'y trouve l'idée qu'il faille admettre rationnellement une possibilité eschatologique, d'habitude laissée aux religions des fins dernières et de l'attente de l'Apocalypse. La constitution de ce devenir comme le trait fondamental de notre présent interroge fondamentalement notre rapport à cette fin.

La conception d'un horizon temporel irrémédiablement fermé est difficilement acceptable. Mais des ouvertures théologiques sont foncièrement insatisfaisantes pour résoudre le problème posé par l'Anthropocène. Mbembe craint en effet que pour « une partie de la tradition judéo-chrétienne », la disparition de l'humanité actuelle « n'est que la fin du premier commencement et, potentiellement, le début d'un « autre commencement » et d'une « autre histoire », l'autre histoire d'une autre humanité et d'un autre monde »¹¹¹⁰.

La régénération supposée par la notion de *Pachakuti*, largement employée en Equateur et en Bolivie par les organisations indigénistes, n'est pas sans évoquer une dimension eschatologique similaire. Même si elle ne repose pas sur une même linéarité et relève d'une cyclicité historique, l'idée de la fin comme *commencement* y est profondément inscrite, comme le pensent Forrest Hylton et Sinclair Thomson :

¹¹⁰⁸ Cf. *supra*, Chapitre 6.

¹¹⁰⁹ A. MBEMBE, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016, p. 28.

¹¹¹⁰ *Ibid*, p.49

« Le terme quechua-aymara pachakuti peut se définir comme un virage radical ou une transformation profonde du monde, à la fois temporel(le) et spatial(le)). Ce terme est devenu un mot-clé dans les Andes depuis les années 1970, période à laquelle ethno-historiens et intellectuels indigènes explorèrent le sens historique du terme dans la culture andine et l'employèrent pour sa résonance politique actuelle »¹¹¹¹.

La position de la politique est mue par l'horizon d'une fin possible, dont la possibilité devient plus certaine à chaque pas de plus dans la dynamique présente des processus socio-historiques de l'Anthropocène.

Le temps du dévoilement de l'écopouvoir

Le temps écologique est donc un temps qui se constitue par une double projection. La première est celle qui vient du futur lui-même : elle figure la menace concrète et scientifiquement établie de la fin de l'humanité. La seconde, force d'inertie du rapport moderne à l'histoire, est celle de l'histoire comme projection vers le futur. Le plan temporel de la rencontre entre ces deux dimensions est précisément ce que nous appelons le temps du dévoilement de l'écopouvoir.

Ce moment est celui où l'écopouvoir prend corps dans les perspectives temporelles de toutes les forces sociales. Nous considérons que ce temps a déjà commencé, et les cas d'étude étudiés dans ce texte le montrent. La politique est, dans ce contexte, portée toujours plus au point paroxystique où la question qui s'y étend est la suivante : faire mourir l'espèce ou la laisser vivre.

Ce temps du dévoilement est marqué par une perspective *nouvelle* et nécessairement conflictuelle, celle de la lutte politique pour la survie. Elle absolutise les positions et engage une bataille où morale et politique s'entremêlent largement. C'est la thèse que défend Pierre-Henri Castel dans un essai autour du *Mal qui vient* : la perspective de la fin déchaînerait les pulsions de mort, le cynisme absolu et la volonté de jouissance absolue domineraient toute volonté d'assurer les conditions de la survie de l'espèce. Ce « Mal » qui vient serait *déjà là*, et appellerait la constitution d'un « Bien » nouveau, inédit et lui aussi défini par son rapport *premier* à la fin du monde¹¹¹².

A ce titre, les relations de pouvoir écologique sont une clé de lecture inévitable des structures de pouvoir à échelle globale. Elles en sont la structure en expansion. L'objectivation de

¹¹¹¹ F. HYLTON et S. THOMSON, *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, op. cit., p. 42.

¹¹¹² P.-H. CASTEL, *Le mal qui vient : essai bâtif sur la fin des temps*, Paris, Les éditions du Cerf, 2018. A la page 97, cette perspective est particulièrement nette : « Ce qu'il faut reconnaître, toutefois, c'est que les considérations précédentes ne caractérisent pas positivement le Bien opposable au Mal qui vient, avec sa spirale perverse caractéristique. Au mieux, elles indiquent son matériau moral, le genre de vertus vitales grâce auxquelles ce Bien *hypothétique* pourrait commencer d'exister ». Ce Bien, défini à partir de Nietzsche et de Freud, n'a pas d'existence politique discernable. Mais ce livre constitue un point d'appui pour l'hypothèse que nous posons d'une absolutisation morale des positions politiques du fait de la perspective de la fin.

ce champ comme le champ pertinent de la lutte politique va produire une subjectivation toujours plus grande de l'écopouvoir. Sur le plan de la compréhension et de l'action, les poussées de force sont susceptibles de se jouer entre les deux pôles de l'écopouvoir, le *faire mourir l'espèce* et le *laisser vivre l'espèce*.

Le temps mesuré au rythme de l'espace

Dans les relations de force qui basculent de l'un à l'autre, les forces sociales humaines ne sont pas seules. Du fait de l'entremêlement indéfectible entre processus sociaux et processus physiques, les espaces eux-mêmes deviennent des forces déterminantes de ce champ de pouvoir. A propos du désert saharien, Achille Mbembe note : « l'espace n'est pas seulement traversé par le mouvement. Il est lui-même en mouvement »¹¹¹³.

Les espaces en mouvement sont une réalité profonde de l'Anthropocène. Nous avons déjà écrit que l'Amazonie pouvait, par un effet de seuil, devenir une savane¹¹¹⁴. Cette incertitude qui pèse quant aux déplacements des espaces eux-mêmes provoque une ambiguïté quant aux mouvements politiques et sociaux des communautés humaines. La guerre et la politique étaient supposées se dérouler avec, en toile de fond, une immuabilité temporelle et spatiale, celle qui renvoie à la très longue durée désormais émergée. Dipesh Chakrabarty considère que les historiens du milieu du XX^e siècle étaient convaincus que « l'environnement humain changeait mais de façon si lente que sa relation avec l'histoire des hommes était intemporelle et n'était dès lors pas un sujet pour l'historiographie »¹¹¹⁵.

Les temps ont changé, et l'ère du terminable est également celle d'espaces mouvants, devenus des forces déterminant les dynamiques sociales et politiques de notre monde, dans un rapport d'interaction et d'interdépendance étroits. Les communs environnementaux deviennent, dans cette perspective, sujets et objets de notre histoire contemporaine.

c. Quelques conséquences épistémologiques de ce nouveau temps

La science politique, science de l'histoire du temps présent

En introduction, nous avons défini la science politique comme science de l'histoire du temps présent. Saisissant le mouvement des dynamiques sociales contemporaines, elle peut en isoler les origines et faire signe vers différentes possibilités à venir.

¹¹¹³ J.-A. MBEMBE, *Politiques de l'inimitié*, op. cit., p. 62.

¹¹¹⁴ Cf. *supra*, Chapitre 6.

¹¹¹⁵ D. CHAKRABARTY, « The Climate of History: Four Theses », art. cit., p. 204.

Les projections internationales bolivienne et équatorienne s'inscrivent dans une volonté de produire une *nouvelle* politique écologique. Si elles sont freinées du fait de l'inertie des relations de pouvoir écologique au niveau international, elles constituent toutefois un objet particulièrement intéressant du point de vue que nous souhaitons adopter, celui de *l'histoire du temps présent*. A peine défaits, les idées que ces deux diplomaties ont portées internationalement, ainsi que les conceptions défendues à partir de l'Amazonie par les diverses composantes des blocs hégémoniques appuyant Morales et Correa, ne sont pas pour autant disparues. Si elles sont ouvertes, les fenêtres d'opportunité pour déplacer les centres de gravité du pouvoir écopolitique sont étroites. Les conditions de ce déplacement sont donc d'un intérêt essentiel. S'il s'agit de les déplacer, la compréhension de l'inertie est tout aussi fondamentale.

En effet, l'acuité particulière de cette histoire en mouvement se trouve tout entière dans la question de la possible disparition de l'espèce. Une telle disparition emporterait nécessairement avec elle ce que nous appelons l'histoire¹¹¹⁶. Dès lors, quelques remarques épistémologiques peuvent être également induites par les conclusions de cette thèse. La situation du chercheur ne saurait échapper aux conséquences simultanées de la possible inertie des rapports de force internationaux et de son corollaire, la possible, et très concrète, fin de l'histoire.

La question est formulée par Isabelle Stengers : « vers qui se tourner lorsqu'on a, avec constance, opposé objectivité scientifique et préoccupations politiques ? Comment poser publiquement la question d'un désastre lorsqu'on ne veut pas que le public perde confiance en « sa » science, et se mêle de ce qui ne doit pas le regarder ? »¹¹¹⁷. La *situation* du chercheur en science politique porte à saisir immédiatement ces points de tension issus de l'impossible extériorité de son regard vis-à-vis du monde social. Sa position relativement moins confortable que celle des scientifiques au lien plus étroit avec la technique lui permet d'envisager plus sereinement une telle question.

Vers une épistémologie du lien contre une épistémologie de la séparation ?

Mais un problème supplémentaire est posé par la situation temporelle ambiguë au sein de laquelle se déploient nos recherches. Les fondements mêmes de la modernité sont en cause à l'âge

¹¹¹⁶ A. MBEMBE, *Politiques de l'inimitié*, Paris, La Découverte, 2016, pp. 54-55 : « La fin de l'homme ouvrira peut-être une autre séquence de la vie, peut-être une "vie sans histoire" tant le concept d'histoire aura été inséparable de celui de l'homme, au point où on aura pensé qu'il n'y a d'histoire que l'histoire de l'homme. Tel n'est manifestement plus le cas aujourd'hui. Et il se pourrait que la fin de l'homme n'ouvre finalement la voie qu'à une histoire du monde sans les hommes ; une histoire après les hommes, mais avec d'autres vivants, avec toutes les traces que l'homme aura laissées derrière lui ; mais, résolument, une *histoire en son absence* ».

¹¹¹⁷ I. STENGERS, *Une autre science est possible ! : manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013 (Les empêcheurs de penser en rond).

anthropocène. Le geste fondamental de séparation entre l'homme et la nature a été reproduit dans l'appareil scientifique, dont la division est assez récente.

Les techniques de domination de la nature qui ont accompagné ce geste sont invalidées par la menace actuelle qui concerne l'ensemble du genre humain. Ces techniques ont pour cadre général ce que nous nommons la *séparation*. Il s'agit d'abord de la séparation entre l'homme et la nature. Mais la séparation entre faits et valeurs reconduit cette dernière, puisqu'elle rend inopérante toute critique fondamentale des errements liés à la première séparation.

Enfin, le dernier type de séparation qui marque la science moderne est celui qui sépare les disciplines et compartimente le réel. A sa connaissance par éléments simples doit répondre une compréhension de la complexité du réel, conformément au modèle cartésien de la connaissance. La compréhension des éléments simples permet en outre une intervention sur chaque compartiment du réel ainsi compris. La question que pose l'Anthropocène est la suivante : le réel peut-il être saisi à partir de ces éléments simples ainsi considérés ?

Posant la question, la nouvelle époque que nous traversons y répond dans les faits par la négative. L'inconsistance du modèle présent de l'accumulation n'apparaît pas nettement au champ de l'économie, qui peut s'imaginer chiffrer les désastres imprévisibles qui seraient la conséquence d'un changement climatique non maîtrisé¹¹¹⁸. Quant à certains géophysiciens, ils envisagent de mettre en place des dispositifs de refroidissement de l'atmosphère, à base de diffusion de soufre, sans tenir aucun compte des réalités sociales ni des conséquences à moyen terme de tels dispositifs. Ils correspondent à une évolution saisie par l'historien Eric Hobsbawm, de sciences naturelles qui jouent aux apprentis sorciers¹¹¹⁹.

A cette épistémologie de la séparation pourrait succéder une épistémologie du lien, qui tente autant que faire se peut de saisir les limites qui s'imposent à nos modes de connaissance ; il s'agirait d'un lien entre les disciplines, mais également d'un lien entre les éléments de compréhension du monde social et de compréhension du monde naturel, nécessairement et inextricablement entremêlés. Enfin, il s'agit du lien entre les scientifiques et la société. Il est clair que ces trois types de liaisons nouvelles, aux configurations possiblement multiples, appellent des postures d'humilité scientifique.

¹¹¹⁸ W. STEFFEN *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *art. cit.*

¹¹¹⁹ E.J. HOBBSAWM, "Sorciers et apprentis : les sciences naturelles", in *L'âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle : 1914-1991*, Bruxelles, A. Versailles, 2014, pp. 673-715.

La science politique, conçue comme histoire du temps présent, peut contribuer à cette reformation nécessaire et appelée de leurs vœux par plusieurs chercheurs¹¹²⁰. En effet, elle est une science sociale par définition ouverte, tant les bornes du politique sont en soi indéterminées¹¹²¹.

Mais il semblerait qu'un moyen d'affronter épistémologiquement la question vertigineuse impliquée par cette nouvelle réalité temporelle, se fonde à partir de la notion de *lien*. Par cela, il faut entendre la capacité que les chercheurs, mais également au-delà de l'université les êtres humains, peuvent avoir d'articuler entre eux les problèmes, et de voir là où il n'est pas coutumier de le faire le rôle important de mécanismes *à la fois* biophysiques et sociaux. Plus nous entrons dans l'Anthropocène, plus les deux deviennent inextricables.

C'est ce que Murray Bookchin entendait par l'idée d'écologie sociale « qui ne propose pas qu'une critique de la rupture entre humanité et nature ; elle pose aussi l'exigence d'y remédier, et même de son indispensable et radical dépassement. (...). [L'écologie sociale] est la science des rapports naturels et sociaux au sein des communautés ou écosystèmes »¹¹²².

L'écologie sociale revient à ce que nous avons défini auparavant comme science politique de l'écologie, qui pourrait en constituer un pan. La question écologie et celle des communs environnementaux sont comme un possible fil conducteur autour duquel de multiples liens de recherche peuvent être constitués au regard de l'impératif posé par la situation urgente et l'immensité de l'enjeu politique.

La fermeture de l'horizon temporel, à tout le moins l'incertitude que le temps écologique fait peser sur les devenirs humains, appelle une ouverture des sciences sociales.

C'est donc l'ensemble du champ de la pensée et de la pratique politique qui se trouve bouleversé par l'écopouvoir. Le temps écologique a des conséquences fondamentales pour la pensée du politique et, avant tout, pour les conditions de l'action collective des communautés humaines.

¹¹²⁰ I. STENGERS et T. DRUMM, *Une autre science est possible !*, *op. cit.*

¹¹²¹ C. LEFORT, *Essais sur le politique, XIX^e - XX^e siècles*, *op. cit.*

¹¹²² M. BOOKCHIN, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, *op. cit.*, pp. 24-25.

II- Des espaces-temps en guerre : moteur et finalité des conflits écologiques

Mais quels temps existe-t-il au sein du temps écologique ? C'est la question nodale qui implique la possible conflictualité inhérente à l'écopouvoir. La conflictualité socio-écologique, qui produit le rattrapage effectif des projections internationales, repose en dernière instance sur la différenciation et le conflit entre espaces-temps.

Dans la mesure où il est fondamentalement question de la destruction possible de *milieus de vie* que sont à double titre les communs environnementaux – des communautés y vivent et leur existence même garantit la pérennité des conditions de vie à plus grande échelle – le concept de guerre paraît ici pertinent. L'objet du conflit écologique est en effet la survie ou la destruction de ces *milieus de vie*. Puisque la finalité du conflit peut relever de la destruction de conditions spécifiques de vie ou de leur préservation, son enjeu est indéniablement d'ordre *vital*. Il l'est pour les indigènes, dans des lieux *singuliers* qui ne s'abolissent pas dans l'universel. Enfin, cet enjeu pose à nouveaux frais la question de la compression spatio-temporelle.

a. Existe-t-il un temps spécifiquement indigène ?

Le problème épistémique d'un temps indigène

S'il est indéniable que la survie des communautés indigènes et la continuation de leurs modes de vie constituent pour elles un enjeu à caractère global, celui-là même qui est défendu par le groupe des peuples autochtones à l'ONU, il est toutefois réducteur de définir une *spécificité* radicale du temps indigène, comme temps homogène. Si le temps du capital produit de l'universalité en tant que temps abstrait, celui de la valeur du travail, rien de comparable n'existe pour ce qui est des modes indigènes de représentation spatio-temporelle.

Il faut éviter un écueil essentiel dès le début de ce chapitre : si des rapports conflictuels entre différentes conceptions du temps et de l'espace existent bel et bien, il ne peut être question de les essentialiser et définir des altérités irréductibles l'une à l'autre. Le risque serait de reproduire le geste premier de la colonisation. Ce geste est d'une part celui de l'exclusion des cosmogonies alternatives et locales au profit d'une définition d'un universel européen. D'autre part, il est celui de la définition d'un *autre* relégué aux marges de la civilisation, dont il n'est pas sûr qu'il soit capable de suivre le chemin de la félicité indiquée par la puissance coloniale.

Johannes Fabian décrit précisément ce processus dans son ouvrage *Le temps et les Autres*. « Pour que cela [l'expansion du colonialisme] puisse se réaliser, les sociétés expansionnistes, agressives et oppressives, que nous désignons collectivement et de manière impropre sous le terme

d'Occident, avaient besoin d'Espace à occuper. Plus profondément et de manière plus problématique, le Temps leur était nécessaire pour la mise en place d'une histoire à sens unique : le progrès, le développement, la modernité (ainsi que leurs images négatives en miroir : la stagnation, le sous-développement, la tradition). Bref, les fondements de la géopolitique sont à trouver dans la *chronopolitique* »¹¹²³.

Il apparaît clair qu'il n'existe pas plus de temps indigène que de développement nécessaire ou de chemin irréversible vers un progrès défini par avance. La pensée des conflits spatio-temporels qui animent les communs environnementaux ne peut reproduire, serait-ce négativement, un geste théorique qui unifie arbitrairement une diversité de situations considérables. Si les cosmovisions indigènes présentent des perspectives temporelles alternatives, elles sont elles-mêmes diverses et peuvent difficilement être rassemblées sous l'égide d'un temps homogène et abstrait.

L'analyse du conflit écologique ne peut donc se résumer à une inversion pure et simple des termes du conflit : le temps indigène n'est pas le nouveau temps universel, ou le temps d'un autre universel. En ce sens, il est plus exact de parler *des temps indigènes*, ce à quoi nous invitent les travaux de Philippe Descola¹¹²⁴.

La persistance de la périphérie

Au-delà même des temps indigènes, l'un des enseignements de la présente thèse est qu'en dépit du processus d'unification économique du monde, la périphérie persiste. Elle peut faire preuve d'autonomie. De ses confins mêmes peuvent émerger des propositions d'ordre alternatif¹¹²⁵. Fernand Braudel notait déjà qu'en dépit de la formation de *mondes* unifiés, rythmés par les échanges culturels et commerciaux, les périphéries subsistaient.

Les projections internationales équatorienne et bolivienne font avant tout signe vers cette persistance : elles disent que les périphéries ne sont pas encore foncièrement intégrées, que les stratégies de contestation de l'hégémonie internationale peuvent encore y prendre racine. Si les périphéries nationales de la Bolivie ou de l'Equateur sont en un sens parvenues à prendre pied dans les capitales, à faire leur place au centre, ce mouvement ne s'est pas produit internationalement. La périphérie est allée vers le centre au niveau national, a tenté de le faire au niveau international. Arrivé au centre onusien du monde, seul le vide leur a fait écho. Il n'y avait pas là, dans les mêmes formes qu'au niveau national, de pouvoir à *saisir*.

¹¹²³ J. FABIAN, *Le temps et les autres : comment l'anthropologie construit son objet*, 2017, p. 226.

¹¹²⁴ P. DESCOLA, *L'écologie des autres*, *op. cit.*

¹¹²⁵ Cf. *supra*, Chapitre 8.

Mais la réalité gouvernementale de ces pays est substantiellement différente de celle des Etats centraux. C'est pourquoi la notion de *temps périphérique* est si essentielle. Si l'on admet que le temps qui rythme les autres est celui défini par la vitesse d'accumulation du capital, il est fort à penser que les Etats centraux en soient plus proches, et les Etats périphériques plus proches de la temporalité de ceux qui vivent au sein des espaces que nous avons nommés ici communs environnementaux.

L'unification temporelle que suppose l'unification du monde ne doit pas faire oublier la disparité des temps politiques qui s'y déploient. C'est au travers de cette disparité, comme un champ de force, que se situent les pôles d'attraction ou de répulsion, séparés par une ligne de faille principale, entre le temps propre à l'économie capitaliste et la diversité des temps qui composent le reste.

Ligne(s) de faille

Après l'Ouest et le Reste¹¹²⁶, nous voici donc face à une dynamique conflictuelle qui se situe dans les rapports au temps et à l'espace. Les espaces pouvant être occupés *partout différemment*, la division qui structure les relations de pouvoir écologique n'est pas de nature géographique. Elle renvoie bien plutôt à l'usage métaphorique du Nord et du Sud proposé par Boaventura de Sousa¹¹²⁷.

La pointe avancée des peuples autochtones renvoie premièrement à la communauté négative d'un temps défini sur un mode non capitaliste. Le temps des communautés indigènes n'est pas celui de l'accumulation immédiate. Souvent, les communautés indigènes ont même été renvoyées à la pré-modernité, et la ligne temporelle tracée par ce schéma ne faisait que préparer leur entrée nécessaire dans une modernité salubre. Les peuples autochtones, en tant que force sociale et politique constituée mondialement, ne sont toutefois pas les seuls à se distinguer par l'antagonisme temporel qu'ils défendent et revendiquent vis-à-vis du temps de l'accumulation illimitée.

Il n'est donc pas possible de penser les frictions spatio-temporelles à l'œuvre dans les rapports de pouvoir liés aux communs environnementaux en définissant un temps indigène homogène. De la même façon, les lignes de failles sont multiples entre le temps du capital et les différentes formes qui s'y opposent. L'unité du temps non capitaliste est donc avant tout une unité négative. Toutefois, une ligne de faille principale oppose le lien capitaliste au temps du reste de ces rapports. Cette ligne est spatiale.

¹¹²⁶ N. FERGUSON, *Civilization: the west and the rest*, London; New York, Allen Lane, 2011.

¹¹²⁷ B. de S. SANTOS, « Epistemologies from the South and the future », *art. cit.*

b. Quels temps pour quels lieux ?

Le temps sans lieu ou le Waterloo du capital

Il se dit que Waterloo a été perdue par l'armée napoléonienne du fait d'une contingence. L'anecdote est rapportée par Victor Hugo. La cavalerie du Maréchal Ney chargeait pour diviser les armées ennemies avant qu'elles se joignent l'une à l'autre. Alors que la manœuvre s'inscrivait à merveille dans le *plan* de bataille, la carte n'avait pas répertorié une faille. De nombreux cavaliers tombèrent dans cette crevasse imprévue¹¹²⁸. La bataille n'était pas uniquement écrite, et ses étapes avaient à voir avec un espace réel dont les caractéristiques n'étaient pas si connues que le pensait l'état-major.

Oublier l'espace et ses aspérités peut coûter cher. La ligne spatiale qui sépare le rapport capitaliste au temps des autres tient à la négation de ce principe spatial de réalité. La vitesse des déplacements, le transport intense de marchandises ou encore la vitesse improbable des échanges financiers tendent à renforcer la tendance déjà évoquée par David Harvey à propos du XIX^e siècle¹¹²⁹, celle de la compression spatio-temporelle. Mais cette compression, dans une perspective strictement economiciste, se fait au détriment de l'espace. Ce dernier, dans sa dimension strictement physique, est réduit à n'être qu'une variable de production.

S'il est un enseignement à tirer de l'Anthropocène, c'est que l'espace physique peut *déterminer* ultimement les conditions de vie de l'espèce humaine et, nécessairement, la production matérielle de l'humanité. La négation de cette réalité physique est donc un obstacle considérable à la perpétuation du rapport au temps impliqué par le mode de production capitaliste. A tout le moins, cette négation est un obstacle à sa perpétuation sans chute. Comme pour les cavaliers français de Waterloo, les limites matérielles de possibles génies stratégiques peuvent se faire sentir sans qu'elles aient été anticipées.

¹¹²⁸ V. Hugo, *Les Misérables*, Livre II, 1890 [consulté sur Wikisource le 17 juin 2019] : « Tout à coup, chose tragique, à la gauche des Anglais, à notre droite, la tête de colonne des cuirassiers se cabra avec une clameur effroyable. Parvenus au point culminant de la crête, effrénés, tout à leur furie et à leur course d'extermination sur les carrés et les canons, les cuirassiers venaient d'apercevoir entre eux et les Anglais un fossé, une fosse. C'était le chemin creux d'Ohain. L'instant fut épouvantable. Le ravin était là, inattendu, béant, à pic sous les pieds des chevaux, profond de deux toises entre son double talus ; le second rang y poussa le premier, et le troisième y poussa le second ; les chevaux se dressaient, se rejetaient en arrière, tombaient sur la croupe, glissaient les quatre pieds en l'air, pilant et bouleversant les cavaliers, aucun moyen de reculer, toute la colonne n'était plus qu'un projectile, la force acquise pour écraser les Anglais écrasa les Français, le ravin inexorable ne pouvait se rendre que comblé, cavaliers et chevaux y roulèrent pêle-mêle se broyant les uns sur les autres, ne faisant qu'une chair dans ce gouffre, et, quand cette fosse fut pleine d'hommes vivants, on marcha dessus et le reste passa. Presque un tiers de la brigade Dubois croula dans cet abîme ».

¹¹²⁹ K. POSTEL-VINAY, *L'Occident et sa bonne parole : nos représentations du monde, de l'Europe coloniale à l'Amérique bégémonique*, Paris, Flammarion, 2005, pp. 31-33.

L'époque présente, ainsi que l'analyse de la puissance d'intégration et de potentielle destruction du capitalisme, nous invitent à lire l'expression de Marx littéralement : les communs environnementaux risquent d'être *anéantis* par la dynamique strictement temporelle du capitalisme. Les interdépendances très complexes entre écosystèmes et les possibles boucles de rétroaction qui aggraveraient considérablement le changement climatique¹¹³⁰ n'entrent pas sur la carte du plan de bataille écrit au rythme de l'accumulation capitaliste, celui de l'accélération continue de la production, des échanges, et des flux¹¹³¹.

Le mythe des lieux sans histoire

Au sens le plus strict et du fait du rapport de négation qu'il induit, le temps capitaliste n'est pas un temps pour les communs environnementaux. Les forêts amazoniennes sont assurées de destruction dans le cadre des dynamiques historiques actuelles.

Mais il n'est pas possible de considérer pour autant que les communs environnementaux soient des lieux sans *histoire*. C'est l'enseignement principal qu'il faut tirer de l'argument indigène, et repris par les gouvernements équatorien et bolivien, relatif à l'*ancestralité* des lieux ou des savoirs indigènes. S'il est vrai que cette notion renvoie à une construction *ex-post*, à des processus d'identification collective aux finalités différentes, elle fait cependant signe vers la possible autonomie temporelle des communs environnementaux.

C'est dans le *lien* entre les modes de vie indigènes et le temps que la forêt met à se constituer puis à perdurer que se situe le socle de l'alliance entre écologistes et indigénistes. Les deux forces ont en commun de structurer le rapport au temps *à partir de l'espace*.

Le temps de la politique étatique considère lui aussi l'espace : l'Etat n'est rien sans territoire. Le territoire doit être intégré, et la planification étatique relève de cet objectif essentiel à la cohésion politique des institutions étatiques.

Les forêts amazoniennes, étudiées au fil de ce texte, sont donc triplement prises dans les mailles de l'histoire. D'abord, elles sont une possible source d'accumulation capitaliste – caoutchouc, bois, pétrole, ressources génétiques. Ensuite, elles sont l'un des socles importants de la construction *politique* de l'alliance entre écologistes et indigénistes. Enfin, elles sont partie intégrante du processus de consolidation de la territorialité étatique, par leur protection comme par leur exploitation : dans les deux cas, l'Etat marque son territoire.

¹¹³⁰ W. STEFFEN *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *art. cit.*

¹¹³¹ H. ROSA, *Accélération : une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010 (Théorie critique).

L'inarticulation des espaces-temps sociaux

La nature éternelle et la forêt amazonienne hors de l'histoire sont deux notions identiques, et aussi peu significatives l'une que l'autre. Le champ de bataille entre espaces-temps est un champ *historique*, au sein duquel la réalité physique ne saurait être écartée de l'analyse. Les forêts font partie de l'histoire mondiale en train de se faire : la destruction de la forêt amazonienne ou de la forêt tropicale de République Démocratique du Congo, au rôle décisif également, aurait des effets historiques massifs.

Les communs environnementaux sont marqués par une réalité décisive, celle de l'inarticulation des espaces-temps sociaux. La revendication de l'ancestralité suppose *a minima* que la forêt continue à exister. Sa disparition frappe le discours de caducité, ce qui n'est ni l'intérêt des gouvernements contre-hégémoniques, ni celui des communautés indigènes. Si le sol se dérobe, le discours qui se construisait à partir de lui s'évanouit également.

Les braconniers, les petits forestiers ou les paysans qui souhaitent étendre leurs terres sur la forêt ont un rapport au temps de ces forêts qui s'inscrit dans les dynamiques d'accumulation capitaliste. Ils peuvent par ailleurs en être les agents involontaires ou contraints, comme dans le cas de phénomènes de dépendance clientéliste entre certaines entreprises et des communautés indigènes.

Les rapports de pouvoir écologique sont caractérisés par une inarticulation des espaces-temps. En d'autres termes, la position sociale des communautés – périphériques, exploitées, étatiques, transnationales – ne définit pas leur rapport à l'espace physique. L'hypothèse que nous formulons à ce stade est que cet état de fait est dû à une désorganisation des espaces-temps par la temporalité dominante, celle de l'accumulation capitaliste.

Les forces capitalistes, de l'accumulation primitive à l'accumulation à haute valeur ajoutée dans les pays centraux, sont tenues pour les plus *historiques*. Mais les communs environnementaux sont précisément le champ où elles perdent le monopole de la constitution *historique* de l'espace mondial contemporain. L'illusion historique contemporaine produite par l'écopouvoir est que le capitalisme, comme système économique et symbolique, est encore en état de *faire l'histoire*, au sens de produire de l'unité conflictuelle, mais stable.

c. La fausse conscience, ou la négation de l'anéantissement de l'espace

Mais un problème crucial se pose. Dans un milieu de vie où les conditions d'existence même de l'humanité sont mises en jeu, les conditions d'exercice de l'hégémonie changent, et le temps dominant est écroulé par l'anéantissement physique de l'espace qu'il provoque.

Le refus de la passivité comme condition de compréhension de l'écopouvoir

L'abolition de l'espace par le temps ne doit donc plus être tenue, aujourd'hui, comme une expression métaphorique qui renverrait à la vitesse des communications et des échanges. Les dynamiques actuelles sont celles d'une destruction effective de l'espace – en tant que milieu de vie pour les êtres vivants et, parmi eux, les êtres humains – par la temporalité dominante, celle du capital.

Dans ce contexte, l'étude des possibilités autres, des modes de vie alternatifs ou des propositions contre-hégémoniques non absolument fondées à partir de cette temporalité dominante nous paraît essentielle. La reconnaissance de la capacité d'action politique des Etats périphériques et, dans les Etats, périphériques ou non, de l'autonomie d'action politique des périphéries sociales, est une condition pour penser une autre hiérarchie des temps. Penser une autre hiérarchie des temps suppose de considérer également d'autres rapports à l'espace.

Jacques Rancière propose pour cela une piste intéressante : « La ligne du temps se laisse diviser de l'intérieur. A la fragmentation des choses qui arrivent « les unes après les autres » s'oppose une autre fragmentation qui crée des différences et des ruptures au sein d'un continuum supposé homogène. Chaque moment du continuum est à la fois le point par où passe la reproduction de la hiérarchie des temps et le point d'écart, d'une rupture. *Pour le récit officiel, de telles ruptures sont homogènes au processus : les hommes de la répétition passive sont aussi les hommes de l'ébullition éphémère.* Mais le moment n'est pas ce temps de l'éphémère qu'on oppose complaisamment aux enchaînements de long terme et à la science des causes. *C'est aussi le pouvoir d'engendrer une autre temporalité en redistribuant les poids sur la balance des destinées promises aux humains en fonction du temps qu'ils habitent* »¹¹³².

Rancière discute ici de l'émancipation ouvrière, des temps sociaux propres que les ouvriers ont habités en instituant des clubs de lecture ou d'écriture au XIX^e siècle. Cette volonté d'engendrer une autre temporalité était commune aux processus politiques bolivien et équatorien, *à partir de temporalités différenciées*, qu'elle soit celle revendiquée par les organisations indigènes, construite par

¹¹³² J. RANCIERE, « Temps, récit et politique », *Les temps modernes : art, temps, politique*, Paris, La Fabrique éditions, 2018, p. 36. Nous soulignons.

les écologistes ou envisagée par les républicains et les socialistes¹¹³³. Les différenciations temporelles entre les différents groupes des blocs hégémoniques existaient, mais tous partageaient un point de rupture avec la temporalité dominante, la temporalité capitaliste. Dans ce cadre, les projections internationales étaient des tentatives de produire, au niveau global, un autre cadre temporel d'action.

L'espace aboli, le mouvement de négation de la périphérie

A cette négation de l'espace, qui entraîne des conséquences désastreuses et fait écho au déni de l'ampleur du problème posé par l'Anthropocène, correspond politiquement le mouvement net de la négation de la périphérie politique. Tel est le mouvement de rattrapage des projections autonomes bolivienne et équatorienne par les relations de pouvoir écologique. Il s'agit d'un mouvement de ré-enserrement dans les mailles de la temporalité capitaliste.

A l'abolition de l'espace par le temps correspondent non seulement l'intégration de la périphérie dans l'économie-monde, mais également sa négation politique. La première forme de cette négation est évidemment le fait colonial. Mais sa forme contemporaine est uniquement la pure expression des rapports de pouvoir : si un Etat périphérique ne dispose pas d'une puissance suffisante, sa projection internationale peut être vite arrêtée. Si un groupe constitué politiquement, comme les peuples autochtones à l'ONU, ne repose pas sur une puissance d'Etat, leurs revendications peuvent ne trouver de satisfaction que symbolique.

Ainsi, le jour de la Terre nourricière¹¹³⁴ ou la reconnaissance d'un rôle spécifique des communautés indigènes dans la défense de la nature peuvent-ils être des éléments constitutifs du multilatéralisme environnemental sans que ces groupes aient une importance décisive sur l'équilibre des relations de pouvoir écologique. Une telle expression contre-hégémonique peut se tenir à l'ONU sans que l'écopouvoir penche de l'autre côté de la balance, du *faire mourir l'espèce* au *laisser vivre l'espèce*.

La négation de l'espace par la temporalité capitaliste est redoublée politiquement par le refus de contribution, depuis les pays centraux de l'économie-monde, à la protection des communs environnementaux¹¹³⁵. Si ce type d'espace est tenu pour inexistant, il n'y a dès lors aucune nécessité à prendre en compte les voix, dissonantes, qui en viennent ; ou, plutôt, la nécessité n'apparaît pas

¹¹³³ Cf. *supra*, Chapitre 1.

¹¹³⁴ *Idem*.

¹¹³⁵ Cf. *supra*, Chapitre 3.

évidente d'élaborer des changements structurels pour s'adapter aux problèmes induits par le changement climatique et l'extinction des espèces.

La domination de la temporalité du capital, qui arraisonne les espaces tout en les niant, est donc double. Elle affaiblit politiquement les Etats de la périphérie économique de l'économie-monde et leurs possibles moments d'autonomie, tout en hâtant leur intégration à cette même économie. Cette domination affaiblit donc les moments d'autonomie internationale et divise les blocs nationaux contre-hégémoniques.

Le temps rattrapé par l'espace

Le temps abstrait du capital rythme les échanges et constitue un socle pour l'économie politique internationale. Cette conception du temps abstrait et homogène est historiquement européenne. Si elle revêt des traits d'universalité, elle est également un particularisme culturel, une conception régionale du temps¹¹³⁶. Il est indéniable qu'elle est celle qui a connu le plus de succès historique, et unifie une partie considérable de l'humanité aujourd'hui, ne serait-ce qu'au travers de l'organisation de la division internationale du travail. Mais des conceptions différenciées de l'espace-temps continuent à exister.

Jérôme Baschet, à partir des communautés indigènes zapatistes au Mexique, propose une sortie du présentisme, de l'abolition de toute projection future par l'effacement du passé, en des termes qui renvoient très clairement à la situation politique posée par l'Anthropocène : « Si l'on admet que l'histoire n'avance pas tout entière du même pas, sur la ligne droite d'un inéluctable progrès, alors il est possible de tenter d'improbables rencontres entre le passé des communautés indigènes, ayant survécu à l'imposition du Marché, et le destin futur d'une humanité qui se refuse à l'autodestruction »¹¹³⁷.

En effet, l'alternative de l'écopouvoir, celle du *faire mourir* l'espèce ou de la *laisser vivre*, produit nécessairement une réalité unifiée. Elle en constitue une vérité *historique* : le temps capitaliste est rattrapé par l'espace qu'il a détruit. L'alternative se pose entre la fin de l'humanité, ou le renversement de la hiérarchie entre espaces-temps.

Dans ce livre, Jérôme Baschet oppose la multiplicité des temps concrets au temps abstrait de la physique newtonienne, mis en péril par la relativité restreinte, ou du capital. Il offre une contribution au débat entre temps sociaux et temps historique¹¹³⁸, nourri cette fois de la rupture

¹¹³⁶ J. BASCHET, *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018.

¹¹³⁷ *Ibid.*, p. 32.

¹¹³⁸ A. MAILLARD, « Les temps de l'historien et du sociologue. Retour sur la dispute Braudel-Gurvitch », *art. cit.*

avec l'eurocentrisme comme de la réalité anthropocène. Mais l'affirmation d'une irréductible multiplicité des temps nous semble faire l'impasse sur le temps nouveau qui est le nôtre du fait de l'entrée dans l'Anthropocène.

La distinction même entre un temps abstrait homogène et des temps concrets hétérogènes ne peut valoir alors que le temps de l'unification est précisément celui du changement climatique et de l'extinction des espèces. Il existe, dans ces conditions, un temps homogène nouveau, au sein duquel se déroule la conflictualité entre les différents espaces-temps sociaux. C'est notre temps historique, le temps écologique. Retrouver l'espace, dans ces conditions, n'est pas uniquement un mouvement important pour la science politique, c'est une nécessité pour l'intelligence des événements à venir, et de notre action possible sur le devenir collectif du vivant.

III- L'espace, ou l'articulation concrète des temps sociaux et du temps écologique

Comme l'écrit Karoline Postel-Vinay à propos de l'alerte lancée pendant la guerre froide sur les questions environnementales, « il ne suffit pas d'avoir raison, de faire valoir des données incontestables, pour imposer sa propre vision du monde à la majorité des pays de la planète, à commencer par les plus puissants »¹¹³⁹. Si le contre-récit écologique a pris une importance considérable depuis les années 1990, notre étude tend à démontrer que le système international n'est pas en l'état prêt à entraîner des changements systémiques suffisants pour répondre au problème. Quelle raison donner pour cette déraison ?

Les espaces-temps socialement constitués sont l'origine profonde des conflits autour et au sein des communs environnementaux. Ces conflits entre espaces-temps se déroulent au sein d'un temps historique nouveau, le temps écologique. Celui-ci redéfinit le rapport entre action politique et histoire. Les communs environnementaux sont à la fois les objets de la destruction en cours des conditions d'existence de l'humanité, mais ils en deviennent également les sujets. C'est que la contradiction entre temps historique et temps sociaux ne se résout pas uniquement par un mouvement dialectique qui verrait les contradictions sociales absorbées par le temps écologique.

Le point possible d'articulation, ouvert et comme en fuite, entre espaces-temps sociaux et temps écologique se trouve dans la dimension physique et spatiale de l'action politique. De la dynamique des relations de pouvoir écologique dépend l'accomplissement, ou non, de cette

¹¹³⁹ K. POSTEL-VINAY, *L'Occident et sa bonne parole, op. cit.*, p. 123.

possibilité d'articulation. C'est au sein de l'espace que nous habitons où l'écopouvoir décide de *laisser vivre* ou *faire mourir*.

a. Espace annihilé, espace annihilant

Les forêts, les eaux et les montagnes : nouvelles forces de l'espace mondial

Il faut s'arrêter d'abord sur une dimension fondamentale du monde nouveau dont la réalité politique et sociale est déterminée par l'écopouvoir. De nouvelles forces émergent, au statut indéterminé, êtres vivants mais non humains. Leur incidence sur la politique globale est d'ores et déjà déterminante. Il s'agit des forêts, des montagnes et des eaux. Il s'agit de ce que nous avons appelé ici les communs environnementaux.

Au-delà des différentes visions du monde qui ont été abordées dans cette thèse, il est certain que, dotés ou non d'intentionnalité, ces éléments naturels ont une importance décisive dans nos conditions d'existence et les possibilités de reconduction du politique lui-même. Cet entrelacement des conditions biophysiques de notre existence politique et des conditions sociales des formations sociales et politiques n'est pas neuf. L'aspect global de cette réalité est en revanche ce qui produit une lecture nouvelle de la situation présente.

La globalisation, dans ce contexte, n'est pas uniquement relative à une accélération des flux, accélération qui construirait une impression de « village global »¹¹⁴⁰. L'aspect concret de la globalisation passe de plus en plus par l'espace. Quant aux déterminations de cet espace, elles tiennent foncièrement aux dynamiques de transformation impliquées par l'ère anthropocène. Que l'Holocène coïncide avec le néolithique et la sédentarisation des communautés humaines est en soi un fait majeur. L'agriculture suppose des conditions climatiques favorables. La modification de ces conditions, à court ou moyen terme, interrogerait les fondations mêmes de la politique globale.

Nous avons distingué, dans la partie précédente de ce chapitre, l'espace aboli par le temps du temps rattrapé par l'espace. Ce sont deux dynamiques croisées, qui conforment le monde actuel, et peuvent s'entendre comme des processus contraires : globalisation du temps et globalisation de l'espace.

L'exploitation de plus en plus intense des espaces dotés en ressources naturelles et les dommages irréversibles en termes de changement climatique poussent à concevoir l'existence d'un *espace annihilé*. Mais le retournement de la situation, du fait des conséquences de ces dommages,

¹¹⁴⁰ M. McLuhan, *War and Peace in the Global Village*, *op. cit.*

tend à concevoir la réalité double du monde physique qui nous entoure : l'espace annihilé devient simultanément l'*espace annihilant* et menace les milieux de vie.

Dynamique d'intégration : le retour de l'espace

La dynamique d'intégration liée à la mondialisation est une dynamique qui repose sur la vitesse. Cette accélération indéfinie des mouvements économiques suppose une négation de l'espace. S'il est possible de nier le réel, il est toutefois des plus compliqués d'échapper aux conséquences matérielles d'une telle accélération. En effet, cette dynamique de négation de l'espace, liée à ce que nous appelons la globalisation temporelle, n'est pas supportable par l'espace lui-même. C'est le retour de l'espace.

Le paradoxe historique est donc que les conflits socio-écologiques prennent place dans des périphéries en cours d'intégration à la globalisation temporelle. Ces mêmes périphéries sont soumises aux effets les plus manifestes de la globalisation spatiale, essentiellement portée par le changement climatique. La dynamique de l'*espace annihilé* s'étend encore quand se présente avec clarté ce nouvel arrivant, l'*espace annihilant*.

Dans *Race et histoire*, Claude Lévi-Strauss défendait que « tout *progrès* culturel est fonction d'une *coalition* entre les cultures ». Il continuait : « cette coalition consiste dans la mise en commun (...) des *chances* que chaque culture rencontre dans son développement historique. (...). Ce jeu en commun dont résulte tout progrès doit entraîner comme conséquence, à échéance plus ou moins brève, une *homogénéisation* des ressources de chaque joueur. Et si la diversité est une condition initiale, il faut reconnaître que les chances de gain deviennent d'autant plus faibles que la partie en vient à se prolonger »¹¹⁴¹. A ce problème, Lévi-Strauss envisage deux solutions : la création d'écarts différentiels dans les groupes humains, par exemple des inégalités, ou l'intégration, de gré ou de force, de nouveaux partenaires dans le jeu. Il identifie la première solution au capitalisme, la seconde à l'impérialisme et au colonialisme¹¹⁴².

Mais, selon cette même logique d'homogénéisation progressive, le problème surgit fatalement de nouveau. Alors que les conditions de la culture moderne produisent cette tension fondamentale entre espace annihilé et espace annihilant, il devient d'une acuité sans précédent. Lévi Strauss ébauche une piste de résolution du problème lorsqu'il enjoint à ce que les institutions internationales « sachent, au contraire, que l'humanité est riche de possibilités imprévues dont chacune, quand elle apparaîtra, frappera toujours les hommes de stupeur ; que le progrès n'est pas

¹¹⁴¹ C. LEVI-STRAUSS, *Race et histoire*, Paris, Denoël, 2010, p. 79 (Collection folio essais 58).

¹¹⁴² *Ibid.*, pp. 80-83.

fait à l'image confortable de cette « similitude améliorée » où nous nous cherchons un paresseux repos, mais qu'il est tout plein d'aventures, de passions, de scandales »¹¹⁴³.

Des espaces ouverts à d'autres devenirs ?

L'attention aux aventures, aux passions et aux scandales ne dépend pas uniquement des institutions internationales. Dans les cas d'étude abordés ici, elles ont prêté une assistance continue aux projets des gouvernements bolivien et équatorien en matière de politique internationale de l'écologie. Les institutions internationales sont partie intégrante des relations de pouvoir écologique, mais n'y jouent pas le rôle le plus décisif.

En tant que résistances possibles, ou chemins d'alternatives à peine débroussaillés, les éléments issus des cas d'étude nous paraissent particulièrement intéressants. Les contradictions qui traversent les blocs hégémoniques de ces périphéries sont susceptibles de devenir les contradictions centrales des temps à venir. Il est précieux d'imaginer des pistes de résolution, serait-elle partielle, de ces contradictions.

Comme l'écrit Lévi-Strauss dans *Race et histoire*, « l'humanité n'évolue pas dans un sens unique. Et si, sur un certain plan, elle semble stationnaire ou même régressive, cela ne signifie pas que, d'un autre point de vue, elle n'est pas le siège d'importantes transformations »¹¹⁴⁴. Les différentes transformations possibles, contenues dans le mouvement de l'histoire qui nous est contemporaine, se pensent à *partir* d'espaces différents : c'est pourquoi notre étude s'ancre dans les relations à l'espace si singulier qu'est la forêt amazonienne.

b. Pouvoir politique et écopouvoir

Eco-politique et niveaux d'action

L'écopouvoir ne saurait être saisi comme un pouvoir totémique, qui puisse être capturé et transformé au bon vouloir de telle ou telle force sociale ; la dynamique pour le mouvoir est nécessairement une dynamique collective, une dynamique de coalition. Plus encore, il n'est pas possible de considérer que l'écopouvoir correspondrait à un seul *niveau* de pouvoir pertinent.

Par exemple, il est commun de suggérer que le changement climatique, étant un problème d'ordre global, ne peut trouver de résolution qu'internationale. De la même façon, l'approche de la protection des communs privilégie bien souvent l'étude des configurations locales qui en

¹¹⁴³ *Ibid.*, p. 84.

¹¹⁴⁴ *Ibid.*, pp. 68-69 (Collection folio essais 58).

permettent la sauvegarde¹¹⁴⁵. L'une comme l'autre des visions se révèle toutefois insuffisante. Frédéric Graber et Fabien Locher, critiquant une certaine dérive du champ de recherche des communs, portent l'estoc aux deux conceptions :

« De ce fait, avec le temps, les représentations des communs ont pu se faire trop idylliques. D'abord, avec des communautés du passé et du tiers monde, vues comme forcément respectueuses de leur environnement – selon un *topos* vieux comme la modernité – et œuvrant en bons gestionnaires de leurs ressources communes. Ensuite, avec des communs d'hier et d'aujourd'hui fonctionnant selon des mécanismes bien huilés, des règles institutionnelles opérantes, lorsque la pureté de l'auto-organisation communautaire n'est pas troublée par les acteurs extérieurs – les Etats en particulier. Il paraît important de se départir de ces visions caricaturales pour éviter de substituer à la « tragédie des communs », son double inversé : l'image d'un monde où les communs seraient fatalement efficaces, pacifiques et durables »¹¹⁴⁶.

Cette critique porte à la fois sur l'idée que l'écopouvoir ne pourrait être mû qu'internationalement et sur l'idée que les communautés locales seules peuvent protéger les communs environnementaux. Elle renvoie dos à dos la tragédie des communs et leur idéalisation. La tragédie des communs est le destin de l'humanité si le seul atout de transformation des relations de pouvoir écologique passe par les négociations internationales. L'actuelle évolution des politiques étatiques d'application des Accords de Paris le montre assez : les Etats ne mettent pour l'heure pas en œuvre des politiques pour répondre aux objectifs qu'ils s'étaient fixés à Paris, objectifs déjà insuffisants pour maintenir le réchauffement climatique en deçà des deux degrés Celsius par rapport à l'ère préindustrielle¹¹⁴⁷.

En revanche, il n'est pas du ressort d'une analyse réaliste du politique de supposer que l'action des communautés indigènes puisse à elle seule atténuer le changement climatique et assurer les conditions d'existence de l'humanité pour l'avenir. Cette perspective limitée au local semble davantage relever d'une posture morale ou rédemptrice qui ne parvient sans doute pas à fonder les conditions d'un humanisme réel¹¹⁴⁸.

¹¹⁴⁵ S. ALLAIN, « Le champ des communs en question : perspectives croisées », *art. cit.*

¹¹⁴⁶ F. GRABER et F. LOCHER, *Posséder la nature : Environnement et propriété dans l'histoire*, 2018, p. 24.

¹¹⁴⁷ C. STAM, « Seulement 16 pays sur 197 respectent l'accord de Paris », *euractiv.com*, 29 octobre 2018, [En ligne]. <<https://www.euractiv.fr/section/climat/news/only-16-countries-meet-their-commitment-to-paris-agreement-new-study-finds/>>. (Consulté le 17 juin 2019).

¹¹⁴⁸ M. MERLEAU-PONTY, *Note sur Machiavel*, *op. cit.*, p. 42. Cette notion d'humanisme réel est intéressante pour penser la politique de l'écologie : « Si l'on appelle une philosophie de l'homme intérieur, qui ne trouve aucune difficulté de principe dans ses rapports avec les autres, aucune opacité dans le fonctionnement social, et remplace la culture politique par l'exhortation morale, Machiavel n'est pas un humaniste. Mais si l'on appelle humanisme une philosophie qui affronte comme un problème le rapport de l'homme avec l'homme et la constitution entre eux d'une histoire qui leur soit commune, alors il faut dire que Machiavel a formulé quelques conditions de tout humanisme sérieux ».

Il est donc décisif de considérer que les niveaux d'action ne s'excluent pas mutuellement en termes de protection des communs environnementaux. Mais une articulation harmonieuse et absolue entre tous les niveaux d'action n'est pas davantage une condition nécessaire à l'action pour la préservation des milieux de vie humains.

Eco-pouvoir et polycentrisme

La nature de l'écopouvoir est alors centrale pour comprendre les possibilités éventuelles de transformation des relations de pouvoir écologique et les évolutions concomitantes de l'écopouvoir.

L'écopouvoir n'a pas un seul centre. Fondé sur de multiples indépendances, il peut même sembler insaisissable. Les multiples boucles de rétroaction qui constituent la complexité même du changement climatique et des processus socio-physiques valent également pour l'ordre de l'écopouvoir.

S'il n'a pas un seul centre, il n'est pas pour autant un pouvoir diffus et absolument immanent au monde social. Son imprégnation n'est pas telle que le transformer supposerait nécessairement de lui être *extérieur*, ce qui est en l'occurrence impossible. Mais son équilibre dépend de différents centres de pouvoir.

Il est possible de les caractériser rapidement. Le temps social dominant répond à une logique économique donnée, celle du capital. De la sorte, il est clair que les *centres d'accumulation capitaliste* sont également des centres de l'écopouvoir.

Les conditions de possibilité de cette accumulation reposent largement sur la garantie politique de stabilité et d'ordre, tenue par les puissances hégémoniques. Dès lors, il est possible d'établir des Etats comme *centraux* relativement à l'écopouvoir. Ce sont les *centres politiques* de l'écopouvoir.

Enfin, l'écopouvoir repose également sur une base anthropologique : la possibilité d'exploiter sans fin les ressources à notre portée constitue une *spécificité* anthropologique des sociétés modernes, et de l'économie-monde actuelle. Cette dimension anthropologique peut être définie comme *mépris* à l'égard des milieux de vie humains. La méprise est double en l'occurrence : penser que ces milieux peuvent soutenir infiniment l'activité humaine et les déconsidérer appartient au même mouvement.

Soutenir cette condition fondamentale repose sur des dispositifs divers liés à la production culturelle. Ce sont les *centres idéologiques* de l'écopouvoir.

Eco-pouvoir et ordre mondial : où sont les centres ?

Dans un tel contexte, il apparaît doublement impossible de penser le champ des conflits socio-écologiques de façon circonscrite : un seul niveau n'est pas pertinent, pas davantage que le problème se limite à *un* centre. L'évolution des rapports de pouvoir susceptibles de changer le mouvement du balancier entre *laisser vivre* et *faire mourir* l'espèce suppose une modification de certains de ces centres, simultanée ou disjointe. Le changement de l'agencement entre ces centres modifie le mouvement de l'écopouvoir.

La possibilité d'un désalignement politique à *un endroit* ne remet pas immédiatement en cause les centres d'accumulation capitalistique ni nécessairement les centres idéologiques, mais elle ouvre une possibilité de transformation du champ : telle est l'une des conclusions fondamentales de cette étude.

Plusieurs centres signifient en effet plusieurs *endroits*. Le polycentrisme est également spatial. Les centres de l'écopouvoir même peuvent se déplacer. L'échange avec Sarela Paz était très instructif de ce point de vue¹¹⁴⁹ : il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que la Chine ne constitue pas un élément central de l'évolution des rapports de pouvoir écologique. Tout porte au contraire à le penser. La mobilité de l'écopouvoir ne dit en revanche rien de son évolution.

L'écopouvoir est donc polycentrique. Les relations de pouvoir écologique sont, de ce fait, nécessairement transversales en même temps qu'elles sont *toujours situées*. Elles peuvent l'être autour d'un *commun environnemental* ou d'un des *centres de l'écopouvoir*.

c. De nouveaux temps pour notre espace commun : quelles clés d'articulation imaginer ?

Centres politiques et peuple à partir de Laclau

L'espace commun se lie donc au temps écologique. Cet espace est le seul cadre d'action pour envisager que changent les courants historiques remontés à la surface de l'histoire. De l'évolution de ces courants dépendra la possibilité de la protection de cet espace commun et, ultimement, la possibilité de la vie humaine sur Terre.

L'une des grandes questions théoriques posée par le psychanalyste Ernesto Laclau est la suivante : comment construire un peuple ? Quels sont les ressorts politiques et identitaires de la création d'un peuple politique ? L'une des dimensions essentielles de cette création est qu'une partie du peuple, la *plebs*, se considère elle-même comme totalité. Elle se pense comme peuple politique, *populus*. Pour éclairer ce mécanisme, familier à nos cas d'étude, Laclau écrit : « puisque la plénitude

¹¹⁴⁹ Sarela Paz, anthropologue, Cochabamba, 9 août 2016.

de la communauté est précisément l'envers imaginaire d'une situation vécue comme *être déficient*, ceux qui sont responsables de cette situation ne peuvent constituer une partie légitime de la communauté : la rupture avec eux est inévitable »¹¹⁵⁰.

Le peuple du populisme politique se pense donc comme un peuple *en rupture* avec l'ordre précédent, qui incarne une totalité que l'état précédent ne parvient plus à assumer. Il est constitué par une chaîne d'équivalence entre demandes sociales, fondée dans et par le discours. Les équivalences qui constituent l'unité de ce peuple populiste sont discursives.

Il nous semble utile d'essayer d'articuler ce paradigme à l'ordre mondial animé par l'écopouvoir. En ce cas, il semble que *l'être déficient* est doublement constitué au niveau global : il s'agit des êtres soumis à des logiques inégalitaires de pouvoir et d'accumulation, mais également des êtres – en tant que totalité – qui sont confrontés à une déficience radicale, conjuguée au futur, celle de la disparition totale de l'espèce¹¹⁵¹.

Les centres politiques, institutions internationales comme Etats, sont susceptibles d'être confrontés à des tensions considérables du fait de ce double mouvement de représentation. Les conflits socio-écologiques sont susceptibles de se multiplier, et le populisme écologique¹¹⁵² de prendre une forme de plus en plus affirmée : la partie de l'humanité dépourvue d'accès à la société de consommation *et* également menacée de disparition peut, à tous niveaux, se penser comme *peuples*, parties revendiquant la totalité. C'est le mouvement observé au fil de l'étude des projections bolivienne et équatorienne. Nous posons l'hypothèse que ce mouvement du *populisme* écologique va se généraliser et générer de plus en plus de conflits socio-écologiques.

Gouverner les communs environnementaux, gouverner les centres d'accumulation

Il n'est pas sérieux de considérer que la disparition de l'espèce puisse être évitée à partir d'une politique de l'identité fondée sur le populisme écologique. Les équivalences discursives de Laclau à la lumière des enjeux écologiques supposent d'être jointes aux équivalences matérielles : le problème de la transition écologique n'est concevable qu'à partir d'une réduction des inégalités¹¹⁵³. Une telle démarche suppose qu'une chaîne d'équivalence matérielle puisse être créée pour que les sociétés humaines puissent tenir le choc des bouleversements écologiques à venir.

¹¹⁵⁰ E. LACLAU, *La raison populiste*, *op. cit.*, p. 106.

¹¹⁵¹ Ce point vaut autant pour les êtres humains que pour les non-humains.

¹¹⁵² Cf. *supra*, Première partie.

¹¹⁵³ E. LAURENT, « Ecologie et inégalités », *Revue de l'OFCE*, vol. 2, n° 109, 2009, pp. 33-57. L'argument de cet article est double : d'abord, les inégalités internationales de développement amplifient l'effet des catastrophes environnementales dans les pays les plus pauvres ; ensuite, la croissance des inégalités de revenus dans les pays du Nord est de nature à faire diminuer la qualité des politiques environnementales.

Une telle hypothèse suppose que les centres politiques doivent dominer hiérarchiquement les centres d'accumulation capitaliste. C'est l'une des impasses auxquelles étaient confrontés les processus bolivien et équatorien : ils n'avaient aucunement la main sur les dynamiques du capital, et les Etats assez puissants pour les enserrer n'en avaient nullement l'intention. L'autonomie politique est abolie par les mouvements de capitaux et la dépendance qu'ils créent pour les centres politiques.

Mais il ne s'agit pas uniquement, à l'ère anthropocène, de reprendre la main sur les institutions économiques pour des raisons liées à la souveraineté de tel ou tel Etat, ou à l'autonomie de telle ou telle communauté¹¹⁵⁴. Il s'agit de penser les conditions concrètes d'une transformation en profondeur du système économique international pour que les forces d'inertie actuelles ne nous mènent pas, comme une fatalité, à la disparition de l'espèce.

Il est possible de retrouver ici l'intuition de Karl Polanyi, qui en appelait à un nécessaire réencastrement de l'économie dans la société : l'autonomisation de la sphère économique abolit dans les faits la possibilité de l'autonomie politique des sociétés, et jusqu'à la reconduction du politique lui-même aujourd'hui.

De ce point de vue, la puissance de l'intuition polanyienne est toujours aussi considérable : « notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert »¹¹⁵⁵.

Ce réencastrement suppose que le temps dominant ne soit plus le même. Nous posons l'hypothèse que cette réarticulation des espaces-temps sociaux est une nécessité pour la survie de l'espèce humaine.

Centres idéologiques et problèmes d'ordre anthropologique

Enfin, le troisième *type* de centres qui structurent l'écopouvoir est fondamental : ces centres *idéologiques* de pouvoir façonnent les représentations dominantes du monde. Cette dimension de la conflictualité à l'œuvre dans les communs environnementaux est l'un des traits saillants de cette thèse. L'anthropologie politique et sociale suppose une *construction* de ces représentations, au moins partielle. C'est l'un des rôles décisifs qu'ont joué les anthropologues, notamment en Bolivie.

¹¹⁵⁴ Cf. Chapitre 7.

¹¹⁵⁵ K. POLANYI, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009, p. 38.

Une telle construction, partiellement mythique ou réinventée, n'en est pas moins performative : le *Buen Vivir* ou le *Vivir Bien* sont des constructions discursives hégémoniques en Bolivie et en Equateur sur la période étudiée. L'idée d'une nécessaire rupture avec l'anthropologie libérale individualiste est l'un des cœurs des deux processus politiques. C'est la fonction qu'occupe la centralité de la figure communautaire-indigène. Il n'est toutefois pas des plus aisés de produire des changements anthropologiques sans que des ruptures traversent les centres politiques et d'accumulation.

Les centres *idéologiques* de l'écopouvoir sont bien plus nombreux, le champ qu'ils occupent plus éclaté, que les deux précédents types de centres. Toutefois, il nous suffit de prendre un exemple pour saisir quelles dimensions ils recouvrent.

La négation de la mortalité, fait massif dans les sociétés centrales de l'espace mondial¹¹⁵⁶, n'est pas de nature à faciliter la compréhension de la finitude de l'espèce humaine.

L'idée générale de progrès technique, si elle est en crise, semble toutefois continuer à tourner à vide sans perspective réelle d'accomplissement, comme honteuse des problèmes immenses qu'elle a suscités.

Une étude des centres *idéologiques* de l'écopouvoir supposerait d'y déceler les différentes parts : depuis les religions, les universités, les médias, récits et contre-récits de l'homme contemporain s'affrontent dans une bataille essentielle pour son devenir. Nous posons l'hypothèse que les enjeux de représentation du monde sont au cœur des relations de pouvoir écologique, et que de leur évolution dépendent les dynamiques de l'écopouvoir.

La conflictualité des espaces-temps sociaux, des indigènes au capital, des forces contre-hégémoniques aux Etats centraux, se joue au rythme d'une nouvelle temporalité, le temps écologique. La scène de l'Histoire se modifie, les communs environnementaux y tiennent une place centrale. Le temps écologique procure à l'action politique une force et une centralité qu'elle n'a jamais eues.

Cette action se déploie dans un *espace déterminé*, au visage double. Détruit, il devient à son tour destructeur. Sa maîtrise suppose une articulation entre pouvoir politique et écopouvoir. Aucun niveau d'action n'est dans ce cadre exclusif des autres. La transversalité des luttes socio-écologiques

¹¹⁵⁶ L.-V. THOMAS, *Anthropologie de la mort*, Paris, Payot, 1976.

se comprend comme action au sein d'une *globalisation de l'espace*, et une invasion progressive du temps du capital par ce processus.

Polycentrique, l'écopouvoir ne dépend pas uniquement des forces politiques. Il repose sur une articulation entre centres politiques, centres d'accumulation capitaliste et centres idéologiques de pouvoir. Pour laisser vivre l'espèce, au lieu de la faire mourir, la définition des conditions de transformation de ces centres est une question essentielle ; au point qu'elle en est, pour l'espèce humaine, vitale.

Schéma 4 : L'écopouvoir, laisser vivre ou faire mourir l'espèce

Situation où les relations de pouvoir écologique, et le résultat de la conflictualité socio-écologique tendent vers la disparition de l'espèce



Destruction de l'Amazonie /
communs environnementaux

Négation de l'espace / temps du
capital

Economie désencastrée dans la
société

Coopération hégémonique *a minima*

Situation où les relations de pouvoir écologique, et le résultat de la conflictualité socio-écologique tendent vers la survie de l'espèce



Protection de l'Amazonie / communs
environnementaux

Pluralité des espace-temps sociaux

Economie réencastrée dans la société

Coopération contre-hégémonique fondée
sur la conflictualité socio-écologique

Conclusion

Selon le principe logique aristotélien, définir, c'est exclure. L'anthropocène ouvre une ère pour la pensée où toutes les catégorisations et les concepts semblent effleurer le réel sans tout à fait le saisir. L'interpénétration générale des dynamiques écologiques et sociales est telle que de nombreuses dichotomies constitutives des sciences sociales ploient sous le poids de l'époque.

La fin des dichotomies paralysantes

Les pages qui précèdent, placées sous le signe de la science politique des relations internationales, ont tenté d'indiquer quelles dichotomies devenaient manifestement insuffisantes, sinon aveuglantes pour la conceptualisation du monde social et écologique : local *versus* global ; domestique *versus* international ; Etat *versus* société ; souveraineté *versus* autonomie, autant d'oppositions qui ne résistent pas à l'analyse des relations de pouvoir autour des communs environnementaux.

Partir de ces espaces ne nous a pas pour autant limité à des *lieux* saisis uniquement dans leur dimension *locale*, pas davantage que nous n'aurions prêté attention aux seules décisions internationales susceptibles, éventuellement, d'y exercer quelque influence que ce soit. L'un des défis de cette thèse est de saisir, *dans son essence politique*, le lien fondamental qui unit le global au local. Il n'y a pas d'espaces déliés de dynamiques qui le dépassent foncièrement, pas plus qu'il n'existerait de global détaché de toute forme de spatialité. La proposition théorique pour l'étude des relations internationales ouverte par ce travail est la suivante : il ne peut être satisfaisant d'étudier le global ou l'international hors des *espaces physiques* qui les travaillent à l'heure anthropocène. Mais la science politique ne saurait pour autant se contenter d'un repli monographique sur des espaces avec l'idée d'en saisir isolément les dynamiques propres.

L'idée selon laquelle il serait possible de penser – ou d'agir – séparément sur le local *ou* sur le global nous semble dépassée par les dynamiques socio-écologiques que nous avons analysées dans ce travail de doctorat. Dès lors, la place du niveau national est également à repenser : l'Etat s'inscrit dans un champ de pouvoir, avec d'autres forces sociales et politiques, incapable d'accomplir une synthèse totale de son territoire, sans pour autant être une force négligeable, loin s'en faut. L'analyse des relations de pouvoir écologique menée ici récuse donc tout à la fois la vision réaliste des relations internationales, qui ne jure que par la puissance et l'intérêt de l'Etat, sans considérer la multiplicité des dynamiques sociales qui peuvent également en orienter l'action,

comme elle récuse l'idée d'une gouvernance liquide ou strictement transnationale, où l'Etat serait presque voué à disparaître du paysage, selon des dynamiques historiques inconnues.

La distinction ferme entre ce qui relèverait strictement du niveau domestique, ou strictement du niveau international, disparaît à partir du moment où l'Etat semble parfois maîtriser une situation relevant d'un espace souverain, parfois non. Force sociale parmi d'autres, il détermine ses buts selon des critères qui peuvent répondre tantôt à la logique propre des appareils d'Etat, tantôt à des objectifs idéologiques. L'idée d'une imbrication du local dans le national, et du national dans l'international, est indéfendable aujourd'hui. Les poupées russes sont cassées, et les catégories d'analyse de l'international explosent dans le même mouvement.

Mais il ne s'agit pas que d'étude des relations internationales, précisément puisque les catégories d'analyse qui en déterminent le périmètre sont fragilisées. Si le champ de pouvoir dominant devient celui qui oriente l'écopouvoir, les rapports interétatiques ne sont pas seuls à déterminer l'évolution du monde contemporain. Les dynamiques économiques et idéologiques jouent un rôle central dans l'équilibre des relations de pouvoir écologique. Nous considérons de ce point de vue qu'il n'est pas d'un intérêt fondamental de débattre sans fin pour savoir quel centre parmi les centres de pouvoir est le plus déterminant dans les chaînes de causalité multiples qui fondent l'anthropocène.

C'est donc la séparation stricte entre l'Etat et la société qui, à son tour, devient impossible à maintenir. Des forces, dans l'Etat comme dans la société, occupent des positions différentes au sein du champ des relations de pouvoir écologique. Les tensions qui traversent la société sont également constitutives de l'Etat, et ce principe d'analyse du monde social est d'autant plus juste au moment où ces tensions vont s'aiguiser à l'approche d'une possible disparition de l'espèce.

Dans cette perspective, la frontière entre autonomie locale et souveraineté nationale devient floue et doit être étudiée à travers le positionnement idéologique et les actions politiques des acteurs au sein de l'Etat ou au sein des communautés locales. D'une certaine façon, l'analyse apolitique du politique, qui négligerait les facteurs idéologiques et l'indistinction *fondamentalement constitutive de la naissance du politique*, entre communauté politique et société, est une impasse. Supposer la stabilité de tel ou tel édifice institutionnel, lorsqu'il est incapable de répondre à ce qui devient la contradiction majeure de notre époque, implique une définition déshistoricisée de la stabilité. Si la stabilité aujourd'hui prépare le chaos demain, il n'est pas certain qu'elle mérite toujours son nom.

Les communs environnementaux, ou la recherche par objets spatialement définis

L'enjeu posé par la fin de dichotomies essentielles à l'analyse des relations internationales et à la science politique est donc nécessairement d'ordre épistémologique.

C'est pourquoi il nous semble crucial, sur ce plan, que les sciences sociales, et la science du politique parmi elles, définissent leurs objets de recherche *à partir d'espaces concrets*. En effet, dans le cas des communs environnementaux, ce type d'objets est de nature à permettre un dialogue et la construction de liens entre les différentes disciplines des sciences sociales, ainsi qu'entre les sciences sociales et les sciences naturelles.

Le choix d'espaces concrets, multiples afin de faciliter la compréhension de dynamiques socio-politiques communes à l'espace mondial, permet en effet de retrouver un endroit à partir duquel il n'est pas nécessairement handicapant de penser sans les dichotomies susmentionnées. A partir d'espaces concrets, il peut être possible d'envisager de forger de nouveaux concepts et de nouveaux cadres d'analyse, comme nous avons tenté d'en produire l'exemple ici. Les dynamiques globales doivent être saisies à partir d'espaces concrets, ni lieux statiques, ni abstractions globalisantes qui dérivent au gré de courants indéterminables.

Cette piste épistémologique ne résout aucunement l'ensemble des problèmes posés par la redéfinition des rapports entre sciences, mais elle permet de donner, nous semble-t-il, un point de repère à l'heure où l'impact du changement climatique et de la sixième extinction de masse des espèces frappe également nos modes de rationalisation du monde.

L'écopouvoir, horizon de nos vies

La gouvernance, entendue comme une notion qui renverrait à de nouveaux modes de décision internationaux, n'est pas un concept opérationnel : les inégalités structurantes de l'espace mondial y sont largement négligées, et les dynamiques qui conduisent à une forme d'inertie des structures de pouvoir n'y apparaissent aucunement. L'inertie des structures de pouvoir est le trait décisif de l'écopouvoir au moment où nous écrivons.

Que ce couteau entre nos mains continue sa trajectoire tragique vers les cœurs de l'espèce et du vivant interroge.

Cette caractéristique doit plus que tout susciter le regard critique : étant donné l'état des connaissances scientifiques, et la certitude que le chemin que nous empruntons est désastreux, comment se fait-il que les sociétés humaines y soient entraînées ? Nous avons tenté d'apporter à

cette question des éléments de réponse, dont l'intérêt nous semble d'autant plus évident que les gouvernements bolivien et équatorien étaient déterminés à défendre une politique de rupture sur le plan écologique.

Que ces gouvernements aient été trop faibles pour renverser les équilibres mondiaux de pouvoir ne fait aucun doute ; mais il est tout aussi clair que notre époque appelle la nécessité d'une rupture dans ces équilibres de pouvoir. La nécessité de cette rupture pour que change l'écopouvoir nous semble fondée scientifiquement, ainsi que sur les plans moraux et politiques.

De la position du chercheur au sein du champ des relations de pouvoir écologique

Une telle affirmation amène nécessairement à réfléchir à la position du chercheur vis-à-vis de la société et au regard de ce qu'est l'écopouvoir. Tout comme les digues entre les différentes dichotomies traditionnelles sont rompues, le chercheur ne peut aucunement prétendre à l'extériorité par rapport à des dynamiques *si englobantes*. La position du chercheur par rapport aux relations de production ne pouvait déjà se réfugier dans l'abstraction complète de l'esprit indépendant. Mais lorsqu'il s'agit de la survie de l'espèce et de l'ensemble du vivant, ou au moins de la dégradation massive et brutale de nos conditions de vie, cette position d'extériorité est, sans retour, caduque.

Mes terrains de recherche m'ont permis de rencontrer nombre de chercheurs, tantôt engagés aux côtés des gouvernements du MAS-IPSP ou de PAIS, tantôt dans l'opposition. Mais tous avaient conscience qu'il était nécessaire de s'engager dans le processus de la conflictualité socio-écologique, quand bien même leurs analyses divergeaient. Si une telle caractéristique est propre aux liens entre champ académique et champ politique en Bolivie et en Equateur, elle interroge tout de même.

La question de l'écopouvoir, et notamment des centres de production idéologique et de l'enjeu anthropologique sous-jacent qu'il pose, définit une nouvelle responsabilité pour les intellectuels et les chercheurs. Dans ce champ qui se déploie sous nos yeux, il faut choisir. La responsabilité morale n'est pas nécessairement corrélée à l'engagement politique, pas davantage que l'engagement politique se limiterait à la vie institutionnelle. Mais l'université est également un lieu des relations de pouvoir écologique, et les universitaires sont aussi des êtres humains, immergés dans le monde socio-écologique où le pouvoir et le politique deviennent un enjeu de vie ou de mort.

A ce titre, l'idée de neutralité axiologique, déjà peu convaincante, ne peut résister aux dynamiques historiques qui sont sous nos yeux. Personne n'est neutre face à la possibilité de la fin. La fin possible détermine l'obligation de penser et d'ouvrir les possibles pour d'autres finalités à l'existence collective que celle d'organiser la destruction généralisée de l'espèce. Une telle perspective doit selon nous prévaloir aujourd'hui.

Toutefois, elle n'est pas en soi absolument neuve : dès les années 1960 et 1970, l'écologie est nettement politisée, et les environmentalistes alarment sur la gravité du phénomène : il suffit de penser au *Silent Spring* de Rachel Carson, ou encore à l'ouvrage de Jean Dorst, *Avant que nature meure*, publiés respectivement en 1962 et en 1965¹¹⁵⁷. Rachel Carson était biologiste marine, et Jean Dorst ornithologue. Ils voyaient leurs objets de recherche disparaître sous leurs yeux. Constituée scientifiquement, l'écologie devient d'emblée une raison d'engagement politique, dans la société civile comme pour ce qui est de la compétition électorale pour le pouvoir d'Etat¹¹⁵⁸. Mais la situation se fait de plus en plus pressante, et des questions nouvelles remettent en question le sujet politique tel qu'il a été forgé par la modernité européenne ; mais elles ne le balayaient pas pour autant. La recherche du sujet, ou, plus probablement, des sujets politiques en mesure de protéger les communs environnementaux, doit être une priorité tant académique que politique. Penser l'articulation de ces sujets à la souveraineté de l'Etat, à l'autonomie des collectifs humains et des individus, ainsi qu'aux espaces qu'ils occupent, doit nous aider à trouver les leviers d'action pour que l'espèce humaine et le reste du vivant puissent perdurer.

Accepter d'agir à l'aveugle, rompre avec le technicisme politique

Si nous écrivons que la fin prochaine de l'espèce est une possibilité, elle n'est pas pour autant la seule, et il est important d'accepter les limites que l'anthropocène pose à nos capacités de prévision. A ce stade, la certitude de changements brutaux et l'inconnue quant à nos possibilités d'adaptation sont indéniables. Mais leur ampleur et la temporalité de leur irruption ne sauraient faire objet de prévisions exactes.

C'est aussi en cela que l'écopouvoir est le retournement du biopouvoir : prévoir, classer, identifier les phénomènes sociaux, anticiper les risques et les catastrophes à venir sont autant de caractéristiques de ces dynamiques identifiées par Michel Foucault. Or, le biopouvoir est

¹¹⁵⁷ J. DORST, *Avant que nature meure : pour une écologie politique*, Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, 1978 ; R. CARSON, *Silent spring*, London, Penguin, 2000 (Penguin classics).

¹¹⁵⁸ A. ROME, "'Give Earth a Chance': The Environmental Movement and the Sixties", *Journal of American History*, vol. 90, n° 2, 2003, pp. 525-554 ; A. VRIGNON, « Ecologie et politique dans les années 1970. Les Amis de la Terre en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 113, 2012, pp. 179-190.

aujourd'hui paralysé, dans l'incapacité de réaliser correctement sa potentialité. L'écopouvoir l'aveugle. La surabondance de production discursive sur notre capacité à gérer un monde complexe et sur les dispositifs techniques et leur coordination, ne doit pas en effet masquer la réalité des relations de pouvoir écologique : le roi est nu, le biopouvoir n'y arrive plus. Si nous y mettons la perspective historique de la possible disparition de l'espèce, le biopouvoir tourne à vide, et ses supports se rassurent en *parlant* de contrôle et de variables maîtrisées.

Mais le temps présent est celui de l'écopouvoir. L'écopouvoir transforme profondément la nature même du politique. Gouverner, c'était prévoir. Gouverner, c'est aujourd'hui définir un cap en espérant qu'il ne mène pas à des chutes vers le néant, et opérer ce changement *dans tous les centres de pouvoir* que nous avons définis ; à condition que le gouvernail ne soit pas cassé.

L'imprévisibilité des temps qui viennent n'empêche ni les idées claires, ni les principes distincts. Le politique ne peut plus être placé sous le signe de la technique et les techniciens prétendre à sa connaissance : c'est l'une des conséquences majeures de l'écopouvoir.

Rechercher l'effet de seuil pour la survie de l'espèce

En effet, beaucoup de débats traversent depuis le XIX^e siècle la pensée critique quant aux rôles respectifs de l'Etat, du niveau local, de la mondialisation ou encore des organisations transnationales. Ces débats sont dépassés par l'enjeu actuel : tous les niveaux d'action doivent être investis simultanément, précisément puisque nous ignorons d'où ce changement de cap pourrait provenir, de quelles configurations de forces il serait issu.

La dispute autour des communs environnementaux n'est pas uniquement une bataille discursive. Les forces qui l'emportent peuvent les préserver ou les détruire. L'autonomie d'action des forces qui les détruisent est préoccupante.

Ni priorité de la prise du pouvoir d'Etat, ni priorité de la transformation réticulaire au sein de la société civile : la lutte socio-écologique est une lutte totale et un jeu à somme nulle. Michel Henry évoquait la barbarie qui vient¹¹⁵⁹ ; nous en sentons la présence, après quatre ans de travail sur les enjeux écologiques. Plus optimiste que lui, je pense qu'il n'y a jamais de condamnation définitive, précisément du fait de cette marge d'incertitude et des limitations posées à notre raison. Le monde n'a sans doute pas fini de nous surprendre.

¹¹⁵⁹ M. HENRY, *La barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

Le champ des relations de pouvoir écologique doit selon nous basculer, placer l'écopouvoir du côté de la survie de l'espèce : un seuil doit être passé, sans que nous disposions pour cela d'une recette toute faite. L'immaîtrisable changement climatique est lié au dépassement d'un seuil, ce *tipping point* dont il a déjà été question ici : la course est engagée avec l'effet de seuil que le politique doit franchir avant qu'il ne soit trop tard.

Epilogue

Dans un film de 1997, Hayao Miyazaki met en scène une lutte sans merci entre un village, sa dirigeante, et le milieu vivant qui les entoure. *La Princesse Mononoke* est, à sa façon, le film d'une modernité de laquelle nous ne sommes guère sortis. La cheffe du village, Dame Eboshi, est appréciée des habitants et les a convaincus de la nécessité de s'opposer à la forêt environnante. La Princesse Mononoke, femme adoptée par les loups, combat à leurs côtés pour sauver les esprits et les animaux affaiblis par la puissance croissante de la civilisation fortifiée.

Le conflit est âpre, et le demi-dieu qui garde la forêt est décapité par Dame Eboshi avant de tenter de renaître, à l'aube d'un nouveau jour. Le demi-dieu ne vivra pas, mais dans l'élan de la renaissance qu'il espérait, le paysage brûlé et marqué par la guerre fleurit et verdit d'un même mouvement. La mort de ce demi-dieu à tête de cerf fait signe vers une renaissance et une articulation nouvelle entre les êtres humains et les milieux de vie qui les entourent. Cette force qui perd son corps divin l'insuffle au paysage et en garantit, imagine-t-on, la continuité.

Alors qu'elle semblait triompher, la civilisation du canon, représentée par ce village isolé, a fini par échouer sans pour autant être détruite. S'il fallait un épilogue à l'histoire qui s'écrit aujourd'hui pour l'humanité, celui-ci serait particulièrement heureux.

La science politique ne saurait supposer qu'un géant à tête de cerf pourrait venir à bout des problèmes singulièrement épineux qui ont été exposés dans les pages de cette thèse de doctorat. Il me semble toutefois que les deux thèses centrales de ce travail peuvent permettre d'éclairer sous un nouveau jour la question écologique : les projections internationales se sont tout d'abord constituées comme vectrices d'unification des blocs hégémoniques bolivien et équatorien ; mais leur mouvement a été pris dans les rets des relations de pouvoir écologique, intensifiant en retour la conflictualité socio-écologique propre aux communs environnementaux que sont le Yasuni et le Tipnis.

Ces relations de pouvoir interrogent fondamentalement le principe de souveraineté politique, et, à nouveaux frais, les possibilités d'autonomie de la sphère politique dans l'espace mondial contemporain.

Ces relations structurent l'écopouvoir, clé des issues possibles qui se présentent devant l'humanité : en dernière instance, la lutte sous-jacente à l'écopouvoir est une lutte entre espaces-temps inconciliables. Au-delà des cas d'étude observés ici, l'issue de cette conflictualité est décisive. La bataille pour la domination de l'espace-temps est aussi, fondamentalement, une lutte pour, ou contre, la survie de l'humanité. A l'aune de ce travail, l'étude des dynamiques de l'écopouvoir mérite d'être poursuivie, et leurs effets concrets observés en bien des situations. Le cadre d'analyse présenté peut, nous l'espérons, être enrichi, consolidé et étayé par l'étude comparative et empirique d'autres communs environnementaux.

Annexes

Annexes graphiques

Annexe 1 : Une de *Soberanía*, journal du MAS, juillet 2004.

Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



Cette une du journal du MAS-IPSP est particulièrement significative. Publiée un an avant la victoire électorale d'Evo Morales, elle met en évidence le lien fondamental qui existe pour cette force politique entre souveraineté et ressources naturelles : le référendum populaire doit aboutir à la nationalisation du gaz. C'est « l'année de la récupération de nos ressources naturelles », défend le journal. Souveraineté, peuple et propriété nationale sont présents comme fondement du projet, et de la stratégie du MAS-IPSP. Ils constituent un fondement essentiel de son identité politique.

Annexe 2 : Photo prise en juillet 2016 à La Paz : « Ministère de développement rural et des terres. Récupérer les savoirs ancestraux pour les associer avec ce qui est moderne ».

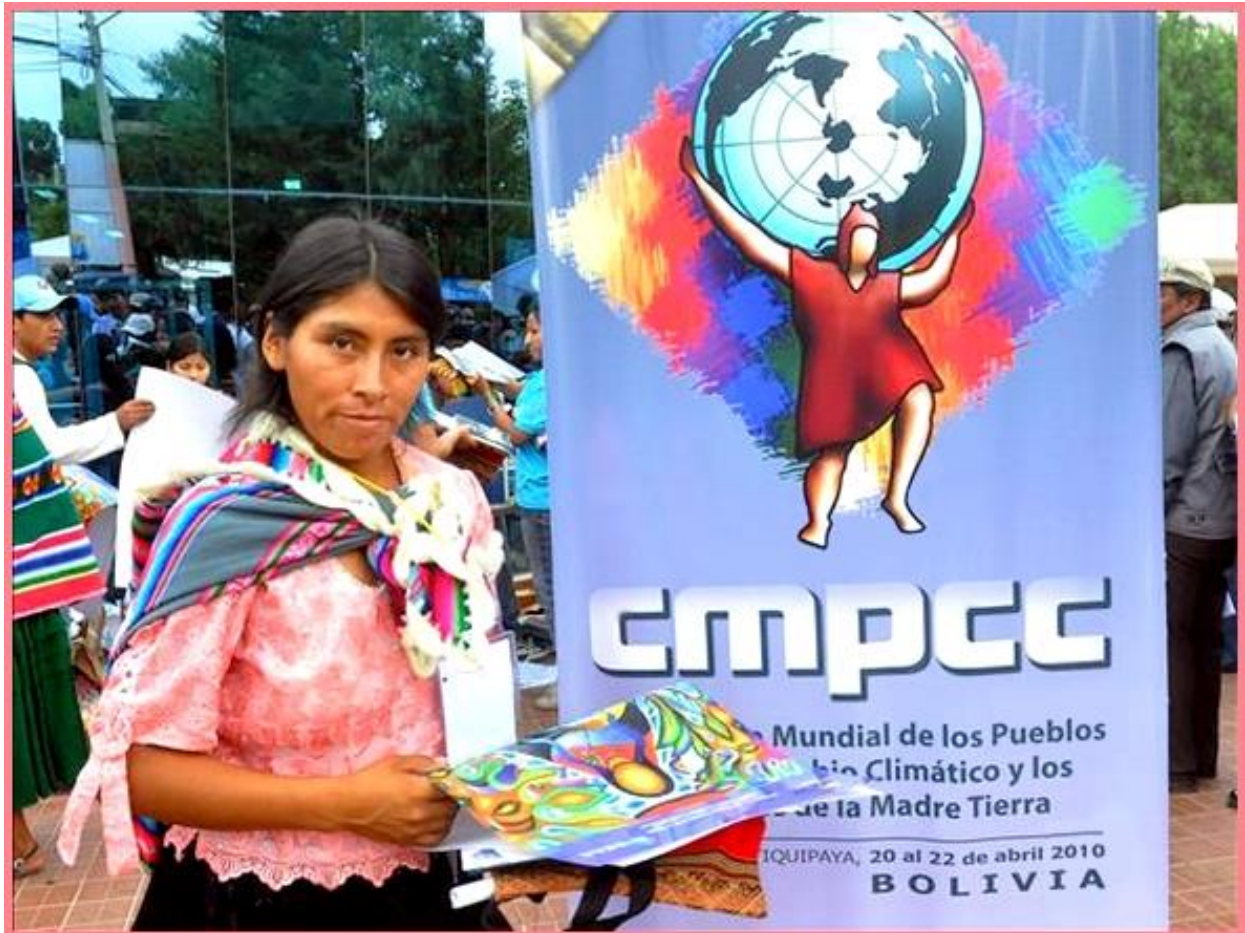
Source : photo personnelle



Cette photo, en dépit de sa piètre qualité, permet de mettre en valeur l'une des constantes du discours gouvernemental en Bolivie : la récupération de l'identité indigène oriente vers une ère nouvelle, qui n'est cependant pas un *retour* à un ordre passé, qui serait désormais révolu. La communication politique du gouvernement entend dès lors, également pour réconcilier les tensions éventuelles en son sein, « associer les savoirs ancestraux au moderne ». Une telle ambiguïté laisse ouvertes des interprétations diverses, dans le dialogue constitutif du bloc idéologique, entre écologie, gauche nationale-populaire, et indigénisme.

Annexe 3 : Photographie de presse – Sommet de Tiquipaya, 2010.

Source : journal ultimahora.com, consulté le 17 janvier 2018



Cette photo de presse permet d'observer la communication gouvernementale autour du sommet de Tiquipaya en 2010. Les personnes présentes sur la photographie, dont la femme au premier plan, font manifestement partie des secteurs sociaux qui soutiennent le gouvernement ; ils sont revêtus d'habits traditionnels, loin des costumes cravate qui sont de coutume lors des sommets internationaux, y compris dans les alentours, si nous en croyons notre expérience des espaces tout public pour la COP 21.

Annexe 4 : Affiche de la mesa 18, Sommet de Tiquipaya, 2010.

Source : levantate.over-blog.com, consulté le 17 janvier 2018



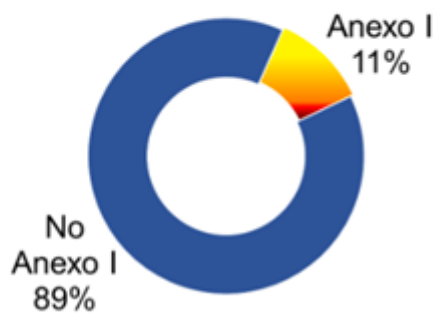
L'affiche de la mesa 18, contre-sommet de ce sommet aux tons par ailleurs altermondialistes, est révélatrice : elle met l'accent sur les droits collectifs des peuples indigènes et les droits de la *Madre Tierra*, et les couleurs plus sombres d'un masque qui s'ouvre laissent paraître un visage aux couleurs de la Terre, celles d'un espoir possible, incarné pour les graphistes par la « mesa populaire », la table ronde populaire, qui emprunte également les voies de la rhétorique et de l'iconographie du bloc hégémonique.

Annexe 5 : Graphique issu du document présenté en 2015 par la Bolivie à la COP sur la répartition mondiale d'un budget carbone.

Source : « ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA.pdf », 12 octobre 2015, pp. 14-15, [En ligne].

<<http://www4.unfccc.int/submissions/INDC/Published%20Documents/Bolivia/1/ESTADO%20PLURINACIONAL%20DE%20BOLIVIA.pdf>>. (Consulté le 18 janvier 2018).

Gráfico 1. Distribución del presupuesto de CO2



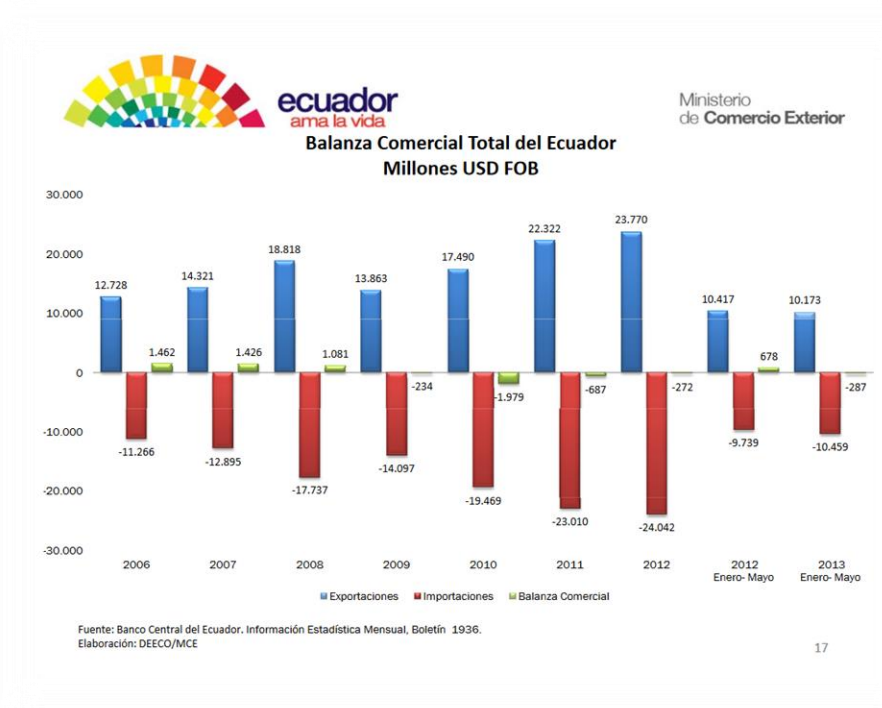
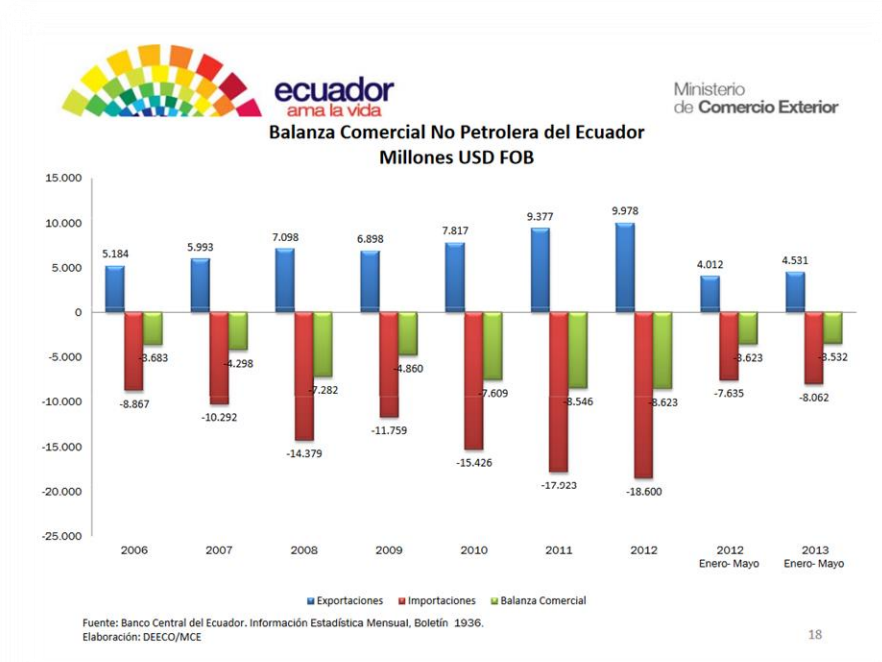
La proposition bolivienne pour la COP de Paris était claire et incarne la position générale, articulée à l'idée de dette écologique, qui a été défendue sur le plan politique par ce pays au sein des instances du multilatéralisme environnemental : les pays qui sont les émetteurs historiques doivent faire le plus d'effort.

L'indice de justice climatique, calculé pour produire ce graphique, est un indice agrégé qui prend en compte l'empreinte écologique, la responsabilité historique en termes d'émission *depuis 1750*, la capacité de développement (PIB, niveau de pauvreté - pourcentage de la population en dessous du seuil de 1,25 dollar par jour –, IDH, capacité technologique (indice de développement de la capacité industrielle par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, pourcentage de la recherche et développement par rapport au PIB).

Le calcul produit une conclusion qui est déjà contenue dans les positions politiques boliviennes : « moins de budget carbone si l'empreinte écologique, la responsabilité historique et la capacité de développement et la capacité technologique sont fortes, et plus de budget carbone en cas de forte population ».

Annexe 6 : Balance commerciale totale et balance commerciale non pétrolière de l'Equateur (2006-2013).

Source : “Estadísticas de comercio exterior : exportaciones, importaciones y balanza comercial”
Ministre du commerce extérieur, juillet 2013



La comparaison entre la balance commerciale non pétrolière et la balance commerciale totale de l'Equateur ne laisse aucun doute quant à la forte dépendance de ce pays aux exportations pétrolières : presque à l'équilibre, voire excédentaire certaines années, la balance commerciale est fortement déficitaire si le pétrole est ôté du calcul des exportations.

Annexe 7 : Investiture d'Evo Morales à Tiwanaku, 2006.

Source : *La Razón*, 2006



A Tiwanaku, Evo Morales s'installe d'emblée comme président indigène. Dans ce lieu hautement symbolique, siège d'une civilisation pré-inca, le nouveau Président bolivien prend possession de ses fonctions. L'idée d'une inclusion indigène au pouvoir est posée comme socle lors de son investiture, lors d'un rituel, et ce pour des structures politiques sans relation avec la civilisation tiwanaku. Cette image montre la volonté du Président de puiser une part de sa légitimité dans la tradition, celle d'une histoire indigène plurimillénaire.

Annexe 8 : “A más petróleo : más pobreza”, publication d’Acción Ecológica, début des années 1990.

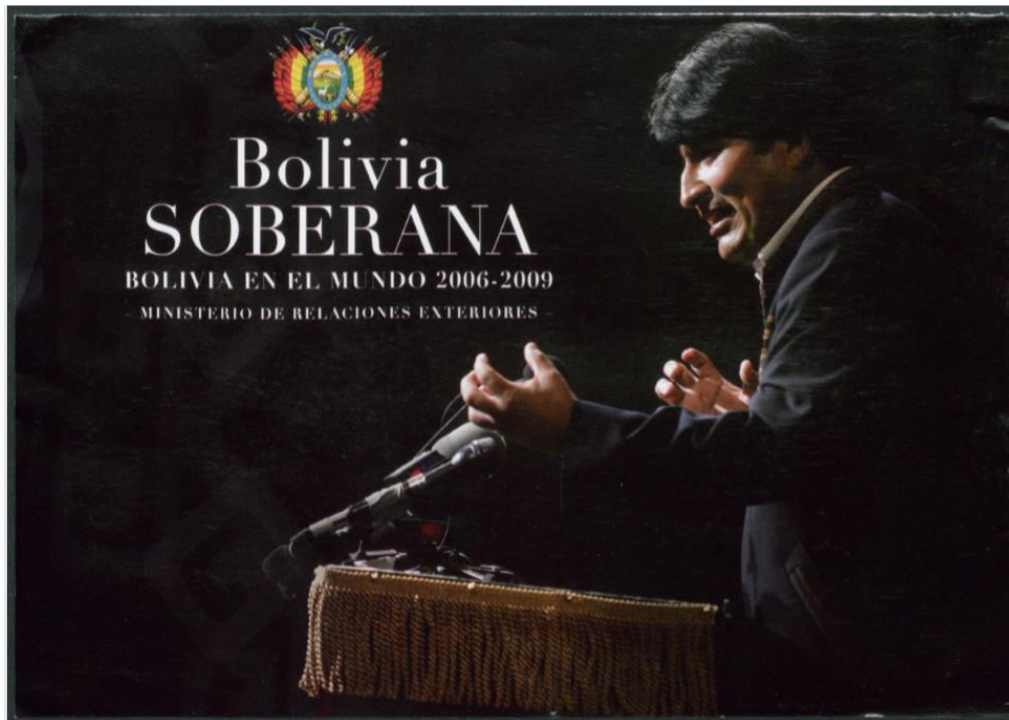
Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



Cette couverture d’une brochure éditée par Acción Ecológica au début des années 1990 illustre l’un des arguments les plus utilisés par les opposants à l’extractivisme : l’extraction de pétrole ne fait pas reculer la pauvreté, mais l’accentue. C’est ce que souligne le titre, ainsi que l’exclamation dans la bulle : « Plus de pétrole, plus de pauvreté/quelle colère » ! L’usage de l’économie extractive pour y réduire la pauvreté est dénoncé par cette ONG, ainsi que des économistes qui en sont proches, comme une mystification dangereuse.

Annexe 9 : “Bolivia Soberana”, brochure du ministère bolivien des relations extérieures, 2009.

Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



La souveraineté était une priorité politique du MAS-IPSP comme force politique d'opposition (Cf. Annexe graphique 1). Elle est également une priorité du gouvernement Morales, une fois ce dernier parvenu au pouvoir. La souveraineté est un objectif politique qui *s'internationalise*, et devient l'un des cœurs de la stratégie diplomatique bolivienne. C'est un pilier de l'approche bolivienne du gouvernement des communs environnementaux.

Ici, le ministère des relations extérieures produit un dépliant, intitulé « Bolivie souveraine », qui entend faire un bilan de l'action menée lors du premier mandat d'Evo Morales sur le plan international.

Trois axes y apparaissent à travers un mode de présentation qui contraste l'époque antérieure avec le premier mandat d'Evo Morales :

- « Avant, la Bolivie n'avait pas de voix propre », mais Evo Morales, du fait de sa « présence » et de son « leadership », a converti la Bolivie en « acteur de l'agenda politique mondial, et en porte-voix de la défense des ressources naturelles, du respect des droits des peuples indigènes, de la défense de la souveraineté et du droit à l'autodétermination des peuples, de la lutte contre la destruction de la nature »
- « Avant, la Bolivie et l'Amérique latine étaient « l'arrière-cour des Etats-Unis, soumises aux « politiques de libre-marché dictées par Washington ». Désormais, le « Sud » s'est renforcé du fait de la constitution de l'ALBA et l'UNASUR
- Enfin, le troisième axe est celui de l'écologie : « jamais la Bolivie n'avait pris position sur l'action déprédatrice des pays riches et industrialisés sur la nature », quand elle a obtenu en 2009 une Déclaration universelle des droits de la *Madre Tierra* aux Nations unies.

Les trois dimensions présentes ici soulignent la complémentarité, dans la stratégie internationale bolivienne, de la souveraineté, de la constitution, au Sud, d'une puissance d'autonomie, et de la lutte contre les « pays riches et industrialisés » pour protéger la *Madre Tierra*.

Bolivia en el MUNDO

El liderazgo indígena del Presidente Morales es reconocido en todos los escenarios internacionales de discusión política.

Antes

Bolivia era un país sin voz propia, sometido a las decisiones de los países más poderosos del planeta, dependiente de la ayuda extranjera e incapaz de incidir en la política internacional.

Hoy con Evo



La presencia y liderazgo del Presidente Evo Morales en los más importantes foros internacionales y regionales, promoviendo la **Diplomacia de los Pueblos**, convierte a Bolivia en protagonista de la agenda política mundial y en portavoz de la defensa de los recursos naturales, el respeto a los derechos de los pueblos indígenas, la defensa de la soberanía y autodeterminación de los pueblos, la lucha contra la destrucción de la naturaleza y la búsqueda de un mundo más justo, equilibrado y multipolar.

Bolivia en el SUR

Latinoamérica y sus principales líderes políticos promueven un verdadero proceso de integración

Antes

Latinoamérica era el "patio trasero" de los Estados Unidos. No existían mecanismos de decisión política autónoma y solidaridad en la región. Los acuerdos de integración económica estaban sometidos a las políticas de libre mercado dictadas por Washington.

Hoy con Evo



Bolivia, bajo el liderazgo del Presidente Evo Morales, integra, promueve y participa activamente en la constitución y funcionamiento de la **Unión de Naciones Suramericanas (UNASUR)** y de la **Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América y Tratado de Comercio de los Pueblos (ALBA-TCP)**.

La **UNASUR**, integrada por los 12 países de Sudamérica, es el foro de autodeterminación política más importante de la región. Bajo la **Presidencia Pro Témprore de Bolivia**, la **UNASUR** acordó su **Tratado Constitutivo**. El **Parlamento de la UNASUR** tendrá sede en Cochabamba.

El **ALBA-TCP** es el mecanismo de comercio justo y complementario conformado por Bolivia, Ecuador, Venezuela (Sudamérica), Antigua y Barbuda, Cuba, Dominica, San Vicente y las Granadinas (el Caribe), Honduras y Nicaragua (Centroamérica).

Bolivia defiende a la MADRE TIERRA

El Presidente Evo Morales le ha propuesto al mundo aprobar los Derechos de la Madre Tierra

Antes

Bolivia, por el silencio y la ignorancia de sus gobernantes, nunca tuvo una posición sobre la acción depredadora de los países ricos e industrializados sobre la naturaleza.

Hoy con Evo



En abril de 2009 Bolivia propuso en Naciones Unidas se considere la **Declaración Universal de los Derechos de la Madre Tierra**:

- 1) **Derecho a la Vida:** Ningún ecosistema, ninguna especie animal o vegetal, ningún nevado, río o lago, puede ser eliminado por la acción irresponsable de los seres humanos.
- 2) **Derecho a la Regeneración:** La actividad humana sobre el Planeta Tierra tiene un límite, y ese límite es la capacidad de regeneración de las especies animales, vegetales y forestales, de las fuentes de agua y de la propia atmósfera.
- 3) **Derecho a una Vida Limpia:** Los ríos, los peces, los animales, los árboles y la tierra misma tienen derecho a vivir en un ambiente sano, libre de envenenamiento y contaminación.
- 4) **Derecho a la Armonía con Todos, entre Todos y de Todos:** La Madre Tierra es parte de un sistema donde todo y todos somos interdependientes. Es su Derecho convivir en equilibrio con los seres humanos.

Annexe 10 : “Chevron-Texaco pretende que el pueblo ecuatoriano pague lo que ellos contaminaron”, brochure du ministère équatorien des relations extérieures, après 2006

Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library

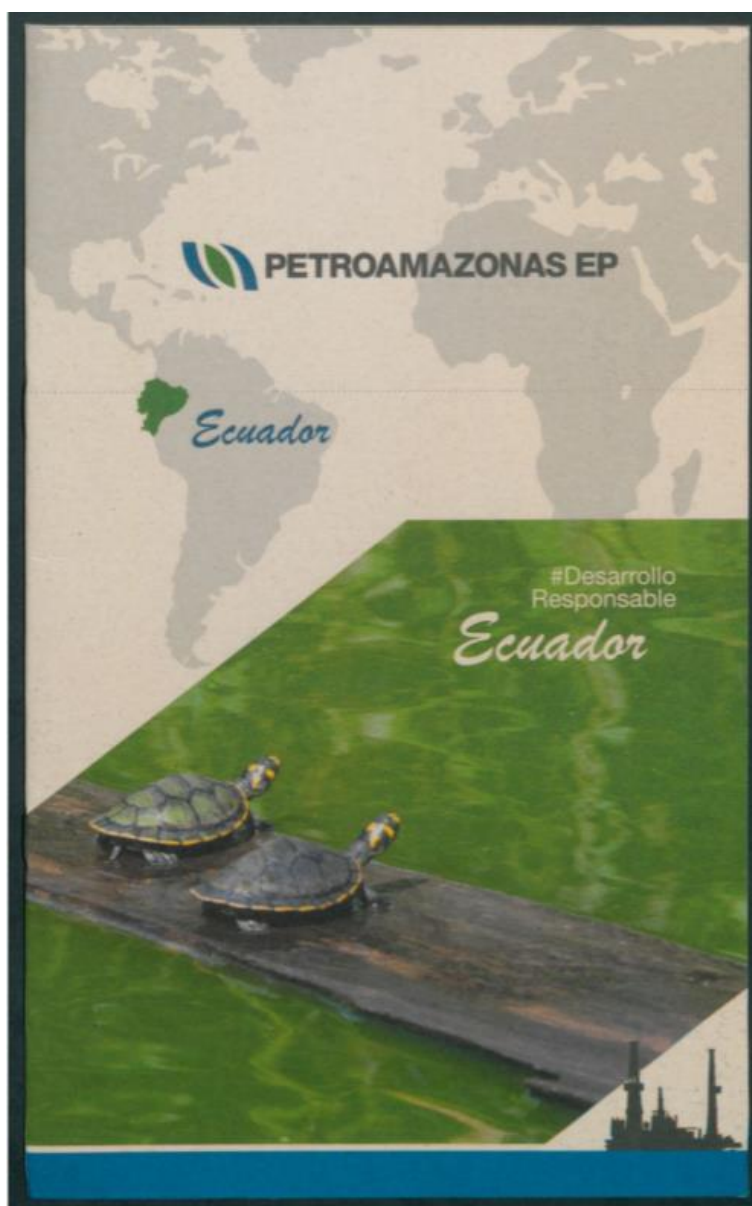


La lutte contre Chevron-Texaco est un point de consensus au sein du bloc qui a porté Rafael Correa au pouvoir : en effet, elle présente à la fois les caractères d’une lutte anti-impérialiste, d’une lutte pour la réparation des dommages écologiques, et d’affirmation des droits de la nature. C’est en ce point consensuel au sein du bloc hégémonique, et conflictuel vis-à-vis des Etats-Unis d’Amérique, que le gouvernement souhaite appuyer pour produire l’union, encore une fois *via* une projection internationale de la conflictualité socio-écologique.

C’est à Chevron de payer, alors que l’entreprise « entend faire payer au peuple équatorien ce qu’elle a elle-même pollué » : tel est le message central de cette brochure.

Annexe 11 : “Desarrollo responsable”, brochure de Petroamazonas, Equateur, 2014.

Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



Petroamazonas intègre la dimension écologique et les relations avec les communautés indigènes à son discours public, comme le montrent la première de couverture de cette brochure, et la partie liée aux « droits humains » des communautés indigènes qui reçoivent son « appui direct ». La préoccupation environnementale et l'attention aux communautés indigènes sont deux points essentiels de la communication gouvernementale quant à l'exploitation par l'entreprise publique Petroamazonas. C'est une part intégrante de sa communication. L'idée sous-jacente est de faire apparaître un contraste net entre l'entreprise publique et Chevron-Exxon, particulièrement impopulaire en Equateur.

Relación con la Comunidad

371 comunidades reciben nuestro apoyo directo



Comunidad de la Sierra Nariño, entregada a la población por Petroamazonas EP en enero de 2014.

Petroamazonas EP mantiene nexos de convivencia con 371 comunidades de las áreas de influencia directa de su operación, las poblaciones de estas comunidades pertenecen a diferentes pueblos y nacionalidades ecuatorianas como kichwa, shuar, shoré, secoya, cofán, wáorani, colonos, afroecuatorianos.

El Programa de Relaciones Comunitarias aplica una estrategia integral de sus actividades con la comunidad con la finalidad de entregar soporte a las áreas:

- 1) Derechos Humanos
- 2) Salud Comunitaria
- 3) Educación/Revalorización cultural
- 4) Autogestión-Proyectos Productivos
- 5) Infraestructura/Equipamiento

El Programa es ejecutado por un equipo multidisciplinario para sus distintos componentes. Este equipo lidera la capacitación hacia el interior de la empresa en todos aquellos temas relativos a la relación de Petroamazonas EP y la Comunidad.

Resultados 2014

Capacitación en: Derechos Humanos



Autogestión y proyectos productivos



Educación/Revalorización cultural



Autogestión/Proyectos Productivos

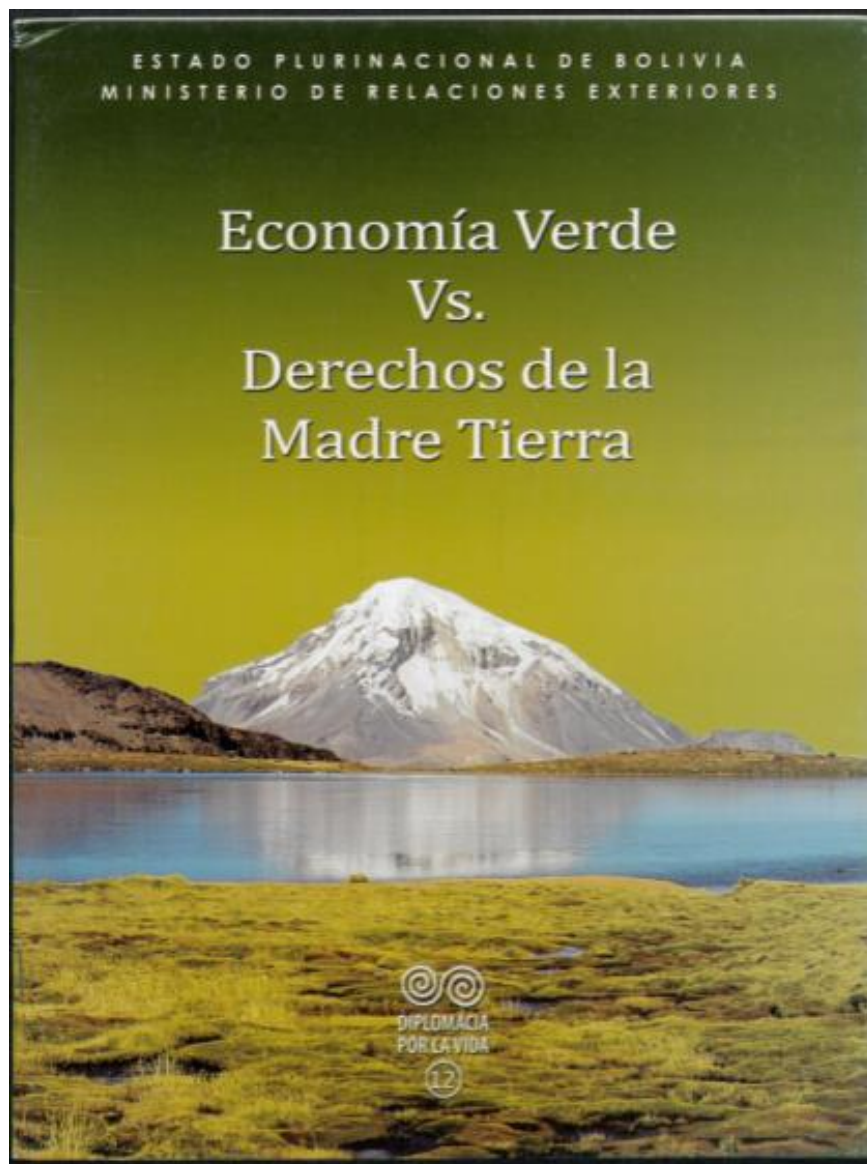


Salud Comunitaria



Annexe 12 : “Economía verde Vs. Derechos de la Madre Tierra”, brochure du ministère bolivien des relations extérieures, Bolivie, 2011.

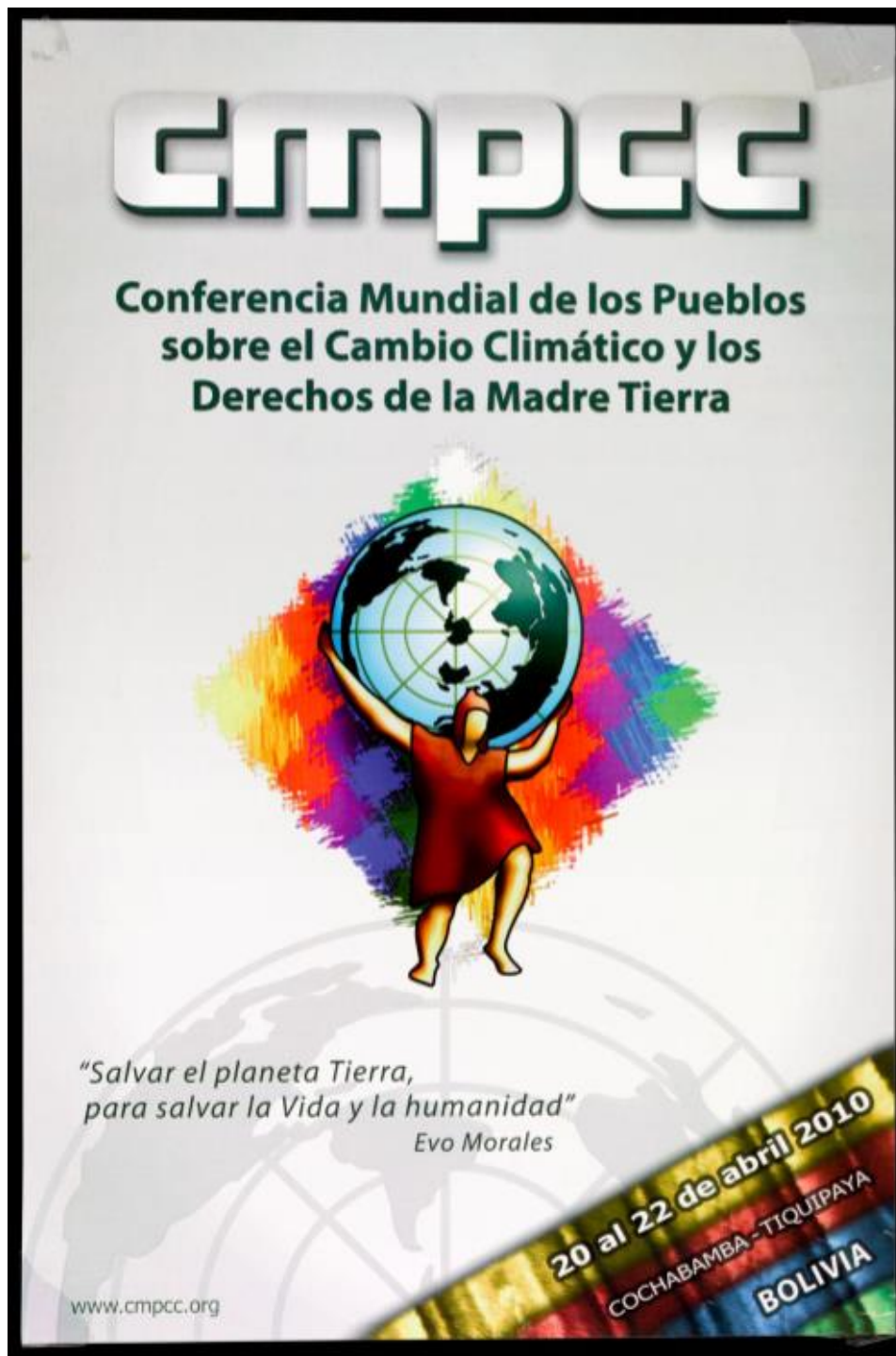
Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



La brochure du ministère des relations extérieures ne laisse aucun doute quant à la stratégie de contestation internationale portée par la diplomatie bolivienne : l'économie verte, et tous les mécanismes de marché afférents, s'opposent aux droits de la *Madre Tierra*, qui impliquent une conception foncièrement anticapitaliste de l'écologie politique. Un an après le sommet de Tiquipaya, cette brochure montre bien le cœur de la stratégie de projection internationale de l'Etat plurinational de Bolivie : il souhaite relayer la voix des peuples – du mouvement altermondialiste – au sein des institutions internationales, et en dehors s'il le faut, un an après le refus de signer l'accord de la COP à Cancun.

Annexe 13 : Affiche pour le sommet mondial des peuples sur le changement climatique et les droits de la *Madre Tierra*, Bolivie, 2010.

Source : Fonds Amérique latine – Princeton University Library



La symbolique impliquée par l'affiche de la conférence de Tiquipaya, et son logo, renvoie clairement à la prétention bolivienne de construire un *contre-universel*, un récit contre-hégémonique à portée globale. C'est ainsi qu'une personne vêtue d'un bonnet mi-andin, mi phrygien, porte le globe accompagné d'un damier qui rappelle la *wibpala*. La finalité du sommet est déterminée par une citation d'Evo Morales : « sauver la planète Terre pour sauver la Vie et l'humanité ».

Annexe 14 : « Evo Morales et Ban Ki-Moon au sommet de Tiquipaya, Bolivie, en 2015 ».

Source : Reuters, 2015

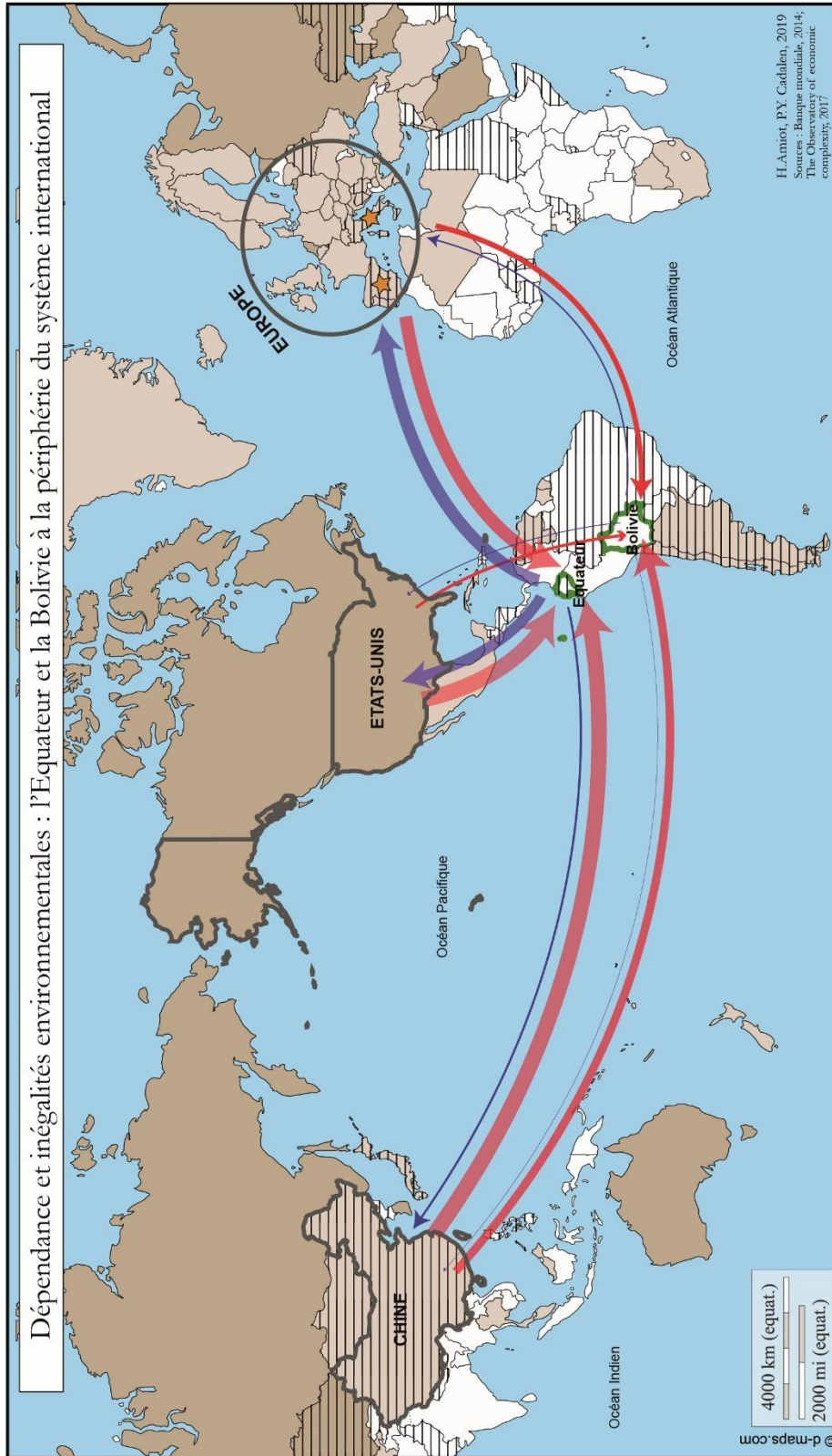


La présence de Ban Ki-Moon aux côtés d'Evo Morales lors de la seconde conférence de Tiquipaya, témoigne de l'intérêt porté par les Nations unies à la démarche entreprise par Evo Morales. L'Assemblée générale de l'ONU, et son Président Miguel d'Escoto, avaient déclaré en 2009 le Président bolivien « héros mondial de la *Madre Tierra* », qui marchait dans les pas de Fidel Castro, déclaré avant lui par la même assemblée « héros mondial de la solidarité », et Julius Nyerere, « héros mondial de la justice sociale ».

L'arrière-plan de la photographie donne du crédit au récit mis en place par la diplomatie bolivienne, celui d'une diplomatie des peuples sur le changement climatique : aux côtés de la *wiphala*, drapeau des terres hautes andines et du drapeau national bolivien figure celui des Nations unies, comme une confirmation du caractère global de l'événement organisé à Tiquipaya.

Annexes cartographiques

Carte 1 : Dépendance et inégalités environnementales – l'Equateur et la Bolivie à la périphérie du système international.

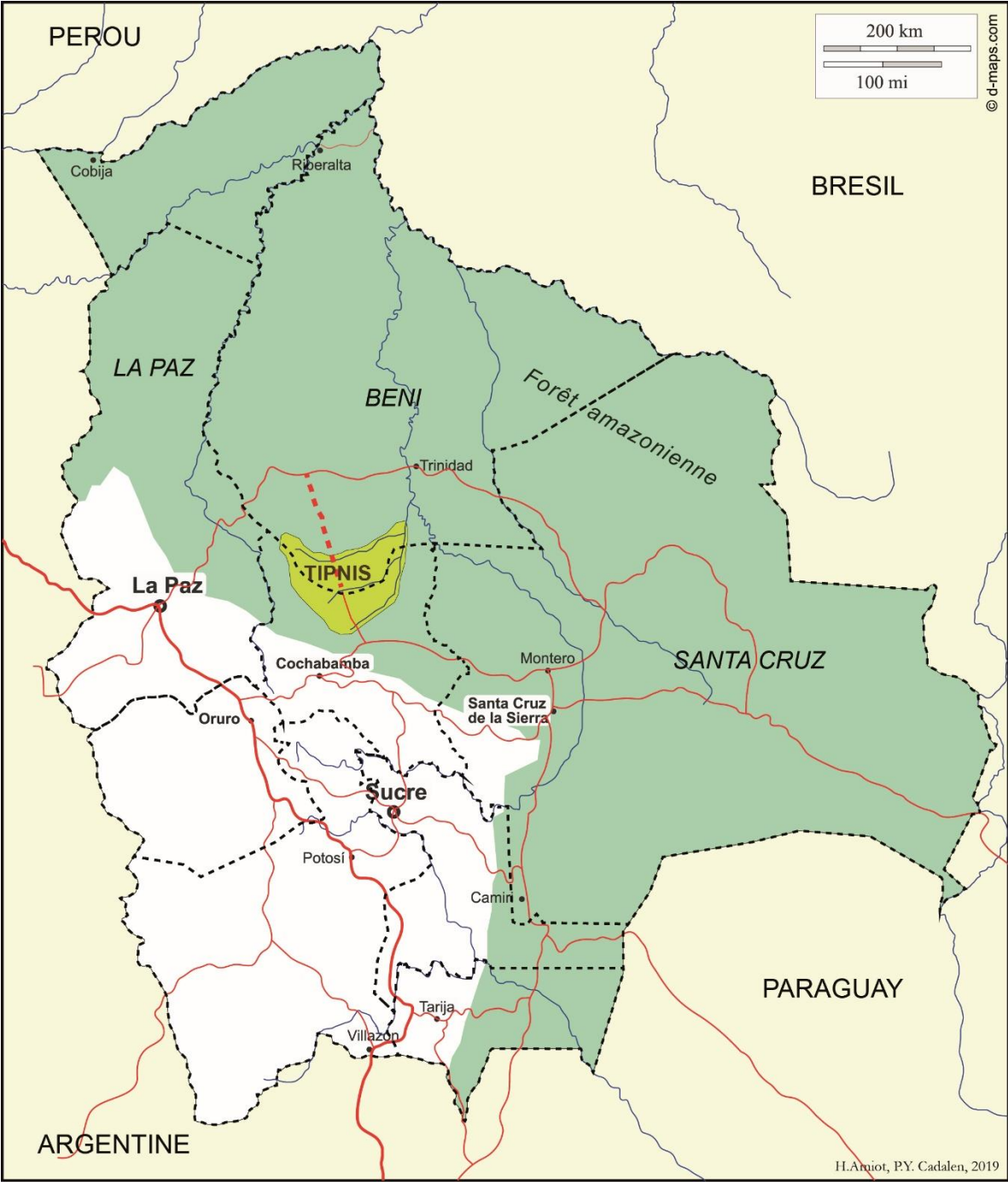


- I. Des économies dépendantes...**
- Importations (3 Mrds \$US)
 - Exportations non minières ou pétrolières (3 Mrds \$US)
 - Principal partenaire commercial
- II. ... faiblement émettrices de CO2...**
- Emissions supérieures à 10 t de CO2 par an par habitant
 - Emissions comprises entre 3 et 10 t de CO2 par an par habitant
 - Emissions inférieures à 3 t de CO2 par an par habitant
- III. ... à la périphérie du système international**
- Etat soutenant la résolution insistant la résolution A/RES/63/278
 - Etat contributeur à plus de 5 M. \$US à l'initiative Yasuni-ITT

Carte 2 : Le parc national Yasuní à la périphérie de l'Equateur.



Carte 3 : Le Tipnis, au cœur des tensions territoriales boliviennes



Entretiens retranscrits intégralement

Entretien 1 - Pablo Rojas, porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida », Cochabamba, 11 août 2016.

Pablo Rojas m'a reçu dans son bureau de l'Université de Cochabamba. Bien qu'il soit pressé, l'entretien a été enrichissant et a mis en évidence une ferme opposition au gouvernement de la part de cet organisateur écologiste de la campagne en faveur du Tipnis.

Hors de ses mots eux-mêmes, le ton enthousiaste qu'il employait pour décrire la marche indigène, les moments de convivialité qui y étaient associés, dénotait le caractère essentiel de ce moment pour son engagement personnel.

¿Cuál era su análisis de la decisión del gobierno de esta decisión del gobierno de hacer una vía pasando por el Tipnis?

A ver, en primera instancia mi nombre es Pablo Rojas Paredes, he sido responsable de la campaña en defensa del Tipnis, que ha reunido un grupo de personas de la ciudad, grupos urbanos, que hemos tenido contacto directo con los dirigentes del Tipnis. Entonces, nuestro principal rol ha sido llevar de las comunidades a la ciudad

¿De Cochabamba?

De Cochabamba y bueno hemos coordinado con Santa Cruz, La Paz, distintos grupos en toda Bolivia, la información y sobre todo crear grupos para la defensa del Tipnis desde el punto de vista jurídico, legal, todos los errores administrativos, la corrupción, las legalidades ambientales, las legalidades contra los derechos de los pueblos. Ha sido muy importante el trabajo aquí. Y además que hemos tenido la autorización de los dirigentes que nos han dicho “por favor ayúdenos”. Y sobre todo hemos podido participar en los grandes encuentros de corregidores donde se ha decidido el rechazo a la construcción de la carretera. Entonces

¿Les invitaron?

Nos invitaron, nosotros hemos ayudado a llevar esa información yo creo que es importante la comunicación y bueno ha dado resultados muy positivos aquí. Hemos tenido debates con gente del gobierno, encuentros en temas jurídicos o en tema de medio ambiente, flora, fauna. Entonces, ¿pero por qué defender el Tipnis? Eso era la pregunta, ¿no? Es sencillo: por una parte, nuestra Constitución indica que todo boliviano tiene la obligación de defender el medio ambiente, de defender los patrimonios. Y el Tipnis es un patrimonio boliviano que, por los beneficios ambientales, también ayuda a América y al mundo, porque es un pequeño pulmón. Entonces, uno es eso, es patrimonio natural, fuentes de agua, muchos de los ríos que terminan en el Amazonas nacen en el Tipnis. Hay floras magnífica, fauna. Por un lado, es el parque nacional. Por el otro lado, es del territorio indígena. Entonces, tiene una doble categoría para defenderle. Y bueno, como todo boliviano, tenemos el derecho de defender a nuestras culturas. Y eso es lo más contradictorio de nuestro gobierno. Evo Morales habla de defender la selva, la Madre Tierra y, en sus acciones, hace todo lo contrario. Entonces, tiene dos tipos de discurso: discurso posicionador para cuidar su imagen – “Evo Morales es el defensor de la Madre Tierra, es indígena, defiende a los indígenas y es por eso que es conocido en todo el mundo, wahou Evo Morales defiende la Madre Tierra, wahou

Evo Morales indígena defiende a los indígenas” – y en los hechos todo lo contrario, todo lo contrario, es terrible. Sus proyectos son cien por cien capitalistas, ligados a la depredación de los recursos naturales, siempre los motores económicos, extractivismo. Entonces, frente a esta contradicción, nosotros hemos querido sacar la verdad. Y la mejor manera de sacar la verdad es con las leyes. Evo no cumple esta ley, la ley ambiental, no cumple la Constitución, no cumple los convenios internacionales, ¿verdad?

¿Y eso era el ángulo de ataque por lo de la consulta?

No sólo los de la consulta, porque había un error grave en torno al tema ambiental. Y que la gente lo confunde mucho. Para categorizar una obra, hay cuatro niveles: A, B, C, D. Entonces, cuando se categoricen este nivel – A y B – necesitas un estudio de impacto ambiental. Aquí no necesitas. La ficha dice “bueno categoría S, A o B, necesitamos un estudio, ¿verdad? Entonces, el proyecto del Tipnis no tenía este estudio. ¿verdad?

¿No hubo una evaluación estratégica ambiental?

Que es diferente. La evaluación ambiental estratégica es solo una descripción del territorio.

¿No tiene que ver específicamente con el proyecto?

No. Y la evaluación de impacto – impacto – es cuales van a ser las consecuencias de una obra determinada en algún territorio. Digamos va a haber menos agua, se va a destruir tantos árboles, va a afectar tal comunidad... eso no había

¿Por qué no se hizo eso?

Porque nunca lo hizo el gobierno.

¿Tienen la capacidad técnica de hacerlo?

El problema es el siguiente: ¿dónde está la llave y por qué hasta ahora no hay una ficha ambiental del Tipnis? No hay que confundir: ficha ambiental le da la categoría, si es este nivel o este nivel, se necesita estudio de impacto, si es de este nivel, no necesitamos esto. En esta categoría dice que hay obras que no se pueden hacer en un parque nacional. En un parque nacional, se da categoría a un proyecto que esté cerca.

¿Cerca del parque?

Cerca. Y este proyecto estaba dentro. Entonces, no pueden darle categoría. No hay categoría para esta obra.

¿No está en el marco de la ley?

Eso. Entonces, ¿Qué sucede? No se puede hacer un estudio, no se puede dar categoría de esta ficha. ¿Qué pasó? El ministro de medio ambiente, Ramos, renuncia. Porque dice “yo no puedo firmar”. Porque según la ley, no se puede. La ley dice “cerca del parque categoría A”, dentro, no hay categorías. Entonces, desde el punto de vista jurídico ambiental, no se puede construir una gran infraestructura.

¿Dentro de un parque?

Dentro de un parque. Entonces, uno de los pilares de lucha también ha sido esto. Y entonces el gobierno ha manejado mal la información sobre esto. Entonces,

¿Eso por falta de coordinación?

No porque, ellos saben que no se puede hacer. Pero nosotros hemos investigando, hemos leído la ley. “No se puede señores”. Eso es lo que te estoy diciendo ahorita. Nos ha costado meses entender, leer la ley. Porque la ley 373 del medio ambiente de Bolivia es muy complicada. Muy buena, pero hay que pfff leer, leer, comparar, decir, dónde dice, ¿verdad? Entonces, pero este tema ambiental también es importante. Entonces, no se puede hacer según la ley. Tienen que cambiar la ley del medio ambiente

Uno de los argumentos del vicepresidente era decir hay muchos parques nacionales en Bolivia para que no exploten los recursos. ¿Qué piensa Ud. de este argumento?

Eso es un pensamiento cien por ciento capitalista, ¿Verdad? Algo que tú tienes que tomar en cuenta. El problema del Tipnis es la confrontación entre dos maneras de pensar. Una, que es de un capitalismo depredador, extractivista, de explotación de recursos naturales como dice García Linera, o la preservación de esos espacios. Porque además preservar esos espacios es preservar el territorio de comunidades. Preservar el territorio es preservar las culturas. Entonces el tema va más allá del tema este técnico y del tema objetivo, la carretera. Es el enfrentamiento entre dos maneras de ver el mundo, dos distintas. Y Evo Morales, García Linera y eso se los puede ver en su discurso. Yo escribí un libro, el título era *El sueño del presidente: La pesadilla de la Madre Tierra*.

¿Se puede encontrar este libro?

No tengo, se puede, pero no tengo un libro

¿En plural o?

No, yo tendría que conseguírtelo para mañana. Y allí hay justamente ese análisis jurídico de que te comenté, artículo por artículo. Y hago también el discurso. En su propio discurso, mostramos que Evo Morales es capitalista. Pero tiene otro discurso, decir “soy indígena, viva la Madre Tierra, Pachamama o muerte”.

¿Y de hecho, el gobierno boliviano defiende posiciones ambientalistas más o menos radicales a nivel internacional?

Claro, pero aquí a dentro es diferente. ¿Y sabes cómo hemos descubierto eso? En su propio discurso. “Pachamama o muerte, tenemos que defender la Madre Tierra”. Y: “por sacar licencias ambientales para los proyectos, perdemos el tiempo”. Mira esta contradicción: “perdemos el tiempo”, ¿no? El mismo está mostrando su verdadera faceta en torno a la naturaleza. Su propio discurso. Entonces aquí es importante hacer el análisis del discurso del presidente. Porque aquí se pone en evidencia el verdadero fondo ideológico. Y este fondo ideológico se va a manifestar en el discurso y en proyectos concretos que atentan contra la Madre Tierra y contra los pueblos indígenas.

¿El gobierno dice si bueno nosotros cuidamos a la Madre Tierra, pero tenemos que desarrollar para hacer bajar la pobreza y todo eso?

Es un discurso de la época de 1950, de la posguerra, atrasadísimo. Desarrollo para vencer la pobreza. El plan progreso que se manejó en EE-UU, ¿verdad? Entonces, es un discurso atrasado, medio siglo de retraso de decir “no, vamos a poner tecnología, desarrollo para enfrentar la pobreza”. Vivimos nosotros tiempos en vez de recuperar el conocimiento propio, la filosofía. Además, ¿de qué desarrollo vamos a hablar si seguimos monoprodutores? ¿Solo gas? ¿Qué más tenemos? ¿Qué industria tenemos? Ni el fosforo que aquí encendemos es industria boliviana. Nada es boliviano. Entonces, si comparas con otros países, Argentina en un cuarto como esto, el lavado,

todo es argentino, todo. Entonces, mientras no haya una política real de hacer industria, eso se va a quedar como un discurso antiguo. Y, además, Ud. tiene que tener claro algo. ¿Qué es pobreza? Una cosa es pobreza desde una visión capitalista, “vencer la pobreza”. El mismo Evo Morales “todos tienen el derecho a tener su auto” dice. ¡Capitalismo!

Es el modelo de la sociedad de consumo

Claro. Y además si te fijas, alguien del Tipnis, ¿qué sucede? No usa zapatos, esta sin polera, va a cazar, tiene frutas. Alguien que va a cosechar frutas trae para toda la comunidad, no es para él solo. Reparten, o el ganado que ha cazado se reparte. Ahora esa misma persona, si viene a la ciudad, esa fruta que la consigue gratis, aquí la tiene que comprar. Entonces, pobre en la ciudad.

También puede venderla, ¿no?

Claro. Pero si él viene a la ciudad, y quiere esa fruta, él, tiene que comprar, pero la gran contradicción de Evo Morales. Dice: “ellos necesitan carretera para sacar sus productos”. Ellos no necesitan vender productos. No necesitan. Es pensamiento colonizador de los colonos del Chapare, los cocaleros que ellos sacan coca para vender.

¿Son indígenas también, ellos?

Son colonos, no son indígenas;

Pero hay quechas

Hace mucho tiempo que se ha perdido. Mira, había una época en qué familias quechas, aymaras, La Paz, Potosí, Cochabamba, las alturas, han migrado aquí, al Chapare... colonia. Y al migrar aquí, al darse otro tipo de relaciones económicas, otro tipo de relación, se ha perdido la esencia cultural y filosófica que tenían. La esencia quecha, la esencia aymara. Entonces si hablas por la tercera generación, que ya no hablan ni quecha, ni aymara. Y más bien han implantado otro tipo de colonización, como la Amazonia no les pertenece, entonces han empezado a colonizar las comunidades. Y la construcción de la carretera tiene que ver con eso: expansión para producción de coca, coca, coca, coca, coca, coca. Entonces, ya es una esencia capitalista, ya no es indígena aymara, indígena quecha.

Igual uno puede ser indígena y capitalista, ¿no?

Claro. Podríamos hablar tal vez así. Pero ya se ha distorsionado su esencia.

¿No hay un debilitamiento de las comunidades del Tipnis?

Totalmente. En los últimos años, Han desaparecido ocho comunidades, una por año. Comunidades sólidas, sindicatos colonos, cocaleros, cocaleros y de repente los han ido contratando, como las prácticas coloniales de ayudantes.

Integran el mercado también

Van a cosechar coca, de ayudantes. Son inferiores. Tú vas a ser mi ayudante. Y al final los que quedan se integran al sindicato.

¿Y las comunidades del Tipnis? ¿Las que están más cerca al río?

Esas son las que han defendido al Tipnis, en las marchas. La mayoría de las comunidades es como mi mano [il montre]. La carretera es para los colonizadores, y la mayoría de las comunidades están a lo lado de los ríos. No les va a beneficiar para nada la carretera. Lo que se quiere es la expansión.

Y no hay más lugar donde plantar coca. Necesitas entrar a los territorios indígenas y parques nacionales.

¿Y había alternativas técnicas? Los puentes...

No, esa no es alternativa... Fuera del Tipnis, por aquí, o por este otro lado

¿Pero por aquí no es inundable?

No. Pero si han hecho puentes en ríos con más espacio. Técnicamente, los ingenieros de Bolivia han presentado propuestas alternativas para hacer una carretera.

¿Y no querían?

No, porque aquí no puedes plantar coca.

¿El factor determinante es la presión de los cocaleros?

Exactamente. Totalmente

¿Y cuál era su estrategia para luchar?

En el Tipnis, aquí es la presión social. La marcha ha sido muy importante. Marchar desde Beni hasta La Paz. Ha sido una forma de visibilizar en los medios.

Igual, internacionalmente

Sí, sí, sí. Y allí es donde hemos usado material para investigar. Porque no te puedes oponer a las carreteras. Si a una carretera, pero sin que afecta el medio ambiente, si hay alternativas nadie está opuesto en que Cochabamba y el Beni se unan. No. Pero de otra manera

¿Y proponían alternativas durante la marcha?

Sí, sí, sí.

¿Había prensa internacional?

Había bastante.

¿De dónde en mayoría?

De todos lados. Había hartas de Europa.

¿Y había un vínculo también con las ONG internacionales?

A eso si te puedo dar la voz. Decían está financiado por ONG... Mentiras. Yo que he sido participante personal aquí en Cochabamba de reunir víveres. ¿Sabes quienes financió esta marcha? La gente, con su aporte. Venían dejar su moneda, alimentos, medicinas. Nosotros contratábamos camioncitos, camionetas para que lleven los víveres. Y sería para otro momento contarte experiencias maravillosas. La marcha no tenía que comer, y llegaba la camioneta con víveres, agua, con el pollo. Hay discursos que tienen que ver con la manipulación de la información. Tienen que dar una línea para desacreditar a los dirigentes, desacreditar a la marcha, que no sólo se da aquí, en cualquier parte del mundo. Si haces estudios de sociología desde una perspectiva política, desacreditar a lo que te va a confrontar. No importa si es indígena, Bolivia, o cualquier que sea, tienes que desacreditarlo. Y es lo que ha hecho el gobierno: desacreditar, trate de robar dirigentes, comprar, vender.

¿Pero había apoyo de ONG ambientalistas?

Ha habido también, lógicamente. Ya desde una postura ambiental.

¿Ud. tiene que irse?

Si, tengo una reunión

Una última pregunta sobre el funcionamiento comunitario y su futuro, ¿o sea el funcionamiento comunitario de los Yuracarés, de los Yukis, tiene futuro o no?

Y creo que el peor gobierno para las culturas ha sido el gobierno de Evo Morales. Ud. puede decir no, pero es indígena ¡Falso!, porque ningún gobierno antes él único factor de cohesión, unión de las comunidades indígenas siempre ha sido su organización indígena.

Como la CONAMAQ...

CONAMAQ, CIDOB, internamente a esos centrales. Ningún gobierno ha podido entrar. Este sí. Ha empezado a corromper dirigentes. Entonces, este factor de cohesión es destrozado. Y eso es peligroso para los pueblos indígenas

¿Porque pierden su capacidad de organización?

Si, y eso es importante para las comunidades. Pero a pesar de eso, hay ese espíritu de lucha, de los encuentros.

Yo estoy pensando en los jóvenes, que dentro de esas comunidades van a las ciudades, y quieren quedarse allá. Eso también es una cierta forme de amenaza a esos modos de vida.

Sí, y pero en la zona colonizada del Tipnis. Ya se van integrando los sindicatos colonos. El hijo, la hija. Ya no hablan yuracaré los niños, se pierden los valores culturales.

Hay una universidad indígena, ¿no?

Sí, bueno, pero es más una universidad ideológica que maneje el gobierno. No es autónoma.

¿No es autónoma?

Esa no es autónoma, es el gobierno que maneje esa universidad.

¿Que manda los profes?

Claro, es ideologizado.

Entretien 2 - Carlos Viterí Gualinga, Président de la commission ressources naturelles et biodiversité à l'Assemblée nationale équatorienne, Quito, 23 janvier 2015.

Carlos Viterí Gualinga m'a reçu dans son bureau de l'Assemblée équatorienne. Comme un signe des temps qui avaient changé, les *diputados* d'avant la nouvelle Constitution n'existent plus, et le Président de la commissions ressources naturelles, ainsi que les autres représentants, se font appeler *Señor asambleista*.

Ministre de l'Amazonie de 2007 à 2013, il est vêtu d'un costume portant des marques traditionnelles.

Dirigeant indigène au sein de la Révolution Citoyenne, le fait qu'il préside la commission ressources naturelles et biodiversité est la manifestation politique du lien, porté par le nouveau bloc politique au pouvoir, entre écologie et indigénisme.

Durante el proceso de la iniciativa internacional y todo eso, Ud. ha sido parte de la comisión

No, yo no hice parte de la comisión de la iniciativa Yasuní-ITT, a ver. Cuando estaba en vigencia la iniciativa Yasuní-ITT, que nació a partir de la propuesta del presidente Rafael Correa en Asamblea General de las naciones Unidas en el 2007, yo desempeñaba una función dentro del gobierno del presidente Correa, era parte de su gabinete de ministros y estaba responsable del ministerio de la Amazonia y allí fui parte de una instancia, pues, de una instancia de análisis y seguimiento a la iniciativa Yasuní-ITT. Tú sabes que la iniciativa Yasuní-ITT estuvo desde el 2007 hasta el 2013. Y que esa iniciativa tenía como una acción crucial – el recaudar los aportes de países básicamente industrializados que son los que mayormente son responsables del calentamiento global, ¿no? Que pueden contribuir a este esfuerzo de Ecuador ya que buscaba – era una acción muy concreta, muy innovadora, de mitigación del cambio climático. Entonces, Ecuador estaba poniendo la mayor parte, el mayor sacrificio, en algo que tiene que ver con un bien mundial. Lo lógico era que los países que contribuyen más al calentamiento atmosférico contribuyen al esfuerzo de Ecuador, porque Ecuador es un país que tiene muchas necesidades. Es un país que depende en gran parte de la explotación petrolera y Ecuador en esas circunstancias no puede prescindir de aquello, pero, pues, se planteó esta iniciativa que fue apoyada por todos acá en el país. Desafortunadamente, no tuvimos una respuesta efectiva de los países más contaminadores del planeta

¿Y por qué no contribuyeron según Ud.?

Según la contribución, pues, no se efectivizó, porque hay un doble estándar, porque no hay una real convicción de esos países, en desarrollar y apoyar iniciativas innovadoras, iniciativas potentes para frenar, o reducir, el proceso de calentamiento atmosférico. Es decir, aquí estas las mismas razones por el que el protocolo de Kioto ha fracasado. De países que dicen que “si estamos preocupados”, pero pesan más los intereses económicos, los intereses de las corporaciones, y por lo tanto no se ratificó el protocolo de Kioto. Por las mismas razones, países cuya economía se mueve alrededor de la economía fósil, tampoco están dispuestas a hacer un poquito de sacrificio, hacer innovaciones, para proteger el planeta. Ellos cuidan muchos sus intereses económicos. De tal manera que, por ese doble estándar, por esa doble moral, pues, sencillamente, hubo ofrecimientos, hubo muestras de admiración “que bien Ecuador, que buena iniciativa”, pero ya en concreto no hubo una efectiva contribución. Y Ecuador sabe, Ecuador es uno de los países que menos, menos, menos contribuye al calentamiento global. Entonces, Ecuador no puede hacer más

sacrificios que aquellos. De tal manera que se optó, no podíamos esperar más tiempo, porque Ecuador tiene urgencias muy importantes, como por ejemplo el gran índice de pobreza extrema, y pobreza – esa diferenciación que hacen los especialistas de la comunidad, pobreza y pobreza extrema. Una gran mayoría de la población – servicios básicos como agua, servicios básicos como saneamiento, servicios básicos como salud, y son temas que no pueden esperar y que Ecuador en estos ocho años, ha empezado a resolver, fundamentalmente con los recursos provenientes del petróleo, lo que nunca se hizo antes.

Pero también se intenta cambiar la matriz productiva, ¿no?

También se intenta cambiar la matriz productiva y la matriz energética; La matriz productiva se intenta cambiar porque este país es un país primario-exportador, ya, y su principal producto de exportación primaria es el petróleo. Entonces, es por eso se ha dicho siempre que Ecuador basa su economía en el extractivismo, en la extracción de los recursos no renovables. Entonces, la posibilidad, la necesidad de cambiar la matriz productiva, tiene una necesidad social, y común, es un eje ambiental sumamente fuerte, porque nosotros somos primarios exportadores: cero innovaciones, resulta que nosotros somos productores de petróleo, exportamos petróleo, pero importamos todos nuestros derivados, todos, todos – lo cual ya es una paradoja. Vendemos petróleo, pero los derivados, los compramos a mucho más alto precio que lo que se va. Hay una fuga de capitales enormes. Entonces, nosotros necesitamos dejar de ser primario-exportadores, y empezar un proceso de transformación productiva para salir del extractivismo, para no depender del petróleo. Pero para eso, necesitamos conocimiento, capacidad de innovación, ¿ya? Conocimiento científico, técnico. Entonces, ¿Cómo queremos lograr esta transformación de la matriz productiva? Desarrollando al máximo. Por eso tenemos como prioridad nacional el conocimiento. Entonces, el talento humano. Ahorita, son diez mil estudiantes que están en las mejores universidades del mundo becados por el gobierno nacional, para que se formen al más alto nivel, y vuelvan al país, para articularse a los procesos de transformación. Hemos creado cuatro universidades que hemos definido que tienen que ser universidades de excelencia. Estamos transformando todo el sistema educativo, todo el sistema educativo. Somos de los países en Latinoamérica de más alto inversión en la educación. Entonces, es la única forma en que nosotros dejemos el extractivismo. Entonces, ¿para qué usamos los recursos del extractivismo? Justamente, para no aprovechar el talento humano, aprovechar la reducción y la erradicación de la pobreza, servicios básicos de calidad, toda la infraestructura vial, que sea el factor fundamental para el intercambio, para dinamizar la economía. Entonces, hacia allá vamos, hacia allá vamos, de tal manera que queremos aprovechar los recursos del petróleo de la mejor manera para dejar de depender del petróleo. Una vez que nosotros tenemos talento humano, tenemos una economía basada en el conocimiento, basada en el bioconocimiento, porque una de las fortalezas nuestras es nuestra biodiversidad, ¿ya? Por eso necesitamos una economía basada en el bioconocimiento, en la innovación, ¿ya? Entonces, de la mano de la transformación energética, nosotros en el 2016 vamos a tener el 95% aproximadamente de la producción, de la energía doméstica, de la energía que se usa, va a ser energía del agua, energía limpia. Hoy por hoy, tenemos alrededor del 55%, no aproximadamente, cerca del 50% es energía termoeléctrica altamente contaminante, muy costosa, pero para el 2016 vamos a tener el 95% de energía, va a ser hidroeléctrica, energía limpia. El resto va a ser energía eólica y energía solar. Todos los proyectos que están construyendo, los recursos del extractivismo lo usamos en eso, en la transformación de la matriz energética y de la matriz productiva.

¿Para volver sobre la iniciativa y justamente el vínculo con la biodiversidad, esa iniciativa proponía más, era una propuesta más vinculada con el calentamiento global o con la protección de la biodiversidad?

La iniciativa Yasuní-ITT era una propuesta fundamentalmente apuntada, orientada al calentamiento global, como un beneficio adicional, ¿ya? De esta acción era lo que tiene que ver con la conservación de zonas de alta concentración de biodiversidad como ocurre en el parque nacional

de Yasuní. Eso era una como un aspecto, una consecuencia de la iniciativa. Entonces, esa iniciativa, pues, fracasó y Ecuador tuvo que tomar una decisión muy complicada, una decisión quizás, yo creo el presidente cuando dice que ha sido la decisión más dolorosa de optar por la intervención. Pero ahora, el tema es como se rebase la intervención. Y es allí que nosotros entramos, ¿no? En Ecuador, la explotación de recursos no renovables en áreas protegidas se prohíbe, pero hay una excepción. Únicamente en casos excepcionales, cuando el presidente, de forma argumentada, solicita la asamblea nacional la declaratoria de interés nacional, es decir que la actividad extractiva o petrolera en un área protegida, cuando hay un interés mayor, cuando hay un interés mayor, una urgencia mayor para el país, se justifica la intervención, y la asamblea nacional tiene que analizar. La Constitución dice que la asamblea puede declarar, pero al mismo tiempo la Constitución dice que puede, otra opción, decidir que se haga una consulta popular. Es otra opción. Las dos opciones están en la Constitución. Entonces, nosotros analizamos y concluimos que la asamblea puede declarar y pues nosotros procesamos el pedido del presidente con una altísima participación de distintos sectores interesados, sectores de la sociedad. Y alrededor de 50 colectivos sociales, de distintas índoles, académicos, grupos ecologistas, grupos radicales, representantes de nacionalidades indígenas, estaban aquí para poner su punta de vista.

¿En la Asamblea?

En la Asamblea. Nosotros escuchamos a todos. Nosotros evaluamos sin perder de vista las urgencias que tenemos como país, ¿no? Y pues para poner en la balanza la situación, escuchar los diversos intereses, los diversos puntos de vista y ver qué es eso, ¿Cómo en función del país debemos, ¿cuál es la decisión adecuada? Y efectivamente, nosotros, pues, era absolutamente claro que el país necesita de sus recursos en su lucha, pues, fuerte, solida, para reducir la pobreza. Ecuador hasta el, hasta el 2007, es decir, no, hasta el 2013, en 7 años, Ecuador redujo alrededor de 10 puntos la pobreza en el país, ¿no? Ahora es mucho mayor, porque eso es una prioridad nacional. Pero eso ha sido posible, porque los recursos se han utilizado para la inversión social, ¿ya? Pero también ha sido posible porque ahora el 80% de los recursos se quedan en el Ecuador. No se llevan los multinacionales como ha sido por el pasado. Y otra cosa. No es prioridad de este gobierno pagar la deuda externa, como hubiera pasado. En el pasado, la prioridad era pagar la deuda externa. Ahora no. Se renegoció la deuda externa. Y es una mínima parte que se destina a pagar los compromisos internacionales, y todo va a la inversión social: reducción de pobreza, servicios básicos, educación, salud, vivienda, transporte, medios de transporte, y el tema es que, por primera vez, por primera vez, los recursos son invertidos en los territorios de las naciones, que están en las áreas de influencia de los proyectos. Es por eso que están construyéndose varias unidades educativas del milenio, porque el tema de educación ha sido muy crítico en las comunidades y se sienten los hermanos, comunidades enteras, a través de la construcción de comunidades del milenio. ¿Qué significa eso? Comunidades del milenio supone dotar a una comunidad ancestral, obviamente en base a lo que necesita la comunidad, sea lo que la comunidad expresa en diálogos prolongados y, pues, con plan de vivienda, nuevo ordenamiento territorial, comunicación, unidad educativa del milenio, servicios básicos, ¿no?, y pues se construyen nuevos asentamientos, ¿ya? De tal manera que las comunidades sienten que la presencia de un proyecto de explotación petrolera en su territorio, o cerca de su territorio, no es una desgracia como en el pasado, es una ventaja, ¿ya? Porque esta actividad se hace con mucho cuidado, reduciendo al máximo el impacto ambiental. Entonces, mira, nosotros hicimos el análisis, y tomamos una decisión como asamblea nacional, declaramos de interés nacional para que el gobierno nacional explote el petróleo en dos bloques petroleros, bloque 31 y bloque 43, ¿ya? Y pues, y que la afectación de esta intervención no supere el 1/1000 del parque nacional Yasuní.

¿De todo el parque o de los dos bloques?

Del parque. Del parque nacional Yasuní. El 1/1000. Eso estamos hablando alrededor, son alrededor, unas 300 hectáreas ¿no? No más de eso. También pusimos como condiciones que el

ejecutivo tiene que intervenir a través de la empresa pública, no de otras empresas privadas, no de una empresa privada, la empresa pública Petroamazonas, ¿ya? Utilizando los máximos estándares de cuidado ambiental, con creando sistemas potentes, eficientes de monitoreo para que, para precautelar la libre determinación de los pueblos en aislamiento, desarrollando la consulta previa, libre e informada a las comunidades de la red de influencia. Excluimos de esa declaración el área intangible Tagaeri-Taromenane, está totalmente excluido, ¿ya? Y pusimos como otras resoluciones de que en forma prioritaria los recursos provenientes de esos campos sirvan para el cumplimiento de los derechos colectivos de las nacionalidades y pueblos ancestrales para erradicar la pobreza, para dotar de servicios básicos los municipios de mayor incidencia de pobreza. Eso será en términos generales, algunas de las resoluciones que nosotros pusimos, y adicionalmente el ejecutivo tiene que informar semestralmente, cada seis meses, de cómo está cumpliendo las resoluciones de la asamblea nacional, y es mi comisión – biodiversidad y recursos naturales – está encargada de hacer el seguimiento, el monitoreo de la explotación en estos dos campos, ¿no?

¿Ya había explotación en el 31, ¿no?

Sí, en el 31, en décadas pasadas, por los años 60-70, ya hubo plataformas construidas. Por eso que Petroamazonas va a intervenir en las mismas plataformas para no dañar otras áreas. Entonces, dentro del parque nacional Yasuní, no somos las primeras intervenciones. En el... a ver, en el bloque 31, en el bloque 31, también estuvo una intervención anteriormente, antes de este gobierno. Estuvo operando la Petrobras, y luego en este gobierno se transfirió eso – la operación – a la empresa Petroamazonas.

¿Tiene más cuidado ambiental?

Actualmente, las innovaciones que ha desarrollado Petroamazonas son realmente importantísimas. Nosotros hemos ido a constatar. Ya son, en esta tarea de vigilancia, de monitoreo, nos hemos ido dos veces, la comisión de biodiversidad, a mirar. Entonces, como anteriormente ha sido operado por Petrobras, allí hubo una licencia ambiental anterior, lo que fue actualizado en el 2013 y allí hay dos campos que es Nenke y Apaika. En estos dos campos, se están aplicando todas las nuevas innovaciones, por ejemplo, no se hacen carreteras, se hacen accesos que tienen un ancho total de 10 metros. Dentro de eso, una franja de 4 metros es la franja donde transitan por una vía unidireccional, vehículos para el transporte de algunos materiales que son una franja de cuatro metros hecho de placas removibles, placas removibles, porque así que una vez que se concluya, se revegeta. Y existe una franja de seis metros, donde se han enterados los ductos y las fibras ópticas, entonces eso es totalmente revegetado. Solamente se ve la franja de 4 metros. Y existen los puentes dosel, que son los árboles que se unen para los animales, y en los espacios donde no hay están contruidos puentes artificiales. Por otro lado, están los pasos deprimidos, son enormes tubos que permiten que, si es que hay riachuelos, cuerpos de agua, tengan continuidad y no se interrumpan. Pues, ¿Qué más? Y existen un mecanismo de monitoreo de la fauna del lugar, están a cien metros de la carretera, luego están a un kilómetro, luego están a tres kilómetros, para medir el posible comportamiento, el posible comportamiento de la fauna que habite el lugar. Entonces hay cámaras trampa, también utilizan los drones en determinadas circunstancias, para abarcar zonas de pronto complejas de llegar por la humedad. Entonces, eso hemos ido a constatarlo nosotros. Lo interesante es que actualmente, actualmente, imagínate anteriormente en la producción petrolera ¿qué es lo que se hacía? Para todo pozo tenía una plataforma, y cada plataforma, tenía casi dos hectáreas. Actualmente, de una sola plataforma, que no supera dos hectáreas, de una sola, puede llegar a más de una veintena de pozos. Entonces, se reduce las áreas de deforestación. Y lo que están haciendo es que el crudo que sale allí no se procesa allí. Todo eso se va a un centro de procesamiento fuera del parque nacional Yasuní. Es allá donde que se separan agua de formación, gas, las piedras, las rocas. Entonces, actualmente, como estos campos son, son, son nuevos, recién empieza la producción, están algunos generadores, pero dentro de poco, esos generadores van a ser remplazados con la energía proveniente del mismo gas. Entonces, tienes un campo de

producción sin el ruido de los generadores. Eso es un tema muy interesante. Nosotros hemos ido a ver. Luego, hemos ido a ver en el bloque 43, con las mismas técnicas, pues, en donde el cuidado ambiental es un imperativo, un tema sumamente importante. Hemos constatado aquello. Y el otro tema: la relación con las comunidades. Las comunidades de allá participaron en la consulta previa, libre e informada, pero la comunicación se mantiene, porque en este proceso ya las comunidades son parte de este proceso, ¿no? Entonces, tienen que estar permanentemente informadas de como marcha todo, de cómo es en la toma de decisiones, en la planificación, respetivo a los temas de su demanda: infraestructura, servicios, inclusive emprendimientos – por ejemplo, una vez una comunidad nos comentó que están creando un servicio de transporte fluvial con los recursos de la actividad petrolera que va a servir para ingresos económicos.

¿Qué va directamente a ellos?

Sí

¿Directamente de Petroamazonas a ellos, o pasa por el Estado?

No, sí. Allí intervienen muchas instituciones. Por un lado, entra Ecuador estratégico, por otro lado, la secretaria de hidrocarburos, si hay otros temas que tienen que ver con salud, allí entran las instituciones de salud. Los ministerios también entran en su ámbito de trabajo.

¿Y esta iniciativa, la Yasuní-ITT, le parece replicable ahora en otros países, o incluso aquí?

Yo creo, yo creo que, yo creo que sí. Mira, yo creo que sea replicable, porque todo es posible. Sin embargo, me parece que la propuesta del Ecuador de dejar el petróleo bajo tierra es una propuesta innovadora y, por lo tanto, está adelantado en los tiempos, en los procesos de la sociedad humana, de la sociedad planetaria. Por esto que supone, ¿que supone aquello? Supone la necesidad, el reconocimiento de la necesidad de que, de que es necesario proteger el ambiente, que la mayor amenaza a nuestro ambiente es la energía que estamos utilizando, la energía fósil, y que lo sentimos ya al nivel global, con el fenómeno del calentamiento atmosférico, ¿no? Entonces, yo creo que tiene este reconocimiento y es una invitación a que la cultura humana tiene que crear, crear, pues, fuentes energéticas menos destructivas, más amigables con el ambiente, ¿no? No es una propuesta que diga, bueno cerramos todos los pozos de petróleo, desmontamos toda la superestructura que se mueve con combustibles fósiles... Eso es imposible, eso es irreal.

¿Es más una reorientación?

Claro, más bien es un planteamiento a pensar muy seriamente, con mucha responsabilidad de una responsabilidad ética que tenemos nosotros con el mundo, con nosotros mismos, y con la naturaleza, ¿no? Yo creo que honestamente puede ser replicable, pero eso, una iniciativa de estas, pero no es y no puede ser una iniciativa doméstica, meramente. Porque estamos hablando de algo que es un bien público, un bien mundial, ¿no? Un bien que no tiene, que no se limita a las fronteras artificiales de los Estados. Los servicios ambientales, que aquí en nuestros paramos, en nuestros bosques, otorgan no es únicamente para los que tienen ciudadanía ecuatoriana, pues, se suma a las contribuciones de otras regiones del mundo y benefician a todos. Y más aún si pensamos también en toda la potencialidad de la biodiversidad, de los recursos genéticos que están allí, para responder a cuantas necesidades humanas, de salud, de educación, entre otras. Entonces, es por eso que no sería justo que un solo país, de forma doméstica, asuma esta responsabilidad, porque también, porque no sería justo. Claro que estamos en un mundo donde qué la noción de héroes en Marvales existe, pero en algo que nos ataña a todos, creo que, por elemental responsabilidad, los que mayor contribución han hecho a la afectación del ambiente a nivel del mundo, tienen una corresponsabilidad y hacer esfuerzos sustantivos, esfuerzos y pues... ¡tienen obligaciones!, ¡tienen una deuda ecológica con el mundo! ¡con el mundo! Y tienen que dejar de ganar un poquito menos, no irse a la bancada, ganar un poquito menos, para asumir corresponsabilidad ética con el mundo. Entonces, no se puede pedir el sacrificio a un solo país. Eso es replicable siempre y cuando hay

una coherencia de los países que más daño han hecho y que realmente haya una sinceridad y coherencia para apoyar estas iniciativas que nos hacen bien a todos. De tal manera que el primer intento que le gustó mucho a la gente a nivel del mundo entero, fracasó por esta irresponsabilidad de, pues, los países de sectores de países industrializados, ¿no? Hubiera sido mucho sacrificio para nuestro país asumir 100%, solamente nosotros. No hubiera sido justo con los ciudadanos, no hubiera sido justo con este régimen de enormes inequidades que en este país ha existido y que estamos hoy en camino de superar.

Quizás una última pregunta: ¿Ud. participó de alguna forma en las negociaciones internacionales o no?

No. No tuve participación en aquello, porque allí la iniciativa tenía una instancia ejecutiva, una condición ejecutiva. Pues, llevaba delante de las conversaciones, los diarios, a nivel internacional, y que estaba una instancia que estaba directamente vinculada a la presidencia de la República. Yo estaba más en una instancia de seguimiento a nivel interministerial.

¿Y con el presidente también?

Y con el presidente también. Pero te digo: fracasó una iniciativa, la iniciativa económica de, pues, de obtener, de recolectar presupuesto que el 50% de todo el monto, presupuesto global que Ecuador podría recibir. Entonces, fracasó aquello. Pero Ecuador jamás ha renunciado, ha renunciado su responsabilidad, su convicción del rol que tenemos para luchar contra el calentamiento global. Nosotros tenemos una estrategia nacional contra el calentamiento global que estamos llevando adelante. De la misma manera, jamás hemos renunciado deber de proteger, de conservar, nuestras áreas protegidas, nuestra biodiversidad. Por eso somos un país, el primer país que incorporó en su Constitución aquello que rompe con la racionalidad del derecho positivo, al reconocer a la naturaleza como sujeto de Constitución. Es la primera Constitución en el mundo. Ahora, Bolivia. Ahora, nosotros estamos, tenemos esta convicción, nosotros estamos planteando, estamos luchando para alcanzar aquí, en nuestro país, el Buen Vivir, el Sumak Kawsay, que es el paradigma que rompe con la noción ortodoxa del desarrollo, ¿no? Y es una propuesta que estamos haciendo al mundo. No es en vano, no es en vano. Cada vez más se reafirma en foros internacionales, en el ámbito de la Naciones Unidas, la necesidad urgente de que los Estados y la sociedad mundial asuman una vez por todo el respeto por la naturaleza, por el ambiente, ¿no? No en vano hay una iniciativa que lidera presidente Morales de declaratoria de los derechos de la naturaleza a nivel de la Naciones Unidas. Son temas y procesos a los cuales nuestro país ha contribuido. Es sumamente importante que la humanidad avance hacia un nuevo marco de relaciones, hacia un nuevo orden en donde el capital no prevalezca sobre los ciudadanos, sobre la humanidad. ¿Si no qué? El capitalismo es servicio a los seres humanos, y no a la inversa. Nuestras dependencias de la energía fósil cambien radicalmente, de nuestros hábitos de consumo igualmente. Es un momento importante para nuestras economías, economías sustentables en donde podamos alcanzar un equilibrio entre la economía, el ser humano y la naturaleza. Hacia allá es que vamos. Dejando atrás la vieja teoría antropocéntrica, pero al mismo tiempo, toda esta supremacía del capital, sobre todo, sobre todas las cosas del mundo. Entonces, estamos en este proceso. Pensamos que podemos lograr una, una, unas condiciones de equidad, de respeto entre los pueblos, y de respeto a la naturaleza. En Ecuador, es algo cotidiano, estamos trabajando permanentemente en eso, estamos hablando permanentemente de este proceso que tenemos. En eso consiste el socialismo del siglo XXI, el socialismo del Buen Vivir.

Gracias

Eso te decía, no hemos renunciado a la defensa de la biodiversidad, de ninguna manera. Los opositores radicales han puesto un viejo dilema, es decir: se pone fin a la iniciativa Yasuní-ITT, y se interviene para explotar el petróleo, resultaba destrucción total del Yasuní. Eso no es así. Las cosas no son blanco o negro. En últimas, Pierre, es fácil, es fácil proteger algo sin tocar, porque si tú tomas la decisión de no lo voy a tocarlo y punto, queda allí, no lo toco y no lo destruyo, es como

cruzarse los brazos, dejarse inmóvil. De la misma manera que por miedo a fracasar, no hago nada, no camino, no experimento, me quedo anclado. Así no funciona la sociedad humana. Ninguna cultura humana es estática, ¿no? El gran reto no es conservar algo, proteger algo a través de la intangibilidad. El gran reto es que protejamos algo, ¿no?, al mismo tiempo de aprovechar. Aprovechar y proteger es más complejo porque requiere de mucho más conocimiento, de mayor conciencia, de mayor creatividad, de mucha decisión y voluntad política, de innovación, para aprovechar responsablemente, cuidar el máximo el impacto, y al mismo tiempo proteger. Eso es el reto. Así han funcionado las sociedades humanas, inclusive las sociedades ancestrales. Las sociedades ancestrales, el respeto por la naturaleza y por, el respeto por ciertos elementos o escenarios dentro del cosmos de un pueblo, no pasa porque no le toca. Pasa porque se desarrollaron el conocimiento que les permite, aparte de tener una relación simbólica, que significa un diálogo espiritual, el conocimiento para aprovechar en forma cuidadosa.

Pero no eran los mismos volúmenes tampoco.

Claro. No son los mismos volúmenes. Estamos hablando de unidades pequeñas. Pero esta lógica de pensamiento se puede aplicar en el contexto de una sociedad mayor, de una estructura mayor, ¿no? Es la esencia la que tiene que mantenerse, ¿no? De tal manera que es más complejo, pero no es imposible. El tema es que no podemos nosotros quedarnos atados en un dilema de decir “si le toco, lo destruyo, y la única forma de conservar es no tocar”. No es así. Entonces, yo creo que en Ecuador estamos rompiendo estos dilemas. Y, mira, de la misma manera, en esta Revolución Ciudadana, en materia económica, hemos hecho todo lo que el fondo monetario internacional, el banco mundial y otros dijeron que no había que hacer. Lo que ellos dijeron que no había que hacer se hizo acá. Y tenemos éxito. En el pasado, ellos daban recetas, todas la formulas, las medidas de ajuste estructural. Los gobiernos que pasaban lo cumplieron todo, y mira el fracaso nacional. Entonces, pues, hay esta evidencia, aquello de que, pues, nosotros debemos ser los protagonistas de nuestro propio proceso, ¿ya? De nuestro propio proceso. Que no hay verdades absolutas, ¿ya? Pero de la misma manera, si alguien dice que se destruye a todo, Ecuador es responsable, a nosotros nos dicen responsables de la destrucción del Yasuní cuando nosotros aprobamos la declaratoria de interés nacional. Desde ya, Uds. son responsables del genocidio de los pueblos ancestrales.

¿Dijeron eso?

La declaratoria tiene vigencia de un año dos meses, tres meses... Los pueblos ancestrales están bien. O sea, quisieron inclusive, que, aprobada la declaratoria: “genocidio!”

¿Pero quién dijo eso?

Había algunos grupos entre ellos el grupo Yasuní, Acción Ecológica, algunos grupos, ¿no? No es así. Entonces, la intangibilidad no necesariamente es no tocar, no necesariamente es sinónimo de protección. El aprovechar sustentablemente, y al mismo tiempo proteger, eso requiere de una conciencia absolutamente mayor, de una creatividad, de una voluntad realmente profunda de que tanto la naturaleza como los seres humanos nos necesitamos para vivir. ¡Bueno, por allí vamos!

Entretien 3 – Katy Betancourt, dirigeante femmes CONAIE, Quito, 20 janvier 2015

Le moment où Katy Betancourt m'a reçu était marqué par de fortes tensions avec le gouvernement. Seule dirigeante présente au siège de la CONAIE, elle semblait débordée. Le lendemain avait lieu une réunion des délégations provinciales pour organiser un mouvement contre le gouvernement.

Peu après l'entretien qui se tenait dans les locaux de la CONAIE, cette organisation a dû quitter les lieux, par ordre du gouvernement.

Dirigeante chargée des questions relatives aux femmes au sein de l'organisation, Katy Betancourt était très précise sur les questions écologiques également, image de la vivacité du courant écoféministe en Amérique latine.

¿Cuál es su papel en la organización?

Yo soy dirigente de la mujer y la familia de aquí, de la CONAIE.

¿La CONAIE apoyó la iniciativa Yasuní-ITT?

A ver, te voy a contar como fue la cosa. Yo soy de la nacionalidad quechua de la Amazonia, de la provincia de Napo, afiliada a la CONFENIAE. Entonces, nosotros, en este tiempo yo no estaba en la dirigencia nacional, estaba el compañero Humberto Cholango. En ese periodo, no te podría decir que tan cerca estuvieron de la iniciativa. Lo que sí sé es que respaldamos, como CONAIE, no nos apostamos para la recolección de firmas, ¿sí? Pero si respaldamos, digamos, esa iniciativa.

¿Del gobierno?

A, espérame, tú me estás hablando de la iniciativa del gobierno.

Si, la iniciativa internacional.

A, la iniciativa internacional. Me confundió un poco con lo después, que era que si van a explotar. Ya, bueno, igual allí lo que pasó es que respaldamos eso. Y allí de la iniciativa misma del gobierno. Nosotros, obviamente, nos pareció algo positivo. Y en la regional, en la CONFENIAE, también la vimos como algo positivo, ¿ya? Pero aparentemente ¿no? Pero nosotros también analizamos y justo veíamos que allí ponía el gobierno una condición que decía que, si no se recoge los fondos, entonces iba a explotar. Entonces, también al mismo tiempo que era algo positivo, era algo sospechoso, algo que te confundía, algo que te creaba duda. Porque lo que nosotros siempre planteamos, es que lo territorios son intangibles, inalienables, inembargables, imprescriptibles.

¿Así, que están en contra de la explotación de toda forma?

Estamos en defensa de los territorios indígenas. Si eso implica otra cosa, que se puede entender, lo que acabas de decir, simplemente una consecuencia de un principio que tenemos como organización, como nacionalidad. Nosotros no podemos traicionar nuestros principios. Como te decía, analizamos el tema, aquí en la Amazonia, parecía, así como algo bueno, importante, pero que al final parecía como una trampa. Y después el tiempo nos dio la razón, cuando al final este gobierno no tuvo el presupuesto que quería o que pensaba que iba a tener, y terminó explotando

los pozos en el Yasuní, y es lo que está haciendo ahorita. Nosotros siempre dijimos que iba a pasar eso.

¿O sea, al principio de la iniciativa, la CONAIE, o la CONFENIAE, no apoyaron a la iniciativa?

No, no apoyamos como tal, no apoyamos en una relación directa. Nos pronunciamos como que parecía algo positivo, pero siempre llamamos la atención sobre que había esta, como este vacío que dejaba abierta la posibilidad de la explotación petrolera. Entonces, nosotros siempre, llamamos eso.

En el fondo, en el fondo por la iniciativa, había una representante de la sociedad civil ecuatoriana, que era miembro de la comunidad huaorani, ¿venía de la CONAIE?

¿Tienes el nombre de esta persona?

No lo encontré.

Lo que yo creo es que no debe haber sido. Porque de la CONFENIAE, igual, nunca supimos de que había una emisaria dentro de la iniciativa. Lo que me parece es que el gobierno, por ejemplo, la nacionalidad huaorani está dividida, y tenemos al presidente que es Moi, no sé cuál es el apellido, que está en una relación directa y abierta con el gobierno, pero tenemos a la vicepresidenta que es Alicia Cambuya, que ya no está, que ya está dentro de los principios de la CONAIE.

¿presidente y vicepresidenta de la CONFENIAE, o de los huaorani? ¿Así que hay una división dentro de las comunidades?

Claro. Eso es lo que siempre hemos dicho, que ese tipo de cosas lo que causan es división, y es lo que pasó también con los compañeros huaorani que están presos. Y esas son las consecuencias de que haya entrado el petróleo. Entonces, a nosotros, en este sentido, nos parece peligroso el planteamiento del presidente que dice: la ley es igual para todos, porque recién hizo un pronunciamiento que con los indígenas no hay que ser paternalistas, que no podemos hacer otra ley para ellos, una cosa bien discriminatoria. Entonces, a nosotros, nos parece una falta de análisis del tema, porque en el caso huaorani son compañeros de recién contacto. Ellos no entienden el mundo como nosotros lo entendemos. Y querer juzgar a una persona, a un compañero indígena con una misma ley que esté juzgando a delincuentes, a personas corruptas que saben lo que están haciendo, claramente, con alguien que no entiende cómo funciona este mundo, ni la ley. Eso, yo no sé, realmente, a mí, yo pensaba que el presidente es una persona inteligente, formada, con argumentos. Y que te plantea una cosa *bárbara como esa, pero bárbara*, ello no tiene nombre, una ignorancia, puedo decir que no tiene nombre que un presidente hable de esa manera en torno a los pueblos y nacionalidades, y más en el caso huaorani, que es un territorio en donde está sacando el petróleo, y donde está uno de los parques más importantes de América como es el Yasuní.

Claro. Y la CONFENIAE también está dividida, ¿no?

Bueno, la CONFENIAE. En general, eso es otra cosa que inclusive muchos intelectuales han pronunciado, que ningún gobierno ha ido a dividir las organizaciones, y lo que ha hecho este gobierno es dividir las organizaciones, es profundizar sus crisis, es atacarlas. Y efectivamente, él está haciendo muchas cosas para dividir, ¿no? Por ejemplo, esto de la Alianza indígena. Son iniciativas donde está la misma gente ha sido trabando desde nuestra organización, ahora están haciendo otra organización.

¿Y eso siente sobre su fuerza de movilización?

Si, se siente. Pero este... no tanto. Se siente en la parte política, no en la fuerza de movilización. La fuerza de movilización tiene que ver con el nivel de conciencia de los compañeros y compañeras, tiene que ver con el nivel de conciencia del pueblo en general. Y en eso, creo que hay otros factores además de eso. Nosotros no vamos a decir que es específicamente, hay múltiples factores.

Yo quería saber un poco más sobre la relación que hay entre las comunidades indígenas y las empresas petroleras en la Amazonia, porque a veces hay convenios.

Mira, nosotros en la CONFENIAE, hemos hecho una división territorial de tres partes que es Amazonia Norte, Centro y Sur. En la Amazonia Sur, la relación con las petroleras no es tanto, sino más bien con la minería. Entonces, nos queda la Norte y el Centro. Y en esas, las relaciones son diferentes. Las relaciones cambian en torno al contexto. Por ejemplo, en Orellana, que tiene ya de antecedentes de explotación petrolera. Lo que se está buscando son mejores condiciones, para la repartición del presupuesto, calidad de vida, porque ya no pueden decir que no a las petroleras. En cambio, en la Amazonia centro, allí si hay una fuerte posición de las organizaciones de decirles no a las petroleras.

Y el bloque ITT está en el Norte, ¿no?

Si, está más o menos, pero está como en el Norte.

¿Y hay una diferencia entre las empresas estatales y las empresas transnacionales cuanto a las relaciones con las comunidades indígenas?

Sabes que, por ejemplo, Petroamazonas ha tenido en su poder, o tiene en su poder los pozos petroleros, en los que ahorita está dividido el país, las llamadas concesiones. Sin embargo, no ha respondido, no ha sido de interés de empresas extranjeras. Entonces, Petroamazonas, o Petroecuador, han asumido la explotación de algunos pozos y es como lo mismo. O sea, funcionan bajo la misma lógica, y no podría decir que hay una mejor relación, un mayor respeto por ejemplo de los derechos laborales que de los extranjeros. Lo que sí es que, en el caso, porque allí estas empresas chinas que están aquí y eso si molesta más a la gente, eso sí exacerba más los ánimos de desconformidad de quienes viven allí.

¿Y por qué eso?

Porque es gente de a fuera, ¿no cierto?

Pero había estadounidenses también, ¿no?

También. Ahora son los chinos, y antes los. Si son empresas extranjeras, pero eso como te digo exacerba más porque es gente de afuera que viene a llevar tus recursos.

¿Así que están de acuerdo con la reivindicación del gobierno de soberanía sobre sus recursos naturales?

Bueno, no sé si ese sea un acuerdo o un de acuerdo como tú dices, lo que sí podría decirte, es que eso es algo con que siempre nos hemos sostenido y nos hemos mantenido. Y que el gobierno hacia echo de un planteamiento nuestro, pues, lo puede hacer, pero de allí a que lo haga efectivo, vemos que no lo está haciendo. ¿Cómo está efectivizando este planteamiento? En cambio, nosotros, sí lo estamos haciendo, y sí lo hemos hecho en la práctica. Y la última pregunta...

Sí, durante la iniciativa, ¿el gobierno les contactó, porque Uds. tienen redes en la ONU? ¿El gobierno intentó establecer un contacto con Uds. para apoyar internacionalmente esa iniciativa?

Mira, no te podría responder de manera certera. Lo que si te podría decir es que nosotros ya conocíamos ya estaba explotando el Yasuní

Pero no el ITT...

Pero no el ITT. Sabes que nosotros vimos, y no te puedo decir exactamente en qué zona, ya bien introducido alguna maquinaria allí, y por eso sabemos que de eso conocían los países, y que no apoyaron por eso, por qué ya estaba dentro del territorio del Yasuní. Y parte de lo que son el Tiputini, el Tambococha, estos pozos avanzados. Y como la gente del exterior tenía esta información les pareció que ¿Cómo les pedía ciertos recursos si ya había una explotación petrolera en lo que supuestamente se quería cuidar? Nosotros ya sabíamos de eso. Nuestros compañeros nos habían contado que estaban trabajando antes de la iniciativa.

¿Y por eso no apoyaron?

Exacto.

Ultima preguntita. ¿Este principio de pedir plata internacionalmente para que se quede el petróleo bajo el suelo le parece interesante o replicable quizás?

Mira, lo que nosotros hemos dicho como pueblos y nacionalidades es que, en principio, que respeten nuestros territorios. Lo que nosotros pedimos es respeto. Nosotros estamos diciendo que no estamos haciendo ningún mal a nadie con nuestra forma de vida, sino por el contrario. Y recientemente participamos en la COP+20. Y de igual manera los pueblos indígenas del mundo entero tienen una forma de vida que no es nociva con el mundo y que al contrario se presenta como una alternativa hacia las formas de industrialización, de consumo que están degradando al mundo. Entonces, frente a eso, nosotros decimos: “que se respeten nuestros territorios, que ese respeto que nos merecemos todos, lo estamos perdiendo nosotros, también es un beneficio no sólo para nosotros, están beneficiándose todo el mundo de eso”. Ese es el primer principio. Porque uno no puede poner el dinero por encima de la vida misma. Es que es bien contradictorio. Entonces, por ejemplo, el gobierno plantea que, sin dinero, “entonces como vamos a hacer el desarrollo, la tecnología”, habla tanto de desarrollo, de innovación tecnológica. Sin embargo, todo eso no compensa la vida misma, no compensa el poder tener un lugar donde desarrollarte. Entonces, para nosotros, entendemos, es un tema complejo, porque por supuesto que no necesita los niveles de tecnología, pero ahí también nosotros promulgamos y pensamos que se debe hacer otro tipo de tecnología, que ya no devaste más en un mundo como ha devastado. Entonces, por eso nosotros decimos que no hay dinero que compre nuestro territorio, no hay dinero que compre el agua, la tierra, el aire. No hay. No hay nada que pueda compensar eso. Entonces que los países deben entender eso y después buscar otras formas de desarrollo que no están esas.

Pero eso tiene que ver con las desigualdades mundiales también, ¿no?

Por supuesto. Vivimos en un mundo globalizado y nos afecta a todos todo lo que pasa en el mundo y eso es lo que debemos entender. Sin embargo, los países, por ejemplo, en la misma COP, se negaron a entender eso.

Pero Ecuador apoyó...

Sabes que la participación de Ecuador, como Estado, como gobierno, no la tengo clara, no sé cuál fue. Pero, digamos, el dictame general de los países más industrializados es que van a continuar con su forma de industrialización.

Entretien 4 – Cristobal Huanca, arkiri CONAMAQ orgánica, La Paz, 22 août 2016

Cristobal Huanca m'a donné rendez-vous sur l'un des ronds-points de La Paz, où une forte circulation automobile a accompagné l'entretien. L'enregistrement est, de ce fait, peu clair en certains endroits, d'où les quelques moments inaudibles signalés ci-dessous.

Vêtu du poncho traditionnel, il est venu à la capitale pour une réunion. Il vit dans une communauté indigène. La question indigène est pour lui centrale, fonde son engagement et l'articulation de celui-ci avec le processus politique bolivien et la nouvelle Constitution.

Allí estuve con hermanos reunidos. Estamos reconstituyendo CONAMAQ anterior. Nos ha dividido, fragmentado el gobierno. Estamos reconstituyéndonos. Estamos haciendo.

Porque ahora hay dos CONAMAQ, ¿o no?

Si.

Y Ud. hace parte de la orgánica como dicen, ¿no?

Ahorita, actualmente somos CONAMAQ orgánico. Preguntamos con los hermanos como nos unificamos. Estamos captando el estatuto, nuestro Kamachi, empezar a socializar como gobierno originario de los Qullasuyu, es eso, ese ciclo va a ser.

La unificación...

Va a ser mediante ese.

¿Le parece posible?

Si.

¿Incluso con los de la CONAMAQ oficial?

Si. CONAMAQ oficial, la cabeza se ha metido en la corrupción

Así que está desapareciendo

Si. Es siempre lo que se pregunta. Están llegando a momentos difíciles, no, este gobierno que nos ha dividido.

¿Durante el Tipnis?

CIDOB, CONAMAQ. Primeramente, CIDOB ha dividido, posteriormente CONAMAQ.

¿Cómo hizo eso?

Es que, hay problemas para aprobar algunas leyes, nosotros como CONAMAQ no estábamos de acuerdo. La ley de minería, la ley de consulta, y el problema del fundo indígena. Y ese ha sido el causa de dividirnos para que tengan a su lado un CONAMAQ que apoye a él, que le aplaude, que

no tenga en su oposición. Sin embargo, nuestros derechos están inscrito en la Nueva Constitución política del Estado. Simplemente es de ejecutar estos derechos.

¿Cuáles son sus relaciones con el gobierno? ¿Todavía hay un vínculo?

No estamos tan claro. Está empezando el trabajo. Simplemente lo del CONAMAQ orgánico es hacer respetar nuestros derechos, derechos que están en la Nueva Constitución política del Estado, en el convenio 169, en los tratados internacionales que están nuestros derechos. Simplemente es pedir si posteriormente puede haber la mejora de ese, bienvenido del gobierno, pero el gobierno no comprende estas cosas, de lo que quiere decir nuestros derechos.

Este gobierno ha nacido de los movimientos indígenas, o sea, existen también gracias a la CONAMAQ y la CIDOB, ¿no?

Si, primeramente, hemos construido la constitución política del Estado. Ha sido una ayuda también este gobierno para construir esa pauta que reconoce nuestros derechos. Pero posteriormente. Hasta el 2010 estaba bien, de ahí ya pues cambió la panorama.

¿La ruptura es el Tipnis?

Si. Hablan hacia fuera de Pachamama, pero sin embargo dentro de Bolivia, aquí es el enemigo de Pachamama. Porque hay construcciones y sí, en el parque Isidoro Secure, Tipnis. Es parque, ¿no? No debía explotarse los recursos naturales, ni la carretera. Todo debe abrirse entonces. Se ve que es el enemigo de la Madre Tierra. Hacia fuera, habla que es defensor de la Madre Tierra. La clara muestra se ha hecho este último, la ley de las concesiones petroleras, de los parques nacionales, que hay una ley para explotar a los lugares sagrados, cementerios. No se le ve que es defensor de la Madre Tierra. Es eso uno de los grandes problemas. En sí, el proyecto de Sánchez de Lozada ha ejecutado lo más fácilmente este gobierno. Y se ve, él habla del imperio... mentira, ¿no? Se está gobernando con la misma gente, con la misma gente. Si puedes preguntarte, ni un indígena tiene puestos o poder de decisión donde están cooperando, sencillamente.

Hay el canciller, ¿no?

Como diputados, simplemente están los indígenas ahí levantamos

¿Y Choquehuanca no tiene poder?

Choquehuanca tampoco no tiene poder, el único, ahí está como pantalla. Eso es lo que realmente está pasando.

¿Le parece como una imagen?

Si. Una imagen que lleva como indígena hacia a fuera como indígena: Choquehuanca, ¿no? En sí, ahorita estarían el Choquehuanca y el Evo dentro del gobierno como indígenas. Pero lamentablemente es la otra cara, es dirigentes los otros, les decimos (*inaudible*), son manejando ellos.

¿Cómo dicen?

Algo que decimos, que se puede decir. (*inaudible*) decimos nosotros, porque el indígena, el indio no tiene su decisión por el momento. Entonces, es uno de las reacciones de los pueblos indígenas, poco a poco danse cuenta para reaccionar y para unificarse, originarios e indígenas.

¿Pero todavía hay esta posibilidad de organización, porque muchos se han ido en la ciudad igual, ¿no?

Dentro de los radios urbanos, periféricos, como puede ser El Alto, la misma gente del campo viene y es más fuerza que más vean la televisión realmente que es lo que es pasando, que está rayando. Entonces, lo conocen más, mientras la gente del campo no está tan enterada simplemente, porque el canal 7 está siempre cosas buenas que estarían haciendo.

¿En el campo, es más complejo?

Si, porque no es enterado. La parte de ellos que están llegando con su cosa.

Que hay una escuela, que eso...

Escuelas, caminos, dicen, pero lamentablemente no es así. Ese último con las de los cooperativistas, sabíamos que no aportaban ellos. Ahora está volviendo al gobierno que tiene que aportar. Se ve que necesita plata, tienen que hacer de alguna forma. Creo que están varios meses diciendo que los pueblos indígenas mismos deben pagar impuestos. Si en caso yo estoy escuchando estos días el dirigente cocalero, dice “debemos pagar impuestos”, dice. Entonces, se ve no más que están preparando unas leyes que van suspendido a los hermanos comerciantes, la ley tributaria se va a elevar. La ley se prepara sin consensuar, sin consultar. Realmente, sabemos no más que hay la ley. Alguna vez, teníamos la cooperación, yo en 2013 estaba CONAMAQ, el Arkiri de CONAMAQ. Ahora, no tenemos un hermano asambleísta nacional que nos informe que pasa. Eso es la desgracia que está pasando. La parte del cambio climático, es, pues, la desesperación grave. Este año no ha llegado la lluvia. El problema es la perforación del petróleo, la perforación de la minería. Ahí, cuando lo fundamentales hay gases tóxicos, fósiles tóxicos. Se sabe, ¿no? Es una de las grandes contaminaciones que existe. Es eso lo que nos afecta este año. Ojalá este año se puede mejorar, porque la situación del campo ha cambiado.

Y va a empeorar

Si, va a empeorar. Porque muchas veces los vemos, el Altiplano... más calor, a veces más frío

¿Y las condiciones de vida vuelven a ser más duras?

Si, más duras. Entonces, si sabemos, las ayudas del fondo verde, no sé dónde llegaran, pero lamentablemente los pueblos indígenas no tenemos, como Oruro, como Potosí, La Paz. La mayor parte está pues en el Oriente donde están los empresarios, las transnacionales que están en el Oriente, siempre son los más favorecidos de los gobiernos.

Y ganan parte de la explotación, ¿no?

Si, de la explotación y están las grandes fábricas que están en las transnacionales en Santa Cruz. Dominan, ¿no? Aparato como está siempre apoyando a los hermanos agroindustriales, agro familiar no tiene ningún apoyo. Agroindustrial tiene gran apoyo. Eso es uno de las grandes preocupaciones, de la química, transnacionales, que siembran maíz transgénico. Alimentos transgénicos nos preocupan, ¿no? El maíz, que va a internar, está exportado, son maíces transgénicos. Sin embargo, en la CPE, en el 255, dice que el gobierno debe regular y controlar. Pero lamentablemente se interna papas transgénicos. Un indígena originario, cuando produces un producto ecológico, orgánico, no tiene precio, no podemos combatir a esos productos transgénicos, hasta el pollo que en 40 días está en el mercado. La diferencia es el tiempo. Entonces, la diferencia tampoco no es de calidad. El precio, y el mercado, si este producto es orgánico, puede ser el precio más. Eso es uno de las competencias que nos hacen los agroindustriales, una de las más caídas de los pueblos indígenas originarias.

¿Así que Ud. pide una reforma agraria?

Las reformas agrarias en sí ya han cambiado con este último, la INSA. Entonces, en la mayor parte, los pueblos indígenas somos las tierras colectivas. No somos individuales. Aquí diferenciamos con el sindicato, ellos es el saneamiento individual, pero la NCPE tiene treinta centímetros para usar herramientas de nosotros en las tierras comunitarias. Como dice la ley, es tierra-territorio. Eso es la diferencia para defender nuestros territorios. Saneamiento colectivo, ¿no?

En el ayllu, por ejemplo, hay una parte colectiva, pero hay unas tierras familiares, ¿no?

Tierras familiares, sí. Simplemente hay dos saneamientos aquí. Saneamiento colectivo, y saneamiento individual. Eso sí es una diferencia. Por eso, el campesino está en el saneamiento individual, mientras el indígena originario está en el saneamiento colectivo. Esa es la diferencia.

¿Saneamiento es como el sistema de agua?

La tierra, el territorio donde estamos, donde vivimos, donde sembramos, es el lugar. Cuando hablamos de CONAMAQ, CONAMAQ tiene su territorio, ha tenido sus autoridades, simplemente estamos... siguiendo este camino que ha sido. Está escrito en la Constitución política tal vez. Simplemente, lo que nos falta es ejecutar. El gobierno no quiere esa parte que ejecutemos. Se ha hecho la Constitución política del Estado.

¿Qué es lo que no se ejecuta? ¿Los derechos colectivos?

Los derechos colectivos tienen que ser respetados. En varios lugares, no se está respetando los derechos colectivos, como Tipnis, varias comunidades cuando sacan una ley de las petroleras, en los parques nacionales, no se está respetando esos derechos. Pero están en la constitución política del Estado.

¿Y Ud. participó en la marcha contra el Tipnis?

Si la he ayudado, sí. He asistido en 2009, o en 2011.

¿Había mucha gente?

Sí, mucha gente (*inaudible*).

¿Cuál es su estrategia ahora? ¿Unificar CONAMAQ? ¿Y cuál es su relación con las tierras bajas?

Uno sería la unificación de CONAMAQ, hemos empezado, trabajando. Socializando nuestro Kamachi, estatuto, no sé cómo decir. Hacer respetar nuestros derechos. Y con tierras bajas, si tengo relación y amistad. También hay que reorganizar el CIDOB orgánico. Las hermanas de (*inaudible*) están ellos firmes, están con nosotros también. Mañana tenemos evento en Cochabamba, con las hermanas de CENAMIQ, CIDOB y CONAMAQ.

¿Y después quieren organizar nuevas marchas? ¿Cuáles pueden ser sus medios de presión?

Uno sería pues el trabajo hacia la propuesta al gobierno, no simplemente le vamos a pedir nuestros derechos que están en la Constitución política del Estado, pero tenemos que trabajar en una propuesta. Estamos en un puesto para trabajar la propuesta.

Una propuesta de...

Al gobierno. Nuestros derechos, y posteriormente, dar pues, una vez organizado, haciendo conocer nuestras propuestas y veremos cómo los mismos hermanos, yo simplemente ejecuto y sigo el mandato de los hermanos, ¿no?, como ellos ten que poner la propuesta al gobierno.

¿Y Ud. tiene esperanza que el gobierno pueda cambiar su política frente a eso?

Claro, podría ser, puede ser que no también. Si están nuestros derechos en la Constitución, tiene que aceptar que realmente se implemente y que podamos (*inaudible*) de nuestros derechos.

¿Y Ud. tiene un mandato de su comunidad?

No, el mandato tenemos de nosotros cuando o asume en diciembre, allí nos damos este mandato, mesas de trabajo. Uno de los principales era de construir nuestro estatuto, uno era la recuperación de la oficina, ya está preparado la demanda al CIDH. En los próximos meses o días, vamos a presentar esta demanda al CIDH porque nos han despojado de nuestras oficinas. Este es trabajo nos dan en una charla. Y es nosotros, como autoridades originarias, tenemos que cumplir el trabajo. Por eso yo, una vez también estaba trabajando la propuesta, a ellos voy a hacer conocer, este es la propuesta. También de la justicia indígena originaria ya lo tenemos la propuesta, y se le vamos a llevar en la cumbre de la justicia indígena originaria, como están escritos en la Constitución política del Estado nuestros derechos. Y ellos no respetan encima nuestros derechos que están para ejercer nuestra justicia.

El problema era el conflicto entre el sistema jurídico nacional y la justicia indígena, había contradicciones, ¿no?

Sí, eso es lo que la ley 073, el artículo 10 todos nuestros derechos, nos quita pues allí, pero en la Constitución política del Estado, está escrito. Ya no han empezado a ejecutar, hay varias resoluciones del tribunal constitucional, estamos trabajando a base de eso. Uno de los grandes problemas también es de los recursos. La justicia indígena originaria debemos tener nuestro presupuesto. Porque en la Constitución política del Estado, es la igualdad jerárquica, no simplemente la justicia ordinaria puede tener su presupuesto. Nosotros también tenemos que tener al presupuesto. Esto se va a debatir en la cumbre de la justicia indígena originaria.

¿Cuándo?

Uno es el 21 de septiembre, otro en noviembre.

¿Cuáles son sus relaciones con las ONG nacionales o internacionales?

Las ONG cooperaban antes a los pueblos indígenas originarios, pero hoy el gobierno pruebe de todo que socialice las leyes. Mientras el gobierno, el Evo Morales, gracias a ONG ha salido, ha sido presidente, para él, para que los demás hermanos, para que se capaciten, como cortada, “yo no más voy y nadie más puede ser capacitado”. Es una pena a los hermanos varios, los hermanos como IBIS nos cooperaba en 2013, nos están ayudando, estaban trabajando. Eso una de los grandes errores que está cometiendo el gobierno, a los ONG que siempre nos cooperaban, socializando, ayudando en unos talleres, haciendo conocer como lo íbamos a intentar. Es uno de los grandes errores que está haciendo el gobierno. En sí, he visto a esos ataques a los hermanos disidentes que

se capacitan. Necesitamos para conocer no simplemente de Bolivia, del exterior también. (*inaudible*). Hoy no tenemos apoyantes de ONG.

¿No hay?

No hay, no tenemos cooperantes. Cada uno por su propio dinero estamos trabajando.

¿Así que tienen menos medios financieros que antes?

No, no tenemos siempre financieros, no tenemos. Quien está al lado del gobierno puede tener ONG que están trabajando. Así que estamos sin ayuda de ONG.

Así que se ve más complicado también...

Si, (*inaudible*), para hacer una propuesta, para hacer un encuentro, es necesario la cooperación.

¿Y no le parece legítimo el argumento del gobierno que dice que quiere evitar injerencia?

La injerencia de las ONG, no quiere el gobierno. Si quieren estar las ONG, tienen que dedicarse a los sectores productivos.

Si, con la agenda patriótica.

Si, es lo que está manejando. Lamentablemente, por eso, es realmente lo que está pasando.

Entretien 5 - Álvaro García Linera, Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie, La Paz, 21 août 2016

Le Vice-Président bolivien m'a reçu dans un vaste salon du palais présidentiel, une pièce immense pour un dialogue de plus d'une heure. Informé au préalable du thème de ma recherche et des axes qui la guidaient, il en a toutefois demandé de nouveau une synthèse, par laquelle débute notre échange.

L'entretien m'a par la suite donné l'impression du déploiement général d'une thèse sur les biens communs environnementaux : le double statut d'homme politique et d'intellectuel organique de García Linera s'y est clairement manifesté.

Hice mi tesis de maestría sobre la iniciativa Yasuní-ITT del gobierno ecuatoriano, y cuando fui a Ecuador para hacer mi campo de investigación, me di cuenta de que me hablaban también de Bolivia, ya conocía el caso, pero también me hablaban de unas diferencias que podía haber entre los procesos políticos, así que me interesaba incluir Bolivia dentro de mi perspectiva. Así que elegí hacer mi doctorado sobre el gobierno de los bienes comunes ambientales en Bolivia y en Ecuador. Y el enfoque que tengo no es tanto el enfoque que hay en la literatura alrededor de los bienes comunes – enfoque de gestión como Elinor Oström, que estuvo en el Chapare en los años noventa – pero mi enfoque es más sobre las relaciones de poder que hay en torno a eso y que implican todos los niveles de decisión, dentro de espacios dados. Eso es mi perspectiva.

Ya.

Y bueno, hay muchas puertas de entrada en este asunto, pero una que me interesa sobre todo es el vínculo posible entre la idea de bien común, un bien común ambiental dado y también la idea de comunidad. Ud. ha escrito mucho sobre el socialismo comunitario y quería saber si Ud. ve un vínculo posible entre el tema ambiental, o la ecología, y el socialismo comunitario.

Antes, paréntesis: ¿qué autores estás utilizando?

Ehh... por el momento solo hice una revisión de lo que había sobre mi tema, o sea de lo que escribieron sobre eso, pero no tengo un autor particular, pero puedo utilizar a Marx, a unos autores de Bolivia, de Ecuador, o sea, intenté este año leer un poco de todo para abrir mi perspectiva. Leí un poco Tristan Marof,

Interesante...

Ud., los otros del grupo La Comuna, también me interesaría hablar de la historia intelectual de este grupo. También hay toda esta vertiente de la ecología política, universitaria, Joan Martínez Alier, Boaventura de Sousa. Estoy intentando leer todo eso, y ver lo que puedo hacer con eso.

Muy bien. A ver... Bienes comunes ambientales, bienes comunes ambientales. Es una bonita categoría, es una bonita categoría porque te permite articular la naturaleza, sistemas ambientales o sistemas ecológicos, directamente con el ser humano. Es bueno porque anteriormente a la naturaleza se la colocaba como una especie de dispositivo perene, infinito, obligatorio y por lo tanto que no contaba, que no era necesario hablar de él, porque estaba allí. Y cuando dices medios comunes ambientales, estás introduciendo dos cosas. Primer, que tienes que tomarlos en cuenta.

Por lo tanto, que no son infinitos; primer elemento. Puede hablarse de algún momento de escasez, en el sentido sartriano del término. La naturaleza también puede presentarse escasa.

Sí, eso es como un cambio de paradigma total...

Sí. La segunda cosa es que se trata de unos medios que son comunes, de unos recursos que son comunes. No son ilimitados, pueden ser finitos, los tienes que tomar en cuenta en su lugar. Son comunes. Comunes al ser humano, a la sociedad, a toda la sociedad, pero también a los otros seres vivos. Eso no está todavía muy claro en la definición de bienes comunes, es uno de los límites.

Claro, y además que yo creo que es uno de los puntos de partida de los conflictos que hay alrededor de eso. Porque decir "comunes" no define la comunidad

Todavía no. Y encima es una comunidad todavía inerte, otra vez Sartre. No es una comunidad en fusión, sino una comunidad inerte, heredada. Es comunidad, pero una comunidad inerte. Sin embargo, es un avance frente a la naturaleza como un medio infinito, manipulable, accaparable, destructible, la idea de bien común da un paso. Es una mejora. Te habla del concepto de finitud, del concepto de preocupación, del concepto de incorporación en tu lógica vivencial en su lugar. Te habla de algo en la cual muchos tenemos que participar en su definición. Bienes comunes, es decir bienes que afectan a muchos, bienes que afectan a todos. Es un gran avance, pero con algunos límites. Uno de los límites, lo que te decía que es, que no te incorpora los otros seres vivos, que también son asociados de los bienes comunes, ¿ya? Pero bueno, es un avance. Ahora, bienes comunes, ¿para quienes? ¿Para la gente que vive allí, para el país donde está temporalmente el escenario de esos recursos medioambientales, o del mundo en su conjunto? Y, en el caso de los bienes comunes, medios medioambientales, está claro que se trata de bienes comunes universales, que van más allá de las personas que están allí cerca, que van más allá del país donde está sentada la soberanía territorial, te está embarcando a todo el mundo. Es muy complejo, te modifica los escenarios de soberanía y de control, pero qué bien... Así como el internet: ¿quién es dueño del internet? Unos pueden tener más influencia que otros, pero es un bien común. Wikipedia es un tipo de bien común. Pues, la naturaleza es el primordial, principal bien común de los seres vivos y, si queremos ubicarnos en clave social, de los seres humanos. Allí tienes una dimensión comunista, tienes una dimensión comunista de la vida.

Por eso preguntaba sobre el vínculo que podía haber con el socialismo comunitario.

Allí estoy llegando de a poquito. Entonces, el medio ambiente es una realidad natural, que valida la hipótesis comunista en el sentido badiouano del concepto. Te valida porque dices "bueno, el aire que está aquí, luego ¿Dónde va a estar? Este aire, pues cuando uno ve los estudios de los científicos de como este aire acá que está ahorita en La Paz que lo acabamos de contaminar con plásticos quemados, o el aire de allá que acaba de ser enriquecido con oxígeno por las plantas de los Yungas, luego los vientos van a desplazar hacia el Norte del país, va a entrar en Brazil, luego va a ser arrastrado hasta el mar, y van a ir a parar a África y de África van a ser revolteados hasta el Norte de España. ¿De quién es este aire? Pues, es un bien que afecta a todos, es un bien que afecta a todos, es un bien que involucra todos. Eso es la virtud de los medios medioambientales, de los recursos medioambientales: integran a la humanidad con los seres vivos. En el fondo, son recursos que validan la hipótesis comunista, le dan materialidad a la hipótesis del comunismo. Ahora, lo malo es que tú tienes recursos comunistas en medio de usufructos privados, y este es la gran contradicción, este es la gran contradicción. Y la tensión.

Con todo el sistema de producción...

Si. Lo mismo que se ve en el internet y lo mismo que se ve con la ciencia y la tecnología. ¿A quién le pertenece la ciencia? Son productos universales, es la acumulación de 4 mil, 5 mil años desde los Babilonios, desde los Asirios, y que llega hasta Hawking. ¿Quién es el dueño de esos conceptos? Es planetario. ¿pero quienes lo usan, quienes lo tecnifican, quienes lo valorizan? Es propiedad de unos cuantos. Y lo mismo pasa con la naturaleza, lo mismo pasa con el medio ambiente. Es un producto de todos. Nos involucra todos. Todos alimentamos, para bien o para mal, el medio ambiente, pero la apropiación y el uso de esos recursos medioambientales es predominantemente privado. Y lo has visto ahorita, los europeos han extinguido sus bosques. ¿Y quién ha extinguido el bosque? ¿Nosotros? Yo no he extinguido el bosque francés. Pues, Uds. han extinguido sus bosques. Los alemanes han extinguido sus bosques. ¿Para qué? Para levantar su industria, para levantar su economía, levantar la industria, la economía de unos privados, de unos dueños, de unos empresarios. Han depredado los ríos, han depredado los bosques si los comparas con los siglos XII o XIII. Y Entonces, hay una utilización y una depredación privada de algo que es de beneficio común, es utilizado y manipulado para beneficio individual y privado. Ese es la primera contradicción de los bienes comunes, en el sentido marxista clásico, pero sin necesidad de ser marxista, evidente. Aquí me preocupo de mi plantita para oxigenar el ambiente, me preocupo de no erosionar la tierra introduciendo maquinas con rastrojos muy gruesos, ni colocar transgénicos... Está bien. Y eso va a beneficiar a todos. Tú vas a disfrutar de mi CO2. Pero tú me mandas desde el Norte carbón, carbón usado para tener electricidad y tener agua caliente en tu casa. Y este carbón me bota CO2 al medioambiente que a mí me va a asfixiar. Hay una desigualdad geográfica, hay una desigualdad territorial, en los usos, en los controles, en los aprovechamientos de este medioambiente que es un bien planetario, que es un bien universal

Es un problema de igualdad internacional, ¿no?

Entonces, cada vez es más visible, cada vez es más visible, cada vez es más visible, que no solamente este uso privado, este abuso privado, esta depredación privada y más utilizada en países altamente industrializados que han financiado su bienestar mediante la destrucción del medio ambiente, sino que podemos hablar de una especie de plusvalía medioambiental. Si estos bienes son de todos, y su uso tiene que involucrarnos a todos, resulta que unos pocos agarran ese bien de todos, lo trituran, lo deforman, lo descuartizan, lo destruyen, privándonos a nosotros el usufructo sano de esos medios, es decir... y en ese uso y trituración y destrucción de medioambientales, unos pocos generan bienestar para pocos, generan condiciones de vida para pocos, y a los demás los dejan, allí. Entonces, a eso, a este uso privado de recursos comunes, y a este enriquecimiento privado con recursos comunes, le vamos a denominar plusvalía medioambiental. Una plusvalía medioambiental que está acaparada en países grandes, en industrias o en propietarios privados. También se reproduce en pequeña escala en nuestros países: empresas mineras, etc. que usufructúan en menor escala esta especie de plusvalía medioambiental. Entonces, tú tienes como este concepto de Marx, de subsunción formal y de subsunción real, del proceso de trabajo al capital, tiene una extensión de subsunción formal y de subsunción real – subsumir es en alemán, ¿no? – de la naturaleza, y del medioambiente a la acumulación de capital, a la valorización de capital. En el sentido de Marx, no hay nada que escape a la subsunción, a la valorización de capital. La naturaleza también deviene un activo, la naturaleza deviene un activa.

Eso es la lógica de las negociaciones internacionales sobre el medioambiente con el mercado carbono, ¿no?

Pero manipulado, porque dicen “bueno, yo voy a seguir mandando la cantidad de toneladas de CO2 que me da la gana, y me voy a conseguir unos indiecitos en el Sur que me van a cuidar el

bosque”. Los voy a congelar, los voy a hacer que vivan en tiempos de la edad de piedra “en armonía con la Madre Tierra”, y tengo unas ONG para que les hagan creer de que son felices, de que están en el paraíso, sin telefonía, sin carretera, sin internet. Pero si lo cuidan, cuidan el medioambiente a nombre del que está lanzando CO2 en cantidades astronómicas al medioambiente. Eso es en el fondo los tales bonos de carbono, una manera hipócrita de lavar la imagen de unos, pero de continuar esta maquinaria de usufructo privado de recursos comunes medioambientales.

Y a invertir la responsabilidad, ¿no?

Claro, los de las comunidades. Y siquiera hacen caer, quieren deforestar para sembrar algo de yuca: “¡no! ¡Están destruyendo el medioambiente, están acabando con el paraíso del mundo! Y se viene encima toda la prensa, y se viene encima todas las ONG, y se viene encima toda la derecha para decir: “que salvajes, como van a destruir el medioambiente”, pero allí en las fábricas, o en las minas, siguen botando CO2 al medioambiente de una manera destructiva y catastrófica como lo estamos viviendo con el calentamiento global.

El peso de Bolivia en el calentamiento global es marginal, ¿no?

Nosotros, cada boliviano tiene 5 400 árboles, este es mi aporte al medioambiente, mi aporte per cápita al medioambiente... 5 400 árboles. Por cada boliviano que respira, exhala oxígeno y bota CO2, en la noche hay 5 400 árboles que botan oxígeno al medioambiente. Y en Europa... 100 árboles. No sé en Francia. En Alemania, 140 árboles. Cuando uno contabiliza de esta manera, que no es ortodoxa, el aporte per cápita a la protección del medioambiente, resulta que todo está desbalanceado. El aporte per cápita en el Norte o en países como, no sé, como Singapur o Corea es nulo frente al aporte que hacen otros países. Ahora, está bien, todo este esquema de uso depredador, de plusvalor, o de plusvalía medioambiental apropiada y expropiada por unos cuantos, estos mecanismos sutiles, o salvajes, de invertir la responsabilidad hacia los países menos desarrollados que van a proteger “el pulmón del mundo” mientras otros están en la fiesta continua de depredar la naturaleza y el mundo.

Claro. En este esquema, lo que me interesa es la posición de China, porque China se ha desarrollado un montón, incluso con capitales europeos y estadounidenses, y mantiene esta posición de que no tiene una responsabilidad mayor ella...

Sí pues

Lo que históricamente es más o menos verdad, pero que ha cambiado un poco.

Sí, pues, va a defender sus intereses y su propia acumulación. Está defendiendo con las armas que usaron todos los europeos y los americanos para defender su acumulación. El Norte no tiene autoridad moral para decir “no hagas eso”, quizás el Sur puede tener autoridad moral, pero el Norte lo hicieron por 350 años. Ahora, muy bien. Ahora, ¿qué tiene que ver esto con lo comunitario-social? ¿qué tiene que ver? En principio, hay un vínculo entre medioambiente u comunismo. Si hay algo comunista en el mundo, es el medioambiente, por definición. La apropiación privada del medioambiente es la causa del cambio climático, es la causa de las catástrofes ecológicas. El uso comunitario de los bienes comunes ambientales te abre una perspectiva distinta de sociedad. Y en el fondo, toda la reflexión moral que viene de los grupos de activistas, en el fondo apunta eso. No te dicen con la bandera roja “queremos el comunismo”, pero es otra manera de reencontrarse con lo común. Eso es lo lindo. Hay una especie de verdecimiento con nuevos lenguajes de la utopía común. No le llaman comunismo, le llaman lo que los da la gana, que no importa, uno no se va a pelear por los nombres. Entonces, esta pelea, este recurso común que exige una gestión común, es

decir que exige comunismo, que exige una asociatividad común para su administración común en beneficio común, es decir que te exige comunismo. ¿Qué tiene que ver con las comunidades ancestrales? Aquí decimos dos cosas. Las comunidades ancestrales, lo había estudiado Marx en los *Cuadernos etnológicos*, poco conocidos.

Yo aprendí que hay este texto cuando leí uno de sus libros

¿Y has visto la publicación? Un tomo de mil paginas

Está en la Vicepresidencia.

La comunidad rural, se dice. No tenemos aquí [*cherche le livre, appelle son assistant pour demander d'apporter le livre de Marx*]. Y entonces, las comunidades ancestrales, por la dinámica que estudió Marx con mucha claridad, apoyado en antropología de entonces, pudieron construir una relación, o un entendimiento mutuamente vivificante con la naturaleza, mutualmente vivificante con la naturaleza. En cierta medida, el ser humano, o la naturaleza como una prolongación inorgánica de la subjetividad colectiva. Y esto con una tecnología. El gran aporte de Marx, que va más allá de la etnografía, o de la antropología de entonces, que se dedicaron a estudiar el mundo simbólico de los pueblos antiguos en el que la naturaleza tenía rostro, tenía vida, y entonces lo reducían a un tema de espíritu, lo reducían a un tema de representación simbólica de las cosas. El aporte de Marx, que lo rescato, es: es una tecnología. Tu relacionamiento con la naturaleza como ser vivo es una tecnología productiva. Así como la comunidad es una tecnología de la escasez, en las comunidades ancestrales, y tiende a desaparecer cuando se amplían los bienes disponibles, y luego te hace reencontrar con la comunidad, pero ya no en escasez. Pero en principio es una tecnología para enfrentar la escasez, el asociarte, ¿no? Igual la naturaleza es una tecnología productiva. La relación viva, dialogante con la naturaleza, es una tecnología que te habilita recursos y que te permite la reproducción de estos recursos, y cumplir el ciclo agrícola. Los mayores proveen, los niños usufructúan cuando los mayores se vuelven viejos, los niños se vuelven productivos y devuelven lo recibido, dando a los mayores, el concepto de Meyassoux. Meyassoux estudió esta lógica.

¿Quién?

Claude Meyassoux. Un antropólogo francés que ya se murió creo. Esta lógica de adelantos, y de restituciones. Y en esta lógica de adelantos y de restituciones, la naturaleza entra, como un ser orgánico, como un ser vivo. Adelanta, te restituye. Tienes que dialogar con ella. Y tve ya luego, los temas rituales, simbólicos, que estudia la antropología, el dialogo con la naturaleza, las dadivas, las fiestas, las conversaciones, son simplemente el componente ideológico simbólico de un hecho material. La naturaleza tratada como ser vivo te permite reproducirte materialmente. Allí tienes algo, ahora nos parece sorprendente, y muy futurista, dialogar con la naturaleza, naturaleza es un ser vivo, no es un ser inerte, no es un ser muerto del que hay que simplemente sacar cosas y es infinito. No, es un ser vivo. Y si ese ser vivo, actúas de mala manera, ese ser vivo te va afectar también, y te va a responder también de mala manera.

Es lo que estamos viviendo

Esta lógica convivencial del ser humano con la naturaleza entendida como ser vivo – Madre Tierra, la madre está viva, y siente, y vive, y tiene dolores, y tiene molestias, y tiene enfermedades, pero también tiene cariños, tiene afectos, tiene protecciones.

[Une assistante apporte le livre]

Y entonces, cuando los “Modernos”, aunque se dice que nunca hemos sido modernos, nadie, pero la sociedad contemporánea, cuando se encuentra con estos problemas ambientales, y esta catástrofe provocada por sus actividades, cuando se encuentra con este tipo de relación dialogante de la comunidad agraria ancestral, campesina, la comunidad rural que pervive en muchos lugares del mundo, cuando uno lo ve en esa relación dialogante con el ser, con la naturaleza, ese encuentro vivificante, respetuoso, de intercambios, de dadas, de adelantos y restituciones, encuentre en ello una tecnología del futuro, una tecnología del futuro, digamos, que nos sorprende. En ese sentido, hay en esta convivencialidad ser humano-naturaleza de las comunidades agrarias un horizonte de futuro, una opción, una alternativa que permite decir: “frente a esta manera depredadora, destructiva, cosificada que nos está llevando a la catástrofe ambiental, este es una opción, una fuerza productiva de futuro. Allí está el poderillo. Allí se engarza, se engarza los comunismos. Este comunismo que estamos redescubriendo con nuevo lenguaje de los bienes comunes y de la gestión común de los bienes comunes y esenciales de la vida – el medioambiente y la vida – con este tipo de cooperativismo, de comunitarismo en la relación de una localidad con su medioambiente y con su entorno. Porque tú ves que, en las comunidades, esta relación con la naturaleza es individual, por supuesto familiar, pero es también es colectiva: los rituales, los cambios, los procesos metabólicos que tiene el campesino con la naturaleza es coordinada asociadamente, es discutida asociadamente. Por ejemplo, te pongo el caso: tú tienes tierras de pastoreo en la comunidad de Evo, él viene de un ayllu, de una comunidad. Era de pastoreo, y resulta que empieza a subir el precio de la quinoa. Y la tierra de pastoreo dónde han depositado sus necesidades durante años y décadas, los animalitos, está buena. Y entonces, es un excelente lugar para producir lugar que ahora tiene un buen precio internacional. Si fuéramos nosotros: “yo produzco lo que me da la gana, traigo el agua, le quito a quién sea, y listo, me enriquezco”. Pero, momento. Aunque la propiedad es de mi familia, el uso del agua, el uso de los ritmos de hasta dónde voy a expandir la quinoa, y donde no voy a expandir la quinoa, lo tengo que dialogar con el resto de la comunidad. Entonces, hay una práctica asociativa para el uso de un bien común. En este caso, la fertilidad de la naturaleza, acumulada durante doscientos años del pastoreo.

¿Después se comparten las riquezas?

No, eso no, eso no, porque es producción familiar. Eso es el límite, es el límite. Tienes asociatividad, tienes gestión común sin producción común, pero gestión común sin producción común y tienes una relación metabólica mutuamente vivificante entre ser humano, comunidad y naturaleza. Esto es una alternativa, es una opción. ¿Cuál es el límite de esto comunitario? Su localismo, que te estoy hablando de comunidad, comunidad, comunidad, comunidad, de 50, de 100 personas, y aquí también puede darse, y de hecho se da, reiteradas veces, la paradoja de lo común local descrita por Sartre, otra vez Sartre, no sé porque a mí me hante el día de hoy. Cuando relató lo que pasaba en China hace mil años, hay un relato en no sé qué libro de unas comunidades que, para hacer los cultivos en el cerro, hacían como terraplenes y terrazas, y al final de eso degradó el suelo e impidió que las aguas sean retenidas porque ya no había los árboles y luego vinieron las grandes inundaciones y entonces llevaron a todos. Acción común, comunitaria, acción común, comunitaria, acción común, comunitaria, pero al estar descoordinada de la otra, la acción común comunitaria destruyó a la otra acción común comunitaria. Y al final todos se destruyeron a sí mismos. Es una especie de contra finalidad hegeliano. *[interruption]*

El límite de esta gestión común de bienes comunes ambientales radica en su localismo. Y entonces hay algo de propositivo, hay algo de limitante en la gestión de lo comunitario. No se trata de decir: “Ah! el horizonte es las comunidades agrarias, no, porque las comunidades agrarias no pueden manejar lo común ampliado. Hay una pequeña semilla, pero limitada para lo estrictamente local.

¿Cómo gestionar lo común, ya no 200 familias, sino en 100 000 familias, en 1 millón de familias? ¿Cómo se gestiona? Allí no te dice nada, ya no puede, no hay experiencias en la comunidad agraria de una especie de barrera demográfica en la que pueda seguir funcionando lo comunitario. ¿Cómo imaginar sin embargo esta experiencia, en pequeñito te dice “es posible”? Ahora, nos toca a los contemporáneos cómo imaginar eso en una dimensión macro, encima de muchos países. ¿Cómo nos podemos de acuerdo los seres humanos para gestionar el medioambiente? Que no sea una decisión de las Naciones Unidas, de burócratas del fondo climático, de gobernantes de países ¿Cómo hacemos los seres humanos, que nos vemos involucrados? Eso es el gran reto del horizonte comunista. Hay potencialidades en lo actual. Hay potencialidades en lo ancestral que ha pervivido mutiladamente. Hay potencialidades. Pero lo que tenemos que hacer no es la repetición de uno ni del otro, tiene que ser algo distinto. Pero lo importante es de que uno encuentra dispersamente señas, alternativas, posibilidades.

¿Cuál es el papel del Estado en eso?

El Estado juega pues un papel temporalmente imprescindible para fijar, para fijar espacios, para delimitar espacios, para delimitar espacios, hay que buscar la palabra [pause]. Doy la vuelta. El Estado juega un papel temporalmente imprescindible para poner límite a este usufructo privado de recursos comunes. ¿A dónde está apostando el capital? A decir: “si, el medioambiente es, el medioambiente es planetario, perfecto. Entonces, su administración, es decir ellos, van a seguir usando, la administración tiene que ser igualmente planetaria. La Amazonas, Amazonia es el pulmón del mundo, y nos beneficiamos todos, perfecto. La Amazonia tiene que ser administrada por el mundo, y no por unos pequeños paisitos irresponsables que quieren hacer carreteras y destruirme el pulmón del mundo”. Y allí el Estado pone limite a esta, digamos, conceptualización pervertida de lo común bajo el orden capitalista. Claro, los bosques son comunes, hay que administrarlos comúnmente.

[dialogue avec son assistante qui entre]

Y está bien. Entonces si vamos a administrar todos la Amazonia, entonces también administremos todos la bolsa de valores de Londres. Administraremos entonces todo lo que se llama Wall Street, porque también eso afecta a todo el mundo, y administremos entonces todos los recursos petroleros que nos están afectando al medioambiente. ¿Por qué quieren comenzar con la naturaleza, con la Amazonia y con nuestros bosques como bien común administrado por todos, pero los recursos, sus cuentas bancarias, sus bolsas de valores, su circulación de capitales, lo siguen administrando privadamente? Este es la trampa. Este es la trampa de un pseudo universalismo de la administración de los bienes comunes

Eso podría ser, no sé, si una parte del capital del Norte iba directamente al Sur para proteger los bosques, ¿no?

Es más que eso. ¿Por qué tienen que entremeterse ellos? Quieren administrar un bien común, todos. Administremos todos, todos los bienes comunes. ¿Por qué solamente los bienes comunes que están en nuestro territorio, y no los bienes comunes que están en los otros territorios y frente a los cuales nosotros no tenemos ninguna posibilidad de influencia?

Pero en eso era interesante la iniciativa Yasuní, ¿no? Porque quedaba soberano en la gestión del fondo el gobierno ecuatoriano. Pero no alcanzaron, no dieron nada.

Era obvio, era obvio que no iban a ganar nada. Allí se mostró la hipocresía. Allí se mostró la hipocresía. Cuando se trata de afectar su dinero, ah no, no, no, hasta allí llegó el bien común, eso no es bien común, es mi bien privado. Cuando se trata de compartir el dinero, por supuesto que

allí no va a haber bienes comunes. Y aquí está la hipocresía. ¿Quieren administrar ese bien común? Entonces administremos el primero de los bienes comunes, que es el dinero, que ha resultado del trabajo de todos los seres humanos. Entonces, no, no, no. Bienes comunes: los que necesito. Y bienes privados: los que me pertenecen y me sirven a mí. Entonces, frente a eso, el Estado coloca una barrera, la soberanía estatal coloca una barrera. Que es lo que estaba desapareciéndose, estaba comenzando a desaparecer en los tiempos neoliberales aquí en América latina. En el tiempo neoliberal, toda América latina se llenó de ONG, de reservas y de parques.

Con una cooperación internacional super fuerte

En Bolivia, casi el 27 % del territorio se ha vuelto parque, en lo que va de 15 años. Y quién tiene que administrar el parque, con financiamiento del banco mundial, de unas ONG, se coloca a unos guardabosques y se dice, bueno aquí ya no entre el Estado, aquí no tiene que haber escuela porque puede afectar el medioambiente, por aquí no puede haber carretera porque va a afectar la biodiversidad única que existe en este lugar, y todo tiene que quedarse estático como si fuera la edad de piedra, bajo control de instituciones y de empresas transnacionales, extranjeras o transterritoriales. Frente a eso, aparece el Estado. Momento. Por supuesto que tiene que haber una transición hacia un universalismo. Es el horizonte comunista. Pero esa transición así, universalismo no puede ser universalismo, digámoslo así, selectivo. Es universal unas cosas, las otras son privadas. O todo es universal, o no hablamos de universal. Entonces, el Estado se coloca, se aparece el Estado soberano del siglo 21, en tiempos en que se decía que el Estado estaba desapareciendo, el Estado es un mecanismo de limitación de esta vorágine depredadora de recursos comunes. Y entonces el Estado asienta soberanía. Y el Estado dice “bueno, yo voy a usar de esta manera a mis bosques, mil millones de árboles voy a tumar, medio millón de árboles para producir alimentos para mi gente, y voy a construir una carretera para comunicar esta zona con esta zona, y voy a cuidar el medioambiente, voy a sembrar arbolitos allá, y voy a hacer que no haya producción agrícola. Pero es el Estado él que va definiendo el tipo de uso que se va a ir dando al bien común. Esta guerra planetaria con miles de intereses es lo que hemos vivido nosotros con el tema del Tipnis. El Tipnis fue el escenario no visualizado, no anticipado entre nosotros, de toda esta trama, de toda esta trama compleja cuando se cruzan empresas extranjeras, fondos ambientales, intentos de control transnacionalizados de recursos, papel de la Iglesia, papel de las ONG

¿La Iglesia también se metió?

Por supuesto. Y la necesidad del Estado de crear espacios mínimos de soberanía que impidan esta transnacionalización de recursos comunes medioambientales, que se puso de moda durante toda la etapa neoliberal, especialmente aquí en el Sur.

Hablando del Tipnis, escuché en otras entrevistas, ya hace un mes que estoy haciendo eso, escuché que había una alternativa que consistía en hacer un ferrocarril dentro del parque.

O en el núcleo del parque, atravesar por abajo, un túnel de 15 metros, o hacer un puente de 15 kilómetros. Sí, las tecnologías pueden ser validas, pero en el mundo entero hay carreteras en parques. En su país, debe haber carretera en un parque, y eso no genera ocupación por campesinos para producir y destruir el medioambiente. Puede haber carreteras. Y allá dónde está el núcleo, donde hay mayor diversidad ecológica, o haces un puente, o haces un túnel, para que haya paso de animales de un lugar a otro sin que sean afectados, sin que sean pisados

¿Y eso lo consideró el gobierno?

Claro.

También he escuchado este mes que Ud. había lanzado un proyecto de transición energética en el país.

Energía atómica...

Si, y energía hidroeléctrica, ¿no?

Energía atómica en primer lugar. ¿Cuál es nuestro concepto? Energías alternativas muy caras para nosotros, pero igual caras, para el mercado interno. Estamos avanzando con parques eólicos, parques solares, geotermia. Termoeléctricas e hidroeléctricas para exportación. Una gran inversión para generar recursos que diversifique las fuentes de ingreso del país para salir de la dependencia y para mejorar sus condiciones de vida. Y en paralelo, como tercer eje, involucrarnos dentro de la investigación de energía atómica, por fusión de átomos. ¿Por qué nos interesa la fusión de átomos? De aquí a veinte años, o a treinta, es muy costoso generar el calor, el plasma para unir los átomos de deuterio y de tritio que te dan energía, pero ¿por qué nos interesa los bolivianos? Porque uno de los átomos que se usa. El deuterio sale del oxígeno, del H₂O, agua procesas, sacas oxígeno, y obtiene deuterio, y el deuterio se junta con el tritio y te da energía, y energía caliente, agua genera vapor y vapor te da electricidad. El deuterio sale del oxígeno del agua abundante y barata, el tritio, que es el otro átomo que se usa para la fusión atómica, viene del litio, es un isótopo del litio. ¿Y dónde hay mucho litio? En Bolivia. Entonces, ¿Quiénes tienen que usufructuar de ese litio? En promedio, usando todo el litio del lavo del salar de Uyuni, tendrías para darle electricidad 350 años a todo el mundo. Estoy exagerando, pero allí está una fuente de valor, y nosotros que tenemos el 30 o el 40 % del litio del mundo, ¿Cómo no vamos a tener científicos, investigadores, y ser partícipes de lo que de aquí a 20 o a 25 años va a ser la fuente de generación de electricidad, que es la fusión de átomos? Es energía ecológica, es energía barata, es la que se produce en el sol, que eso puede derivar otro tipo de estudios militares no es nuestra intención, lo importante es la producción de energía para venderle al mundo

¿Pero no van a producir con fisión nuclear?

¿Qué?

Porque hay la fisión.

La fisión nuclear, eso no, es muy costoso y muy peligroso.

La fusión es mejor, pero igual se ve complicado llegar hacia encontrarlo, ¿no?

Sí, pero lo haremos en 20 años, no importante 30, pero vamos a llegar. Y cuando llegemos allí, nosotros seremos partícipes en pequeña escala de los conocimientos.

¿Y respeto a las energías renovables, no hubo transferencia tecnológica?

Es muy costoso, todo tenemos que pagar.

¿Tienen que pagar la propiedad intelectual?

Todo, pagamos. El tal fondo verde funcionará los burócratas. Aquí estamos sustituyendo el gas para consumo doméstico, tenemos que comprar, todo tenemos que comprar. Toda aspa, todo panel solar lo estamos comprando con recursos del Estado.

¿Y sin ninguna ayuda internacional?

Solo el mercado ahorita ayuda, porque ha rebajado el precio de algunas energías alternativas, pero el resto es puro blablá, puro chacoteo.

Quizás una pequeña palabra sobre el grupo La Comuna, que ha sido, por lo que he visto, que ha sido una de las fuentes mayores intelectualmente de lo que ha pasado, pero que se ha dividido más o menos.

El grupo Comuna tuvo la virtud de saber leer el tiempo, de tener las herramientas intelectuales para entender el nuevo tiempo que estaba emergiendo en el país. Porque hace entonces, como predominaba en la Academia, en las investigaciones, en el debate político, en los medios de comunicación, tema de pactos democráticos, cultura democrática, sistema de partidos, gobernabilidad y todas esas tonterías que estaban de moda antes. Y era Sartori, Dahl, Bobio. Cuando emerge la sociedad civil, cuando emerge los sindicatos, las comunidades, la *plebe* urbana, no había herramientas para entender eso. Consideraban como una especie de abrupto, irracionalidad temporal. Y en cambio, el grupo Comuna que somos personas que provenimos de distintas corrientes: nacionalistas, nacionalismo marxista, más Luis Tapia, un anarquismo marxista de Raúl Prada, una lectura más culturalista de Coqui, un marxismo más ortodoxo, el mío, mezclado con indianismo. Entonces, cada cual tenía su propia experiencia, pero teníamos, primero, una actitud contestataria a lo vigente, y herramientas intelectuales y académicas fuertes, primero para desmontar toda la liturgia conservadora neoliberal, y en segundo lugar de desmontarla porque no entendía Bolivia. Había adoptado superficialmente modas extranjeras. Y en segundo lugar, brindaba herramientas lo que estaba pasando con la irrupción de los movimientos sociales y, en cierta medida, ayudaba a virar un poquito más allá de lo que podría pasar. Eso fue la virtud, y por eso pequeño grupo de cuatro personas de izquierda casi, casi marginales, comienzan a tener una influencia. Y otro elemento que ayudó era que teníamos un programa de televisivo, el Pentágono, que era un programa que tenía tres veces a la semana, de análisis político.

Como lo hizo el Pablo Iglesias después...

Anticipadamente, teníamos un programa que se analizaba, se analizaba la coyuntura. De hecho, en el caso mío, más la gente me conoció por el Pentágono que por mis libros, porque era un lugar, en un horario estelar, a las nueve de la noche, después del noticiero, te ponías a hablar de la actualidad, de debatir con gente, con invitados. Eso fue calendo. Tuvimos el programa 3 años y medio. No es poco. Eso también ayudó a irradiar ciertas ideas. Pero lo importante es que ayudamos a ampliar lo que estaba surgiendo de la propia base, temas como la Asamblea constituyente, temas como nacionalizar los hidrocarburos o no, fueron temas que comenzaron a ser debatidos por las propias asambleas, por las propias movilizaciones. Como que el programa, el programa, digámoslo, de transformación, no emergió del partido, ni de la universidad. Emergió de estas sublevaciones plebeyas, y lo que hacía Comuna era articularlo de mejor manera, mostrarlo en paquetacito. Pero nuestro aporte no era inventar, era brindar herramientas para entender lo que pasaba, y lograr empaquetar con potencialidad hegemónica los que estaban avanzando. Y este... seguimos escribiendo hasta el año 2007, 2008, pero ya, ya desde el 2005 las cosas se pusieron muy complicada.

¿Por qué venían de corrientes distintas?

Porque además teníamos cosas que hacer. En el caso mío, yo daba clases, tenía mi programa de televisión y, desde que salí de la cárcel, yo viajaba a las comunidades, viajaba a los sindicatos. Raúl tenía su grupo de lectura. Y como era un momento intenso, cada vez... Luis militaba en el MSM, el partido MSM de Juan del Granado, y también tenía actividad política. Ya en 2005, antes de ser gobierno comenzó a languidecer Comuna. Porque Comuna eran libros, y eran reuniones semanales en la Alianza francesa. Se reunían 200 personas cada sábado, cada jueves creo, o ¿cada martes? Se me ha olvidado. Pero ya en 2005, como cada cual estaba en lo suyo, estuvo por languidecer, o él que mantenía allí, Oscar Vega, y él pudo jalar Comuna hasta el 2006, hasta el 2007. Pero ya venía

bajando, ya venía bajando, porque cada uno de nosotros había asumido una función política más activa.

Y eso impide más o menos seguir...

El mismo ritmo. Luego vino la Asamblea constituyente, Raúl se vuelve viceministro, eso es 2008, 2009, y deja de ser viceministro. Allá se pelea con nosotros, tomó otro punto de vista, pero no es el momento de ruptura de Comuna. Ya es la culminación de un declive, porque las personas que estábamos allí, teníamos, estábamos ya involucrados en otro tipo de actividades que las consideramos más importantes. Pero cada cual desde donde estuvo, seguía escribiendo, seguía reuniendo gente, armando...

Así que seguía el trabajo intelectual.

Sí.

Y todavía Ud. publica libros y también está vinculado con la universidad, no, con jóvenes

Sí, intentamos mantener las conferencias, las reuniones, los debates, por supuesto, sí, en distintas universidades del país.

¿Y también hay un vínculo orgánico entre unos ministerios, unos gabinetes y la universidad o no?

No, es más personal.

De individuo a individuo.

Sí, ahora ¿Cuál es la lección de esto? Que para que haya una victoria política, que transforme el Estado, previamente siempre hay una victoria cultural. En ese sentido, Gramsci tenía razón. Tuvo que haber una victoria en los sentidos comunes, en los esquemas lógicos de entender el mundo. Y sobre eso se dio una fuerte victoria política. Hasta allí Gramsci. Pero luego, Gramsci es insuficiente. Si no hay una victoria política militar contundente contra tu adversario, tu victoria cultural se disuelve. Eso no lo pudo ver Gramsci. Tienes que derrotar a tu adversario. Lo tienes que desorganizar. Y eso es un hecho de fuerza política, y de fuerza militar. Allí tenía razón Lenin. Y después de eso, otra vez la lucha cultural, otra vez Gramsci, hasta que venga otra vez Lenin.

En una alternancia.

La hegemonía, la diferencia para Gramsci: guerra de movimientos o guerra de posiciones. Y uno la asignaba a Oriente, con una sociedad civil gelatinosa, y para Occidente una guerra de movimientos porque una sociedad civil fuerte. No tiene razón Gramsci.

Quizás un prejuicio europeo.

Guerra de movimientos, guerra de posiciones, guerra de movimientos, guerra de posiciones: eso es lo correcto. O Gramsci, Lenin, Gramsci, Lenin. Irradiación cultural, nuevo sentido común, nuevos esquemas ordenadores del mundo. Tienes que pelear allí, y ganar. Pero eso se vuelve insostenible si no hay una victoria política y militar sobre tu adversario. Desorganiza tu adversario materialmente, y luego, eso es Lenin, la toma, y luego vuelve a reconstruir tu batalla cultural porque allí se puede volver a reconstituir la fuerza opositora y, más tarde que temprano, volverá a volver otra confrontación. Entonces, es guerra de movimientos y guerra de posiciones, guerra de movimientos y guerra de posiciones. Es como una especie de ley universal. No es que una región una y otra región otra. No, en todos los lugares las dos tienen que venir combinadas.

Pero para eso hay que tener apoyos también dentro de la sociedad civil, ¿no? Para hacer la guerra de posiciones y la guerra de movimientos.

Por supuesto. ¿Por qué la asociación Comuna? Comuna fue parte de los aparatos, de las estructuras culturales, junto con los sindicatos, junto con otras dirigentes, junto con otros académicos, que lograron en un corto plazo, no más de 5 años, debilitar todas las trincheras ideológico-culturales, poner en duda y revolucionar el sentido común prevaleciente, e introducir otros ejes ordenadores del mundo. Eso fue el primer paso necesario e imprescindible para una victoria política electoral, para una victoria política militar después. Si no hubiera existido esto, era imposible una victoria política.

¿Militar en un sentido metafórico?

No, en un sentido jacobino del término.

De tener el apoyo de...

De hecho de fuerza. De hecho de fuerza. De hecho de fuerza. Le he llamado el momento jacobino, o robesperriano. Toda revolución tiene un momento de fuerza, que quizás no corra sangre, pero donde todo lo que acumulaste como apoyo, legitimidad, se pone al frente y lo que se mire ya no son discursos, lo que se mire ya son fuerzas. Fuerza de un lado, fuerza de otro lado. O se enfrentan, o uno capitula. Eso nos pasó a nosotros y conoces lo que ha pasado en Bolivia. 2008. Golpe de Estado. Congreso constituyente. Masacre del porvenir. Movilización militar y social para enfrentar a los grupos separatistas. Un mes. Un hecho de fuerza. Antes victoria electoral, antes movilización de masas, antes transformación de los esquemas mentales, pero hay un momento de fuerza. Porque el Estado, al final, descansa en última instancia en fuerza. Y si haces cambiar el Estado, cambia la cultura, cambia el sentido común, cambia la correlación de fuerzas, pero tiene que haber un momento en que cambies la fuerza, constitutiva del Estado. Si no haces eso, no tienes Estado, eres un mero administrador de Estado, pero no tienes un nuevo Estado.

Porque hay que tener control sobre su administración.

Es lo que aprendí. Comuna ayudó a ello. No fue el único, pero fue el grupo, digamos, más visible de irradiación cultural, de irradiación de nuevos parámetros interpretativos que ayudó a lo que la sociedad civil, los sindicatos, en las marchas, en los bloqueos de los caminos, estaba construyendo. Entonces, cuando se dan las elecciones, ya había otro sentido común. Había una crisis. Eso fue decisivo. Había una especie, una apetencia de nuevas creencias, y sin esa apetencia de nuevas creencias, es imposible el cambio político. Comuna estuvo allí, jugó el papel necesario en su momento, el momento necesario, pero luego perdió la inclinación porque había demandas de gestión del Estado, de otro tipo de tareas, también culturales, pero que ya requerían otro tipo de aparatos, y no este aparato, o esta estructura más laxa, ¿no? Así yo vería Comuna: cumplió su papel. Ahora, se pasa la siguiente página.

Entretien 6 – Esperanza Martinez, responsable d'Acción Ecológica, Quito, 12 janvier 2015

Dans une petite rue discrète, les locaux d'Acción Ecológica abritent un groupe de volontaires, jeunes pour la plupart, au sein duquel un enthousiasme assez général semble régner.

Esperanza Martinez est incontestablement la figure centrale de ce groupe vis-à-vis duquel elle dispose manifestement d'une autorité claire.

La critique écologiste qu'elle produit contre le gouvernement la place en situation d'opposante à Rafael Correa.

He leído un libro de Ud. sobre la iniciativa, ya es una manifestación de apoyo a la iniciativa. Pero yo quería saber más sobre lo que hizo acción Ecológica durante el proceso mismo: ¿Cómo apoyó, si apoyó, no sé?

A ver, si quieres te cuento, digamos. Una gran parte de la historia está recogida en el libro, ¿no? El tema es que, para nosotros, la idea de no sacar crudo y de crear lugares, de tener experiencias de no sacar el crudo, siempre ha sido algo fundamental. Eso ha estado en la agenda de acción Ecológica prácticamente desde su constitución. Nosotros siempre hemos intentado abrir espacios, lo que nosotros le llamamos territorios libres de petróleo. Y claro, áreas protegidas siempre ha sido una oportunidad intentar reforzar las medidas de conservación, porque sería lógica que en un área protegida no se saque petróleo. O si no territorios indígenas en donde, basado en el principio de que los indígenas tienen la capacidad de tomar decisión sobre su territorio, se podría también avanzar hacia tener territorios libres de petróleo. Cuando subió en acto el gobierno, se abrió esta opción de llevar la iniciativa hacia escenarios institucionales, y la iniciativa empezó a correr como, digamos, el gobierno, cuando la adopta, la adopta con algunos mecanismos que son propios, ideas propias del gobierno, y una de ellas es la más importante. Yo diría que hay dos o tres ideas desde el punto de vista institucional, después te digo lo que pensamos en la asociación. Desde el punto de vista institucional, lo que ellos hacen es adoptar la iniciativa, pero no como una decisión total, sino como una suerte de competencia entre la idea de los que quieren sacar el crudo, y los que no quieren sacar el crudo. Y lo que hace el gobierno es establecer un monto de compensación para no sacar el crudo y poner a competir: si no sacamos el crudo, alguien nos compensa, si no sacamos el crudo con cuidado ambiental. Ese es el modelo, que es un modelo propuesto por el presidente, y que pasa después a ser conocido como el plan A y el plan B. Adicionalmente a esto, para poder hacer viable el plan A, el gobierno intenta varias modalidades de crear, de manejo económico de lo que serían las contribuciones. Entonces, se establece una cosa que se llama un fideicomiso. Este fideicomiso dura mucho tiempo en consolidarse, porque tiene muchas posibles lecturas, ¿no? Y al principio se piensa que puede ser un fideicomiso que se puede llevar al nivel nacional, y de hecho se intenta uno con la corporación financiera. Después, que eso no es muy viable, porque es muy costoso la administración de un fideicomiso de esa manera y porque no ofrece garantías para los contribuyentes. Entonces se pasa en esta modalidad del fideicomiso ligado al programa de las Naciones Unidas. Sobre esta idea del fideicomiso, hay distintas, distintos, digamos, actores que tal vez en tu tesis puede ser interesante que reflexiones. Hay una iniciativa que es propuesta sobre todo por Carlos Larrea, que después no esté muy desarrollada. Yo creo que originariamente, es muy interesante. Porque él, originariamente, digamos, porque él pasó después a ser parte de la...

De hecho, voy a encontrarlo esta tarde

Claro, él cuando pasa a ser parte de la estructura oficial, él no necesariamente da seguimiento a esta parte inicial. Por eso me parece interesante que la tomes. En la parte inicial, en lo que planteaba, es que se puede crear un fondo de fideicomiso en donde, tú vives solamente con los intereses del fideicomiso, y él corre una serie de modelos matemáticos para demostrar que es posible, con un fondo determinado, es posible, si tú utilizas los intereses, es posible tener lo que para el Ecuador eran los ingresos usuales del petróleo. Entonces, el primer modelo es nosotros vamos a tener un depósito de dinero, y no vamos a gastar el capital, pero solo vamos a usar los intereses, y con los intereses vamos a desarrollar las actividades que se supone, se debían desarrollar con el petróleo. Ahora, entre el 2007 y el 2013, pasan varían cosas que creo que es bien importante que las tomes en cuenta, en la sociedad. Todavía no me voy a la sociedad civil. Todavía estoy hablando de lo institucional. La primera cosa que pasa es que entramos en un proceso constituyente y tenemos una nueva Constitución. Y esa nueva Constitución propone un cambio teóricamente de raíz al modelo económico. Pretende que el modelo económico debe respetar a la naturaleza quién esa demás sujeta de derechos, ¿no? Esto pasa entre el 2007 y el 2008. Entonces, se refuerzan algunas medidas de conservación de áreas protegidas. De todas maneras, hay esta ambigüedad de todas maneras el gobierno insiste en que tal vez si quiere explotar áreas protegidas, y mete unas modalidades de gobierno para poder debilitar las medidas de conservación y las medidas de la Constitución, es meter excepciones. Entonces, la excepción no es otra cosa que decir “está prohibido explotar en áreas protegidas, *pero* excepcionalmente, si el país lo requiera, una serie de requisitos, se podría explotar. Entonces, bueno, la primera cosa que ocurre es esta Constitución. En esta Constitución, ¿qué eran los determinantes de un punto de vista institucional? Tres cosas. Uno: que el modelo se llama ahora *Sumak Kawsay*, pero no solamente es un nombre, es un modelo económico que debe y que prioriza la naturaleza por sobre el crecimiento, sobre las ideas tradicionales del crecimiento y del progreso [*répond au téléphone, interruption de l'entretien*].

La Constitución que debía tomar el *Sumak Kawsay* que era una apuesta distinta, una crítica al modelo tradicional del desarrollo y del crecimiento económico. El segundo es la plurinacionalidad que implicaba el reconocimiento de un país plurinacional. El tercero, los derechos de la naturaleza. Eso es una cosa institucional muy fuerte. Otra cosa muy fuerte a nivel institucional, creo yo, o sea que influyó lo institucional, es, digamos, el petróleo empezó a crecer mucho en términos de costos. Entonces, parecería ser que el Ecuador tenía que entrar en una dinámica de ampliar sus zonas de extracción y de explotación, una fiebre que pocas veces se había vivido en el país. Entre el 2007 y el 2013, se duplicó el territorio nacional sometido a explotación petrolera. Eran 5 millones de hectáreas, pasaron a ser 10 millones de hectáreas. Y eso obligaba a desdecir de lo que se había planteado en la Constitución. Entonces, eso destapó una serie de contradicciones legales, fuertes, digamos. Eso es la segunda cosa que pasó como importante al nivel institucional. ¿Qué más? También a nivel institucional, pasaron varias cosas que uno puede leerlas así un poco con pinzas. Y es que de una estructuración del gabinete con una presencia de la izquierda más o menos importante a inicios del gobierno, en 2007, se fue teniendo un tránsito hacia una derechización del gobierno. Entonces, por ejemplo, una señal muy fuerte en términos de una inclinación hacia la izquierda en el gabinete era justamente Alberto Acosta, que es una persona reconocida de izquierda, que estaba encargado del ministerio de petróleos. Pero claro él fue desplazado por ingenieros petróleos, así sucesivamente, hasta que él que toma la mayor parte de las decisiones de explotación, es un exfuncionario de la empresa Texaco, que es el señor Wilson Pastor. Entonces, la derechización no es solamente una derechización ideológica, sino que es una derechización en el

sentido de una renuncia a las apuestas de cambio, porque al principio estaba un economista y se intentaba buscar gente que había sido cercana a los movimientos sociales, y se pasó a gente que había sido trabajador histórico de las empresas petroleras. Eso en todos los escenarios, en todos los escenarios institucionales.

Durante este periodo, seguía la iniciativa también al nivel internacional, ¿no?

Claro, al nivel internacional seguía la iniciativa, porque para el gobierno, cuando lanza la iniciativa, sume una serie de compromisos. Algunos son formales, otros son igual muy pesados, muy diplomáticos, no tan formales pero diplomáticos. El presidente compromete la iniciativa ante las Naciones Unidas, y aun cuando siempre da señales contradictorias, y siempre torpedea la misma iniciativa, no puede desmontarse tan fácilmente de la iniciativa. Las primeras cuestiones que hacen los equipos que constituyó el gobierno son cuestiones a alto nivel, nivel parlamentario, nivel de gobierno. Entonces, no puede retractarse tan rápidamente y lo que hace es entrar que yo describo allí en el libro, un proceso totalmente esquizofrénico, de declarar, de ir construyendo una responsabilidad de los donantes, decir la iniciativa falla, pero una serie de medidas que le hacen perder credibilidad a la iniciativa. Entonces, esto es una cosa que parecería tomada con calendario humano, con una especie de péndulo humano. Si un día yo digo que la iniciativa es importante, se mantiene como prioridad, la siguiente día entrego la licencia ambiental en el mismo parque Yasuní. Un día yo digo que nuestra prioridad que no se explote, me voy a la OPEP, propongo el impuesto en la OPEP. Al siguiente día, me bajo, en este caso era a Indonesia, Malaysia, Tailandia y les abro y les digo que vengan a estas mismas zonas en donde no vamos a explotar. Entonces, es una cosa que es leída con una esquizofrenia pero que uno lo puede entender porque así es la política que básicamente consiste a satisfacer con señales a ambas partes. Los petroleros tenían señales de que el proyecto petrolero continuaba, y las sociedades ambientalistas o ecologistas tenían señales de que podía continuar. Entonces, esta idea del plan A y el plan B se mantenía con este tipo de medidas.

¿Y así que, dentro de la iniciativa misma, Ud. ha intentado, como asociación, como ONG, ha intentado pesar sobre las orientaciones del gobierno o no?

Cuando la iniciativa empieza en 2007 al 2013, lo que sucede es que hay varios equipos que se constituyen. Hay un primer equipo que es un equipo que está asentada en la cancillería. Hasta ese momento todavía se mantienen diálogos, y en esos diálogos es posible algún tipo de influencia, contactos. Nosotros trabajamos mucho acogiendo contactos con parlamentarios.

¿Esto es con Fander Falconí?

Es una mezcla. Está primero María Fernanda Espinoza, y después Fander Falconí. Se volvió una papa caliente para la cancillería, pero de todas maneras hay un dialogo, la sociedad no es parte directa, interna, pero hay un dialogo. Se hacen contactos, se invitan parlamentarios, se hacen cartas, se forman asociaciones para apoyar la iniciativa. Debo decir que hay una primera fase, una primera, primera fase, en donde la iniciativa nace en el ministerio de petróleos

De Acosta

De Acosta, pero eso dura muy poco, después pasa a la cancillería. Después... antes de la cancillería, déjame pensar. Primero está en el de Acosta, después tiene un tránsito super chiquito en la vicepresidencia, un tiempo muy corto en la vicepresidencia, y aquí todavía podíamos intervenir bastante de hecho. Nosotros, recuerdo que organizamos, yo no sé si tú has visto esta imagen que dice "Yasuní vive", que es una imagen hecha con personas. Es una cosa que organizamos como

sociedad, y allí está el vicepresidente, una de las personas que están en esa foto es el vicepresidente, Alberto Acosta, y mucha gente de la sociedad.

¿El vicepresidente que todavía está?

Lenin Moreno. Lenin Moreno que además tenía como característica y condición ser de Rocafuerte, el centro poblado más cercano al Yasuní-ITT. Entonces, de aquí pasa a Petroamazonas, después pasa a la cancillería, y en la cancillería se queda allí por un tiempo largo. En la cancillería, también tiene varios equipos. Hay un primer equipo donde está un economista que se llama, se me fue el nombre. Hay varios equipos. Un segundo equipo, el primero, el primero, digamos

Con Fander Falconi, María Fernanda

Claro, pero yo estoy pensando en el equipo técnico.

Carlos Larrea ha sido todo el rato, ¿no?

Casi siempre ha estado cercano Carlos Larrea. Pero hay un equipo aquí en donde les nombran a Roque Sevilla y a Yolanda Kakabadse. Y entonces, nosotros nunca estuvimos como sociedad directamente parte de la iniciativa, porque nosotros ya empezamos a tener algunas contradicciones en el concepto de la iniciativa. Y aquí voy a hablar de la sociedad.

Claro, pero justo una pregunta. Por ejemplo, Yolanda Kakabadse ya, ella venía de la sociedad civil, ¿no?

Eso fue nombrado por la cancillería. O sea, ella no fue nombrada por la sociedad civil. Ella fue decidida por el gobierno. El gobierno decidió.

¿Pero no era como un punto de contacto?

Si y no, digamos. O sea, igual habría sido cualquier persona, nosotros habríamos seguido colaborando, pero ella venía. Lo que hace el gobierno es intentar afincarse en un ambientalismo mucho más de mercado, digamos, que es Yolanda y Roque.

Con la WWF

Claro, claro. Quienes habíamos realmente trabando en la construcción de la iniciativa, en la promoción, en el trabajo, éramos nosotros. Nosotros venimos de la ecología radical. Nosotros, obviamente. Digamos, hay muchas contradicciones.

¿Y tenían ya oposición con Yolanda Kakabadse?

Históricamente nosotros hemos tenido posiciones distintas. Yo dialogo mucho con Yolanda Kakabadse, no tengo personalmente ningún conflicto con ella, me cae bien. Pero no tenemos la misma línea, entonces en este transito la iniciativa adquiere varios problemas para nuestro punto de vista. Una que intenta ser colocado en el mercado de emisiones, en los mercados de carbono. Y para nosotros ese es un error de fondo. Porque nosotros apostamos a no sacar el crudo. La mercancía con la que estamos trabando se llama petróleo. Pero ellos lo que hacen es crear una equivalencia al carbono. Y entonces ellos dicen “es más o menos lo mismo”, a nosotros nos decían “pero porque se gusten tanto, es lo mismo, solamente estamos buscando una contribución”. Nosotros: “no es lo mismo, no queremos que se reconozca esta el marco de que una cosa que estamos combatiendo”. De hecho, cuando nosotros propusimos la iniciativa, propusimos, nuestro primer objetivo era desmontar los mercados de carbono que se estaban creando alrededor del cambio climático. Si para nosotros es una cosa fundacional, el tema del carbono, en cambio ellos lo veían como una oportunidad de lograr algunos recursos.

¿Y eso pasó como en el 2009?

Esto pasó en el 2009, claro, sobre todo cuando entra este grupo, que hace una gestión espectacular. Yolanda Kakabadse es muy eficiente, y Roque Sevilla también. Hacen una serie de corridas nuevas matemáticas, Carlos Larrea les ayuda en esto, que son básicamente, lo que ellos hacen es construir la equivalencia entre del petróleo con el carbono para entrar en lo que son los mercados voluntarios de carbono. Porque esto no puede entrar en el mercado formal del carbono, pero sí en el voluntario, y quería crear una nueva forma de mercado voluntario con la que nosotros estamos en contra. Pero bueno, nosotros hemos seguido y seguimos siempre apoyando porque de todas maneras nosotros pensábamos que nosotros no queríamos que se explote el petróleo, de todas maneras, más allá de las negociaciones económicas. Para nosotros, la causa de no sacar el petróleo tenía efectos locales fuertes: proteger pueblos aislados, evitar la contaminación. De todas maneras, nos inscribimos en que no se saque el petróleo. Pero hemos hecho muchos documentos muy críticos a esa traducción que se hace del petróleo por mercado que nos parecía que esto era como un gran error. Entonces, esa siguió, en este tránsito hasta 2009, el presidente entra en crisis y les bota a todos, y les bota así de una manera super grosera.

Si, después de Copenhague.

Si, después de Copenhague. Porque en Copenhague, todavía estábamos intentando sacar una declaración, como sociedad esta vez. Nosotros como sociedad le apuntábamos en Copenhague sacar una declaración para que la no explotación del crudo se vuelva un objetivo internacional. Y nosotros le apostábamos a una cosa que nunca se consolidó, que es abrir una nueva lista de los países anexo 0. Anexo 1 son los que tienen que tomar obligaciones. Anexo 2 no. Nosotros decimos: Anexo 0, que son los que, evitando que salga crudo, evitan emisiones. Entonces, ellos deberían tener algún tipo de trato preferencial, porque de todas maneras son esfuerzos importantes que hacen los países.

Nunca se consolidó. ¿Pero Acción Ecológica estuvo allá?

Claro, estuvimos allá, en Copenhague.

¿Y con que ONG estaban trabajando?

Digamos, nosotros siempre trabajamos con el escenario de la sociedad civil, que son los grupos de cambio climático. Somos una voz crítica dentro de esos grupos tradicionales. Y otras redes que hacen incidencia como la red del Tercer Mundo. Entonces, el rato que entre en crisis este grupo, lo que hace el gobierno es pasar la gestión a un siguiente equipo, que está liderada por Ivonne Baki.

¿Pero entre ambos hay María Fernanda Espinosa de nuevo o no?

Sí, pero es como, realmente una papa caliente. O sea, no sabían quién se va a hacer cargo, nuevamente ella, es una papa caliente.

¿Y eso frena el proceso, según Ud.?

Yo creo que sí. Yo creo que sí. Porque quienes habían desarrollado la estrategia de comunicación y de trabajo habían sido Roque y Yolanda. Además, porque ellos se mueven en el medio ambiental muy bien. Yolanda tiene treinta años de trabajar en escenarios internacionales muy reconocidos. Ahora es presidenta de WWF. Ellos saben de qué están hablando. A pesar de que no seamos en la misma línea, ellos entran en el medio ambiental de manera muy eficiente. Entonces, allí se crea un vacío, digamos, y después le encargan a Ivonne Baki. El encargo de Ivonne Baki es casi una provocación para los ecologistas.

¿Cuál era su recorrido antes?

Ivonne Baki es una persona con la que los grupos ambientales estuvimos siempre una tensión muy fuerte. Ella fue ministra de comercio e integración de Lucio Gutiérrez. Ella siempre había estado alrededor de los escenarios de diplomacia nacional. Pero claro ella era lo que se puede llamar la lobista más importante de Texaco.

¿Hasta este punto?

Claro, ella era lobista de Texaco. Ella trabajó en la embajada de Ecuador en EE-UU, en Nueva York. Recordé, mandó una carta para decir que ya, Texaco resolvió todo con su acuerdo de liberación de responsabilidades, y hacia siempre negociaciones, sentaba, lograba intentar un arreglo de los conflictos que había con la Texaco. Pero además Ivonne Baki tiene una pésima reputación nacional también, por haber tenido unos casos económicos feísimos con concurso Miss Universo, cosas de estética.

¿Con qué?

Ella organizó un concurso Miss Universo y se hizo montones de plata... una cosa absurda. Lo más grave de ella es que era una persona que venía de una trayectoria cercana a las empresas, ¿no? Entonces, de todas maneras, nosotros no acabamos de romper relaciones con Ivonne Baki, a pesar de que denunciemos que es un acto de provocación, pero nosotros no rompimos con la iniciativa, porque nuestro punto es, mientras la iniciativa exista, vamos sostener.

¿Siempre ha sido la posición de Acción Ecológica?

Siempre, nuestra posición siempre ha sido: mientras exista la iniciativa, la sostenemos. Y establecemos cualquier tipo de posiciones diferenciadas, digamos. Ivonne Baki hace una serie de gestiones, también. Ivonne Baki cambia de estrategia. A ver. Debo decir que el grupo anterior, el grupo Yolanda Kakabadse, Roque Sevilla – asiente su estrategia hacia parlamentos, sobre todo, hacia gobiernos. Parlamentos y grupos gubernamentales, o grupos de incidencia gubernamental, distintos grupos en EE-UU, en Canadá, en Alemania, en Europa.

¿También con regiones no?

Sí, pero más bien gobiernos. Cuando entra Ivonne Baki, ella hace un giro y empieza a buscar un sector más bien empresarial.

Vi que Total y L'Oréal...

Y la Coca-Cola. Y entonces, frente a estas dos estrategias, siempre colocamos, nuestra propuesta como sociedad siempre fue, y nosotros, nosotros siempre responsabilizamos el gobierno de roles, de estrategias, en ambos momentos. Porque nos parecía que la estrategia no podía hacer enfocarte en gobiernos que de todas maneras están atados a la industria petrolera, o gobiernos en donde el grupo de lobistas de la industria petrolera es tan fuerte. Entonces, nuestro punto es nosotros no podemos ni siquiera ir a Noruega. Noruega no va a querer hacer una contribución, a pesar de sus compromisos con la conservación. Una contribución a una iniciativa que afecta al petróleo, a no sacar el crudo. Peor con el sector empresarial. Todas las empresas están dependientes del petróleo por cualquier razón. Toda empresa tiene algo que ver con el petróleo. Cuando hay una crisis con el petróleo, hasta L'Oréal está afectada. Porque materia prima, transporte. Entonces, nuestra estrategia era dirigirse hasta las sociedades. Nosotros, cuando pensamos en la iniciativa, nuestra propuesta era que el gobierno saque a la venta simbólica el petróleo para que la sociedad pueda hacer una contribución para que ese crudo quede en el suelo

¿Pero esta posibilidad ya existía desde el principio de la iniciativa, ¿no?

Si, pero nunca, no. El tema es que esa posibilidad, porque nosotros la presionamos mucho. Nosotros llamamos a decir “yo creo hacer una contribución” para presionar a que se abre esta opción. Y esta opción nunca tuvo garantías para los contribuyentes. De hecho, yo di muchas contribuciones y este dinero no me lo han devuelto, porque no hay manera de que te devuelva. La verdad es que era muy complicado. La verdad es que es verdad que es muy complicado. ¿Cómo pueden devolver el dinero a tres millones de personas? Solo la transferencia bancaria de devolución cuesta más que los cinco dólares que he prestado. Era muy difícil. Nosotros sabíamos que era muy difícil. Lo que queríamos es que sea muy difícil y con no puedan echarse para atrás. Nuestra estrategia era mucha gente dando contribuciones y el gobierno con un problema de no poder devolver, y una razón más para. Porque devolver iba a ser más caro que lo que recibieron digamos.

¿Así que hicieron también campañas nacionales e internacionales para qué?

Para que la gente pueda dar. Pero el gobierno, lo que hizo fue enfocarse o en los gobiernos, o en las empresas, y dio garantías.

¿Y no en las ONG?

No.

Por ejemplo, las grandes como Greenpeace. O sea, tienen dinero ellos.

Ellos se enfocaron en que esas organizaciones hagan lobbies a los gobiernos o a las empresas para que las contribuciones sean más importantes. Entonces, se creó en el fideicomiso un régimen por el cual solamente pueden recibir devolución los que han hecho contribuciones por encima de los 100 mil dólares, por ejemplo. O sea, si hiciste una contribución, después se bajó, después fue hasta 20 mil.

50 mil yo creo.

Entonces, si tú hiciste una contribución de mil, entonces eso no te pueden devolver

Pero, de hecho, lo han hecho.

Ahora están en un plan. El problema es que lo que se volvió difícil para el gobierno, es esto de la sociedad, porque es esto que le abre conflictos. Por eso, nosotros apostamos a esta. A nosotros no nos importaba que el gobierno de los EE-UU de 100 mil dólares, sino que 10 mil personas dieran lo que sea, 1 dólar, porque ya 10 mil personas vigilantes y comprometidas con la zona. Entonces, nosotros nos enfocamos hacia allá que era una campaña con pocos resultados económicos, pero con mucho resultado político.

Sí, ¿pero para Ud.? ¿Para su organización?

¿Para nosotros qué?

Tuvo resultados políticos, ¿pero favorables para quienes?

Claro, no pues. El tema es que la capacidad de incidencia, a ver, son varios temas y hay una tercera cosa que debo plantear antes de esto. O sea, la idea era crear un escenario nacional e internacional que reforcé la idea de no sacar el crudo. Para el gobierno, la idea, el foco siempre fue o dinero, o sacar el petróleo. Y poco a poco, a medida que pasaba el tiempo, fue más sacar el petróleo que inclusive dinero. ¿Por qué razón? Porque pasó una tercera cosa y me olvidé en el escenario

institucional. No me acordaba cual era, aparte de la Constitución, los precios del petróleo, hay una cosa muy importante, que es la entrada en el escenario de China. China necesita la materia prima, necesita petróleo. Y el Ecuador empezó a asumir varios compromisos con China, varios préstamos. Y China negocia muy bien, y Ecuador negocia muy mal. China negocia prestamos de muy corto plazo, negocia prestamos que se pagan con petróleo.

¿Que se pagan con petróleo?

Realmente, eso se llama venta anticipada de petróleo. Entonces, comprometes 100 mil barriles para los dos próximos años. Entonces, a medida que pasaba el tiempo, la estrategia del gobierno, tú decías el plan A es dinero, el plan B, a ver el plan A es dinero, el plan B es el petróleo. A medida que pasaba el tiempo y que, por ejemplo, el primero grupo, el primer grupo, el del Fander... el del Roque Sevilla y la Yolanda Kakabadse, llegaron a tener 1700 millones comprometidos de gobiernos. Que era bastante, según los primeros escenarios de Carlos Larrea, eso era más que suficiente.

Porque normalmente era 3 mil quinientos millones de dólares, ¿no?

Claro, pero eso estaba inflacionado, porque si tú valores al precio actual del petróleo, eso era mucho más, porque el petróleo bajó precio, depende de que estas hablando, si el petróleo sube, si el petróleo baja, si estás hablando de dinero a precio actual. Mil dólares ahora, es mucho más que mil dólares después de 20 años o de 25 años. O sea, los mil dólares ahora, si te recibes en efectivo, y tu juegas con eso, inviertes, es más que mil dólares devaluados después de 25 años, en donde ya todo subió de precio. Entonces, el tema es que, en el plan B de petróleo. El tema es que eso se fue cada vez más importante, inclusive más que esto, porque había compromisos con China.

¿Eso a partir de qué año?

Yo diría que antes del 2009, lo que deberías hacer es un registro de los préstamos con China.

¿Pero eso pesó más que la relación con los EE-UU?

Sí, sí, sí. Pesó más. EE-UU no pesaba tanto, tal vez pesaba más Europa, porque hemos ido en todo este tiempo, en estos últimos cinco años, es que todo está enredado. Tú ves que pasa con eso. Pesaba más y entonces tu tenías un petróleo que se volvía indispensable, por los préstamos. Pero no le veas a los prestamos solo como prestamos, sino como una ubicación del Ecuador en una nueva geopolítica mundial en donde China se vuelve como un aliado clave, no solamente es porque estamos debiendo tantos barriles de petróleo. Es un problema, porque si no explotamos, no tenemos como pagar eso. Pero es además porque estamos en una nueva geopolítica en donde nos vamos alineando a China. Entonces, cada vez esto se volvió más importante. Entonces, cuando, digamos, para ponerle una fecha dentro de tu investigación, digamos cuando estamos en el 2013, 2012-2013 ¿Cuál es el escenario institucional dentro del gobierno? ¿Cuál es el escenario político, geopolítico, digamos, dentro del gobierno? Tú tienes que hay dos grupos que están en permanente conflicto. Tú tienes un grupo tradicional, económico, los grupos, un grupo económico tradicional que son los grupos que hay en todo el mundo, que está alineado al sistema financiero, no sé qué. Este grupo empieza a jalar una serie de relaciones y de contactos con la UE. De hecho, negocian el tema del acuerdo de libre comercio, y también medidas con EE-UU de preferencias arancelares, y así demás. Entonces, este grupo tiene personas claves. Yo le voy a colocar a una.

¿Como Ivonne Baki?

¿En qué grupo estará? Yo creo que estará en este grupo, sí. Pero en este grupo está una persona clave que se llama Natali Celi. Natalia Celi es la mano derecha del gobierno, en el buen sentido de la palabra, ¿no? Es la mano derecha que está en la derecha. Entonces, ella se va de embajador a EE-UU, ella es una persona super fuerte, era una de las personas más fuertes del gabinete, porque ella está muy ligado a los sectores de poder económico que lo sostiene al gobierno. Porque los gobiernos, ya en esas alturas del gobierno, todos sabemos que no se sostiene por discursos y por el pueblo le apoyo. También, el pueblo que le apoyo es importante, pero se sostiene sobre todo por las relaciones económicas internas de poder, que permiten que gobierne o no gobierne. Entonces, ya es muy importante, ya se va a EE-UU y con ella empieza a haber un trabajo como muy sistemático de negociación del tratado del libre comercio, de negociaciones de las preferencias arancelarias, de todas estas negociaciones económicas

De libre comercio

De libre comercio. Entonces, aquí hay varias actores que son muy importantes. Y uno de esos actores son los alemanes. Aquí están, no sólo, pero están los alemanes. Y hay unos actores que son bien conflictivos, un poco conflictivos. Me imagino que uno es Venezuela, otro es Irán. Entonces, el gobierno tiene que manejar. Siempre da una señal a unos, y a otros. Siempre va a enviar una señal a ambos lados

¿Aquí está Venezuela?

Aquí está China. Dentro del sector de China, aquí tenemos. ¿Qué es lo que hacen ellos? No solamente los préstamos, no solamente los contactos, etc. Los préstamos de China son super interesantes, porque los préstamos de China. China negocia, te da dinero, solo a los proyectos que ellos mismos ejecutan.

Si, me explicaron eso en la embajada francesa.

Son fantásticos, son increíbles.

Pero Europa hizo eso también.

Pero toda la vida, claro. No es que sean distintos. Pero en todo caso, porque estás viendo China creando hegemonía en la región. Este fue una región en donde la hegemonía siempre ha estado, siempre hemos sido el patio trasero de EE-UU, e indirectamente de Europa. Pero bueno, China. En China está aquí una persona clave que es Glas, que es el vicepresidente.

¿Otro vicepresidente?

El nuevo. Jorge Glas. Entonces, Jorge Glas tiene una agenda super clara. Jorge Glas es pro minero, Jorge Glas es pro petrolero, pro represas, y allí tú empiezas a ver como cada vez hay más presencia china. Entonces, en Ecuador ahora, nosotros podríamos hablar sin ningún temor a equivocarnos de que vivimos un monopolio de China en petróleo. Tú dices, pero cómo, pero si está Jeep, está Repsol, está allí Banjo. No es verdad que estén. Repsol, le vendió, o sea, en ese bloque, la segunda empresa que es la que está haciendo las inversiones es la Nomeco que ya se compraron los chinos, o sea la operación está en manos de los chinos, en el bloque donde está una empresa española, es todavía como una pantalla la española. Allí Banjo fue comprada por los chinos. La Jeep está siendo negociada por los chinos. El petróleo de la empresa nacional, que es Petroamazonas, es comprometido con los chinos, o sea los chinos controlan la producción y también el petróleo. Y finalmente, lo que es importante, y casi nunca nadie le pone atención, es el tema de las empresas

de servicio. Porque uno siempre piensa en la petrolera solamente en empresa. Pero una empresa es un cascarón. Lo importante es quién tiene el taladro, quién hace la carretera, quien vende los tubos, quien, eso es lo importante. En eso también tienes una preponderancia china impresionante. Entonces, ese es el escenario actual, en 2013.

¿Y para Ud. no hay diferencia en la explotación entre las empresas estatales y las empresas transnacionales? ¿O entre Petroecuador, Petroamazonas y las otras empresas?

O sea, ¿en qué sentido? En la empresa estatal, había, sobre todo antes, una característica interesante, que es que tú tenías trabajadores, y hablar con los trabajadores y conseguirte información. Y que tenía un poco menos de controles para poder acceder a los lugares, digamos. Tenían menos estrategia de enclaustramiento, de hacer, pero ambientalmente es igual de mal. Tampoco es que sea peor.

Petroamazonas dice que va a explotar más...

Eso es completamente absurdo. Yo pensé que me ibas a decir que podía ser peor que las europeas, las nacionales, no mejor. O sea, ni mejor, ni peor, igual de mal. Tal vez hasta un poco peor, porque, digamos, porque gozan de más impunidad. Las empresas nacionales gozan un poco más de impunidad porque es del Estado. Entonces, el ejército va a llegar más rápido cuando es un conflicto con operación nacional. Pero igual con las transnacionales, tampoco es que... Las transnacionales siempre venden su imagen de que son mejores: no es verdad. Pero la Petroamazonas es una porquería. Nosotros acabamos de hacer un informe sobre Petroamazonas que te puedes encontrar en la página web. Porque nosotros, lo que decidimos hacer, pero ya en la época más reciente, es hacer un inventario de los conflictos de Petroamazonas, porque dicen que van, que Petroamazonas va a operar, entonces vamos a ver que está haciendo Petroamazonas. Yo siempre me encantaba dar estas, cuando me entrevistaban en esta época, el 2013, yo siempre decía Petroamazonas va a operar en el Yasuní, en el IIT. Petroamazonas es una empresa que, cada mes tiene un derrame grave, por lo menos. Hay algunas zonas, la zona de Chuchufín, y que ahora tiene a su cargo Petroamazonas, tú tienes un promedio de cuatro derrames al mes. Pero es la Petroamazonas de ahora. ¿Por qué ellos dicen que van a tener otra práctica?

Dicen que tienen nuevas tecnologías.

Que apliquen en donde están. Donde están es una operación desastrosa. Ahora, ¿Por qué es desastrosa la operación? Si es verdad que ellos heredaron las operaciones de Texaco en muchos casos, y eso es una infraestructura que es una porquería. Pero también es verdad que en muchas de las zonas donde ellos operan, que nunca operó Texaco, o sea que siempre solamente fue las empresas nacionales, son la vergüenza del país, como dice el campo libertador. Entonces, solo hacer esta afirmación puede ser barbado. Y nosotros estamos barbados. Uno, Petroamazonas es una buena empresa, vamos a probar. ¿En dónde Petroamazonas opera Petroamazonas más cantidad de petróleo? Chuchufindi. Chuchufindi. ¿Cuál es el balance de la operación? Zero a la izquierda, una porquería. Pero, bueno, ellos pueden decir: "eso era de Texaco". Nos vamos al campo libertador: nunca fue Texaco. ¿Cuál es la operación? U asco, o sea hay un juicio aquí, o sea es un desastre ambiental.

Pero hay un nuevo campo.

En Pañacocha. Entonces, vamos a Pañacocha, que es la que ellos presentan. Pañacocha tiene tres partes de la historia. La primera parte de la historia es que ellos empezaron a operar en Pañacocha y entraron con una violencia a la gente, la gente aún recuerdo la violencia con la que ellos

empezaron, porque allí no hubo una consulta, ni respeto a las decisiones de la comunidad. O sea, fue impuesto con militares. Eso es lo que se llama el conflicto de Pañacocha y del Cuyabeni. En esta zona, entró la empresa y se metió plata. Yo estuve el día en que fueron a ofrecer así, plata, tenían un cheque gigantesco que decía 21 millones, porque ahora el dinero se va a revertir en la comunidad, pero claro tú ¿qué haces con 21 millones? Tú no puedes poner gallinas, chanchos, arreglar tu casa. ¿Tú eres economista?

Entiendo algo.

Si eres economista, sabes que así no funciona la economía capitalista. Con 21 millones, solo puedes hacer un aeropuerto, unas carreteras, una central térmica. Porque para poder sacar tanto dinero, tú necesitas de unos planes de inversión, de gestión, de empresa, la contraparte, la estructura. Entonces, ¿qué es lo que se hizo en Pañacocha? Primero, se entró con gran nivel de contradicción con la comunidad. Después, se metió mucha plata en la comunidad, para que la gente esté tranquilita. Pero aún saben en que se metió. Y segundo, se empezó a hacer una operación dentro, a puertas cerradas, al estilo de las antiguas transnacionales; Entonces, tú no tienes registros de derrames, no te dejan a entrar a ver. Pero, ya ahora, a estas alturas, ya hay información de denuncias de que ya han tenido allí varios problemas. No es que sea tan limpia. Ahora, ellos sí entre sus 21 millones, sí arreglaron el escenario, lo que tú ves. Si tú vas, vas a decir “wahoo”. Porque a uno le impresiona las cosas, como estas cosas artificiales. Entonces, allí lo que hicieron que lo llamaron la aldea del milenio, unas comunidades que es la cosa más horrible que hay. Son unas casitas blancas como esos suburbios gringos, todos igualitas, con un patiecito así donde te ponen las plantitas, y están teniendo que sostener las plantitas más o menos cada mes, porque allí vienen las hormigas, las hormigas te borran todo, es una porquería. Nadie quiere vivir en estas casas. Ellos decían que van a hacer, así como esta aldea, en toda la rivera cuando se desarrolla el Yasuní, lo que nosotros hacíamos en la época de la construcción, nos jalamos un pedazo de pared para que la gente vea en donde van a vivir. Eso es un modelo de construcción que se ha experimentado en algunos países de América latina. Dicen que es un modelo recomendado para las zonas templadas. Tienes un flex y, exactamente un dedo de cemento, lado y lado, para tapar el flex: calentísimas, insoportables. La gente era feliz, porque cuando les vendieron la idea de la caza, les decían: van a tener cuerpos de bomberos, van a tener teléfono, van a tener televisión por cable. ¿Qué es lo que está pasando? La televisión por cable, te imaginas la sociedad de consumo, así en sus peores expresiones, sociedad de consumo. Es horrible. El cuerpo de bomberos, yo no entendía para que servía, después entendí, y ha sido por el tipo de accidentes en este tipo de construcciones. Porque las casas no se queman. Son horribles, son unas casas espantosas, pero que se ven blanquitas y bonitas. Al principio, la gente se ilusionó. Pero hoy, vas y las casas están vacías. Porque la gente no puede vivir allí. La gente indígena vive con su chaca, tiene sentido de que. Te vas a dentro del monte, tienes tu chaca, trabajas allí. Allí está prohibido que tengan animalitos, solo pueden tener uno. La gente vive con sus animales. Entonces, fue un ejercicio de aculturación para construir la estampa, absolutamente violenta. Entonces, tú vas y dices: “eso es una buena operación”. No te dejan entrar dentro de los pozos, te dejan solamente entrar este campamento, hay una persona que acaba de decir que parece campos de concentración. Son horribles. Las escuelas son rodeadas de cercas, se creó toda esta idea de la escuela allí. Y para que esta escuela tenga niños, se cerraron las escuelas de las comunidades, cuando desde hace cincuenta años, la pelea de los indígenas ha sido tener escuelas en sus propias comunidades para que los niños se eduquen en su propia lengua. Ahora, se cerraron esas, para que haya alguien que vaya a la aldea del milenio. Claro, mucha gente no va. No les manda los hijos, porque a veces hacen dos horas de canoa, y es mucho tiempo. Menos mal que no les manda, digamos, porque después de tener la escuela, la casa, la cerca, o sea vives un proceso de aculturación violenta. Y claro no termina pensando: ¿por qué hicieron cosas tan malas? Es porque

esta es una estrategia de desalojos de tierras, sacando a la gente de las comunidades, podían seguir haciendo operaciones dentro. Pero bueno, la gente no se dejó. Hay mucha gente que no ha salido. Sigue siendo un problema. Sigue siendo un conflicto, entonces, tienes...

¿Pero también hacen visitar los pozos, ¿no?

Los pozos, siempre, tú cuando vas a un pozo, tú tienes una cosa que es la estación petrolera. En la estación, nunca vas a encontrar, en ningún caso, ni en los de la Texaco, vas a encontrar problemas dentro de la estación. Los problemas siempre están atrás de la reja.

Dale.

Atrás de la reja, tú tienes las piscinas, todas estas operaciones se mantienen con piscinas. No es verdad que no tengan piscinas de desechos. Y al lado de las piscinas, tú vas a encontrar un tubito, así, que se llama collo de ganso, que manda los desechos al río. Pero este campo de aquí, en donde tú tienes las casitas, las flores, el arbolito, esto hay en todas las empresas. El problema es que te vayas a la parte de atrás. Entonces, cuando uno va, lo que hemos logrado que vayan periodistas, a veces nosotros hemos logrado de una manera meternos, te dicen: “no, atrás no hay como ir, porque es peligroso, y porque...”. Entonces, presentar esta cara es posible, entonces ¿qué haces? Vas acá, y ves el proceso es limpio, no ves el patio trasero. Eventualmente, puede ser un poco más limpio, porque eventualmente estas piscinas, antes eran piscinas sin revestimientos. Ahora, tienen revestimiento, claro. Antes, las piscinas no eran muy grandes. Ahora, les hacen un poco más grandes. Entonces, ¿qué significa? Que solo cuando llueve mucho, mucho, mucho, el agua se va. Esta agua les pone en una especie de cerco, para que, si se vaya de la piscina, tiene otro lugar para contener, digamos.

Pero este campo es como un poco lo que va a inspirar la explotación del ITT, ¿no?

Claro, eso va a inspirar la explotación del ITT, pero tienes varias cosas que no cuaja para el ITT. Para el ITT, hay unas cosas que no cuajan por varias razones. El ITT tiene tres problemas. Uno, tiene un crudo de mala calidad, es más pesado. Entonces, porque tiene un crudo más pesado, ellos necesitan meter el crudo de Pañacocha al ITT. Entonces, necesitan hacer el doble de tubería, una de entrada, y una de salida, ¿ya? Entonces, eso es el doble de riesgo. Y el crudo más pesado, además el del ITT tiene mucha agua, mucha agua. En el subsuelo, tú no sacas solo petróleo, tú sacas una mezcla con agua, gas y demás.

Y hay que separar.

Hay que separar. Pero esa relación de aquí se calcula que es 10 a 1. 1 de petróleo, y 10 de agua. Entonces, la pregunta es: ¿Dónde vas a poner los 10 de agua?

¿En unas piscinas?

No, ellos dicen que los van a llevar acá

¿Por los oleoductos?

Por los oleoductos. Pero también dicen que van a reinyectar. No hay claridad. Unas partes dicen que van a reinyectar aquí, en otras partes dicen que los van a llevar acá. Ahora, llevar acá es un problema, porque tienes que transportar todos los desechos. Pero el problema que hay es que el subsuelo tiene una capacidad de recibir desechos, pero no es ilimitada. Tú no puedes meter, es como que te metan agua o jeringa, no, no. Un poquito, pues. Un antibiótico, pues. Pero ahora meterte diez veces, o sea meterte, si hay un millón de barriles de petróleo, meterte 10 millones de

barriles de agua, es que es difícil calcular eso. Yo una vez intenté hacer un cálculo. Y el cálculo era es como si metieras todo el río Amazonas, todo el río Amazonas en el lugar de desembocadura, durante tres horas, en un pozito. Es imposible, es absurdo. Entonces, ¿Qué es lo que pasa? Lo que pasa es que cuando uno hace el intento de meter esto en un yacimiento, el efecto que suele pasar es que tu metes y esa agua va a volver a salir en otro río. Porque los yacimientos no son homogéneos. Va por aquí, se mueve, eso también pasa en el cuerpo humano. Uno mete aquí demasiado y te sale una burbuja acá. Entonces, el agua. Y la tercera cosa es que Pañacocha es una zona de tierra firme. El ITT es una tierra inundable. Cuando tú tienes zonas inundables, tienes que hacer una suerte de operación offshore. Es más complicada la operación, técnicamente es más complicada. Entonces, Petroamazonas, no puede aplicar una tecnología offshore, offshore, digamos para simplificarlo. No tiene donde meter la cantidad de agua, y para poder transportar ese crudo que es más pesado, necesita muchas cosas complicadas, aparte de meter crudo liviano, necesita lugares de calentamiento de crudo, necesita energía, para calentar el crudo. Necesita ocupar la zona de una manera intensa.

¿Y la energía viene del propio petróleo?

Dicen que viene del propio petróleo, de la quema del propio petróleo, pero la verdad es que yo leí hace no mucho un informe que decía que viene también (*inaudible*).

(répond au téléphone)

Pero, bueno, ya nos pasamos a todo ese tema de la tecnología. Entonces, hay varios informes que nosotros hemos hechos que valoran justo este tipo de operación.

Dale.

Eso, y entonces es inaplicable que vaya a manejar la misma, y por otra la misma no es buena. Si es la misma, sería bastante asqueroso.

¿Y Ud. también es responsable de Amazon Watch?

No.

Porque me dijeron de hablar con Ud. de Amazon Watch.

No, porque ellos saben que he trabajado muchos años en este. Tenemos relaciones de cooperación si quieres, pero.

¿Con qué ONG – hay Oil Watch, Amazon Watch – pero con que otras ONG ambientalistas tienen contacto?

Digamos, por distintas razones, de alguna manera con todas las que están interesadas, pero así de una manera permanente, no sabría decirte.

Yo encontré a la responsable del CEDENMA.

CEDENMA, sí. Por ejemplo, con CEDENMA. Es que, sobre este tema, todas las organizaciones han estado históricamente a favor de no sacar el crudo. Pero la diferencia con la mayoría es que nosotros un trabajo local, y también un trabajo internacional. Por distintas razones, hemos estado con todas, hemos coordinado con muchas organizaciones internacionales, porque la idea de no sacar el crudo era de una manera hacer escuela para que en otros países no sacan el crudo.

Sí. ¿Y para Ud., este principio, porque todavía existe el principio,

Sí, de hecho, lo vamos a sostener

Y eso ha sido difundido más con esa iniciativa.

Sí, sí, eso ha sido fantástico.

Es probable es que, al contrario, no hubiera trabajado sobre esto.

Claro, la verdad es que el rol del gobierno al haber aceptado la iniciativa fue muy importante. Porque una ONG tiene un tope hasta donde puede alcanzar a difundir una iniciativa. Otra cosa es que, si estás en las redes ya más institucionales, de gobiernos. Durante una época, todas las cancillerías, todas las embajadas hacían acciones, ruedas de prensa, o sea eso es una cosa que se volvió un tema internacional muy importante.

¿Según Ud., es posible reproducirla, esta iniciativa?

De hecho, se está reproduciendo con distintas características, pero sí se está reproduciendo ahora. En el escenario nuestro, como Oil Watch, eso no era la primera iniciativa de parar el crudo. De hecho, nosotros tuvimos un primer éxito chiquito en Costa Rica cuando se decidió no sacar el crudo. Y en muchas comunidades, se había logrado evitar que salga el crudo. La diferencia de este caso es que aquí era un montón de petróleo, y era una cosa que podía ser estatal, que era mucho más importante. Porque en otros casos, tú logras que Sarayaku no saque su petróleo, pero poquito. Sobre todo, lo logras cuando es poquito petróleo. Y en muchas comunidades, se ha logrado eso. Si es poquito petróleo, tú logras torcer el brazo a los gobiernos, y a evitar que saque el petróleo. Pero aquí, era mucho.

¿En Sarayaku también hubo un fondo?

En Sarayaku, hubo una sanción de la, establecida por la CIDH, y ha habido muchas contribuciones de la sociedad para.

¿Pero quién estableció el fideicomiso?

¿Cuál te refieres? ¿Al último que establecieron?

No, al de Sarayaku, yo escuché que un economista, que era jefe de gabinete de Correa, había imaginado un principio similar a lo que fue después el fideicomiso.

No sé, no sé cuál será. O sea, yo sé que se estableció uno por las medias cautelares, y que ellos también recibían contribuciones para proyectos locales, y claro se volvió una experiencia super exitosa, de cómo poder lograr el desarrollo local, de comunitario, sin que medien las contribuciones que las empresas dan por el mismo petróleo. Porque en todas las zonas afectadas, se supone que las empresas establecen su fundación de desarrolla social. Pero si tú te das una vuelta por lo que es realmente las zonas explotadas, tú ves que son las zonas más pobres, con los peores indicadores. Digamos que las empresas suelen dar contribuciones a las comunidades, pero las empresas dan contribuciones que son fáciles para las empresas y que normalmente son bastante absurdas. ¿Qué es lo que hace una empresa cuando llega a una comunidad? La cancha, la casa comunal, a veces el centro médico, y las latrinas. Entonces ¿qué es lo que tienes en las comunidades? A veces, varias canchas, o una cancha, pero es una cancha que está lejos de donde la gente trabaja, es una cancha ligada solamente al centro poblado. La gente no vive en centros poblados. En todo caso, la cancha. Un lugar lleno de coloradillas y arenillas. Hay varias casas comunales normalmente, porque la empresa que le sigue va a ser otra casa comunal, y a veces pueden tener hasta tres, y las casas se vuelven bodegas, e igual con los centros médicos. A veces hay centros médicos, pero no hay

médico, porque la empresa se va llevando, queda la bodega. O sea, lo que hacen las empresas, en vez de invertir realmente en un desarrollo comunitario, es un montón de infraestructuras que se vuelve bodegas. Y las latrinas son chistosas, porque los pasas a la otra (*dialogue avec quelqu'un qui arrive*).

Para volver al principio de la entrevista, el principio mismo de no explotar al crudo, de dejarlo, viene de la sociedad civil, no viene de la academia ni del gobierno, ¿no? ¿Pero, en qué década? ¿Los noventas?

Yo creo que es una historia larga, es una historia larga de resistencias, de comunidades que van buscando de que manera se protege esas resistencias, y cómo lograr una institucionalidad, aunque sean pequeñas estas resistencias. Por eso te mencionó el caso de Costa Rica, por ejemplo. En Costa Rica, las comunidades indígenas no quieren que se saque el petróleo. Se logra una declaración del municipio. El municipio hace incidencia y logra que el país lo respete. Y así hay muchísimos casos, digamos. Ahora, razones para que las comunidades no quieran el petróleo, también hay otras tantas. Todas las van a ser donde están explotando el petróleo. Normalmente, cuando esta disputa de no querer sacar el petróleo, y sí querer sacar el petróleo, siempre gana el "sí querer sacar el petróleo", porque está ligado a intereses económicos muy fuertes, que logran determinar a los gobiernos, y sobre todo a sus fuerzas armadas, digamos. Aquí se hizo una propuesta, un camino, en la concepción misma, en el modelo. La diferencia con ese modelo del Yasuní-ITT, es que hubo un modelo donde se empezó a hablar de una contribución internacional, para compensar gastos. Eso nació en 2005, eso nació en el 2005, en la idea de crear sinergias entre convenio de biodiversidad, y el convenio de cambio climático.

¿Y eso nació en su ONG?

Si, eso fue presentado por Oil Watch en Montecatini. Claro, ¿por qué? Porque Montecatini, se iba a discutir cómo íbamos a proteger áreas protegidas. Era una reunión donde ambas partes se reunión, entonces decíamos, si ambas partes tienen un escenario, y entonces allí salió la idea de la contribución. La contribución no había salido antes, el encontrar que la sociedad se comprometiera. Eso es lo nuevo, de esto a los casos históricos de resistencias.

¿Y por qué no funcionó según Ud.?

Yo creo que era una estrategia. Es lo que te decían acá. A ver, yo creo que, para recoger fondos, es difícil. Tú necesitas una estructura institucional muy compleja. Un fideicomiso que funcione, un fideicomiso que dé garantías, un país que dé garantías, y un sistema por el cual puedes recoger dinero, digamos. Paypal no sirve para todo el mundo. Cada vez, a medida que pasa el tiempo, va a servir más yo me imagino. Creo que la iniciativa, todavía no está preparado el conjunto de la sociedad a movilizarse, a ir a un banco, y hacer una entrega. Todavía no había esos canales. Pero creo que aparte de lo difícil, hubo un error de estrategia en del gobierno. Primero, se enfocó en gobiernos, después en empresas. Y al haber dejado a fuera a la sociedad. Y la manera de dejar fuera la sociedad fue, no haciendo campañas directas hasta la sociedad, ni creando formas en que la sociedad pueda contribuir, pero no sólo eso, sino también maltratando y alejándose de la sociedad. Porque esto ha sido un ejercicio de maltrato a las organizaciones de la sociedad. Sobre todo, de aquí, pero de todo el mundo. O sea, ha sido un ejercicio en donde se trató de salir del escenario sociedad. De todas maneras, creo que los pocos éxitos que hubieron en términos económicos terminan dependiendo de la sociedad: de los grupos de alemanes que hacían los vínculos parlamentarios.

Pero igual Alemania retiró su promesa, ¿no?

Alemania retiró su promesa, bueno, y ahora peor. Alemania retiró su promesa, ¿por qué? Porque los lobistas empresariales fueron más fuertes. El Niebel venía de un escenario mucho más empresarial. Entonces, ellos podían dar dinero, pero no para no sacar petróleo. Entonces, esto va a ser al futuro mucho más posible e importante. Si tú haces un seguimiento a cómo terminamos superando el racismo, hasta ahora no superamos, pero es un proceso, digamos, es un camino super complejo. Este ha sido un paso complejo, pero, de todas maneras, yo creo que no es que no ha funcionado, yo creo que ha funcionado muy bien. Y un ejercicio de que ha funcionado muy bien es que por ejemplo en Ecuador, que es un país petrolero dependiente, más de 80 % no quiere que se explote el Yasuní. Entonces, en términos educativos, ha funcionado super bien. Y en términos de reconocer que es la sociedad la que va a hacer las diferencias, que no son las empresas, que no son los gobiernos. Siempre será la sociedad. Pero, necesitas en algún momento que la sociedad te cree caminos, ¿no? Si no, no se puede.

Y la última pregunta para Ud.: ¿tiene formación académica de economista?

Yo soy bióloga. Y ahora, soy bióloga y después de los derechos de la naturaleza, me hice abogada, para ver que va a pasar con los derechos. Pero soy fundamentalmente bióloga.

Inventaire des sources

Liste des entretiens

Equateur – janvier 2015

Lieu	Date	Nom	Poste	Durée
Paris	19/09/2014	Ramiro Noriega	Ancien Ministre de la Culture	1h10
Paris	29/09/2014	-	Responsable de l'Ambassade équatorienne à Paris	
Paris	07/10/2014	Corinne Morel-Darleux	Conseillère régionale Front de Gauche – Région Rhône-Alpes	0h50
Paris	09/10/2014	Christelle Chatrian-Gomez	Responsable Equateur Quai d'Orsay (depuis 2013)	0h37
Quito	06/01/2015	Jorge Ellis	Responsable programme Sciences Naturelles UNESCO à Quito	Non enregistré
Quito	07/01/2015	Natalia Greene	Responsable réseau CEDENMA – membre de l'équipe technique de l'initiative	0h42
Quito	08/01/2015	-	Responsable diplomatique français à l'Ambassade de Quito	Non enregistré
Quito	08/01/2015	Anaïs Roesch	Service de coopération et d'action culturelle Ambassade de France à Quito	0h38
Quito	09/01/2015	Gabriel Jaramillo	Responsable programme environnement du PNUD à Quito	0h34
Quito	09/01/2015	Olivier Dangles	Représentant IRD à Quito	1h00
Quito	12/01/2015	Esperanza Martínez	Responsable Acción ecológica	1h00
Quito	12/01/2015	Guillaume Fontaine	Chercheur à la Flacso – Quito	1h44
Quito	12/01/2015	Carlos Larrea	Responsable équipe technique de l'initiative	1h05
Quito	13/01/2015	Alberto Acosta	Economiste, ex-Président de l'Assemblée Constituante (2008)	1h05
Quito	13/01/2015	Matthieu Le Quang	Ex-chercheur à la Flacso	0h55
Quito	14/01/20015	Mark Thurber	Gérant Général Entreprise Walsh	0h39

Quito	19/01/2015	Yolanda Kakabadse	Membre de l'équipe de négociation Sevilla	0h40
Quito	20/01/2015	Katy Betancourt	Dirigeante femmes CONAIE	0h18
Quito	20/01/2015	Roque Sevilla	Dirigeant équipe de négociations (mi-2008-2010)	1h20
Quito	21/01/2015	-	Responsable de l'Ambassade bolivienne à Quito	Non enregistré
Quito	21/01/2015	Gianni Picatto	Ambassadeur d'Italie à Quito (depuis 2011)	0h30
Quito	21/01/2015	Laurence Maurice	Géochimiste à l'IRD	0h44
Quito	22/01/2015	Juan Enrique García	Responsable de la coopération espagnole à Quito	0h22
Quito (<i>téléphone</i>)	23/01/2015	-	Responsable de la coopération environnementale de l'UE à Quito	Non enregistré
Quito	23/01/2015	Carlos Viterí	Président de la Commission Ressources Naturelles et Biodiversité de l'Assemblée nationale équatorienne	0h50
Depuis Paris (<i>skype</i>)	10/02/2015	Ivonne Baki	Dirigeante de l'équipe de négociation (2010-2013)	0h30
Paris (<i>téléphone</i>)	18/02/2015	Delphine Batho	Ministre française de l'écologie (2012-2013)	Non enregistré
Paris	17/03/2015	Pedro Paez	Ancien collaborateur CDES, économiste et actuel Superintendant au contrôle du pouvoir du marché	0h26

Les noms qui n'apparaissent pas sont ceux des personnes qui n'ont pas souhaité être mentionnées nominalement dans le texte de la présente thèse de doctorat.

Bolivie – juillet et août 2016

Lieu	Date	Nom	Poste	Durée de l'entretien enregistré
La Paz	12/07	Teresa Morales	Ex ministre développement productif [Attachée de la Présidente de l'Assemblée]	1h10
La Paz	13/07	Sabino Mendoza	Coordinateur en chef CONALTID	0h55
La Paz	13/07	Adolfo Mendoza	Anthropologue – Ex sénateur – consultant politique	1h10
La Paz	14/07	Nadia Gutierrez	Coordinatrice générale du PIEB	-
La Paz	14/07	Diego Pacheco	Vice-ministre de la planification du développement – Délégué COP / REDD / CDB	0h44
La Paz	14/07	Fernando Molina	Journaliste	0h53
La Paz	15/07	Roger Cortez	Professeur de sciences politiques – député socialiste 1985 – 1989	1h11
La Paz	15/07	Pablo Solón	Ambassadeur de l'EPB a l'ONU de 2009 à 2011	0h40
Cochabamba	01/08	Fernando Mayorga	Ancien directeur CESU	1h30
Cochabamba	02/08	Carlos Crespo	Universitaire / Militant <i>territorios y resistencia</i>	1h00
Cochabamba	03/08	Magdalena Medrano	Directrice PAAC (membre LIDEMA) et Ex secretaria de la MT Cochabamba 2011 – janvier 2012	1h55
Cochabamba	04/08	David Hinojosa Paniagua	Directeur Fondo Verde – Universitaire	0h58
Cochabamba	04/08	Boxer / Fernando Machicado	Ecologiste	1h05
Cochabamba	04/08	José Luis Saavedra	Ex Vice-ministre éduc. Sup (2006), intellectuel katariste	1h20
Cochabamba	05/08	Rodrigo Meruvia	Directeur fondation PachaGaia	0h55
Cochabamba	08/08	Soledad Delgadillo	Secrétaire de la Madre Tierra de la gobernación de Cochabamba	0h30
Cochabamba	08/08	Marco Gandarillas	Directeur CEDIB	0h35

Cochabamba	09/08	Rosario León	Sociologue au CERES	1h55
Cochabamba	09/08	Sarela Paz	Anthropologue – Ex assesseur Pacto de Unidad – militante contre la route Tipnis	3h00
Cochabamba	11/08	Tania Ricaldi	Economiste - CESU	0h32
Cochabamba	11/08	Pablo Rojas	Porte-parole de la campagne en faveur du Tipnis, « Tipnis es la vida »	0h28
Cochabamba	12/08	Boris	Mouvement guévariste – Coordinadora del agua	1h00
La Paz	16/08	Rodrigo Barranco	Comisión Nacional Boliviana para la UNESCO	-
La Paz	16/08	Luis Tapia	Philosophe au CIDES – Ex membre du Grupo <i>La Comuna</i>	0h49
La Paz	17/08	Hector Corlien	Ex Vice-ministre des mines (2010-2012) / Ex Président Comibol / Ex recteur UC / Consultant	0h35
La Paz	17/08	Sandra Sánchez	Responsable hydrocarbures <i>Fundación Jubileo</i>	0h45
La Paz	18/08	Manuel Quiroga	Responsable des projets de la Coopération technique belge	0h38
La Paz	18/08	José Luis Exeni	Président du Tribunal Suprême électoral	0h36
La Paz	19/08	Miguel Urioste	Fondateur et membre de la <i>Fundación Tierra</i>	0h59
La Paz	19/08	Oswaldo Guachalla + Rasmus Stern	Membre du Lidema, responsable programme <i>Transiciones</i> + Responsable d'un projet de la coopération allemande [GIZ]	0h45
La Paz	19/08	Felix González Bernal	Directeur exécutif du SERNAP, <i>Servicio Nacional de Áreas Protegidas</i>	0h36
La Paz	21/08	Álvaro García Linares	Vice-Président de l'Etat plurinational de Bolivie – Ex membre du groupe <i>La Comuna</i>	1h10
La Paz	22/08	Cristobal Huanca	Arkiri CONAMAQ orgánica	0h29
La Paz	22/08	Rocio Chain	Analyste programmes PNUD Bolivie	0h40
La Paz	23/08	Juan Carlos Nuñez	Directeur <i>Fundación Jubileo</i>	0h57

Presse écrite

AGAMBEN, G., « La double identité du peuple », *Libération*, 11 février 1995.

“Atacan sede de la Constituyente en nuevo episodio violento en Bolivia”, *La Prensa*, 6 septembre 2007.

"Santa Cruz amenaza el proyecto indigenista de Evo Morales" | Edición impresa | *EL PAÍS*, 2 mai 2008, [En ligne].
<https://elpais.com/diario/2008/05/02/internacional/1209679202_850215.html>. (Consulté le 26 février 2018).

““Infantilismo” tensa relación Correa-Acosta" | Política | Noticias | *El Universo*, 21 janvier 2009, [En ligne].
<<https://www.eluniverso.com/2009/01/21/1/1355/51D051981FE44D54A46A35DBEFEC9037.html>>. (Consulté le 6 avril 2018).

LEMOINE, M., « Coup d'Etat », *Le Monde Diplomatique*, août 2009.

"Temen que la mesa 18 del CONAMAQ empañe la Conferencia Climática", *Jornadanet*, avril 2010.

GUALDONI, F., "La policía se rebela contra Rafael Correa", *El País*, 1 octobre 2010.

"La marcha indígena por la defensa del TIPNIS parte el 15 de agosto", *eju.tv*, 23 juillet 2011, [En ligne]. <<http://eju.tv/2011/07/la-marcha-indigena-por-la-defensa-del-tipnis-parte-el-15-de-agosto/>>. (Consulté le 9 mars 2018).

AZCUI, M., "Evo Morales pide perdón por la represión policial de la marcha indígena", *El País*, 29 septembre 2011.

"Evo expulsa a Usaid de Bolivia tras acusarla de injerencia política", *La Razón*, 2 mai 2013, [En ligne]. <http://www.la-razon.com/economia/Evo-Usaid-Bolivia-injerencia-politica_0_1825617424.html>. (Consulté le 1 juin 2018).

"Human Rights Watch critica el decreto 16 - La Hora", *La Hora Noticias de Ecuador, sus provincias y el mundo*, 13 août 2013, [En ligne]. <<https://lahora.com.ec/noticia/1101548083/human-rights-watch-critica-el-decreto-16>>. (Consulté le 1 juin 2018).

"Piden un referéndum para evitar la explotación petrolera del Yasuní", *notimerica.com*, 17 août 2013, [En ligne]. <<http://www.notimerica.com/politica/noticia-ecuador-organizaciones-sociales-ecuador-piden-referendum-evitar-explotacion-petrolera-yasuni-20130817211541.html>>. (Consulté le 2 février 2018).

"Organizaciones sociales entregan pregunta de consulta sobre Yasuní - La Hora", *La Hora Noticias de Ecuador, sus provincias y el mundo*, 22 août 2013, [En ligne].
<[https://lahora.com.ec/noticia/1101552518/al-medioc3ada-de-este-jueves-varias-organizaciones-sociales-llegaron-hasta-la-corte-constitucional-\(cc\)-para-entregar-una-pregunta-de-consulta-popular--que-trata-la-explotac3b3n-o-no-del-yasunc3ad---itt--jc3b3venes-se-dirigen-hacia-el-consejo-nacional-electoral-\(cne\)](https://lahora.com.ec/noticia/1101552518/al-medioc3ada-de-este-jueves-varias-organizaciones-sociales-llegaron-hasta-la-corte-constitucional-(cc)-para-entregar-una-pregunta-de-consulta-popular--que-trata-la-explotac3b3n-o-no-del-yasunc3ad---itt--jc3b3venes-se-dirigen-hacia-el-consejo-nacional-electoral-(cne))>. (Consulté le 2 février 2018).

"CONSULTA A LA POBLACIÓN SOBRE EL TEMA YASUNÍ ITT - CEDATOS", 2014, [En ligne]. <http://www.cedatos.com.ec/detalles_noticia.php?Id=120>. (Consulté le 2 février 2018).

"Los ambientalistas ecuatorianos pierden la primera batalla para salvar el Yasuní | Sociedad | *El País*", 7 mai 2014, [En ligne]. <https://elpais.com/sociedad/2014/05/07/actualidad/1399419773_277623.html>. (Consulté le 2 février 2018).

"Usaid anunció el cierre de sus oficinas en Ecuador", *El Comercio*, 29 septembre 2014, [En ligne]. <<http://www.elcomercio.com/actualidad/usaide-cierre-oficinas-ecuador-eeuu.html>>. (Consulté le 1 juin 2018).

"Patiño: "Ningún país nos va a decir cómo tenemos que hacer la política petrolera en el Ecuador"", *El Telégrafo*, 11 décembre 2014, [En ligne]. <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/3/patino-ningun-pais-nos-va-a-decir-como-tenemos-que-hacer-la-politica-petrolera-en-el-ecuador>>. (Consulté le 31 mai 2018).

"Ecuador da por terminada cooperación alemana en temas ambientales", *El Telégrafo*, 19 décembre 2014, [En ligne]. <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/2/ecuador-da-por-terminada-cooperacion-alemana-en-temas-ambientales>>. (Consulté le 31 mai 2018).

Fundación Milenio, "Bolivia, 190 años y la mayor dependencia de los recursos naturales", 11 août 2015, [En ligne]. <http://correodelsur.com/capitales/20150811_bolivia-190-anos-y-la-mayor-dependencia-de-los-recursos-naturales.html>. (Consulté le 4 juin 2018).

TARDY-JOUBERT, S., « La bête noire des pétroliers », *XXI*, t 2015, pp. 147-155.

"Evo Morales inaugura su escuela militar antiimperialista", *El Mundo*, 17 août 2016.

"Coca Codo Sinclair genera 1.035 MW de energía con sus turbinas en plena operación", *El Telégrafo*, 19 novembre 2016, [En ligne]. <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/politica/3/coca-codo-sinclair-genera-1-035-mw-de-energia-con-sus-turbinas-en-plena-operacion>>. (Consulté le 11 juin 2018).

"Bolivia enfrenta la peor sequía de los últimos 25 años", *Diario EL PAIS Uruguay*, 22 novembre 2016, [En ligne]. <<http://www.elpais.com.uy/mundo/bolivia-enfrenta-peor-sequia-ultimos-anos.html>>. (Consulté le 21 septembre 2018).

"Bala-Chepete: La hidroeléctrica que amenaza a 5.000 indígenas bolivianos" | *Planeta Futuro* | *El País*, 14 septembre 2017, [En ligne]. <https://elpais.com/elpais/2017/09/05/planeta_futuro/1504563761_414612.html>. (Consulté le 11 juin 2018).

ALONSO J., "Sequía y desertificación en América Latina: el lento avance de una amenaza imparable" | DW | 19.06.2018, *DW.COM*, 19 juin 2018, [En ligne]. <<https://www.dw.com/es/sequ%C3%ADa-y-desertificaci%C3%B3n-en-am%C3%A9rica-latina-el-lento-avance-de-una-amenaza-imparable/a-44285147>>. (Consulté le 21 septembre 2018)

CHAPARO, A., « D'étranges coopératives de mineurs », *Le Monde Diplomatique*, août 2018.

« Que pouvons-nous dire sur les trous noirs ? », 22 septembre 2018, [En ligne].
<<https://www.franceculture.fr/emissions/la-conversation-scientifique/que-pouvons-nous-dire-sur-les-trous-noirs>>. (Consulté le 24 septembre 2018).

STAM, C., « Seulement 16 pays sur 197 respectent l'accord de Paris », *euractiv.com*, 29 octobre 2018, [En ligne]. <<https://www.euractiv.fr/section/climat/news/only-16-countries-meet-their-commitment-to-paris-agreement-new-study-finds/>>. (Consulté le 17 juin 2019).

ZIZEK, S., « “La Revanche des Siths”, ou l'invention d'un bouddhisme pop », *Manière de voir*, juillet 2010, pp. 9-11.

Documents

Bolivie

ESTADO PLURINACIONAL DE BOLIVIA (éd.), "Plan nacional de desarrollo. Bolivia digna, soberana, productiva y democrática para vivir bien. 2006-2011", 2007.

"Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia", 2009.

" Conferencia mundial de los pueblos sobre cambio climático discursos y documentos seleccionados.pdf", 2010, [En ligne].

<<http://www.cancilleria.gob.bo/webmre/sites/default/files/libros/cmpcc%20discursos%20y%20documentos%20seleccionados.pdf>>. (Consulté le 17 janvier 2018).

"Acuerdo de los pueblos", *Conferencia mundial de los pueblos sobre cambio climático*, avril 2010.

"Informe final del proceso de consulta previa, libre e informada a los pueblos Moxeno-Trinitario, Yuracaré y Chimane del TIPNIS", 2012.

"Bolivia obtuvo \$us 27.735 millones de renta petrolera entre 2006 y 2014", 2015, [En ligne].

<<http://www.ypfb.gob.bo/es/medio-ambiente/14-noticias/453-bolivia-obtuvo->>. (Consulté le 4 juin 2018).

"Contribución prevista determinada nacionalmente del Estado Plurinacional de Bolivia", 12 octobre 2015, [En ligne].

<<http://www4.unfccc.int/submissions/INDC/Published%20Documents/Bolivia/1/ESTADO%20PLURINACIONAL%20DE%20BOLIVIA.pdf>>. (Consulté le 18 janvier 2018).

Equateur

"Constitución de la República del Ecuador", 2008.

SENPLADES, "Plan Nacional Para el Buen Vivir 2009-2013", 2009.

"ecuador_submission_various_approaches.pdf", 21 février 2011, [En ligne].

<https://unfccc.int/files/meetings/ad_hoc_working_groups/lca/application/pdf/ecuador_submission_various_approaches.pdf>. (Consulté le 1 février 2018).

R.C. DELGADO, "presidente constitucional de la República, Decreto 16", 2013

"Estadísticas de comercio exterior: exportaciones, importaciones y balanza comercial" Ministre du commerce extérieur, juillet 2013

Organisations internationales

AG ONU, « Souveraineté permanente sur les ressources naturelles », 14 décembre 1962.

OIT, « Convention concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants », 1989.

ONU, « Agenda 21 », 1992.

ONU, "Resolución aprobada por la Asamblea General el 22 de abril de 2009 - 63/78. Día Internacional de la Madre Tierra", 1 mai 2009.

ONU, « Resolution adopted by the General Assembly on 22 April 2009 - 63/278. International Mother Earth Day », 1 mai 2009.

ONU, « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 avril 2009 - 63/278. Journée internationale de la terre nourricière », 1 mai 2009.

"cop16_lca.pdf", 2010, [En ligne].

<https://unfccc.int/files/meetings/cop_16/application/pdf/cop16_lca.pdf>. (Consulté le 1 février 2018).

"cop17_lcaoutcome.pdf", 2011, [En ligne].

<https://unfccc.int/files/meetings/durban_nov_2011/decisions/application/pdf/cop17_lcaoutcome.pdf>. (Consulté le 1 février 2018).

PNUD, "Ecuador Yasuní ITT Fondo de Fideicomiso: Manual de Procedimientos para el Funcionamiento del Comité de Dirección", septembre 2011.

CCNUCC, « Accord de Paris », 2015

Discours et interventions politiques

TROTSKI, L., « Bilans et perspectives », 1906, [En ligne].

<<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bpsomm.htm>>.

LUXEMBURG, R., *La révolution russe*, 1917.

ALLENDE, S., « Discours devant l'Assemblée Générale de l'ONU », décembre 1972.

"América Latina en la lucha contra el imperialismo, por la independencia nacional, la democracia, el bienestar popular, la paz y el socialismo: declaración", 1975.

ONU, « Discours Evo Morales devant l'AG de l'ONU », 22 avril 2009.

"Discurso Evo Morales COP Cancún", 2010.

RAMIREZ GALLEGOS, R., "Socialismo del Sumak Kawsay o biosocialismo republicano", *Rebelión*, 14 novembre 2010.

PRADA R., "En torno al TIPNIS", *América Latina en movimiento*, 9 septembre 2011, [En ligne].

<<https://www.alainet.org/es/active/49314>>. (Consulté le 30 mars 2018).

SOLÓN, P., "Carta abierta sobre TIPNIS a Presidente Evo Morales: Pablo Solón", *Upside Down World*, 5 octobre 2011, [En ligne]. <<http://upsidedownworld.org/noticias-en-espa/noticias-en-espa-noticias-en-espa/carta-abierta-sobre-tipnis-a-presidente-evo-morales-pablo-solon/>>.

(Consulté le 9 mars 2018).

"Álvaro García Linera: "El movimiento social empuja el cambio político"", *Partido por la Victoria del Pueblo*, 17 octobre 2011, [En ligne]. <<https://www.pvp.org.uy/2011/10/16/alvaro-garcia-linera-%e2%80%99cel-movimiento-social-empuja-el-cambio-politico%e2%80%9d/>>. (Consulté le 1 septembre 2019).

TELESUR TV, *Ecuador anuncia fin de Iniciativa Yasuní-ITT, ante poco respaldo*, 15 août 2013, [En ligne]. <<https://www.youtube.com/watch?v=5x1qvHDvAwI>>. (Consulté le 2 février 2018).

CORREA, R. et MORIN, E., *Équateur, de la République bananière à la non République : pourquoi la révolution citoyenne*, Paris, Les Ed. Utopia, 2013 (Collection Amérique Latine).

MESA GISBERT, C., "Una respuesta al libro "Identidad boliviana": Las equivocaciones de Álvaro García Linera", *Nueva Cronica*, 27 février 2014.

RIVERA CUSICANQUI, S., "¿Qué hacer frente a la "Nación" de Álvaro García Linera?: Indianizar al mestizaje y descolonizar al gobierno", *Nueva Cronica*, 15 mars 2014.

PAPE FRANÇOIS, « Laudato Si », 2015.

Publications ONG

GRUPO DE TRABAJO SOBRE DEUDA EXTERNA Y DESARROLLO, *Deuda externa, desarrollo y ecología*, Quito, Ecuador, FONDAD, 1992.

"NO REDD: Una lectura crítica", 2005, [En ligne]. <<http://www.accionecologica.org/servicios-ambientes/libros/1433-no-redd-una-lectura-critica->>. (Consulté le 30 mars 2018).

URIOSTE, M., "La Reforma Agraria en la nueva Constitución", 11 novembre 2008, [En ligne]. <<http://www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/603-la-reforma-agraria-en-la-nueva-constitucion>>. (Consulté le 26 février 2018).

"MESA_18_MWMORIA.pdf", 2010, [En ligne].
<http://www.somossur.net/documentos/MESA_18_MWMORIA.pdf>. (Consulté le 17 janvier 2018).

ACCIÓN ECOLÓGICA (éd.), *Cuando tiemblan los derechos: extractivismo y criminalización en América Latina*, Quito, Acción ecológica, 2011.

LINARES CHUMACERO, E., *Visión Yuqui de bienestar*, La Paz, Bolivia, Organización panamericana de salud, 2012.

« Déforestation : le seuil au-delà duquel l'Amazonie ne peut plus se régénérer est bientôt atteint », 2014, [En ligne]. <<http://raoni.com/actualites-825.php>>. (Consulté le 22 septembre 2018).

CHICAIZA, G., *Mineras chinas en Ecuador. Nueva dependencia*, Quito, Elisabeth Bravo, 2014.

"Regulación gubernamental de las ONG (La Razón, 17.7.16)", *CEDIB*, 17 juillet 2016, [En ligne]. <https://cedib.org/post_type_titulares/regulacion-gubernamental-de-las-ong-la-razon-17-7-16/>. (Consulté le 1 juin 2018).

"Dependencia de los capitales chinos en América latina y Bolivia", « 412.pdf », *CEDIB*, 2016, [En ligne]. <<http://www.cpalsocial.org/documentos/412.pdf>>. (Consulté le 7 mai 2018).

COLQUE, G., "TIPNIS bajo asedio", 15 septembre 2017, [En ligne]. <<http://www.ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/780-tipnis-bajo-asedio>>. (Consulté le 26 février 2018).

Archives documentaires

- *Digital Archive of the Latin American Ephemera Collection*, Princeton University Library
- *Microfilms Archive of the Latin American Ephemera Collection*, Princeton University Library

Bibliographie

1. Ouvrages

1.1 Ouvrages généraux

- Anthropologie – sociologie générale

- AUGE, M., *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Champs, 1994.
- BASCHET, J., *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018.
- BAUDRILLARD, J., *La société de consommation : ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 2018 (Collection folio Essais 35).
- BENSA, A., *Après Lévi-Strauss. Pour une anthropologie à taille humaine*, Paris, Textuel, 2010.
- CAILLE, A., *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2013.
- CLASTRES, P., *Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2016.
- CLASTRES, P., *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Seuil, 2012.
- DESCOLA, P., *L'écologie des autres : l'anthropologie et la question de la nature*, Paris, Quae, 2011.
- DESCOLA, P., *Par-delà nature et culture*, Paris?, NRF : Gallimard, 2005 (Bibliothèque des sciences humaines)].
- DESCOLA, P., *Les lances du crépuscule*, Paris, Plon, 1993.
- FABIAN, J., *Le temps et les autres : comment l'anthropologie construit son objet*, 2017.
- GOFFMAN, E., *Stigmate*, Paris, Editions de Minuit, 1975.
- KOPENAWA, D., ALBERTS, B., *La chute du ciel : paroles d'un chaman yanomami*, Paris, Plon, 2010 (Terre humaine)].
- LEVI-STRAUSS, C., *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1998 (Terre humaine / poche Pocket 3009)].
- LEVI-STRAUSS, C., *Race et histoire*, Paris, Denoël, 2010 (Collection folio essais 58)].
- MALAURIE, J., *Terre mère*, Paris, CNRS Editions, 2008.
- MARTIN, N., *Les âmes sauvages : face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska*, Paris, La Découverte, 2016.
- MARX, K., *Escritos sobre la comunidad ancestral*, La Paz, Bolivia, 2015.
- RAHNEMA, M. et ROBERT, J., *La puissance des pauvres : essai*, Arles, Actes sud, 2008.
- ROSA, H., *Accélération : une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010 (Théorie critique).
- SAID, E.W., *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, 2013.
- THOMAS, L.-V., *Anthropologie de la mort*, Paris, Payot, 1976.
- TSING, A.L., *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, 2017.
- TÖNNIES, F., *Communauté et société*, Paris, PUF, 2010.
- WACHTEL, N., *Paradis du Nouveau Monde*, Paris, Fayard, 2019 (Histoire).
- WACHTEL, N., *La vision des vaincus : les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole 1530 - 1570*, Paris, Gallimard, 1992 (Collection folio Histoire 47).
- WACHTEL, N., *Le retour des ancêtres. Les Indiens Uru de Bolivie XXe-XVIe siècle. Essai d'histoire régressive*, Paris, Gallimard, 1990.

WEBER M., *Le savant et la politique*, Paris, Plon, 2001 (10/18).

WEBER M., *Le savant et la politique : une nouvelle traduction : la profession et la vocation de savant : la profession et la vocation de politique*, Paris, Découverte, 2003.

- Géographie

HARVEY, D., *Géographie et capital*, Paris, Syllepse, 2010.

HARVEY, D., *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2008.

HARVEY, D., *Justice, nature and the geography of difference*, Oxford, Blackwell, 1996.

LACOSTE, Y., *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, Éd. La Découverte, 2014 (La découverte poche Essais 399).

RECLUS, É., *L'Homme et la Terre. Livre 1. Les ancêtres*, S.L, ENS Éditions, 2015.

- Philosophie

AGAMBEN, G., *Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997.

ALTHUSSER, L., « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée*, n° 151, juin 1970.

ANDERS, G., *Le temps de la fin*, Paris, l'Herne, 2007.

ARISTOTE, *Les politiques*, Paris, Flammarion, 1993.

BACHELARD, G., *La psychanalyse du feu*, Paris, Gallimard, 1994 (Collection folio Essais).

BENSAÏD, D., *Les dépossédés*, Paris, La Fabrique, 2007.

BERGSON, H., *La pensée et le mouvant : essais et conférences*, Paris, Presses Univ. de France, 2013 (Quadrige Grands textes).

BOCCON-GIBOD, T. et CRETOIS, P., *Etat social, propriété publique et biens communs*, Paris, Le Bord de l'eau, 2015.

CASTEL, P.-H., *Le mal qui vient : essai bâtif sur la fin des temps*, Paris, Les éditions du Cerf, 2018.

CASTORIADIS, C., *Une société à la dérive*, Paris, Seuil, 2005.

CASTORIADIS, C., *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

CRETOIS, P., *Le renversement de l'individualisme possessif*, Paris, Garnier, 2014.

D'AQUIN, T., *Somme théologique. Le gouvernement divin*, Paris, Cerf Desclée, 1959.

DALY, H.E. et COBB, J.B., *For the Common Good*, Boston, Beacon Press, 1989.

DARDOT, P. et LAVAL, C., *Commun*, Paris, La Découverte, 2013.

DELEUZE, G. et GUATTARI, F., *L'anti-Œdipe*, Paris, Éd. de Minuit, 2012 (Capitalisme et schizophrénie).

ELLUL, J., *Exégèse des nouveaux lieux communs*, Paris, La Table Ronde, 2004.

FOUCAULT, M., *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil : Gallimard, 2004 (Hautes études).

FOUCAULT, M., *Histoire de la sexualité I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.

HEGEL, G.W.F., *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013.

HEIDEGGER, M., *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 2001 (Collection Tel 52).

HENRY, M., *Marx*, Paris, Gallimard, 2009.

HENRY M., *La barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, 2014.

HORKHEIMER, M., ADORNO, W., *La dialectique de la raison : fragments philosophiques*, Paris, Gallimard, 2013 (Collection Tel 82).

KOYRE, A., *Du monde clos à l'univers infini*, Paris, Gallimard, 2011 (Collection Tel 129).

LACLAU, E., *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

LACLAU, E., *New reflections on the revolution of our time*, London, Verso, 1990.

LEFORT, C., *Essais sur le politique, XIXe - XXe siècles*, Paris, Seuil, 2001 (Points Essais 459).

LYOTARD, J.-F., *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 (Collection Critique).

MACHIAVEL, N., *Œuvres*, Paris, Laffont, 1998 (Bouquins).

MANENT, P., *Enquête sur la démocratie : études de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2007 (Tel 351).

MANIN, B., *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012 (Champs Essais 820).

MARCUSE, H., *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée.*, Paris, Editions de Minuit, 1968.

MARX, K., *La question juive*, 1843.

MARX, K., *Critique de l'économie politique : Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions Allia, 2007.

MCPHERSON, C.B., *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 2004.

MERLEAU-PONTY, M., *Note sur Machiavel*, 2018.

NELSON, C. et GROSSBERG, L. (éds.), *Marxism and the interpretation of culture*, Urbana, University of Illinois Press, 1988.

PARANCE, B. et SAINT-VICTOR (DE), J., *Repenser les biens communs*, Paris, CNRS éditions, 2014.

PASCAL, B., *Pensées*, Paris, Port-Royal, 1670.

POULANTZAS, N., *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, Les Prairies Ordinaires, 2013.

RANCIERE, J., *Les temps modernes : art, temps, politique*, Paris, La Fabrique éditions, 2018.

RANCIERE, J., *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

RIOT-SARCEY, M. (éd.), *De la catastrophe : l'homme en question du Déluge à Fukushima*, Paris, Éditions du Détour, 2018 (Le devenir du passé).

SIMMEL, G., *La philosophie de l'aventure essais*, Paris, Arche, 2002.

STENGERS, I., *Au temps des catastrophes : résister à la barbarie qui vient*, 2013.

STENGERS, I., *Une autre science est possible ! : manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013.

STIEGLER, B., GIFFARD, A. et FAURE, C., *Pour en finir avec la mécroissance : quelques réflexions d'Ars Industrialis*, Paris, Flammarion, 2009.

- Science politique – Economie politique

AMIN, S., *La déconnexion, pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1986 (Cahiers libres 413).

AYKUT, S.C. et DAHAN, A., « Gouverner le climat ? : vingt ans de négociations internationales », 2015.

BADIE, B., *Quand le Sud réinvente le monde : essai sur la puissance de la faiblesse*, 2018.

BADIE, B., *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, CNRS éditions, 2013.

BADIE, B., *La diplomatie de connivence les dérives oligarchiques du système international*, Paris, La Découverte, 2013.

BADIE, B., *L'impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004.

BADIE, B., *L'Etat importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

- BARKIN, J.S. et SHAMBAUGH, G.E., *Anarchy and the Environment. The International Relations of Common Pool Resources*, New-York, State University of New-York Press, 1999.
- I. BELLIER (éd.), *Peuples autochtones dans le monde : les enjeux de la reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2013 (Horizons autochtones).
- BORRITS, B., *Au-delà de la propriété : pour une économie des communs*, Paris, La découverte, 2018 (L' horizon des possibles).
- BOUSSAGUET, L. et HALL, P.A. (éds.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 (Références. Gouvernances).
- CHOPLIN, A. et PLIEZ, O., *La mondialisation des pauvres : loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil, 2018 (La République des idées).
- COLE, D.H. et MC GINNIS, M.D., *Elinor Ostrom and the Bloomington School of Political Economy: polycentricity in public administration and political science*, vol. 1, Lanham, Lexington Books, 2014.
- CORIAT, B., *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les liens qui libèrent, 2015.
- COX, R., *Production, power and world order: social forces in the making of history*, New-York, Columbia University Press, 1987.
- CROW, D.A. et BOYKOFF, M.T. (éds.), *Culture, politics and climate change: how information shapes our common future*, Milton Park, Abingdon, Oxon; New York, NY, Routledge, 2014.
- FUKUYAMA, F., *La fin de l'histoire et le dernier homme*, 2012.
- GAUDIN, J.-P., *Critique de la gouvernance. Une nouvelle morale politique ?*, Paris, Editions de l'Aube, 2014.
- GURR, T.R., *Why men rebel*, London New York, Routledge, Taylor & Francis Group, 2016.
- HARRISON, K. et MCINTOSH SUNDSTROM, L., *Global Commons, Domestic Decisions*, London, MIT Press, 2010.
- HIRSCHMAN, A.O., BESSEYRIAS, C. et DELWIT, P., *Exit, voice, loyalty défection et prise de parole*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.
- KEOHANE, R. et NYE, J., *Power and interdependence*, Stroughton, Pearson, 1997.
- KEOHANE, R.O. et OSTROM, E., *Local Commons and Global Interdependence*, London, Sage, 1994.
- LATOUCHE, S., *Faut-il refuser le développement ?*, 2019.
- LATOUCHE, S., *Entre mondialisation et décroissance : l'autre Afrique*, Lyon, A plus d'un titre éds, 2007 (Collection La ligne d'horizon].
- LUKES, S., *Power: a radical view*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire: New York, Palgrave Macmillan, 2004.
- MBEMBE, A. *Politiques de l'initimité*, Paris, La Découverte, 2016,
- MCCAY, B.J. et ACHESON, J.M., *The Question of the Commons*, Tucson, The University of Arizona Press, 1987.
- MCLUHAN, M., *War and Peace in the Global Village*, New-York, Bantam Books, 1968.
- MISKIMMON, A., O'LOUGHLIN, B. et ROSELLE, L., *Strategic narratives: communication power and the new world order*, New York, NY, Routledge, Taylor & Francis Group, 2013 (Routledge studies in global information, politics and society 3].
- MUDDE, C. et ROVIRA KALTWASSER, C., *Populism: a very short introduction*, New York, NY, Oxford University Press, 2017 (Very short introductions].
- MÜLLER, J.-W., *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, 2017 (Folio Essais].
- OSTROM, E., *The Future of the Commons: beyond market failures and government regulations*, London, Institute of Economic Affairs, 2012.
- OSTROM, E., *Governing the commons*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

POLANYI, K., *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 2009.

POSTEL-VINAY, K., *L'Occident et sa bonne parole : nos représentations du monde, de l'Europe coloniale à l'Amérique hégémonique*, Paris, Flammarion, 2005.

RIORDAN, P., *Global ethics and Global Common Goods*, London, Bloomsbury, 2015.

ROSENAU, J., *Turbulence in world politics*, Princeton: Princeton University Press, 1990.

ROSENAU, J. et CZEMPIEL, E.-O., *Governance without government: Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

SEN, A. et BESSIERES, M., *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

SMOUTS, M.-C., *Forêt tropicale, jungle internationale : revers de l'écopolitique mondiale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

STRANGE, S., *Le retrait de l'Etat : la dispersion du pouvoir dans l'économie mondiale*, Paris, Temps présent, 2011.

VANUXEM, S., *La propriété de la terre*, Marseille, Wildproject, 2018 (Le monde qui vient).

WALLERSTEIN, I., *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009.

WALLERSTEIN, I., *Impenser la science sociale*, Paris, PUF, 1991.

- Histoire

ANDERSON, B., *Imagined communities: reflections on the origins and spread of nationalism*, London, Verso, 2006.

BRAUDEL, F., *Les ambitions de l'histoire*, Paris, Editions de Fallois, 1997 (Les écrits de Fernand Braudel 2).

BRAUDEL, F., *Ecrits sur l'histoire II*, Paris, Arthaud, 1990.

BROSWIMMER, F.J., *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces*, Marseille, Agone, 2010.

CHAKRABARTY, D., *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Éd. Amsterdam, 2009.

CHAKRABARTY, D., *Provincializing Europe: postcolonial thought and historical difference*, Princeton, NJ, Univ. Press, 2008 (Princeton studies in culture, power, history).

FERGUSON, N., *Civilization: the west and the rest*, London; New York, Allen Lane, 2011.

HOBSBAWM, E.J., *L'âge des extrêmes : histoire du court XXe siècle : 1914-1991*, Bruxelles, A. Versaille, 2014.

LE GOFF, J., *La civilisation de l'Occident médiéval*, Paris, Flammarion, 1997.

MARX, K., *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1948.

RIST, G., *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.

THOMPSON, E.P., *La formation de la classe ouvrière anglaise*, 1988.

ZINN, H., *Une histoire populaire des Etats-Unis : de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2016.

- Ecologie

AMSTER, R., *Peace Ecology*, London, Paradigm Publishers, 2015.

- ANGUS, I., *Face à l'anthropocène : le capitalisme fossile et la crise du système terrestre*, 2018, [En ligne]. <<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/3329171>>. (Consulté le 15 décembre 2018).
- ARDILLO, J., *La liberté dans un monde fragile : écologie et pensée libertaire*, 2018.
- BEAU, R. et LARRERE, C. (éds.), *Penser l'anthropocène*, 2018.
- BONNEUIL, C. et FRESSOZ, J.-B., *L'événement anthropocène*, Paris, Seuil, 2013.
- BOOKCHIN, M., *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, 2012.
- CARSON R., *Silent spring*, London, Penguin, 2000 (Penguin classics)
- CHARBONNEAU, B., *Finis terrae*, La Bache, À Plus d'un titre, 2010 (Collection La ligne d'horizon).
- CHARTIER, D. et RODARY, E. (éds.), *Manifeste pour une géographie environnementale : géographie, écologie, politique*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2016 (Domaine Développement durable).
- DEBORD, G., *La planète malade*, Paris, Gallimard, 2004.
- DI MUZIO, T., *Carbon capitalism: energy, social reproduction and world order*, London; New York, Rowman & Littlefield International, 2015.
- DIAMOND, J., *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2013.
- DORST J., *Avant que nature meure : pour une écologie politique*, Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, 1978
- DUPUY, J.-P., *Pour un catastrophisme éclairé : quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil, 2004.
- FEDERAU, A., *Pour une philosophie de l'Anthropocène*, Paris, Presses universitaires de France, 2017 [L'écologie en question].
- GEMENNE, F., *L'enjeu mondial : l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- GORZ, A., *Écologica*, Paris, Galilée, 2008 (Collection débats].
- GRABER, F. et LOCHER, F., *Posséder la nature : Environnement et propriété dans l'histoire*, 2018.
- GUHA, R. et MARTÍNEZ ALIER, J., *Varieties of environmentalism*, London, Earthscan, 1997.
- HARRISON, R., *Forêts : essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Flammarion, 2010.
- HORNBOG, A., MCNEILL, J.R. et MARTÍNEZ ALIER, J. (éds.), *Rethinking environmental history: world-system history and global environmental change*, Lanham, AltaMira Press, 2007 (Globalization and the environment series].
- ILlich, I., *Energie et équité*, Paris, Flammarion, 2018.
- IMESON, A., *Desertification, land degradation, and sustainability*, Hoboken, N.J, Wiley, 2012.
- KEUCHEYAN, R., *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, Paris, La Découverte, 2014.
- KOHN, E., *Comment pensent les forêts*, Paris, Zones sensibles, 2017.
- LASCOUMES, P., *L'éco-pouvoir : environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994 (Textes à l'appui].
- LATOUR, B., *Face à Gaïa : huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte : Les Empêcheurs de penser en rond, 2015 (Les Empêcheurs de penser en rond].
- LOVELOCK, J. et al., *La terre est un être vivant : l'hypothèse Gaïa*, 2017.
- MALM, A., *L'anthropocène contre l'histoire : le réchauffement climatique à l'ère du capital*, 2017.
- MARTÍNEZ ALIER, J. et GERBER, J.-F., *Ecological Economics from the Ground Up*, Oxon, Routledge, 2013.
- MORIN, J.-F. et ORSINI, A., *Politique internationale de l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.
- MORTON, T., *La pensée écologique*, 2019.
- NÆSS, A. et al., *Écologie, communauté et style de vie*, 2013.
- O'CONNOR, J., *Natural causes*, London, The Guilford Press, 1997.

- ORESQUES, N. et CONWAY, E.M., *L'effondrement de la civilisation occidentale : un texte venu du futur*, Paris, Les liens qui libèrent, 2014.
- SERVIGNE, P. et STEVENS, R., *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015.
- WELZER, H., *Les guerres du climat pourquoi on tue au XXIe siècle*, Paris, Gallimard, 2009.
- ZARKA, Y.C. et DERNY, J., *La démocratie face aux enjeux environnementaux : la transition écologique*, 2017.

1.2 Ouvrages relatifs aux cas d'étude : Bolivie, Equateur, Amérique latine

- ACOSTA, A., *Le Buen Vivir*, Paris, Utopia, 2014.
- ÁLVAREZ VELOSO, D. et al., *El papel de las fuerzas armadas en América latina*, Buenos Aires, Clacso, 2012.
- ANDERSON, P. et al. (éds.), *La trama del neoliberalismo: mercado, crisis y exclusión social*, Buenos Aires, Eudeba, 2001.
- ANGOSTO FERRÁNDEZ, L.F. et KRADOLFER, S., *The Politics of identity in Latin American censuses*, London; New York, Routledge, 2016.
- ARKONADA, K., *Un Estado, muchos pueblos*, Quito, Icaria, 2012.
- BAUTISTA S., R., *La descolonización de la política: introducción a una política comunitaria*, La Paz, Bolivia, AGRUCO, UMSS-FCAyP/COSUDE: Plural Editores, 2014.
- CANEDO, G., *La Loma Santa: una utopía cercada: territorio, cultura y estado en la Amazonía boliviana*, La Paz, Bolivia, Plural Editores: Ibis, 2011.
- CRUZ RODRÍGUEZ, E., *Movimientos indígenas, identidad y nación en Bolivia y Ecuador: una genealogía del Estado plurinacional*, Quito, Ecuador, Abya Yala, 2012.
- CUEVA, A., *El proceso de dominación política en Ecuador*, México, Editorial Diógenes, 1974.
- DIETERICH, H. et al., *La cuarta vía al poder: Venezuela, Colombia, Ecuador: y los protagonistas del levantamiento indígena-popular-militar del 21 de enero del 2000 en el Ecuador*, Mexico City, Mexico, Editorial Quimera, 2001.
- ERREJÓN, I. et ARGIRAKIS JORDÁN, H. (éds.), *Ahora es cuándo, ¡carajo!: del asalto a la transformación del Estado en Bolivia*, Mataró, España, El Viejo Topo, 2011 (Ensayo).
- ESPINOZA, F., *Bolivia: la circulación de sus élites (2006-2014)*, Santa Cruz de la Sierra, Editorial El País, 2015 (Colección ciencias sociales historia).
- FALCONÍ, F. et VALLEJO, M.-C., *La iniciativa Yasuní desde una perspectiva multicriterial*, Quito, PNUD, 2011.
- FARAH H., I. et MEDINA, J. (éds.), *Vivir bien: ¿paradigma no capitalista?*, La Paz, Bolivia: [Roma], CIDES-UMSA; Sapienza Università di Roma, 2011.
- FAVRE, H., *Les Incas*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.
- FONTAINE, G., *Gaz et pétrole en Amazonie. Conflits en territoire autochtone*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- GALEANO, E., *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Paris, Pocket, 2001.
- GARCÍA LINERA, A., *Socialismo comunitario. Un horizonte de época*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2015.
- GARCÍA LINERA, Á., *Identidad boliviana. Nación, mestizaje y plurinacionalidad*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2014.
- GARCÍA LINERA, Á., *Hacia el gran ayllu universal: pensar el mundo desde Los Andes (antología)*, 2014.
- GARCÍA LINERA, A., *Geopolítica de la Amazonía. Poder hacendal-patrimonial y acumulación capitalista*, La Paz, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2012.
- GARCÍA LINERA, Á., "Del Estado aparente al Estado integral", 2012.
- GARCÍA LINERA, Á., *El "oenegismo", enfermedad infantil del derechismo*, La Paz, Bolivia, Vicepresidencia del Estado plurinacional de Bolivia, 2011.
- GARCÍA LINERA, A., *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, Bogotá, Siglo del Hombre Editores, 2008.

- GARCÍA LINERA, Á. (éd.), *El retorno de la Bolivia plebeya*, La Paz, Muela del Diablo Editores, 2000 (Colección Comuna].
- GARCÍA LINERA, A., *Forma Valor y Forma Comunidad de los procesos de trabajo*, La Paz, Quipus, 1995.
- GERLACH, A., *Indians, oil and politics: a recent history of Ecuador*, Wilmington, SR Books, 2003.
- GROS, C., *Nación, identidad y violencia: el desafío latinoamericano*, Bogotá, Univ. Nacional de Colombia, 2010.
- GROS, C. et FELTES-STRIGLER, M.-C. (éds.), *Être indien dans les Amériques : spoliations et résistance : mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*, Paris, Institut des Amériques : Institut des hautes études de l'Amérique latine, 2006.
- GRUZINSKI, S., *La pensée métisse*, Paris, Hachette Pluriel, 2012.
- GUDYNAS, E., *Ecología, mercado y desarrollo. Políticas ambientales, libre mercado y alternativas*, Montevideo, Vintén Editores, 1996.
- GUNDER-FRANK, A. et PASSADEOS, C., *Le développement du sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspéro, 1970.
- GUTIÉRREZ AGUILAR, R., *Horizonte comunitario-popular. Antagonismo y producción de lo común en América Latina*, Cochabamba, Autodeterminación, 2015.
- GUTIÉRREZ, R. et al., *Democratizaciones plebeyas*, La Paz, Muela del diablo Editores, 2002.
- GUZMÁN TORRICO, I., *Octava marcha indígena en Bolivia: por la defensa del territorio, la vida y los derechos de los pueblos indígenas*, La Paz, Bolivia, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado, 2012 (Cuadernos de investigación 77].
- HYLTON, F. et THOMSON, S., *Horizons révolutionnaires. Histoire et actualité politiques de la Bolivie*, Paris, Imho, 2010.
- INSTITUTO DE ALTOS ESTUDIOS NACIONALES (ECUADOR) (éd.), *Nuevas fronteras de la izquierda*, Quito, Ecuador, IAEN Instituto de Altos Estudios Nacionales, 2012.
- LAZARTE, J., *Nuevos códigos de poder en Bolivia*, La Paz, Plural Editores, 2010.
- LOHMANN, L., *Mercados de carbono. La neoliberalización del clima.*, Quito, Abya Yala, 2012.
- MARIATEGUÍ, J.-C., *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, Amauta, 1928.
- MAROF, T., *La tragedia del Altiplano. Bolivia y la guerra*, Buenos Aires, Claridad, 1934.
- MARTÍNEZ, E., *Yasuní. El tortuoso camino de Kioto a Quito.*, Quito, Abya Yala, 2009.
- MESA GISBERT, C., *La Sirena y el Charango. Ensayo sobre el Mestizaje*, La Paz, Fundación Comunidad/Editorial Gisbert Editorial, 2013.
- PRADO (DEL), J. et TAURO, A., *Vigencia de José Carlos Mariátegui*, Lima, Campondónico Ediciones, 1972.
- PREBISCH, R., *Le développement de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, Paris, 1950.
- QUIJANO, A., *Reencuentro y debate. Una introducción a Mariátegui*, Lima, Mosca Azul Editores, 1981.
- RAMÍREZ GALLEGOS, R., *Pseudo-Salida, Silencio y ¿deslealtad?: entre la inacción colectiva, la desigualdad del bienestar y la pobreza de capacidades*, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales., 2004.
- RANDALL, M., *Exporting revolution: Cuba's global solidarity*, Durham; London, Duke University Press, 2017.
- RIVERA CUSICANQUI, S., *Mito y desarrollo en Bolivia: el giro colonial del gobierno del MAS*, La Paz, Piedra Rota: Plural Editores, 2015 (Colección Sociedad).
- ROUQUIE, A., *Amérique latine : introduction à l'Extrême-Orient : introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1998.
- SANTOS, B. de S., *Refundación del Estado en América Latina: perspectivas desde una epistemología del Sur*, La Paz, Plural Ed, 2010.

- SCHAAN, D. *Sacred Geographies of Ancient Amazonia Historical Ecology of Social Complexity*, London & New-York, Routledge, 2011.
- SOLÓN, P., *¿Es posible el Vivir Bien?*, La Paz, Fundación Solón, 2016.
- SVAMPA, M., STEFANONI, P. et FORNILLO, B., *Balance y perspectivas. Intelectuales en el primer Gobierno de Evo Morales*, La Paz, Le Monde Diplomatique, 2010.
- VAYSSIERE, P., *Simón Bolívar : le rêve américain*, Paris, Payot, 2008 (Biographie Payot).
- VOGEL, J.-H., *The economics of the Yasuni Initiative. Climate Change as if Thermodynamics matters*, London, Anthem Press, 2009.
- ZAVALETA MERCADO, R., *Lo nacional-popular en Bolivia*, México, Siglo veintiuno editores, 1986.

1.3 Littérature

- BOUVIER, N., *Le hibou et la baleine*, Paris, Zoe, 2003.
- GIRAUDOUX, J. et WEIL, C., *La guerre de Troie n'aura pas lieu : pièce en deux actes ; 1935*, Paris, Grasset, 1991 (Le livres de poche 945].
- MICHAUX, H., *Ecuador : journal de voyage*, Paris, Gallimard, 1997 (Collection l'imaginaire 242].
- PENNACCHI, A., *Canal Mussolini*, Paris, Librairie générale française, 2013.
- THOREAU, H.D., *Walden ou La vie dans les bois*, 2017.

2. Articles de revues

2.1 Revues en sciences sociales

- Articles de portée générale

ACOSTA, A. et SCHULDT, J., "Petróleo, Rentismo y Subdesarrollo ¿Una maldición sin solución?", *Nueva Sociedad*, 2006, pp. 71-89.

ADAMOVSKY, E., « Penser le passage du social au politique », *Mouvements*, vol. 3, n° 63, 2010, pp. 111-129.

BELLIER, I., « Les peuples autochtones aux Nations Unies : un nouvel acteur dans la fabrique des normes internationales », *Critique internationale*, vol. 1, n° 54, 2012, pp. 61-80.

BELLIER, I., « Identité globalisée, territoires contestés : les enjeux des peuples autochtones dans la constellation onusienne », *Autrepart*, n° 38, 2006, pp. 99-118.

BETTELHEIM, C., « Echange international et développement régional », *Problèmes de planification*, n° 1, 1962, pp. 1-39.

BIELER, A. et MORTON, A.D., "The Gordian Knot of Agency-Structure in International Relations: A Neo-Gramscian Perspective", *European Journal of International Relations*, vol. 7, n° 1, 2001, pp. 5-35.

BOURDIEU, P., « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-52, 1984, pp. 3-14.

BRAUDEL, F., « Histoire et sciences sociales : la longue durée », *Réseaux*, vol. 5, n° 27, 1987, pp. 7-37.

BRUN, F. et DELEAGE, J.-P., « Au-delà de la guerre, imaginer et construire la paix ! », *Ecologie & politique*, vol. 1, n° 27, 2003, pp. 5-11.

CHAKRABARTY, S., « Global South rhetoric in India's policy projection », *Third World Quarterly*, vol. 38, n° 8, 2016, pp. 1909-1920.

CLASTRES, P., « Indépendance et exogamie : structure et dynamique des sociétés indiennes de la Forêt tropicale », *L'homme*, vol. 3, n° 3, 1963, pp. 67-87.

CROWLEY, J., « Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité », *Critique internationale*, vol. 4, n° 21, 2003, pp. 52-61.

FINNEMORE, M. et SIKKINK, K., « International Norm Dynamics and Political Change », *International Organisation*, vol. 52, n° 4, 1998, pp. 887-917.

FLIPO, F., « Heidegger et les critiques de la technique : une clarification des enjeux », *Sens public*, avril 2014, pp. 2-17.

GALTUNG, J., « Cultural Violence », *Journal of Peace Research*, vol. 27, n° 3, 1990, pp. 291-305.

GRANOVETTER, M.S., "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, 1973, pp. 1360-1380.

INGLEHART, R., "Changing values among Western publics from 1970 to 2006", *West European Politics*, n° 31, 2008, pp. 130-146.

KORANY, B., « End of History, or Its continuation and Accentuation? The Global South and the "New Transformation" Literature », *Third World Quarterly*, vol. 15, n° 1, 1994, pp. 7-15.

LEFORT, I. et PELLETIER, P., « Elisée Reclus ou la condition géographique : habiter la Terre », *Annales de géographie*, vol. 4, n° 704, 2015, pp. 338-350.

MAILLARD, A., « Les temps de l'historien et du sociologue. Retour sur la dispute Braudel-Gurvitch », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 2, n° 119, 2005, pp. 197-222.

NAIM, M., "What Is a GONGO?", *Foreign Policy*, 2009, [En ligne].
 <<https://foreignpolicy.com/2009/10/13/what-is-a-gongo/>>. (Consulté le 17 juin 2019).

PIERSON, P., "When Effects Become Cause. Policy Feedback and Political Change", *World Politics*, vol. 45, n° 4, 1993, pp. 595-628.

POSTEL-VINAY, K., « La transformation spatiale des relations internationales », dans *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, pp. 161-181.

POUPEAU, F., « Sur deux formes de capital international. Note de recherche : les "élites de la globalisation" en Bolivie. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 151-152, 2004, pp. 126-133.

PUTNAM, R.D., "Diplomacy and domestic politics: the logic of two-level games", *International Organisation*, vol. 42, n° 3, 1988, pp. 427-460.

SANTAMARIA, A. et ZUNIGO, X., « « Bonne gouvernance » contre « auto-gouvernance » ? Conflits, alliances et résistances autour d'un programme européen de développement rural en Colombie », *Autrepart*, vol. 3, n° 35, 2005, pp. 57-72.

SANTOS, B. de S., « Epistemologies from the South and the future », *From the European South*, vol. 1, 2016, pp. 17-29.

SOTIRIS, P., « Le dialogue continu de Poulantzas avec Gramsci », *Période*, janvier 2017.

STRANGE, S., « L'échec des Etats face à la mondialisation », *Esprit*, vol. 12, 2011, pp. 62-75.

TARROW, S., « La contestation transnationale », *Cultures & Conflits*, n° 38-39, juin 2000, [En ligne].
 <<http://conflits.revues.org/276>>. (Consulté le 2 mars 2015).

TILLY, C., « La guerre et la construction de l'Etat comme crime organisé », *Politix*, vol. 13, n° 49, 2000, pp. 97-117.

TILLY, C. et TARROW, S.G., « Politique(s) du conflit », 2013.

WALLERSTEIN, I., "World-System Analysis", *Sociopedia.isa*, 2013, pp. 1-8.

WIHTOL DE WENDEN, C., « Une nouvelle donne migratoire », *Politique étrangère*, n° 3, 2015, pp. 95-106.

- Articles de sciences sociales autour des communs

ALLAIN, S., « Le champ des communs en question : perspectives croisées », *NSS*, n° 4, 2011, pp. 379-381.

BADIE, B., « Effectivité des biens publics mondiaux : l'ambiguïté ne vaut pas négation », dans *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 333-347.

CAFFENTZIS, G. et FEDERICI, S., "Comunes contra y más allá del capitalismo", *El Apantle. Revista de estudios comunitarios*, n° 1, 2015, pp. 53-72.

DEMSETZ, H., "Toward a theory of property rights", *The American Economic Review*, n° 2, 1967, pp. 347-359.

DOUAI, A., « De la dimension politique de la propriété et des institutions : apports et limites de l'approche d'Elinor Oström », *Revue internationale de droit économique*, vol. 28, n° 3, 2014, pp. 301-317.

HARDIN, G., « The tragedy of the commons », *Science*, n° 162, 1968, pp. 1243-1248.

HARRIBEY, J.-M., « Le bien commun est une construction sociale. Apports et limites d'Elinor Oström », *Alternatives économiques*, n° 49, 2011, pp. 98-112.

HUGON, P., « Les frontières de l'ordre concurrentiel et du marché : les biens publics mondiaux et les patrimoines communs », *Géographie, économie, société*, vol. 6, n° 3, 2004, pp. 265-290.

MATTEI, U., « La lutte pour les “biens communs” en perspective. Bilan et perspectives », *Raison publique*, 29 avril 2014.

MCCARTHY, J., « Commons as counterhegemonic projects », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 16, n° 1, 2005, pp. 9-24.

NAPOLI, P., « Indisponibilité, service public, usage. Trois concepts fondamentaux pour le “commun” et les “biens communs” », *Tracés*, n° 27, 2014, pp. 211-233.

ORSI, F., « Réhabiliter la propriété comme bundle of rights : des origines à Elinor Oström, et au-delà ? », *Revue internationale de droit économique*, vol. 28, n° 3, 2014, pp. 371-385.

SAMUELSON, P., « The pure theory of public expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 36, n° 4, 1954, pp. 387-389.

SORBARA, J.-G., « Les biens communaux », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 4, 2008, pp. 10-23.

- Articles de sciences sociales portant sur l'écologie

BERTRAND, A., « Quels lieux pour la planète ? », *Vacarme*, vol. 2, n° 51, 2010, pp. 42-44.

BIDAUD, C., « REDD+, un mécanisme novateur ? », *Revue Tiers Monde*, n° 211, 2012, pp. 111-130.

CABANES, V., « Reconnaître le crime d'écocide », *Projet*, vol. 4, n° 353, 2016, pp. 70-73.

CHAKRABARTY, D., « The Climate of History: Four Theses », *Critical Inquiry*, vol. 35, n° 2, 2009, pp. 197-222.

CHARBONNIER, P., « Le rendement et le butin. Regard écologique sur l'histoire du capitalisme », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 53, 2013, pp. 92-105.

DAHAN, A. et AYKUT, S.C., « Le régime climatique avant et après Copenhague : sciences, politiques et l'objectif des deux degrés », *Nature Sciences Sociétés*, vol. 19, n° 2, 2011, pp. 144-157.

DI MAURO, S., « Seeing the local in the global: Political ecologies, world-systems, and the question of scale », *Geoforum*, vol. 40, n° 1, 2009, pp. 116-125.

LUND, J. *et al.*, « Promising Change, Delivering Continuity: REDD+ as Conservation Fad », *World Development*, vol. 89, 2017, pp. 124-139.

LAURENT, E., « Ecologie et inégalités », *Revue de l'OFCE*, vol. 2, n° 109, 2009, pp. 33-57.

LEE PELUSO, N., « Situer les political ecologies : l'exemple du caoutchouc », dans *Environnement, discours et pouvoir*, Paris, Quae, 2012, pp. 37-64.

MOORE, J.W., « La nature dans les limites du capital (et vice versa) », *Actuel Marx*, vol. 1, n° 61, 2017, pp. 24-46.

MÜLLER, B., « Les droits de propriété intellectuelle sur “la nature” », *Multitudes*, n° 41, 2010, pp. 73-81.

ROME A., "“Give Earth a Chance”: The Environmental Movement and the Sixties”, *Journal of American History*, vol. 90, n° 2, 2003, pp. 525-554

VRIGNON A., « Ecologie et politique dans les années 1970. Les Amis de la Terre en France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 113, 2012, pp. 179-190.

- Articles relatifs aux cas d'étude : Equateur, Bolivie, Amazonie

ACOSTA, A., "La iniciativa Yasuní ITT: Una crítica desde la economía política", *Coyuntura*, vol. 0, n° 16, février 2014, [En ligne].

<<http://www.ucuenca.edu.ec/ojs/index.php/conyuntura/article/view/189>>. (Consulté le 12 mars 2015).

ALBO, X., « La marche vers le pouvoir indigène. Equateur, Pérou, Bolivie. », *Projet*, vol. 5, n° 318, 2010, pp. 60-67.

ALVIZURI, V., "Indianismo, política y religión en Bolivia (2006-2016)", *Caravelle*, n° 108, 2017, pp. 83-98.

ALVIZURI, V., "Evo Morales o la reinvenion de la indianidad", 2017.

AVILÉS, A. C., "Generación hidroeléctrica en el Ecuador: posibles beneficios en los mercados de carbono", *Cuestiones Economicas*, vol. 2, n° 24, juin 2008, pp. 141-167.

BAKER, P., « The Phantom, The Plebeian and the State: Grupo Comuna and the Intellectual Career of Álvaro García Linera », *Viewpointmag*, 2015.

BUCLET, B., « Les réseaux d'ONG et la gouvernance en Amazonie », *Autrepart*, n° 37, 2006, pp. 93-110.

CALVO, V., « Les sujets de l'autonomie indigène : autogouvernement et cosmopolitiques dans les Andes boliviennes », *Critique internationale*, vol. 1, n° 82, 2019, pp. 97-115.

CANESSA, A., « Indigenous Conflict in Bolivia Explored through an African Lens: Towards a Comparative Analysis of Indigeneity », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 60, 2018, pp. 308-337.

CAVAGNOUD Robin, « La Bolivie et la révolte des indigènes du TIPNIS » | Sciences Po Observatoire Politique de l'Amérique latine et des Caraïbes
 / Observatorio Politico de América Latina y del Caribe (OPALC) », 23 novembre 2011, [En ligne].
<<https://www.sciencespo.fr/opalc/content/la-bolivie-et-la-revolte-des-indigenes-du-tipnis>>. (Consulté le 26 février 2018).

CORREA, R., LACOMBA, J. et OCHOA, S., "Crisis, retornos y emprendimientos. El caso de los migrantes ecuatorianos y el Fondo Cucayo", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 2, 2016, pp. 95-119.

DO ALTO, H., « De la révolution nationale à la victoire d'Evo Morales », *Actuel Marx*, vol. 2, n° 42, 2007, pp. 84-96.

ERREJÓN, I. et CANELAS, M., "¿La Patria de los indios o los indios por la Patria?", 2010.

FERNÁNDEZ, B.S., "¿Quiénes son los intelectuales indígenas ecuatorianos? Aportes para una construcción intercultural de saberes en América latina", *A Parte Rei*, vol. 71, septembre 2010.

FORNILLO, B. et CANAVESE, M., "Política e intelectuales en la historia reciente de Bolivia (1985-2012)", *Historia y espacio*, vol. 41, 2013, pp. 159-185.

GARCIA, F., « Equateur : mouvement indigène et participation (1990-2007) », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 18, 2007, pp. 295-308.

GESLIN, A., « La protection internationale des peuples autochtones : de la reconnaissance d'une identité transnationale autochtone à l'interculturalité normative », *Annuaire français du droit international*, 2010, pp. 658-687.

HALE, C., « Cultural Politics of Identity in Latin America », *Annual Review Anthropology*, vol. 26, 1997, pp. 567-590.

HERRERA RIOS, W., « Intégrer la Révolution Citoyenne : passerelles et reconversion des militants de la cause des émigrés en Equateur », *Revue internationale des études du développement*, vol. 2, n° 230, 2017, pp. 127-150.

LABARTHE, S., « Yasuní-ITT en Equateur : le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? », *Mouvements*, n° 76, 2013, pp. 90-104.

LACROIX, L., « La participation de la Confédération Indigène de Bolivie à la vie politique nationale bolivienne (1982-2010) », *Civilisations*, n° 60, 2011, pp. 103-119.

LÓPEZ-ARELLANO, S. et PETRAS, J., "La ambigua ayuda de las ONG en Bolivia", *Nueva Sociedad*, n° 131, 1994, pp. 72-87.

LORENZA BELINDA, F., « A l'ombre de la reconnaissance : politiques identitaires et conflit social en Bolivie », *Critique internationale*, n° 64, 2014, pp. 101-120.

LÖWY, M., « Les luttes écosociales des indigènes », *Ecologie & politique*, n° 46, 2013, pp. 55-66.

MATEO, J.P. et GARCÍA, S., "El sector petrolero en Ecuador. 2000-2010", *Revista Problemas del Desarrollo*, n° 177, 2014, pp. 113-139.

MAYORGA, F. et RODRIGUEZ, B., "Nacionalismo e indigenismo en el gobierno del MAS", *Revista Temas y Debates*, n° 20, octobre 2010, pp. 97-122.

PERRIER-BRUSLE, L., « La Bolivie, sa mer perdue et la construction nationale », *Annales de géographie*, vol. 1, n° 689, 2013, pp. 47-72.

PERRIER-BRUSLE, L., « Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental », *EchoGéo*, janvier 2012, [En ligne]. <<http://journals.openedition.org/echogeo/12972>>. (Consulté le 26 février 2018).

POUPEAU, F., « La Bolivie entre Pachamama et modèle extractiviste », *Ecologie & politique*, n° 46, 2013, pp. 109-119.

POUPEAU, F., « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénisation de la modernité. », *L'homme*, n° 198-199, 2011, pp. 247-276.

RAMIREZ GALLEGOS, F., "Post-neoliberalismo indócil. Agenda pública y relaciones socio-estatales en el Ecuador de la Revolución Ciudadana", *Temas y debates: revista universitaria de ciencias sociales*, n° 20, octobre 2010, pp. 175-194.

RAMIREZ GALLEGOS F. et GUIJARRO J., « Equateur : une "Révolution Citoyenne" contestée », *Amérique latine : état des résistances dans le Sud*, vol. 18, n° 4, 2011, pp. 53-60.

SANTOS, B. de S., *Revueltas de indignación y otras conversas*, 2015, [En ligne]. <<http://arks.princeton.edu/ark:/88435/dsp018p58pg46t>>. (Consulté le 26 février 2018).

SVAMPA, M., « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », n° 81, 2011, pp. 101-127.

TZUL TZUL, G., "Sistemas de gobierno comunal indígena: la organización de la reproducción de la vida", *El Apantle. Revista de estudios comunitarios*, n° 1, octobre 2015, pp. 127-140.

2.2 Revues en sciences physiques / biologiques

ALMEIDA, R.M. *et al.*, "Emissions from Amazonian dams", *Nature Climate Change*, vol. 3, novembre 2013, p. 1005.

FEARNSIDE, P.M. et PUEYO, S., "Greenhouse-gas emissions from tropical dams", *Nature Climate Change*, vol. 2, mai 2012, p. 382.

FINER, M. *et al.*, "Ecuador's Yasuní Biosphere Reserve: a brief modern history and conservation challenges", *Environmental Research Letters*, n° 4, 2009, pp. 1-15.

LOVEJOY, T.E. et NOBRE, C., "Amazon Tipping Point", *Science Advances*, vol. 4, n° 2, 2018.

SARAVIA, M. *et al.*, « Better Knowledge, Better Decisions - Supporting Sustainable Andean Mountains Development », *Mountain Research and Development*, vol. 33, n° 3, 2013, pp. 339-342.

STEFFEN, W. *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 115, n° 33, août 2018, pp. 8252-8259.

3. Chapitres d'ouvrages

- ALLES, D., GUILBAUD, A. et LAGRANGE, D., « L'entretien en relations internationales », dans *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, pp. 159-176.
- BECKER M., "Resource Extraction, *Sumak Kawsay* and Social Movement Resistance in Ecuador under Rafael Correa" », dans *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, pp. 61-78
- CALVO, V. et RECONDO, D., « Le gouvernement d'Evo Morales entre décolonisation de l'Etat et clientélisation politique », dans *La gauche en Amérique Latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 175-199.
- CONROY A. et MORALES W. Q., "Social Movement Governance in Bolivia: Contention in a multi-ethnic Democracy", in *The New Global Politics. Global Movements in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2017, pp. 29-45.
- DROULERS, M. et BROGGIO, C., « Chapitre III. L'Amazonie à l'heure du développement durable », dans *Le Brésil*, Paris, PUF, 2017, pp. 103-120.
- GONZALEZ-ESPINOSA, A.C., « La gauche et la continuité du projet extractiviste. Bolivie, Equateur, Venezuela », dans *La gauche en Amérique Latine, 1998-2012*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 335-365.
- GUILLAUME B., PETT V., « Fermeture des futurs. Ouverture de la démocratie », in Y.C. ZARKA et J. DERNY, *La démocratie face aux enjeux environnementaux : la transition écologique*, 2017
- HAMILTON, C., « Vers une philosophie de l'histoire de l'anthropocène », dans *Penser l'anthropocène*, Paris, Rémi Beau et Catherine Larrère, 39-50.
- RECONDO D., « Participatory Decentralization in Bolivia: The Genealogy of an Institutional Transplant », in *Democracy at Large. NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2012, pp. 125-145.
- MAIRET, G., « Nature et souveraineté, philosophie politique en temps de crise écologique », dans *L'enjeu mondial*, Paris, 2015, pp. 37-44.